



ASSEMBLÉE NATIONALE

Procès-verbaux et documents annexes

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE
PREMIÈRE SESSION

Du 29 novembre 1994 au 12 mars 1996

Volume CXXIV

QUÉBEC

Publié par :

**Le Secrétariat de l'Assemblée
Assemblée nationale
Édifice Honoré-Mercier
Bureau 3.45
Québec (Québec) G1A 1A3**

**Téléphone : (418) 643-2793
Télécopieur : (418) 643-0931**

**Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0825-9607**

TABLE DES MATIÈRES

Procès-verbaux	1
----------------------	---

Index

Table de concordance	933
Liste des rubriques	937
Index général	939

Annexes

Annexe A - Proclamations	A-1
Annexe B - Composition de l'Assemblée	B-1
Annexe C - Liste des documents dont la loi prescrit le dépôt	C-1
Annexe D - Liste des documents déposés à l'Assemblée	D-1
Annexe E - État des projets de loi publics et privés	E-1
Annexe F - Sanctions	F-1
Annexe G - Sommaire statistique	G-1

La séance est ouverte à 14 h 06.

Moment de recueillement

La première session de la trente-cinquième Législature de la province de Québec ayant été convoquée aujourd'hui pour l'expédition de ses affaires, les députés présents qui ont prêté et souscrit les serments d'office prescrits par la loi prennent place.

Le secrétaire général, M. Pierre Duchesne, dépose les listes des candidats proclamés élus à la suite des élections générales tenues le 12 septembre 1994. Ces documents, reçus les 22, 26 et 27 septembre et les 12 et 31 octobre 1994, lui ont été transmis par M. Pierre-F. Côté, C.R., directeur général des élections, conformément à l'article 380 de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3).

(Dépôt n° 1-941129)

LISTE DES DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

<i>Circonscription</i>	<i>Candidat élu</i>	<i>Appartenance politique</i>
Abitibi-Est	Pelletier, André	Parti Québécois
Abitibi-Ouest	Gendron, François	Parti Québécois
Acadie	Bordeleau, Yvan	Parti Libéral du Québec
Anjou	Bélanger, Pierre	Parti Québécois
Argenteuil	Beaudet, Régent L.	Parti Libéral du Québec
Arthabaska	Baril, Jacques	Parti Québécois
Beauce-Nord	Poulin, Normand	Parti Libéral du Québec
Beauce-Sud	Quirion, Paul-Eugène	Parti Libéral du Québec
Beauharnois-Huntingdon	Chenail, André	Parti Libéral du Québec
Bellechasse	Lachance, Claude	Parti Québécois
Berthier	Baril, Gilles	Parti Québécois

Bertrand	Thérien, Robert	Parti Libéral du Québec
Blainville	Signori, Céline	Parti Québécois
Bonaventure	Landry, Marcel	Parti Québécois
Borduas	Charbonneau, Jean-Pierre	Parti Québécois
Bourassa	Charbonneau, Yvon	Parti Libéral du Québec
Bourget	Laurin, Camille	Parti Québécois
Brome-Missisquoi	Paradis, Pierre	Parti Libéral du Québec
Chambly	Beaudoin, Louise	Parti Québécois
Champlain	Beaumier, Yves	Parti Québécois
Chapleau	Vaive, Claire	Parti Libéral du Québec
Charlesbourg	Rochon, Jean	Parti Québécois
Charlevoix	Bertrand, Rosaire	Parti Québécois
Châteauguay	Fournier, Jean-Marc	Parti Libéral du Québec
Chauveau	Brouillet, Raymond	Parti Québécois
Chicoutimi	Blackburn, Jeanne L.	Parti Québécois
Chomedey	Mulcair, Thomas J.	Parti Libéral du Québec
Crémazie	Campeau, Jean	Parti Québécois
D'Arcy-McGee	Bergman, Lawrence	Parti Libéral du Québec
Deux-Montagnes	Robert, Hélène	Parti Québécois
Drummond	Jutras, Normand	Parti Québécois
Dubuc	Morin, Gérard-R.	Parti Québécois
Duplessis	Perron, Denis	Parti Québécois
Fabre	Facal, Joseph	Parti Québécois
Frontenac	Lefebvre, Roger	Parti Libéral du Québec
Gaspé	Lelièvre, Guy	Parti Québécois
Gatineau	Lafrenière, Réjean	Parti Libéral du Québec
Gouin	Boisclair, André	Parti Québécois
Groulx	Kieffer, Robert	Parti Québécois
Hochelaga-Maisonneuve	Harel, Louise	Parti Québécois
Hull	LeSage, Robert	Parti Libéral du Québec
Iberville	Le Hir, Richard	Parti Québécois
Îles-de-la-Madeleine	Farrah, Georges	Parti Libéral du Québec
Jacques-Cartier	Kelley, Geoffrey	Parti Libéral du Québec
Jeanne-Mance	Bissonnet, Michel	Parti Libéral du Québec
Jean-Talon	Delisle, Margaret F.	Parti Libéral du Québec
Johnson	Boucher, Claude	Parti Québécois

Joliette Jonquière	Chevrette, Guy Dufour, Francis	Parti Québécois Parti Québécois
Kamouraska-Témiscouata	Dionne, France	Parti Libéral du Québec
Labelle	Léonard, Jacques	Parti Québécois
Lac-Saint-Jean	Brassard, Jacques	Parti Québécois
LaFontaine	Gobé, Jean-Claude	Parti Libéral du Québec
La Peltrie	Côté, Michel	Parti Québécois
La Pinière	Houda-Pépin, Fatima	Parti Libéral du Québec
Laporte	Bourbeau, André	Parti Libéral du Québec
La Prairie	Lazure, Denis	Parti Québécois
L'Assomption	Parizeau, Jacques	Parti Québécois
Laurier-Dorion	Sirros, Christos	Parti Libéral du Québec
Laval-des-Rapides	Ménard, Serge	Parti Québécois
Laviolette	Jolivet, Jean-Pierre	Parti Québécois
Les Chutes- de-la-Chaudière	Carrier-Perreault, Denise	Parti Québécois
Lévis	Garon, Jean	Parti Québécois
Limoulu	Rivard, Michel	Parti Québécois
Lotbinière	Paré, Jean-Guy	Parti Québécois
Louis-Hébert	Bégin, Paul	Parti Québécois
Marguerite-Bourgeoy	Frulla, Liza	Parti Libéral du Québec
Marguerite-D'Youville	Beaulne, François	Parti Québécois
Marie-Victorin	Vermette, Cécile	Parti Québécois
Marquette	Ouimet, François	Parti Libéral du Québec
Maskinongé	Désilets, Rémy	Parti Québécois
Masson	Blais, Yves	Parti Québécois
Matane	Rioux, Matthias	Parti Québécois
Matapédia	Doyer, Danielle	Parti Québécois
Mégantic-Compton	Bélanger, Madeleine	Parti Libéral du Québec
Mercier	Perreault, Robert	Parti Québécois
Mille-Îles	Leduc, Lyse	Parti Québécois
Montmagny-L'Islet	Gauvin, Réal	Parti Libéral du Québec
Montmorency	Filion, Jean	Parti Québécois
Mont-Royal	Ciaccia, John	Parti Libéral du Québec
Nelligan	Williams, Russell	Parti Libéral du Québec
Nicolet-Yamaska	Morin, Michel	Parti Québécois
Notre-Dame-de-Grâce	Copeman, Russell	Parti Libéral du Québec

Orford	Benoît, Robert	Parti Libéral du Québec
Outremont	Tremblay, Gérald	Parti Libéral du Québec
Papineau	MacMillan, Norman	Parti Libéral du Québec
Pointe-aux-Trembles	Bourdon, Michel	Parti Québécois
Pontiac	Middlemiss, Robert	Parti Libéral du Québec
Portneuf	Bertrand, Roger	Parti Québécois
Prévost	Paillé, Daniel	Parti Québécois
Richelieu	Simard, Sylvain	Parti Québécois
Richmond	Vallières, Yvon	Parti Libéral du Québec
Rimouski	Charest, Solange	Parti Québécois
Rivière-du-Loup	Dumont, Mario	Action démocratique du Québec
Robert-Baldwin	Marsan, Pierre	Parti Libéral du Québec
Roberval	Laprise, Benoît	Parti Québécois
Rosemont	Dionne-Marsolais, Rita	Parti Québécois
Rousseau	Brien, Lévis	Parti Québécois
Rouyn-Noranda— Témiscamingue	Trudel, Rémy	Parti Québécois
Saguenay	Gagnon, Gabriel-Yvan	Parti Québécois
Saint-François	Gagnon-Tremblay, Monique	Parti Libéral du Québec
Saint-Henri—Sainte-Anne	Loiselle, Nicole	Parti Libéral du Québec
Saint-Hyacinthe	Dion, Léandre	Parti Québécois
Saint-Jean	Paquin, Roger	Parti Québécois
Saint-Laurent	Cherry, Normand	Parti Libéral du Québec
Sainte-Marie— Saint-Jacques	Boulerice, André	Parti Québécois
Saint-Maurice	Pinard, Claude	Parti Québécois
Salaberry-Soulanges	Deslières, Serge	Parti Québécois
Sauvé	Parent, Marcel	Parti Libéral du Québec
Shefford	Brodeur, Bernard	Parti Libéral du Québec
Sherbrooke	Malavoy, Marie	Parti Québécois
Taillon	Marois, Pauline	Parti Québécois
Taschereau	Gaulin, André	Parti Québécois
Terrebonne	Caron, Jocelyne	Parti Québécois
Trois-Rivières	Julien, Guy	Parti Québécois
Ungava	Létourneau, Michel	Parti Québécois

Vachon	Payne, David	Parti Québécois
Vanier	Barbeau, Diane	Parti Québécois
Vaudreuil	Johnson, Daniel	Parti Libéral du Québec
Verchères	Landry, Bernard	Parti Québécois
Verdun	Gautrin, Henri-François	Parti Libéral du Québec
Viau	Cusano, William	Parti Libéral du Québec
Viger	Maciocia, Cosmo	Parti Libéral du Québec
Vimont	Cliche, David	Parti Québécois
Westmount—Saint-Louis	Chagnon, Jacques	Parti Libéral du Québec

M. Parizeau, premier ministre, informe le Secrétaire général que Son Excellence le lieutenant-gouverneur demande aux membres de l'Assemblée nationale d'élire un Président.

Le Secrétaire général invite alors le doyen de l'Assemblée, M. Ciaccia, député de Mont-Royal, à présider à l'élection du Président de l'Assemblée nationale.

M. Parizeau propose :

QUE M. Roger Bertrand, député de la circonscription électorale de Portneuf, soit élu Président de l'Assemblée nationale.

Après les interventions de M. Parizeau, de M. Johnson, chef de l'opposition officielle, et de M. Dumont (Rivière-du-Loup), le député de Mont-Royal proclame M. Roger Bertrand élu, à l'unanimité, Président de l'Assemblée nationale.

Puis, M. Parizeau et M. Johnson accompagnent M. Bertrand au fauteuil du Président.

M. Bertrand prononce alors une allocution d'acceptation.

Puis, M. Parizeau propose :

QUE M. Pierre Bélanger, député de la circonscription électorale d'Anjou, soit élu vice-président de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Enfin, M. Parizeau propose :

QUE M. Raymond Brouillet, député de la circonscription électorale de Chauveau, soit élu vice-président de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée à l'unanimité.

M. le Président informe l'Assemblée que Son Excellence le lieutenant-gouverneur prononcera l'allocution d'ouverture de la session vers 16 h 45. Puis, à 14 h 26, il suspend la séance jusqu'à 16 h 45.

La séance reprend à 16 h 46.

Son Excellence le lieutenant-gouverneur fait son entrée à l'Assemblée nationale et, ayant pris place au fauteuil, lit l'allocution d'ouverture suivante :

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Monsieur le Premier ministre,
Monsieur le Chef de l'opposition officielle,
Mesdames, messieurs les ministres,
Mesdames, messieurs de l'Assemblée nationale,
Distingués invités,
Mesdames, messieurs,

Il m'est très agréable d'accueillir ici les femmes et les hommes que les Québécois ont choisis pour relever les défis qui s'offrent à la société québécoise.

Cette Assemblée, la trente-cinquième de notre histoire, est nouvelle à plus d'un titre. Presque la moitié des élus, 55 sur 125, y siègent pour la première fois. Leur arrivée, dans l'opposition, sur les banquettes ministérielles et au sein de l'équipe gouvernementale, est le symbole vivant de l'éternel renouvellement de la démocratie. Un signe de sa santé et de son dynamisme. Je leur souhaite tous la bienvenue.

L'Assemblée compte un nouveau premier ministre, M. Jacques Parizeau, ainsi qu'un nouveau chef de l'opposition, M. Daniel Johnson. Ce n'est pas la première fois qu'ils se feront face, mais ils sont chacun investis de nouvelles fonctions. Il leur incombe à tous deux d'imprimer aux débats de cette chambre un climat de civilité et de respect mutuel. Les citoyens veulent un gouvernement actif et une opposition vigilante. Mais ils tolèrent de moins en moins les remarques acerbes, la mauvaise foi et les faux-fuyants. Il est donc heureux que cette Assemblée puisse compter, des deux côtés de la chambre, sur deux hommes d'honneur et d'expérience. Ils sauront donner au débat démocratique le caractère constructif et noble auquel les Québécois ont droit.

Ils le feront sous l'oeil rigoureux du nouveau Président de l'Assemblée, M. Roger Bertrand, député de Portneuf, et de ses vice-présidents M. Pierre Bélanger, député d'Anjou, et M. Raymond Brouillet, député de Chauveau. Le leader parlementaire du gouvernement, M. Guy Chevrette, et celui de l'opposition, M. Pierre Paradis, sont déjà rompus aux règles et usages de cette Assemblée et je m'attends à ce qu'ils collaborent pour en assurer le bon fonctionnement.

Je profite de l'occasion pour saluer tous ceux qui nous ont quitté depuis la dernière session. Certains nous ont quitté par choix personnel. D'autres ont dû se plier à la volonté des électeurs. Je leur souhaite tous bonne chance dans leurs nouvelles carrières et les remercie pour les années consacrées à l'exercice démocratique. Mais je voudrais souligner particulièrement le décès de votre collègue Gérald Godin — il était également mon ami — il a su faire profiter cette chambre, pendant près de 20 ans, de son ouverture, de sa bonhomie, de sa poésie. Il nous manquera.

Il y a dans cette nouvelle Assemblée de l'enthousiasme et de l'expérience. Le cadet, Mario Dumont, député de Rivière-du-Loup, n'est pas le moins vigoureux d'entre vous. L'aîné, Camille Laurin, député de Bourget, a pris sur lui l'exigeante fonction de coordonner l'action gouvernementale à Montréal.

Je voudrais signaler en particulier la place des Québécoises. Elles ne sont pas plus nombreuses que dans l'Assemblée précédente. Cependant, elles sont plus puissantes que jamais. Le Premier ministre a choisi de leur donner le tiers des places de son équipe gouvernementale. Surtout, au sein de l'important comité des priorités, il a nommé trois femmes et trois hommes, instaurant ainsi pour la première fois le principe de l'égalité au sommet de l'État québécois. Voilà une réalisation que tout le Québec a raison d'applaudir.

Le Premier ministre a aussi choisi de restreindre le nombre de ses ministres à moins de 20, par mesure d'économie et de saine gestion. Il a aussi limité le personnel ministériel à cinq conseillers par ministre, une économie substantielle qui est aussi une marque de confiance et de respect pour la fonction publique québécoise.

De même il a aboli les comités interministériels, sauf celui des priorités, pour alléger, et donc accélérer, le processus de prise de décision. Il a aussi choisi de ne pas combler tous les postes d'adjoints parlementaires de ministres, mais de créer à la place le nouveau poste de délégué régional. Il fait en sorte que les dossiers des régions sont maintenant relayés directement au sommet. Cette façon novatrice de concevoir le lien entre les régions et la capitale est le premier signe d'un rapprochement entre le gouvernement québécois et les citoyens. C'est le premier pas, aussi, vers une plus grande prise de responsabilité, dans les régions, des leviers de décision.

Dans l'année qui s'ouvre, le Québec est confronté à de grands défis. Celui de l'emploi, d'abord, et de la pauvreté. Celui de la jeunesse et celui de la condition des femmes. Le gouvernement a l'intention d'agir sur ces fronts de manière déterminée, comme vous l'expliquera le Premier ministre dans un instant. La majorité des députés de cette Assemblée ont aussi été élus pour proposer aux Québécois de franchir une grande étape, celle de la souveraineté. Le gouvernement entend bien la préparer, et bien l'expliquer. Il veut aussi faire participer les Québécois au processus de préparation du projet souverainiste, pour que cette décision collective et démocratique, si elle était acceptée, soit celle de tous les Québécois.

Le gouvernement vous proposera au cours de cette session plusieurs législations dans les domaines sociaux, économiques et culturels. Vous aurez alors l'occasion de faire valoir vos opinions sur chacune d'elles. Je suis convaincu que vous rechercherez à faire triompher, dans ces échanges, la règle du droit dans le meilleur intérêt de notre population.

Mesdames et messieurs les députés, dans l'année qui vient, vous allez faire l'histoire. Votre responsabilité n'en est que plus grande. Votre dévouement, votre lucidité, votre sérénité n'en sont que plus nécessaires. Je vous remercie d'avance, au nom des Québécois.

Je prie la divine providence de vous éclairer, de vous aider et de vous bénir.

Je vous remercie.

Son Excellence le lieutenant-gouverneur se retire.

M. le Président occupe le fauteuil.

M. Parizeau, premier ministre, prononce ensuite le discours d'ouverture de la session au nom du gouvernement.

29 novembre 1994

À 17 h 55, M. le Président lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 30 novembre 1994, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 15.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours d'ouverture de la session

Avant que le débat ne s'engage sur le discours d'ouverture de la session, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour l'ensemble de ce débat : soixante minutes sont accordées au représentant du gouvernement pour sa réplique et vingt minutes sont allouées au député indépendant ; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat ; dans ce cadre, les interventions seront limitées à vingt minutes chacune.

M. Johnson, chef de l'opposition officielle, entame le débat sur le discours d'ouverture de la session prononcé par M. Parizeau, premier ministre, à la séance du mardi 29 novembre 1994.

À la fin de son intervention, M. Johnson propose la motion de censure suivante :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement du Parti Québécois pour son absence totale de vision et de mesures concrètes quant à la création d'emplois, au développement économique, social et culturel du Québec, pour son manque de courage quant à la gestion des finances publiques et pour ses décisions constamment subordonnées à son obsession visant la séparation du Québec.

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture de la session.

À 12 h 55, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures et, en conséquence, le débat sur le discours d'ouverture est ajourné.

La séance reprend à 15 h 03.

Moment de recueillement

M. le Président dépose copie des lettres qu'il a reçues de M. Parizeau, premier ministre, l'informant des nominations suivantes :

M. Guy Chevrette, député de Joliette, à la fonction parlementaire de leader du gouvernement, à compter du 26 septembre 1994 ;

M. François Gendron, député d'Abitibi-Ouest, à la fonction parlementaire de leader adjoint du gouvernement, à compter du 26 septembre 1994 ;

M. André Boisclair, député de Gouin, à la fonction parlementaire de leader adjoint du gouvernement, à compter du 26 septembre 1994 ;

M. Jean-Pierre Jolivet, député de Laviolette, à la fonction parlementaire de whip en chef du gouvernement, à compter du 26 septembre 1994 ;

Mme Cécile Vermette, députée de Marie-Victorin, à la fonction parlementaire de whip adjointe du gouvernement, à compter du 26 septembre 1994 ;

M. Normand Jutras, député de Drummond, à la fonction parlementaire de whip adjoint du gouvernement, à compter du 26 septembre 1994 ;

M. Rosaire Bertrand, député de Charlevoix, à la fonction de président du caucus du Parti Québécois, à compter du 25 octobre 1994.

(Dépôt n° 2-941130)

Puis, il dépose copie des lettres qu'il a reçues de M. Johnson, chef de l'opposition officielle, l'informant des nominations suivantes :

M. Pierre Paradis, député de Brome-Missisquoi, à la fonction parlementaire de leader de l'opposition officielle, à compter du 27 septembre 1994 ;

M. Roger Lefebvre, député de Frontenac, à la fonction parlementaire de leader adjoint de l'opposition officielle, à compter du 27 septembre 1994 ;

M. Georges Farrah, député des Îles-de-la-Madeleine, à la fonction parlementaire de whip en chef de l'opposition officielle, à compter du 27 septembre 1994 ;

M. Michel Bissonnet, député de Jeanne-Mance, à la fonction parlementaire de whip adjoint de l'opposition officielle, à compter du 29 novembre 1994.

(Dépôt n° 3-941130)

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

- 39 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

La motion est adoptée.

M. Campeau, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

- 38 Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé :

222 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et adopté avant le 21 décembre 1994, sous réserve de l'article 22 du Règlement.

(Dépôt n° 4-941130)

M. Cliche (Vimont) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 222, Loi modifiant la charte de la Ville de Laval.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 222 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le Ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de documents

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, dépose :

Le rapport annuel de la Régie de la sécurité dans les sports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 5-941130)

Le rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 6-941130)

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, dépose :

Le rapport annuel du ministère de la Sécurité du revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 7-941130)

Le rapport annuel du Conseil du statut de la femme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 8-941130)

M. le Président dépose :

Deux rapports du Directeur général des élections du Québec sur la mise en application de l'article 490 de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3) : le premier concernant les élections générales tenues le 12 septembre 1994 ; le second concernant la nouvelle élection tenue dans la circonscription électorale de Saint-Jean, le 24 octobre 1994, pour cause d'égalité des voix.

(Dépôt n° 9-941130)

Le rapport annuel du Directeur général des élections, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, y compris le rapport sur les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1993.

(Dépôt n° 10-941130)

Le rapport annuel de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, y compris le rapport sur les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1993.

(Dépôt n° 11-941130)

Le rapport du Vérificateur général du Québec sur l'état des dépenses et des crédits autorisés, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 12-941130)

Copie d'une lettre, en date du 5 octobre 1994, adressée à la Présidence de l'Assemblée nationale par M^e Gilles R. Tremblay, l'informant de sa démission comme membre de la Commission de la fonction publique à compter du 24 octobre 1994, conformément à l'article 108 de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1).

(Dépôt n° 13-941130)

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale :

Décision 692, en date du 17 juin 1994, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative ;

Décision 694, en date du 28 juin 1994, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les missions officielles ;

Décision 696, en date du 28 juin 1994, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les envois sans adresse et le Règlement sur la fourniture de certains imprimés aux députés ;

Décision 701, en date du 23 septembre 1994, concernant le Règlement modifiant certaines dispositions réglementaires ;

Décision 702, en date du 18 octobre 1994, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés.

(Dépôt n° 14-941130)

La liste des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée.

(Dépôt n° 15-941130)

Le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 29 novembre 1994.

(Dépôt n° 16-941130)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours d'ouverture de la session

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture de la session, prononcé par M. Parizeau, premier ministre, à la séance du mardi 29 novembre 1994, et sur la motion de censure présentée par M. Johnson, chef de l'opposition officielle.

À la fin de son intervention, M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) propose la motion de censure suivante :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement du Parti Québécois qui renie sa promesse électorale, soit d'éliminer le déficit des opérations courantes au cours des deux prochaines années.

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture de la session.

À 18 h 05, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 1^{er} décembre 1994, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé :

- 214 Loi concernant certains immeubles du cadastre du Village de Soulanges —
Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et adopté avant le
21 décembre 1994, sous réserve de l'article 22 du Règlement.
(Dépôt n° 17-941201)

M. Deslières (Salaberry-Soulanges) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 214, Loi concernant certains immeubles du cadastre du Village de Soulanges.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 214 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission des institutions et le Ministre de la Justice sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de documents

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, dépose :

Le rapport annuel de la Commission municipale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 18-941201)

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, dépose :

Le rapport annuel du Bureau de révision en immigration, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 19-941201)

Le rapport annuel du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 20-941201)

M. Léonard, ministre des Transports, dépose :

Le rapport annuel du ministère des Transports, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 21-941201)

M. Bégin, ministre de la Justice, dépose :

Le rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 22-941201)

Le rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 23-941201)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 59 et 139 du Règlement, M. Jolivet, whip en chef du gouvernement, dépose :

La liste des présidents de séance pour le groupe parlementaire formant le gouvernement.

(Dépôt n° 24-941201)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 59 et 139 du Règlement, M. Farrah, whip en chef de l'opposition officielle, dépose :

La liste des présidents de séance pour le groupe parlementaire formant l'opposition officielle.

(Dépôt n° 25-941201)

Ces deux derniers dépôts tenant lieu de rapport de la Commission de l'Assemblée nationale, ce rapport est adopté.

Dépôts de rapports de commissions

M. le Président dépose :

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 30 novembre 1994, a statué sur l'application des articles 127 et 139 du Règlement de l'Assemblée nationale. Ce rapport contient également une modification à l'article 118 du Règlement.

(Dépôt n° 26-941201)

Sur la motion de M. Brouillet, vice-président, ce rapport est adopté.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose :

QUE cette Assemblée souligne la Journée mondiale sur le sida, sur le thème «Le sida et la famille».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Farrah, whip en chef de l'opposition officielle, propose :

QUE M. Thomas J. Mulcair, député de Chomedey, remplace M. Michel Bissonnet, député de Jeanne-Mance, comme membre de la Commission des institutions ;

M. Michel Bissonnet, député de Jeanne-Mance, remplace M. Thomas J. Mulcair, député de Chomedey, comme membre de la Commission de la culture.

La motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélanger, vice-président, avise l'Assemblée que les commissions suivantes se réuniront afin d'élire leur président et leur vice-président :

- la Commission des affaires sociales ;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation ;
- la Commission de l'aménagement et des équipements ;
- la Commission du budget et de l'administration ;

- la Commission de la culture ;
- la Commission de l'éducation ;
- la Commission de l'économie et du travail ;
- la Commission des institutions.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours d'ouverture de la session

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture de la session, prononcé par M. Parizeau, premier ministre, à la séance du mardi 29 novembre 1994, et sur les motions de censure présentées par M. Johnson, chef de l'opposition officielle, et M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis).

À 13 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 03.

Débat sur le discours d'ouverture de la session

L'Assemblée poursuit le débat sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure présentées par M. Johnson, chef de l'opposition officielle, et M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis).

À 17 h 54, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 02.

Débat sur le discours d'ouverture de la session

L'Assemblée poursuit le débat sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure présentées par M. Johnson, chef de l'opposition officielle, et M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis).

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement.

1^{er} décembre 1994

À 21 h 35, sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au vendredi 2 décembre 1994, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Campeau, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

- 44 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur le ministère du Revenu.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé :

- 225 Loi concernant la Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et adopté avant le 21 décembre 1994, sous réserve de l'article 22 du Règlement.

(Dépôt n° 27-941202)

M. Lefebvre (Frontenac) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 225, Loi concernant la Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 225 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le Ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé :

216 Loi concernant D. H. Howden & Co. Limited — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et adopté avant le 21 décembre 1994, sous réserve de l'article 22 du Règlement.

(Dépôt n° 28-941202)

M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 216, Loi concernant D. H. Howden & Co. Limited.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 216 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et le Ministre des Finances sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de documents

M. Garon, ministre de l'Éducation, dépose :

Copie d'une lettre, en date du 18 novembre 1994, qu'il a envoyée à M. Robert Bisailon, président du Conseil supérieur de l'éducation, demandant au conseil un avis sur la création d'un cégep francophone autonome dans l'ouest de l'Île de Montréal.

(Dépôt n° 29-941202)

Mme Harel, ministre de l'Emploi, dépose :

Le rapport annuel de la Régie du bâtiment du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 30-941202)

Le rapport annuel de la Corporation des maîtres électriciens du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 juillet 1994.

(Dépôt n° 31-941202)

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, dépose :

Le rapport annuel du Conseil de la conservation et de l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 32-941202)

Le rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 33-941202)

Le rapport annuel de la Fondation de la faune du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 34-941202)

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, dépose :

Le rapport annuel du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR), pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1994.

(Dépôt n° 35-941202)

Le rapport annuel de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 36-941202)

Le rapport annuel du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, secteur tourisme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 37-941202)

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose :

Le rapport annuel du Fonds de la recherche en santé du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 38-941202)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, des régions régionales de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi—Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laval, les Laurentides, Mauricie—Bois-Francs, Montérégie, Montréal-Centre, Nord-du-Québec, Outaouais, Québec et Saguenay—Lac-Saint-Jean.

(Dépôt n° 39-941202)

M. le Président dépose, conformément à l'article 91 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* :

La liste des députés désignés comme membres et membres suppléants du Bureau de l'Assemblée nationale :

Par le Parti Québécois :

- M. Robert Perreault (Mercier), M. Gérard-Raymond Morin (Dubuc), Mme Solange Charest (Rimouski) et M. Jean-Pierre Jolivet (Laviolette) comme membres ainsi que M. Michel Côté (La Peltre), M. Léandre Dion (Saint-Hyacinthe), M. Michel Morin (Nicolet-Yamaska) et M. André Pelletier (Abitibi-Est) comme membres suppléants.

Par le Parti Libéral du Québec :

- M. Georges Farrah (Îles-de-la-Madeleine) et M. Yvan Bordeleau (Acadie) comme membres ainsi que M. Norman MacMillan (Papineau) et M. Michel Bissonnet (Jeanne-Mance) comme membres suppléants.

Par le parti Action Démocratique du Québec :

- M. Mario Dumont (Rivière-du-Loup).

(Dépôt n° 40-941202)

Sur la motion de M. Bélanger, vice-président, la liste est adoptée.

Dépôts de rapports de commissions

M. Simard (Richelieu) dépose :

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.

(Dépôt n° 41-941202)

M. Baril (Arthabaska) dépose :

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.

(Dépôt n° 42-941202)

M. Facal (Fabre) dépose :

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.

(Dépôt n° 43-941202)

M. Payne (Vachon) dépose :

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.

(Dépôt n° 44-941202)

M. Tremblay (Outremont) dépose :

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.

(Dépôt n° 45-941202)

M. Vallières (Richmond) dépose :

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.

(Dépôt n° 46-941202)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose :

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.

(Dépôt n° 47-941202)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Landry, vice-premier ministre, propose :

QUE l'Assemblée nationale s'associe avec fierté à l'OACI qui célèbre cette année le cinquantième anniversaire de sa création.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours d'ouverture de la session

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture de la session, prononcé par M. Parizeau, premier ministre, à la séance du mardi 29 novembre 1994, et sur les motions de censure présentées par M. Johnson, chef de l'opposition officielle, et M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis).

À 12 h 55, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 02.

Débat sur le discours d'ouverture de la session

L'Assemblée poursuit le débat sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure présentées par M. Johnson, chef de l'opposition officielle, et M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis).

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

2 décembre 1994

À 17 h 21, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au lundi 5 décembre 1994, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 14 h 04.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 188 et 232 du Règlement et sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, il est ordonné :

QUE le titre du projet de loi inscrit en préavis à l'article a) du *Feuilleton et préavis* du 5 décembre 1994, à savoir «Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant diverses dispositions législatives», soit remplacé par le titre suivant : «Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives».

Puis, M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

40 Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

La motion est mise aux voix ; un vote par appel nominal est exigé.

Cette motion est adoptée par le vote suivant :

Pour : 95 Contre : 0 Abstention : 0

(Vote n° 1 en annexe)

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

- 45 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Chevrette, leader du gouvernement, au nom de M. Campeau, ministre des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

- 42 Loi sur la réduction du capital-actions de personnes morales de droit public et de leurs filiales.

La motion est adoptée.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

- 41 Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Léonard, ministre des Transports, dépose :

Le rapport annuel du Conseil de la recherche et du développement en transport, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 48-941205)

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, dépose :

Le rapport annuel de la Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 49-941205)

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose :

Le rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 50-941205)

Le rapport annuel de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 51-941205)

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, dépose :

Le rapport annuel de la Société du Centre des congrès de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 52-941205)

Le rapport annuel de la Société du Palais des congrès de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 53-941205)

Le rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 54-941205)

Le rapport annuel de l'Office de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 55-941205)

Le rapport annuel de la Commission des biens culturels du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 56-941205)

Le rapport annuel du Musée du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 57-941205)

Le rapport annuel du Musée de la civilisation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 58-941205)

Le rapport annuel du Musée d'art contemporain de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 59-941205)

Le rapport annuel de la Société générale des industries culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 60-941205)

Le rapport annuel de l'Institut québécois du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 61-941205)

Un avis de classement de la Commission des biens culturels concernant le Théâtre Outremont, à Outremont, et ce en vertu de l'article 29 de la *Loi sur les biens culturels*.

(Dépôt n° 62-941205)

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, dépose :

Le rapport annuel de la Société Innovatech du Grand Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 63-941205)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lazure (La Prairie) dépose :

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.

(Dépôt n° 64-941205)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours d'ouverture de la session

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture de la session, prononcé par M. Parizeau, premier ministre, à la séance du mardi 29 novembre 1994, et sur les motions de censure présentées par M. Johnson, chef de l'opposition officielle, et M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis).

À la fin de son intervention, Mme Vaive (Chapleau) propose la motion de censure suivante :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement du Parti Québécois de leur insensibilité aux besoins pressants des groupes communautaires et populaires dont leur action est primordiale pour la recherche du mieux-être des Québécois.

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure.

À 18 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 02.

Débat sur le discours d'ouverture de la session

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure présentées par M. Johnson, chef de l'opposition officielle, M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) et Mme Vaive (Chapleau).

À la fin de son intervention, Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François) propose la motion de censure suivante :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement du Parti Québécois pour leur absence de vision et de mesures concrètes favorisant l'émergence de la nouvelle économie, créatrice d'emplois.

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le débat est ajourné.

5 décembre 1994

À 22 h 01, sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mardi 6 décembre 1994, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 1)

Sur la motion de M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale, proposant que l'Assemblée soit saisie du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives :

POUR - 95

Barbeau	Charbonneau	Johnson	Quimet
Baril	(Borduas)	Jolivet	Paillé
(Berthier)	Charbonneau	Julien	Paquin
Beaudet	(Bourassa)	Kelley	Paradis
Beaudoin	Chenail	Kieffer	Paré
Beaumier	Chevrette	Lachance	Parent
Bégin	Côté	Lafrenière	Parizeau
Bélanger	Cusano	Landry	Pelletier
(Mégantic-Compton)	Delisle	(Bonaventure)	Perreault
Benoit	Désilets	Lazure	Perron
Bergman	Deslières	Le Hir	Pinard
Bertrand	Dion	Leduc	Poulin
(Charlevoix)	Dionne-Marsolais	Lefebvre	Quirion
Bissonnet	Doyer	Lelièvre	Rivard
Boisclair	Dufour	Léonard	Robert
Bordeleau	Facal	LeSage	Rochon
Boucher	Farrah	Létourneau	Signori
Boulerice	Fournier	Loiselle	Simard
Bourbeau	Frulla	MacMillan	Sirros
Bourdon	Gagnon	Malavoy	Thérien
Brassard	Gagnon-Tremblay	Marois	Tremblay
Brien	Gaulin	Marsan	Trudel
Brodeur	Gauvin	Morin	Vaive
Caron	Gobé	(Dubuc)	Vallières
Carrier-Perreault	Harel	Morin	Vermette
Chagnon	Houda-Pepin	(Nicolet-Yamaska)	

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Morin (Dubuc) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

190 Loi modifiant la Loi annexant un territoire à celui de la Ville de Chicoutimi.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Parizeau, premier ministre, dépose :

Copie d'un avant-projet de loi intitulé «Loi sur la souveraineté du Québec» (versions française et anglaise).

(Dépôt n° 65-941206)

Un document décrivant le processus d'information et de participation des citoyens du Québec qui sera mis en oeuvre pour la discussion et la bonification de l'avant-projet de loi précédemment déposé.

(Dépôt n° 66-941206)

Le texte d'un préavis de motion à inscrire au *Feuilleton et préavis* au nom du leader du gouvernement et relatif au rôle de la Commission des institutions dans ledit processus.
(Dépôt n° 67-941206)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

Mme Blackburn, ministre responsable de la Condition féminine, propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne la journée du 6 décembre
décrétée Journée nationale de commémoration et d'action contre la
violence faite aux femmes.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à la règle de fonctionnement 40,
M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, convoque :

La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants : le projet de loi 222, Loi modifiant la charte de la Ville de Laval, et le projet de loi 225, Loi concernant la Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine.

M. le Président donne les avis suivants :

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux ;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours d'ouverture de la session

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture de la session, prononcé par M. Parizeau, premier ministre, à la séance du mardi 29 novembre 1994, et sur les motions de censure présentées par M. Johnson, chef de l'opposition officielle, M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis), Mme Vaive (Chapleau) et Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François).

À la fin de son intervention, M. Benoit (Orford) propose la motion de censure suivante :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour avoir agi avec ineptie et désinvolture dans la gestion de nos ressources énergétiques en subordonnant aux impératifs partisans la planification énergétique du Québec.

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure.

À 13 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 04.

Débat sur le discours d'ouverture de la session

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure présentées par M. Johnson, chef de l'opposition officielle, M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis), Mme Vaive (Chapleau), Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François) et M. Benoit (Orford).

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 18 heures, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 7 décembre 1994, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Marois, ministre responsable de la Famille, dépose :

Le rapport annuel du Conseil de la famille, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 68-941207)

Le rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 69-941207)

Mme Harel, ministre de l'Emploi, dépose :

Le rapport annuel de la Commission des normes du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 70-941207)

Le rapport annuel de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 71-941207)

M. Campeau, ministre des Finances, dépose :

Le rapport annuel de la Commission des valeurs mobilières du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 72-941207)

M. Garon, ministre de l'Éducation, dépose :

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 73-941207)

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 74-941207)

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, dépose :

Le rapport annuel du ministère de l'Énergie et des ressources, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 75-941207)

Le rapport annuel du ministère des Forêts, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 76-941207)

Le rapport annuel de la Régie du gaz naturel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 77-941207)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Parizeau, premier ministre, propose :

QUE l'Assemblée nationale s'associe avec fierté à l'ensemble des fidèles du diocèse de Montréal pour célébrer l'accession au cardinalat de leur pasteur, Son Éminence le cardinal Jean-Claude Turcotte.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. le Président donne les avis suivants :

- la Commission de l'éducation se réunira en séance de travail afin de planifier ses travaux ;
 - la Commission du budget et de l'administration se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux ;
 - la Commission des affaires sociales se réunira en séance de travail afin de statuer sur diverses affaires courantes ;
 - la Commission de l'économie et du travail se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux et de statuer sur diverses affaires courantes.
-

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours d'ouverture de la session

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture de la session, prononcé par M. Parizeau, premier ministre, à la séance du mardi 29 novembre 1994, et sur les motions de censure présentées par M. Johnson, chef de l'opposition officielle, M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis), Mme Vaive (Chapleau), Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François) et M. Benoit (Orford).

Le débat se termine par la réplique prononcée par M. Parizeau, premier ministre.

Puis, M. le Président entreprend la mise aux voix des motions de censure présentées au cours du débat sur le discours d'ouverture de la session ; des votes par appel nominal sont exigés.

La première motion de censure à être mise aux voix est celle de M. Johnson, chef de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement du Parti Québécois pour son absence totale de vision et de mesures concrètes quant à la création d'emplois, au développement économique, social et culturel du Québec, pour son manque de courage quant à la gestion des finances publiques et pour ses décisions constamment subordonnées à son obsession visant la séparation du Québec.

La motion est rejetée par le vote suivant :

Pour : 41 Contre : 62 Abstention : 0

(Vote n° 2 en annexe)

La deuxième motion de censure à être mise aux voix est celle de M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis). Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement du Parti Québécois qui renie sa promesse électorale, soit d'éliminer le déficit des opérations courantes au cours des deux prochaines années.

La motion est rejetée par le vote suivant :

Pour : 41 Contre : 62 Abstention : 0

(Vote n° 3 en annexe)

La troisième motion de censure à être mise aux voix est celle de Mme Vaive (Chapleau). Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement du Parti Québécois de leur insensibilité aux besoins pressants des groupes communautaires et populaires dont leur action est primordiale pour la recherche du mieux-être des Québécois.

La motion est rejetée par le vote suivant :

Pour : 41 Contre : 62 Abstention : 0

(Vote n° 4 en annexe)

La quatrième motion de censure à être mise aux voix est celle de Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François). Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement du Parti Québécois pour leur absence de vision et de mesures concrètes favorisant l'émergence de la nouvelle économie, créatrice d'emplois.

La motion est rejetée par le vote suivant :

Pour : 41 Contre : 62 Abstention : 0

(Vote n° 5 en annexe)

La dernière motion de censure à être mise aux voix est celle de M. Benoit (Orford). Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour avoir agi avec ineptie et désinvolture dans la gestion de nos ressources énergétiques en subordonnant aux impératifs partisans la planification énergétique du Québec.

La motion est rejetée par le vote suivant :

Pour : 41 Contre : 62 Abstention : 0

(Vote n° 6 en annexe)

À 12 h 14, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 07.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 39, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi 39 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Chevette, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 39.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 39, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Le projet de loi 39 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 39 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 39, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 39 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Campeau, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

7 décembre 1994

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Campeau, le projet de loi 38 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Campeau, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur le ministère du Revenu, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Campeau, le projet de loi 44 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

À 17 h 55, sur la motion de M. Campeau, ministre du Revenu, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 8 décembre 1994, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 2)

Sur la motion de censure présentée par M. Johnson, chef de l'opposition officielle :

POUR - 41

Bélanger	Cherry	Gobé	Mulcair
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Ciaccia	Houda-Pepin	Ouimet
Benoit	Copeman	Johnson	Paradis
Bergman	Cusano	Kelley	Poulin
Bissonnet	Delisle	Lafrenière	Quirion
Bordeleau	Farrah	Lefebvre	Thérien
Bourbeau	Fournier	LeSage	Tremblay
Brodeur	Frulla	Maciocia	Vaive
Chagnon	Gagnon-Tremblay	MacMillan	Vallières
Charbonneau	Gautrin	Marsan	Williams
(<i>Bourassa</i>)	Gauvin	Middlemiss	

CONTRE - 62

Barbeau	Carrier-Perreault	Lachance	Paré
Baril	Charbonneau	Laprise	Parizeau
(<i>Arthabaska</i>)	(<i>Borduas</i>)	Laurin	Payne
Baril	Charest	Lazure	Pelletier
(<i>Berthier</i>)	Côté	Le Hir	Perreault
Beaudoin	Désilets	Leduc	Perron
Beaulne	Deslières	Lelièvre	Pinard
Beaumier	Dion	Léonard	Rioux
Bertrand	Doyer	Létourneau	Rivard
(<i>Charlevoix</i>)	Dufour	Malavoy	Robert
Blackburn	Facal	Marois	Rochon
Blais	Gagnon	Ménard	Signori
Boisclair	Garon	Morin	Simard
Boucher	Gaulin	(<i>Dubuc</i>)	Vermette
Bourdon	Harel	Morin	
Brien	Jolivet	(<i>Nicolet-Yamaska</i>)	
Campeau	Julien	Paillé	
Caron	Jutras	Paquin	

ABSTENTION - 0

(Vote n° 3)

Sur la motion de censure présentée par M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) :

(Vote identique au vote n° 2)

(Vote n° 4)

Sur la motion de censure présentée par Mme Vaive (Chapleau) :

(Vote identique au vote n° 2)

(Vote n° 5)

Sur la motion de censure présentée par Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François) :

(Vote identique au vote n° 2)

(Vote n° 6)

Sur la motion de censure présentée par M. Benoit (Orford) :

(Vote identique au vote n° 2)

La séance est ouverte à 10 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

- 46 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Léonard, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

- 48 Loi modifiant le Code de la sécurité routière.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Campeau, ministre des Finances, transmet le message suivant de Son Excellence le lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée :

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Son Excellence le lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1995, conformément à l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 8 décembre 1994

Martial Asselin

M. Campeau dépose les crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1995 (versions française et anglaise).

(Dépôt n° 78-941208)

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, les crédits supplémentaires # 1 pour 1994-1995 sont renvoyés en commission plénière.

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, dépose :

Le rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 79-941208)

M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose :

Le rapport annuel du Commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 80-941208)

Le rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 81-941208)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, des corporations professionnelles suivantes :

— l'Ordre des notaires du Québec ;

(Dépôt n° 82-941208)

— la Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec ;

(Dépôt n° 83-941208)

— la Corporation professionnelle des comptables en management accrédités du Québec ;

(Dépôt n° 84-941208)

— la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec ;

(Dépôt n° 85-941208)

— la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec ;

(Dépôt n° 86-941208)

— la Corporation professionnelle des conseillers et conseillères d'orientation du Québec ;

(Dépôt n° 87-941208)

— la Corporation professionnelle des diététistes du Québec ;

(Dépôt n° 88-941208)

— la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec.

(Dépôt n° 89-941208)

Mme Dionne-Marsolais, ministre de la Culture et des Communications, dépose :

Le rapport annuel du Conseil consultatif de la lecture et du livre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 90-941208)

Le rapport annuel du Musée des beaux-arts de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 91-941208)

Le rapport annuel de la Régie des télécommunications du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 92-941208)

Le rapport annuel de la Société de radio-télévision du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 93-941208)

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose :

Le rapport annuel de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 94-941208)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. MacMillan (Papineau) propose :

QUE l'Assemblée nationale offre ses condoléances à la famille de
M. Jean-Claude Tremblay, décédé hier des suites d'une longue maladie.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque :

La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants : le projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives, et le projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur le ministère du Revenu.

M. le Président donne l'avis suivant :

La Commission de la culture se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi au nom des députés

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Morin (Dubuc) propose que le principe du projet de loi 190, Loi modifiant la Loi annexant un territoire à celui de la Ville de Chicoutimi, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 190 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 41, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 12 h 51, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 06.

Motions du gouvernement

M. Chevette, leader du gouvernement, propose :

QUE la Commission des institutions se réunisse afin de déterminer de quelle manière les travaux de cette commission pourront préparer et faciliter la démarche d'information et de participation qui aura lieu sur l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec.

M. Paradis, leader de l'opposition officielle, soulève l'irrecevabilité de cette motion, pour le motif suivant : elle ne respecte pas le principe fondamental de la séparation des pouvoirs, car les travaux que cette commission serait appelée à exécuter, une fois ladite motion adoptée, le seraient en vue d'une décision éventuelle non pas de l'Assemblée nationale elle-même mais plutôt de l'exécutif, par voie de décret.

M. Brouillet, vice-président, entend quelques interventions de part et d'autre ; puis, il prend cette question en délibéré et, à cette fin, à 15 h 31, il suspend la séance à loisir.

La séance reprend à 17 h 58.

M. Brouillet, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion présentée par M. Chevette, leader du gouvernement :

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion du leader du gouvernement est recevable, pour les motifs suivants : c'est le libellé de la motion, et non pas le contexte entourant son inscription au *Feuilleton et préavis*, qui doit déterminer sa recevabilité. En l'occurrence, le mandat que la commission se verrait confier par suite de l'adoption de cette motion est de préparer et de faciliter les démarches à entreprendre sur un avant-projet de loi et, ainsi, d'éclairer l'Assemblée en cette matière. La motion est donc conforme aux dispositions des articles 119 et 146 du Règlement qui précisent les mandats que l'Assemblée peut confier à une commission ainsi que la procédure pour le faire. Par ailleurs, puisque le rapport de la commission sur ses travaux n'entraînera aucune décision de l'Assemblée, toute action que le gouvernement pourrait éventuellement prendre ne saurait entrer en conflit avec la volonté de l'Assemblée, cette volonté n'ayant pas été exprimée.

À 18 h 05, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 04.

L'Assemblée poursuit ses travaux sur la motion présentée par M. Chevrette, leader du gouvernement, avant la suspension de la séance.

Avant que le débat restreint d'une heure sur cette motion ne s'engage, M. Brouillet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour ce débat : dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et cinq minutes sont allouées au député indépendant ; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat.

Suit le débat sur la motion de M. Chevrette.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix ; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Chevrette, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bégin, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi 41, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 41 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

8 décembre 1994

À 21 h 53, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au vendredi 9 décembre 1994, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 8 décembre 1994, à 11 h 45, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Dufour (Jonquière) et de M. Létourneau (Ungava), les représentants du Premier ministre, de Mme Vaive (Chapleau), la représentante du Chef de l'opposition officielle, et de M. Duchesne, secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant :

- 39 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 10.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Chevette, leader du gouvernement, au nom de M. Léonard, ministre des Transports, dépose :

Le rapport annuel de la Société des traversiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 95-941209)

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, dépose :

Le rapport annuel du Programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1993 (versions française, anglaise et inuit).

(Dépôt n° 96-941209)

M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose :

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, des corporations professionnelles suivantes :

- la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec ;
(Dépôt n° 97-941209)
- l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ;
(Dépôt n° 98-941209)
- la Corporation professionnelle des inhalothérapeutes du Québec ;
(Dépôt n° 99-941209)
- la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;
(Dépôt n° 100-941209)
- la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec ;
(Dépôt n° 101-941209)
- la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec ;
(Dépôt n° 102-941209)
- la Corporation professionnelle des psychologues du Québec ;
(Dépôt n° 103-941209)
- la Corporation professionnelle des techniciens et techniciennes dentaires du Québec ;
(Dépôt n° 104-941209)
- la Corporation professionnelle des technologues professionnels du Québec ;
(Dépôt n° 105-941209)
- la Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec ;
(Dépôt n° 106-941209)
- la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec ;
(Dépôt n° 107-941209)
- la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec.
(Dépôt n° 108-941209)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Houda-Pepin (La Pinière) dépose :

Un communiqué, en date du 9 décembre 1994, émis par la Commission des droits de la personne du Québec, concernant les mouvements racistes et l'incitation à la discrimination.

(Dépôt n° 109-941209)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Au cours de la période de questions, à la demande de M. le Président, M. Bourbeau (Laporte) retire certains propos non parlementaires.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, à la séance du 8 décembre 1994, sur la motion proposée par M. Chevette, leader du gouvernement. Cette motion se lit comme suit :

QUE la Commission des institutions se réunisse afin de déterminer de quelle manière les travaux de cette commission pourront préparer et faciliter la démarche d'information et de participation qui aura lieu sur l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec.

La motion est adoptée par le vote suivant :

Pour : 66 Contre : 1 Abstention : 0

(Vote n° 7 en annexe)

Motions sans préavis

M. Dumont (Rivière-du-Loup) propose :

QUE tous les parlementaires de l'Assemblée nationale s'engagent, dans leurs travaux, à contribuer à l'atteinte de l'objectif fixé par le gouvernement d'éliminer le déficit d'opération en deux ans.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque :

La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants : le projet de loi 222, Loi modifiant la charte de la Ville de Laval, et le projet de loi 225, Loi concernant la Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine; et d'étudier en détail le projet de loi 190, Loi modifiant la Loi annexant un territoire à celui de la Ville de Chicoutimi.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à la règle de fonctionnement 40 :

La Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 214, Loi concernant certains immeubles du cadastre du Village de Soulanges.

M. le Président donne l'avis suivant :

La Commission des institutions se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux et de statuer sur diverses affaires courantes.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Motions de censure

M. Johnson, chef de l'opposition officielle, propose la motion de censure suivante :

QUE l'Assemblée nationale condamne le processus choisi par le gouvernement du Parti québécois qui, au mépris de la démocratie la plus élémentaire et du respect nécessaire à l'endroit de tous les Québécois et Québécoises, trompe ces derniers en leur proposant une démarche de ratification de l'indépendance du Québec qui évite la seule question pertinente : «Êtes-vous pour ou contre la séparation du Québec du reste du Canada?».

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion qui prendra fin à 12 h 50 et sera suivie immédiatement d'un vote par appel nominal : dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées au député indépendant ; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat ; dans ce cadre, les interventions seront limitées à trente minutes chacune.

Suit le débat sur la motion de M. Johnson.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et, tel qu'annoncé par M. le Président, un vote par appel nominal est tenu.

La motion est rejetée par le vote suivant :

Pour : 42 Contre : 52 Abstention : 0

(Vote n° 8 en annexe)

À 13 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 03.

Crédits budgétaires

Crédits supplémentaires

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 21 et 188 du Règlement et sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné que l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995 et :

QU'à partir de maintenant pour une durée d'une heure, il y ait échange entre la Ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, Présidente du Conseil du trésor et le député de Laurier-Dorion, en accordant une période de cinq minutes au député indépendant ;

Ensuite, pour une période d'une heure, qu'il y ait échange entre le Ministre des Finances et le député de Laporte et en accordant une période de cinq minutes au député indépendant ;

Ensuite, pour une période d'une heure, qu'il y ait échange entre le Ministre du Revenu et le député de Hull et en accordant une période de cinq minutes au député indépendant ;

Par la suite, pour une durée d'une heure, qu'il y ait échange entre la Ministre de la Sécurité du revenu et Ministre responsable de la Condition féminine et la députée de Saint-Henri—Sainte-Anne et en accordant une période de cinq minutes au député indépendant.

En conséquence, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995.

Étude en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995.

Mme la présidente de la commission plénière avise M. Bélanger, vice-président de l'Assemblée, que la commission n'a pas fini de délibérer sur les crédits supplémentaires # 1.

À 19 h 27, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au lundi 12 décembre 1994, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 7)

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, proposant l'envoi d'une affaire à la Commission des institutions :

POUR - 66

Barbeau	Cliche	Lachance	Paquin
Baril	Côté	Landry	Paré
(Arthabaska)	Désilets	(Bonaventure)	Parizeau
Baril	Deslières	Laprise	Payne
(Berthier)	Dion	Laurin	Pelletier
Beaudoin	Dionne-Marsolais	Lazure	Perreault
Beaumier	Doyer	Le Hir	Perron
Bégin	Dufour	Leduc	Pinard
Bertrand	Facal	Lelièvre	Rioux
(Charlevoix)	Filion	Léonard	Robert
Blackburn	Gagnon	Létourneau	Rochon
Boisclair	Garon	Malavoy	Signori
Boucher	Gaulin	Marois	Simard
Brassard	Gendron	Ménard	Trudel
Campeau	Harel	Morin	Vermette
Caron	Jolivet	(Dubuc)	
Carrier-Perreault	Julien	Morin	
Charest	Jutras	(Nicolet-Yamaska)	
Chevette	Kieffer	Paillé	

CONTRE - 1

Dumont

ABSTENTION - 0

(Vote n° 8)

Sur la motion de censure présentée par M. Johnson, chef de l'opposition officielle :

POUR - 42

Beaudet	Cherry	Houda-Pepin	Paradis
Bélanger	Ciaccia	Johnson	Poulin
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Copeman	Kelley	Sirros
Benoit	Cusano	Lefebvre	Thérien
Bergman	Delisle	LeSage	Tremblay
Bissonnet	Dionne	Loiselle	Vaive
Bordeleau	Farrah	Maciocia	Vallières
Bourbeau	Fournier	MacMillan	Williams
Brodeur	Frulla	Marsan	
Chagnon	Gautrin	Middlemiss	
Charbonneau	Gauvin	Mulcair	
(<i>Bourassa</i>)	Gobé	Ouimet	

CONTRE - 52

Barbeau	Carrier-Perreault	Julien	Paquin
Baril	Chevrette	Jutras	Paré
(<i>Arthabaska</i>)	Cliche	Kieffer	Payne
Baril	Côté	Lachance	Perreault
(<i>Berthier</i>)	Désilets	Landry	Perron
Beaudoin	Deslières	(<i>Bonaventure</i>)	Pinard
Beaumier	Dion	Laprise	Rioux
Bertrand	Dionne-Marsolais	Laurin	Robert
(<i>Charlevoix</i>)	Dufour	Le Hir	Signori
Blackburn	Dumont	Leduc	Simard
Boisclair	Gagnon	Lelièvre	Trudel
Boucher	Garon	Malavoy	Vermette
Brassard	Gaulin	Marois	
Campeau	Harel	Morin	
Caron	Jolivet	(<i>Dubuc</i>)	

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé :

- 200 Loi modifiant de nouveau la charte de la Ville de Montréal — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée mais ne peut être adopté avant le 21 décembre 1994.

(Dépôt n° 110-941212)

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant de nouveau la charte de la Ville de Montréal.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 200 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le Ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de documents

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, dépose :

Le rapport annuel du ministère de la Sécurité publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 111-941212)

Le rapport annuel du Bureau du coroner, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1993.

(Dépôt n° 112-941212)

Le rapport annuel du Comité de déontologie policière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 113-941212)

Le rapport annuel de l'Institut de police, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1994.

(Dépôt n° 114-941212)

Le rapport annuel du Commissaire à la déontologie policière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 115-941212)

Le rapport annuel de la Régie des alcools, des courses et des jeux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 116-941212)

M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose :

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, des corporations professionnelles suivantes :

— l'Ordre des agronomes du Québec ;

(Dépôt n° 117-941212)

— l'Ordre des architectes du Québec ;

(Dépôt n° 118-941212)

- l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec ; (Dépôt n° 119-941212)
 - l'Ordre des audioprothésistes du Québec ; (Dépôt n° 120-941212)
 - l'Ordre des chimistes du Québec ; (Dépôt n° 121-941212)
 - l'Ordre des comptables agréés du Québec ; (Dépôt n° 122-941212)
 - l'Ordre des denturologistes du Québec. (Dépôt n° 123-941212)
-

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose :

Le rapport annuel du Conseil d'évaluation des technologies de la santé du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 124-941212)

Le rapport annuel du Commissaire aux plaintes en matière de santé et de services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 125-941212)

Dépôts de rapports de commissions

M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) dépose :

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 8 décembre 1994, a étudié en détail les projets de loi suivants :

- 38 Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives — Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 126-941212)

- 44 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur le ministère du Revenu — Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 127-941212)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose :

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 9 décembre 1994, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants :

- 225 Loi concernant la Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine — Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 128-941212)

Le rapport est adopté.

- 222 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 129-941212)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 9 décembre 1994, a étudié en détail le projet de loi :

- 190 Loi modifiant la Loi annexant un territoire à celui de la Ville de Chicoutimi — Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 130-941212)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Cliche (Vimont) propose :

QU'à l'occasion de la proclamation par l'Organisation des Nations unies de la Décennie internationale des populations autochtones, l'Assemblée nationale reconnaisse la richesse de la diversité et de la spécificité des nations autochtones, souligne l'apport de ces nations au sein de la société québécoise et encourage tout geste positif menant à la création et au développement d'un nouveau partenariat dans l'action.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque :

La Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 214, Loi concernant certains immeubles du cadastre du Village de Soulanges, et d'étudier en détail le projet de loi 41, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales.

M. le Président donne l'avis suivant :

La Commission des institutions se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux.

AFFAIRES DU JOUR

Crédits budgétaires

Crédits supplémentaires

M. Chevrette, leader du gouvernement, propose que l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de reprendre l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995 et :

QU'à partir de maintenant, pour une durée d'une heure, il y ait échange entre la Ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, Présidente du Conseil du trésor et le député de Westmount—Saint-Louis et en accordant une période de cinq minutes au député indépendant ;

Par la suite, pour une période d'une heure, qu'il y ait échange entre la Ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, Présidente du Conseil du trésor et le député de Jacques-Cartier et en accordant une période de cinq minutes au député indépendant ;

QU'à compter de 15 heures, pour une période d'une heure, il y ait échange entre le Ministre de l'Éducation et les députés de Marquette et de Verdun et en accordant une période de cinq minutes au député indépendant ;

Et, finalement, qu'il y ait échange entre la Ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, Présidente du Conseil du trésor et le député de Westmount—Saint-Louis et en accordant une période de cinq minutes au député indépendant.

M. Paradis, leader de l'opposition officielle, soulève un rappel au règlement dans lequel il fait part du désir de son groupe parlementaire d'interroger, lors de l'étude des crédits supplémentaires, le Ministre de la Santé et des Services sociaux, pour qui aucun crédit supplémentaire n'est prévu.

Au cours d'une intervention portant sur ce rappel, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Chevrette, leader du gouvernement, dépose :

Une série de documents faisant état des modalités de l'étude des crédits supplémentaires pour les années 1989 à 1994.

(Dépôt n° 131-941212)

Ayant entendu des interventions de part et d'autre, M. le Président prend la question en délibéré et, à cette fin, à 11 h 31, il suspend les travaux à loisir.

La séance reprend à 12 h 08.

M. le Président rend la décision suivante sur le rappel au règlement soulevé par M. Paradis, leader de l'opposition officielle :

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

L'opposition ne peut exiger la présence d'un ministre pour l'étude des crédits supplémentaires en commission plénière. Aucune disposition du Règlement ne prévoit la présence d'un ministre particulier lors de l'étude de ces crédits ; le choix des ministres à faire entendre est, de ce fait, laissé à la discrétion de l'exécutif, ce qui est démontré également par la pratique suivie au cours des vingt dernières années.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, la motion présentée précédemment est retirée.

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 21 et 188 du Règlement et sur la motion de M. Chevrette, il est ordonné que l'Assemblée se constitue en commission plénière et :

QU'à partir de maintenant, pour une durée d'une heure, il y ait échange entre la Ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, Présidente du Conseil du trésor et les députés de Westmount—Saint-Louis et d'Acadie et qu'une période de cinq minutes soit allouée au député indépendant ;

QU'à compter de 15 heures, pour une période d'une heure, il y ait échange entre la Ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, Présidente du Conseil du trésor et le député de Jacques-Cartier et qu'une période de cinq minutes soit allouée au député indépendant ;

QUE par la suite, pour une période d'une heure, il y ait échange entre la Ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique,

Présidente du Conseil du trésor et les députés de Robert-Baldwin et d'Argenteuil et qu'une période de cinq minutes soit allouée au député indépendant ;

QUE, finalement, pour une période d'une heure, il y ait échange entre le Ministre de l'Éducation et les députés de Marquette et de Verdun et qu'une période de cinq minutes soit allouée au député indépendant.

En conséquence, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de reprendre l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995.

Étude en commission plénière

La commission plénière reprend l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995.

À 13 h 22, M. Brouillet, président de la commission plénière, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 05.

Étude en commission plénière

La commission plénière poursuit l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995.

L'étude des crédits supplémentaires # 1 étant terminée, Mme la présidente de la commission plénière fait le rapport suivant :

La commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires # 1 et le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximale de 116 966 500,00 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'exercice financier 1994-1995, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des programmes énumérés à l'annexe du projet de loi présenté ci-après.

Le rapport est adopté.

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Campeau, ministre des Finances, présente le projet de loi 43, Loi n° 3 sur les crédits, 1994-1995, et propose :

QUE l'Assemblée en soit saisie ;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté ;

QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est mise aux voix ; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gendron, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18 h 18, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 01.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 45, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

M. Chevrette, leader du gouvernement, propose l'ajournement du débat.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

À 23 h 43, M. Chevrette, leader du gouvernement, propose l'ajournement de l'Assemblée.

La motion est adoptée à la majorité des voix et, par conséquent, l'Assemblée s'ajourne au mardi 13 décembre 1994, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 04.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, responsable de l'habitation, fait une déclaration concernant le programme d'achat-rénovation de logements sociaux et coopératifs.

Présentation de projets de loi

M. Chevrette, leader du gouvernement et ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

49 Loi concernant la composition du Bureau de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée.

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

47 Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Garon, ministre de l'Éducation, dépose :

Le décret n° 871-94 concernant l'approbation du plan d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 1994 au 31 mai 1999 et le décret n° 872-94 concernant l'approbation du plan d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 1995 au 31 mai 2000.

(Dépôt n° 132-941213)

M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose :

Le rapport annuel du ministère de la Justice, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 133-941213)

Le rapport annuel de la Commission de protection des droits de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 134-941213)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, des corporations professionnelles suivantes :

— l'Ordre des dentistes du Québec ;

(Dépôt n° 135-941213)

— la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec ;

(Dépôt n° 136-941213)

— l'Ordre des ingénieurs du Québec ;

(Dépôt n° 137-941213)

— l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec ;

(Dépôt n° 138-941213)

— l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec ;

(Dépôt n° 139-941213)

- l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec ; (Dépôt n° 140-941213)
 - l'Ordre des optométristes du Québec ; (Dépôt n° 141-941213)
 - l'Ordre des pharmaciens du Québec ; (Dépôt n° 142-941213)
 - l'Ordre des techniciens en radiologie du Québec. (Dépôt n° 143-941213)
-

M. le Président dépose :

Le rapport du Directeur général des élections du Québec sur les résultats officiels des élections générales du 12 septembre 1994 et de l'élection tenue, le 24 octobre 1994, dans la circonscription électorale de Saint-Jean, et ce, en vertu de l'article 381 de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3).

(Dépôt n° 144-941213)

Le rapport du Vérificateur général du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 145-941213)

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 2 décembre 1994 :

- Décision 704 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative ;
- Décision 705 concernant le Règlement modifiant les règlements concernant la rémunération et les conditions de travail du personnel des députés et des cabinets ;
- Décision 706 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à un fonctionnaire de l'Assemblée nationale.

(Dépôt n° 146-941213)

Dépôts de rapports de commissions

M. Simard (Richelieu) dépose :

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 12 décembre 1994, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé :

214 Loi concernant certains immeubles du cadastre du Village de Soulanges —
Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 147-941213)

Le rapport est adopté.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, à la séance du 12 décembre 1994, sur la motion de M. Campeau, ministre des Finances, proposant :

QUE l'Assemblée soit saisie du projet de loi 43, Loi n° 3 sur les crédits, 1994-1995 ;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté ;

QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée par le vote suivant et, en conséquence, le projet de loi 43 est adopté :

Pour : 71 Contre : 42 Abstention : 0

(Vote n° 9 en annexe)

Motions sans préavis

Mme Houda-Pepin (La Pinière) propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne le courage des démocrates algériens et, plus particulièrement, les groupes de femmes, les journalistes et les intellectuels qui luttent contre le terrorisme des intégristes du Front islamique du salut et pour l'instauration de la démocratie en Algérie.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevrette, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 41, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales ;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant de nouveau la charte de la Ville de Montréal.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à la règle de fonctionnement 40 :

La Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 216, Loi concernant D. H. Howden & Co. Limited.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi au nom des députés

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 190, Loi modifiant la Loi annexant un territoire à celui de la Ville de Chicoutimi.

Après débat, le rapport est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Campeau, ministre des Finances, propose que le principe du projet de loi 42, Loi sur la réduction du capital-actions de personnes morales de droit public et de leurs filiales, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 42 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

À 12 h 38, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 04.

M. Paradis, leader de l'opposition officielle, formule une demande d'intervention sur une violation de privilège alléguant que le Directeur général des élections du Québec aurait commis un outrage au Parlement en publiant, notamment dans le numéro du journal *La Presse* du 6 décembre 1994, un avis public afin de procéder à la sélection d'une firme en vue de la réalisation d'une liste électorale permanente, et ce, avant même que l'Assemblée ne soit saisie du projet de loi habilitant.

M. Brouillet, vice-président, entend quelques interventions de part et d'autre ; puis, il prend cette affaire en délibéré et, à cette fin, à 15 h 31, il suspend la séance à loisir.

La séance reprend à 16 h 06.

M. Brouillet, vice-président, rend la décision suivante sur la demande de M. Paradis, leader de l'opposition officielle :

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La Présidente ne peut pas accéder à la demande d'intervention sur une violation de privilège faite par le leader de l'opposition parce que la violation qu'il invoque n'a pas été signalée tout de suite après le fait qui la provoque, tel que stipulé au premier alinéa de l'article 69 du Règlement.

En l'occurrence, une demande relative à l'affaire en question aurait dû être adressée par écrit au Président de l'Assemblée, conformément au deuxième alinéa de l'article 69 du Règlement.

Adoption du principe

M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale, informe l'Assemblée que Son Excellence le lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, et il propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 04.

Adoption du principe

Le débat se poursuit sur la motion de M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale, proposant que le principe du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Au cours du débat, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, propose la motion de report suivante :

QUE la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant, à la fin, les mots «dans trois mois».

À 20 h 19, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance afin de réunir les leaders en vue d'établir la répartition du temps de parole pour la discussion de cette motion.

La séance reprend à 20 h 34.

M. Brouillet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la durée du débat restreint sur cette motion de report : dix minutes sont allouées au député indépendant ; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat ; dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes pourra être accordé à l'autre groupe.

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de report de M. Paradis, leader de l'opposition officielle.

À 22 h 47, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance afin de prendre connaissance de certains propos tenus pendant ce débat.

La séance reprend à 23 h 09.

À la demande de M. Bélanger, vice-président, M. Maciocia (Viger) retire certains propos non parlementaires.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix ; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant :

Pour : 36 Contre : 63 Abstention : 0

(Vote n° 10 en annexe)

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale, proposant l'adoption du principe du projet de loi 40.

Sur la motion de Mme Caron (Terrebonne), le débat est ajourné.

À 23 h 48, sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 14 décembre 1994, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 9)

Sur la motion de M. Campeau, ministre des Finances, proposant l'adoption du projet de loi 43, Loi n° 3 sur les crédits, 1994-1995 :

POUR - 71

Barbeau	Charest	Lachance	Paillé
Baril	Chevrette	Landry	Paquin
(Arthabaska)	Cliche	(Bonaventure)	Paré
Baril	Côté	Landry	Parizeau
(Berthier)	Désilets	(Verchères)	Payne
Beaudoin	Deslières	Laprise	Pelletier
Beaulne	Dion	Laurin	Perreault
Beaumier	Dionne-Marsolais	Lazure	Perron
Bégin	Doyer	Le Hir	Pinard
Blackburn	Dufour	Leduc	Rioux
Blais	Facal	Lelièvre	Rivard
Boisclair	Filion	Léonard	Robert
Boucher	Gagnon	Létourneau	Rochon
Boulerice	Garon	Malavoy	Signori
Bourdon	Gaulin	Marois	Simard
Brassard	Gendron	Ménard	Trudel
Brien	Jolivet	Morin	Vermette
Campeau	Julien	(Dubuc)	
Caron	Jutras	Morin	
Carrier-Perreault	Kieffer	(Nicolet-Yamaska)	

CONTRE - 42

Beaudet	Chagnon	Dumont	Johnson
Bélanger	Charbonneau	Farrah	Kelley
(Mégantic-Compton)	(Bourassa)	Fournier	Lafrenière
Benoît	Cherry	Gagnon-Tremblay	Lefebvre
Bergman	Copeman	Gautrin	LeSage
Bordeleau	Cusano	Gauvin	Loiselle
Bourbeau	Delisle	Gobé	Maciocia
Brodeur	Dionne	Houda-Pepin	MacMillan

Marsan
Middlemiss
Mulcair

Paradis
Parent
Poulin

Quirion
Sirros
Thérien

Tremblay
Vaive
Williams

ABSTENTION - 0

(Vote n° 10)

Sur la motion de report de M. Paradis, leader de l'opposition officielle :

POUR - 36

Beaudet
Bélanger
(*Mégantic-Compton*)
Bergman
Bissonnet
Bordeleau
Brodeur
Chagnon
Charbonneau
(*Bourassa*)

Chenail
Cherry
Copeman
Cusano
Delisle
Dionne
Dumont
Farrah
Fournier
Gautrin

Gobé
Houda-Pepin
Johnson
Kelley
Lafrenière
Lefebvre
Loiselle
Maciocia
MacMillan
Marsan

Middlemiss
Mulcair
Paradis
Parent
Poulin
Sirros
Tremblay
Vaive

CONTRE - 63

Barbeau
Baril
(*Arthabaska*)
Baril
(*Berthier*)
Beaumier
Bégin
Bertrand
(*Charlevoix*)
Blackburn
Blais
Boisclair
Boucher
Boulerice

Bourdon
Brassard
Brien
Campeau
Caron
Carrier-Perreault
Charest
Chevrette
Cliche
Côté
Désilets
Deslières
Dion
Doyer

Dufour
Facal
Gagnon
Garon
Gendron
Jolivet
Julien
Jutras
Kieffer
Lachance
Landry
(*Bonaventure*)
Landry
(*Verchères*)

Laprise
Laurin
Lazure
Le Hir
Lelièvre
Léonard
Létourneau
Malavoy
Ménard
Morin
(*Dubuc*)
Morin
(*Nicolet-Yamaska*)
Paillé

13 décembre 1994

Paquin
Paré
Payne
Pelletier

Perreault
Perron
Pinard
Rivard

Robert
Rochon
Signori
Simard

Trudel
Vermette

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 04.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé :

- 235 Loi modifiant la Loi concernant Le Club de Golf Boucherville — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et adopté avant le 21 décembre 1994, sous réserve de l'article 22 du Règlement.

(Dépôt n° 148-941214)

M. Beaulne (Marguerite-D'Youville) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 235, Loi modifiant la Loi concernant Le Club de Golf Boucherville.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 235 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et le Ministre des Finances sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de documents

M. Garon, ministre de l'Éducation, dépose :

Le rapport annuel du ministère de l'Éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 149-941214)

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme et ministre de la Culture et des Communications, dépose :

Le rapport annuel de la Société des établissements de plein air du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1994.

(Dépôt n° 150-941214)

Le rapport annuel du Conseil des arts et des lettres du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 151-941214)

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, dépose :

Le rapport annuel de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 152-941214)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu, dans le délai prévu, un avis de violation de droit ou de privilège de la part de M. Paradis, leader de l'opposition officielle. Selon le leader de l'opposition officielle, le Directeur général des élections aurait commis un outrage au Parlement en publiant un avis invitant toute firme désireuse d'obtenir le contrat de réalisation d'une liste électorale permanente de poser sa candidature à cette fin. D'après

le leader de l'opposition officielle, la publication d'un tel avis aurait porté atteinte à l'autorité de l'Assemblée en présumant que celle-ci adoptera un projet de loi qui est actuellement à l'étude, soit le projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

M. le Président rend la décision suivante sur cet avis :

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Les faits soulevés par le leader de l'opposition officielle ne constituent pas, de prime abord, un outrage au Parlement, pour les motifs suivants : il n'appartient pas à la Présidence de juger si le Directeur général des élections a engagé des fonds publics sans habilitation législative. Qui plus est, l'Assemblée n'aura pas à tenir compte, lors de son étude du projet de loi 40, des actes administratifs qu'aurait posés le directeur général. Par ailleurs, l'avis du directeur général ne saurait brimer l'autorité de l'Assemblée, car il porte une mention du rôle que l'Assemblée nationale aura à jouer dans l'adoption dudit projet de loi.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Bordeleau (Acadie) dépose :

Copie de quatre documents de M. Jacques Parizeau, premier ministre : le premier, une déclaration faite à l'occasion d'une conférence de presse tenue le 14 septembre 1994 ; le deuxième, des notes pour une allocution prononcée devant les membres du Canadian Club, le 22 novembre 1994 ; le troisième, des notes pour le discours d'ouverture de la 35^e Législature de l'Assemblée nationale, prononcé le 29 novembre 1994 ; et le quatrième, le texte d'une allocution prononcée devant le Conseil national du Parti Québécois, le 5 novembre 1994.

(Dépôt n° 153-941214)

Motions sans préavis

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, présente une motion concernant la libéralisation des échanges commerciaux entre les États des deux Amériques ; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Charbonneau (Borduas) présente une motion portant sur la commémoration de la bataille de Saint-Eustache ; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque :

La Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 41, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale, proposant que le principe du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

À 12 h 55, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 03.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, proposant que le principe du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Au cours du débat, à la demande de M. Bélanger, vice-président, M. Cusano (Viau) retire certains propos non parlementaires.

Sur la motion de Mme Robert (Deux-Montagnes), le débat est ajourné.

À 17 h 41, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 15 décembre 1994, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, fait une déclaration concernant l'orientation gouvernementale en matière de contrebande d'alcool et de loterie vidéo.

Présentation de projets de loi

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

- 50 Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement et la Loi sur les permis d'alcool.

La motion est adoptée.

M. Cusano (Viau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

- 194 Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Parizeau, premier ministre, dépose :

Le rapport annuel du Conseil permanent de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 154-941215)

M. Campeau, ministre des Finances, dépose :

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 155-941215)

M. Garon, ministre de l'Éducation, dépose :

Le rapport des universités sur l'implication des règles budgétaires annuelles sur le niveau de leurs effectifs, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1994, et ce, conformément à l'article 6 de la *Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics* (L.R.Q., c. R-2.3).

(Dépôt n° 156-941215)

M. Bégin, ministre de la Justice, dépose :

Le rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 157-941215)

Les recommandations du Commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité, pour la période du 1^{er} novembre 1993 au 30 avril 1994.

(Dépôt n° 158-941215)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevrette, leader du gouvernement, convoque :

La Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 41, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Il est procédé aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, dépose :

Un extrait du *Journal des débats* de l'Assemblée nationale pour la séance du lundi 5 décembre 1994 faisant état de la présentation du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

(Dépôt n° 159-941215)

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, proposant que le principe du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

À 13 h 06, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 03.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, proposant que le principe du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Au cours du débat, à la demande de M. Brouillet, vice-président, M. MacMillan (Papineau) retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Ouimet (Marquette) dépose :

Trois documents du ministère de l'Éducation du Québec : le premier, un document explicatif, en date du 10 août 1993, portant sur un projet de loi modifiant la *Loi sur l'instruction publique* et la *Loi sur les élections scolaires* ; le deuxième, un rapport de consultation, en date de mars 1993, et le troisième, un mémoire, en date du 15 juin 1993, ces deux derniers documents portant sur l'évaluation du processus électoral scolaire.

(Dépôt n° 160-941215)

À 17 h 57, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 01.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale, proposant que le principe du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le vendredi 16 décembre 1994

À la demande de M. Brouillet, vice-président, M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) retire certains propos non parlementaires.

À 0 h 40, M. Brouillet, vice-président, suspend les travaux.

La séance reprend à 0 h 54.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, proposant l'adoption du principe du projet de loi 40.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix ; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Chevrette, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 4 h 06, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au vendredi 16 décembre 1994, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

- 54 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Landry, vice-premier ministre, au nom de M. Parizeau, premier ministre, dépose :

L'offre du gouvernement du Québec en réponse aux revendications territoriales globales des nations atikamekw et montagnaise.

(Dépôt n° 161-941216)

M. Campeau, ministre du Revenu, dépose :

Le rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 162-941216)

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, dépose :

Copie d'une lettre, en date du 14 décembre 1994, que lui a expédiée M. Armand Couture, président et chef de l'exploitation d'Hydro-Québec, demandant le report des activités relatives au processus d'évaluation environnementale du projet Grande-Baleine, ainsi que d'une série de lettres que le ministre a expédiées en conséquence à certains intervenants dans ledit processus.

(Dépôt n° 163-941216)

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose :

La version corrigée du rapport annuel de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 164-941216)

Mme Dionne-Marsolais, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, dépose :

Le rapport annuel de la Commission de toponymie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 165-941216)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, à la séance du 15 décembre 1994, sur la motion de M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, proposant l'adoption du principe du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée par le vote suivant et, en conséquence, le principe du projet de loi 40 est adopté :

Pour : 63 Contre : 45 Abstention : 1

(Vote n° 11 en annexe)

M. Chevrette, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 40 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions et que le Leader du gouvernement et Ministre responsable de la Réforme électorale soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Avant la mise aux voix sur cette motion, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, soulève un rappel au règlement relativement au fait que le texte de la motion inscrite par le leader du gouvernement à l'article 21) du *Feuilleton et préavis* du 16 décembre 1994 diffère du texte de la même motion, telle qu'inscrite en préavis à l'article cc) du *Feuilleton et préavis* du 15 décembre 1994.

M. le Président entend des interventions de part et d'autre sur cette question ; puis, il prend l'affaire en délibéré et, à cette fin, à 11 h 05, il suspend la séance.

La séance reprend à 11 h 35.

M. le Président rend la décision suivante sur le rappel au règlement soulevé par M. Paradis, leader de l'opposition officielle :

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le texte de la motion du leader du gouvernement n'est pas le même dans les numéros du *Feuilleton et préavis* du 15 décembre et du 16 décembre 1994 parce que, conformément à l'article 193 du Règlement, la Présidente en a corrigé la forme. En effet, il y avait une erreur dans le titre du projet de loi contenu dans la motion, telle qu'inscrite en préavis, et c'est cette erreur qui a été corrigée.

Puis, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, soulève un deuxième rappel au règlement dans lequel il remet en question la compétence de la Commission des institutions pour étudier le projet de loi 40. Selon le leader de l'opposition officielle, c'est plutôt la Commission de l'Assemblée nationale qui aurait compétence en cette matière.

M. le Président entend quelques interventions de part et d'autre ; puis, il prend cette question en délibéré et, à cette fin, à 11 h 50, il suspend la séance.

La séance reprend à 12 h 44.

M. le Président rend la décision suivante sur le rappel au règlement soulevé par M. Paradis, leader de l'opposition officielle :

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le renvoi du projet de loi 40 à la Commission des institutions pour étude détaillée est régulier, pour le motif suivant : les projets de loi en matière électorale concernent la constitution de la province. Il s'agit donc d'une compétence qui relève de la Commission des institutions en vertu de l'article 118(1°) du Règlement ; de nombreux précédents confirment cette règle.

Puis, M. le Président met aux voix la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, proposant le renvoi du projet de loi 40 à la Commission des institutions ; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant :

Pour : 57 Contre : 41 Abstention : 0

(Vote n° 12 en annexe)

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Chevrette, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 216, Loi concernant D. H. Howden & Co. Limited ;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 41, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales.

À 13 h 08, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 07.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, et sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné :

QUE les débats sur les motions sans préavis qui seront présentées, respectivement, par le Ministre des Transports et la députée de Jean-Talon, se limitent à un intervenant pour chaque groupe parlementaire et

QUE par la suite, aux affaires du jour, la prise en considération des rapports de la Commission du budget et de l'administration sur le projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives, et sur le projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur le ministère du Revenu, ait lieu sans débat.

M. Léonard, ministre des Transports, propose :

QUE cette Assemblée souligne le travail accompli partout au Québec par les bénévoles de l'Opération Nez-Rouge qui, depuis onze ans, a grandement contribué à construire le consensus social contre la conduite en état d'ébriété et pour la sécurité routière.

Après débat, la motion est adoptée.

Mme Delisle (Jean-Talon) propose :

QUE l'Assemblée nationale félicite sincèrement Myriam Bédard, double médaillée d'or en biathlon aux jeux de Lillehammer, qui s'est vu décerner le trophée de Lou March remis à l'athlète par excellence au Canada en 1994, confirmant ainsi le statut particulier de cette grande athlète québécoise.

Après débat, la motion est adoptée.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Il est procédé aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, dépose :

Copie de cinq lettres, en date du 15 décembre 1994, expédiées à M. David Payne, député de Vachon et président de la Commission de la culture, par des membres de ladite commission appartenant au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, concernant une séance trimestrielle de vérification d'engagements financiers prévue pour le 16 décembre 1994.

(Dépôt n° 166-941216)

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur le ministère du Revenu.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

Motions du gouvernement

M. Chevette, leader du gouvernement, propose :

QUE la Commission des institutions, dans le cadre de l'étude du projet de loi 40, «Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives», procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques, lundi le 19 décembre 1994 à la salle Louis-Joseph-Papineau de 11 heures à 13 heures, de 15 heures à 18 heures et de 20 heures à 22 heures et qu'à cette fin elle entende les groupes suivants :

- Commission d'accès à l'information
- Commission des droits de la personne du Québec
- Protecteur du citoyen

- Union des municipalités du Québec
- Union des municipalités régionales de comté
- Corporation des officiers municipaux du Québec
- Fédération des Commissions scolaires du Québec

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de vingt minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de quarante minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition, en respectant le principe de l'alternance ;

QUE le Ministre responsable de la Réforme électorale soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Avant que le débat restreint d'une heure ne s'engage sur cette motion, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion : dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et cinq minutes sont allouées au député indépendant ; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat.

Suit le débat sur la motion de M. Chevette.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix ; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant :

Pour : 56 Contre : 33 Abstention : 0

(Vote n° 13 en annexe)

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose que le principe du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 02.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Harel, ministre de l'Emploi, proposant que le principe du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

À 23 h 56, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au lundi 19 décembre 1994, à 10 heures.

16 décembre 1994

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le vendredi 16 décembre 1994, à 16 h 05, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Brouillet, vice-président de l'Assemblée nationale, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant :

43 Loi n° 3 sur les crédits, 1994-1995.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 11)

Sur la motion de M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale, proposant l'adoption du principe du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives :

POUR - 63

Barbeau	Charbonneau	Jolivet	Morin
Baril	(Borduas)	Julien	(Dubuc)
(Berthier)	Charest	Jutras	Morin
Beaudoin	Chevette	Kieffer	(Nicolet-Yamaska)
Beaumier	Cliche	Lachance	Paquin
Bégin	Côté	Landry	Paré
Bertrand	Désilets	(Bonaventure)	Payne
(Charlevoix)	Deslières	Landry	Perreault
Blackburn	Dion	(Verchères)	Perron
Blais	Dionne-Marsolais	Laprise	Pinard
Boisclair	Doyer	Laurin	Rioux
Boucher	Dufour	Lazure	Rivard
Boulerice	Facal	Le Hir	Robert
Bourdon	Gagnon	Lelièvre	Rochon
Brassard	Garon	Léonard	Signori
Brien	Gaulin	Malavoy	Simard
Campeau	Gendron	Ménard	Vermette
Carrier-Perreault	Harel		

CONTRE - 45

Beaudet	Chagnon	Dionne	Kelley
Bélanger	Charbonneau	Fournier	Lafrenière
(Mégantic-Compton)	(Bourassa)	Frulla	Lefebvre
Benoit	Chenail	Gagnon-Tremblay	LeSage
Bergman	Cherry	Gautrin	Loiselle
Bissonnet	Ciaccia	Gauvin	MacMillan
Bordeleau	Copeman	Gobé	Marsan
Bourbeau	Cusano	Houda-Pepin	Middlemiss
Brodeur	Delisle	Johnson	Mulcair

Ouimet
Paradis
Parent

Poulin
Quirion
Sirros

Thérien
Tremblay
Vaive

Vallières
Williams

ABSTENTION - 1

Dumont

(Vote n° 12)

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, proposant le renvoi du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, à la Commission des institutions pour étude détaillée.

POUR - 57

Barbeau
Baril
(Berthier)
Beaudoin
Beaumier
Bégin
Bertrand
(Charlevoix)
Blais
Boisclair
Boucher
Boulerice
Bourdon
Brien
Campeau
Carrier-Perreault
Charbonneau
(Borduas)

Charest
Chevette
Côté
Désilets
Deslières
Dion
Dionne-Marsolais
Doyer
Dufour
Dumont
Facal
Gagnon
Gaulin
Gendron
Jolivet
Julien
Jutras
Kieffer

Lachance
Landry
(Bonaventure)
Landry
(Verchères)
Laprise
Laurin
Lazure
Lelièvre
Léonard
Malavoy
Ménard
Morin
(Dubuc)
Morin
(Nicolet-Yamaska)
Paquin
Paré

Payne
Perreault
Perron
Pinard
Rioux
Rivard
Robert
Rochon
Simard
Vermette

CONTRE - 41

Beaudet	Cherry	Gobé	Paradis
Bélanger	Copeman	Houda-Pepin	Parent
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Cusano	Kelley	Poulin
Bergman	Delisle	Lefebvre	Quirion
Bissonnet	Dionne	LeSage	Sirros
Bordeleau	Farrah	Loiselle	Thérien
Bourbeau	Fournier	MacMillan	Tremblay
Brodeur	Frulla	Marsan	Vaive
Chagnon	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Vallières
Charbonneau	Gautrin	Mulcair	Williams
(<i>Bourassa</i>)	Gauvin	Ouimet	

ABSTENTION - 0

(Vote n° 13)

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, proposant de confier un mandat à la Commission des institutions :

POUR - 56

Barbeau	Campeau	Jolivet	Morin
Baril	Carrier-Perreault	Julien	(<i>Nicolet-Yamaska</i>)
(<i>Arthabaska</i>)	Charbonneau	Jutras	Paquin
Baril	(<i>Borduas</i>)	Kieffer	Paré
(<i>Berthier</i>)	Charest	Lachance	Payne
Beaudoin	Chevrette	Landry	Perreault
Beaumier	Côté	(<i>Bonaventure</i>)	Perron
Bégin	Désilets	Landry	Pinard
Bertrand	Deslières	(<i>Verchères</i>)	Rioux
(<i>Charlevoix</i>)	Dion	Laprise	Rivard
Blackburn	Dionne-Marsolais	Laurin	Robert
Blais	Doyer	Le Hir	Rochon
Boisclair	Dufour	Lelièvre	Vermette
Boulerice	Gagnon	Léonard	
Bourdon	Garon	Malavoy	
Brassard	Gaulin	Morin	
Brien	Harel	(<i>Dubuc</i>)	

CONTRE - 33

Beaudet	Copeman	Lefebvre	Sirros
Bélanger	Delisle	LeSage	Thérien
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Farrah	MacMillan	Tremblay
Benoit	Fournier	Marsan	Vallières
Bergman	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Williams
Bordeleau	Gautrin	Mulcair	
Brodeur	Gauvin	Ouimet	
Chagnon	Gobé	Paradis	
Charbonneau	Houda-Pepin	Poulin	
(<i>Bourassa</i>)	Kelley	Quirion	

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, fait une déclaration concernant le soutien financier du gouvernement aux organismes communautaires oeuvrant dans le domaine de la santé et des services sociaux.

Présentation de projets de loi

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

51 Loi concernant la mise en oeuvre des accords de commerce international.

La motion est adoptée.

M. Chevrette, leader du gouvernement, au nom de M. Campeau, ministre des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

52 Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.

La motion est adoptée.

M. Léonard, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

56 Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, dépose :

Le rapport annuel du ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 167-941219)

Le rapport annuel de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1993.

(Dépôt n° 168-941219)

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, dépose :

Une entente sur un échange de renseignements entre le ministère de la Sécurité du revenu et la Société de l'assurance automobile du Québec, et ce, en vertu de l'article 70 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1).

(Dépôt n° 169-941219)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, dépose :

Une liste de députés appartenant au Parti Québécois qui auraient pris position dans le dossier de la loterie vidéo, accompagnée d'une lettre, en date du 26 août 1994, que M. Serge Ménard, député de Laval-des-Rapides, a expédiée à M. Henley Song, président de l'Association de l'amusement du Québec.

(Dépôt n° 170-941219)

Dépôts de rapports de commissions

M. Simard (Richelieu) dépose :

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 12, 13, 14, 15 et 16 décembre 1994, a étudié en détail le projet de loi :

- 41 Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales
— Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 171-941219)

M. Baril (Arthabaska) dépose :

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 16 décembre 1994, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé :

- 216 Loi concernant D. H. Howden & Co. Limited — Rapporté avec un
amendement au titre.

(Dépôt n° 172-941219)

Le rapport est adopté.

Dépôts de pétitions

Sont déposés trois extraits de pétition demandant la construction, à Pierrefonds, d'un centre d'études collégiales francophone affilié au cégep Saint-Laurent :

- le premier, extrait d'une pétition signée par 1 028 résidents de l'ouest de l'île de Montréal, par M. Williams (Nelligan) ;
(Dépôt n° 173-941219)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 1 025 résidents de l'ouest de l'île de Montréal, par M. Marsan (Robert-Baldwin) ;
(Dépôt n° 174-941219)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 1 025 résidents de l'ouest de l'île de Montréal, par M. Kelley (Jacques-Cartier).
(Dépôt n° 175-941219)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Mulcair (Chomedey) dépose :

Une série de documents portant sur une demande de la part de Charette Excavation inc., de Saint-Jovite, auprès de la Commission des transports du Québec, en matière du transfert d'un permis de camionnage.

(Dépôt n° 176-941219)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque :

La Commission des institutions, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

M. le Président donne les avis suivants :

- la Commission de l'Assemblée nationale se réunira afin de statuer sur diverses affaires courantes ;
 - la Commission de la culture se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux, notamment les mandats d'initiative.
-

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Harel, ministre de l'Emploi, proposant que le principe du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

À 13 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 02.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Harel, ministre de l'Emploi, proposant que le principe du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

À 17 h 58, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 03.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Harel, ministre de l'Emploi, proposant que le principe du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le mardi 20 décembre 1994

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement et sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, il est ordonné :

QUE le débat sur le projet de loi 46 soit ajourné et se termine, à la séance du mardi 20 décembre, avec une intervention de la part de l'opposition officielle suivie de la réplique par la Ministre de l'Emploi ;
et

QUE l'Assemblée ajourne ses travaux au mardi 20 décembre 1994, à 10 heures.

Par conséquent, à 0 h 40, l'Assemblée s'ajourne au mardi 20 décembre 1994, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 04.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

- 57 Loi modifiant la Loi de police et la Loi sur l'organisation policière en matière de police autochtone.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Campeau, ministre des Finances, dépose :

Les comptes publics du gouvernement du Québec, en trois volumes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994 (versions française et anglaise), et ce, en vertu de l'article 71 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6).

(Dépôt n° 177-941220)

Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, en vertu des articles 5 et 7 de la *Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics* (L.R.Q., c. R-2.3), dépose :

Au nom de M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie :

Le décret n° 185491, en date du 22 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs du Centre de recherche industrielle du Québec.

(Dépôt n° 178-941220)

Le décret n° 185492, en date du 22 juin 1994, concernant l'exemption de la Société Innovatech du Grand Montréal de l'application de la section II de la *Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.

(Dépôt n° 179-941220)

Au nom de Mme Dionne-Marsolais, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française :

Le décret n° 185487, en date du 22 juin 1994, concernant l'exemption de l'Institut québécois du cinéma de l'application de la section II de la *Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.

(Dépôt n° 180-941220)

Le décret n° 185427, en date du 14 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société de la Place des arts de Montréal.

(Dépôt n° 181-941220)

Le décret n° 185488, en date du 22 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société du Grand Théâtre de Québec.

(Dépôt n° 182-941220)

Le décret n° 185489, en date du 22 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société générale des industries culturelles.

(Dépôt n° 183-941220)

Au nom de M. Bégin, ministre de la Justice :

Le décret n° 185431, en date du 14 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Commission des droits de la personne.

(Dépôt n° 184-941220)

Au nom de M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune :

Le décret n° 185429, en date du 14 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Fondation de la faune du Québec.

(Dépôt n° 185-941220)

Le décret n° 185568, en date du 6 juillet 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société de récupération et de recyclage du Québec.

(Dépôt n° 186-941220)

Au nom de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux :

Le décret n° 185570, en date du 6 juillet 1994, concernant l'exemption du Fonds de la recherche en santé du Québec de l'application de la section II de la *Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.

(Dépôt n° 187-941220)

Au nom de M. Gendron, ministre des Ressources naturelles :

Le décret n° 185362, en date du 7 juin 1994, concernant le plan de réduction de l'effectif d'Hydro-Québec.

(Dépôt n° 188-941220)

Au nom de Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme :

Le décret n° 185361, en date du 7 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société des établissements de plein air du Québec.

(Dépôt n° 189-941220)

Le décret n° 185493, en date du 22 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société du Palais des congrès de Montréal.

(Dépôt n° 190-941220)

Au nom de M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :

Le décret n° 185486, en date du 22 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.

(Dépôt n° 191-941220)

Au nom de Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu :

Le décret n° 185976, en date du 31 août 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.

(Dépôt n° 192-941220)

Au nom de Mme Harel, ministre de l'Emploi :

Le décret n° 185428, en date du 14 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre.

(Dépôt n° 193-941220)

Puis, Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, dépose :

Le décret n° 185567, en date du 6 juillet 1994, concernant le plan de réduction des effectifs du Conseil des services essentiels.

(Dépôt n° 194-941220)

Le décret n° 185432, en date du 14 juin 1994, concernant le plan de réduction de l'effectif de la Société immobilière du Québec.

(Dépôt n° 195-941220)

M. le Président dépose :

Le rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 196-941220)

Dépôts de rapports de commissions

M. le Président dépose :

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 19 décembre 1994, a siégé afin de statuer sur diverses affaires courantes.

(Dépôt n° 197-941220)

Sur la motion de M. Bélanger, vice-président, ce rapport est adopté.

Dépôts de pétitions

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 15 000 citoyens d'Abitibi-Ouest, demandant l'intervention de l'Assemblée pour améliorer l'accès aux services de santé dans cette région.

(Dépôt n° 198-941220)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu de M. Parizeau, premier ministre, une demande d'intervention sur un fait personnel et qu'il a pris en délibéré la question de la recevabilité de cette demande.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Cusano (Viau) dépose :

Une liste de certaines personnes et de certains organismes appartenant aux communautés culturelles du Québec.

(Dépôt n° 199-941220)

Au cours de la période de questions, à la demande de M. le Président, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, retire certains propos non parlementaires.

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, dépose :

La vidéocassette d'un extrait de l'émission «Raison passion» diffusée le samedi 3 décembre 1994 et comprenant une entrevue de Mme Denise Bombardier avec Mme Marie Malavoy, députée de Sherbrooke, cette vidéocassette étant accompagnée d'un article, publié dans le journal *La Presse* du 26 novembre 1994, concernant la démission de la députée de Sherbrooke du poste de ministre de la Culture et des Communications.

(Dépôt n° 200-941220)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Harel, ministre de l'Emploi, dépose :

Copie d'une lettre, en date du 19 décembre 1994, que lui a expédiée M. André Ménard, président et directeur général de la Commission de la construction du Québec, concernant la réalisation des plans d'action faisant suite au rapport spécial du Vérificateur général du Québec.

(Dépôt n° 201-941220)

Motions sans préavis

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, propose :

QUE l'Assemblée nationale prenne en considération l'appel lancé par le Conseil permanent de la jeunesse dénonçant la situation de pauvreté dans laquelle vivent un trop grand nombre de Québécoises et Québécois de moins de trente ans.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce) présente une motion concernant la Présidente de l'Office des personnes handicapées du Québec ; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Lazure (La Prairie) propose :

QUE cette Assemblée souligne le décès de Mme Yvette Brunet, ex-présidente de l'Association québécoise pour la défense des droits des retraités, et se souvienne de son implication sociale à défendre les personnes âgées.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Dumont (Rivière-du-Loup) propose :

QUE les membres de l'Assemblée nationale appuient l'engagement du Vice-premier ministre pris en cette chambre de réviser le processus de nomination des hauts fonctionnaires, des dirigeants d'organismes publics ainsi que des représentants du Québec à l'étranger pour le rendre transparent, et amorcent des travaux en ce sens dès l'hiver 1995.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 42, Loi sur la réduction du capital-actions de personnes morales de droit public et de leurs filiales ;
 - la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant de nouveau la charte de la Ville de Montréal.
-

M. le Président donne l'avis suivant :

La Commission du budget et de l'administration se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Harel, ministre de l'Emploi, proposant que le principe du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix ; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant et, en conséquence, le principe du projet de loi 46 est adopté :

Pour : 69 Contre : 44 Abstention : 0

(Vote n° 14 en annexe)

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 46 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Puis, M. Boisclair convoque :

La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives.

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose que le principe du projet de loi 47, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 47 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

À 13 h 02 , M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 05.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Campeau, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur le ministère du Revenu, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 186 du Règlement, M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, propose :

QUE l'ordre de renvoi du projet de loi 47, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines, pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail, soit révoqué et que ledit projet de loi soit renvoyé pour étude détaillée en commission plénière.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 47 est renvoyé en commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Boisclair, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude détaillée du projet de loi 47.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 47, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines.

Le projet de loi 47 est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 47 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 45, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

À 18 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 02.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 45, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 41, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 45, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

20 décembre 1994

Le mercredi 21 décembre 1994

Le débat terminé, la motion est mise aux voix ; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 0 h 46, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 21 décembre 1994, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 14)

Sur la motion de Mme Harel, ministre de l'Emploi, proposant l'adoption du principe du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives :

POUR - 69

Barbeau	Charbonneau	Jutras	Morin
Baril	(Borduas)	Kieffer	(Nicolet-Yamaska)
(Arthabaska)	Charest	Lachance	Paquin
Baril	Chevrette	Landry	Paré
(Berthier)	Cliche	(Bonaventure)	Payne
Beaudoin	Côté	Landry	Pelletier
Beaulne	Désilets	(Verchères)	Perreault
Beaumier	Deslières	Laprise	Perron
Bertrand	Dion	Laurin	Pinard
(Charlevoix)	Dionne-Marsolais	Lazure	Rioux
Blackburn	Doyer	Le Hir	Rivard
Blais	Dufour	Leduc	Robert
Boisclair	Facal	Lelièvre	Rochon
Boulerice	Filion	Léonard	Signori
Bourdon	Gagnon	Létourneau	Simard
Brassard	Gaulin	Malavoy	Trudel
Brien	Gendron	Marois	Vermette
Campeau	Harel	Ménard	
Caron	Jolivet	Morin	
Carrier-Perreault	Julien	(Dubuc)	

CONTRE - 44

Beaudet	Bordeleau	Chenail	Dumont
Bélanger	Bourbeau	Ciaccia	Farrah
(Mégantic-Compton)	Brodeur	Copeman	Frulla
Benoît	Chagnon	Cusano	Gagnon-Tremblay
Bergman	Charbonneau	Delisle	Gautrin
Bissonnet	(Bourassa)	Dionne	Gauvin

20 décembre 1994

Gobé
Houda-Pepin
Johnson
Kelley
Lafrenière
Lefebvre

LeSage
Maciocia
MacMillan
Marsan
Middlemiss
Mulcair

Ouimet
Paradis
Parent
Poulin
Quirion
Sirros

Thérien
Vaive
Vallières
Williams

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 04.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Campeau, ministre des Finances, fait une déclaration concernant la mise en place d'un crédit d'impôt «Premier toit» pour l'achat d'une maison neuve ou la rénovation d'une maison existante.

À la fin de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Campeau dépose:

Une annexe à sa déclaration contenant divers renseignements supplémentaires sur le crédit d'impôt «Premier toit».

(Dépôt n° 202-941221)

Présentation de projets de loi

Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

- 55 Loi modifiant la Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics.

La motion est adoptée.

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

53 Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants :

237 Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda — Le projet de loi ne peut être présenté à l'Assemblée sans le consentement unanime pour déroger aux règles de fonctionnement 36 et 37.

(Dépôt n° 203-941221)

236 Loi concernant la Ville de Jonquière — Le projet de loi ne peut être présenté à l'Assemblée sans le consentement unanime pour déroger aux règles de fonctionnement 36 et 37.

(Dépôt n° 204-941221)

Dépôts de documents

Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, dépose :

Le rapport annuel de l'Office des ressources humaines, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 205-941221)

M. Garon, ministre de l'Éducation, dépose :

Le rapport annuel du Comité d'accréditation institué en vertu de la *Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants* (L.R.Q., c. A-3.01), pour l'exercice financier 1993-1994.

(Dépôt n° 206-941221)

Le rapport annuel de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1994.

(Dépôt n° 207-941221)

Le rapport annuel de l'Université du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1994.

(Dépôt n° 208-941221)

Le rapport annuel de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1994.

(Dépôt n° 209-941221)

Le rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1994.

(Dépôt n° 210-941221)

Le décret n° 1711-94 du gouvernement du Québec concernant l'approbation du plan triennal des activités du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche pour 1994-1997.

(Dépôt n° 211-941221)

Mme Dionne-Marsolais, ministre de la Culture et des Communications, dépose :

Le rapport annuel du ministère de la Culture et des Communications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 212-941221)

Le rapport annuel de la Société du Grand Théâtre de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1994.

(Dépôt n° 213-941221)

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, dépose :

Le rapport annuel de Sidbec-Dosco, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1993.

(Dépôt n° 214-941221)

Dépôts de rapports de commissions

M. Baril (Arthabaska) dépose :

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 20 décembre 1994, a étudié en détail le projet de loi :

- 42 Loi sur la réduction du capital-actions de personnes morales de droit public et de leurs filiales — Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 215-941221)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose :

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 20 décembre 1994, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé :

- 200 Loi modifiant de nouveau la charte de la Ville de Montréal — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 216-941221)

Le rapport est adopté.

Dépôts de pétitions

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 83 citoyens de la partie rurale de la municipalité d'Ascot, demandant le report de l'application d'un certain règlement de la municipalité du canton d'Eaton et la tenue de consultations auprès de la population d'Ascot.

(Dépôt n° 217-941221)

M. Morin (Dubuc) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 2 203 citoyens du Saguenay—Lac-Saint-Jean, demandant le parachèvement de la route 381 entre Ferland-Boileau et Saint-Urbain.

(Dépôt n° 218-941221)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu de M. Chevette, leader du gouvernement, une lettre l'avisant que M. Parizeau, premier ministre, retire la demande d'intervention sur un fait personnel qu'il a formulée à l'occasion de la séance précédente. En conséquence, M. le Président avise l'Assemblée qu'il n'y a plus lieu de rendre une décision sur la question de la recevabilité de la demande du Premier ministre qu'il a prise en délibéré.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) dépose :

Le Guide de préparation de la revue de programmes 1995-1996 du gouvernement du Québec.

(Dépôt n° 219-941221)

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, à la séance du 20 décembre 1994, sur la motion de M. Chevette, ministre des Affaires municipales, proposant l'adoption du principe du projet de loi 45, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée par le vote suivant et, en conséquence, le principe du projet de loi 45 est adopté :

Pour : 116 Contre : 0 Abstention : 0

(Vote n° 15 en annexe)

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi 45 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Avis touchant les travaux des commissions

M. le Président donne les avis suivants :

- la Commission des institutions se réunira afin d'organiser la vérification des engagements financiers ;
- la Commission de l'éducation se réunira en séance de travail afin d'organiser la vérification de certains engagements financiers.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 252 et 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 42, Loi sur la réduction du capital-actions de personnes morales de droit public et de leurs filiales.

Le rapport est adopté.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant de nouveau la charte de la Ville de Montréal, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

À 13 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 08.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) proposant que le principe du projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant de nouveau la charte de la Ville de Montréal, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 200 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement et à la règle de fonctionnement 35, Mme Barbeau (Vanier), au nom de M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques), propose que le projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant de nouveau la charte de la Ville de Montréal, soit adopté.

À 15 h 17, à la demande de M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, M. le Président suspend la séance.

La séance reprend à 15 h 36.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 200 est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Campeau, ministre des Finances, propose que le projet de loi 42, Loi sur la réduction du capital-actions de personnes morales de droit public et de leurs filiales, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

Adoption du principe

M. Chevette, leader du gouvernement et ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 49, Loi concernant la composition du Bureau de l'Assemblée nationale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi 49 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Chevette, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 49.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 49, Loi concernant la composition du Bureau de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi 49 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 49 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Chevette, leader du gouvernement et ministre des Affaires municipales, propose que le

projet de loi 49, Loi concernant la composition du Bureau de l'Assemblée nationale, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

Projets de loi au nom des députés

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Morin (Dubuc) propose que le projet de loi 190, Loi modifiant la Loi annexant un territoire à celui de la Ville de Chicoutimi, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Cusano (Viau) propose que le principe du projet de loi 194, Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi 194 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Chevette, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 194.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 194, Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Le projet de loi 194 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 194 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Cusano (Viau) propose que le projet de loi 194, Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

Projets de loi d'intérêt privé

Présentation

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux règles de fonctionnement 36 et 37, Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière), au nom de M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi 237, Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 237 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le Ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux règles de fonctionnement 36 et 37, Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière), au nom de M. Dufour (Jonquière), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi 236, Loi concernant la Ville de Jonquière.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 236 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le Ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Projets de loi du gouvernement

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose que le projet de loi 47, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

Mme Doyer (Matapédia), au nom de M. Deslières (Salaberry-Soulanges), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 214, Loi concernant certains immeubles du cadastre du Village de Soulanges, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 214 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Doyer (Matapédia), au nom de M. Deslières (Salaberry-Soulanges), propose que le projet de loi d'intérêt privé 214, Loi concernant certains immeubles du cadastre du Village de Soulanges, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 214 est adopté.

Adoption du principe

Mme Doyer (Matapédia), au nom de M. Cliche (Vimont), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 222, Loi modifiant la charte de la Ville de Laval, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 222 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Doyer (Matapédia), au nom de M. Cliche (Vimont), propose que le projet de loi d'intérêt privé 222, Loi modifiant la charte de la Ville de Laval, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 222 est adopté.

Adoption du principe

M. Lefebvre (Frontenac) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 225, Loi concernant la Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 225 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Lefebvre (Frontenac) propose que le projet de loi d'intérêt privé 225, Loi concernant la Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 225 est adopté.

Adoption du principe

M. Lefebvre (Frontenac), au nom de M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 216, Loi autorisant D. H. Howden & Co. Limited à continuer son existence en vertu de la partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec (*titre modifié*), soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 216 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Lefebvre (Frontenac), au nom de M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis), propose que le projet de loi d'intérêt privé 216, Loi autorisant D. H. Howden & Co. Limited à continuer son existence en vertu de la partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec (*titre modifié*), soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 216 est adopté.

À 16 h 30, sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mardi 14 mars 1995, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 21 décembre 1994, à 17 h 35, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Létourneau (Ungava) et de M. Pelletier (Abitibi-Est), les représentants du Premier ministre, de Mme Houda-Pepin (La Pinière), la représentante du Chef de l'opposition officielle, de M. Duchesne, secrétaire général, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants :

- 42 Loi sur la réduction du capital-actions de personnes morales de droit public et de leurs filiales ;
- 44 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur le ministère du Revenu ;
- 47 Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines ;
- 49 Loi concernant la composition du Bureau de l'Assemblée nationale ;

- 190 Loi modifiant la Loi annexant un territoire à celui de la Ville de Chicoutimi ;
- 194 Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal ;
- 200 Loi modifiant de nouveau la charte de la Ville de Montréal ;
- 214 Loi concernant certains immeubles du cadastre du Village de Soulanges ;
- 216 Loi autorisant D. H. Howden & Co. Limited à continuer son existence en vertu de la partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec (*titre modifié*) ;
- 222 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval ;
- 225 Loi concernant la Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 15)

Sur la motion de M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, proposant l'adoption du principe du projet de loi 45, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives :

POUR - 116

Barbeau	Carrier-Perreault	Gagnon-Tremblay	Maciocia
Baril	Chagnon	Garon	MacMillan
(Arthabaska)	Charbonneau	Gaulin	Malavoy
Baril	(Borduas)	Gautrin	Marois
(Berthier)	Charbonneau	Gauvin	Marsan
Beaudet	(Bourassa)	Gendron	Ménard
Beaudoin	Charest	Gobé	Middlemiss
Beaulne	Chenail	Harel	Morin
Beaumier	Chevrette	Houda-Pepin	(Dubuc)
Bégin	Ciaccia	Johnson	Morin
Bélanger	Cliche	Jolivet	(Nicolet-Yamaska)
(Mégantic-Compton)	Copeman	Julien	Mulcair
Benoit	Côté	Jutras	Ouimet
Bergman	Cusano	Kelley	Paillé
Bertrand	Delisle	Kieffer	Paquin
(Charlevoix)	Désilets	Lachance	Paradis
Bissonnet	Deslières	Lafrenière	Paré
Blackburn	Dion	Landry	Parizeau
Blais	Dionne	(Bonaventure)	Payne
Boisclair	Dionne-Marsolais	Landry	Pelletier
Bordeleau	Doyer	(Verchères)	Perreault
Boulerice	Dufour	Laprise	Perron
Bourbeau	Dumont	Laurin	Pinard
Bourdon	Facal	Leduc	Poulin
Brassard	Farrah	Lefebvre	Quirion
Brien	Filion	Lelièvre	Rioux
Brodeur	Fournier	Léonard	Rivard
Campeau	Frulla	LeSage	Robert
Caron	Gagnon	Létourneau	Rochon

21 décembre 1994

Signori
Simard
Sirros

Thérien
Tremblay
Trudel

Vaive
Vallières
Vermette

Williams

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

Séance extraordinaire

La séance est ouverte à 10 h 08.

Moment de recueillement

M. le Président communique et dépose :

Une lettre que lui a adressée M. Parizeau, premier ministre, en date du 20 janvier 1995, demandant qu'il prenne les dispositions pour que l'Assemblée nationale se réunisse d'urgence, à compter de 10 heures, le jeudi 26 janvier 1995, afin de poursuivre l'étude de divers projets de loi inscrits au *Feuilleton et préavis* du 21 décembre 1994 et, si nécessaire, afin de présenter un projet de loi visant à assurer la reprise des services à la Société de transport de la Communauté urbaine de Québec et de procéder à son étude et adoption.

(Dépôt n° 220-950126)

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. le Président dépose :

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 15 décembre 1994 :

Décision 707 concernant le Règlement modifiant divers règlements aux fins de la réévaluation des groupes de circonscriptions électorales ;

Décision 708 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur le stationnement à l'Assemblée nationale ;

Décision 709 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés ;

Décision 710 concernant le Règlement concernant une mission sur la perception des pensions alimentaires ;

Décision 711 concernant le Règlement relatif à l'octroi d'une allocation spéciale au député de Verdun ;

Décision 712 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur l'achat et le louage de biens et le louage de services.

(Dépôt n° 221-950126)

Le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 26 janvier 1995.

(Dépôt n° 222-950126)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Au cours de la période de questions, à la demande de M. le Président, M. Chevette, leader du gouvernement, retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Marsan (Robert-Baldwin) dépose :

Un texte, en date du 16 janvier 1995, en ajout à la synthèse des travaux des deux comités de la Conférence régionale de l'AHQ-03 sur les compressions budgétaires déposée à la réunion de l'exécutif du 9 décembre 1994.

(Dépôt n° 223-950126)

Motions sans préavis

M. Landry, vice-premier ministre et ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, propose :

QUE l'Assemblée nationale félicite le Président, M. Roger Bertrand, député de Portneuf, pour son élection à la présidence de l'Association des parlementaires de langue française.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Mme Delisle (Jean-Talon) propose :

QUE cette Assemblée souligne la nomination de la ville de Québec comme finaliste pour l'obtention des Jeux d'hiver de 2002 et qu'elle félicite le président de même que l'organisation de Québec 2002 pour le dynamisme qui les caractérise dans la démarche visant la tenue de ces jeux à Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, propose :

QU'en raison de l'urgence de la situation et en vue de poursuivre l'étude de projets de loi inscrits au feuillet du 21 décembre 1994 et, si nécessaire, en vue de présenter une motion de suspension des règles de procédure pour permettre l'étude d'un projet de loi visant à assurer la reprise des services à la Société de transport de la Communauté urbaine de Québec ;

L'Assemblée puisse siéger à tous les jours à compter de 10 heures jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux, avec suspension de 13 heures à 15 heures et de 18 heures à 20 heures, sauf le lundi où elle peut siéger à compter de 14 heures jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux, avec suspension de 18 heures à 20 heures ;

L'Assemblée puisse procéder aux affaires courantes à 14 heures le lundi et 10 heures les autres jours ;

Il soit permis, dès l'adoption de la présente motion, de terminer l'étape des affaires courantes et de passer aux affaires du jour ;

Les articles 20 à 22, 52, 107, 194, 240 soient suspendus ;

Sous réserve de ce qui précède, les dispositions du Règlement de l'Assemblée particulières aux mois de juin et décembre soient appliquées ;

Les règles ci-haut mentionnées puissent s'appliquer pendant toute la durée des séances extraordinaires.

M. Paradis, leader de l'opposition officielle, soulève l'irrecevabilité de cette motion.

M. le Président entend les remarques de M. Paradis, leader de l'opposition officielle, et de M. Chevrette, leader du gouvernement, sur ce rappel au règlement, puis, après une suspension de la séance, il rend la décision suivante :

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion du leader adjoint du gouvernement est recevable.

La question de savoir s'il y a urgence ou non est laissée à l'appréciation de l'Assemblée et non de la Présidence. Cette appréciation sera exprimée par le vote sur la motion de suspension des règles.

Il suffit que l'urgence, conformément à l'article 183, soit invoquée dans la motion. Le Président n'a, dans ce cas, qu'à vérifier si les conditions de forme sont respectées.

M. le Président informe ensuite l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie lors d'une réunion avec les leaders parlementaires pour le débat restreint sur la motion proposée par M. Gendron, leader adjoint du gouvernement. Cinq minutes sont accordées au député indépendant ; les deux groupes parlementaires disposeront chacun de 50 % du reste de la période consacrée à ce débat.

Suit le débat sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement.

Le débat terminé, la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, est mise aux voix ; un vote par appel nominal est exigé.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions pendant l'annonce de la tenue du vote.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives.

M. Brouillet, vice-président, donne l'avis suivant :

La Commission du budget et de l'administration se réunira afin de procéder à l'audition du Vérificateur général du Québec dans le cadre de l'examen de son rapport pour l'année financière terminée le 31 mars 1994.

Motions sans préavis

L'Assemblée procède à la tenue du vote sur la motion présentée par M. Gendron, leader adjoint du gouvernement.

La motion est adoptée par le vote suivant :

Pour : 66 Contre : 39 Abstention : 0

(Vote n° 16 en annexe)

À 13 h 33, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 05.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, propose que le principe du projet de loi 51, Loi concernant la mise en oeuvre des accords de commerce international, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 51 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

À 17 h 52 , M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 07.

Adoption

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 41, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

M. Campeau, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

Adoption du principe

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 54, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 54 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose que le principe du projet de loi 53, Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec, soit maintenant adopté.

26 janvier 1995

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi 53 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

À 22 h 22, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au vendredi, 27 janvier 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 16)

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, proposant la suspension de certaines règles de procédure :

POUR - 66

Barbeau	Carrier-Perreault	Lachance	Paquin
Baril	Charest	Landry	Paré
(Arthabaska)	Chevrette	(Bonaventure)	Pelletier
Baril	Cliche	Landry	Perreault
(Berthier)	Côté	(Verchères)	Perron
Beaudoin	Désilets	Laprise	Pinard
Beaulne	Deslières	Laurin	Rivard
Beaumier	Dion	Lazure	Robert
Bégin	Doyer	Le Hir	Rochon
Bertrand	Dufour	Leduc	Signori
(Charlevoix)	Dumont	Lelièvre	Simard
Blackburn	Facal	Léonard	Trudel
Blais	Filion	Létourneau	Vermette
Boisclair	Gagnon	Malavoy	
Boucher	Gaulin	Marois	
Bourdon	Gendron	Ménard	
Brassard	Harel	Morin	
Brien	Jolivet	(Dubuc)	
Campeau	Jutras	Morin	
Caron	Kieffer	(Nicolet-Yamaska)	

CONTRE - 39

Beaudet	Bourbeau	Copeman	Gautrin
Bélanger	Brodeur	Cusano	Gauvin
(Mégantic-Compton)	Chagnon	Delisle	Gobé
Benoit	Charbonneau	Dionne	Houda-Pepin
Bergman	(Bourassa)	Farrah	Johnson
Bissonnet	Cherry	Fournier	Kelley
Bordeleau	Ciacchia	Gagnon-Tremblay	Lafrenière

26 janvier 1995

Lefebvre
LeSage
Maciocia
Mulcair

Ouimet
Paradis
Parent
Quirion

Sirros
Thérien
Tremblay
Vaive

Williams

ABSTENTION - 0

Séance extraordinaire

La séance est ouverte à 10 h 04.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de rapports de commissions

M. Vallières (Richmond) dépose :

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 18 janvier 1995, a examiné les engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation contenus dans les listes de septembre 1993 à septembre 1994 et du secteur pêcheries du ministère contenus dans les listes d'août 1993 à septembre 1994.

(Dépôt n° 224-950127)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine) dépose :

Copie d'une lettre, en date du 26 janvier 1995, adressée à M. Parizeau, premier ministre, par M. Benoît Gendron, représentant du Regroupement des cancéreux du Québec, concernant des coupures de services à l'Hôtel-Dieu de Québec.

(Dépôt n° 225-950127)

Motions sans préavis

M. Ciaccia (Mont-Royal) propose :

QUE l'Assemblée nationale du Québec reconnaisse aujourd'hui le 50^e anniversaire de la libération d'Auschwitz et rende hommage à la mémoire des nombreuses victimes innocentes pour que l'humanité n'en perde jamais le souvenir.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit. MM. Ciaccia, Landry (Verchères) et Dumont (Rivière-du-Loup) prennent la parole.

Avant de se prononcer sur cette motion, l'Assemblée observe une minute de silence.

Puis, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, et d'étudier en détail le projet de loi 53, Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives;

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 54, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Léonard, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 48, Loi modifiant le Code de la sécurité routière, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 48 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Boisclair, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 48.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 48, Loi modifiant le Code de la sécurité routière.

Le projet de loi 48 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 48 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Léonard, ministre des Transports, propose que le projet de loi 48, Loi modifiant le Code de la sécurité routière, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

Adoption du principe

M. Léonard, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 56, Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 56 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Boisclair, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 56.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 56, Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière.

De consentement pour déroger à l'ordre adopté le 26 janvier 1995, la commission plénière poursuit ses travaux après 13 heures.

Le projet de loi 56 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 56 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Léonard, ministre des Transports, propose que le projet de loi 56, Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

Adoption du principe

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, propose que le principe du projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement et la Loi sur les permis d'alcool, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 50 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière.

À 13 h 30, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 06.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement et sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, il est ordonné :

QUE, sauf pour les projets de loi 40, 46 et 55 dont l'étude pourrait ne pas être menée à sa fin, toutes les étapes des projets de loi figurant au feuillet d'aujourd'hui soient franchies, étant entendu que plus d'une étape puissent être considérées simultanément, et ce, au cours de la séance d'aujourd'hui et de celle du jeudi 2 février prochain.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Chevrette, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives;
 - la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics;
 - la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives;
 - la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 45, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives.
-

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement et la Loi sur les permis d'alcool.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement et la Loi sur les permis d'alcool.

Le projet de loi 50 est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 50 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Conformément à l'ordre adopté précédemment, M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement et la Loi sur les permis d'alcool, soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

Adoption du principe

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, propose que le principe du projet de loi 57, Loi modifiant la Loi de police et la Loi sur l'organisation policière en matière de police autochtone, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'ordre adopté le 26 janvier 1995, l'Assemblée poursuit ses travaux après 18 heures.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Tremblay (Outremont) dépose :

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 27 janvier 1995, a étudié en détail le projet de loi :

53 Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec — Rapporté sans amendement.
(Dépôt n° 226-950127)

Prise en considération de rapports de commissions

Conformément à l'ordre adopté précédemment, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 53, Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec.

Le rapport est adopté.

Adoption

Conformément à l'ordre adopté précédemment, M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose que le projet de loi 53, Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec, soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, proposant que le principe du projet de loi 57, Loi modifiant la Loi de police et la Loi sur l'organisation policière en matière de police autochtone, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 57 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Gendron, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 57.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 57, Loi modifiant la Loi de police et la Loi sur l'organisation policière en matière de police autochtone.

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, propose que la commission plénière fasse rapport à l'Assemblée qu'elle n'a pas fini de délibérer.

La motion est adoptée.

M. le président de la commission plénière fait rapport à l'Assemblée que la commission plénière n'a pas fini de délibérer sur le projet de loi 57, Loi modifiant la Loi de police et la Loi sur l'organisation policière en matière de police autochtone.

Adoption du principe

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Campeau, ministre des Finances, propose que le principe du projet de loi 52, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 52 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

27 janvier 1995

Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, propose que le principe du projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, le projet de loi est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

À 21 h 13, sur la motion de Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 2 février 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

Séance extraordinaire

La séance est ouverte à 10 h 10.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 232 du Règlement, M. Chevrette, leader du gouvernement, au nom de M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

59 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 232 du Règlement, Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

58 Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 232 du Règlement, Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi :

60 Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Chevette, ministre d'État au Développement des régions, dépose :

Le rapport annuel du Secrétariat aux affaires régionales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 227-950202)

Mme Harel, ministre de l'Emploi, dépose :

Le rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 228-950202)

M. Campeau, ministre des Finances, dépose :

Le rapport annuel du ministère des Finances, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 229-950202)

M. le Président dépose, conformément à l'article 91 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* :

La liste des députés désignés comme membres et membres suppléants du Bureau de l'Assemblée nationale :

Par le Parti Québécois :

- M. Yves Beaumier (Champlain), Mme Solange Charest (Rimouski), M. Jean-Pierre Jolivet (Laviolette), M. Gérard-Raymond Morin (Dubuc) et M. Robert Perreault (Mercier) comme membres, ainsi que M. Michel Côté (La Peltrie), M. Léandre Dion (Saint-Hyacinthe), M. Michel Morin (Nicolet-Yamaska) et M. Gabriel-Yvan Gagnon (Saguenay) comme membres suppléants.

Par le Parti Libéral du Québec :

- M. Georges Farrah (Îles-de-la-Madeleine), M. Yvan Bordeleau (Acadie) et M. Norman MacMillan (Papineau) comme membres, ainsi que M. Michel Bissonnet (Jeanne-Mance), M. Jean-Claude Gobé (LaFontaine) et Mme Nicole Loiselle (Saint-Henri—Sainte-Anne) comme membres suppléants.

Par le parti Action Démocratique du Québec :

- M. Mario Dumont (Rivière-du-Loup).

(Dépôt n° 230-950202)

Cette liste est adoptée.

Dépôts de rapports de commissions

M. Baril (Arthabaska) dépose :

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 31 janvier 1995, a étudié en détail le projet de loi :

- 55 Loi modifiant la Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 231-950202)

Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) dépose :

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 1^{er} février 1995, a étudié en détail le projet de loi :

- 45 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives — Rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Dépôt n° 232-950202)

Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Dumont (Rivière-du-Loup) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 118 citoyens de la région de Rivière-du-Loup, demandant l'annulation de la décision de fermer le service de télécommunications de la Sûreté du Québec, section Rivière-du-Loup.

(Dépôt n° 233-950202)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. Johnson, chef de l'opposition officielle, M. Parizeau, premier ministre, dépose :

Une note faisant état d'un énoncé de M. André Dicaire, secrétaire du Conseil du trésor, relativement aux coûts de télédiffusion des débats des commissions régionales sur l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec.

(Dépôt n° 234-950202)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Parizeau, premier ministre, dépose :

Une note concernant un extrait d'entrevue avec la députée de Marguerite-Bourgeoys, Mme Liza Frulla, à l'émission Raison Passion animée par Mme Denise Bombardier.

(Dépôt n° 235-950202)

Motions sans préavis

M. Dumont (Rivière-du-Loup) propose :

QUE l'Assemblée nationale du Québec exprime sa solidarité envers l'ensemble des intervenants du milieu de l'éducation en dénonçant les coupures envisagées par le gouvernement fédéral en matière d'enseignement post-secondaire et lui réclame les points d'impôt correspondant aux actuels paiements de transferts versés au Québec au chapitre de l'enseignement post-secondaire.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Chevette, ministre des Affaires municipales et responsable du loisir et des sports, propose :

QUE cette Assemblée reconnaisse la semaine du 19 au 25 février 1995 comme étant la Semaine des guides et des scouts au Québec et par la même occasion souligne l'implication, la contribution sociale et le dynamisme des 40 000 membres de la Fédération québécoise du guidisme et du scoutisme à travers le Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Chevette, leader du gouvernement, propose :

QUE la Commission des institutions procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques sur la justice administrative à compter du 15 mars 1995 et à cette fin entende les organismes suivants :

- Assemblée des travailleurs et travailleuses accidentés du Québec
- Association des accidentés de la route
- Barreau du Québec
- Chambre des notaires
- Centrale de l'enseignement du Québec
- Commission des services juridiques
- Confédération des syndicats nationaux
- Conférence des juges administratifs
- Conseil du patronat
- Conseil canadien des relations de travail
- Conseil interprofessionnel du Québec
- Conseil des tribunaux administratifs canadiens
- École nationale d'administration publique
- Faculté de droit de Laval
- Faculté de droit de Sherbrooke
- Faculté de droit d'Ottawa
- Faculté de droit de McGill
- Faculté de droit de Montréal
- Faculté de droit de l'UQAM
- Fédération des travailleurs du Québec
- Fondation pour l'aide aux travailleurs et travailleuses accidenté(e)s
- Forum des présidents des tribunaux administratifs
- Front d'action populaire en aménagement urbain
- Front commun des assistés sociaux
- Ligue des droits et libertés
- Plaidoyer victime
- Protecteur du citoyen
- Service juridique communautaire de Pointe-Saint-Charles et de la Petite Bourgeois
- Syndicat canadien de la fonction publique
- Syndicat de la fonction publique du Québec
- Syndicat de professionnels et professionnelles du gouvernement du Québec
- Union des municipalités du Québec
- Union des municipalités régionales de comté du Québec
- Union des producteurs agricoles

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de vingt minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de quarante minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition, en respectant le principe de l'alternance ;

Le ministre de la Justice soit membre de ladite commission pour la durée du mandat ;

QUE les mémoires des organismes soient transmis au secrétariat des commissions au plus tard le 6 mars 1995.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 84 du Règlement, une motion sans préavis concernant le plan de développement d'Hydro-Québec pourra être débattue à la période des affaires du jour.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 52, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec ;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 54, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles ;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. le Président donne l'avis suivant :

La Commission de la culture se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

Conformément à l'ordre adopté le 27 janvier 1995, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 45, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Adoption

Conformément à l'ordre adopté le 27 janvier 1995, M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 45, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives (*titre modifié*), soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Charbonneau (Borduas) dépose :

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 27 janvier et le 2 février 1995, a étudié en détail le projet de loi :

- 54 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles — Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 236-950202)

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics, ainsi que les amendements transmis par Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, et M. Gautrin (Verdun).

L'amendement de Mme Marois est jugé recevable.

Les amendements de M. Gautrin sont déclarés recevables après que la Présidence eut procédé à une correction de forme.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'ordre adopté le 26 janvier 1995, l'Assemblée poursuit ses travaux après 13 heures.

L'amendement proposé par Mme Marois est adopté.

Les amendements proposés par M. Gautrin sont rejetés.

Enfin, le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 55, ainsi amendé, est adopté à la majorité des voix.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, propose que le projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics, soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

À 13 h 14, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 11.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de reprendre l'étude détaillée du projet de loi 57, Loi modifiant la Loi de police et la Loi sur l'organisation policière en matière de police autochtone.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière reprend l'étude détaillée du projet de loi 57.

Le projet de loi 57 est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 57 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Conformément à l'ordre adopté le 27 janvier 1995, M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 57, Loi modifiant la Loi de police et la Loi sur l'organisation policière en matière de police autochtone, soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

Conformément à l'ordre adopté le 27 janvier 1995, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 54, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.

Le rapport est adopté.

Adoption

Conformément à l'ordre adopté le 27 janvier 1995, M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 54, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Baril (Arthabaska) dépose :

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 2 février 1995, a étudié en détail le projet de loi :

- 52 Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec —
 Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 237-950202)

Prise en considération de rapports de commissions

Conformément à l'ordre adopté le 27 janvier 1995, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 52, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption

Conformément à l'ordre adopté le 27 janvier 1995, M. Campeau, ministre des Finances, propose que le projet de loi 52, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

À 17 h 36, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 02.

À 20 h 03, sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au vendredi, 3 février 1995, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le lundi 30 janvier 1995, à 16 h 20, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Létourneau (Ungava), le représentant du Premier ministre, et de M. Duchesne, secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Administrateur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants :

- 38 Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives ;
- 41 Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales ;
- 48 Loi modifiant le Code de la sécurité routière ;
- 50 Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement et la Loi sur les permis d'alcool ;
- 53 Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec ;
- 56 Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière.

Le Président

ROGER BERTRAND

Séance extraordinaire

La séance est ouverte à 10 h 04.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine) dépose :

Copie d'un communiqué de presse en date du 31 janvier 1995, ainsi que d'un erratum en date du 2 février 1995, diffusés par le Syndicat des infirmières et infirmiers de l'Est du Québec concernant la fermeture de lits au centre hospitalier d'Amqui.

(Dépôt n° 238-950203)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Tremblay (Outremont) dépose :

La liste des entreprises ayant fait des représentations auprès du ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie au sujet du litige Québec-Ontario en matière de construction.

(Dépôt n° 239-950203)

Motions sans préavis

M. Chevette, leader du gouvernement, propose :

QUE la Commission de l'économie et du travail procède à l'examen du rapport général de suivi, au 31 décembre 1994, de l'engagement de performance 1993-1995 d'Hydro-Québec et, à cette fin, entende les membres du conseil de direction d'Hydro-Québec le mercredi 22 février 1995, de 15 heures à 18 heures, à la salle du Conseil législatif, et que le ministre des Ressources naturelles soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Chevette, leader du gouvernement, propose :

QU'en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, et dans le cadre de la motion adoptée par l'Assemblée nationale le 26 janvier 1995 :

Le 3^e paragraphe, les mots «ou sur un fait personnel» au 4^e paragraphe et le 7^e paragraphe de l'article 53, l'article 54, les articles 71 à 73, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 84, les mots «ou à la demande d'un député» au 1^{er} alinéa de l'article 86 ainsi que le 2^e alinéa du même article, les 2^e, 3^e et 8^e paragraphes de l'article 87, les articles 88 à 93, 100 et 101, 105 et 108, 111 à 114, 164 et 165, 175, 176, les mots «et, le cas échéant, de ses observations, conclusions et recommandations» à l'article 177, les articles 194 et 195, 205 à 209, les articles 212, 213, 215, 216, 230 et 232, les articles 236 et 237, 241, le 2^e alinéa de l'article 244, les mots «et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente» au 2^e alinéa de l'article 248, les articles 249 à 251, le 1^{er} alinéa de l'article 252 ainsi que les 1^{er} et 3^e alinéas de l'article 253, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 256, les articles 304 à 307 soient suspendus jusqu'à l'adoption dudit projet de loi et que ;

Dès l'adoption de la présente motion, la Commission de l'économie et du travail mette fin à ses travaux quant à l'étude détaillée du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, et dépose son rapport à l'Assemblée ;

Tout député puisse, au plus tard trente minutes après le dépôt dudit rapport, transmettre au bureau du Secrétaire général copie des amendements qu'il entend y proposer ;

La durée du débat sur la prise en considération du rapport de la commission soit fixée à un maximum de trente-cinq minutes, dont quinze minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, quinze minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et cinq minutes au député indépendant ;

Une fois terminé le débat sur la prise en considération du rapport de la commission, les amendements soient mis aux voix successivement sans appel nominal, de la manière indiquée par le Président; les amendements adoptés soient intégrés au rapport, qui est ensuite mis aux voix sans appel nominal ;

La durée du débat sur l'adoption dudit projet de loi soit fixée à un maximum de une heure, dont vingt minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, vingt minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et dix minutes au député indépendant et une réplique d'une durée maximale de dix minutes au ministre qui présente le projet de loi, auquel maximum pourrait s'ajouter, le cas échéant, pour les fins de l'application de l'article 257, une période maximale de quinze minutes réparties de la façon suivante: cinq minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, cinq minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, trois minutes au député indépendant et deux minutes de réplique au ministre qui présente le projet de loi, au terme de laquelle les amendements seraient mis aux voix immédiatement et sans appel nominal ;

Une motion de suspension de la séance puisse être proposée à tout moment par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal ;

L'ajournement du débat puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal ;

L'ajournement de l'Assemblée puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal ;

Le retrait d'une motion puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal ;

Les règles ci-haut mentionnées puissent s'appliquer jusqu'à l'adoption du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives.

M. Paradis, leader de l'opposition officielle, soulève l'irrecevabilité de cette motion.

M. le Président entend les remarques de M. Paradis, leader de l'opposition officielle, et de M. Chevette, leader du gouvernement, sur ce rappel au règlement; puis il prend la question en délibéré.

À 13 heures, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 04.

M. le Président rend la décision suivante sur le rappel au règlement de M. Paradis, leader de l'opposition officielle :

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion de suspension de certaines règles de procédure présentée par le leader du gouvernement est irrecevable puisqu'une partie de cette motion est irrégulière.

En effet, cette motion ne peut pas écarter la possibilité de tenir certains votes par appel nominal si, dans la même motion, n'est pas d'abord édictée la suspension de l'article 220 du Règlement qui permet d'opter pour un vote à main levée ou pour un vote par appel nominal.

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, propose :

QU'en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, et dans le cadre de la motion adoptée par l'Assemblée nationale le 26 janvier 1995 :

Le 3^e paragraphe, les mots «ou sur un fait personnel» au 4^e paragraphe et le 7^e paragraphe de l'article 53, l'article 54, les articles 71 à 73, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 84, les mots «ou à la demande d'un député» au 1^{er} alinéa de l'article 86 ainsi que le 2^e alinéa du même article, les 2^e, 3^e et 8^e paragraphes de l'article 87, les articles 88 à 93, 100 et 101, 105 et 108, 111 à 114, 164 et 165, 175, 176, les mots «et, le cas échéant, de ses observations, conclusions et recommandations» à l'article 177, les articles 194 et 195, 205 à 209, les articles 212, 213, 215, 216, 220, 230 et 232, les articles 236 et 237, 241, le 2^e alinéa de l'article 244, les mots «et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente» au 2^e alinéa de l'article 248, les articles 249 à 251, le 1^{er} alinéa de l'article 252 ainsi que les 1^{er} et 3^e alinéas de l'article 253, l'article 254, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 256, les articles 304 à 307 soient suspendus jusqu'à l'adoption dudit projet de loi et que ;

Dès l'adoption de la présente motion, la Commission de l'économie et du travail mette fin à ses travaux quant à l'étude détaillée du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, et dépose son rapport à l'Assemblée ;

Tout député puisse, au plus tard trente minutes après le dépôt dudit rapport, transmettre au bureau du Secrétaire général copie des amendements qu'il entend y proposer ;

La durée du débat sur la prise en considération du rapport de la commission soit fixée à un maximum de trente-cinq minutes, dont quinze minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, quinze minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et cinq minutes au député indépendant ;

Une fois terminé le débat sur la prise en considération du rapport de la commission, les amendements soient mis aux voix successivement sans appel nominal, de la manière indiquée par le Président; les amendements adoptés soient intégrés au rapport, qui est ensuite mis aux voix sans appel nominal ;

La durée du débat sur l'adoption dudit projet de loi soit fixée à un maximum de une heure, dont vingt minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, vingt minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et dix minutes au député indépendant et une réplique d'une durée maximale de dix minutes au ministre qui présente le projet de loi, auquel maximum pourrait s'ajouter, le cas échéant, pour les fins de l'application de l'article 257, une période maximale de quinze minutes réparties de la façon suivante: cinq minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, cinq minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, trois minutes au député indépendant et deux minutes de réplique au ministre qui présente le projet de loi, au terme de laquelle les amendements seraient mis aux voix immédiatement et sans appel nominal ;

Tous les votes soient faits à main levée à moins qu'un ministre ou leader adjoint du gouvernement n'exige un vote par appel nominal ;

Une motion de suspension de la séance puisse être proposée à tout moment par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal ;

L'ajournement du débat puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal ;

L'ajournement de l'Assemblée puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal ;

Le retrait d'une motion puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal ;

Les règles ci-haut mentionnées puissent s'appliquer jusqu'à l'adoption du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives.

À 18 h 05, M. le Président suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 36.

À 20 h 37, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 21 heures.

La séance reprend à 21 h 40.

M. Paradis, leader de l'opposition officielle, soulève une question de privilège concernant la conduite de la présidence de l'Assemblée nationale lors des délibérations relatives à la question de règlement soulevée quant à la recevabilité de la motion de suspension des règles présentée par M. Chevrette, leader du gouvernement.

Après avoir entendu des remarques de M. Gendron et de M. Paradis sur la recevabilité de cette question de privilège et après avoir pris l'affaire en délibéré, M. Bélanger, vice-président, rend la décision suivante :

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Bien qu'il soit loin d'être évident qu'il s'agisse d'une question reliée à un privilège de l'Assemblée ou de l'un de ses membres, le bénéfice du doute est accordé à M. Paradis, leader de l'opposition officielle, et, en conséquence, il lui est permis d'intervenir conformément à l'article 68 du Règlement.

M. Paradis donne des explications sur la conduite de la présidence de l'Assemblée nationale lors des délibérations relatives à la question de règlement soulevée quant à la recevabilité de la motion de suspension des règles présentée par M. Chevrette, leader du gouvernement.

Il termine son intervention en indiquant son intention de présenter une motion pour que des mesures soient prises, conformément à l'article 70 du Règlement.

M. Paradis ne s'étant pas soumis à deux rappels à l'ordre consécutifs, M. Bélanger, vice-président, lui retire le droit de parole pour le reste de la séance.

Puis, M. Bélanger, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la durée du débat restreint sur la motion de suspension de certaines règles de procédure présentée par le leader du gouvernement : dix minutes sont allouées au député indépendant; cinquante-cinq minutes sont accordées au groupe parlementaire formant le gouvernement et cinquante-cinq minutes au groupe formant l'opposition officielle; dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes ne pourra être accordé à l'autre groupe.

L'Assemblée tient le débat restreint sur la motion de suspension de certaines règles de procédure.

Le samedi 4 février 1995

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Dépôts de rapports de commissions

Mme Leduc (Mille-Îles) dépose :

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 20 décembre 1994, 10, 11, 12, 13, 17, 18, 19, 24, 25, 26, 27 et 31 janvier et 2 février 1995, a étudié en détail le projet de loi :

- 46 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives — l'étude détaillée du projet de loi n'a pas été complétée.

(Dépôt n° 240-950203)

À 0 h 16, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 0 h 46.

La séance reprend à 1 h 03.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, ainsi que des amendements transmis par Mme Harel, ministre de l'Emploi.

M. Brouillet, vice-président, déclare ces amendements recevables.

Les amendements proposés par Mme Harel sont adoptés.

Les articles, ainsi amendés, du projet de loi sont adoptés.

Les articles du projet de loi dont la Commission de l'économie et du travail n'a pas disposé sont adoptés.

Le titre et les intitulés du projet de loi sont adoptés.

L'ensemble du projet de loi 46, ainsi amendé, est adopté.

Enfin, le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 46, ainsi amendé, est adopté.

Adoption

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose que le projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

AFFAIRES DU JOUR

À 1 h 28, sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mardi 14 mars 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 14 h 08.

Moment de recueillement

M. le Président fait une déclaration sur les événements vécus par la présidence au cours des semaines précédentes.

Au cours de cette déclaration, M. le Président dépose:

Copie d'une lettre, en date du 9 février 1995, qu'il adressait à M. Jacques Parizeau, premier ministre, présentant son rapport des faits en relation avec la décision rendue le 3 février 1995 sur la motion de suspension des règles de procédure concernant le projet de loi 46, présentée par le leader du gouvernement.

(Dépôt n° 241-950314)

Copie d'une lettre, en date du 9 février 1995, qu'il adressait à M. Daniel Johnson, chef de l'opposition officielle, présentant son rapport des faits en relation avec la décision rendue le 3 février 1995 sur la motion de suspension des règles de procédure concernant le projet de loi 46, présentée par le leader du gouvernement.

(Dépôt n° 242-950314)

Un tableau du temps consacré aux questions et aux réponses au cours des vingt dernières périodes de questions de chacune des trois dernières sessions de l'Assemblée nationale.

(Dépôt n° 243-950314)

Puis M. le Président, en application de l'article 193 du Règlement, communique à l'Assemblée les motifs de son refus d'inscrire au *Feuilleton et préavis* le préavis de motion transmis le 3 février 1995 par le leader de l'opposition officielle, en vertu des articles 70 et 317 du Règlement.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le texte de la motion dont est constitué le préavis transmis par le leader de l'opposition officielle est irrecevable pour les motifs suivants: cette motion met en question la conduite de la présidence au lieu de celle d'un membre du Parlement agissant en cette qualité, comme le prescrit l'article 315 du Règlement; la mise en cause d'un acte accompli par un membre de la présidence pourrait, en l'espèce, se faire par une motion prévue au 3^e paragraphe de l'article 316 du Règlement et non par une intervention sur une violation de privilège suivie d'une motion prévue au 2^e alinéa du même article, comme l'a fait le leader de l'opposition officielle.

Par ailleurs, le fait, par le leader de l'opposition officielle, d'avoir transmis en séance, le 3 février 1995, le texte de sa motion constitue, selon la pratique, une demande valable d'inscription au *Feuilleton et préavis*.

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Chevette, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Paradis, leader de l'opposition officielle, concernant les quatorze délégués du premier ministre en région — Question n° 9, *Feuilleton et préavis* du 30 novembre 1994.

(Dépôt n° 244-950314)

La réponse à la question écrite de M. Thérien (Bertrand) concernant la tutelle de la municipalité de Chertsey — Question n° 19, *Feuilleton et préavis* du 14 décembre 1994.

(Dépôt n° 245-950314)

M. le Président dépose:

Le message de Sa Majesté la reine Elizabeth II à l'occasion du Jour du Commonwealth, qui était célébré le 13 mars dernier.

(Dépôt n° 246-950314)

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

en date du 1^{er} février 1995:

- la décision 714 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative;
- la décision 717 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;
- la décision 719 concernant le Règlement relatif à l'application de l'entente sur les relativités salariales aux personnes visées par le Règlement sur les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires à l'Assemblée nationale;
- la décision 720 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à un professionnel de l'Assemblée nationale;
- la décision 721 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à un ouvrier de l'Assemblée nationale;
- la décision 722 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à une fonctionnaire de l'Assemblée nationale;
- la décision 723 concernant le Règlement relatif au classement et à la rémunération d'un fonctionnaire.

en date du 1^{er} mars 1995:

- la décision 725 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative;
- la décision 726 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;
- la décision 727 concernant le Règlement concernant la promotion d'une cadre intermédiaire sur l'emploi de responsable du Service de promotion.

(Dépôt n° 247-950314)

Dépôts de rapports de commissions

M. Tremblay (Outremont) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 22 février 1995, a examiné le rapport général de suivi, au 31 décembre 1994, de l'engagement de performance 1993-1995 d'Hydro-Québec.

(Dépôt n° 248-950314)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail étudie les rapports particuliers sur l'efficacité énergétique, l'équilibre énergétique ainsi que la proposition tarifaire pour l'année 1995 et, à cette fin, entende les membres du conseil de direction d'Hydro-Québec, à la salle du Conseil législatif, le mardi 21 mars 1995, de 10 heures à 12 h 30, de 16 heures à 18 heures et de 20 heures à 22 heures et le mercredi 22 mars 1995, de 16 heures à 18 h 30, conformément à l'ordre du jour déposé en annexe, et enfin que le ministre des Ressources naturelles soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Thérien (Bertrand) propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses plus sincères condoléances à la famille de M. Pierre Tisseyre, un pionnier du monde de l'édition canadienne-française.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Thérien (Bertrand) propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses plus sincères condoléances aux proches de M. Jean-Pierre Masson, comédien rendu célèbre pour son personnage de Séraphin Poudrier dans Les Belles Histoires des Pays-d'en-Haut, qui a notamment contribué à promouvoir la région des Laurentides.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Thérien (Bertrand) propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses plus sincères condoléances à la famille de Mme Juliette Pétrie, qui s'est illustrée pendant plus de 60 ans sur la scène artistique québécoise.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine) présente une motion d'appui au gouvernement du Canada dans ses démarches pour protéger les stocks de poissons canadiens; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Mme Loiselle (Saint-Henri—Sainte-Anne) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne la Journée internationale de la femme, qui s'est tenue le 8 mars dernier sous le thème «Femmes en marche vers l'an 2000».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose:

QUE cette Assemblée souligne 1995 comme l'année marquant le centenaire des parcs québécois et invite les Québécoises et les Québécois à célébrer sous le thème «Découvrez votre vraie nature».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Chevette, ministre des Affaires municipales et responsable du loisir, propose:

QUE cette Assemblée félicite les 3500 participants de la finale des Jeux du Québec d'hiver qui se sont déroulés à Granby du 3 au 12 mars dernier et qu'elle souligne le travail des 5000 bénévoles qui ont fait de cet événement le plus grand rassemblement du sport québécois.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. MacMillan (Papineau) propose:

QUE cette Assemblée souligne la performance de l'équipe du Québec, qui a récolté 137 médailles et terminé au deuxième rang derrière l'équipe de l'Ontario aux 15^e Jeux du Canada, qui se sont déroulés du 19 février au 5 mars 1995 à Grande-Prairie en Alberta, et qu'elle signale l'excellent travail des organisateurs albertains et de tous ceux qui ont fait de ces jeux une grande réussite et un événement sportif de première importance.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. MacMillan (Papineau) propose:

QUE l'Assemblée nationale donne son appui officiel à la tenue des Jeux olympiques d'hiver de 2002 à Québec et qu'elle fasse part de cet appui au Comité international olympique afin de démontrer l'importance qu'accordent les parlementaires québécois à la tenue de cet événement majeur à Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélanger, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission du budget et de l'administration se réunira afin de procéder à l'examen des orientations, des activités et de la gestion de la Société des loteries du Québec.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Paradis, leader de l'opposition officielle, soulève une question de règlement concernant la nature de l'obligation qui est faite à la Commission des institutions par la motion adoptée le 9 décembre 1994 et qui se lit ainsi:

QUE la Commission des institutions se réunisse afin de déterminer de quelle manière les travaux de cette commission pourront préparer et faciliter la démarche d'information et de participation qui aura lieu sur l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec.

Conformément à l'article 34 du Règlement, il demande au Président de statuer sur les conséquences de l'adoption de cette motion à laquelle aucune suite n'a été encore donnée.

M. le Président prend cette question en délibéré.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, propose que le principe du projet de loi 58, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 17 h 56, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 04.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, proposant que le principe du projet de loi 58, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 58 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Boisclair, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 58.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 58, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

Le projet de loi est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, propose que le projet de loi 58, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

À 21 h 55, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 15 mars 1995, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 8 février 1995, à 16 h 03, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Brouillet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Bertrand (Charlevoix), le représentant du Premier ministre, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Administrateur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 45 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives (*titre modifié*);
- 46 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives;
- 52 Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec;
- 54 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles;

- 55 Loi modifiant la Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics;
- 57 Loi modifiant la Loi de police et la Loi sur l'organisation policière en matière de police autochtone.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 04.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le principe du projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 59 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Boisclair, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 59.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune.

Le projet de loi 59 est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 59 est rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

À 13 h 03, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

64 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail.

La motion est adoptée.

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

63 Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Parizeau, premier ministre et ministre de la Culture et des Communications, dépose:

Le rapport annuel de la Société de la Place des Arts de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1994.

(Dépôt n° 249-950315)

Un avis de la Commission des biens culturels concernant le classement du site de la chute Montmorency à Beauport et Boischatel, conformément à l'article 29 de la *Loi sur les biens culturels*.

(Dépôt n° 250-950315)

M. Chevrette, leader du gouvernement, dépose:

Les réponses aux questions écrites de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant les sujets suivants:

— la fermeture de lits dans les hôpitaux, les vérifications ou mises en tutelle par le ministère de la Santé et des Services sociaux et le nombre de patients en hébergement dans les hôpitaux de soins de courte durée — Questions n° 4, 5 et 8, *Feuilleton et préavis* du 15 mars 1995.

(Dépôt n° 251-950315)

— le groupe de travail sur les règlements de la Loi 120 — Question n° 7, *Feuilleton et préavis* du 15 mars 1995.

(Dépôt n° 252-950315)

- la construction de futurs Centres d'hébergement et de soins de longue durée — Question n° 12, *Feuilleton et préavis* du 15 mars 1995.
(Dépôt n° 253-950315)
- la construction de futurs Centres d'hébergement et de soins de longue durée ou l'agrandissement de centres existants — Question n° 13, *Feuilleton et préavis* du 15 mars 1995.
(Dépôt n° 254-950315)
- les établissements du réseau de la santé et des services sociaux — Question n° 14, *Feuilleton et préavis* du 15 mars 1995.
(Dépôt n° 255-950315)
- un bilan-lits des hôpitaux — Question n° 15, *Feuilleton et préavis* du 15 mars 1995.
(Dépôt n° 256-950315)
- l'opération «Défi-Qualité-Performance» — Question n° 16, *Feuilleton et préavis* du 15 mars 1995.
(Dépôt n° 257-950315)

M. Campeau, ministre des Finances, dépose:

Copie de l'état du rapport et des dépenses encourues au 13 mars 1995 pour un mandat spécial autorisé en vertu de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6) et du décret 243-95 du 1^{er} mars 1995.

(Dépôt n° 258-950315)

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, dépose:

Le rapport annuel du Comité consultatif de l'environnement Kativik, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 259-950315)

M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel du Barreau du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 260-950315)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 31 janvier 1995, a examiné les engagements financiers du ministère des Transports, secteur systèmes de transport et voirie du Grand Montréal, contenus dans les listes de décembre 1993 à septembre 1994, et ceux du secteur voirie, excluant la Direction générale de Montréal, contenus dans les listes d'août 1993 à septembre 1994.

(Dépôt n° 261-950315)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Lefebvre (Frontenac) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 10 mars 1995, adressée à Mme Geneviève Guimour, du Service de recherche du Parti Libéral du Québec, par M. Gilles Tremblay, de la Direction générale des corporations d'Industrie Canada, concernant la société Lagarto Canada Inc. et M. Marc-André Bouliane.

(Dépôt n° 262-950315)

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 243 et 244 du Règlement, M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales procède à des consultations particulières et tiennent des auditions publiques sur le projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires, à compter du mercredi 22 mars à 16 heures et, à cette fin, entende les organismes suivants:

- Association de médiation familiale du Québec
- Association des psycho-éducateurs du Québec
- Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS)
- Association des ressources intervenant auprès des hommes violents
- Association des centres jeunesse
- Association des manufacturiers
- Au bas de l'échelle
- Banque Royale
- Barreau du Québec
- Camille Bouchard
- Chambre des notaires
- Chambre de commerce du Québec
- Centrale des syndicats démocratiques (CSD)
- Cercle des fermières
- Collectif masculin contre le sexisme
- Commission d'accès à l'information
- Commission de la protection des droits de la jeunesse
- Commission des services juridiques
- Confédération des caisses populaires et d'économies Desjardins du Québec
- Confédération des syndicats nationaux (CSN)
- Conseil du statut de la femme
- Conseil du patronat
- Conseil de la famille
- Conseil permanent de la jeunesse
- Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec
- Corporation professionnelle des psychologues du Québec
- Richard Deschamps
- Fédération des infirmiers et infirmières du Québec (FIIQ)
- Fédération des comités de parents de la province de Québec
- Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)
- Fédération des associations de familles monoparentales
- Fédération canadienne des entreprises indépendantes
- Fédération des femmes du Québec
- Front commun des personnes assistées sociales
- Groupe Focus
- Groupe d'entraide au père et de soutien à l'enfant

- Intersyndicale des femmes
- Société de Saint-Vincent de Paul
- Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec
- Ligue des droits et libertés
- Médiation professionnelle du Québec
- Office des professions
- Organisation pour la sauvegarde des droits des enfants
- Organisation populaire des droits sociaux de la région de Montréal
- Protecteur du citoyen
- Réseau d'action et d'information pour les femmes (RAIF)

QU'une période de 30 minutes soit prévue pour les remarques préliminaires, partagée également entre la ministre de la Sécurité du revenu et responsable de la Condition féminine et porte-parole de l'opposition officielle et le député indépendant;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de 15 minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de 30 minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition, en respectant le principe de l'alternance;

QUE la ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine soit membre de ladite commission pour la durée du mandat;

QUE les organismes transmettent au secrétariat des commissions leurs mémoires ou un résumé de ceux-ci au plus tard le 20 mars 1995.

La motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

La Commission des institutions, afin de procéder à des consultations particulières sur la justice administrative.

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission des institutions se réunira afin de décider de l'opportunité d'ajouter certains organismes à la liste des organismes invités lors des consultations particulières sur la justice administrative;
- la Commission du budget et de l'administration se réunira afin de procéder à l'examen des orientations, des activités et de la gestion de la Société des loteries du Québec;
- la Commission du budget et de l'administration se réunira afin de procéder à l'organisation de ses travaux.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Johnson, chef de l'opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement du Parti Québécois qu'il respecte sa promesse électorale de tenir un référendum visant la séparation du Québec dans les 8 à 10 mois de son accession au pouvoir.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: Dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat.

Suit le débat sur la motion de M. Johnson.

Au cours de son intervention, M. Landry, vice-premier ministre et ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, propose:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- 1° en remplaçant les mots «exige du» par les mots «demande au»;
- 2° en remplaçant les mots «Parti Québécois» par le mot «Québec»;
- 3° en ajoutant après le mot «tenir» les termes «en 1995»;
- 4° en remplaçant les mots «visant la séparation du Québec dans les 8 à 10 mois de son accession au pouvoir» par les mots «portant sur la souveraineté du Québec telle qu'elle a été définie dans la loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec».

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement de Québec qu'il respecte sa promesse électorale de tenir, en 1995, un référendum portant sur la souveraineté du Québec telle qu'elle a été définie dans la loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199 du Règlement, le débat se poursuit tant sur la motion principale proposée par M. Johnson que sur l'amendement de M. Landry, sous réserve de la recevabilité de ce dernier que M. Brouillet, vice-président, prend en délibéré.

À la fin de son intervention, M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QUE l'amendement soit sous-amendé en ajoutant, après le mot «Québec», à la fin du quatrième paragraphe, les mots suivants: «et qu'en conséquence le gouvernement poursuive le processus de consultation sur l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec».

La motion, telle qu'amendée et sous-amendée, se lirait comme suit:

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement de Québec qu'il respecte sa promesse électorale de tenir, en 1995, un référendum portant sur la souveraineté du Québec telle qu'elle a été définie dans la loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, et qu'en conséquence le gouvernement poursuive le processus de consultation sur l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec.

Avant que le débat ne se poursuive, M. Brouillet, vice-président, déclare recevable l'amendement présenté par M. Landry, vice-premier ministre et ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199, le débat se poursuit sur la motion principale proposée par M. Johnson, l'amendement de M. Landry et le sous-amendement de M. Chevette, sous réserve de la recevabilité de ce dernier.

Le débat terminé, M. Brouillet, vice-président, rend sa décision sur la recevabilité du sous-amendement présenté par M. Chevette, leader du gouvernement.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le sous-amendement proposé par M. Chevette à l'amendement présenté par M. Landry à la motion de M. Johnson est irrecevable pour le motif qu'il ne concerne pas le même sujet que l'amendement et que la motion principale.

Puis, M. Brouillet, vice-président, met aux voix l'amendement de M. Landry.

Un vote par appel nominal est exigé sur cet amendement et sur la motion de M. Johnson.

À la demande de M. Chevette, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

15 mars 1995

À 18 heures, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 16 mars 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 14 h 10.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

65 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux.

La motion est adoptée.

68 Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

66 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les terres du domaine public.

La motion est adoptée.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 67 Loi modifiant, en matière de sûretés et de publicité des droits, la Loi sur l'application de la réforme du Code civil et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Kelley (Jacques-Cartier) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 10 125 éducateurs et éducatrices des garderies à but lucratif, demandant une révision de la politique gouvernementale de financement des garderies.

(Dépôt n° 263-950316)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. le Président informe l'Assemblée de sa décision consécutive à une demande d'intervention sur un fait personnel que lui a adressée M. Le Hir, ministre délégué à la Restructuration.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Il ne peut être donné suite à la demande d'intervention sur un fait personnel formulée par le ministre délégué à la Restructuration, celle-ci ne s'apparantissant nullement aux situations énumérées à l'article 71 du Règlement. Notamment, la question de fait personnel n'a pas pour objet de corriger les commentaires contenus dans un éditorial qui ne seraient qu'une appréciation ou l'opinion d'un journaliste sur l'attitude d'un ministre.

Votes reportés

L'Assemblée procède aux votes reportés, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition à la séance du 15 mars 1995, sur la motion présentée par M. Johnson, chef de l'opposition officielle, ainsi que sur la motion d'amendement proposée par M. Landry, vice-premier ministre et ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Est d'abord tenu le vote sur la motion d'amendement de M. Landry. Cette motion se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- 1° en remplaçant les mots «exige du» par les mots «demande au»;
- 2° en remplaçant les mots «Parti Québécois» par le mot «Québec»;
- 3° en ajoutant après le mot «tenir» les termes «en 1995»;
- 4° en remplaçant les mots «visant la séparation du Québec dans les 8 à 10 mois de son accession au pouvoir» par les mots «portant sur la souveraineté du Québec telle qu'elle a été définie dans la loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec».

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour : 62 Contre : 37 Abstention : 0

(Vote n° 17 en annexe)

Est ensuite mise aux voix la motion de M. Johnson, telle qu'amendée par le vote précédent. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement de Québec qu'il respecte sa promesse électorale de tenir, en 1995, un référendum portant sur la souveraineté du Québec telle qu'elle a été définie dans la loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour : 62 Contre : 37 Abstention : 0

(Vote n° 18 en annexe)

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 143 du Règlement, il est procédé aux Avis touchant les travaux des commissions.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE soit révoqué l'ordre du 14 mars 1995 concernant l'étude des rapports particuliers sur l'efficacité énergétique, l'équilibre énergétique et la proposition tarifaire de 1995 d'Hydro-Québec et que l'horaire des travaux de la Commission de l'économie et du travail qui étudiera cette question soit modifié de la façon suivante:

Les travaux débiteront, à la salle du Conseil législatif, le mardi 21 mars 1995 à 15 h 30 jusqu'à 18 heures et de 20 heures à 22 heures, pour se poursuivre le mercredi 22 mars 1995 de 11 heures à 13 heures et de 16 heures à 18 h 30.

Puis, M. Chevette convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants: 236, Loi concernant la ville de Jonquière, et 237, Loi concernant la ville de Rouyn-Noranda;
 - la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives;
 - la Commission des institutions, afin de poursuivre ses consultations particulières sur la justice administrative.
-

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission du budget et de l'administration se réunira afin de procéder à l'examen des orientations, des activités et de la gestion de la Société des loteries du Québec.

Motions sans préavis

M. Bégin, ministre de la Justice, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée mondiale des droits des consommateurs, ayant comme thème cette année «Un consommateur informé est un consommateur combatif», et qui coïncide avec le 10^e anniversaire de l'adoption, par les Nations Unies, des principes directeurs sur la protection des consommateurs.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Campeau, ministre des Finances, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 25^e anniversaire du premier tirage de Loto-Québec, société qui, depuis 1970, a joué un rôle déterminant dans le développement économique du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Payne (Vachon) propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses plus sincères condoléances aux proches de M. John Humphrey, qui fut pendant plusieurs années directeur du Secrétariat des droits de l'homme des Nations Unies et professeur de droit à l'Université McGill, et se souvienne de l'oeuvre majeure de sa vie, soit d'avoir contribué à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Mulcair (Chomedey) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la fête des Irlandais qui sera célébrée demain, le 17 mars, fête de Saint-Patrick.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bélanger, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 24 mars 1995, M. Ciaccia (Mont-Royal) s'adressera à M. Le Hir, ministre délégué à la Restructuration, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant : «La signification et la portée de l'opinion légale de Rogers & Wells sur l'éventuelle réaction du gouvernement américain à la suite d'une hypothétique séparation du Québec».

AFFAIRES DU JOUR

Crédits budgétaires

M. Campeau, ministre des Finances, transmet le message suivant de Son Excellence le lieutenant-gouverneur à M. Bélanger, vice-président, qui en fait lecture à l'Assemblée:

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Son Excellence le lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale une partie des crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1996, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 16 mars 1995

Martial Asselin

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à la section 1 (Crédits budgétaires) du chapitre premier du titre V du Règlement, M. Campeau, ministre des Finances, propose:

QUE l'Assemblée soit saisie du projet de loi 62, Loi n° 1 sur les crédits, 1995-1996.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 263 du Règlement et sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

QU'une intervention de dix minutes soit accordée à Mme la députée de Saint-Henri—Sainte-Anne, suivie d'une intervention de deux minutes au député de Rivière-du-Loup, et que dix minutes soient allouées à la ministre de la Sécurité du revenu dans le cadre de l'étude ce projet de loi.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Puis M. Gendron, au nom de M. Campeau, ministre des Finances, propose:

QUE le principe du projet de loi 62, Loi n° 1 sur les crédits, 1995-1996, soit adopté;

QUE ce projet de loi soit adopté.

Ces motions sont adoptées.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, propose que le principe du projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Débats de fin de séance

À 18 heures, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient le débat de fin de séance, précédemment annoncé, entre M. Kelley, le député de Jacques-Cartier, et Mme Marois, la ministre responsable de la Famille, concernant les subventions accordées aux garderies à but lucratif comparativement à celles à but non lucratif.

À 18 h 13, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 06.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, proposant que le principe du projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Débats de fin de séance

À 21 h 33, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient le débat de fin de séance, précédemment annoncé, entre Mme Bélanger, la députée de Mégantic-Compton, et M. Rochon, le ministre de la Santé et des Services sociaux concernant le service d'anesthésie au Centre hospitalier Lac Mégantic.

À 21 h 46, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au mardi 21 mars 1995, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 16 mars 1995, à 17 h 08, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Gagnon (Saguenay), le représentant du Premier ministre, de M. Benoit (Orford), le représentant du Chef de l'opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 58 Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics;
- 59 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune;
- 62 Loi n° 1 sur les crédits, 1995-1996.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 17)

Sur la motion d'amendement proposée par M. Landry, vice-premier ministre et ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, à la motion de M. Johnson, chef de l'opposition officielle, débattue aux affaires inscrites par les députés de l'opposition:

POUR - 62

Barbeau	Charest	Jutras	Parizeau
Baril	Chevrette	Kieffer	Payne
(Arthabaska)	Cliche	Lachance	Pelletier
Beaudoin	Côté	Laprise	Perreault
Beaumier	Désilets	Lazure	Perron
Bégin	Deslières	Le Hir	Pinard
Bertrand	Dion	Leduc	Rioux
(Charlevoix)	Doyer	Lelièvre	Rivard
Blackburn	Dufour	Léonard	Robert
Boisclair	Facal	Malavoy	Rochon
Bourdon	Filion	Marois	Signori
Brassard	Gagnon	Ménard	Trudel
Brien	Garon	Morin	Vermette
Campeau	Gaulin	(Dubuc)	
Caron	Gendron	Morin	
Carrier-Perreault	Harel	(Nicolet-Yamaska)	
Charbonneau	Jolivet	Paillé	
(Borduas)	Julien	Paré	

CONTRE - 37

Beaudet	Brodeur	Dumont	Maciocia
Bélanger	Chagnon	Fournier	MacMillan
(Mégantic-Compton)	Charbonneau	Gautrin	Marsan
Benoit	(Bourassa)	Gobé	Middlemiss
Bergman	Cherry	Johnson	Mulcair
Bissonnet	Cusano	Lafrenière	Ouimet
Bordeleau	Delisle	Lefebvre	Paradis
Bourbeau	Dionne	Loiselle	Parent

Poulin
Quirion

Sirros
Thérien

Tremblay
Vaive

Vallières

ABSTENTION - 0

(Vote n° 18)

Sur la motion de M. Johnson, chef de l'opposition officielle, débattue aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, telle qu'amendée:

POUR - 62

Barbeau
Baril
(*Arthabaska*)
Beaudoin
Beaumier
Bégin
Bertrand
(*Charlevoix*)
Blackburn
Boisclair
Bourdon
Brassard
Brien
Campeau
Caron
Carrier-Perreault
Charbonneau
(*Borduas*)

Charest
Chevrette
Cliche
Côté
Désilets
Deslières
Dion
Doyer
Dufour
Facal
Filion
Gagnon
Garon
Gaulin
Gendron
Harel
Jolivet
Julien

Jutras
Kieffer
Lachance
Laprise
Lazure
Le Hir
Leduc
Lelièvre
Léonard
Malavoy
Marois
Ménard
Morin
(*Dubuc*)
Morin
(*Nicolet-Yamaska*)
Paillé
Paré

Parizeau
Payne
Pelletier
Perreault
Perron
Pinard
Rioux
Rivard
Robert
Rochon
Signori
Trudel
Vermette

CONTRE - 37

Beaudet
Bélanger
(*Mégantic-Compton*)
Benoit
Bergman
Bissonnet

Bordeleau
Bourbeau
Brodeur
Chagnon
Charbonneau
(*Bourassa*)

Cherry
Cusano
Delisle
Dionne
Dumont
Fournier

Gautrin
Gobé
Johnson
Lafrenière
Lefebvre
Loiselle

16 mars 1995

**Maciocia
MacMillan
Marsan
Middlemiss**

**Mulcair
Ouimet
Paradis
Parent**

**Poulin
Quirion
Sirros
Thérien**

**Tremblay
Vaive
Vallières**

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 14 h 09.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 16 mars 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

236 Loi concernant la Ville de Jonquière — Rapporté avec un amendement.
(Dépôt n° 264-950321)

Le rapport est adopté.

237 Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda — Rapporté sans amendement.
(Dépôt n° 265-950321)

Le rapport est adopté.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux Avis touchant les travaux des commissions.

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier les rapports particuliers sur l'efficacité énergétique, l'équilibre énergétique ainsi que la proposition tarifaire pour l'année 1995 d'Hydro-Québec.

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission de l'éducation se réunira afin d'entendre le Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation au Québec;
- la Commission du budget et de l'administration se réunira afin d'entendre le président de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, en vertu de l'article 8 de la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté lors de la séance du 16 mars 1995 sur la motion de Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, proposant l'adoption du principe du projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 19 en annexe)

Pour : 102 Contre : 0 Abstention : 0

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi 60 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

Motions sans préavis

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale de la Francophonie, qui a été célébrée le 20 mars pour la cinquième année consécutive, et que l'Assemblée exprime ses meilleurs vœux à l'Agence de coopération culturelle et technique dont le Québec est membre et qui célèbre cette année le 25^e anniversaire de sa création.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Landry, Vice-premier ministre, propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses condoléances à la famille de M. Claude Ducharme et souligne la contribution exceptionnelle de ce dernier à l'avancement du syndicalisme québécois.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Facal (Fabre) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la création, le 19 mars 1964, du ministère de l'Éducation du Québec, dont le premier titulaire fut M. Paul Gérin-Lajoie.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bélanger, vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 22 mars 1995, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Marsan (Robert-Baldwin). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement du Parti Québécois qu'il mette fin au climat d'incertitude et d'insécurité suscité par la façon dont le ministre de la Santé et des Services sociaux entend effectuer ses compressions et qu'elle obtienne la garantie que les principes d'universalité, de gratuité et d'accessibilité des soins de santé soient préservés et ce, afin que la population puisse bénéficier des services de qualité auxquels elle contribue et auxquels elle a droit.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi 63, Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 63 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

À 17 h 52, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 02.

Adoption du principe

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 67, Loi modifiant, en matière de sûretés et de publicité des droits, la Loi sur l'application de la réforme du Code civil et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 67 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Débats de fin de séance

À 21 h 10, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient le débat de fin de séance précédemment annoncé entre M. Mulcair (Chomedey) et M. Bégin, ministre de la Justice, concernant certains aspects du rapport de la Commission de la Capitale sur l'avenir du Québec que le ministre a signé.

À 21 h 21, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au mercredi 22 mars 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 19)

Sur la motion de Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, proposant l'adoption du principe du projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires:

POUR - 102

Barbeau	Campeau	Gaulin	LeSage
Baril	Carrier-Perreault	Gautrin	Létourneau
(Arthabaska)	Charbonneau	Gauvin	Loiselle
Baril	(Borduas)	Gendron	Maciocia
(Berthier)	Charbonneau	Gobé	MacMillan
Beaudet	(Bourassa)	Harel	Malavoy
Beaudoin	Charest	Houda-Pepin	Marois
Beaulne	Cherry	Jolivet	Marsan
Beaumier	Chevrette	Julien	Ménard
Bégin	Cliche	Jutras	Middlemiss
Bélanger	Côté	Kelley	Morin
(Mégantic-Compton)	Cusano	Kieffer	(Dubuc)
Benoit	Delisle	Lachance	Morin
Bergman	Désilets	Lafrenière	(Nicolet-Yamaska)
Bertrand	Deslières	Landry	Mulcair
(Charlevoix)	Dion	(Bonaventure)	Ouimet
Bissonnet	Doyer	Landry	Paillé
Blackburn	Dufour	(Verchères)	Paquin
Boisclair	Dumont	Laprise	Parent
Bordeleau	Facal	Laurin	Parizeau
Boucher	Filion	Le Hir	Payne
Bourdon	Fournier	Leduc	Pinard
Brassard	Gagnon	Lefebvre	Poulin
Brien	Gagnon-Tremblay	Lelièvre	Rioux
Brodeur	Garon	Léonard	Rivard

21 mars 1995

**Robert
Rochon
Signori**

**Simard
Sirros
Thérien**

**Tremblay
Trudel
Vaive**

**Vallières
Vermette
Williams**

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 07.

AFFAIRES DU JOUR

Motions du gouvernement

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose:

QUE l'Assemblée nationale s'oppose à toute initiative du gouvernement fédéral en matière d'adaptation de la main-d'oeuvre, de formation professionnelle et d'insertion à l'emploi, et qu'elle réitère sa volonté que soit respecté le consensus unanime de tous les intervenants à l'effet que le Québec rapatrie les budgets que le gouvernement fédéral alloue à ses mesures actives, incluant celles susceptibles d'être financées à même les fonds du régime d'assurance-chômage.

Suit le débat sur la motion de Mme Harel.

Au cours de son intervention, M. Charbonneau (Bourassa) propose:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) en retranchant, dans les première, deuxième et troisième lignes, les mots «s'oppose à toute initiative du gouvernement fédéral en matière d'adaptation de la main-d'oeuvre, de la formation professionnelle et d'insertion à l'emploi, et qu'elle»;
- b) en ajoutant, à la quatrième ligne, après le mot «volonté» les mots «, exprimée en cette Assemblée le 14 avril 1994, à l'effet»;

- c) en remplaçant, aux cinquième, sixième et septième lignes, les mots «à l'effet que le Québec rapatrie les budgets que le gouvernement fédéral alloue à ses mesures actives, incluant celles susceptibles d'être financées à même les fonds du régime d'assurance-chômage» par les mots «quant à la nécessité pour le Québec d'exercer exclusivement les compétences qui se rattachent à la formation de la main-d'oeuvre et demande au gouvernement du Québec, avec les compétences et les ressources qu'il détient déjà, de se mettre immédiatement à l'oeuvre pour développer l'emploi, pour rehausser l'employabilité de la main-d'oeuvre québécoise et pour améliorer son insertion à l'emploi».

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE l'Assemblée nationale réitère sa volonté, exprimée en cette Assemblée le 14 avril 1994, à l'effet que soit respecté le consensus unanime de tous les intervenants quant à la nécessité pour le Québec d'exercer exclusivement les compétences qui se rattachent à la formation de la main-d'oeuvre et demande au gouvernement du Québec, avec les compétences et les ressources qu'il détient déjà, de se mettre immédiatement à l'oeuvre pour développer l'emploi, pour rehausser l'employabilité de la main-d'oeuvre québécoise et pour améliorer son insertion à l'emploi.

M. Bélanger, vice-président, entend des remarques de part et d'autre sur la recevabilité de la motion d'amendement. Puis, il suspend la séance afin de prendre en délibéré la recevabilité de cette motion d'amendement.

À 12 h 50, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures et, en conséquence, le débat sur la motion de Mme Harel, ministre de l'Emploi, est ajourné.

La séance reprend à 15 h 09.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Ordre des chiropraticiens du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 266-950322)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude des rapports particuliers d'Hydro-Québec sur l'efficacité énergétique et l'équilibre énergétique et afin d'examiner la proposition tarifaire pour l'année 1995;

- la Commission des affaires sociales, afin de procéder à des consultations particulières sur le projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires;
 - la Commission des institutions, afin de poursuivre ses consultations particulières sur la justice administrative.
-

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission du budget et de l'administration se réunira afin d'entendre le président de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, en vertu de l'article 8 de la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*;
 - la Commission de l'éducation se réunira en séance de travail afin de rencontrer les dirigeants de Télé-Université.
-

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Marsan (Robert-Baldwin) propose:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement du Parti Québécois qu'il mette fin au climat d'incertitude et d'insécurité suscité par la façon dont le ministre de la Santé et des Services sociaux entend effectuer ses compressions et qu'elle obtienne la garantie que les principes d'universalité, de gratuité et d'accessibilité des soins de santé soient préservés et ce, afin que la population puisse bénéficier des services de qualité auxquels elle contribue et auxquels elle a droit.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: Dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste du temps consacré à ce débat; dans ce cadre, les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de M. Marsan.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 20 en annexe)

Pour : 33 Contre : 56 Abstention : 0

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 20 et 103 du Règlement, M. Bélanger, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de l'amendement présenté par M. Charbonneau (Bourassa) à la motion de Mme Harel, ministre de l'Emploi:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion d'amendement présentée par le député de Bourassa est irrecevable car elle aurait pour effet d'écarter les deux principes de la motion présentée par la ministre de l'Emploi.

À 18 h 05, M. Bélanger, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 23 mars 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 20)

Sur la motion de M. Marsan (Robert-Baldwin) débattue aux affaires inscrites par les députés de l'opposition:

POUR - 33

Beaudet	Charbonneau	Houda-Pepin	Ouimet
Bélanger	(Bourassa)	Johnson	Parent
(Mégantic-Compton)	Cherry	Kelley	Poulin
Benoit	Delisle	Lafrenière	Sirros
Bergman	Fournier	Lefebvre	Thérien
Bissonnet	Frulla	Loiselle	Tremblay
Bordeleau	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Vaive
Brodeur	Gautrin	Marsan	Williams
Chagnon	Gauvin	Middlemiss	

CONTRE - 56

Barbeau	Brien	Gaulin	Marois
Baril	Campeau	Gendron	Ménard
(Arthabaska)	Caron	Harel	Paquin
Baril	Carrier-Perreault	Jolivet	Paré
(Berthier)	Charbonneau	Julien	Payne
Beaudoin	(Borduas)	Jutras	Perreault
Beaulne	Charest	Lachance	Perron
Beaumier	Chevrette	Landry	Pinard
Bégin	Cliche	(Bonaventure)	Rioux
Bertrand	Côté	Landry	Robert
(Charlevoix)	Désilets	(Verchères)	Rochon
Blackburn	Deslières	Laprise	Signori
Boisclair	Dion	Lazure	Trudel
Boucher	Dionne-Marsolais	Leduc	Vermette
Bourdon	Gagnon	Lelièvre	
Brassard	Garon	Létourneau	

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 14 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Campeau, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 71 Loi visant l'amélioration des relations entre le ministère du Revenu et ses clientèles.

La motion est adoptée.

M. Léonard, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 73 Loi modifiant le Code de la sécurité routière en matière de circulation routière.

La motion est adoptée.

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

72 Loi modifiant la Loi sur les forêts.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Campeau, ministre des Finances, transmet le message suivant de Son Excellence le lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Son Excellence le lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1996, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 23 mars 1995

Martial Asselin

M. Campeau dépose les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1996.
(Dépôt n° 267-950323)

M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QUE les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1996 soient renvoyés à la commission plénière afin que celle-ci les étudie et en adopte le quart, conformément à l'article 280 du Règlement.

Cette motion est adoptée.

Dépôts de rapports de commissions

M. Baril (Arthabaska) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 22 mars 1995, a entendu le président de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, en vertu de l'article 8 de la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.

(Dépôt n° 268-950323)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre ses consultations particulières sur la justice administrative et son étude détaillée du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Chevette dépose:

Copie d'une lettre, en date du 17 mars 1995, adressée à M. Sylvain Simard, président de la Commission des institutions, par M. Martin-Philippe Côté, attaché politique au Cabinet du leader du gouvernement, concernant la convocation de la commission pour le 23 mars 1995, afin de poursuivre ses consultations particulières sur la justice administrative, et l'horaire des auditions.

(Dépôt n° 269-950323)

Copie d'une lettre, en date du 6 mai 1994, adressée à M. Réjean Doyon, président de la Commission de la culture, par Mme Johanne Whittom, directrice adjointe du Cabinet du leader du gouvernement, concernant l'horaire modifié des auditions publiques de la commission portant sur le rapport de la Commission d'accès à l'information sur la mise en oeuvre de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

(Dépôt n° 270-950323)

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 31 mars 1995, M. Marsan (Robert-Baldwin) s'adressera à M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant : «Les coupures budgétaires dans le réseau de la santé».

Puis, M. le Président rend la décision suivante sur la demande de directive, formulée au cours de la séance du 14 mars dernier par M. Paradis, leader de l'opposition officielle, concernant la nature de l'obligation qui est faite à la Commission des institutions par la motion adoptée le 9 décembre 1994:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

En vertu de l'article 186 du Règlement, la motion constitue un ordre de l'Assemblée, puisqu'elle impose à la Commission des institutions de faire quelque chose. Toutefois, en adoptant la motion sans préciser le moment et l'endroit de la convocation de la commission, l'Assemblée a laissé le soin au leader du gouvernement, conformément à l'article 147, de donner l'avis relatif à la convocation de cette commission. Cependant, le mandat confié à la commission limite dans le temps la discrétion accordée au leader. Dans ce cadre, tant que l'ordre subsistera, il est du devoir du leader du gouvernement d'initier la convocation de la Commission des institutions pour l'exécution du mandat confié par l'Assemblée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 237, Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 237 est adopté.

Adoption

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) propose que le projet de loi d'intérêt privé 237, Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 237 est adopté.

Adoption du principe

M. Dufour (Jonquière) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 236, Loi concernant la Ville de Jonquière, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 236 est adopté.

Adoption

M. Dufour (Jonquière) propose que le projet de loi d'intérêt privé 236, Loi concernant la Ville de Jonquière, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 236 est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose que le principe du projet de loi 66, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les terres du domaine public, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 66 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Adoption du principe

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose que le principe du projet de loi 64, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 64 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

À 17 h 50, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 05.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 64, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 64, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail.

Le projet de loi est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 64 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, au nom de Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose que le projet de loi 64, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 64 est adopté.

Adoption du principe

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Chevette, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 21 h 55, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 28 mars 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 14 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Beaudet (Argenteuil) dépose:

Copie d'une mise en demeure, en date du 22 février 1995, adressée à M. Roger Goyette, ancien directeur par intérim des services administratifs du Centre de réadaptation la Maison, de Rouyn-Noranda, par Me Jacques Reeves, de Beauvais, Truchon & Associés, au sujet d'allégations concernant des dirigeants et des administrateurs de ce centre.

(Dépôt n° 271-950328)

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté lors de la séance du 23 mars 1995 sur la motion de M. Chevette, ministre des Affaires municipales, proposant l'adoption du principe du projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 21 en annexe)

Pour : 106 Contre : 0 Abstention : 0

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi 68 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Motions sans préavis

M. Parizeau, premier ministre, propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses plus sincères condoléances aux proches de M. Roger Paré, qui a été député de Shefford de 1981 à 1994, et souligne, par la même occasion, la constante implication de M. Paré auprès des citoyens et citoyennes de son comté.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Parizeau, premier ministre et ministre de la Culture et des Communications, propose:

QUE les membres de cette Assemblée se joignent à moi afin de souligner la Journée mondiale du théâtre et qu'ils saluent, par la même occasion, le travail et le talent de tous ces artistes québécois qui façonnent chaque jour une dramaturgie qui nous est propre tout en étant ouverte sur le monde et qui nous fait honneur ici comme dans les théâtres du monde entier.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires;
- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 66, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les terres du domaine public.

M. Bélanger, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira afin d'entendre le Vérificateur général sur le document intitulé *Déficiences toujours présentes et signalées dans les rapports du Vérificateur général des années 1989 à 1993, concernant les organismes publics qui relèvent de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation*, ainsi que sur les éléments du rapport 1993-1994 du Vérificateur général qui concernent le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et les organismes publics qui relèvent de la compétence de la commission;
- la Commission de l'éducation se réunira afin d'entendre les dirigeants de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial;
- la Commission des affaires sociales se réunira afin d'organiser ses travaux.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bélanger, vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 29 mars 1995, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Ouimet (Marquette). Cette motion se lit comme suit :

QUE cette Assemblée demande au gouvernement du Parti Québécois de réaffirmer sa confiance en l'avenir des commissions scolaires, indispensables partenaires du système éducatif du Québec.

AFFAIRES DU JOUR

Crédits budgétaires

Crédits provisoires

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 20 et 188 du Règlement et sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les crédits budgétaires pour l'année financière 1995-1996, en vue de l'adoption en bloc du quart d'entre eux, et qu'à cette fin:

Après les affaires courantes, pour une période de trente minutes, il y ait échange entre le ministre de la Culture et des Communications et la députée de Marguerite-Bourgeoys, en accordant une période de cinq minutes au député indépendant;

Pour une période de soixante minutes, il y ait échange entre le ministre de la Sécurité publique et le député de Frontenac, en accordant une période de cinq minutes au député indépendant;

Par la suite, pour une période de trente minutes, il y ait échange entre le ministre des Transports et le député de Pontiac, en accordant une période de cinq minutes au député indépendant;

Ensuite, pour une période de soixante minutes, il y ait échange entre le ministre des Affaires municipales et ministre d'État au développement des régions, le député de Brome-Missisquoi, la députée de Jean-Talon, le député de Montmagny-L'Islet, le député de Papineau et le député des Îles-de-la-Madeleine, en accordant une période de cinq minutes au député indépendant;

Également, pour une période de soixante minutes, il y ait échange entre le ministre de la Santé et des Services sociaux, le député de Robert-Baldwin, le député d'Argenteuil, le député de Notre-Dame-de-Grâce, le député de Nelligan et le député de Sauvé, en accordant une période de cinq minutes au député indépendant;

Finalement, pour une période de soixante minutes, il y ait échange entre le ministre de l'Éducation, le député de Marquette et le député de Verdun, en accordant une période de cinq minutes au député indépendant;

QUE le débat sur ces crédits puisse se dérouler pendant cinq heures consécutives et que l'Assemblée puisse poursuivre ses travaux après l'heure prévue pour la suspension ou l'ajournement;

QU'au terme de ces échanges, l'Assemblée se prononce sur le rapport de la commission plénière ainsi que sur le projet de loi y faisant suite, le tout conformément à l'article 281 de notre Règlement.

La motion est adoptée.

La commission plénière entreprend l'étude des crédits budgétaires pour l'année financière 1995-1996, en vue de l'adoption du quart de ces crédits.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, la commission plénière s'ajourne. Mme la présidente de la commission plénière fait rapport à l'Assemblée que la commission n'a pas fini de délibérer sur les crédits provisoires.

M. Brouillet, vice-président, informe l'Assemblée de la tenue de deux débats de fin de séance.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue de nouveau en commission plénière afin de poursuivre l'étude des crédits budgétaires pour l'année financière 1995-1996, en vue de l'adoption du quart de ces crédits.

À 18 h 55, M. Brouillet, président de la commission plénière, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 02.

Crédits provisoires

La commission plénière poursuit l'étude des crédits budgétaires pour l'année financière 1995-1996, en vue de l'adoption d'un quart de ces crédits.

Les crédits provisoires pour l'année financière 1995-1996 sont adoptés à la majorité des voix.

Mme la présidente de la commission plénière fait le rapport suivant à l'Assemblée:

La commission plénière a adopté en bloc le quart des crédits budgétaires, soit une somme maximale de 7 908 381 525,00 \$ pour le paiement d'une partie du budget des dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1995-1996, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu.

Cette somme se partage comme suit:

1° 7 611 366 525,00 \$ représentant 25,0 % des crédits à voter pour chacun des programmes apparaissant au budget des dépenses du gouvernement pour cette année financière;

2° 46 511 500,00 \$ représentant quelque 58,6 % additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Aide et surveillance administratives et financières» du portefeuille «Affaires municipales»;

3° 72 781 800,00 \$ représentant quelque 28,5 % additionnel des crédits à voter pour le programme 5 «Compensations financières» du portefeuille «Affaires municipales»;

4° 1 015 200,00 \$ représentant quelque 2,0 % additionnel des crédits à voter pour le programme 7 «Développement du loisir, des sports et du plein air» du portefeuille «Affaires municipales»;

5° 17 725 800,00 \$ représentant quelque 18,7 % additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Financement agricole» du portefeuille «Agriculture, Pêcheries et de Alimentation»;

6° 15 039 700,00 \$ représentant quelque 7,0 % additionnel des crédits à voter pour le programme 4 «Organismes-conseils et sociétés d'États» du portefeuille «Culture et Communications»;

7° 10 440 000,00 \$ représentant quelque 2,5 % additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Soutien financier aux secteurs manufacturiers, commerciaux et coopératifs et au développement de la science et de la technologie» du portefeuille «Industrie, Commerce, Science et Technologie»;

8° 583 425,00 \$ représentant quelque 17,4 % additionnel des crédits à voter pour le programme 3 «Financement forestier» du portefeuille «Ressources naturelles»;

9° 1 678 000,00 \$ représentant quelque 2,6 % additionnel des crédits à voter pour le programme 5 «Direction et soutien administratif» du portefeuille «Ressources naturelles»;

10° 3 475 400,00 \$ représentant quelque 1,2 % additionnel des crédits à voter pour le programme 1 «Gestion et services aux clientèles» du portefeuille «Sécurité du revenu et Condition féminine»;

11° 100 439 100,00 \$ représentant quelque 2,8 % additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Sécurité du revenu» du portefeuille «Sécurité du revenu et Condition féminine»;

12° 5 910 175,00 \$ représentant quelque 1,7 % additionnel des crédits à voter pour le programme 1 «Systèmes de transports terrestres» du portefeuille «Transports»;

13° 21 414 900,00 \$ représentant quelque 5,0 % additionnel des crédits à voter pour le programme 6 «Transport scolaire» du portefeuille «Transports».

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, au nom de M. Campeau, ministre des Finances, propose:

QUE l'Assemblée soit saisie du projet de loi 69, Loi n° 2 sur les crédits, 1995-1996;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;

QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient les deux débats de fin de séance précédemment annoncés :

- le premier, sur une question adressée par Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata) à M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, concernant les emplois saisonniers chez Rexfor;
- le deuxième, sur une question adressée par M. Vallières (Richmond) à M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, concernant le remboursement des taxes scolaires et municipales aux agriculteurs.

À 22 h 41, M. Bélanger, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 29 mars 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 21)

Sur la motion de M. Chevette, ministre des Affaires municipales, proposant l'adoption du principe du projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives:

POUR - 106

Barbeau	Chagnon	Gaulin	Maciocia
Baril	Charbonneau	Gautrin	MacMillan
(Berthier)	(Borduas)	Gauvin	Malavoy
Beaudet	Charbonneau	Gendron	Marois
Beaulne	(Bourassa)	Gobé	Marsan
Beaumier	Charest	Harel	Ménard
Bégin	Chevette	Houda-Pepin	Middlemiss
Bélanger	Ciaccia	Johnson	Morin
(Mégantic-Compton)	Copeman	Jolivet	(Dubuc)
Benoit	Côté	Kelley	Morin
Bergman	Cusano	Kieffer	(Nicolet-Yamaska)
Bertrand	Delisle	Lachance	Ouimet
(Charlevoix)	Désilets	Lafrenière	Paillé
Bissonnet	Deslières	Landry	Paquin
Blackburn	Dion	(Bonaventure)	Paradis
Boisclair	Dionne	Laprise	Paré
Bordeleau	Doyer	Laurin	Parent
Boucher	Dufour	Lazure	Parizeau
Boulerice	Facal	Le Hir	Payne
Bourdon	Farrah	Leduc	Pelletier
Brassard	Filion	Lefebvre	Perreault
Brien	Fournier	Lelièvre	Perron
Brodeur	Frulla	Léonard	Pinard
Campeau	Gagnon	LeSage	Poulin
Caron	Gagnon-Tremblay	Létourneau	Quirion
Carrier-Perreault	Garon	Loiselle	Rioux

28 mars 1995

**Rivard
Rochon
Signori**

**Sirros
Thérien
Tremblay**

**Vaive
Vallières
Vermette**

Williams

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 04.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, la séance se poursuit au-delà de 13 heures.

À 13 h 09, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures et, en conséquence, le débat sur la motion de M. Chevette est ajourné.

La séance reprend à 15 h 04.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Marois, ministre responsable de la Famille, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

70 Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Campeau, ministre des Finances, dépose:

Le rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec, ainsi que les statistiques financières, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 272-950329)

Dépôts de rapports de commissions

M. Tremblay (Outremont) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 28 mars 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 66 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les terres du domaine public — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 273-950329)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 21 et 22 mars 1995, a étudié les rapports particuliers sur l'équilibre énergétique, l'efficacité énergétique et la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1995.

(Dépôt n° 274-950329)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté lors de la séance du 28 mars 1995 sur la motion de M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, proposant, au nom de M. Campeau, ministre des Finances, que l'Assemblée soit saisie du projet de loi 69, Loi n° 2 sur les crédits, 1995-1996; que le principe de ce projet de loi soit adopté et que le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 22 en annexe)

Pour : 68 Contre : 47 Abstention : 0

En conséquence, le projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, les crédits budgétaires pour l'année financière 1995-1996, sauf ceux de l'Assemblée nationale, sont envoyés pour étude en commissions permanentes.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevrette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de la culture se réunira afin d'étudier les rapports d'activités 1992-1993 et 1993-1994 de la Commission d'accès à l'information, conformément à l'article 119.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, et afin d'entendre M. Jean-Pierre Delwasse, consultant auprès de la Commission, sur le dossier de l'autoroute de l'information.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Ouimet (Marquette) propose:

QUE cette Assemblée demande au gouvernement du Parti Québécois de réaffirmer sa confiance en l'avenir des commissions scolaires, indispensables partenaires du système éducatif du Québec.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: Dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste du temps consacré à ce débat; dans ce cadre, les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de M. Ouimet.

À la fin de son intervention, M. Garon, ministre de l'Éducation, propose:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- 1° en remplaçant, aux première et deuxième lignes, les mots «Parti Québécois» par le mot «Québec»;
- 2° en ajoutant, à la deuxième ligne, avant les mots «de réaffirmer» les mots «, en ce 150^e anniversaire de leur création,»;
- 3° en ajoutant, à la fin, les mots «de même qu'envers les autres partenaires indispensables de l'école que sont les parents, les enseignants, les employés de soutien, les professionnels, les administrateurs et les directeurs d'école qui auront à participer, dans le cadre des états généraux sur l'éducation, à la définition de l'école de demain en ayant comme indispensable préoccupation l'avenir des jeunes Québécoises et Québécois».

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE cette Assemblée demande au gouvernement du Québec, en ce 150^e anniversaire de leur création, de réaffirmer sa confiance en l'avenir des commissions scolaires, indispensables partenaires du système éducatif du Québec de même qu'envers les autres partenaires indispensables de l'école que sont les parents, les enseignants, les employés de soutien, les professionnels, les administrateurs et les directeurs d'école qui auront à participer, dans le cadre des états généraux sur l'éducation, à la définition de l'école de demain en ayant comme indispensable préoccupation l'avenir des jeunes Québécoises et Québécois.

M. Brouillet, vice-président, déclare recevable cette motion d'amendement.

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199 du Règlement, le débat se poursuit sur la motion principale proposée par M. Ouimet et sur l'amendement de M. Garon.

Le débat terminé, M. Brouillet, vice-président, met aux voix l'amendement de M. Garon.

Un vote par appel nominal est exigé sur cet amendement et sur la motion de M. Ouimet.

À la demande de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 17 h 50, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au jeudi 30 mars 1995, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 29 mars 1995, à 17 h 15, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Deslières (Salaberry-Soulanges), le représentant du Premier ministre, M. Poulin (Beauce-Nord), le représentant du Chef de l'opposition officielle, et de M. Duchesne, secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 64 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail;
- 69 Loi n° 2 sur les crédits, 1995-1996;
- 236 Loi concernant la Ville de Jonquière.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 22)

Sur la motion de M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, proposant, au nom de M. Campeau, ministre des Finances, que l'Assemblée soit saisie du projet de loi 69, Loi n° 2 sur les crédits, 1995-1996; que le principe de ce projet de loi soit adopté et que le projet de loi soit adopté:

POUR - 68

Barbeau	Carrier-Perreault	Kieffer	Paré
Baril	Charest	Lachance	Parizeau
(Arthabaska)	Chevrette	Landry	Payne
Baril	Côté	(Bonaventure)	Pelletier
(Berthier)	Désilets	Laprise	Perreault
Beaudoin	Deslières	Laurin	Perron
Beaulne	Dion	Lazure	Pinard
Beaumier	Dionne-Marsolais	Le Hir	Rioux
Bégin	Doyer	Leduc	Rivard
Bertrand	Dufour	Lelièvre	Rochon
(Charlevoix)	Facal	Léonard	Signori
Blackburn	Filion	Létourneau	Simard
Boisclair	Gagnon	Marois	Trudel
Boucher	Garon	Ménard	Vermette
Boulerice	Gaulin	Morin	
Bourdon	Gendron	(Dubuc)	
Brassard	Harel	Morin	
Brien	Jolivet	(Nicolet-Yamaska)	
Campeau	Julien	Paillé	
Caron	Jutras	Paquin	

CONTRE - 47

Beaudet	Bourbeau	Ciaccia	Fournier
Bélanger	Brodeur	Copeman	Frulla
(Mégantic-Compton)	Chagnon	Cusano	Gagnon-Tremblay
Benoit	Charbonneau	Delisle	Gautrin
Bergman	(Bourassa)	Dionne	Gauvin
Bissonnet	Chenail	Dumont	Gobé
Bordeleau	Cherry	Farrah	Houda-Pepin

29 mars 1995

**Johnson
Kelley
Lefebvre
LeSage
Loiselle
Maciocia**

**MacMillan
Marsan
Middlemiss
Mulcair
Ouimet
Paradis**

**Parent
Poulin
Quirion
Sirros
Thérien
Tremblay**

**Vaive
Vallières
Williams**

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 14 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

Mme Beaudoin, ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes, fait une déclaration sur la politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada.

Présentation de projets de loi

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

78 Loi concernant les membres de certains organismes.

La motion est adoptée.

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

77 Loi modifiant la Loi sur les parcs.

La motion est adoptée.

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

74 Loi modifiant la Loi sur les services correctionnels.

La motion est adoptée.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

75 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

Mme Beaudoin, ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes, dépose:

La politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada.

(Dépôt n° 275-950330)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. LeSage (Hull) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 29 mars 1995, qu'il adressait à M. Lucien Bouchard, Chef du Bloc québécois, concernant des propos tenus par Mme Suzanne Tremblay, députée de cette formation politique, au sujet de la ville de Hull.

(Dépôt n° 276-950330)

Dépôts de rapports de commissions

M. Vallières (Richmond) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 28 mars 1995, a entendu le Vérificateur général sur le document intitulé *Déficiences toujours présentes et signalées dans les rapports du Vérificateur général des années 1989 à 1993, concernant les organismes publics qui relèvent de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation*, ainsi que sur les éléments du rapport 1993-1994 du Vérificateur général qui concernent le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et les organismes publics qui relèvent de la compétence de la commission.

(Dépôt n° 277-950330)

Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Côté (La Peltre) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 927 citoyens et citoyennes du secteur Chauveau à Sainte-Foy, demandant le prolongement de l'autoroute de la Capitale en direction ouest.

(Dépôt n° 278-950330)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Parizeau, premier ministre, dépose:

Une série de tableaux faisant état de l'impact du budget fédéral 1995 sur les finances du gouvernement du Québec.

(Dépôt n° 279-950330)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Bourbeau (Laporte) dépose:

Un tableau, en date du 30 mars 1995, indiquant les transferts fédéraux au Québec.

(Dépôt n° 280-950330)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) dépose:

La liste du nombre d'attachés politiques pour chacun des ministères du gouvernement du Québec.

(Dépôt n° 281-950330)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Parizeau, premier ministre, dépose:

Des documents d'information concernant un contrat octroyé par le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration à la firme Marketel, dans le cadre d'une campagne de sensibilisation au rapprochement interculturel initiée par le ministère.

(Dépôt n° 282-950330)

Votes reportés

L'Assemblée procède aux votes reportés, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition à la séance du 29 mars 1995, sur la motion présentée par M. Ouimet (Marquette), ainsi que sur la motion d'amendement proposée par M. Garon, ministre de l'Éducation.

Est d'abord tenu le vote sur la motion d'amendement de M. Garon. Cette motion se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- 1° en remplaçant, aux première et deuxième lignes, les mots «Parti Québécois» par le mot «Québec»;
- 2° en ajoutant, à la deuxième ligne, avant les mots «de réaffirmer» les mots «, en ce 150^e anniversaire de leur création,»;
- 3° en ajoutant, à la fin, les mots «de même qu'envers les autres partenaires indispensables de l'école que sont les parents, les enseignants, les employés de soutien, les professionnels, les administrateurs et les directeurs d'école qui auront à participer, dans le cadre des états généraux sur l'éducation, à la définition de l'école de demain en ayant comme indispensable préoccupation l'avenir des jeunes Québécoises et Québécois».

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 23 en annexe)

Pour : 93 Contre : 0 Abstention : 0

Est ensuite mise aux voix la motion de M. Ouimet, telle qu'amendée par le vote précédent. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée demande au gouvernement du Québec, en ce 150^e anniversaire de leur création, de réaffirmer sa confiance en l'avenir des commissions scolaires, indispensables partenaires du système éducatif du Québec de même qu'envers les autres partenaires indispensables de l'école que sont les parents, les enseignants, les employés de soutien, les professionnels, les administrateurs et les directeurs d'école qui auront à participer, dans le cadre des états généraux sur l'éducation, à la définition de l'école de demain en ayant comme indispensable préoccupation l'avenir des jeunes Québécoises et Québécois.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 24 en annexe)

Pour : 93 Contre : 0 Abstention : 0

Motions sans préavis

M. Johnson, chef de l'opposition officielle, présente une motion concernant la représentation du Québec à la Chambre des communes du Canada; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires;
- la Commission des institutions, afin de déterminer de quelle manière les travaux de cette commission pourront préparer et faciliter la démarche d'information et de participation qui aura lieu sur l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Chevette, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat sur le projet de loi 65 est ajourné. Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 209 du Règlement et sur la motion de M. Boisclair, il est ordonné qu'à la reprise du débat sur le principe dudit projet de loi une seule intervention soit permise, soit celle du ministre qui exercera son droit de réplique.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 66, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les terres du domaine public.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, propose l'ajournement de l'Assemblée au mardi 4 avril 1995, à 14 heures.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, à 17 h 55, l'Assemblée est ajournée au mardi 4 avril 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 23)

Sur la motion d'amendement proposée par M. Garon, ministre de l'Éducation, à la motion de M. Ouimet (Marquette) débattue aux affaires inscrites par les députés de l'opposition:

POUR - 93

Barbeau	Charest	Johnson	Paquin
Baril	Chenail	Jolivet	Paré
(Arthabaska)	Chevrette	Julien	Parent
Baril	Cliche	Kelley	Parizeau
(Berthier)	Copeman	Kieffer	Perreault
Beaudet	Côté	Landry	Perron
Beaumier	Cusano	(Bonaventure)	Pinard
Bélanger	Delisle	Laprise	Poulin
(Mégantic-Compton)	Désilets	Lazure	Quirion
Benoît	Deslières	Le Hir	Rioux
Bertrand	Dion	Leduc	Rivard
(Charlevoix)	Dionne	Lefebvre	Rochon
Bissonnet	Dionne-Marsolais	Lelièvre	Signori
Blackburn	Doyer	LeSage	Simard
Boisclair	Dufour	Létourneau	Sirros
Bordeleau	Dumont	Loiselle	Thérien
Boucher	Farrah	Maciocia	Vaive
Bourbeau	Filion	Malavoy	Vallières
Bourdon	Frulla	Marsan	Vermette
Brassard	Gagnon-Tremblay	Ménard	Williams
Brien	Garon	Middlemiss	
Brouillet	Gaulin	Morin	
Campeau	Gautrin	(Dubuc)	
Carrier-Perreault	Gauvin	Morin	
Chagnon	Gobé	(Nicolet-Yamaska)	
Charbonneau	Harel	Ouimet	
(Bourassa)	Houda-Pepin	Paillé	

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

(Vote n° 24)

Sur la motion de M. Ouimet (Marquette), débattue aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, telle qu'amendée:

POUR - 93

Barbeau	Charest	Johnson	Paquin
Baril	Chenail	Jolivet	Paré
(Arthabaska)	Chevrette	Julien	Parent
Baril	Cliche	Kelley	Parizeau
(Berthier)	Copeman	Kieffer	Perreault
Beaudet	Côté	Landry	Perron
Beaumier	Cusano	(Bonaventure)	Pinard
Bélanger	Delisle	Laprise	Poulin
(Mégantic-Compton)	Désilets	Lazure	Quirion
Benoit	Deslières	Le Hir	Rioux
Bertrand	Dion	Leduc	Rivard
(Charlevoix)	Dionne	Lefebvre	Rochon
Bissonnet	Dionne-Marsolais	Lelièvre	Signori
Blackburn	Doyer	LeSage	Simard
Boisclair	Dufour	Létourneau	Sirros
Bordeleau	Dumont	Loiselle	Thérien
Boucher	Farrah	Maciocia	Vaive
Bourbeau	Filion	Malavoy	Vallières
Bourdon	Frulla	Marsan	Vermette
Brassard	Gagnon-Tremblay	Ménard	Williams
Brien	Garon	Middlemiss	
Brouillet	Gaulin	Morin	
Campeau	Gautrin	(Dubuc)	
Carrier-Perreault	Gauvin	Morin	
Chagnon	Gobé	(Nicolet-Yamaska)	
Charbonneau	Harel	Ouimet	
(Bourassa)	Houda-Pepin	Paillé	

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 14 h 09.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

80 Loi sur les huissiers de justice.

La motion est adoptée.

81 Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, la Loi sur les tribunaux judiciaires et diverses dispositions législatives.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. le Président dépose:

Les prévisions budgétaires 1995-1996 et le rapport financier préliminaire 1994-1995 du Directeur général des élections du Québec.

(Dépôt n° 283-950404)

Les prévisions budgétaires 1995-1996 et le rapport financier préliminaire 1994-1995 de la Commission de la représentation électorale du Québec.

(Dépôt n° 284-950404)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

Avec la permission du Président, M. Filion (Montmorency) donne des explications, en vertu de l'article 71 du Règlement, concernant des accusations portées contre lui par M. Bourbeau (Laporte) et rapportées dans le journal *Le Soleil* du 28 mars 1995, relativement à la privatisation du Mont Sainte-Anne.

Au cours son intervention, à la demande de M. le Président, M. Filion (Montmorency) retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Filion (Montmorency) dépose:

Copie d'un mémoire, en date du 15 juin 1994, adressé au Conseil des ministres par M. André Bourbeau, ministre des Finances, et M. Georges Farrah, ministre délégué à l'Industrie, au Commerce, à la Science et à la Technologie et responsable du Tourisme, concernant la privatisation du centre de ski du Mont Sainte-Anne.

(Dépôt n° 285-950404)

Un communiqué, en date du 6 mars 1995, émis par le bureau du député de Montmorency concernant la vente du Mont Sainte-Anne.

(Dépôt n° 286-950404)

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu de Mme Malavoy (Sherbrooke) une demande d'intervention sur un fait personnel concernant des propos, tirés du journal *La Tribune*, attribués au leader de l'opposition officielle et qui laisseraient sous-entendre que la députée aurait pu être de mauvaise foi et avoir cherché à cacher des choses au Premier ministre concernant des contributions électorales en contravention avec la *Loi électorale*.

La demande de la députée de Sherbrooke est déclarée irrecevable par la Présidence. En effet, la lecture des extraits du journal ne permet pas de constituer un élément assez évident qu'il puisse donner ouverture à une question de fait personnel.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Johnson, chef de l'opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec réitère l'objectif de maintenir une représentation québécoise d'au moins 25% à la Chambre des communes du Canada et demande au gouvernement du Québec de faire des représentations en ce sens.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, à la demande de M. le Président, M. Johnson, chef de l'opposition officielle, retire certains propos non parlementaires.

Au cours de son intervention, M. Parizeau, premier ministre, propose:

QUE la motion en discussion soit amendée par l'ajout à la fin, avant le point, des mots «ce qui, à moins que le Québec ne devienne un pays souverain, contribuerait à diminuer plus encore son poids politique.»

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec réitère l'objectif de maintenir une représentation québécoise d'au moins 25% à la Chambre des communes du Canada et demande au gouvernement du Québec de faire des représentations en ce sens ce qui, à moins que le Québec ne devienne un pays souverain, contribuerait à diminuer plus encore son poids politique.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 199 et 211 du Règlement, le débat se poursuit tant sur la motion principale proposée par M. Johnson que sur l'amendement de M. Parizeau, sous réserve de la recevabilité de ce dernier que M. le Président prend en délibéré.

4 avril 1995

Le débat terminé, avant que l'Assemblée ne procède à la mise aux voix, le consentement de l'Assemblée est donné pour qu'il soit procédé à d'autres affaires.

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, propose:

QUE cette Assemblée souligne l'anniversaire de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale), fondée le 4 avril 1947, dont le siège social à Montréal contribue au rayonnement international du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Garon, ministre de l'Éducation, propose:

QUE cette Assemblée proclame officiellement la première Semaine de la relève, semaine thématique organisée par la Fondation d'éducation à la coopération afin de promouvoir la coopération auprès des jeunes des écoles secondaires, des collèges et des universités.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, M. Gauthrin (Verdun) propose:

QUE la motion en discussion soit amendée en remplaçant les termes «la coopération», à l'avant-dernière ligne de la motion, par les mots «le mouvement coopératif».

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE cette Assemblée proclame officiellement la première Semaine de la relève, semaine thématique organisée par la Fondation d'éducation à la coopération afin de promouvoir le mouvement coopératif auprès des jeunes des écoles secondaires, des collèges et des universités.

M. Brouillet, vice-président, déclare recevable l'amendement proposé par M. Gautrin.

Le débat terminé, M. Brouillet, vice-président, met aux voix l'amendement de M. Gautrin.

L'amendement est rejeté.

Puis, M. Brouillet, vice-président, met aux voix la motion proposée par M. Garon.

La motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 63, Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec;
- la Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires.

Motions sans préavis

M. Gaulin (Taschereau) propose:

QUE cette Assemblée souligne de façon particulière le centenaire du décès d'Honoré Mercier, l'un des grands hommes d'État que le Québec a connu et qui a façonné le visage du parlementarisme québécois.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Houda-Pepin (La Pinière) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la performance de l'administration municipale de la ville de Brossard, correspondant aux limites du comté de La Pinière, que je représente à l'Assemblée nationale, qui a obtenu la première place au palmarès de la revue *L'Actualité* du 15 avril 1995, en se classant en première position pour la qualité de son administration et sa philosophie de gestion.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. le Président rend la décision suivante sur l'amendement proposé par M. Parizeau, premier ministre, à la motion de M. Johnson, chef de l'opposition officielle:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion d'amendement est recevable parce qu'elle ne va pas à l'encontre du principe de la motion de fond, ne la dénature pas et n'ajoute pas un principe nouveau. L'amendement ne fait que modifier la motion de fond.

Puis, M. le Président met aux voix l'amendement de M. Parizeau.

Un vote par appel nominal est exigé sur cet amendement et sur la motion de M. Johnson.

À la demande de M. Chevrette, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le mercredi 5 avril 1995, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata). Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement du Parti Québécois qu'il révisé sa décision d'abolir le programme actuel de création d'emplois saisonniers pour les travailleurs forestiers de toutes les régions du Québec.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi 65 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 65 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Campeau, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 71, Loi visant l'amélioration des relations entre le ministère du Revenu et ses clientèles, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 17 h 55, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 04.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Campeau, ministre du Revenu, proposant que le principe du projet de loi 71, Loi visant l'amélioration des relations entre le ministère du Revenu et ses clientèles, soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

M. Léonard, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière en matière de circulation routière, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

4 avril 1995

À 21 h 55, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au mercredi 5 avril 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 07.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Campeau, ministre du Revenu, proposant que le principe du projet de loi 71, Loi visant l'amélioration des relations entre le ministère du Revenu et ses clientèles, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 71 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Léonard, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière en matière de circulation routière, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 73 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

5 avril 1995

À 12 h 49, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures

La séance reprend à 15 h 07.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 79 Loi sur la Commission des droits de la personne et de la protection des droits de la jeunesse.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Chevette, leader du gouvernement, dépose:

Les réponses aux questions écrites de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant les sujets suivants:

- le Groupe tactique d'interventions (GTI) des urgences du Québec — Question n° 4, *Feuilleton et préavis* du 5 avril 1995.

(Dépôt n° 287-950405)

- la lutte anti-tabac — Question n° 8, *Feuilleton et préavis* du 5 avril 1995.

(Dépôt n° 288-950405)

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1994 (versions française, anglaise et cri).

(Dépôt n° 289-950405)

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme et ministre responsable de la Régie des installations olympiques, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des installations olympiques, pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 1994.

(Dépôt n° 290-950405)

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 291-950405)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, sur l'application de la procédure d'examen des plaintes pour les Régies régionales de la santé et des services sociaux suivantes: Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie—Bois-Francs, Montérégie, Montréal-Centre, Outaouais, Québec, Nord-du-Québec et Saguenay—Lac-Saint-Jean.

(Dépôt n° 292-950405)

Dépôts de rapports de commissions

M. Tremblay (Outremont) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 4 et 5 avril 1995, a étudié en détail le projet de loi:

63 Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 293-950405)

M. Payne (Vachon) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 30 mars 1995, a étudié les rapports d'activités 1992-1993 et 1993-1994 de la Commission d'accès à l'information, conformément à l'article 119.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, et obtenu son avis sur le mandat d'initiative portant sur l'autoroute de l'information.

(Dépôt n° 294-950405)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Au cours de la période de questions, à la demande de M. le Président, M. Mulcair (Chomedey) retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Bourbeau (Laporte) dépose:

Copie du jugement, en date du 28 février 1994, rendu par le juge Paul Trudeau de la Cour supérieure dans la cause Coopérative de commerce des Mille-Îles et André Malo, Paul Bélanger et Pierre Laporte contre la Société des alcools du Québec.

(Dépôt n° 295-950405)

Votes reportés

L'Assemblée procède aux votes reportés, lors de la séance du 4 avril 1995, sur la motion sans préavis présentée par M. Johnson, chef de l'opposition officielle, ainsi que sur la motion d'amendement proposée par M. Parizeau, premier ministre.

Est d'abord tenu le vote sur la motion d'amendement de M. Parizeau. Cette motion se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée par l'ajout à la fin, avant le point, des mots «ce qui, à moins que le Québec ne devienne un pays souverain, contribuerait à diminuer plus encore son poids politique.»

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 25 en annexe)

Pour : 67 Contre : 41 Abstention : 0

Est ensuite mise aux voix la motion de M. Johnson, telle qu'amendée par le vote précédent. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec réitère l'objectif de maintenir une représentation québécoise d'au moins 25% à la Chambre des communes du Canada et demande au gouvernement du Québec de faire des représentations en ce sens ce qui, à moins que le Québec ne devienne un pays souverain, contribuerait à diminuer plus encore son poids politique.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 26 en annexe)

Pour : 67 Contre : 41 Abstention : 0

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives;
- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires.

Et il annule la convocation de la Commission des institutions pour déterminer de quelle manière les travaux de cette commission pourront préparer et faciliter la démarche d'information et de participation qui aura lieu sur l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec.

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission de la culture se réunira afin de procéder à des consultations particulières sur le dossier de l'autoroute de l'information;
 - la Commission du budget et de l'administration se réunira afin d'entendre le secrétaire du Conseil du trésor, en vertu de l'article 8 de la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.
-

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata) propose:

QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement du Parti Québécois qu'il révisé sa décision d'abolir le programme actuel de création d'emplois saisonniers pour les travailleurs forestiers de toutes les régions du Québec.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: Dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste du temps consacré à ce débat; dans ce cadre, les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de Mme Dionne.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 17 h 51, sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au jeudi 6 avril 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 25)

Sur la motion d'amendement proposée par M. Parizeau, premier ministre, à la motion présentée par M. Johnson, chef de l'opposition officielle, aux motions sans préavis:

POUR - 67

Baril (<i>Berthier</i>)	Cliche Côté	Landry (<i>Bonaventure</i>)	Paré Parizeau
Beaudoin	Désilets	Landry	Payne
Beaulne	Deslières	(<i>Verchères</i>)	Pelletier
Beaumier	Dion	Laprise	Perreault
Bégin	Dionne-Marsolais	Laurin	Perron
Bertrand	Doyer	Lazure	Pinard
(<i>Charlevoix</i>)	Dufour	Le Hir	Rioux
Blackburn	Facal	Leduc	Robert
Blais	Filion	Lelièvre	Rochon
Boucher	Gagnon	Létourneau	Signori
Boulerice	Garon	Malavoy	Simard
Bourdon	Gaulin	Marois	Vermette
Brassard	Gendron	Ménard	
Brien	Harel	Morin	
Campeau	Jolivet	(<i>Dubuc</i>)	
Caron	Julien	Morin	
Carrier-Perreault	Jutras	(<i>Nicolet-Yamaska</i>)	
Charest	Kieffer	Paillé	
Chevrette	Lachance	Paquin	

CONTRE - 41

Beaudet	Brodeur	Dionne	Houda-Pepin
Bélanger	Chagnon	Dumont	Johnson
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Charbonneau	Farrah	Lafrenière
Benoit	(<i>Bourassa</i>)	Frulla	Lefebvre
Bergman	Chenail	Gagnon-Tremblay	Loiselle
Bissonnet	Cherry	Gautrin	Maciocia
Bordeleau	Copeman	Gauvin	MacMillan
Bourbeau	Delisle	Gobé	Marsan

Middlemiss
Mulcair
Ouimet

Parent
Poulin
Quirion

Sirros
Thérien
Tremblay

Vaive
Vallières

ABSTENTION - 0

(Vote n° 26)

Sur la motion de M. Johnson, chef de l'opposition officielle, débattue aux motions sans préavis, telle qu'amendée:

POUR - 67

Baril
(Berthier)
Beaudoin
Beaulne
Beaumier
Bégin
Bertrand
(Charlevoix)
Blackburn
Blais
Boucher
Boulerice
Bourdon
Brassard
Brien
Campeau
Caron
Carrier-Perreault
Charest
Chevrette

Cliche
Côté
Désilets
Deslières
Dion
Dionne-Marsolais
Doyer
Dufour
Facal
Filion
Gagnon
Garon
Gaulin
Gendron
Harel
Jolivet
Julien
Jutras
Kieffer
Lachance

Landry
(Bonaventure)
Landry
(Verchères)
Laprise
Laurin
Lazure
Le Hir
Leduc
Lelièvre
Létourneau
Malavoy
Marois
Ménard
Morin
(Dubuc)
Morin
(Nicolet-Yamaska)
Paillé
Paquin

Paré
Parizeau
Payne
Pelletier
Perreault
Perron
Pinard
Rioux
Robert
Rochon
Signori
Simard
Vermette

CONTRE - 41

Beaudet
Bélanger
(Mégantic-Compton)

Benoit
Bergman
Bissonnet

Bordeleau
Bourbeau
Brodeur

Chagnon
Charbonneau
(Bourassa)

5 avril 1995

Chenail	Gagnon-Tremblay	Loiselle	Poulin
Cherry	Gautrin	Maciocia	Quirion
Copeman	Gauvin	MacMillan	Sirros
Delisle	Gobé	Marsan	Thérien
Dionne	Houda-Pepin	Middlemiss	Tremblay
Dumont	Johnson	Mulcair	Vaive
Farrah	Lafrenière	Ouimet	Vallières
Frulla	Lefebvre	Parent	

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 14 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 84 Loi modifiant la Loi sur l'administration provisoire du Comité paritaire de l'industrie du verre plat et de la Corporation de formation des vitriers et travailleurs du verre du Québec.**

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, dépose:

Le rapport annuel d'Hydro-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 296-950406)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition à la séance du 5 avril 1995, sur la motion présentée par Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement du Parti Québécois qu'il révise sa décision d'abolir le programme actuel de création d'emplois saisonniers pour les travailleurs forestiers de toutes les régions du Québec.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 27 en annexe)

Pour : 40 Contre : 65 Abstention : 0

M. le Président convoque une réunion des leaders des groupes parlementaires pour préciser les modalités de l'étude des crédits budgétaires; à cette fin, il suspend la séance.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

Pour donner suite à la réunion des leaders des groupes parlementaires et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 118 du Règlement, concernant la compétence des commissions, et à l'article 143 relatif à l'horaire des commissions, M. le Président informe l'Assemblée que l'étude des crédits débutera le vendredi 7 avril 1995 et que, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 282, elle se poursuivra jusqu'au jeudi 27 avril, à 18 heures, selon le calendrier convenu.

À la demande d'un des leaders, M. le Président convoquera une nouvelle réunion des leaders pour préciser toute autre modalité, si nécessaire.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 286 du Règlement, pendant l'étude des crédits des ministères, une séance de la commission plénière sera consacrée à l'étude des crédits de l'Assemblée nationale pour une durée maximale de 3 heures.

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires.

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission de la culture se réunira afin de procéder à des consultations particulières sur le dossier de l'autoroute de l'information;
- la Commission du budget et de l'administration se réunira afin d'entendre le secrétaire du Conseil du trésor, en vertu de l'article 8 de la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.

Motions sans préavis

M. Williams (Nelligan) propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses plus sincères condoléances aux proches de Frank et Jocelyne Toope, décédés tragiquement cette semaine, et souligne par la même occasion leur importante contribution à la qualité de vie de la communauté.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée mondiale de la santé.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Dumont (Rivière-du-Loup) présente une motion demandant le maintien d'un moratoire concernant les coupures annoncées pour Radio-Québec; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Mme Marois, ministre responsable de la Famille, propose que le principe du projet de loi 70, Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 70 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est de nouveau procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- la Commission de l'économie et du travail, pour ceux de la ministre déléguée au Tourisme et responsable de la Régie des installations olympiques et du ministère des Ressources naturelles;
- la Commission du budget et de l'administration, pour ceux des Services gouvernementaux, du Conseil du trésor et de la Fonction publique;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Transports et du ministère de l'Environnement et de la Faune;

6 avril 1995

- la Commission de l'éducation, pour ceux du Code des professions;
 - la Commission des institutions, pour ceux de la Protection de la jeunesse et des Affaires internationales;
 - la Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Sécurité du revenu et de la ministre responsable de la Condition féminine.
-

À 18 heures, sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mardi 11 avril 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata) débattue aux affaires inscrites par les députés de l'opposition:

(Vote n° 27)

POUR - 40

Beaudet	Chenail	Gauvin	Quimet
Bélanger	Cherry	Gobé	Paradis
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Copeman	Kelley	Quirion
Bergman	Delisle	Lafrenière	Sirros
Bissonnet	Dionne	Lefebvre	Thérien
Bordeleau	Dumont	Loiseile	Tremblay
Bourbeau	Farrah	Maciocia	Vaive
Brodeur	Fournier	MacMillan	Vallières
Chagnon	Frulla	Marsan	Williams
Charbonneau	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	
(<i>Bourassa</i>)	Gautrin	Mulcair	

CONTRE - 65

Barbeau	Brien	Filion	Leduc
Baril	Campeau	Gagnon	Lelièvre
(<i>Berthier</i>)	Caron	Gaulin	Léonard
Beaudoin	Carrier-Perreault	Gendron	Létourneau
Beaulne	Charest	Harel	Malavoy
Beaumier	Chevrette	Jolivet	Marois
Bégin	Cliche	Julien	Morin
Bertrand	Côté	Jutras	(<i>Dubuc</i>)
(<i>Charlevoix</i>)	Désilets	Kieffer	Morin
Blackburn	Deslières	Lachance	(<i>Nicolet-Yamaska</i>)
Blais	Dion	Landry	Pailé
Boisclair	Dionne-Marsolais	(<i>Bonaventure</i>)	Paquin
Boulerice	Doyer	Laprise	Paré
Bourdon	Dufour	Laurin	Parizeau
Brassard	Facal	Lazure	Pelletier

6 avril 1995

**Perreault
Perron
Pinard**

**Rioux
Robert
Rochon**

**Signori
Simard
Trudel**

Vermette

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 14 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de rapports de commissions

M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 6 avril 1995, a entendu le Secrétaire du Conseil du trésor, en vertu de l'article 8 de la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.

(Dépôt n° 297-950411)

M. Facal (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 29 mars 1995, a entendu la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial dans le cadre de son pouvoir de surveillance d'organismes.

(Dépôt n° 298-950411)

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 22 mars 1995, a entendu le Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation au Québec.

(Dépôt n° 299-950411)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Chevrette, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Transports et du secteur de la voirie;
- la Commission de l'économie et du travail, pour ceux du secteur des mines et du secteur des forêts du ministère des Ressources naturelles;
- la Commission de la culture, pour ceux du ministère de la Culture et des Communications et du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française;
- la Commission des institutions, pour ceux du ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, de la ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes et du ministère de la Sécurité publique;
- la Commission du budget et de l'administration, pour ceux du Conseil du trésor, de la ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique et du ministère du Revenu.

Motions sans préavis

Conformément à l'article 392 de la *Loi sur les services de santé et des services sociaux*, M. Chevrette, leader du gouvernement, propose:

QUE les rapports annuels de l'exercice financier terminé le 31 mars 1994 des seize régies régionales suivantes, qui ont été déposés le 2 décembre 1994, soient envoyés à la Commission parlementaire des affaires sociales afin qu'elle puisse en faire l'étude: Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laval, Laurentides, Mauricie—Bois-Francs, Montérégie, Montréal-Centre, Nord-du-Québec, Outaouais, Québec et Saguenay—Lac-Saint-Jean.

La motion est adoptée.

À 14 h 59, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 12 avril 1995, à 15 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mardi 11 avril 1995, à 15 h 35, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bélanger, vice-président de l'Assemblée nationale, de Mme Vermette (Marie-Victorin), la représentante du Premier ministre, de M. Charbonneau (Bourassa), le représentant du Chef de l'opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

237 Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 15 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Environnement et de la Faune, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 300-950412)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. Bélanger, vice-président, informe l'Assemblée qu'il a reçu de M. Sirros (Laurier-Dorion) une demande d'intervention sur un fait personnel à la suite de propos tenus par M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, à la séance du 11 avril 1995, concernant des remarques faites par le député de Laurier-Dorion dans le cadre d'une entrevue accordée au journal *The Gazette*.

La demande du député n'étant pas accompagnée de l'article de journal auquel il est fait référence, M. Bélanger, vice-président, déclare ne pas être en mesure de se prononcer sur sa recevabilité. La Présidence pourra statuer sur la recevabilité de cette demande dès que copie dudit article lui aura été transmise.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, propose:

QUE l'Assemblée nationale exprime son soutien à la mission qu'entreprend aujourd'hui au Burundi une délégation de la Conférence ministérielle de la Francophonie et de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française et que l'Assemblée charge le Président de l'Assemblée nationale et président de l'AIPLF, M. Roger Bertrand, de transmettre à l'Assemblée nationale burundaise et au gouvernement du Burundi, ainsi qu'à tous ceux qui, dans ce pays, oeuvrent aux efforts de réconciliation nationale, un message de solidarité à l'endroit du peuple burundais.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevrette, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du secteur de la faune et du secteur du développement régional;
- la Commission de l'économie et du travail, pour ceux du secteur de la main-d'oeuvre et du ministère de l'Emploi;
- la Commission de la culture, pour ceux du ministère de la Culture et des Communications et du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française;

- la Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère du Revenu, du ministère des Finances et de l'Inspecteur général des institutions financières;
 - la Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux.
-

À 16 h 02, M. Bélanger, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 13 avril 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 14 h 08.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, dépose:

Le décret n° 378-95, en date du 22 mars 1995, concernant le transfert de la propriété de certains biens meubles et immeubles à la Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ).

(Dépôt n° 301-950413)

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, dépose:

Un document, publié par le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, intitulé *La conjoncture économique des régions du Québec en 1994*.

(Dépôt n° 302-950413)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. Brouillet, vice-président, rappelle à l'Assemblée que la Présidence a reçu de M. Sirros (Laurier-Dorion), à la séance du 12 avril 1995, une demande d'intervention sur un fait personnel à la suite de propos tenus par M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, au cours de la séance du 11 avril 1995, concernant des remarques faites par le député de Laurier-Dorion dans le cadre d'une entrevue accordée au journal *The Gazette*.

La Présidence n'avait alors pu statuer sur la recevabilité de cette demande, puisqu'une copie de l'article de journal auquel il était fait référence n'avait pas été transmise avec la demande.

Après réception dudit article, M. Brouillet, vice-président, déclare recevable la demande de M. Sirros et, en conséquence, il lui accorde la parole pour son intervention.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Parizeau, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 1 de la *Loi sur le Protecteur du citoyen* (L.R.Q., c. P-32), Me Daniel Jacoby, avocat, soit nommé de nouveau Protecteur du citoyen pour un second mandat de cinq ans, ayant débuté le 31 août 1992 et se terminant le 30 août 1997, et que la rémunération, les avantages sociaux et autres conditions de travail de Me Jacoby soient contenus dans le document ci-après déposé.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Parizeau dépose:

Copie des conditions de travail et du curriculum vitae de Me Daniel Jacoby, ainsi qu'un extrait de la *Loi sur le Protecteur du citoyen*.

(Dépôt n° 303-950413)

La motion est mise aux voix et, aux fins de l'application de l'article 1 de la *Loi sur le Protecteur du citoyen*, un vote par appel nominal est tenu.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 28 en annexe)

Pour : 102 Contre : 0 Abstention : 0

M. Parizeau, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 104 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), Me Michel Laporte, avocat, ainsi que Me Diane Boissinot, notaire, soient nommés membres de la Commission d'accès à l'information pour un mandat de cinq ans à compter des présentes et que la rémunération, les avantages sociaux et autres conditions de travail de Me Laporte et Me Boissinot soient ceux contenus dans le document ci-après déposé.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Parizeau dépose:

Copie des conditions de travail de Me Michel Laporte et de Me Diane Boissinot.
(Dépôt n° 304-950413)

La motion est mise aux voix et, aux fins de l'application de l'article 104 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* un vote par appel nominal est tenu.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 29 en annexe)

Pour : 102 Contre : 0 Abstention : 0

M. Parizeau, premier ministre, propose:

QUE, conformément aux articles 106 et 107 de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1), M. Michel Poirier, secrétaire de la Commission de la fonction publique, soit nommé membre de cette commission pour un mandat de cinq ans à compter des présentes.

La motion est mise aux voix et, aux fins de l'application des articles 106 et 107 de la *Loi sur la fonction publique*, un vote par appel nominal est tenu.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 30 en annexe)

Pour : 102 Contre : 0 Abstention : 0

M. Gaulin (Taschereau) propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses plus sincères condoléances aux proches de Mme Françoise Loranger, décédée récemment, et souligne sa contribution à la collectivité québécoise pour son oeuvre d'écrivaine et de dramaturge, oeuvre qui a eu des échos au Québec, au Canada et à l'étranger.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne l'extraordinaire performance, la créativité et l'ingéniosité des neuf Québécois, soit MM. Bernard Lamont, Yvan Bourassa, Jean-Bernard Dambrin, Martin Tremblay, Yvon Soucy, Guy Guillemet, Yves Bernoche, Pierre Charbonneau et Michel Auclair, qui se sont vu décerner des médailles or et vermeil au 23^e Salon international des inventions qui s'est tenu à Genève.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Chevette, leader du gouvernement, dépose:

Le tableau de l'horaire des commissions parlementaires qui siégeront du lundi 24 avril au jeudi 27 avril 1995.

(Dépôt n° 305-950413)

Puis, M. Chevette convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- la Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux et de la Régie de l'assurance-maladie du Québec;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du volet Développement régional, du secteur de l'assainissement des eaux, de la Société d'habitation du Québec et du secteur de la voirie;
- la Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Emploi et du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie;
- la Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Finances;
- la Commission des institutions, pour ceux du Programme de restructuration, du ministère de la Justice et du Secrétariat à la réforme électorale;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- la Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Éducation.

13 avril 1995

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 105 du Règlement, M. Chevette, leader du gouvernement, propose l'ajournement de l'Assemblée au mardi 25 avril 1995, à 14 heures.

En conséquence, à 15 h 20, l'Assemblée s'ajourne au mardi 25 avril 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, proposant que Me Daniel Jacoby soit nommé Protecteur du citoyen:

(Vote n° 28)

POUR - 102

Barbeau	Charbonneau	Kieffer	Parizeau
Baril	(Bourassa)	Lachance	Payne
(Berthier)	Charest	Lafrenière	Pelletier
Beaudet	Chevrette	Landry	Pinard
Beaudoin	Cliche	(Bonaventure)	Poulin
Beaulne	Copeman	Laprise	Rioux
Beaumier	Côté	Laurin	Rivard
Bégin	Delisle	Lazure	Robert
Bélanger	Désilets	Le Hir	Rochon
(Anjou)	Deslières	Leduc	Signori
Bélanger	Dion	Lefebvre	Simard
(Mégantic-Compton)	Dionne-Marsolais	Lelièvre	Sirros
Bergman	Doyer	Léonard	Thérien
Bertrand	Dufour	LeSage	Tremblay
(Charlevoix)	Dumont	Létourneau	Trudel
Bissonnet	Facal	Loiselle	Vallières
Boisclair	Farrah	MacMillan	Vermette
Bordeleau	Filion	Malavoy	Williams
Boucher	Fournier	Marois	
Boulerice	Frulla	Marsan	
Bourbeau	Gagnon	Ménard	
Bourdon	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	
Brassard	Garon	Morin	
Brien	Gaulin	(Dubuc)	
Brodeur	Gauvin	Morin	
Campeau	Gendron	(Nicolet-Yamaska)	
Caron	Harel	Mulcair	
Carrier-Perreault	Houda-Pepin	Paillé	
Chagnon	Jolivet	Paquin	
Charbonneau	Jutras	Paré	
(Borduas)	Kelley	Parent	

13 avril 1995

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

Sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, proposant que Me Michel Laporte, avocat, ainsi que Me Diane Boissinot, notaire, soient nommés membres de la Commission d'accès à l'information:

(Vote n° 29)

(Identique au vote n° 28)

Sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, proposant que M. Michel Poirier soit nommé membre de la Commission de la fonction publique:

(Vote n° 30)

(Identique au vote n° 28)

La séance est ouverte à 14 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. le Président dépose:

Les notes explicatives sur les prévisions budgétaires 1995-1996 et le rapport financier préliminaire 1994-1995 du Directeur général des élections du Québec.

(Dépôt n° 306-950425)

Les notes explicatives sur les prévisions budgétaires 1995-1996 et le rapport financier préliminaire 1994-1995 de la Commission de la représentation électorale du Québec.

(Dépôt n° 307-950425)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Parizeau, premier ministre, dépose:

Copie du rapport de la Commission nationale sur l'avenir du Québec, en date du 19 avril 1995.

(Dépôt n° 308-950425)

Copie d'un projet de rapport du Comité sur l'évolution du fédéralisme canadien.

(Dépôt n° 309-950425)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, dépose:

Un tableau comparatif des coûts de location des bureaux de comté des ministres avant et après le 12 septembre 1994.

(Dépôt n° 310-950425)

La liste des bureaux de comté des ministères et des loyers mensuels.

(Dépôt n° 311-950425)

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- la Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux et de la Régie de l'assurance-maladie du Québec;
- la Commission des institutions, pour ceux du ministère de la Justice et du secteur des affaires autochtones;
- la Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Éducation;
- la Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie.

Motions sans préavis

M. Boucher (Johnson) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec profite de la Semaine du bénévolat pour souligner le travail exceptionnel accompli chaque année par plus de trois millions de bénévoles au Québec et qu'elle exprime sa reconnaissance envers la générosité de ces milliers de gens qui, à tous les jours dans tous les secteurs de notre société, donnent de leur temps de façon gratuite et spontanée.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de la faune qui en est à sa treizième édition cette année et qui se déroule du 23 au 29 avril sous le thème «Des habitats protégés pour la faune».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Thérien (Bertrand) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne, en ce 25 avril 1995, la Journée de la terre.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine québécoise du commerce au détail, qui se déroule du 23 au 30 avril, et reconnaisse l'apport économique de ce secteur d'activité qui contribue à la croissance de l'emploi et à la croissance d'entreprises au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Mme Delisle (Jean-Talon) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec félicite le nouveau président de l'Union des municipalités du Québec, M. Gilles Vaillancourt, élu le 21 avril dernier, et lui souhaite la meilleure chance possible dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités de porte-parole et de dirigeant de cet organisme qui représente plus de 300 municipalités au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Bordeleau (Acadie) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne le 80^e anniversaire du génocide arménien survenu le 24 avril 1915 et offre sa sympathie au peuple arménien, plus particulièrement à nos concitoyennes et concitoyens d'origine arménienne.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Blackburn, ministre responsable de la Condition féminine, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 55^e anniversaire du droit de vote des femmes au Québec et se souvienne du 25 avril 1940, alors qu'en cette Chambre le gouvernement du Québec autorisait la participation des femmes à la vie politique et à la vie démocratique du Québec, consacrant ainsi le fait que les femmes sont des partenaires à part égale du développement d'une société.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec déplore le refus du gouvernement du Canada d'accorder un visa de visiteur à Mme Hafsa Zinaï Koudil, cinéaste d'origine algérienne condamnée à mort par le Front islamique du salut, et lui demande de reconsidérer sa décision.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 298 du Règlement, M. Bélanger, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 28 avril 1995, M. Vallières (Richmond) s'adressera à M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant: «Les politiques du gouvernement du Québec en matière agricole».

25 avril 1995

À 15 h 38, M. Bélanger, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 26 avril 1995, à 15 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 15 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

86 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, dépose:

Les réponses aux questions écrites de M. Benoit (Orford) concernant les sujets suivants:

— la coupe de bois sur la pourvoirie de l'Île d'Anticosti — Question n° 10, *Feuilleton et préavis* du 26 avril 1995.

(Dépôt n° 312-950426)

— la pisciculture de Baldwin dans la municipalité de Barnston, comté d'Orford — Question n° 11, *Feuilleton et préavis* du 26 avril 1995.

(Dépôt n° 313-950426)

M. Campeau, ministre des Finances, dépose:

Le rapport de l'Inspecteur général des institutions financières sur la tarification en assurance automobile pour l'année 1994.

(Dépôt n° 314-950426)

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 315-950426)

M. Léonard, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de la Société de l'assurance automobile du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 316-950426)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Bourbeau (Laporte) dépose:

Un tableau préparé par le député de Laporte, intitulé «Budget de l'an II afin de respecter la promesse du Parti Québécois d'équilibrer les opérations courantes en deux ans».

(Dépôt n° 317-950426)

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du secteur de la voirie;
- la Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie;
- la Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Éducation;
- la Commission des affaires sociales, pour ceux de l'Office des services de garde à l'enfance;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux du secteur des pêcheries;
- la Commission de la culture, pour ceux de la Commission d'accès à l'information;
- la Commission des institutions, pour ceux du Conseil exécutif.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission des affaires sociales se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux.

Motions sans préavis

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne la journée Yom Hashoah, qui vise à rappeler au monde entier que six millions de Juifs ont été victimes de l'Holocauste; aussi, en cette année du cinquantième anniversaire de la libération des camps de la mort en Europe, que tous les membres de cette Assemblée s'associent à la communauté juive de Montréal pour contrer toute manifestation d'intolérance et d'exclusion sociale basée sur la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale, ou sur une croyance religieuse.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose:

QUE cette Assemblée souligne la tenue de la Semaine minière, activité permettant aux Québécoises et Québécois de mieux connaître l'importance économique de cette industrie qui génère 18 000 emplois directs et représente une production annuelle de 2 800 000 000 \$.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

À 16 h 31, M. le Président lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 27 avril 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 14 h 01.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Parizeau, premier ministre, fait une déclaration concernant la création du Secrétariat à l'action communautaire.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Bourbeau (Laporte) dépose:

Un tableau faisant état de la variation des dépenses de certaines provinces canadiennes pour les années 1994-1995 et 1995-1996.

(Dépôt n° 318-950427)

À la demande de M. le Président, M. LeSage (Hull) retire certains propos non parlementaires.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- la Commission de la culture, pour ceux de l'Immigration et des Communautés culturelles;
- la Commission des institutions, pour ceux du Conseil exécutif et du ministère de la Justice;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Affaires municipales.

De plus, il convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre ses consultations particulières sur la justice administrative.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 5 mai 1995, M. Gauthrin (Verdun) s'adressera à M. Garon, ministre de l'Éducation, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant : «La situation qui prévaut dans le réseau des universités».

AFFAIRES DU JOUR

Crédits budgétaires

Crédits de l'Assemblée nationale

En exécution de l'article 286 du Règlement et sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les crédits budgétaires de l'Assemblée nationale pour l'année financière 1995-1996.

L'étude des crédits de l'Assemblée nationale étant terminée, M. le président de la commission plénière fait rapport à l'Assemblée.

À 18 h 37, sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mardi 2 mai 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 14 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Parizeau, premier ministre, dépose:

Copie de deux lettres, en date du 31 mars 1995, échangées entre M. Roger Dumont, président du conseil d'administration du Centre de réadaptation La Maison, de Rouyn-Noranda, et M. Jean Royer, directeur de cabinet du Premier ministre, concernant une requête relative aux services de M. Jean-Claude Beauchemin.

(Dépôt n° 319-950502)

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude des crédits budgétaires du ministère des Affaires municipales;

- la Commission des institutions, afin de poursuivre ses consultations particulières sur la justice administrative;
- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière en matière de circulation routière;
- la Commission des institutions, afin d'exécuter le mandat qui lui a été confié par l'Assemblée le 9 décembre 1994 concernant l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec.

Motions sans préavis

Mme Barbeau (Vanier) propose:

QUE l'Assemblée nationale reconnaisse les efforts déployés par le regroupement Solidarité populaire Québec qui, depuis quatre ans, travaille à élaborer la Charte d'un Québec populaire, fondée sur des valeurs d'égalité, de coopération, de tolérance, de non-violence, d'entraide et de respect mutuel de tous les citoyens et citoyennes du Québec.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Barbeau (Vanier) dépose:

Un document intitulé «Le Québec qu'on veut bâtir: la Charte d'un Québec populaire», publié en 1994 par le regroupement Solidarité populaire Québec.

(Dépôt n° 320-950502)

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Poulin (Beauce-Nord) propose:

QUE cette Assemblée déplore les événements survenus à Sainte-Marie de Beauce la semaine dernière et offre ses plus sincères condoléances à tous les membres des familles concernées.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

L'Assemblée observe un moment de silence. Puis, la motion est adoptée.

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 125^e anniversaire de la Sûreté du Québec, l'un des premiers services publics issus de cette Assemblée, fondée le 1^{er} mai 1870, et dont les policiers et policières ont contribué, par leur compétence et leur travail, à maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans tout le territoire du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale des travailleuses et des travailleurs et félicite de façon particulière tous les Québécois et toutes les Québécoises qui, par leur travail, contribuent à la progression et au développement économique et social du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger au 2^e alinéa de l'article 244 du Règlement, M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales, avant d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 70, Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance, tienne des consultations particulières le mercredi 3 mai 1995, de 16 heures à 18 heures, sur le projet de loi et qu'à cette fin elle entende les groupes suivants:

- la Concertation interrégionale des garderies du Québec;
- la Coalition des garderies privées;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de vingt minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de quarante minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition, en respectant le principe de l'alternance;

QUE la Présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de la Famille soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Cette motion est adoptée.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bélanger, vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 3 mai 1995, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de Mme Loiselle (Saint-Henri—Sainte-Anne). Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale exige du ministre des Finances qu'il inclue dans son prochain budget des mesures concrètes et immédiates de relance à l'emploi et de lutte à la pauvreté.

AFFAIRES DU JOUR

Du consentement de l'Assemblée pour déroger au 3^e alinéa de l'article 282 du Règlement, il pourra être procédé aux Affaires du jour d'ici à la fin de l'étude des crédits en commission.

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose que le projet de loi 66, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les terres du domaine public, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Gendron propose que le projet de loi 66 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 66 est renvoyé en commission plénière.

L'amendement est étudié et adopté en commission plénière.

Le projet de loi 66, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion d'adoption du projet de loi 66.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 63, Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption du principe

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le principe du projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les parcs, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 17 h 56, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 05.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, proposant que le principe du projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les parcs, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi 77 est adopté.

2 mai 1995

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 77 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, propose l'ajournement de l'Assemblée au mercredi 3 mai 1995, à 10 heures.

La motion est adoptée.

En conséquence, à 21 h 07, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 3 mai 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 04.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 80, Loi sur les huissiers de justice, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 80 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 80 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 75, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 75 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 75 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 79, Loi sur la Commission des droits de la personne et de la protection des droits de la jeunesse, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 12 h 58, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures et, en conséquence, le débat sur la motion de M. Bégin est ajourné.

La séance reprend à 15 h 04.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Campeau, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 88 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

202 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société de Saint Vincent de Paul de Québec.

(Dépôt n° 321-950503)

M. Rivard (Limoilou) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 202, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société de Saint Vincent de Paul de Québec.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 202 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et le ministre des Finances sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 2 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi:

73 Loi modifiant le Code de la sécurité routière en matière de circulation routière — Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 322-950503)

M. Williams (Nelligan) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 22, 23, 24, 27, 28 et 29 mars 1995, a tenu des consultations particulières sur le projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires.

(Dépôt n° 323-950503)

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 4, 5, 6 avril et 2 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 60 Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires — rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 324-950503)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Tremblay (Outremont) dépose:

Copie d'une série de documents ayant trait à la vente des actions de IAF BioChem International inc. détenues par l'Institut Armand-Frappier à la Caisse de dépôt et placement du Québec et au Fonds de solidarité des travailleurs du Québec.

(Dépôt n° 325-950503)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Beaudet (Argenteuil) dépose:

Copie d'un jugement, en date du 28 octobre 1994, rendu par le juge Denis Lavergne de la Cour du Québec dans la cause La Reine contre Antonio Flamand.

(Dépôt n° 326-950503)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. LeSage (Hull) dépose:

Une vidéocassette contenant un reportage diffusé en avril dernier par CHOT-TV concernant une pénurie de guides français sur l'exemption en gains de capital constatée au bureau de Revenu Québec à Hull.

(Dépôt n° 327-950503)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de tenir des consultations particulières et d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de compléter l'étude des crédits budgétaires du volet des sports et des loisirs.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre ses consultations particulières sur la justice administrative.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

Mme Loiselle (Saint-Henri—Sainte-Anne) propose:

QUE l'Assemblée nationale exige du ministre des Finances qu'il inclue dans son prochain budget des mesures concrètes et immédiates de relance à l'emploi et de lutte à la pauvreté.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: Dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste du temps consacré à ce débat; dans ce cadre, les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de Mme Loisel.

À la fin de son intervention, M. Campeau, ministre des Finances, propose:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- 1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots «exige du» par les mots «demande au»;
- 2° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots «qu'il inclue dans son prochain budget» par les mots «qu'il continue, notamment dans le cadre de son prochain budget, à mettre de l'avant».

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE l'Assemblée nationale demande au ministre des Finances qu'il continue, notamment dans le cadre de son prochain budget, à mettre de l'avant des mesures concrètes et immédiates de relance à l'emploi et de lutte à la pauvreté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199 du Règlement, le débat se poursuit sur la motion principale proposée par Mme Loisel et sur l'amendement de M. Campeau, sous réserve de la recevabilité de ce dernier que M. Brouillet, vice-président, prend en délibéré.

Puis, M. Brouillet rend sa décision sur la recevabilité de l'amendement présenté par M. Campeau, ministre des Finances:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion d'amendement est recevable. Elle concerne le même sujet que la motion principale et elle ne va pas à l'encontre de son principe. Elle ne fait que modifier la motion principale pour permettre un débat plus large.

Le débat terminé, M. Brouillet, vice-président, met aux voix l'amendement de M. Campeau.

Un vote par appel nominal est exigé sur cet amendement et sur la motion de Mme Loisel.

3 mai 1995

À la demande de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 17 h 59, sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 4 mai 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 14 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Harel, ministre d'État à la concertation et ministre de l'Emploi, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

90 Loi favorisant le développement de la formation professionnelle.

La motion est adoptée.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

76 Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur la Régie du logement.

La motion est adoptée.

82 Loi modifiant la Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité.

La motion est adoptée.

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

83 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, dépose:

Deux ententes d'échange de renseignements conclues en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*: la première, entre le ministère de la Sécurité du revenu et le ministère de la Sécurité publique, et la deuxième entre le ministère de la Sécurité du revenu et la Régie des rentes du Québec concernant les prestataires admissibles à une rente d'invalidité, ainsi que les avis favorables de la Commission d'accès à l'information.

(Dépôt n° 328-950504)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Dumont (Rivière-du-Loup) dépose:

Copie d'une étude préliminaire, en date du 29 avril 1991, préparée par la firme Touristicom inc. sur le projet d'établissement d'un casino à l'européenne à Québec.

(Dépôt n° 329-950504)

Votes reportés

L'Assemblée procède aux votes reportés, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition à la séance du 3 mai 1995, sur la motion présentée par Mme Loïselle (Saint-Henri—Sainte-Anne) ainsi que sur la motion d'amendement proposée par M. Campeau, ministre des Finances.

Est d'abord tenu le vote sur la motion d'amendement de M. Campeau. Cette motion se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- 1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots «exige du» par les mots «demande au»;
- 2° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots «qu'il inclue dans son prochain budget» par les mots «qu'il continue, notamment dans le cadre de son prochain budget, à mettre de l'avant».

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 31 en annexe)

Pour : 63 Contre : 42 Abstention : 0

Est ensuite mise aux voix la motion de Mme Loïselle, telle qu'amendée par le vote précédent. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale demande au ministre des Finances qu'il continue, notamment dans le cadre de son prochain budget, à mettre de l'avant des mesures concrètes et immédiates de relance à l'emploi et de lutte à la pauvreté.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 32 en annexe)

Pour : 63 Contre : 42 Abstention : 0

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de compléter l'étude des crédits budgétaires du ministère des Affaires municipales, volet de l'habitation;
- la Commission des institutions, afin de compléter ses consultations particulières sur la justice administrative;
- la Commission des institutions, afin de compléter l'étude des crédits budgétaires du Secrétariat à la réforme électorale.

Motions sans préavis

Mme Frulla (Marguerite-Bourgeoys) propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses plus sincères condoléances à la famille et aux amis de M. Pierre Ayott, célèbre artiste graveur québécois, décédé mardi soir à la suite d'un accident d'automobile.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, propose:

QUE cette Assemblée souligne la Semaine nationale du tourisme, qui se déroulera du 8 au 14 mai 1995 au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Benoit (Orford) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne le Mois de l'environnement 1995, qui se déroule tout au long du présent mois sous le thème «Les réserves écologiques: des habitats protégés au naturel».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de la santé mentale.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 70, Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bélanger, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 12 mai 1995, M. Paradis (Brome-Missisquoi) s'adressera à M. Campeau, ministre du Revenu, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant: «Les politiques et pratiques du ministère du Revenu du Québec».

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, informe l'Assemblée que Son Excellence le lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires.

Puis, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 60.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption du principe

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 86, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 86 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 86 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

4 mai 1995

À 17 h 41, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mardi 9 mai 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion d'amendement proposée par M. Campeau, ministre des Finances, à la motion de Mme Loisel (Saint-Henri—Sainte-Anne) débattue aux affaires inscrites par les députés de l'opposition:

(Vote n° 31)

POUR - 63

Barbeau	Carrier-Perreault	Harel	Morin
Baril	Charbonneau	Jolivet	(Nicolet-Yamask)
(Berthier)	(Borduas)	Julien	Paillé
Beaudoin	Charest	Jutras	Paquin
Beaulne	Chevrette	Kieffer	Paré
Beaumier	Côté	Lachance	Parizeau
Bégin	Désilets	Landry	Pelletier
Bertrand	Deslières	(Bonaventure)	Perreault
(Charlevoix)	Dion	Landry	Perron
Blackburn	Dionne-Marsolais	(Verchères)	Pinard
Blais	Doyer	Laprise	Rioux
Boisclair	Dufour	Le Hir	Rivard
Boucher	Facal	Lelièvre	Robert
Bourdon	Filion	Létourneau	Rochon
Brassard	Gagnon	Malavoy	Simard
Brien	Garon	Marois	Vermette
Campeau	Gaulin	Morin	
Caron	Gendron	(Dubuc)	

CONTRE - 42

Beaudet	Chagnon	Fournier	Lefebvre
Bélanger	Charbonneau	Frulla	LeSage
(Mégantic-Compton)	(Bourassa)	Gagnon-Tremblay	Loiselle
Benoit	Cherry	Gautrin	Maciocia
Bergman	Copeman	Gauvin	MacMillan
Bissonnet	Cusano	Gobé	Marsan
Bordeleau	Delisle	Houda-Pepin	Middlemiss
Bourbeau	Dumont	Johnson	Mulcair
Brodeur	Farrah	Kelley	Ouimet

4 mai 1995

Paradis
Parent

Quirion
Sirros

Thérien
Vaive

Vallières
Williams

ABSTENTION - 0

Sur la motion de Mme Loïselle (Saint-Henri—Sainte-Anne) débattue aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, telle qu'amendée:

(Vote n° 32)

(Identique au vote n° 31)

La séance est ouverte à 14 h 02.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Le Hir, ministre délégué à la Restructuration, dépose:

Un document de travail, préparé par MM. Mario Polese et Sylvain Lefebvre pour l'INRS-Urbanisation, intitulé *Souveraineté du Québec et localisation des fonctions administratives des entreprises*.

(Dépôt n° 330-950509)

M. le Président dépose:

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 4 mai 1995:

- Décision 731 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative;
- Décision 734 concernant le Règlement concernant les virements de crédits entre les programmes 1, 2 et 3 du budget de l'exercice financier 1994-1995;
- Décision 735 concernant le Règlement concernant la promotion du Secrétaire adjoint exécutif;

- Décision 739 concernant le Règlement concernant la rémunération additionnelle du pâtissier à la Direction des restaurants;
- Décision 740 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à une fonctionnaire de l'Assemblée nationale.

(Dépôt n° 331-950509)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, et sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE l'Assemblée procède à la présentation de trois motions sans préavis, à savoir:

- une motion de félicitations à M. Jacques Chirac par le Premier ministre;
- une motion pour souligner le 50^e anniversaire de la victoire des Alliés par le député de LaFontaine;
- une motion pour souligner la Semaine des centres d'hébergement par le député de Robert-Baldwin;

QUE pour chaque motion le débat soit limité à une intervention par groupe parlementaire, en plus de celle du député indépendant, il n'y ait pas de droit de réplique et la durée de chacune des interventions soit limitée à un maximum de cinq minutes;

QU'au terme de ces motions ou au plus tard à 15 h 45 l'Assemblée termine les affaires courantes et ses travaux soient ensuite suspendus jusqu'à 15 h 55 pour permettre au ministre des Finances de prononcer son discours du budget;

QUE les travaux de l'Assemblée se poursuivent au-delà de 18 heures, si nécessaire, afin de permettre l'application de l'article 271 du Règlement.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, M. Parizeau, premier ministre, propose:

QUE cette Assemblée adresse ses plus sincères félicitations au nouveau Président de la République française, M. Jacques Chirac, et profite de l'occasion pour remercier M. François Mitterrand de sa contribution au développement des relations franco-québécoises.

Après débat, la motion est adoptée.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, M. Gobé (LaFontaine) propose:

QU'à l'occasion du 50^e anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale l'Assemblée nationale souligne la contribution des milliers de compatriotes canadiens et québécois qui, au péril de leur vie, ont contribué à restaurer la liberté et la démocratie.

Après débat, la motion est adoptée.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, M. Marsan (Robert-Baldwin) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine provinciale des centres d'hébergement et de soins de longue durée, qui aura lieu du 7 au 13 mai et dont le thème est «Vivre ensemble», semaine à laquelle participeront 55 000 usagers et leurs familles, ainsi que 175 centres d'hébergement et de soins de longue durée publics et privés conventionnés.

Après débat, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 67, Loi modifiant, en matière de sûretés et de publicité des droits, la Loi sur l'application de la réforme du Code civil et d'autres dispositions législatives.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le mercredi 10 mai 1995, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Tremblay (Outremont). Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale déplore le manque de vision à long terme du ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie vis-à-vis du développement économique, scientifique et technologique du Québec, ainsi que son manque de confiance et de solidarité à l'endroit des possibilités des entrepreneurs québécois de contrôler leurs entreprises.

À 15 h 26, conformément à l'ordre adopté précédemment, la séance est suspendue jusqu'à 15 h 55.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Discours sur le budget

M. Campeau, ministre des Finances, prononce le discours sur le budget.

Au cours de son intervention, M. Campeau dépose, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, les documents suivants:

- le sommaire des opérations financières pour 1994-1995;
(Dépôt n° 332-950509)
- le sommaire des opérations financières pour 1995-1996;
(Dépôt n° 333-950509)
- un tableau indiquant l'incidence du budget fédéral de 1995 sur le déficit budgétaire et le solde des opérations courantes du gouvernement du Québec.
(Dépôt n° 334-950509)

À la fin de son intervention, M. Campeau propose que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

M. Bourbeau (Laporte) fait quelques commentaires au nom de l'opposition officielle.

À 17 h 59, sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 10 mai 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 02.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, propose que le projet de loi 63, Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Paillé propose que le projet de loi 63 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière.

L'amendement de M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, au projet de loi 63, Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec, est étudié et adopté en commission plénière.

Le projet de loi 63, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion d'adoption du projet de loi 63.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 63 est adopté.

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, propose que le projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Adoption du principe

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, propose que le principe du projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur les services correctionnels, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 74 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 74 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

À 12 h 58, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

94 Loi sur la Commission de la capitale nationale.

La motion est adoptée.

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

98 Loi sur les privilèges et immunités diplomatiques et consulaires.

La motion est adoptée.

M. Léonard, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

93 Loi modifiant la Loi sur les transports.

La motion est adoptée.

M. Garon, ministre de l'Éducation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

95 Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire.

La motion est adoptée.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

92 Loi modifiant le Code de procédure pénale.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

209 Loi concernant Société Gazoduc TQM.

(Dépôt n° 335-950510)

Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 209, Loi concernant Société Gazoduc TQM.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 209 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail et le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

224 Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec.
(Dépôt n° 336-950510)

M. Laprise (Roberval) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 224, Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 224 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail et le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

208 Loi concernant la Ville de Saint-Tite.
(Dépôt n° 337-950510)

M. Jolivet (Laviolette) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 208, Loi concernant la Ville de Saint-Tite.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 208 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

204 Loi concernant la Ville de Verdun.
(Dépôt n° 338-950510)

M. Gautrin (Verdun) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 204, Loi concernant la Ville de Verdun.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 204 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

223 Loi concernant le Village et la Paroisse de Saint-Anselme.

(Dépôt n° 339-950510)

M. Lachance (Bellechasse) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 223, Loi concernant le Village et la Paroisse de Saint-Anselme.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 223 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

240 Loi modifiant la Loi sur la Société mutuelle de réassurance du Québec.

(Dépôt n° 340-950510)

M. Rivard (Limoilou) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 240, Loi modifiant la Loi sur la Société mutuelle de réassurance du Québec.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 240 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et le ministre des Finances sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

203 Loi concernant la Ville de La Baie.

(Dépôt n° 341-950510)

M. Morin (Dubuc) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 203, Loi concernant la Ville de La Baie.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 203 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de documents

M. Chevette, leader du gouvernement, dépose:

Les réponses aux questions écrites de M. Gauthier (Verdun) concernant les sujets suivants:

- le taux de délivrance des diplômes pour les études post-secondaires au Québec — Question n° 9, *Feuilleton et préavis* du 10 mai 1995.

(Dépôt n° 342-950510)

- le soutien financier destiné aux étudiants de deuxième et troisième cycles des universités québécoises — Question n° 12, *Feuilleton et préavis* du 10 mai 1995.

(Dépôt n° 343-950510)

Les réponses aux questions écrites de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant les sujets suivants:

- les réalisations découlant de l'application des directives adressées à Urgences-santé en juin 1992 — Question n° 13, *Feuilleton et préavis* du 10 mai 1995.
(Dépôt n° 344-950510)
- les modalités relatives au renouvellement de l'entente entre Urgences-santé et ses médecins — Question n° 14, *Feuilleton et préavis* du 10 mai 1995.
(Dépôt n° 345-950510)
- les indicateurs résultant de l'application des directives transmises à Urgences-santé concernant le temps de réponse moyen (appel-arrivée sur les lieux) — Question n° 15, *Feuilleton et préavis* du 10 mai 1995.
(Dépôt n° 346-950510)

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, responsable du loisir et des sports, dépose:

Le rapport annuel de la Commission municipale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 347-950510)

Copie d'une lettre, en date du 10 mai 1995, qu'il adressait à M. René Marcil, président de la Fédération québécoise de hockey sur glace, concernant une décision de la fédération d'abaisser l'âge des joueurs dans les divisions du hockey mineur.

(Dépôt n° 348-950510)

M. Campeau, ministre des Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Association des courtiers et agents immobiliers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 349-950510)

Dépôts de rapports de commissions

M. Simard (Richelieu) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 15, 16, 17 et 23 mars et les 2, 3 et 4 mai 1995, a procédé à des consultations particulières sur la justice administrative.
(Dépôt n° 350-950510)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 86, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les parcs;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 75, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Tremblay (Outremont) propose:

QUE l'Assemblée nationale déplore le manque de vision à long terme du ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie vis-à-vis du développement économique, scientifique et technologique du Québec, ainsi que son manque de confiance et de solidarité à l'endroit des possibilités des entrepreneurs québécois de contrôler leurs entreprises.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: Dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste du temps consacré à ce débat; dans ce cadre, les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de M. Tremblay.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 17 h 55, M. Bélanger, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 11 mai 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 14 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 97 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.**

La motion est adoptée.

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 96 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.**

La motion est adoptée.

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 85 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale.

La motion est adoptée.

M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 87 Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.

La motion est adoptée.

- 89 Loi modifiant le Code des professions.

La motion est adoptée.

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 196 Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

- 239 Loi concernant Société de Fiducie La Métropolitaine du Canada.
(Dépôt n° 351-950511)

M. Gaulin (Taschereau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 239, Loi concernant Société de Fiducie La Métropolitaine du Canada.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 239 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail et le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

210 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

(Dépôt n° 352-950511)

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 210, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 210 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

238 Loi concernant certaines acquisitions par le Ste Marguerite Salmon Club et le Club de pêche Sainte-Marguerite.

(Dépôt n° 353-950511)

M. Gagnon (Saguenay) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 238, Loi concernant certaines acquisitions par le Ste Marguerite Salmon Club et le Club de pêche Sainte-Marguerite.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 238 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission des institutions et le ministre de la Justice sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de rapports de commissions

M. Simard (Richelieu) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 10 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 67 Loi modifiant, en matière de sûretés et de publicité des droits, la Loi sur l'application de la réforme du Code civil et d'autres dispositions législatives
— Rapporté avec amendements.

(Dépôt n° 354-950511)

M. Vallières (Richmond) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 10 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 86 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux — Rapporté avec un amendement.

(Dépôt n° 355-950511)

Dépôts de pétitions

M. Brouillet (Chauveau) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 282 membres du Syndicat du personnel de l'enseignement de Chauveau, concernant les régimes de retraite.

(Dépôt n° 356-950511)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, lors de la séance du 10 mai 1995, sur la motion de Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, proposant l'adoption du projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 33 en annexe)

Pour : 98 Contre : 0 Abstention : 0

Puis, l'Assemblée procède au vote reporté lors de cette même séance, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sur la motion présentée par M. Tremblay (Outremont). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale déplore le manque de vision à long terme du ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie vis-à-vis du développement économique, scientifique et technologique du Québec, ainsi que son manque de confiance et de solidarité à l'endroit des possibilités des entrepreneurs québécois de contrôler leurs entreprises.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 34 en annexe)

Pour : 37 Contre : 59 Abstention : 0

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 178 du Règlement, M. Chevrette, leader du gouvernement, propose:

QUE l'Assemblée nationale constitue une commission spéciale ayant pour mandat de procéder à des consultations particulières sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, à compter du mardi 23 mai 1995 et qu'à cette fin cette commission spéciale entende les organismes suivants:

- Assemblée des évêques du Québec
- Association des entrepreneurs en construction du Québec
- Association des hôpitaux du Québec
- Association des hôtels du Grand Montréal
- Association des industries des portes et fenêtres du Québec
- Association des services externes de main-d'oeuvre (ASEMO)
- Association des professionnels en ressources humaines du Québec
- Association des manufacturiers du Québec (AMQ)
- Association des restaurateurs du Québec
- Association de coordination des organismes régionaux de développement (ACORD)
- Association des formateurs privés du Québec
- Association des détaillants en alimentation (ADA)
- Association des industries forestières du Québec
- Association minière du Québec
- Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ)
- Centrale des syndicats démocratiques (CSD)
- Centre des jeunes dirigeants
- Chambre de commerce du Montréal métropolitain
- Chambre de commerce du Québec
- Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain
- Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre
- Confédération nationale des cadres du Québec (CNCQ)
- Confédération des syndicats nationaux (CSN)
- Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ)
- Conseil canadien de la distribution alimentaire
- Conseil de la science et de la technologie
- Conseil permanent de la jeunesse
- Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)

- Conseil des communautés culturelles et de l'immigration
- Conseil québécois du commerce de détail
- Conseil supérieur de l'éducation
- Conseil du patronat du Québec (CPQ)
- Fédération des CEGEPS
- Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)
- Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)
- Fédération des femmes du Québec (FFQ)
- Fédération canadienne des entreprises indépendantes (FCEI)
- Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ)
- Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA)
- Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec
- Société pour la formation en éducation continue
- Table des corporations de développement économique et communautaire
- Table des responsables de l'éducation des adultes des commissions scolaires du Québec
- Union des municipalités du Québec

QUE cette commission spéciale procède, après l'adoption du principe dudit projet de loi, à son étude détaillée;

QUE la composition de cette commission spéciale soit de dix-sept membres, dont dix provenant du groupe parlementaire formant le gouvernement, incluant le député de Fabre, et six provenant du groupe de l'opposition officielle, incluant le député d'Outremont, et le député indépendant;

QUE cette commission spéciale soit présidée par le député de Fabre et que le député d'Outremont en soit le vice-président et qu'ils forment, avec le secrétaire de la commission, le comité directeur de la commission spéciale;

QUE la liste des membres formant cette commission spéciale soit déposée à cette Assemblée au plus tard le 18 mai 1995;

QUE pour les consultations particulières une période de trente minutes soit prévue pour les remarques préliminaires, partagées également entre la ministre de l'Emploi et ministre d'État à la concertation et le porte-parole de l'opposition officielle;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de vingt minutes et l'échange avec les membres de la commission spéciale soit d'une durée maximale de quarante minutes, partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition;

QUE la ministre de l'Emploi et ministre d'État à la concertation soit membre de ladite commission pour la durée du mandat;

QUE les organismes transmettent au secrétariat des commissions leurs mémoires au plus tard le 19 mai 1995.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Jolivet (Laviolette), au nom de M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose:

QUE cette Assemblée souligne la tenue de la Semaine de l'arbre, activité permettant aux Québécoises et Québécois de mieux connaître l'importance économique et récréative de la forêt.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) propose:

QUE cette Assemblée offre ses plus sincères condoléances à la famille de M. Marcel Gamache, qui s'est illustré comme auteur dramatique et comédien plus particulièrement à la télévision.

' Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Brodeur (Shefford) propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite M. Réjean Ménard pour le titre qu'il reçoit aujourd'hui, soit celui de médecin de famille de l'année au Canada.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevrette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les parcs;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 80, Loi sur les huissiers de justice;
- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 70, Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 19 mai 1995, M. Gauthrin (Verdun) s'adressera à M. Garon, ministre de l'Éducation, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant: «La situation de l'enseignement collégial au Québec».

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours du budget

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de M. Campeau, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

À la fin de son intervention, M. Bourbeau (Laporte) propose:

QUE cette Assemblée condamne sévèrement le gouvernement péquiste pour avoir présenté un budget peu crédible, non transparent et partisan et pour son obsession référendaire qui constitue réellement sa seule priorité.

M. le Président interrompt le débat et informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la première partie de ce débat qui est d'une durée de treize heures trente minutes:

Une période de six heures trente-cinq minutes est réservée au groupe formant le gouvernement, incluant le discours sur le budget.

Une période de six heures trente-cinq minutes est également réservée à l'opposition officielle, incluant le discours que vient de prononcer le critique financier de l'opposition officielle et les commentaires qu'il a faits mardi dernier immédiatement après le discours du budget du ministre des Finances.

Vingt minutes sont réservées au député indépendant.

Le temps de parole accordé à chaque député sera d'un maximum de vingt minutes. Toutefois, il sera permis au Premier ministre et au chef de l'opposition officielle d'intervenir pour une durée maximale de trente minutes.

Puis, le débat se poursuit sur la motion de M. Campeau, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur la motion de censure présentée par M. Bourbeau (Laporte).

À 17 h 57, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 02.

Débat sur le discours du budget

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Campeau, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur la motion de censure présentée par M. Bourbeau (Laporte).

À la fin de son intervention, Mme Delisle (Jean-Talon) propose:

QUE l'Assemblée nationale dénonce le gouvernement péquiste pour avoir renié son engagement électoral de ne pas réduire la taille de la fonction publique et de continuer à prétendre que la sécurité d'emploi dans le secteur public ne sera pas remise en question, alors que le budget 1995-1996 du ministre des Finances conduira à des coupures massives au sein du secteur public québécois, coupures qui seront sans doute effectuées seulement après le référendum comme le gouvernement péquiste l'avait fait en 1982.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François) propose:

QUE l'Assemblée nationale condamne et blâme sévèrement le gouvernement du Parti Québécois pour les effets désastreux de son budget sur la création d'emplois et la lutte au chômage et pour avoir choisi la capitulation comme stratégie économique en priorisant son option de la séparation du Québec à la création d'emplois.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient les deux débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, sur une question adressée par M. Johnson, chef de l'opposition officielle, à Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, au nom de M. Campeau, ministre des Finances, concernant son recours au chantage et à la menace dans la présentation de son budget;
- le deuxième, sur une question adressée par M. Marsan (Robert-Baldwin) à M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant les fermetures dans le réseau de la santé à Montréal.

M. Paradis, leader de l'opposition officielle, ayant demandé une directive sur l'application de l'article 212 du Règlement à l'occasion d'un débat de fin de séance, M. Brouillet, vice-président, prend la question en délibéré.

À 22 h 59, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 16 mai 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, proposant l'adoption du projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires:

(Vote n° 33)

POUR - 98

Barbeau	Charbonneau	Gauvin	Morin
Baril	(Borduas)	Gobé	(Dubuc)
(Berthier)	Charbonneau	Harel	Morin
Beaudet	(Bourassa)	Houda-Pepin	(Nicolet-Yamaska)
Beaudoin	Charest	Johnson	Mulcair
Beaulne	Cherry	Jolivet	Paquin
Beaumier	Chevrette	Julien	Paradis
Bégin	Copeman	Jutras	Paré
Bélanger	Côté	Kieffer	Parent
(Anjou)	Cusano	Lachance	Parizeau
Bergman	Delisle	Lafrenière	Perreault
Bertrand	Désilets	Landry	Pinard
(Charlevoix)	Dion	(Bonaventure)	Poulin
Bissonnet	Dionne-Marsolais	Laprise	Quirion
Blackburn	Doyer	Laurin	Rioux
Boisclair	Dufour	Le Hir	Rivard
Bordeleau	Dumont	Leduc	Robert
Boulerice	Facal	Lefebvre	Rochon
Bourbeau	Farrah	Lelièvre	Simard
Bourdon	Filion	Léonard	Sirros
Brassard	Fournier	Létourneau	Thérien
Brien	Frulla	Loiselle	Tremblay
Brodeur	Gagnon	Maciocia	Vaive
Brouillet	Gagnon-Tremblay	MacMillan	Vallières
Campeau	Garon	Marois	Vermette
Caron	Gaulin	Marsan	
Carrier-Perreault	Gautrin	Ménard	

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

Sur la motion de M. Tremblay (Outremont) débattue aux affaires inscrites par les députés de l'opposition:

(Vote n° 34)

POUR - 37

Beaudet	Cusano	Houda-Pepin	Parent
Bergman	Delisle	Johnson	Poulin
Bissonnet	Dumont	Lafrenière	Quirion
Bordeleau	Farrah	Lefebvre	Sirros
Bourbeau	Fournier	Loiselle	Thérien
Brodeur	Frulla	Maciocia	Tremblay
Charbonneau	Gagnon-Tremblay	MacMillan	Vaive
(Bourassa)	Gautrin	Marsan	Vallières
Cherry	Gauvin	Mulcair	
Copeman	Gobé	Paradis	

CONTRE - 59

Barbeau	Brassard	Doyer	Landry
Baril	Brien	Dufour	(Bonaventure)
(Berthier)	Campeau	Facal	Laprise
Beaudoin	Caron	Filion	Laurin
Beaulne	Carrier-Perreault	Gagnon	Le Hir
Beaumier	Charbonneau	Garon	Leduc
Bégin	(Borduas)	Gaulin	Lelièvre
Bertrand	Charest	Harel	Léonard
(Charlevoix)	Chevrette	Jolivet	Létourneau
Blackburn	Côté	Julien	Marois
Boisclair	Désilets	Jutras	Ménard
Boulerice	Dion	Kieffer	Morin
Bourdon	Dionne-Marsolais	Lachance	(Dubuc)

11 mai 1995

Morin
(*Nicolet-Yamaska*)
Paquin
Paré

Parizeau
Perreault
Pinard
Rioux

Rivard
Robert
Rochon
Simard

Vermette

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 14 h 07.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, fait une déclaration concernant des propos tenus par le Directeur général des élections en rapport avec l'application de la *Loi électorale*, particulièrement pour ce qui a trait au programme de support à l'action bénévole et au programme triennal de voirie locale.

Dépôts de documents

M. Parizeau, premier ministre, dépose:

Copie de trois lettres, en date des 2, 9 et 15 mai 1995, échangées entre Me André Joli-Coeur, du groupe Joli-Coeur, Lacasse, Lemieux, Simard, St-Pierre, et Me Marcel Aubut, président du Club de hockey Les Nordiques, concernant une offre du gouvernement du Québec pour venir en aide à ce club.

(Dépôt n° 357-950516)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 825 membres du Syndicat de l'enseignement du Haut-Richelieu, par M. Paquin (Saint-Jean);
(Dépôt n° 358-950516)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 360 membres du Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage, par M. Dumont (Rivière-du-Loup).
(Dépôt n° 359-950516)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

Mme Marois, ministre responsable de la Famille, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale des familles, le 15 mai 1995, en reconnaissant le rôle primordial de la famille dans la société québécoise.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Kelley (Jacques-Cartier) propose:

QUE l'Assemblée nationale, en cette Semaine provinciale des services de garde, souligne l'importance des services de garde pour la conciliation de la vie familiale avec le travail des parents et qu'elle reconnaisse l'apport du travail des éducatrices dans le développement optimal des jeunes enfants.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 80, Loi sur les huissiers de justice;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les parcs, et d'étudier en détail le projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de la culture se réunira afin de faire le point sur la progression du mandat d'initiative relatif à l'autoroute de l'information.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le mercredi 17 mai 1995, si la première étape de treize heures trente minutes du débat prioritaire sur le discours du budget est terminée, l'Assemblée procédera, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition, au débat sur la motion de M. Johnson, chef de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit :

QUE cette Assemblée exige du ministre de la Santé et des Services sociaux qu'il suspende sa contre-réforme et qu'il consulte adéquatement les intervenants et la population sur les impacts catastrophiques pour la région de Montréal et pour toutes les régions du Québec des fermetures d'hôpitaux annoncées et à venir.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours du budget

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Campeau, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions de censure présentées par M. Bourbeau (Laporte), Mme Delisle (Jean-Talon) et Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François).

À la fin de son intervention, M. Johnson, chef de l'opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale condamne le gouvernement du Parti Québécois pour avoir placé le budget à l'avant-plan de sa démarche référendaire, négligeant ainsi l'économie et l'emploi, refusant de s'attaquer à la réduction des dépenses et oubliant la famille, les personnes âgées et les jeunes notamment.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Tremblay (Outremont) propose:

QUE l'Assemblée nationale admoneste le gouvernement du Parti Québécois d'avoir capitulé face à l'ampleur du défi, de s'avouer vaincu en acceptant, dans une conjoncture économique favorable, un taux de chômage totalement scandaleux pour les jeunes et les moins jeunes et somme le ministre des Finances de refaire ses devoirs.

Le débat se poursuit.

À 17 h 59, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 01.

Débat sur le discours du budget

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Campeau, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions de censure présentées par M. Bourbeau (Laporte), Mme Delisle (Jean-Talon), Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François), M. Johnson, chef de l'opposition officielle et M. Tremblay (Outremont).

Débats de fin de séance

M. Brouillet, vice-président, donne la directive suivante en rapport avec une demande faite, lors de la séance du 11 mai 1995, par M. Paradis, leader de l'opposition officielle, concernant l'application de l'article 212 du Règlement à l'occasion d'un débat de fin de séance:

DIRECTIVE DE LA PRÉSIDENTE

L'article 212 du Règlement s'applique à l'occasion d'un débat de fin de séance pour les motifs suivants:

- 1° le débat de fin de séance n'est pas un prolongement de la période de questions et réponses orales, même s'il tire sa source d'un sujet qui y a été soulevé; il s'agit d'un débat au même titre que les autres débats qui peuvent être soulevés aux affaires du jour;
- 2° l'exercice d'un droit de réplique n'écarte pas la possibilité de recourir à l'article 212 du Règlement, quel que soit le débat en cause.

Puis, l'Assemblée tient les trois débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, sur une question adressée par Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François) à M. Campeau, ministre des Finances, concernant les priorités gouvernementales quant aux différentes coupures et taxes annoncées;
- le deuxième, sur une question adressée par M. Beaudet (Argenteuil) à M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant l'efficacité des contrôles à la Régie de l'assurance-maladie;
- le troisième, sur une question adressée par M. Gobé (LaFontaine) à Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, concernant le congédiement du président de la Régie des installations olympiques.

À 23 h 02, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 17 mai 1995, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mardi 16 mai 1995, à 16 h 05, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Brouillet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Boucher (Johnson), le représentant du Premier ministre, de M. Quirion (Beauce-Sud), le représentant du Chef de l'opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 60 Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires;
- 63 Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec;
- 66 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les terres du domaine public.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 08.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours du budget

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Campeau, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions de censure présentées par M. Bourbeau (Laporte), Mme Delisle (Jean-Talon), Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François), M. Johnson, chef de l'opposition officielle, et M. Tremblay (Outremont).

Treize heures trente minutes s'étant écoulées depuis le début du discours de M. Campeau, ministre des Finances, conformément à l'article 275 du Règlement, le débat est suspendu à l'Assemblée et se poursuivra à la Commission du budget et de l'administration.

À 13 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

243 Loi concernant la municipalité de Saint-Nicéphore — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée mais ne peut être adopté avant le 23 juin 1995.
(Dépôt n° 360-950517)

M. Jutras (Drummond) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 243, Loi concernant la municipalité de Saint-Nicéphore.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 243 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de documents

Conformément à la motion adoptée au cours de la séance du jeudi 11 mai 1995, M. Jolivet, whip en chef du gouvernement, dépose:

La liste des membres du groupe parlementaire formant le gouvernement qui composeront la commission spéciale chargée d'étudier le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle.

(Dépôt n° 361-950517)

Cette liste est adoptée.

Conformément à la motion adoptée au cours de la séance du jeudi 11 mai 1995, M. Farrah, whip en chef de l'opposition officielle, dépose:

La liste des membres du groupe parlementaire formant l'opposition officielle qui composeront la commission spéciale chargée d'étudier le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle.

(Dépôt n° 362-950517)

Cette liste est adoptée.

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de la Société générale de financement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 363-950517)

Dépôts de rapports de commissions

M. Simard (Richelieu) dépose:

Les rapports de la Commission des institutions qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Le 10 mai 1995:

- 75 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 364-950517)

Le 16 mai 1995:

- 80 Loi sur les huissiers de justice — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 365-950517)

M. Williams (Nelligan) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 3 mai 1995, a procédé à des consultations particulières sur le projet de loi 70, Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance.

(Dépôt n° 366-950517)

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 4, 9 et 16 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi :

- 70 Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance — Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 367-950517)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 1180 membres du Syndicat de l'enseignement de Lanaudière, par Mme Caron (Terrebonne);

(Dépôt n° 368-950517)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 396 citoyens et citoyennes de la Haute-Côte-Nord, par M. Gagnon (Saguenay).

(Dépôt n° 369-950517)

M. Rivard (Limoilou) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 12 citoyens et citoyennes de Québec, concernant le club de hockey Les Nordiques.

(Dépôt n° 370-950517)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

Avec la permission de M. le Président, M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et député de Prévost, intervient sur un fait personnel pour nier des accusations qui auraient été portées contre lui et qui le concernent en tant que membre de l'Assemblée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Paillé dépose:

Copie d'une lettre, en date du 13 janvier 1995, qu'il adressait à M. Pierre Bourque, maire de la ville de Montréal, concernant un problème de zonage qui le touche en sa qualité de résident de cette ville.

(Dépôt n° 371-950517)

Copie d'une lettre, en date du 28 février 1995, qu'il adressait à M. Pierre Bourque, maire de la ville de Montréal, en remplacement de sa lettre précédente.

(Dépôt n° 372-950517)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le Président, M. Johnson, chef de l'opposition officielle, retire certains propos non parlementaires.

M. Chevette, leader du gouvernement, soulève une question de privilège relativement à des propos tenus antérieurement, au cours de la période de questions et réponses orales, par M. Johnson, chef de l'opposition officielle.

M. le Président prend la question en délibéré.

Motions sans préavis

Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 25^e anniversaire de Communication-Québec en rappelant son rôle majeur et indispensable de lien entre les programmes et les services de l'État et la population québécoise.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des institutions entende, le mardi 23 mai 1995, de 10 heures à midi, à la salle Louis-Joseph-Papineau, le Directeur général des élections, afin qu'il explique la teneur des propos tenus à la conférence de presse du 15 mai dernier, et que le ministre responsable de la Réforme électorale soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Cette motion est adoptée.

M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QUE, conformément à la motion adoptée le jeudi 11 mai 1995, la commission spéciale, dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, entende les organismes suivants:

- la Fédération des entreprises aide-temporaire
- Cascades inc.
- l'Association provinciale des constructeurs d'habitation du Québec
- la Corporation des coiffeurs et coiffeuses du Québec
- le Mouvement action-chômage

QUE les modalités des consultations soient identiques à celles de la motion du 11 mai 1995.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 235, Loi modifiant la Loi concernant Le Club de Golf Boucherville; le projet de loi 202, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société de Saint Vincent de Paul de Québec, et le projet de loi 240, Loi modifiant la Loi sur la Société mutuelle de réassurance du Québec;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre le débat sur le discours du budget;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les parcs.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de l'Assemblée nationale se réunira afin de statuer sur diverses affaires.
-

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Johnson, chef de l'opposition officielle, propose:

QUE cette Assemblée exige du ministre de la Santé et des Services sociaux qu'il suspende sa contre-réforme et qu'il consulte adéquatement les intervenants et la population sur les impacts catastrophiques pour la région de Montréal et pour toutes les régions du Québec des fermetures d'hôpitaux annoncées et à venir.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: Dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste du temps consacré à ce débat; dans ce cadre, les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de M. Johnson.

Le débat terminé, M. Bélanger, vice-président, met aux voix la motion de M. Johnson, chef de l'opposition officielle; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 35 en annexe)

Pour : 40 Contre : 57 Abstention : 0

17 mai 1995

À 18 h 12, M. Bélanger, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 18 mai 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de M. Johnson, chef de l'opposition officielle, débattue aux affaires inscrites par les députés de l'opposition:

(Vote n° 35)

POUR - 40

Beaudet	Chenail	Gautrin	Paradis
Bélanger	Cherry	Gobé	Parent
(Mégantic-Compton)	Ciaccia	Houda-Pepin	Poulin
Bergman	Copeman	Johnson	Quirion
Bissonnet	Cusano	Kelley	Sirros
Bordeleau	Delisle	Lafrenière	Thérien
Bourbeau	Dionne	Lefebvre	Tremblay
Brodeur	Farrah	Loiselle	Vallières
Chagnon	Fournier	Maciocia	Williams
Charbonneau	Frulla	MacMillan	
(Bourassa)	Gagnon-Tremblay	Marsan	

CONTRE - 57

Barbeau	Charest	Lachance	Paquin
Baril	Chevrette	Landry	Paré
(Berthier)	Cliche	(Bonaventure)	Payne
Beaulne	Côté	Laprise	Pelletier
Bertrand	Désilets	Laurin	Perreault
(Charlevoix)	Deslières	Leduc	Perron
Blais	Dion	Lelièvre	Pinard
Boisclair	Dionne-Marsolais	Léonard	Rioux
Boucher	Doyer	Létourneau	Rivard
Bourdon	Dufour	Malavoy	Robert
Brien	Gagnon	Ménard	Rochon
Campeau	Gaulin	Morin	Signori
Caron	Jolivet	(Dubuc)	Simard
Carrier-Perreault	Julien	Morin	Trudel
Charbonneau	Jutras	(Nicolet-Yamaska)	Vermette
(Borduas)	Kieffer	Paillé	

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 14 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. le Président communique à l'Assemblée la directive qu'il avait annoncée au cours de la séance du 3 mai 1995 et relative au dépôt de vidéocassettes.

DIRECTIVE DE LA PRÉSIDENCE

À court et à moyen terme, seuls des documents écrits pourront être déposés à l'Assemblée, notamment pour les motifs suivants:

- les documents audiovisuels contenant de l'information peuvent être transcrits sur support papier en vue de leur dépôt;
- l'Assemblée nationale ne dispose pas actuellement des moyens d'entreposage nécessaires à la conservation, dans de bonnes conditions, des documents audiovisuels sur support magnétique.

M. le Président prend en délibéré une demande de directive de M. Tremblay (Outremont) concernant l'application de la directive qu'il vient d'émettre dans le cas des commissions parlementaires.

M. Campeau, ministre des Finances, dépose:

Le rapport annuel du Fonds d'indemnisation du courtage immobilier, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 373-950518)

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Bordeleau (Acadie) concernant l'allocation et l'utilisation des limousines dans le gouvernement actuel — Question n° 5, *Feuilleton et préavis* du 17 mai 1995.

(Dépôt n° 374-950518)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, dépose:

Un extrait de la transcription d'une conférence de presse donnée le 25 novembre 1994 par le Premier ministre du Québec, M. Jacques Parizeau, au sujet de la démission de Mme Malavoy (Sherbrooke) du Conseil des ministres, accompagné d'un article publié le 1^{er} décembre 1994 dans le *Journal de Québec*.

(Dépôt n° 375-950518)

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, dépose:

Un extrait de la transcription d'une conférence de presse donnée le 15 mai 1995 par le Directeur général des élections du Québec, M. Pierre-F. Côté, au sujet d'infractions à la *Loi électorale*.

(Dépôt n° 376-950518)

Dépôts de rapports de commissions

M. le Président dépose:

Les rapports des commissions permanentes qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1995-1996.

(Dépôt n° 377-950518)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 16 et 17 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi:

68 Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 378-950518)

Dépôts de pétitions

Mme Barbeau (Vanier) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 734 membres du Syndicat du personnel de l'enseignement du Nord de la Capitale, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

(Dépôt n° 379-950518)

À la demande de M. le Président, M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Maciocia (Viger) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 201 professionnels du Centre hospitalier Maisonneuve-Rosemont, concernant la restructuration du réseau des hôpitaux affiliés à l'Université de Montréal.

(Dépôt n° 380-950518)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 17 mai 1995, qu'il adressait aux signataires de la pétition qui vient d'être déposée par le député de Viger apportant des précisions sur le rôle du Centre hospitalier Maisonneuve-Rosemont.

(Dépôt n° 381-950518)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Dumont (Rivière-du-Loup) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 898 membres de l'Association des transporteurs en vrac de l'Outaouais et citoyens de l'Outaouais, concernant l'engagement de camionneurs-artisans membres de cette association pour les travaux de construction du casino de Hull.

(Dépôt n° 382-950518)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre le débat sur le discours du budget;
- la Commission des institutions, afin d'entendre le Directeur général des élections conformément à la motion adoptée à la séance du mercredi 17 mai 1995;
- la commission spéciale, afin d'entreprendre ses consultations particulières sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle.

Motions sans préavis

M. Parizeau, premier ministre et ministre de la Culture et des Communications, propose:

QUE les membres de l'Assemblée nationale se joignent à moi pour souligner la Journée internationale des musées, qui célèbre ces vitrines de la vitalité artistique et culturelle des peuples, et remercient tous ceux et celles qui contribuent au rayonnement de la muséologie québécoise.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. MacMillan (Papineau) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec rende hommage à l'homme, au sportif et à l'exemple qu'a été Hector «Toe» Blake pour de nombreux Québécois et Québécoises pendant sa carrière de joueur et d'entraîneur pour les Canadiens de Montréal et qu'elle offre ses condoléances à sa famille ainsi qu'à ses proches et amis.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Marsan (Robert-Baldwin) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne et reconnaisse le dévouement des membres du plus important ordre professionnel du Québec, l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, qui célèbre cette année son 75^e anniversaire et qui célébrait la Journée internationale de l'infirmière le 12 mai dernier.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Brouillet, vice-président, prend en délibéré une demande de directive de M. Paquin (Saint-Jean) sur l'application de la directive du Président relative au dépôt de vidéocassettes à l'Assemblée, notamment dans les cas prévus aux articles 59 et 214 du Règlement.

Puis, M. Brouillet, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 26 mai 1995, M. Gobé (LaFontaine) s'adressera à Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant : «Les études de la Régie des installations olympiques relatives à la construction du toit du Stade olympique de Montréal».

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose que le principe du projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur l'administration provisoire du Comité paritaire de l'industrie du verre plat et de la Corporation de formation des vitriers et travailleurs du verre du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi 84 est adopté.

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, fait motion pour que le projet de loi 84 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Cette motion est adoptée à la majorité des voix.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bégin, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi 79, Loi sur la Commission des droits de la personne et de la protection des droits de la jeunesse, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi 79 est adopté.

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, fait motion pour que le projet de loi 79 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Cette motion est adoptée à la majorité des voix.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 86, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption du principe

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

M. Bélanger, vice-président, informe l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance sur une question adressée par Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata) à M. Garon, ministre de l'Éducation, concernant l'établissement d'une université autonome dans le comté de Lévis.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, le débat est reporté à la séance du mardi 23 mai 1995.

À 18 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 01.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, M. Vallières (Richmond) propose la motion de scission suivante:

QU'en vertu de l'article 241 du Règlement le projet de loi 85 soit scindé en deux projets de loi: un premier intitulé Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles, comprenant l'alinéa 5 du paragraphe 3 de l'article 1 ainsi que l'article 15, et un deuxième projet de loi intitulé Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale, comprenant les paragraphes 1, 2, 3, 4^e alinéa, 4 et 5 de l'article 1 et les articles 2 à 15.

Après une suspension de la séance, M. Brouillet, vice-président, autorise quelques remarques sur la recevabilité de la motion de scission de M. Vallières.

À 22 heures, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 23 mai 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 14 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. le Président dépose:

La décision suivante du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 11 mai 1995:

- Décision 745 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations vestimentaires, les uniformes et les vêtements spéciaux.**

(Dépôt n° 383-950523)

Dépôts de rapports de commissions

M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 17, 18 et 23 mai 1995, a poursuivi le débat sur le discours du budget.

(Dépôt n° 384-950523)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président rend la décision suivante sur la recevabilité d'une question de privilège soulevée par M. Chevette, leader du gouvernement, à la période de questions de la séance du mercredi 17 mai 1995 concernant des propos tenus antérieurement, au cours de cette période de questions, par M. Johnson, chef de l'opposition officielle:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La question de privilège est irrecevable à ce stade-ci. Elle n'a pas été signalée, comme le requiert l'article 69 du Règlement, tout de suite après le fait, c'est-à-dire sans délai après que les paroles qui auraient donné lieu à la question de privilège eurent été prononcées. Toutefois, un avis écrit pour signaler la question de privilège est toujours possible.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Thérien (Bertrand) propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses félicitations aux Éditions du Noroît de Saint-Hippolyte, lauréate du premier prix littéraire dans les deux catégories suivantes: Livre général et Poésie et livre à tirage limité (bibliophilie), dans le cadre du concours de la Alcuin Society Citation, prix qui, pour la première fois, est décerné à une maison d'édition littéraire québécoise.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 79, Loi sur la Commission des droits de la personne et de la protection des droits de la jeunesse;
- la commission spéciale, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission des affaires sociales se réunira afin d'entendre le Vérificateur général sur le document intitulé *Déficiences toujours présentes et signalées dans les rapports du Vérificateur général des années 1989 à 1993, concernant les organismes publics qui relèvent de la Commission des affaires sociales.*

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le mercredi 24 mai 1995, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de Mme Frulla (Marguerite-Bourgeoys). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement du Parti Québécois qu'il honore ses engagements électoraux envers la population de la région de Montréal.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours du budget

L'Assemblée reprend le débat, suspendu le mercredi 17 mai 1995, sur la motion de M. Campeau, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions de censure présentées par M. Bourbeau (Laporte), Mme Delisle (Jean-Talon), Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François), M. Johnson, chef de l'opposition officielle et M. Tremblay (Outremont).

Le débat sur le discours du budget prend fin.

Crédits budgétaires

L'Assemblée entreprend le débat restreint sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1995-1996.

Avant que le débat ne s'engage, M. Bélanger, vice-président, à la suite d'une réunion avec les leaders des groupes parlementaires, répartit ainsi le temps de parole pour ce débat restreint: dix minutes sont accordées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat ; dans ce cadre, les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1995-1996.

À 17 h 58, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 06.

Crédits budgétaires

L'Assemblée poursuit le débat restreint sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1995-1996.

Ce débat terminé, des votes par appel nominal sont exigés sur les motions de censure et sur la motion de M. Campeau, ainsi que sur les rapports regroupés des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1995-1996 et sur le projet de loi de crédits qui y fait suite.

Est d'abord mise aux voix la motion de M. Bourbeau (Laporte). Cette motion de censure se lit comme suit:

QUE cette Assemblée condamne sévèrement le gouvernement péquiste pour avoir présenté un budget peu crédible, non transparent et partisan et pour son obsession référendaire qui constitue réellement sa seule priorité.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 36 en annexe)

Pour : 38 Contre : 63 Abstention : 0

Est ensuite mise aux voix la motion de Mme Delisle (Jean-Talon). Cette motion de censure se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale dénonce le gouvernement péquiste pour avoir renié son engagement électoral de ne pas réduire la taille de la fonction publique et de continuer à prétendre que la sécurité d'emploi dans le secteur public ne sera pas remise en question, alors que le budget 1995-1996 du ministre des Finances conduira à des coupures massives au sein du secteur public québécois, coupures qui seront sans doute effectuées seulement après le référendum comme le gouvernement péquiste l'avait fait en 1982.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 37 en annexe)

Pour : 38 Contre : 63 Abstention : 0

Est ensuite mise aux voix la motion de Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François). Cette motion de censure se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale condamne et blâme sévèrement le gouvernement du Parti Québécois pour les effets désastreux de son budget sur la création d'emplois et la lutte au chômage et pour avoir choisi la capitulation comme stratégie économique en priorisant son option de la séparation du Québec à la création d'emplois.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 38 en annexe)

Pour : 38 Contre : 63 Abstention : 0

Est ensuite mise aux voix la motion de M. Johnson, chef de l'opposition officielle. Cette motion de censure se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale condamne le gouvernement du Parti Québécois pour avoir placé le budget à l'avant-plan de sa démarche référendaire, négligeant ainsi l'économie et l'emploi, refusant de s'attaquer à la réduction des dépenses et oubliant la famille, les personnes âgées et les jeunes notamment.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 39 en annexe)

Pour : 38 Contre : 63 Abstention : 0

Est ensuite mise aux voix la motion de M. Tremblay (Outremont). Cette motion de censure se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale admoneste le gouvernement du Parti Québécois d'avoir capitulé face à l'ampleur du défi, de s'avouer vaincu en acceptant, dans une conjoncture économique favorable, un taux de chômage totalement scandaleux pour les jeunes et les moins jeunes et somme le ministre des Finances de refaire ses devoirs.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 40 en annexe)

Pour : 38 Contre : 63 Abstention : 0

Est enfin mise aux voix la motion de M. Campeau, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 41 en annexe)

Pour : 62 Contre : 38 Abstention : 1

Puis, l'Assemblée procède au vote sur les rapports regroupés des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1995-1996.

Ces rapports sont adoptés par le vote suivant:

(Vote n° 42 en annexe)

Pour : 62 Contre : 38 Abstention : 1

M. Campeau, ministre des Finances, présente le projet de loi 91, Loi n° 3 sur les crédits, 1995-1996, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté; et

QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 43 en annexe)

Pour : 62 Contre : 38 Abstention : 1

En conséquence, le projet de loi 91 est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le principe du projet de loi 96, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 22 heures, le débat est ajourné.

Débats de fin de séance

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 312 du Règlement, l'Assemblée tient les trois débats de fin de séance précédemment annoncés, ainsi que le débat de fin de séance reporté lors de la séance du jeudi 18 mai 1995:

- le premier, sur une question adressée par M. Gautrin (Verdun) à M. Garon, ministre de l'Éducation, concernant les propos qu'a tenus le député de Matane sur l'enseignement collégial;
- le deuxième, sur une question adressée par M. Tremblay (Outremont) à M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, concernant l'entreprise Biolyse, fabricant du médicament Taxol contre le cancer;
- le troisième, sur une question adressée par Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata) à M. Garon, ministre de l'Éducation, concernant l'établissement d'une université autonome dans le comté de Lévis;
- le quatrième, sur une question adressée par M. Mulcair (Chomedey) à M. Bégin, ministre de la Justice, concernant la réforme de l'aide juridique.

Au cours du premier débat de fin de séance, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Gautrin (Verdun) dépose:

Un extrait des épreuves du *Journal des débats*, en date du 19 mai 1995, rapportant certains propos du député de Matane, M. Matthias Rioux, à la Commission de l'éducation.

(Dépôt n° 385-950523)

À 22 h 47, M. Bélanger, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 24 mai 1995, à 10 heures.

Le Président

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de censure de M. Bourbeau (Laporte):

(Vote n° 36)

POUR - 38

Bélanger	Cherry	Kelley	Quirion
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Copeman	Lefebvre	Sirros
Benoit	Delisle	LeSage	Thérien
Bergman	Dionne	Maciocia	Tremblay
Bissonnet	Farrah	MacMillan	Vaive
Bordeleau	Frulla	Middlemiss	Vallières
Brodeur	Gagnon-Tremblay	Mulcair	Williams
Chagnon	Gautrin	Ouimet	
Charbonneau	Gauvin	Paradis	
(<i>Bourassa</i>)	Gobé	Parent	
Chenail	Johnson	Poulin	

CONTRE - 63

Barbeau	Côté	Landry	Paquin
Baril	Désilets	(<i>Bonaventure</i>)	Paré
(<i>Berthier</i>)	Deslières	Landry	Payne
Beaulne	Dion	(<i>Verchères</i>)	Pelletier
Beaumier	Dionne-Marsolais	Laprise	Perreault
Bégin	Doyer	Laurin	Pinard
Bertrand	Dufour	Lazure	Rioux
(<i>Charlevoix</i>)	Facal	Le Hir	Robert
Blackburn	Filion	Leduc	Rochon
Boisclair	Gagnon	Lelièvre	Signori
Bourdon	Garon	Létourneau	Simard
Brassard	Gaulin	Malavoy	Trudel
Brien	Gendron	Marois	Vermette
Campeau	Harel	Ménard	
Caron	Jolivet	Morin	
Carrier-Perreault	Julien	(<i>Dubuc</i>)	
Charbonneau	Jutras	Morin	
(<i>Borduas</i>)	Kieffer	(<i>Nicolet-Yamaska</i>)	
Charest	Lachance	Paillé	

ABSTENTION - 0

Sur la motion de censure de Mme Delisle (Jean-Talon):

(Vote n° 37)

(Identique au vote n° 36)

Sur la motion de censure de Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François):

(Vote n° 38)

(Identique au vote n° 36)

Sur la motion de censure de M. Johnson, chef de l'opposition officielle:

(Vote n° 39)

(Identique au vote n° 36)

Sur la motion de censure de M. Tremblay (Outremont):

(Vote n° 40)

(Identique au vote n° 36)

Sur la motion de M. Campeau, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement:

(Vote n° 41)

POUR - 62

Barbeau	Deslières	Laurin	Robert
Baril	Dion	Lazure	Rochon
(Berthier)	Dionne-Marsolais	Le Hir	Signori
Beaulne	Doyer	Leduc	Simard
Beaumier	Dufour	Lelièvre	Trudel
Bégin	Facal	Létourneau	Vermette
Bertrand	Gagnon	Malavoy	
(Charlevoix)	Garon	Marois	
Blackburn	Gaulin	Ménard	
Boisclair	Gendron	Morin	
Bourdon	Harel	(Dubuc)	
Brassard	Jolivet	Morin	
Brien	Julien	(Nicolet-Yamaska)	
Campeau	Jutras	Paillé	
Caron	Kieffer	Paquin	
Carrier-Perreault	Lachance	Paré	
Charbonneau	Landry	Payne	
(Borduas)	(Bonaventure)	Pelletier	
Charest	Landry	Perreault	
Côté	(Verchères)	Pinard	
Désilets	Laprise	Rioux	

CONTRE - 38

Bélanger	Cherry	Kelley	Quirion
(Mégantic-Compton)	Copeman	Lefebvre	Sirros
Benoit	Delisle	LeSage	Thérien
Bergman	Dionne	Maciocia	Tremblay
Bissonnet	Farrah	MacMillan	Vaive
Bordeleau	Frulla	Middlemiss	Vallières
Brodeur	Gagnon-Tremblay	Mulcair	Williams
Chagnon	Gautrin	Ouimet	
Charbonneau	Gauvin	Paradis	
(Bourassa)	Gobé	Parent	
Chenail	Johnson	Poulin	

ABSTENTION - 1

Filion

Sur les rapports regroupés des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1995-1996:

(Vote n° 42)

(Identique au vote n° 41)

Sur la motion proposant l'adoption du projet de loi 91, Loi n° 3 sur les crédits, 1995-1996:

(Vote n° 43)

(Identique au vote n° 41)

La séance est ouverte à 10 h 02.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, proposant que le principe du projet de loi 96, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 96 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 96 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale, soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Gaulin (Taschereau), le débat est ajourné.

À 12 h 56, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 01.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Parizeau, premier ministre, propose:

QUE les membres de cette Assemblée soulignent cette journée de la Fête du drapeau du Québec qui nous fournit l'occasion d'exprimer notre fierté d'être Québécoises et Québécois.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la commission spéciale, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 79, Loi sur la Commission des droits de la personne et de la protection des droits de la jeunesse.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

Mme Frulla (Marguerite-Bourgeoys) propose:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement du Parti Québécois qu'il honore ses engagements électoraux envers la population de la région de Montréal.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: Dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de Mme Frulla.

À la fin de son intervention, M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- 1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots «exige du» par les mots «demande au»;
- 2° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots «Parti Québécois qu'il honore» par les mots «Québec qu'il poursuive ses efforts et actions visant à honorer».

La motion, telle qu'amendée, se lirait ainsi:

QUE cette Assemblée demande au gouvernement du Québec qu'il poursuive ses efforts et actions visant à honorer ses engagements électoraux envers la population de la région de Montréal.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199 du Règlement, le débat se poursuit sur la motion principale proposée par Mme Frulla et sur l'amendement de M. Chevette, sous réserve de la recevabilité de ce dernier que M. Brouillet, vice-président, prend en délibéré.

Puis, M. Brouillet rend la décision suivante sur la recevabilité de l'amendement présenté par M. Chevette, ministre des Affaires municipales:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion d'amendement est recevable pour les motifs suivants: Cet amendement porte sur le même sujet que la motion principale et ne va pas à l'encontre de son principe; il ne constitue qu'une modalité de la motion de fond.

M. Brouillet, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance, le jeudi 25 mai 1995, sur une question adressée par M. Fournier (Châteauguay) à M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant le Centre hospitalier Anna-Laberge.

Le débat se poursuit sur la motion principale proposée par Mme Frulla et sur l'amendement de M. Chevrette.

Le débat terminé, M. Brouillet, vice-président, met aux voix l'amendement de M. Chevrette.

Un vote par appel nominal est exigé sur cet amendement et sur la motion de Mme Frulla.

À la demande de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18 heures, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 25 mai 1995, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 24 mai 1995, à 17 h 10, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Baril (Berthier), le représentant du Premier ministre, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

91 Loi n° 3 sur les crédits, 1995-1996.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 14 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Campeau, ministre des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 100 Loi modifiant la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit et la Loi sur les corporations de fonds de sécurité.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. le Président communique à l'Assemblée la directive suivante en réponse à deux demandes qui lui avaient été adressées, l'une par M. Tremblay (Outremont) et l'autre par M. Paquin (Saint-Jean), concernant l'application, dans le cas des commissions parlementaires et dans ceux prévus aux articles 59 et 214 du Règlement, de la directive émise le 18 mai 1995 au sujet du dépôt de documents audiovisuels à l'Assemblée et qui précisait qu'à court et à moyen terme, seuls les documents écrits pourront être déposés à l'Assemblée nationale.

DIRECTIVE DE LA PRÉSIDENTE

En vertu de l'article 162 du Règlement, le président d'une commission pourrait déterminer au mérite si le dépôt d'un document audiovisuel est souhaitable et nécessaire pour éclairer les membres de la commission dans l'exécution d'un mandat, tout en ayant à l'esprit le problème de conservation et de diffusion des documents audiovisuels soulevé dans la directive du 18 mai 1995.

De plus, la directive du 18 mai ne porte pas atteinte aux droits prévus aux articles 59 et 214 du Règlement. Elle vient simplement préciser la nature du support d'information de tout document qui peut être déposé à l'Assemblée nationale.

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, dépose:

Le rapport annuel du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994 (versions française et anglaise).

(Dépôt n° 386-950525)

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le procès-verbal, en date du 24 mai 1995, d'une entente de principe sur les questions afférentes à la protection et au développement durable des activités agricoles en zone agricole.

(Dépôt n° 387-950525)

M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Ordre des podiatres du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 388-950525)

Dépôts de rapports de commissions

M. Simard (Richelieu) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 23 mai 1995, a entendu le Directeur général des élections sur la teneur des propos tenus à la conférence de presse du 15 mai dernier.

(Dépôt n° 389-950525)

Dépôts de pétitions

Sont déposés trois extraits de pétition concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

— le premier, extrait d'une pétition signée par 147 membres du Syndicat de l'enseignement du Saguenay, par M. Morin (Dubuc);

(Dépôt n° 390-950525)

— le deuxième, extrait d'une pétition signée par 592 membres du Syndicat de l'enseignement Richelieu-Yamaska, par M. Dion (Saint-Hyacinthe);

(Dépôt n° 391-950525)

— le troisième, extrait d'une pétition signée par 1026 membres du Syndicat des enseignants des Vieilles-Forges, par M. Désilets (Maskinongé).

(Dépôt n° 392-950525)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le Président, M. Johnson, chef de l'opposition officielle, retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, dépose:

Copie d'une facture, en date du 19 août 1994, adressée au Carrefour Jeunesse-Emploi de l'Outaouais par M. Marcel Painchaud pour honoraires professionnels, ainsi qu'une réquisition, en date du 22 août 1994, pour l'achat d'une valise.

(Dépôt n° 393-950525)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Parizeau, premier ministre, dépose:

Un communiqué de presse, en date du 23 mai 1995, émis par M. Maurice Fex, président du conseil d'administration de Carrefour Jeunesse-Emploi de l'Outaouais, concernant des propos qu'a tenus la députée de Chapleau, Mme Claire Vaive, à l'endroit de Mme Martine Morissette relativement à sa gestion de l'organisme.

(Dépôt n° 394-950525)

Votes reportés

L'Assemblée procède aux votes reportés, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition à la séance du 24 mai 1995, sur la motion présentée par Mme Frulla (Marguerite-Bourgeoys), ainsi que sur la motion d'amendement proposée par M. Chevette, ministre des Affaires municipales.

Est d'abord tenu le vote sur la motion d'amendement de M. Chevette. Cette motion se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- 1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots «exige du» par les mots «demande au»;
- 2° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots «Parti Québécois qu'il honore» par les mots «Québec qu'il poursuive ses efforts et actions visant à honorer».

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 44 en annexe)

Pour : 60 Contre : 37 Abstention : 0

Est ensuite mise aux voix la motion de Mme Frulla, telle qu'amendée par le vote précédent. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée demande au gouvernement du Québec qu'il poursuive ses efforts et actions visant à honorer ses engagements électoraux envers la population de la région de Montréal.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 45 en annexe)

Pour : 60 Contre : 37 Abstention : 0

Motions sans préavis

Mme Signori (Blainville) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne la détermination dont a fait preuve la Trifluvienne Susan Thibodeau qui, depuis plus de quatre ans, s'est battue pour améliorer la condition de vie des familles monoparentales.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la commission spéciale, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle;

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les parcs, et d'étudier en détail le projet de loi 96, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 235, Loi modifiant la Loi concernant Le Club de Golf Boucherville; le projet de loi 202, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société de Saint Vincent de Paul de Québec, et le projet de loi 240, Loi modifiant la Loi sur la Société mutuelle de réassurance du Québec;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Motions de censure

M. Johnson, chef de l'opposition officielle, propose:

QUE cette Assemblée condamne le gouvernement du Parti Québécois pour son absence flagrante d'intérêt à l'égard de la réalité quotidienne et des besoins de la population du Québec.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: Vingt minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions seront limitées à vingt minutes chacune, sauf pour l'auteur de la motion et pour le représentant du Premier ministre qui pourront faire une intervention d'une heure.

Suit le débat sur la motion de M. Johnson.

Débats de fin de séance

À 18 heures, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient le débat de fin de séance annoncé à la séance du mercredi 24 mai 1995 entre M. Fournier (Châteauguay) et M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant le Centre hospitalier Anna-Laberge.

À 18 h 14, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 01.

Motions de censure

Le débat se poursuit sur la motion de censure présentée par M. Johnson, chef de l'opposition officielle.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

25 mai 1995

À 22 h 10, M. Bélanger, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 30 mai 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion d'amendement proposée par M. Chevette, ministre des Affaires municipales, à la motion de Mme Frulla (Marguerite-Bourgeoys) débattue aux affaires inscrites par les députés de l'opposition:

(Vote n° 44)

POUR - 60

Barbeau	Charest	Jutras	Paquin
Baril	Chevrette	Kieffer	Paré
(Berthier)	Côté	Lachance	Parizeau
Beaulne	Désilets	Landry	Payne
Beaumier	Dion	(Bonaventure)	Pelletier
Bégin	Dionne-Marsolais	Laprise	Perreault
Bertrand	Doyer	Laurin	Pinard
(Charlevoix)	Dufour	Lazure	Rioux
Boisclair	Facal	Le Hir	Rivard
Boucher	Filion	Leduc	Robert
Bourdon	Gagnon	Lelièvre	Rochon
Brassard	Garon	Malavoy	Signori
Campeau	Gaulin	Marois	Simard
Caron	Gendron	Ménard	Vermette
Carrier-Perreault	Harel	Morin	
Charbonneau	Jolivet	(Dubuc)	
(Borduas)	Julien	Paillé	

CONTRE - 37

Beaudet	Chenail	Gobé	Ouimet
Bélanger	Cusano	Johnson	Paradis
(Mégantic-Compton)	Delisle	Kelley	Parent
Bergman	Dionne	Lafrenière	Poulin
Bissonnet	Dumont	Lefebvre	Thérien
Bordeleau	Fournier	LeSage	Tremblay
Brodeur	Frulla	Maciocia	Vaive
Chagnon	Gagnon-Tremblay	MacMillan	Vallières
Charbonneau	Gautrin	Marsan	Williams
(Bourassa)	Gauvin	Middlemiss	

25 mai 1995

ABSTENTION - 0

Sur la motion de Mme Frulla (Marguerite-Bourgeoys) débattue aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, telle qu'amendée:

(Vote n° 45)

(Identique au vote n° 44)

La séance est ouverte à 14 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. le Président dépose:

Le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 30 mai 1995.

(Dépôt n° 395-950530)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Vaive (Chapleau) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 25 mai 1995, qu'elle adressait à M. Pierre-F. Côté, Directeur général des élections du Québec, concernant la gestion financière de Mme Martine Morissette en tant que directrice générale de Carrefour Jeunesse-Emploi de l'Outaouais.

(Dépôt n° 396-950530)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 10, 11, 16, 18 et 25 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi:

77 Loi modifiant la Loi sur les parcs — Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 397-950530)

Dépôts de pétitions

Sont déposés cinq extraits de pétition concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 415 membres du Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage, par Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata);
(Dépôt n° 398-950530)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 210 membres du Syndicat des enseignants et des enseignantes du Long-Sault, par M. Beaudet (Argenteuil);
(Dépôt n° 399-950530)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 1698 membres du Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais, par Mme Vaive (Chapleau);
(Dépôt n° 400-950530)
- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 3006 membres du Syndicat des travailleuses et des travailleurs de l'enseignement de Louis-Fréchette, du Syndicat de l'enseignement de la Chaudière, du Syndicat de l'enseignement de Pascal Taché et du Syndicat de l'enseignement de l'Amiante, par M. Paré (Lotbinière);
(Dépôt n° 401-950530)
- le cinquième, extrait d'une pétition signée par 450 membres du Syndicat de l'enseignement du Sault-Saint-Louis, par M. Ouimet (Marquette).
(Dépôt n° 402-950530)

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Robert (Deux-Montagnes) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 8408 citoyens et citoyennes du comté de Deux-Montagnes, concernant le taux d'alcoolémie permis au volant de sa voiture.
(Dépôt n° 403-950530)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, lors de la séance du jeudi 25 mai 1995, sur la motion de censure présentée par M. Johnson, chef de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée condamne le gouvernement du Parti Québécois pour son absence flagrante d'intérêt à l'égard de la réalité quotidienne et des besoins de la population du Québec.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 46 en annexe)

Pour : 39 Contre : 70 Abstention : 0

Motions sans préavis

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, responsable du loisir et des sports, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne la performance exceptionnelle du coureur automobile Jacques Villeneuve, qui est devenu, dimanche dernier, le premier Québécois à remporter la course la plus prestigieuse en Amérique, le Indianapolis 500.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QU'en vertu de l'article 129 de notre Règlement M. Roger Paquin, député de Saint-Jean, remplace M. Jean Fillion, député de Montmorency, comme membre permanent de la Commission du budget et de l'administration.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QU'à l'occasion de la Semaine nationale pour l'intégration des personnes handicapées l'Assemblée nationale souligne le courage des personnes handicapées et les efforts consentis par nos concitoyens et nos concitoyennes qui oeuvrent avec ténacité à l'intégration sociale pleine et entière des personnes handicapées.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la commission spéciale, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 96, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bélanger, vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 31 mai 1995, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Gauvin (Montmagny-L'Islet). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale dénonce l'incapacité du ministre d'État au Développement des régions à exercer un leadership significatif auprès de ses collègues à l'égard des dossiers régionaux.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose que le principe du projet de loi 72, Loi modifiant la Loi sur les forêts, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 72 est adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 72 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 17 h 58, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 03.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Bégin, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, propose la motion de report suivante:

QUE la motion en discussion soit amendée en remplaçant les mots «soit maintenant adopté» par les mots «soit adopté dans six mois».

Après une suspension de la séance au cours de laquelle il a réuni les leaders parlementaires, M. Brouillet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la durée du débat restreint sur cette motion de report: dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions ne seront soumises à aucune limite.

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de report de M. Lefebvre.

À 22 heures, le débat est ajourné.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient deux débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, sur une question adressée par M. Lefebvre (Frontenac) à M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, concernant son rôle relativement aux allégations du ministre des Affaires municipales dans l'affaire d'Hydro-Québec;
- le deuxième, sur une question adressée par M. Tremblay (Outremont) à M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, concernant la possibilité pour l'entreprise québécoise Nova Bus de se porter acquéreur de l'entreprise Ontario Bus Industries.

À 22 h 29, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 31 mai 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de censure de M. Johnson, chef de l'opposition officielle:

(Vote n° 46)

POUR - 39

Beaudet	Cusano	Houda-Pepin	Paradis
Bélanger	Delisle	Johnson	Parent
(Mégantic-Compton)	Dionne	Kelley	Poulin
Benoit	Dumont	Lafrenière	Quirion
Bergman	Farrah	Lefebvre	Sirros
Bissonnet	Fournier	Loiselle	Thérien
Bourbeau	Frulla	Maciocia	Tremblay
Brodeur	Gagnon-Tremblay	MacMillan	Vaive
Chagnon	Gautrin	Middlemiss	
Charbonneau	Gauvin	Mulcair	
(Bourassa)	Gobé	Ouimet	

CONTRE - 70

Barbeau	Brien	Gaulin	Lelièvre
Baril	Caron	Gendron	Léonard
(Arthabaska)	Carrier-Perreault	Harel	Létourneau
Baril	Charbonneau	Jolivet	Malavoy
(Berthier)	(Borduas)	Julien	Marois
Beaudoin	Charest	Jutras	Ménard
Beaumier	Chevrette	Kieffer	Morin
Bégin	Cliche	Lachance	(Dubuc)
Bertrand	Côté	Landry	Morin
(Charlevoix)	Désilets	(Bonaventure)	(Nicolet-Yamaska)
Blackburn	Dion	Landry	Paillé
Blais	Dionne-Marsolais	(Verchères)	Paquin
Boisclair	Doyer	Laprise	Paré
Boucher	Dufour	Laurin	Parizeau
Boulerice	Facal	Lazure	Payne
Bourdon	Gagnon	Le Hir	Pelletier
Brassard	Garon	Leduc	Perreault

30 mai 1995

**Perron
Pinard
Rioux**

**Rivard
Robert
Rochon**

**Signori
Simard
Trudel**

Vermette

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 09.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Garon, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi 95 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 95 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion d'amendement de M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, proposant que soit reportée l'adoption du principe du projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.

À 13 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures et, en conséquence, le débat sur la motion de M. Lefebvre est ajourné.

La séance reprend à 15 h 04.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 30 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 96 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement — Rapporté avec un amendement.

(Dépôt n° 404-950531)

M. Baril (Arthabaska) dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 25 mai 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 202 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société de Saint Vincent de Paul de Québec — Rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Dépôt n° 405-950531)

Le rapport est adopté.

- 235 Loi modifiant la Loi concernant Le Club de Golf Boucherville — Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 406-950531)

Le rapport est adopté.

- 240 Loi modifiant la Loi sur la Société mutuelle de réassurance du Québec — Rapporté avec un amendement.

(Dépôt n° 407-950531)

Le rapport est adopté.

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant l'achèvement de l'autoroute Alma-La Baie:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 48 106 citoyens et citoyennes du Saguenay—Lac-Saint-Jean, par M. Dufour (Jonquière);

(Dépôt n° 408-950531)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 5000 citoyens et citoyennes du Saguenay—Lac-Saint-Jean, par M. Dufour (Jonquière).

(Dépôt n° 409-950531)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Parizeau, premier ministre, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 29 mai 1995, adressée à M. Ghislain Picard, Chef régional de l'Assemblée des Premières Nations, par M. David Cliche, adjoint parlementaire du premier ministre pour les affaires autochtones, concernant sa décision de ne pas participer à la réunion de l'Assemblée des Premières Nations tenue cette semaine.

(Dépôt n° 410-950531)

Motions sans préavis

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE cette Assemblée souligne la Journée mondiale sans tabac, sous le thème «Le tabac, c'est plus cher qu'on croit».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

La commission spéciale sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, afin qu'elle poursuive ses consultations particulières.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Gauvin (Montmagny-L'Islet) propose:

QUE l'Assemblée nationale dénonce l'incapacité du ministre d'État au Développement des régions à exercer un leadership significatif auprès de ses collègues à l'égard des dossiers régionaux.

Avant que le débat ne s'engage, M. Chevrette, leader du gouvernement, soulève l'irrecevabilité de cette motion pour le motif qu'elle est de la nature d'une motion de censure.

M. le Président autorise quelques remarques sur cette question qu'il prend ensuite en délibéré.

Après une suspension de la séance, M. le Président rend la décision suivante:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le débat sur la motion du député de Montmagny-L'Islet est autorisé sans que cela ne constitue un précédent.

Pour l'avenir, c'est toute l'économie des affaires inscrites par les députés de l'opposition (aussi appelées motions du mercredi) qui est à revoir dans le cadre des travaux de la sous-commission sur la réforme parlementaire.

Puis, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de M. Gauvin.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

31 mai 1995

À 17 h 59, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 1^{er} juin 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Chevette, leader du gouvernement, au nom de M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 411-950601)

Dépôts de rapports de commissions

M. le Président dépose:

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 17 mai 1995, a statué sur diverses affaires courantes.

(Dépôt n° 412-950601)

Sur la motion de M. Bélanger, vice-président, le rapport est adopté.

Dépôts de pétitions

M. Dufour (Jonquière) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 230 membres du Syndicat du personnel de soutien scolaire de Jonquière, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

(Dépôt n° 413-950601)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le Président, M. Chevrette, leader du gouvernement, retire certains propos non parlementaires.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition à la séance du 31 mai 1995, sur la motion présentée par M. Gauvin (Montmagny-L'Islet). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale dénonce l'incapacité du ministre d'État au Développement des régions à exercer un leadership significatif auprès de ses collègues à l'égard des dossiers régionaux.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 47 en annexe)

Pour : 43 Contre : 61 Abstention : 0

Motions sans préavis

M. Chevette, ministre d'État au Développement des régions, propose:

QUÉ l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement fédéral qu'il revoie son projet de loi C-91, dont l'effet est de consacrer l'ingérence du gouvernement fédéral et d'accroître les dédoublements en matière de développement régional.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 145 du Règlement, le débat est interrompu et M. Chevette, leader du gouvernement, convoque à siéger immédiatement:

La commission spéciale sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, afin de poursuivre ses consultations particulières.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Chevette, ministre d'État au Développement des régions.

À 13 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 02.

Motions sans préavis

Le débat se poursuit sur la motion de M. Chevrette, ministre d'État au Développement des régions.

De consentement, il est convenu de permettre à M. Beaudet (Argenteuil) de terminer son intervention ultérieurement au cours de ce débat.

M. Jolivet, whip en chef du gouvernement, propose l'ajournement du débat.

Avant que le débat ne s'engage, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, soulève l'irrecevabilité de cette motion pour le motif qu'une telle motion ne peut être présentée à l'étape des affaires courantes.

Après une suspension de la séance, M. Brouillet, vice-président, rend la décision suivante:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion est recevable pour le motif suivant:

Contrairement à une motion d'ajournement de l'Assemblée, qui ne peut être présentée que pendant les affaires du jour, une motion d'ajournement du débat peut être présentée dès qu'un débat est en cours, quelle que soit la période de la séance.

Suit le débat sur la motion de M. Jolivet.

Le débat terminé, la motion d'ajournement est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

Cette motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 48 en annexe)

Pour: 49 Contre: 35 Abstention: 0

1^{er} juin 1995

En conséquence, le débat sur la motion de M. Chevrette est ajourné.

M. Johnson, chef de l'opposition officielle, présente une motion concernant le projet de loi C-91 du gouvernement fédéral; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Marsan (Robert-Baldwin) présente une motion concernant les consultations sur la réforme des soins de santé au Québec; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Mme Delisle (Jean-Talon) présente une motion concernant la décentralisation des pouvoirs dans le domaine municipal; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Mme Frulla (Marguerite-Bourgeoys) présente une motion pour souligner la Journée mondiale du développement culturel; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Tremblay (Outremont) propose:

QUE l'Assemblée appuie le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie dans ses représentations auprès du gouvernement de l'Ontario, afin que la compagnie Nova Bus de Saint-Eustache se porte acquéreur de la compagnie Ontario Bus Industries de l'Ontario.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) présente une motion concernant la Journée internationale des enseignantes et des enseignants; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Sirros (Laurier-Dorion) présente une motion concernant les relations entre le gouvernement du Québec et les Chefs autochtones; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Marsan (Robert-Baldwin) présente une motion concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux;
- la Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Comme suite à un rappel au Règlement soulevé à une séance antérieure, M. le Président autorise M. Paradis, leader de l'opposition officielle, et M. Chevette, leader du gouvernement, à faire quelques remarques sur la question de savoir si le projet de loi 196, Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, impose ou non des charges fiscales aux contribuables et si, en conséquence, le projet de loi peut ou non être présenté par un député autre qu'un ministre.

1^{er} juin 1995

M. Brouillet, vice-président, prend la question en délibéré.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 05.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté.

Le vendredi 2 juin 1995

À la fin de son intervention, M. Fournier (Châteauguay) propose la motion de scission suivante:

QU'en vertu de l'article 241 du Règlement de l'Assemblée nationale le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit scindé en deux projets de loi, un premier intitulé «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux», comprenant les articles 2, 7, 8, 9, 10 et 11, et un deuxième intitulé «Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux», comprenant les articles 1, 3, 4, 5, 6 et 11.

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, soulève l'irrecevabilité de cette motion pour le motif que le projet de loi 83 ne contient qu'un seul principe.

M. Brouillet, vice-président, autorise quelques remarques sur cette question qu'il prend ensuite en délibéré.

Après une suspension de la séance, M. Brouillet, vice-président, rend la décision suivante:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion est recevable, le projet de loi 83 contenant deux principes. Les deux parties du projet de loi scindé constitueraient un tout et non une fraction d'un tout. Les deux parties du projet de loi scindé pourraient être considérées distinctement. Bien qu'elles n'aient pas de valeur juridique en soi, les notes explicatives sont, en l'espèce, révélatrices de l'existence de deux principes.

Puis, M. Brouillet, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la durée de ce débat restreint: dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions ne seront soumises à aucune limite.

L'Assemblée entreprend le débat restreint sur la motion de scission présentée par M. Fournier (Châteauguay).

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

1^{er} juin 1995

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 49 en annexe)

Pour: 34 Contre: 58 Abstention: 0

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant l'adoption du principe du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, propose l'ajournement du débat.

La motion est adoptée.

À 7 h 58, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne à 10 heures, ce vendredi 2 juin 1995.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de M. Gauvin (Montmagny-L'Islet) débattue aux affaires inscrites par les députés à la séance du 31 mai 1995:

(Vote n° 47)

POUR - 43

Beaudet	Cherry	Gobé	Paradis
Bélanger	Ciaccia	Houda-Pepin	Poulin
(Mégantic-Compton)	Cusano	Johnson	Quirion
Benoit	Delisle	Kelley	Sirros
Bergman	Dionne	Lafrenière	Thérien
Bissonnet	Dumont	Lefebvre	Tremblay
Bordeleau	Farrah	LeSage	Vaive
Brodeur	Fournier	Loiselle	Vallières
Chagnon	Frulla	Maciocia	Williams
Charbonneau	Gagnon-Tremblay	MacMillan	
(Bourassa)	Gautrin	Marsan	
Chenail	Gauvin	Middlemiss	

CONTRE - 61

Barbeau	Charbonneau	Garon	Laurin
Baril	(Borduas)	Gaulin	Le Hir
(Berthier)	Charest	Gendron	Leduc
Beaudoin	Chevrette	Harel	Lelièvre
Beaulne	Cliche	Jolivet	Léonard
Beaumier	Côté	Julien	Létourneau
Blackburn	Désilets	Jutras	Marois
Blais	Deslières	Kieffer	Ménard
Boisclair	Dion	Lachance	Morin
Boucher	Dionne-Marsolais	Landry	(Nicolet-Yamaska)
Boulerice	Doyer	(Bonaventure)	Paillé
Bourdon	Dufour	Landry	Paquin
Caron	Facal	(Verchères)	Parizeau
Carrier-Perreault	Gagnon	Laprise	Payne

1^{er} juin 1995

Perreault
Perron
Pinard

Rioux
Rivard
Robert

Rochon
Signori
Simard

Vermette

ABSTENTION - 0

Sur la motion d'ajournement du débat présentée par M. Jolivet, whip en chef du gouvernement, à une motion sans préavis de M. Chevette, leader du gouvernement:

(Vote n° 48)

POUR - 49

Barbeau
Beaudoin
Beaulne
Boisclair
Boucher
Boulerice
Bourdon
Caron
Carrier-Perreault
Charbonneau
(Borduas)
Charest
Chevette
Côté

Désilets
Deslières
Dion
Dionne-Marsolais
Doyer
Dufour
Facal
Garon
Gaulin
Harel
Jolivet
Julien
Jutras
Kieffer

Lachance
Laurin
Le Hir
Leduc
Lelièvre
Létourneau
Marois
Ménard
Morin
(Dubuc)
Morin
(Nicolet-Yamaska)
Paillé
Paquin

Payne
Perreault
Perron
Pinard
Rioux
Rivard
Robert
Rochon
Signori
Vermette

CONTRE - 35

Bélanger
(Mégantic-Compton)
Benoit
Bergman
Bissonnet
Bordeleau

Brodeur
Chagnon
Charbonneau
(Bourassa)
Chenail
Ciaccia

Delisle
Dionne
Fournier
Frulla
Gagnon-Tremblay
Gautrin

Gobé
Houda-Pepin
Johnson
Kelley
Lafrenière
Lefebvre

LeSage	Middlemiss	Sirros	Williams
Loiselle	Paradis	Thérien	
Maciocia	Poulin	Tremblay	
Marsan	Quirion	Vaive	

ABSTENTION - 0

Sur la motion de scission du projet de loi 83 présentée par M. Fournier (Châteauguay):

(Vote n° 49)

POUR - 34

Bélanger (<i>Mégantic-Compton</i>)	Chenail	Gauvin	Paradis
Benoit	Cherry	Gobé	Parent
Bergman	Cusano	Houda-Pepin	Poulin
Bordeleau	Delisle	Kelley	Quirion
Brodeur	Farrah	Lefebvre	Thérien
Chagnon	Fournier	LeSage	Tremblay
Charbonneau (<i>Bourassa</i>)	Frulla	Marsan	Vaive
	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Vallières
	Gautrin	Mulcair	Williams

CONTRE - 58

Barbeau	Carrier-Perreault	Julien	Morin
Baril (<i>Berthier</i>)	Charbonneau (<i>Borduas</i>)	Jutras	(<i>Dubuc</i>)
Beaudoin	Charest	Kieffer	Morin
Beaulne	Chevette	Lachance	(<i>Nicolet-Yamaska</i>)
Beaumier	Côté	Landry (<i>Bonaventure</i>)	Paillé
Bertrand (<i>Charlevoix</i>)	Désilets	Laprise	Paquin
Blackburn	Dion	Le Hir	Paré
Boisclair	Dionne-Marsolais	Leduc	Payne
Boucher	Doyer	Lelièvre	Pelletier
Boulerice	Dufour	Léonard	Pinard
Bourdon	Gaulin	Létourneau	Rioux
Brassard	Gendron	Malavoy	Rivard
Brien	Harel	Marois	Robert
	Jolivet	Ménard	Rochon

1^{er} juin 1995

Signori

Simard

Trudel

Vermette

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 08.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Parizeau, premier ministre et ministre de la Culture et des Communications, responsable de l'application de la Charte de la langue française, fait une déclaration concernant les attentes du gouvernement en ce qui regarde l'application de la politique linguistique.

M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) fait des commentaires au nom de l'opposition officielle. Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 56 du Règlement, il est permis à M. Dumont, député indépendant de Rivière-du-Loup, de faire quelques commentaires.

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

- 212 Loi concernant la Municipalité de Labrecque — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et être adopté avant le 23 juin 1995, sous réserve de l'article 22 du Règlement.**

(Dépôt n° 414-950602)

M. Laprise (Roberval) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 212, Loi concernant la Municipalité de Labrecque.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 212 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de documents

M. Parizeau, premier ministre, dépose:

Le détail des honoraires de Me André Joli-Coeur relativement au dossier du Club de hockey Les Nordiques.

(Dépôt n° 415-950602)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 216 membres du Syndicat du personnel de soutien en éducation Le Royer, par M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles);

(Dépôt n° 416-950602)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 328 membres du Syndicat de l'enseignement de Taillon, par M. Payne (Vachon).

(Dépôt n° 417-950602)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 1^{er} décembre 1994, qui lui était adressée par M. Pierre Bibeau, président-directeur général de la Régie des installations olympiques, concernant les mesures de gestion de sources de risque associées à la toiture du Stade olympique.

(Dépôt n° 418-950602)

Motions sans préavis

Mme Loiselle (Saint-Henri—Sainte-Anne) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la détermination et la solidarité dont font preuve les femmes du Québec, dans ce mouvement appelé Du pain et des roses, afin de lutter contre la pauvreté.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la commission spéciale sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, afin de poursuivre ses consultations particulières;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 79, Loi sur la Commission des droits de la personne et de la protection des droits de la jeunesse.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté.

À 13 heures, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 03.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté.

À 18 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 03.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, propose la motion de report suivante:

QUE la motion en discussion soit amendée en remplaçant les mots «soit maintenant adopté» par les mots «soit adopté dans six mois».

Après une suspension de la séance au cours de laquelle il a réuni les leaders parlementaires, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion de report: dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période; dans ce cadre, les interventions seront limitées à dix minutes chacune, sauf pour le représentant de chaque groupe parlementaire qui disposera de trente minutes.

Suit le débat sur la motion de report de M. Lefebvre.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Chevrette, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

2 juin 1995

À 23 h 38, sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au lundi 5 juin 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 14 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 419-950605)

M. Chevrette, leader du gouvernement, au nom de M. Bégin, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel de la Commission d'accès à l'information, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 420-950605)

Dépôts de rapports de commissions

M. Facal (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 1^{er} juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 95 Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 421-950605)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 68 pétitionnaires, par M. Williams (Nelligan);

(Dépôt n° 422-950605)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 57 pétitionnaires, par M. Williams (Nelligan).

(Dépôt n° 423-950605)

Puis, sont déposés quatre extraits de pétition concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 823 membres du Syndicat de l'enseignement de la Haute-Yamaska, par M. Brodeur (Shefford);

(Dépôt n° 424-950605)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 965 membres du Syndicat du personnel de l'enseignement de Québec-Montmorency, par M. Gaulin (Taschereau);

(Dépôt n° 425-950605)

- le troisième, extrait d'une pétition signée par 738 membres du Syndicat de l'enseignement de la Mauricie, par M. Pinard (Saint-Maurice);

(Dépôt n° 426-950605)

- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 383 membres du Syndicat des enseignantes et enseignants des Laurentides, par M. Pelletier (Abitibi-Est).
(Dépôt n° 427-950605)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le Président, M. Fournier (Châteauguay) retire certains propos non parlementaires.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, lors de la séance du 2 juin 1995, sur la motion d'amendement de M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, proposant que soit reportée l'adoption du principe du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 50 en annexe)

Pour: 34 Contre: 63 Abstention: 0

Motions sans préavis

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne la Semaine des municipalités, dont la 8^e édition se déroule cette année du 4 au 10 juin, qui est devenue l'une des manifestations les plus marquantes de l'attachement des Québécois et des Québécoises à leur milieu de vie, et qu'elle félicite les 34 lauréats et lauréates, citoyens, fonctionnaires et organismes communautaires, qui ont reçu aujourd'hui le Mérite municipal, qui est attribué dans le cadre de cette Semaine des municipalités afin de rendre hommage à des gens qui ont oeuvré de façon exemplaire au service de leur communauté.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Chevette dépose:

La liste des lauréats du Mérite municipal 1995.

(Dépôt n° 428-950605)

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Léonard, ministre des Transports, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne la Semaine nationale des transports, qui se déroule du 4 au 10 juin, un événement qui est l'occasion de souligner les efforts de plusieurs milliers de travailleurs de cette industrie et de reconnaître leur rôle et leur importance dans le développement économique et social du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose:

QUE cette Assemblée félicite monsieur Fo-Niémi, récipiendaire du Prix de la Justice 1995 qui, pour la première fois, est attribué à une personne issue d'une communauté culturelle, signe du Québec actuel, pluraliste, multi-ethnique et en constante évolution.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 244 du Règlement, M. Bégin, ministre de la Justice, propose:

QUE la Commission des institutions procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques sur le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique, le mardi 6 juin 1995 à partir de 20 heures et le mercredi 7 juin 1995, et, à cette fin, entende les organismes suivants:

- ADF Mandat Famille
- Association des accidentés de la route
- Association des avocats de la défense de Montréal, Association des avocats en pratique privée et Association des avocates et avocats en droit de la famille, conjointement
- Association des travailleuses et travailleurs accidenté(e)s du Québec (ATTAQ)
- Association québécoise pour la défense des retraité(e)s et des préretraité(e)s
- Au bas de l'échelle
- Barreau du Québec
- Clinique juridique de Hull
- Commission des droits de la personne
- Commission des services juridiques
- Confédération des organismes provinciaux de personnes handicapées du Québec
- Conseil permanent de la jeunesse
- Fédération des avocates et avocats de l'aide juridique du Québec

- Front commun des personnes assistées sociales du Québec
- Mouvement action-chômage
- Regroupement des associations de personnes handicapées de la Gaspésie
- Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal
- Réseau des avocats - UTTAM et Association des avocats en pratique privée
- Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne inc.
- Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme, sauf le Barreau du Québec, soit de dix minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de vingt minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition;

QUE la durée de l'exposé du Barreau du Québec soit de vingt minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de vingt minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition;

QUE le ministre de la Justice soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, dépose:

La liste des organismes qui pourraient être ajoutés à celle proposée par le ministre de la Justice dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.

(Dépôt n° 429-950605)

La motion est adoptée.

Mme Vaive (Chapleau) présente une motion concernant le Secrétariat à l'action communautaire; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur l'administration provisoire du Comité paritaire de l'industrie du verre plat et de la Corporation de formation des vitriers et travailleurs du verre du Québec;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 79, Loi sur la Commission des droits de la personne et de la protection des droits de la jeunesse.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

À la demande de M. Chevette, leader du gouvernement, M. le Président convoque les leaders des groupes parlementaires afin qu'il soit convenu du moment où devrait être déposé à l'Assemblée le rapport de la Commission des institutions, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

Du consentement, il est convenu de tenir cette réunion à 20 heures ce soir.

M. le Président rend la décision suivante relativement à la conformité de la procédure de présentation du projet de loi 196, Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, à savoir si ce projet de loi peut être présenté par un député, tel qu'il l'a été par M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles), ou s'il doit être présenté par un ministre en raison de son incidence financière possible:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Un principe fondamental est à l'effet que seul un ministre peut proposer au Parlement une loi qui a pour objet l'engagement de fonds publics. Ce principe trouve son fondement à l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867* et est repris à l'article 30 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

Le projet de loi 196 n'a pas effet d'engager des fonds publics car il n'aurait aucun effet direct sur le fonds consolidé du revenu s'il était adopté. Le projet de loi 196 pouvait donc être présenté à l'Assemblée nationale par le député de Pointe-aux-Trembles.

Puis, M. le Président prend en délibéré une demande de directive de M. Paradis, leader de l'opposition officielle, qui désire savoir si le gouvernement devra présenter un autre projet de loi pour l'engagement des fonds publics nécessaires à la mise en application des mesures contenues au discours du budget en rapport avec le projet de loi 196.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté.

Au cours de son intervention, à la demande de M. le Président, M. MacMillan (Papineau) retire certains propos non parlementaires.

À 18 h 01, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 05.

M. Brouillet, vice-président, rend la décision suivante sur un rappel au Règlement soulevé par M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, avant la suspension de 18 heures.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le droit, prévu à l'article 39 du Règlement, de signaler une violation du Règlement n'est pas restreint aux seuls leaders, leaders adjoints et autres porte-parole des groupes parlementaires; il peut être exercé par tout membre de l'Assemblée.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Ouimet (Marquette) dépose:

Un extrait du Programme régional d'incitatifs au maintien de l'accessibilité des lits des CHSCD à longueur d'année, en date du 24 mai 1990.

(Dépôt n° 430-950605)

Au cours de son intervention, à la demande de M. le Président, M. Ouimet (Marquette) retire certains propos non parlementaires.

À la fin de son intervention, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, propose l'ajournement du débat.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 51 en annexe)

Pour : 32 Contre : 63 Abstention : 0

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 52 en annexe)

Pour : 63 Contre : 31 Abstention : 0

En conséquence, le principe du projet de loi 83 est adopté.

M. Chevette, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 83 soit renvoyé à la Commission des affaires sociales pour étude détaillée; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 53 en annexe)

Pour : 63 Contre : 31 Abstention : 0

M. le Président informe l'Assemblée qu'aucun accord n'a pu être conclu par les leaders parlementaires à leur réunion visant à fixer le moment du dépôt du rapport de la Commission des institutions sur le projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

En conséquence, M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des institutions, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Conformément à l'article 251 du Règlement, cette motion sera débattue lors d'une prochaine séance.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Campeau, ministre des Finances, propose que le principe du projet de loi 100, Loi modifiant la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit et la Loi sur les corporations de fonds de sécurité, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 100 est adopté.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi 100 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale, soit maintenant adopté.

Le mardi 6 juin 1995

À la fin de son intervention, M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, propose la motion de report suivante:

QUE la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant, à la fin, les mots «dans trois mois».

Après une suspension de la séance au cours de laquelle il a réuni les leaders parlementaires, M. Brouillet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la durée du débat restreint sur cette motion de report: dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions ne seront soumises à aucune limite.

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de report de M. Lefebvre.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Chevrette, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 3 h 55, sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mardi 6 juin 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion d'amendement de M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, proposant que soit reportée l'adoption du principe du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux:

(Vote n° 50)

POUR - 34

Bélanger (<i>Mégantic-Compton</i>)	Cherry	Loiselle	Sirros
Benoît	Cusano	Maciocia	Thérien
Bissonnet	Delisle	MacMillan	Tremblay
Bordeleau	Farrah	Marsan	Vaive
Bourbeau	Fournier	Middlemiss	Vallières
Brodeur	Gagnon-Tremblay	Mulcair	Williams
Chagnon	Gautrin	Paradis	
Charbonneau	Kelley	Parent	
(<i>Bourassa</i>)	Lefebvre	Poulin	
	LeSage	Quirion	

CONTRE - 63

Barbeau	Caron	Jolivet	Morin
Baril	Carrier-Perreault	Julien	(<i>Nicolet-Yamaska</i>)
(<i>Arthabaska</i>)	Charbonneau	Jutras	Paillé
Baril	(<i>Borduas</i>)	Lachance	Paquin
(<i>Berthier</i>)	Charest	Landry	Paré
Beaulne	Chevrette	(<i>Bonaventure</i>)	Payne
Beaumier	Côté	Laprise	Pelletier
Bégin	Désilets	Laurin	Perreault
Bertrand	Deslières	Le Hir	Pinard
(<i>Charlevoix</i>)	Dion	Leduc	Rivard
Blackburn	Dionne-Marsolais	Lelièvre	Robert
Boisclair	Doyer	Léonard	Rochon
Boucher	Dufour	Létourneau	Signori
Boulerice	Dumont	Malavoy	Simard
Bourdon	Facal	Marois	Trudel
Brassard	Gagnon	Ménard	Vermette
Brien	Gaulin	Morin	
Campeau	Harel	(<i>Dubuc</i>)	

ABSTENTION - 0

Sur la motion d'ajournement du débat de M. Paradis, leader de l'opposition officielle:

(Vote n° 51)

POUR - 32

Beaudet	Ciaccia	Lefebvre	Thérien
Bélanger	Cusano	Loiselle	Tremblay
(Mégantic-Compton)	Delisle	Maciocia	Vaive
Bergman	Farrah	MacMillan	Vallières
Bissonnet	Fournier	Marsan	
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	
Brodeur	Gautrin	Mulcair	
Charbonneau	Gauvin	Ouimet	
(Bourassa)	Houda-Pepin	Paradis	
Cherry	Lafrenière	Parent	

CONTRE - 63

Barbeau	Brassard	Dufour	Lelièvre
Baril	Brien	Facal	Léonard
(Arthabaska)	Campeau	Gagnon	Létourneau
Baril	Caron	Gaulin	Malavoy
(Berthier)	Carrier-Perreault	Harel	Marois
Beaulne	Charbonneau	Jolivet	Ménard
Beaumier	(Borduas)	Julien	Morin
Bégin	Charest	Jutras	(Dubuc)
Bertrand	Chevrette	Lachance	Morin
(Charlevoix)	Côté	Landry	(Nicolet-Yamaska)
Blackburn	Désilets	(Bonaventure)	Paillé
Boisclair	Deslières	Laprise	Paquin
Boucher	Dion	Laurin	Paré
Boulerice	Dionne-Marsolais	Le Hir	Payne
Bourdon	Doyer	Leduc	Pelletier

Perreault
Pinard
Rioux

Rivard
Robert
Rochon

Signori
Simard
Trudel

Vermette

ABSTENTION - 0

Sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté:

(Vote n° 52)

POUR - 63

Barbeau
Baril
(*Arthabaska*)
Baril
(*Berthier*)
Beaulne
Beaumier
Bégin
Bertrand
(*Charlevoix*)
Blackburn
Boisclair
Boucher
Boulerice
Bourdon

Brassard
Brien
Campeau
Caron
Carrier-Perreault
Charbonneau
(*Borduas*)
Charest
Chevrette
Côté
Désilets
Deslières
Dion
Dionne-Marsolais
Doyer

Dufour
Facal
Gagnon
Gaulin
Harel
Jolivet
Julien
Jutras
Lachance
Landry
(*Bonaventure*)
Laprise
Laurin
Le Hir
Leduc

Lelièvre
Léonard
Létourneau
Malavoy
Marois
Ménard
Morin
(*Dubuc*)
Morin
(*Nicolet-Yamaska*)
Paillé
Paquin
Paré
Payne
Pelletier

5 juin 1995

Perreault	Rivard	Signori	Vermette
Pinard	Robert	Simard	
Rioux	Rochon	Trudel	

CONTRE - 31

Beaudet	Cherry	Houda-Pepin	Ouimet
Bélanger	Ciaccia	Lafrenière	Paradis
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Cusano	Lefebvre	Parent
Bergman	Delisle	Loiselle	Tremblay
Bissonnet	Farrah	Maciocia	Vaive
Bourbeau	Fournier	MacMillan	Vallières
Brodeur	Gagnon-Tremblay	Marsan	
Charbonneau	Gautrin	Middlemiss	
(<i>Bourassa</i>)	Gauvin	Mulcair	

ABSTENTION - 0

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, proposant que le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit renvoyé à la Commission des affaires sociales pour étude détaillée:

(Vote n° 53)

(Identique au vote n° 52)

La séance est ouverte à 10 h 07.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 1^{er} et 2 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 65 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux —
Rapporté avec un amendement.

(Dépôt n° 431-950606)

M. Tremblay (Outremont) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 5 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi :

- 84 Loi modifiant la Loi sur l'administration provisoire du Comité paritaire de l'industrie du verre plat et de la Corporation de formation des vitriers et travailleurs du verre du Québec — Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 432-950606)

M. Facal (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission spéciale qui, les 23, 24, 25, 30 et 31 mai ainsi que les 1^{er}, 2 et 5 juin 1995, a procédé à des consultations particulières sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle.

(Dépôt n° 433-950606)

Dépôts de pétitions

Sont déposés trois extraits de pétition concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

— le premier, extrait d'une pétition signée par 688 membres du Syndicat des employés de soutien de la Commission scolaire Saint-Jérôme et du Syndicat de l'enseignement de Saint-Jérôme, par M. Kieffer (Groulx);

(Dépôt n° 434-950606)

— le deuxième, extrait d'une pétition signée par 2722 membres du Syndicat de l'enseignement de Champlain, par Mme Vermette (Marie-Victorin);

(Dépôt n° 435-950606)

— le troisième, extrait d'une pétition signée par 903 membres du Syndicat de l'enseignement de Châteauguay-Moissons et du Syndicat de l'enseignement de Champlain, par M. Deslières (Salaberry-Soulanges).

(Dépôt n° 436-950606)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, dépose:

Un communiqué rapportant des propos tenus à différents moments depuis le 5 décembre 1994 par certains députés du Parti libéral du Québec relativement au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

(Dépôt n° 437-950606)

À la demande de M. le Président, M. Dumont (Rivière-du-Loup) retire certains propos non parlementaires.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, lors de la séance du 5 juin 1995, sur la motion d'amendement de M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, proposant que soit reportée l'adoption du principe du projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 54 en annexe)

Pour: 43 Contre: 66 Abstention: 0

Motions sans préavis

M. Williams (Nelligan) propose:

QUE l'Assemblée nationale, en ce 6 juin, commémore le 51^e anniversaire du débarquement des forces alliées en Normandie en rendant hommage au courage dont ont fait preuve nos anciens combattants et en rendant hommage également à tous ceux et celles qui ont perdu la vie.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 210, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 72, Loi modifiant la Loi sur les forêts;
- la Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 79, Loi sur la Commission des droits de la personne et de la protection des droits de la jeunesse, et d'entreprendre des consultations particulières sur le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.

M. le Président donne l'avis suivant:

La Commission des affaires sociales se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

6 juin 1995

À la demande de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Mme Harel, ministre d'État à la concertation et ministre de l'Emploi, propose que le principe du projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 13 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 06.

Motions du gouvernement

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de clôture présentée, lors de la séance du lundi 5 juin 1995, par M. Chevrette, leader du gouvernement, en vertu de l'article 251 du Règlement. Cette motion se lit comme suit:

QUE la Commission des institutions, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

6 juin 1995

Au cours de son intervention, à la demande de M. Brouillet, vice-président, M. Sirros (Laurier-Dorion) retire certains propos non parlementaires.

Au cours de son intervention, à la demande de M. Bélanger, vice-président, M. Côté (La Peltre) retire certains propos non parlementaires.

À 18 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 05.

Motions du gouvernement

Le débat se poursuit sur la motion de clôture relative au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, présentée par M. Chevrette, leader du gouvernement.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Harel, ministre d'État à la concertation et ministre de l'Emploi, proposant que le principe du projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, soit maintenant adopté.

6 juin 1995

Le mercredi 7 juin 1995

À la fin de son intervention, M. Gautrin (Verdun) propose la motion de report suivante:

QUE la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant, à la fin, les mots «dans six mois».

Après une suspension de la séance au cours de laquelle il a réuni les leaders parlementaires, M. Bélanger, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la durée du débat restreint sur cette motion de report: dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes ou par le député indépendant pourra être redistribué et les interventions ne seront soumises à aucune limite.

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de report de M. Gautrin.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 55 en annexe)

Pour : 22 Contre : 48 Abstention : 0

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Harel, ministre d'État à la concertation et ministre de l'Emploi, proposant que le principe du projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 3 h 58, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne à 10 heures, ce mercredi 7 juin 1995.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion d'amendement de M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, proposant que soit reportée l'adoption du principe du projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale:

(Vote n° 54)

POUR - 43

Beaudet	Ciaccia	Johnson	Parent
Bélanger	Cusano	Kelley	Poulin
(Mégantic-Compton)	Delisle	Lafrenière	Quirion
Benoit	Dionne	Lefebvre	Sirros
Bergman	Farrah	LeSage	Thérien
Bissonnet	Fournier	Loiselle	Tremblay
Bordeleau	Frulla	MacMillan	Vaive
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Marsan	Vallières
Chagnon	Gautrin	Middlemiss	Williams
Charbonneau	Gauvin	Mulcair	
(Bourassa)	Gobé	Ouimet	
Cherry	Houda-Pepin	Paradis	

CONTRE - 66

Barbeau	Bourdon	Dumont	Leduc
Baril	Brassard	Gagnon	Lelièvre
(Arthabaska)	Brien	Garon	Léonard
Baril	Caron	Gaulin	Létourneau
(Berthier)	Carrier-Perreault	Gendron	Malavoy
Beaudoin	Charbonneau	Harel	Marois
Beaulne	(Borduas)	Jolivet	Ménard
Beaumier	Charest	Julien	Morin
Bégin	Chevrette	Jutras	(Dubuc)
Bertrand	Côté	Kieffer	Morin
(Charlevoix)	Désilets	Lachance	(Nicolet-Yamaska)
Blackburn	Deslières	Landry	Paillé
Blais	Dion	(Bonaventure)	Paré
Boisclair	Dionne-Marsolais	Landry	Parizeau
Boucher	Doyer	(Verchères)	Payne
Boulerice	Dufour	Laprise	Pelletier

6 juin 1995

Perreault
Perron
Pinard

Rioux
Robert
Rochon

Signori
Simard
Trudel

Vermette

ABSTENTION - 0

Sur la motion d'amendement de M. Gauthrin (Verdun) proposant que soit reportée l'adoption du principe du projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle:

(Vote n° 55)

POUR - 22

Bélanger
(*Mégantic-Compton*)
Benoit
Bergman
Bissonnet
Brodeur

Charbonneau
(*Bourassa*)
Delisle
Dionne
Farrah
Fournier

Gauthrin
Gobé
Houda-Pepin
Kelley
MacMillan
Paradis

Poulin
Sirros
Thérien
Tremblay
Vaive
Williams

CONTRE - 48

Barbeau
Baril
(*Berthier*)
Beaulne
Beaumier
Bertrand
(*Charlevoix*)
Boisclair
Boucher
Boulerice
Bourdon
Brien
Carrier-Perreault
Charbonneau
(*Borduas*)

Charest
Cliche
Côté
Désilets
Deslières
Dion
Doyer
Dufour
Facal
Gagnon
Gaulin
Jolivet
Julien
Kieffer
Lachance

Landry
(*Bonaventure*)
Leduc
Lelièvre
Léonard
Létourneau
Morin
(*Dubuc*)
Morin
(*Nicolet-Yamaska*)
Paillé
Paquin
Paré
Payne
Pelletier

Perreault
Pinard
Rioux
Rivard
Robert
Rochon
Signori
Trudel
Vermette

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 07.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Campeau, ministre des Finances, transmet le message suivant de Son Excellence le lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Son Excellence le lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1996, conformément à l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le mercredi 7 juin 1995

Martial Asselin

M. Campeau dépose les crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1996 (versions française et anglaise).

(Dépôt n° 438-950607)

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, les crédits supplémentaires # 1 pour 1995-1996 sont renvoyés en commission plénière.

M. Chevette, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Gauthier (Verdun) concernant le document «Les finances du gouvernement: Une autre façon de gérer s'impose» et sur les données de population — Question n° 7, *Feuilleton et préavis* du 7 juin 1995.

(Dépôt n° 439-950607)

Dépôts de rapports de commissions

M. Tremblay (Outremont) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 6 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:

72 Loi modifiant la Loi sur les forêts — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 440-950607)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

— le premier, extrait d'une pétition signée par 260 membres du Syndicat des enseignantes et enseignants de Charlevoix, par M. Bertrand (Charlevoix);

(Dépôt n° 441-950607)

— le deuxième, extrait d'une pétition signée par 401 membres du Syndicat des enseignantes et enseignants de la commission scolaire La Riveraine, par M. Morin (Nicolet-Yamaska).

(Dépôt n° 442-950607)

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Middlemiss (Pontiac) dépose l'extrait d'une pétition, signée par 21 101 pétitionnaires de la région de l'Outaouais, concernant la fermeture du Centre Mgr Proulx à Aylmer.

(Dépôt n° 443-950607)

7 juin 1995

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

Du consentement de l'Assemblée pour déroger au 2^e alinéa de l'article 71 du Règlement, M. Williams (Nelligan) fournit des explications sur la motion sans préavis qu'il a présentée lors de la séance du 6 juin 1995 et sur certains commentaires qu'elle a suscités.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Williams dépose:

Un extrait du Procès-verbal de la séance du 6 juin 1995 de l'Assemblée nationale.
(Dépôt n° 444-950607)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, lors de la séance du 6 juin 1995, sur la motion de M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 56 en annexe)

Pour: 113 Contre: 0 Abstention: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 94 est adopté.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi 94 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Harel, ministre d'État à la concertation et ministre de l'Emploi, proposant que le principe du projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, soit maintenant adopté.

À 13 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 04.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Harel, ministre d'État à la concertation et ministre de l'Emploi, proposant que le principe du projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 17 h 48, M. le Président suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 01.

Motions du gouvernement

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de clôture relative au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, présentée par M. Chevrette, leader du gouvernement.

7 juin 1995

À la fin de son intervention, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, propose l'ajournement du débat.

Suit le débat sur la motion de M. Paradis.

Le jeudi 8 juin 1995

Le débat terminé, la motion d'ajournement est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de clôture relative au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, présentée par M. Chevrette, leader du gouvernement.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 57 en annexe)

Pour : 65 Contre : 39 Abstention : 0

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Harel, ministre d'État à la concertation et ministre de l'Emploi, proposant que le principe du projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

7 juin 1995

À 3 h 08, sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 8 juin 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 56)

Sur la motion de M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale, soit maintenant adopté:

POUR - 113

Barbeau	Charbonneau	Johnson	Morin
Baril	(Bourassa)	Jolivet	(Nicolet-Yamaska)
(Arthabaska)	Charest	Julien	Mulcair
Baril	Cherry	Jutras	Ouimet
(Berthier)	Chevrette	Kieffer	Paillé
Beaudet	Ciaccia	Lachance	Paquin
Beaudoin	Cliche	Lafrenière	Paré
Beaulne	Côté	Landry	Parent
Beaumier	Delisle	(Bonaventure)	Parizeau
Bégin	Désilets	Landry	Payne
Bélanger	Deslières	(Verchères)	Pelletier
(Mégantic-Compton)	Dion	Laprise	Perreault
Benoit	Dionne	Laurin	Perron
Bergman	Dionne-Marsolais	Lazure	Pinard
Bertrand	Doyer	Le Hir	Poulin
(Charlevoix)	Dufour	Leduc	Quirion
Bissonnet	Dumont	Lefebvre	Rioux
Boisclair	Facal	Lelièvre	Rivard
Bordeleau	Farrah	Léonard	Robert
Boucher	Fournier	LeSage	Rochon
Boulerice	Frulla	Létourneau	Signori
Bourbeau	Gagnon	Loiselle	Simard
Bourdon	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Sirros
Brassard	Garon	MacMillan	Thérien
Brien	Gaulin	Malavoy	Tremblay
Brodeur	Gautrin	Marois	Trudel
Campeau	Gauvin	Marsan	Vaive
Caron	Gendron	Ménard	Vallières
Carrier-Perreault	Gobé	Middlemiss	Vermette
Charbonneau	Harel	Morin	Williams
(Borduas)	Houda-Pepin	(Dubuc)	

7 juin 1995

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

(Vote n° 57)

Sur la motion de clôture relative au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, présentée par M. Chevette, leader du gouvernement:

POUR - 65

Barbeau	Charest	Lachance	Perreault
Baril	Chevette	Landry	Perron
(Arthabaska)	Cliche	(Bonaventure)	Pinard
Beaudoin	Côté	Laprise	Rioux
Beaulne	Désilets	Lazure	Rivard
Beaumier	Deslières	Le Hir	Robert
Bégin	Dion	Lelièvre	Rochon
Bertrand	Dionne-Marsolais	Léonard	Signori
(Charlevoix)	Doyer	Létourneau	Simard
Blackburn	Dufour	Malavoy	Trudel
Boucher	Facal	Marois	Vermette
Boulerice	Gagnon	Ménard	
Bourdon	Garon	Morin	
Brassard	Gaulin	(Dubuc)	
Brien	Gendron	Morin	
Campeau	Harel	(Nicolet-Yamaska)	
Caron	Jolivet	Paquin	
Carrier-Perreault	Julien	Paré	
Charbonneau	Jutras	Payne	
(Borduas)	Kieffer	Pelletier	

CONTRE - 39

Beaudet	Bissonnet	Chagnon	Cusano
Bélanger	Bordeleau	Charbonneau	Delisle
(Mégantic-Compton)	Bourbeau	(Bourassa)	Dionne
Benoit	Brodeur	Cherry	Frulla

7 juin 1995

Gagnon-Tremblay	Lafrenière	Middlemiss	Thérien
Gautrin	Lefebvre	Oulmet	Vaive
Gauvin	LeSage	Paradis	Vallières
Gobé	Loiselle	Parent	Williams
Houda-Pepin	Maciocia	Poulin	
Johnson	MacMillan	Quirion	
Kelley	Marsan	Sirros	

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Beaudoin, ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes, dépose:

Le rapport annuel du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 445-950608)

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Copie d'une entente entre le Conseil de bande de Kitigan Zibi Anishinabeg, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec concernant l'établissement et le maintien d'un corps de police dans le territoire de la communauté algonquine de Kitigan Zibi Anishinabeg (versions française et anglaise).

(Dépôt n° 446-950608)

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, responsable du loisir et des sports, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 7 juin 1995, qu'il adressait à M. René Maril, président de la Fédération québécoise de hockey sur glace, concernant la problématique du changement des catégories d'âge au hockey mineur.

(Dépôt n° 447-950608)

Dépôts de rapports de commissions

M. Simard (Richelieu) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 19 décembre 1994, a procédé à des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

(Dépôt n° 448-950608)

Les rapports de la Commission des institutions qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 17, 24, 25, 26, 27, 30, 31 janvier, les 1^{er} et 28 février, les 21, 23 et 29 mars, le 5 avril et le 30 mai 1995:

- 40 Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives — l'étude détaillée du projet de loi n'a pas été complétée.

(Dépôt n° 449-950608)

Les 23, 24, 25 mai, 5 et 6 juin 1995:

- 79 Loi sur la Commission des droits de la personne et de la protection des droits de la jeunesse — Rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Dépôt n° 450-950608)

Dépôts de pétitions

Sont déposés trois extraits de pétition concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 1074 membres du Syndicat de l'enseignement de l'ouest de Montréal, par M. Cherry (Saint-Laurent);
(Dépôt n° 451-950608)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 1233 membres du Syndicat de l'enseignement de Lanaudière et du Syndicat de l'enseignement des Moulins, par Mme Caron (Terrebonne);
(Dépôt n° 452-950608)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 96 membres du Syndicat du personnel technique et administratif de la Commission scolaire catholique de Sherbrooke, par M. Boucher (Johnson).
(Dépôt n° 453-950608)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, lors de la séance du 7 juin 1995, sur la motion de Mme Harel, ministre d'État à la concertation et ministre de l'Emploi, proposant l'adoption du principe du projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 58 en annexe)

Pour: 62 Contre: 40 Abstention: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 90 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, ce projet de loi est renvoyé pour étude détaillée à la commission spéciale sur le projet de loi 90.

M. le Président prend en délibéré une demande de directive formulée par M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, à savoir si M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) pouvait soulever une question de privilège tout de suite après les faits qui se sont produits lors de la période de questions.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 203, Loi concernant la Ville de La Baie, le projet de loi 208, Loi concernant la Ville de Saint-Tite, et le projet de loi 223, Loi concernant le Village et la Paroisse de Saint-Anselme, et afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale;
- la commission spéciale sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, afin d'entreprendre son étude détaillée;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 100, Loi modifiant la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit et la Loi sur les corporations de fonds de sécurité, et le projet de loi 71, Loi visant l'amélioration des relations entre le ministère du Revenu et ses clientèles.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président donne la directive suivante relativement à une demande, formulée au cours de la séance du 5 juin dernier par M. Paradis, leader de l'opposition officielle, à savoir si le gouvernement devra présenter un autre projet de loi pour l'engagement des fonds publics nécessaires à la mise en application des mesures contenues au discours du budget en rapport avec le projet de loi 196, Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi:

DIRECTIVE DE LA PRÉSIDENTE

La Présidence n'a pas à décider si le gouvernement devra présenter un autre projet de loi pour l'engagement des fonds publics nécessaires à la mise en application des mesures contenues au discours du budget en rapport avec le projet de loi 196, ni à décider si des dispositions législatives actuellement en vigueur sont, à cet égard, suffisantes. La Présidence n'a même pas à décider si le projet de loi 196, s'il était adopté, nécessiterait des fonds publics pour son application.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur l'administration provisoire du Comité paritaire de l'industrie du verre plat et de la Corporation de formation des vitriers et travailleurs du verre du Québec.

Après débat, le rapport est adopté.

Projets de loi au nom des députés

Adoption du principe

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) propose que le principe du projet de loi 196, Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 13 h 02, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 09.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) proposant que le principe du projet de loi 196, Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi 196 est adopté.

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, fait motion pour que le projet de loi 196 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail et que le ministre des Finances en soit membre.

Cette motion est adoptée.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Bélanger, vice-président, autorise quelques remarques sur la recevabilité de la motion de scission du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale, présentée par M. Vallières (Richmond) à la séance du 18 mai dernier. Cette motion se lit comme suit:

QU'en vertu de l'article 241 du Règlement le projet de loi 85 soit scindé en deux projets de loi: un premier intitulé «Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles», comprenant l'alinéa 5 du paragraphe 3 de l'article 1 ainsi que l'article 15, et un deuxième projet de loi intitulé «Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale», comprenant les paragraphes 1, 2, 3, 4^e alinéa, 4 et 5 de l'article 1 et les articles 2 à 15.

Après une suspension de la séance, M. Bélanger, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de cette motion:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion est irrecevable pour les motifs suivants:

La motion de scission tient pour acquis qu'une disposition du projet de loi 85 vise à modifier la *Loi sur les producteurs agricoles*, alors que ce n'est pas le cas;

Si la motion de scission était adoptée par l'Assemblée, un des projets de loi qui en résulteraient ne serait ni cohérent, ni complet en soi.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale, soit maintenant adopté.

À 18 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 02.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, M. Benoit (Orford) propose la motion de report suivante:

QUE la motion en discussion soit amendée en remplaçant les mots
«soit maintenant adopté» par les mots «soit adopté dans quatre mois».

Après une suspension de la séance au cours de laquelle il a réuni les leaders parlementaires, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion de report: dix minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions seront limitées à dix minutes chacune, sauf pour le représentant de chaque groupe parlementaire qui disposera de trente minutes.

8 juin 1995

Suit le débat sur la motion de report de M. Benoit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 81, Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, la Loi sur les tribunaux judiciaires et diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi 81 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 81 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 76, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur la Régie du logement, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 23 h 57, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au vendredi 9 juin 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de Mme Harel, ministre d'État à la concertation et ministre de l'Emploi, proposant l'adoption du principe du projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle:

(Vote n° 58)

POUR - 62

Barbeau	Chevrette	Lachance	Paquin
Baril	Cliche	Landry	Paré
(Arthabaska)	Côté	(Bonaventure)	Payne
Beaudoin	Désilets	Laprise	Pelletier
Beaumier	Deslières	Lazure	Perreault
Bertrand	Dion	Le Hir	Pinard
(Charlevoix)	Dionne-Marsolais	Leduc	Rioux
Blackburn	Doyer	Lelièvre	Rivard
Boisclair	Dufour	Léonard	Robert
Boucher	Facal	Létourneau	Rochon
Boulerice	Gagnon	Malavoy	Signori
Bourdon	Garon	Marois	Simard
Brassard	Gaulin	Ménard	Trudel
Caron	Harel	Morin	Vermette
Carrier-Perreault	Jolivet	(Dubuc)	
Charbonneau	Julien	Morin	
(Borduas)	Jutras	(Nicolet-Yamaska)	
Charest	Kieffer	Paillé	

CONTRE - 40

Beaudet	Chagnon	Farrah	Lafrenière
Bélanger	Charbonneau	Frulla	Lefebvre
(Mégantic-Compton)	(Bourassa)	Gagnon-Tremblay	LeSage
Benoit	Cherry	Gautrin	Loiselle
Bergman	Cusano	Gauvin	Maciocia
Bordeleau	Delisle	Gobé	MacMillan
Bourbeau	Dionne	Johnson	Marsan
Brodeur	Dumont	Kelley	Middlemiss

8 juin 1995

**Ouimet
Paradis
Parent**

**Poulin
Quirion
Sirros**

**Thérien
Tremblay
Vallières**

Williams

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 04.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de rapports de commissions

M. Baril (Arthabaska) dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 8 juin 1995, a étudié en détail les projets de loi:

- 71 Loi visant l'amélioration des relations entre le ministère du Revenu et ses clientèles — Rapporté avec un amendement.

(Dépôt n° 454-950609)

- 100 Loi modifiant la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit et la Loi sur les corporations de fonds de sécurité — Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 455-950609)

Dépôts de pétitions

Sont déposés trois extraits de pétition concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 3270 membres de l'Alliance de professeurs de Montréal, par M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles);

(Dépôt n° 456-950609)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 620 membres du Syndicat des enseignantes et enseignants de Mille-Îles, par M. Cliche (Vimont);
(Dépôt n° 457-950609)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 765 membres du Syndicat de l'enseignement de la région de Drummondville, par M. Jutras (Drummond).
(Dépôt n° 458-950609)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Mulcair (Chomedey) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 1^{er} juin 1995, adressée à M. Paul Bégin, ministre de la Justice, par M. Denis Perron, député de Duplessis, concernant le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.

(Dépôt n° 459-950609)

M. Lachance (Bellechasse) ne s'étant pas soumis à deux rappels à l'ordre consécutifs concernant le retrait de propos non parlementaires, M. le Président lui retire le droit de parole pour le reste de la séance.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, lors de la séance du 8 juin 1995, sur la motion d'amendement de M. Benoit (Orford) proposant que soit reportée l'adoption du principe du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 59 en annexe)

Pour: 37 Contre: 58 Abstention: 0

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

La commission spéciale sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, afin de poursuivre son étude détaillée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose que le projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur l'administration provisoire du Comité paritaire de l'industrie du verre plat et de la Corporation de formation des vitriers et travailleurs du verre du Québec, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 84 est adopté.

Adoption du principe

M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 89, Loi modifiant le Code des professions, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À la demande de M. le Président, M. Mulcair (Chomedey) retire certains propos non parlementaires.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 89 est adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 89 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bégin, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi 76, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur la Régie du logement, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 76 est adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 76 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

À 12 h 58, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 02.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 70, Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance.

Un débat s'ensuit.

À 18 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 03.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée poursuit la prise en considération du rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 70, Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance.

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, propose l'ajournement du débat.

9 juin 1995

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 60 en annexe)

Pour: 42 Contre: 15 Abstention: 0

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale, soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 23 h 55, sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au lundi 12 juin 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

(Vote n° 59)

Sur la motion d'amendement de M. Benoit (Orford) proposant que soit reportée l'adoption du principe du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale:

POUR - 37

Beaudet	Ciaccia	Kelley	Parent
Benoit	Cusano	Lafrenière	Poulin
Bergman	Delisle	Lefebvre	Quirion
Bissonnet	Dionne	Loiselle	Sirros
Bordeleau	Farrah	Maciocia	Tremblay
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	MacMillan	Vaive
Brodeur	Gautrin	Marsan	Vallières
Charbonneau	Gauvin	Mulcair	Williams
(Bourassa)	Gobé	Ouimet	
Cherry	Johnson	Paradis	

CONTRE - 58

Barbeau	Charest	Jutras	Morin
Beaudoin	Chevrette	Kieffer	(Nicolet-Yamaska)
Beaumier	Cliche	Lachance	Paquin
Bégin	Côté	Landry	Paré
Bertrand	Désilets	(Bonaventure)	Payne
(Charlevoix)	Deslières	Laprise	Pelletier
Blackburn	Dion	Laurin	Perreault
Boisclair	Dionne-Marsolais	Le Hir	Perron
Boucher	Dufour	Leduc	Rioux
Boulerice	Facal	Lelièvre	Rivard
Bourdon	Gagnon	Létourneau	Robert
Brassard	Garon	Malavoy	Simard
Brien	Gaulin	Marois	Trudel
Campeau	Gendron	Ménard	Vermette
Caron	Harel	Morin	
Carrier-Perreault	Jolivet	(Dubuc)	

ABSTENTION - 0

9 juin 1995

(Vote n° 60)

Sur la motion d'ajournement du débat sur la prise en considération du rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 70, Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance, proposée par M. Gendron, leader adjoint du gouvernement:

POUR - 42

Barbeau	Carrier-Perreault	Julien	Payne
Baril	Charest	Jutras	Perron
(<i>Arthabaska</i>)	Désilets	Lachance	Robert
Beaudoin	Deslières	Landry	Simard
Beaumier	Dion	(<i>Bonaventure</i>)	Trudel
Bertrand	Dufour	Laprise	Vermette
(<i>Charlevoix</i>)	Facal	Laurin	
Boisclair	Gagnon	Leduc	
Boulerice	Garon	Lelièvre	
Bourdon	Gaulin	Malavoy	
Brien	Gendron	Marois	
Campeau	Harel	Paquin	
Caron	Jolivet	Paré	

CONTRE - 15

Bergman	Chagnon	Gautrin	Williams
Bissonnet	Charbonneau	Ouimet	
Bordeleau	(<i>Bourassa</i>)	Paradis	
Bourbeau	Cusano	Parent	
Brodeur	Dionne	Poulin	

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 09.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Léonard, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des transports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 460-950612)

M. Le Hir, ministre délégué à la Restructuration, dépose:

Copie du mandat confié à des chercheurs de la Chaire Bombardier en gestion du changement technologique dans les PME par l'Institut national de recherche scientifique concernant l'étude «Souveraineté et PME».

(Dépôt n° 461-950612)

Dépôts de rapports de commissions

M. Simard (Richelieu) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 6 et 7 juin 1995, a procédé à des consultations particulières sur le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.

(Dépôt n° 462-950612)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant les régimes de retraite dans les secteurs public et parapublic:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 782 membres du Syndicat de l'enseignement du Saguenay et du Syndicat régional des employés de soutien, par M. Dufour (Jonquière);

(Dépôt n° 463-950612)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 832 membres du Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue, par M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue).

(Dépôt n° 464-950612)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Harel, ministre de l'Emploi, dépose:

Copie du calendrier des rencontres du Comité interministériel sur l'exercice des moyens de pression dans les services publics et, plus particulièrement, le secteur municipal.

(Dépôt n° 465-950612)

Motions sans préavis

M. Parizeau, premier ministre, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec réitère son appui à la candidature de la ville de Québec comme ville hôte des 19^e Jeux olympiques d'hiver et encourage la délégation de Québec 2002 dans ses efforts pour promouvoir la capitale auprès du Comité international olympique (CIO) à Budapest.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la commission spéciale sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, afin de poursuivre son étude détaillée;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale;
- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 196, Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi;
- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire, ainsi que l'amendement transmis par M. Garon, ministre de l'Éducation.

Un débat s'ensuit.

À 13 heures, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 02.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée poursuit le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire, ainsi que de l'amendement transmis par M. Garon, ministre de l'Éducation.

Le débat terminé, l'amendement est adopté.

12 juin 1995

Le rapport, ainsi amendé, est adopté.

Adoption du principe

M. Léonard, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur les transports, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 04.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Léonard, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur les transports, soit maintenant adopté.

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, propose l'ajournement du débat.

Cette motion est adoptée à la majorité des voix.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale, soit maintenant adopté.

Le mardi 13 juin 1995

M. Chevette, leader du gouvernement, propose l'ajournement du débat.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 61 en annexe)

Pour: 40 Contre: 25 Abstention: 0

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, ainsi que les amendements transmis par M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale, M. Sirros (Laurier-Dorion) et M. Dumont (Rivière-du-Loup).

Sont déclarés irrecevables les amendements de M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale, aux nouveaux articles 16.1, 16.2, 16.3, 24.1, 24.2, 27.1, 27.2, 27.4, 28.1, 28.2, 28.4, 33.2, 33.3; à l'article 34 modifiant l'article 34 seulement; aux articles 134 (au texte anglais), 137 et 352 de l'annexe pour le motif qu'ils ajoutent un nouveau principe au projet de loi.

Sont déclarés irrecevables les amendements de M. Sirros (Laurier-Dorion):

- à l'article 2; à l'article 16 insérant les articles 40.9.1, 40.10.1 à 40.10.23; à l'article 21 modifiant les articles 146 et 147; à l'article 22 modifiant les articles 196 et 202, ajoutant l'article 205.1, modifiant l'article 213; à l'article 23 modifiant l'article 231.2;

au nouvel article 34.1; à l'article 36 modifiant l'article 551 et ajoutant l'article 551.0.1; à l'article 75 et aux nouveaux articles 75.1 à 75.5 pour le motif que ce sont des amendements à incidence financière qui ne peuvent être présentés que par un ministre;

- aux nouveaux articles 24.1, 27.1, 27.2, 27.4, 27.6 et 33.3 pour le motif qu'ils ajoutent un nouveau principe au projet de loi;
- à l'article 1, paragraphe 2, pour le motif que ce texte a déjà été adopté en commission.

Sont écartés les amendements de M. Sirros (Laurier-Dorion) à l'article 1, paragraphe 1; à l'article 16 ajoutant l'article 40.10.24 et modifiant l'article 40.12; au nouvel article 17.1; à l'article 20; à l'article 22 ajoutant les articles 198.1 et 205.1; aux nouveaux articles 27.3, 27.4, 27.5, 27.6, 27.7, 27.8; à l'article 58; aux nouveaux articles 75.2 à 75.8; à l'article 77 et à ceux de l'annexe concernant les articles 3, 134 et 137 pour le motif qu'ils sont identiques à ceux présentés par M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale.

Sont également déclarés irrecevables les amendements de M. Dumont (Rivière-du-Loup) aux nouveaux articles 16.2, 19.1, 24.1, 28.1, 28.2, 28.3 et 30.2 pour le motif qu'ils ajoutent un nouveau principe au projet de loi.

Sont déclarés recevables tous les autres amendements transmis par M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, M. Sirros (Laurier-Dorion) et M. Dumont (Rivière-du-Loup).

Une correction de forme est apportée pour rendre recevable l'amendement de M. Sirros (Laurier-Dorion) au nouvel article 74.1.

L'amendement à l'article 16 ajoutant l'article 40.11.1 est retiré.

À la suite d'une entente entre les leaders des groupes parlementaires et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 197 du Règlement, les amendements suivants sont déclarés recevables:

- ceux présentés par M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, aux articles 24.1, 24.2, 27.1, 27.2, 27.4, 28.2, 28.4 et aux articles 134 (texte anglais), 137 et 352 de l'annexe;
- ceux présentés par M. Dumont (Rivière-du-Loup) aux articles 16.2, 19.1, 28.2, 28.3 et 30.2.

12 juin 1995

Un débat s'ensuit sur le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 40 et sur les amendements de M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, M. Sirros (Laurier-Dorion) et M. Dumont (Rivière-du-Loup).

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE le débat en cours se poursuive à la prochaine séance de l'Assemblée, avec un maximum de onze intervenants du côté de l'opposition officielle, incluant le représentant du Chef de l'opposition, et de l'intervention du ministre, auteur de la loi, et de quelques autres interventions du côté du parti formant le gouvernement.

Puis, sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le débat est ajourné.

À 1 h 15, sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne à 10 heures, ce mardi 13 juin 1995.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le lundi 12 juin 1995, à 16 h 03, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bélanger, vice-président de l'Assemblée nationale, de Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière), la représentante du Premier ministre, de Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François), la représentante du Chef de l'opposition officielle, et de M. François Côté, secrétaire adjoint exécutif de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

- 84 Loi modifiant la Loi sur l'administration provisoire du Comité paritaire de l'industrie du verre plat et de la Corporation de formation des vitriers et travailleurs du verre du Québec.

Le Président

ROGER BERTRAND

12 juin 1995

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion d'ajournement du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale, proposée par M. Chevette, leader du gouvernement:

(Vote n° 61)

POUR - 40

Barbeau	Charest	Leduc	Pinard
Baril	Chevrette	Lelièvre	Simard
(Arthabaska)	Deslières	Léonard	Vermette
Beaulne	Dion	Létourneau	
Boisclair	Dufour	Malavoy	
Boucher	Gaulin	Ménard	
Boulerice	Jolivet	Morin	
Bourdon	Julien	(Dubuc)	
Brien	Kieffer	Morin	
Campeau	Lachance	(Nicolet-Yamaska)	
Caron	Landry	Paquin	
Carrier-Perreault	(Bonaventure)	Paré	
Charbonneau	Laprise	Payne	
(Borduas)	Le Hir	Perreault	

CONTRE - 25

Bélanger	Charbonneau	Gautrin	Middlemiss
(Mégantic-Compton)	(Bourassa)	Gobé	Mulcair
Bergman	Cherry	Kelley	Paradis
Bissonnet	Copeman	Lafrenière	Poulin
Bordeleau	Cusano	Lefebvre	Tremblay
Brodeur	Dionne	Maciocia	Williams
Chagnon	Fournier	MacMillan	

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 08.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

104 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualité de l'environnement.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Léonard, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des autoroutes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 466-950613)

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel du Bureau du coroner, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 467-950613)

M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 468-950613)

M. le Président dépose:

Copie d'une lettre, en date du 12 juin 1995, qu'il a reçue de M. Jean Filion, député de la circonscription électorale de Montmorency, l'informant de sa décision de siéger à titre de député indépendant à l'Assemblée nationale.

(Dépôt n° 469-950613)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 7, 8 et 12 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 94 Loi sur la Commission de la capitale nationale — Rapporté avec des amendements.**

(Dépôt n° 470-950613)

Dépôts de pétitions

Sont déposés quatre extraits de pétition concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 724 membres du Syndicat de l'enseignement des Bois-Francs, par M. Baril (Arthabaska);
(Dépôt n° 471-950613)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 1051 membres de l'Association des professeurs de Lignery, par M. Lazure (La Prairie);
(Dépôt n° 472-950613)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 80 membres du Syndicat du personnel de soutien du cégep François-Xavier-Garneau, par Mme Delisle (Jean-Talon);
(Dépôt n° 473-950613)
- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 314 membres du Syndicat de l'enseignement du Bas-Richelieu, par M. Simard (Richelieu).
(Dépôt n° 474-950613)

Sont déposés cinq extraits de pétition concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 540 citoyens du comté de Saint-Henri—Sainte-Anne, par Mme Loisel (Saint-Henri—Sainte-Anne);
(Dépôt n° 475-950613)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 376 citoyens du comté de Bourassa, par M. Charbonneau (Bourassa);
(Dépôt n° 476-950613)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 1077 pétitionnaires, par M. Williams (Nelligan);
(Dépôt n° 477-950613)

- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 3177 citoyens du comté de Beauce-Nord, par M. Poulin (Beauce-Nord);
(Dépôt n° 478-950613)
- le cinquième, extrait d'une pétition signée par 4057 citoyens du comté de Beauce-Nord, par M. Poulin (Beauce-Nord).
(Dépôt n° 479-950613)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Mulcair (Chomedey) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 6 juin 1995, adressée à M. Paul Bégin, ministre de la Justice, par Mme Jeanne L. Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, lui transmettant les revendications de la Conférence permanente sur la sécurité du revenu concernant le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.

(Dépôt n° 480-950613)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 209, Loi concernant Société Gazoduc TQM, le projet de loi 224, Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec, et le projet de loi 239, Loi concernant Société de Fiducie La Métropolitaine du Canada, et afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 196, Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi;

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 204, Loi concernant la Ville de Verdun, le projet de loi 210, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, le projet de loi 212, Loi concernant la Municipalité de Labrecque, et le projet de loi 243, Loi concernant la municipalité de Saint-Nicéphore;
- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- la Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 89, Loi modifiant le Code des professions;
- la commission spéciale sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, afin de poursuivre son étude détaillée;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 81, Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, la Loi sur les tribunaux judiciaires et diverses dispositions législatives.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission du budget et de l'administration se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux.
-

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, ainsi que des amendements transmis par M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale, M. Sirros (Laurier-Dorion) et M. Dumont (Rivière-du-Loup).

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 12 h 56, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 01.

Crédits budgétaires

Crédits supplémentaires

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, propose:

QU'à compter de maintenant, et ce, pour une période de une heure trente minutes, il y ait échange entre le ministre des Finances et le député de Laporte, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants;

Par la suite, pour une période de une heure trente minutes, il y ait échange entre le ministre du Revenu, le député de Laporte et le député de Hull, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants;

Que jeudi, après les affaires courantes, pour une période de une heure trente minutes, il y ait échange entre le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le député de Richmond et le député de Shefford, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants;

Qu'à compter de 15 heures, pour une période de une heure, il y ait échange entre la présidente du Conseil du trésor et le député de Westmount—Saint-Louis, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants;

Ensuite, pour une période de une heure trente minutes, il y ait échange entre la présidente du Conseil du trésor et le député d'Outremont, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants;

Finalement, pour une durée de une heure, il y ait échange entre le ministre des Affaires municipales et ministre d'État au Développement des régions et le député de Brome-Missisquoi, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996.

Étude en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996.

M. le président de la commission plénière avise M. Bélanger, vice-président de l'Assemblée, que la commission n'a pas fini de délibérer sur les crédits supplémentaires # 1.

À 18 h 10, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 04.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, ainsi que des amendements transmis par M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale, M. Sirros (Laurier-Dorion) et M. Dumont (Rivière-du-Loup).

Le débat terminé, les amendements sont mis aux voix; des votes par appel nominal sont exigés sur les amendements et sur le rapport.

13 juin 1995

À la demande de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 100, Loi modifiant la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit et la Loi sur les corporations de fonds de sécurité.

À la demande de M. Brouillet, vice-président, M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, retire certains propos non parlementaires.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 71, Loi visant l'amélioration des relations entre le ministère du Revenu et ses clientèles.

Le mercredi 14 juin 1995

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 0 h 54, sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 14 juin 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 10.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

103 Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics.

La motion est adoptée.

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 383 membres du Syndicat du personnel de l'enseignement des Hautes-Rivières du territoire de Pierre-Neveu, par M. Létourneau (Ungava);
(Dépôt n° 481-950614)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 1434 membres du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie, par M. Boucher (Johnson).
(Dépôt n° 482-950614)

Sont déposés cinq extraits de pétition concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 908 citoyens du comté de Pontiac, par M. Middlemiss (Pontiac);
(Dépôt n° 483-950614)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 259 citoyens du comté de Pontiac, par M. Middlemiss (Pontiac);
(Dépôt n° 484-950614)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 215 pétitionnaires, par M. Bordeleau (Acadie);
(Dépôt n° 485-950614)
- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 177 citoyens du comté de Marguerite-Bourgeoys, par Mme Frulla (Marguerite-Bourgeoys);
(Dépôt n° 486-950614)
- le cinquième, extrait d'une pétition signée par 2218 citoyens du comté de Beauce-Sud, par M. Quirion (Beauce-Sud).
(Dépôt n° 487-950614)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Beaudet (Argenteuil) dépose:

Une série de documents relatifs à un appel d'offres lancé, puis retiré, par la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre pour la fourniture de services de buanderie au pavillon Maisonneuve de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont, ainsi que des extraits de listes de contributions au Parti Québécois dans le comté de L'Assomption.

(Dépôt n° 488-950614)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Bordeleau (Acadie) dépose:

Un dépliant préparé par la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain concernant le financement de la résidence officielle du Premier ministre à Québec.

(Dépôt n° 489-950614)

Votes reportés

L'Assemblée procède aux votes reportés, lors de la séance du 13 juin 1995, sur les amendements et sur le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

Sont d'abord mis aux voix les amendements de M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, aux articles 1, 2 et 12; aux nouveaux articles 12.1 et 14.1; à l'article 16 modifiant les articles 40.8 et 40.9, ajoutant l'article 40.9.1 et modifiant les articles 40.12 et 40.13; au nouvel article 17.1; aux articles 19, 20 et 21; à l'article 22 modifiant les articles 183 et 186, ajoutant l'article 193.1, modifiant l'article 198, ajoutant les articles 198.1 et 198.2, modifiant l'article 205, ajoutant l'article 205.1, modifiant les articles 206, 207 et 212; aux nouveaux articles 24.1, 24.2, 24.3, 27.1, 27.2, 27.3, 27.4, 27.5, 27.6, 28.2, 28.3, 28.4; aux articles 30, 32 et 33; aux nouveaux articles 33.1, 34.1 et 34.2; à l'article 36 modifiant les articles 551 et 551.1 et ajoutant les articles 551.2 et 551.3; à l'article 37; au nouvel article 37.1; aux articles 38 et 42; au nouvel article 43.1; à l'article 45; à l'article 47 modifiant les articles 101 et 101.1; à l'article 50 (texte anglais); aux nouveaux articles 51.1 et 54.1; à l'article 58; aux nouveaux articles 58.1 et 58.2; aux articles 59, 60, 65 et 67; au nouvel article 74.1; à l'article 75; aux nouveaux articles 75.1 à 75.10 et 76.1; à l'article 77; aux articles 3, 134 (texte anglais) 137, 352, 429, 429.1, 490, 551.2, 555.3, 553 et 553.1 de l'annexe.

Ces amendements sont adoptés par le vote suivant:

(Vote n° 62 en annexe)

Pour : 107 Contre : 0 Abstention : 0

Sont ensuite mis aux voix les amendements de M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale, à l'article 16 modifiant les articles 40.4, 40.7, ajoutant l'article 40.7.1, ajoutant les articles 40.10.1 à 40.10.26; à l'article 22 modifiant les articles 180 et 192; aux articles 35, 39 et 40; à l'article 47 modifiant l'article 100; aux articles 54 et 63; au nouvel article 77.1 et à l'article 78.

Ces amendements sont adoptés par le vote suivant:

(Vote n° 63 en annexe)

Pour : 64 Contre : 43 Abstention : 0

Puis, sont mis aux voix les amendements de M. Sirros (Laurier-Dorion) à l'article 22 modifiant l'article 201 et à l'article 25 modifiant l'article 293.5.

Ces amendements sont adoptés par le vote suivant:

(Vote n° 64 en annexe)

Pour : 107 Contre : 0 Abstention : 0

Sont ensuite mis aux voix les amendements de M. Sirros (Laurier-Dorion) aux articles 11 et 12; à l'article 16 modifiant les articles 40.1, 40.2, 40.4, 40.5, 40.6 et 40.7, ajoutant l'article 40.7.1, modifiant les articles 40.9, 40.10 et 40.13 et ajoutant l'article 40.14; à l'article 18; à l'article 22 modifiant les articles 179, 180, 181, 186, 194, 198, 204, 208 et 212; à l'article 23 modifiant les articles 227 et 231; au nouvel article 24.2; à l'article 25 modifiant les premier et deuxième alinéas de l'article 293, modifiant l'article 293.1, ajoutant l'article 293.2.1; au nouvel article 28.2; aux articles 30 et 32; au nouvel article 34.2; à l'article 36 modifiant l'article 551.1 et ajoutant le nouvel article 551.2; à l'article 37 modifiant l'article 553; à l'article 39 modifiant l'article 570; aux articles 40, 41 et 45; à l'article 47 modifiant l'article 100; aux articles 53, 54, 61 et 63 et au nouvel article 74.1

Ces amendements sont rejetés par le vote suivant:

(Vote n° 65 en annexe)

Pour : 43 Contre : 63 Abstention : 1

Sont ensuite mis aux voix les amendements de M. Dumont (Rivière-du-Loup) aux nouveaux articles 16.2, 19.1, 28.2 et 28.3; à l'article 30; au nouvel article 30.2 et à l'article 36 modifiant l'article 551.1.

Ces amendements sont rejetés par le vote suivant:

(Vote n° 66 en annexe)

Pour : 1 Contre : 106 Abstention : 0

Sont ensuite mis aux voix tous les articles du projet de loi 40 et de l'annexe, tels qu'amendés par les votes précédents.

Ces articles sont adoptés par le vote suivant:

(Vote n° 67 en annexe)

Pour : 64 Contre : 43 Abstention : 0

Puis, sont mis aux voix tous les autres articles du projet de loi 40 que la commission n'a pas adoptés, les articles de l'annexe qui n'ont pas été amendés, ainsi que les intitulés et le titre du projet de loi.

Ces articles et intitulés sont adoptés par le vote suivant:

(Vote n° 68 en annexe)

Pour : 64 Contre : 43 Abstention : 0

Est enfin adopté, tel qu'amendé, le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

Ce rapport est adopté par le vote suivant:

(Vote n° 69 en annexe)

Pour : 64 Contre : 43 Abstention : 0

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la commission spéciale sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, afin de poursuivre son étude détaillée;
- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 81, Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, la Loi sur les tribunaux judiciaires et diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'éducation, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 89, Loi modifiant le Code des professions;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 210, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

À 13 heures, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 08.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, propose que le projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 h 01, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 02.

Adoption

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, proposant que le projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Le jeudi 15 juin 1995

À la demande de M. Bélanger, vice-président, M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, retire certains propos non parlementaires.

À la fin de son intervention, M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, propose que le projet de loi 40 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude des amendements qu'il indique.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 et sur la motion de M. Chevrette, il est ordonné:

QUE la durée de la commission plénière soit d'au plus trente minutes et qu'à son terme les amendements soient mis aux voix sans appel nominal.

M. Bélanger, vice-président, déclare recevables les amendements de M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, à l'exception de l'amendement proposant le nouvel article 27.0.1, puisqu'il ajoute un nouveau principe au projet de loi.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 197 du Règlement, l'Assemblée accepte la présentation de cet amendement.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière.

Les amendements de M. Chevrette au projet de loi 40 sont étudiés et adoptés en commission plénière.

Le projet de loi 40, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 40.

14 juin 1995

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Chevette, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 2 h 20, sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne à 10 heures, ce jeudi 15 juin 1995.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur le premier bloc d'amendements au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, tels qu'énumérés précédemment, proposés par M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale:

(Vote n° 62)

POUR - 107

Barbeau	Charbonneau	Gendron	Morin
Baril	(Borduas)	Gobé	(Dubuc)
(Arthabaska)	Charbonneau	Harel	Morin
Baril	(Bourassa)	Houda-Pepin	(Nicolet-Yamaska)
(Berthier)	Charest	Johnson	Mulcair
Beaudet	Cherry	Jolivet	Ouimet
Beaudoin	Chevrette	Julien	Paquin
Beaulne	Ciaccia	Jutras	Paradis
Beaumier	Copeman	Kelley	Paré
Bégin	Côté	Kieffer	Parent
Bélanger	Delisle	Lachance	Payne
(Mégantic-Compton)	Désilets	Lafrenière	Pelletier
Benoit	Deslières	Landry	Perreault
Bergman	Dion	(Bonaventure)	Perron
Bertrand	Dionne	Laprise	Pinard
(Charlevoix)	Dionne-Marsolais	Laurin	Poulin
Bissonnet	Doyer	Lazure	Quirion
Blackburn	Dufour	Lefebvre	Rioux
Boisclair	Dumont	Lelièvre	Robert
Bordeleau	Facal	Léonard	Signori
Boucher	Farrah	LeSage	Simard
Bourdon	Fournier	Létourneau	Sirros
Brassard	Frulla	Maciocia	Thérien
Brien	Gagnon	MacMillan	Tremblay
Brodeur	Gagnon-Tremblay	Malavoy	Trudel
Campeau	Garon	Marois	Vaive
Caron	Gaulin	Marsan	Vallières
Carrier-Perreault	Gautrin	Ménard	Vermette
Chagnon	Gauvin	Middlemiss	Williams

14 juin 1995

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

Sur le deuxième bloc d'amendements au projet de loi 40, tels qu'énumérés précédemment, proposés par M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale:

(Vote n° 63)

POUR - 64

Barbeau	Charbonneau	Jutras	Payne
Baril	(Borduas)	Kieffer	Pelletier
(Arthabaska)	Charest	Lachance	Perreault
Baril	Chevrette	Landry	Perron
(Berthier)	Côté	(Bonaventure)	Pinard
Beaudoin	Désilets	Laprise	Rioux
Beaulne	Deslières	Laurin	Robert
Beaumier	Dion	Lazure	Signori
Bégin	Dionne-Marsolais	Lelièvre	Simard
Bertrand	Doyer	Léonard	Trudel
(Charlevoix)	Dufour	Létourneau	Vermette
Blackburn	Dumont	Malavoy	
Boisclair	Facal	Marois	
Boucher	Gagnon	Ménard	
Bourdon	Garon	Morin	
Brassard	Gaulin	(Dubuc)	
Brien	Gendron	Morin	
Campeau	Harel	(Nicolet-Yamaska)	
Caron	Jolivet	Paquin	
Carrier-Perreault	Julien	Paré	

CONTRE - 43

Beaudet	Bergman	Chagnon	Ciaccia
Bélanger	Bissonnet	Charbonneau	Copeman
(Mégantic-Compton)	Bordeleau	(Bourassa)	Delisle
Benoit	Brodeur	Cherry	Dionne

Farrah	Johnson	Middlemiss	Thérien
Fournier	Kelley	Mulcair	Tremblay
Frulla	Lafrenière	Ouimet	Vaive
Gagnon-Tremblay	Lefebvre	Paradis	Vallières
Gautrin	LeSage	Parent	Williams
Gauvin	Maciocia	Poulin	
Gobé	MacMillan	Quirion	
Houda-Pepin	Marsan	Sirros	

ABSTENTION - 0

Sur le premier bloc d'amendements au projet de loi 40, tels qu'énumérés précédemment, proposés par M. Sirros (Laurier-Dorion):

(Vote n° 64)

(Identique au vote n° 62)

Sur le deuxième bloc d'amendements au projet de loi 40, tels qu'énumérés précédemment, proposés par M. Sirros (Laurier-Dorion):

(Vote n° 65)

POUR - 43

Beaudet	Ciaccia	Johnson	Parent
Bélanger	Copeman	Kelley	Poulin
<i>(Mégantic-Compton)</i>	Delisle	Lafrenière	Quirion
Benoit	Dionne	Lefebvre	Sirros
Bergman	Farrah	LeSage	Thérien
Bissonnet	Fournier	Maciocia	Tremblay
Bordeleau	Frulla	MacMillan	Vaive
Brodeur	Gagnon-Tremblay	Marsan	Vallières
Chagnon	Gautrin	Middlemiss	Williams
Charbonneau	Gauvin	Mulcair	
<i>(Bourassa)</i>	Gobé	Ouimet	
Cherry	Houda-Pepin	Paradis	

14 juin 1995

CONTRE - 63

Barbeau	Charbonneau	Kieffer	Pelletier
Baril	(Borduas)	Lachance	Perreault
(Arthabaska)	Charest	Landry	Perron
Baril	Chevrette	(Bonaventure)	Pinard
(Berthier)	Côté	Laprise	Rioux
Beaudoin	Désilets	Laurin	Robert
Beaulne	Deslières	Lazure	Signori
Beaumier	Dion	Lelièvre	Simard
Bégin	Dionne-Marsolais	Léonard	Trudel
Bertrand	Doyer	Létourneau	Vermette
(Charlevoix)	Dufour	Malavoy	
Blackburn	Facal	Marois	
Boisclair	Gagnon	Ménard	
Boucher	Garon	Morin	
Bourdon	Gaulin	(Dubuc)	
Brassard	Gendron	Morin	
Brien	Harel	(Nicolet-Yamaska)	
Campeau	Jolivet	Paquin	
Caron	Julien	Paré	
Carrier-Perreault	Jutras	Payne	

ABSTENTION - 1

Dumont

Sur les amendements au projet de loi 40, tels qu'énumérés précédemment, proposés par M. Dumont (Rivière-du-Loup):

(Vote n° 66)

POUR - 1

Dumont

CONTRE - 106

Barbeau	Baril	Beaudoin	Bégin
Baril	(Berthier)	Beaulne	Bélanger
(Arthabaska)	Beaudet	Beaumier	(Mégantic-Compton)

Benoit	Côté	Jutras	Mulcair
Bergman	Delisle	Kelley	Ouimet
Bertrand	Désilets	Kieffer	Paquin
(Charlevoix)	Deslières	Lachance	Paradis
Bissonnet	Dion	Lafrénère	Paré
Blackburn	Dionne	Landry	Parent
Boisclair	Dionne-Marsolais	(Bonaventure)	Payne
Bordeleau	Doyer	Laprise	Pelletier
Boucher	Dufour	Laurin	Perreault
Bourdon	Facal	Lazure	Perron
Brassard	Farrah	Lefebvre	Pinard
Brien	Fournier	Lelièvre	Poulin
Brodeur	Frulla	Léonard	Quirion
Campeau	Gagnon	LeSage	Rioux
Caron	Gagnon-Tremblay	Létourneau	Robert
Carrier-Perreault	Garon	Maciocia	Signori
Chagnon	Gaulin	MacMillan	Simard
Charbonneau	Gautrin	Malavoy	Sirros
(Borduas)	Gauvin	Marois	Thérien
Charbonneau	Gendron	Marsan	Tremblay
(Bourassa)	Gobé	Ménard	Trudel
Charest	Harel	Middlemiss	Vaive
Cherry	Houda-Pepin	Morin	Vallières
Chevrette	Johnson	(Dubuc)	Vermette
Ciaccia	Jolivet	Morin	Williams
Copeman	Julien	(Nicolet-Yamaska)	

ABSTENTION - 0

Sur les articles du projet de loi 40 et de l'annexe, tels qu'amendés par les votes précédents:

(Vote n° 67)

(Identique au vote n° 63)

14 juin 1995

Sur les autres articles du projet de loi 40 que la commission n'a pas adoptés, les articles de l'annexe qui n'ont pas été amendés, les intitulés et le titre du projet de loi:

(Vote n° 68)

(Identique au vote n° 63)

Sur le rapport, tel qu'amendé, de la Commission des institutions relatif au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives:

(Vote n° 69)

(Identique au vote n° 63)

La séance est ouverte à 10 h 08.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Léonard, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 102 Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives.**

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Chevette, leader du gouvernement, au nom de M. Parizeau, premier ministre, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 9 novembre 1994, adressée à M. Raymond Lavoie, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, par M. Louis Bernard, Secrétaire général et greffier du Conseil exécutif, concernant la résidence officielle du premier ministre à Québec, ainsi que copie du bail dudit immeuble.

(Dépôt n° 490-950615)

15 juin 1995

Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre d'État à la concertation, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de la construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 491-950615)

Le rapport annuel de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 492-950615)

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, dépose:

Le rapport annuel de la Société de développement de la Baie James, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 493-950615)

Le rapport annuel de SOQUEM, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 494-950615)

Le rapport annuel de SOQUIP, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 495-950615)

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 496-950615)

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, au nom de M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, et en son nom personnel, dépose:

Le rapport annuel de la Société de financement agricole, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 497-950615)

M. Bégin, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 498-950615)

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel du Conseil médical du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 499-950615)

Dépôts de pétitions

Mme Charest (Rimouski) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 176 membres du Syndicat de l'enseignement de la région de la Mitis, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

(Dépôt n° 500-950615)

M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 125 920 citoyens de la région de Montréal, concernant la fermeture de l'Hôpital Reine Elizabeth de Montréal.

(Dépôt n° 501-950615)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président donne la directive suivante en rapport avec la demande formulée au cours de la séance du 8 juin dernier par M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle; il s'agissait de savoir si M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) pouvait soulever une question de privilège tout de suite après le fait, pour le motif qu'il aurait été diffamé par les propos prononcés par un député lors de la période des questions et réponses orales, offense reconnue au paragraphe 55(8) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

DIRECTIVE DE LA PRÉSIDENTE

Les propos en question, prononcés lors de la période des questions et réponses du 8 juin 1995, n'ont ni les caractéristiques inhérentes à la diffamation, ni l'intention et le comportement qui y sont sous-jacents. Ils ne peuvent donc pas, à première vue, donner ouverture à une question de privilège.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le Président, Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, retire certains propos non parlementaires.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, lors de la séance du 14 juin 1995, sur la motion de M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, proposant que le projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 70 en annexe)

Pour : 61 Contre : 44 Abstention : 0

En conséquence, le projet de loi 40 est adopté.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 203, Loi concernant la Ville de La Baie, le projet de loi 208, Loi concernant la Ville de Saint-Tite, et le projet de loi 223, Loi concernant le Village et la Paroisse de Saint-Anselme;
- la commission spéciale sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, afin de poursuivre son étude détaillée;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 81, Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, la Loi sur les tribunaux judiciaires et diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'éducation, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 89, Loi modifiant le Code des professions;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 196, Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi.

15 juin 1995

AFFAIRES DU JOUR

Crédits budgétaires

Crédits supplémentaires

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de poursuivre l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996.

Étude en commission plénière

La commission plénière poursuit l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996.

À 13 heures, M. Brouillet, président de la commission plénière, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 07.

Étude en commission plénière

La commission plénière poursuit l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996.

15 juin 1995

À 17 h 42, M. Brouillet, président de la commission plénière, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 05.

Étude en commission plénière

La commission plénière poursuit l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996.

L'étude des crédits supplémentaires terminée, M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

La commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires # 1 et le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximale de 677 708 900,00 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1995-1996, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi présenté ci-après.

Le rapport est adopté.

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales et ministre d'État au Développement des régions, au nom de M. Campeau, ministre des Finances, présente le projet de loi 101, Loi n° 4 sur les crédits, 1995-1996, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;

QUE le projet de loi soit adopté.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi 101 est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 72, Loi modifiant la Loi sur les forêts.

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, propose l'ajournement du débat.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 71 en annexe)

Pour: 50 Contre: 30 Abstention: 0

M. Chevrette, leader du gouvernement, propose l'ajournement de l'Assemblée.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

À 23 h 46, l'Assemblée s'ajourne au vendredi 16 juin 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale, proposant que le projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, soit adopté:

(Vote n° 70)

POUR - 61

Barbeau	Brien	Gaulin	Marois
Baril	Caron	Gendron	Ménard
(Arthabaska)	Carrier-Perreault	Harel	Morin
Baril	Charbonneau	Jolivet	(Dubuc)
(Berthier)	(Borduas)	Jutras	Paquin
Beaudoin	Charest	Kieffer	Paré
Beaulne	Chevette	Lachance	Payne
Beaumier	Côté	Landry	Pelletier
Bégin	Désilets	(Bonaventure)	Perreault
Bertrand	Deslières	Laprise	Perron
(Charlevoix)	Dion	Laurin	Rioux
Blackburn	Dionne-Marsolais	Lazure	Robert
Boisclair	Dufour	Le Hir	Rochon
Boucher	Dumont	Leduc	Signori
Boulerice	Facal	Lelièvre	Trudel
Bourdon	Filion	Léonard	Vermette
Brassard	Gagnon	Létourneau	

CONTRE - 44

Beaudet	Chagnon	Fournier	Lafrenière
Bélanger	Charbonneau	Frulla	Lefebvre
(Mégantic-Compton)	(Bourassa)	Gagnon-Tremblay	Lesage
Benoit	Cherry	Gautrin	Loiselle
Bergman	Ciaccia	Gauvin	Maciocia
Bissonnet	Copeman	Gobé	MacMillan
Bordeleau	Delisle	Houda-Pepin	Marsan
Bourbeau	Dionne	Johnson	Middlemiss
Brodeur	Farrah	Kelley	Mulcair

15 juin 1995

Ouimet
Paradis
Poulin

Quirion
Sirros
Thérien

Tremblay
Vaive
Vallières

Williams

ABSTENTION - 0

Sur la motion d'ajournement du débat sur la prise en considération du rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 72, Loi modifiant la Loi sur les forêts:

(Vote n° 71)

POUR - 50

Barbeau
Beaulne
Beaumier
Bégin
Bertrand
(*Charlevoix*)
Blackburn
Boisclair
Boucher
Boulerice
Bourdon
Brien
Campeau
Caron
Carrier-Perreault
Charest

Chevrette
Côté
Désilets
Deslières
Dion
Facal
Gagnon
Gaulin
Harel
Jolivet
Kieffer
Lachance
Landry
(*Bonaventure*)
Laprise
Leduc

Lelièvre
Létourneau
Marois
Ménard
Morin
(*Dubuc*)
Morin
(*Nicolet-Yamaska*)
Paquin
Paré
Payne
Pelletier
Perreault
Perron
Pinard
Rioux

Robert
Rochon
Signori
Simard
Trudel
Vermette

CONTRE - 30

Beaudet
Bélanger
(*Mégantic-Compton*)
Benoit
Bergman
Bordeleau

Brodeur
Chagnon
Charbonneau
(*Bourassa*)
Cherry
Copeman

Delisle
Dionne
Farrah
Fournier
Gautrin
Gauvin

Gobé
Kelley
Lefebvre
LeSage
Maciocia
MacMillan

15 juin 1995

**Marsan
Middlemiss**

**Mulcair
Ouimet**

**Poulin
Quirion**

**Tremblay
Vaive**

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Paradis, leader de l'opposition officielle, au nom de M. Parent (Sauvé), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

191 Loi sur la protection des droits des aînés.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, responsable du loisir et des sports, dépose:

Copie de deux lettres concernant la problématique du changement des catégories d'âge au hockey mineur: la première, en date du 15 juin 1995, adressée au ministre par M. Roger Landry, président-directeur général de la Régie de la sécurité dans les sports du Québec, et la deuxième, en date du 16 juin 1995, que le ministre adressait à M. René Marcil, président de la Fédération québécoise de hockey sur glace.

(Dépôt n° 502-950616)

16 juin 1995

Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, dépose:

Le rapport annuel des Services gouvernementaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

(Dépôt n° 503-950616)

Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre d'État à la concertation, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 504-950616)

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 505-950616)

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 506-950616)

M. Bégin, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de la protection du consommateur, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 507-950616)

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Un document faisant état de la situation relative à différents contrats de service de buanderie accordés par la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre sur l'ensemble de son territoire.

(Dépôt n° 508-950616)

M. le Président dépose:

Le rapport annuel de la Commission des droits de la personne, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994, conformément à l'article 73 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

(Dépôt n° 509-950616)

Le rapport annuel de la Commission de la fonction publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, accompagné du rapport du Vérificateur général du Québec sur les frais d'administration de cet organisme pour la même période.

(Dépôt n° 510-950616)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 15 juin 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 223 Loi concernant le Village et la Paroisse de Saint-Anselme — Rapporté avec un amendement.

(Dépôt n° 511-950616)

Le rapport est adopté.

- 208 Loi concernant la Ville de Saint-Tite — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 512-950616)

Le rapport est adopté.

203 Loi concernant la Ville de La Baie — Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 513-950616)

Le rapport est adopté.

Dépôts de pétitions

Sont déposés quatre extraits de pétition concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 179 pétitionnaires, par M. MacMillan (Papineau);
(Dépôt n° 514-950616)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 501 citoyens du comté de Nelligan, par M. Williams (Nelligan);
(Dépôt n° 515-950616)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 586 citoyens du comté de Vanier, par M. Marsan (Robert-Baldwin);
(Dépôt n° 516-950616)
- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 537 citoyens du comté de Jacques-Cartier, par M. Kelley (Jacques-Cartier).
(Dépôt n° 517-950616)

M. Boucher (Johnson) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 2950 citoyens et citoyennes de la région de l'Estrie, concernant la reconnaissance des traitements ostéopathiques par la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

(Dépôt n° 518-950616)

16 juin 1995

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 63 et 64 du Règlement, M. Gobé (LaFontaine) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 2449 citoyens du Nord-Est de Montréal, concernant la construction d'un hôpital dans le quartier Rivière-des-Prairies.

(Dépôt n° 519-950616)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le Président, M. Campeau, ministre des Finances, retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Dumont (Rivière-du-Loup) dépose:

Copie d'un communiqué, en date du 15 juin 1995, de l'agence de presse NTR concernant l'enquête du juge en chef de la Cour du Québec sur les activités du coroner Marc-André Bouliane.

(Dépôt n° 520-950616)

Copie d'une lettre, en date du 14 juin 1995, que lui adressait le coroner Marc-André Bouliane concernant des documents contenant des renseignements personnels sur le coroner Bouliane que M. Dumont aurait en sa possession.

(Dépôt n° 521-950616)

Motions sans préavis

M. Garon, ministre de l'Éducation, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la contribution de l'éducation et du personnel enseignant à la société québécoise en souscrivant à la recommandation de l'UNESCO qui vise à faire du 5 octobre la Journée mondiale des enseignantes et enseignants.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la commission spéciale sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, afin de poursuivre son étude détaillée;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 81, Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, la Loi sur les tribunaux judiciaires et diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'éducation, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 89, Loi modifiant le Code des professions.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, propose que le principe du projet de loi 97, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

16 juin 1995

À 13 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 04.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, proposant que le principe du projet de loi 97, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 17 h 36, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au lundi 19 juin 1995, à 10 heures.

16 juin 1995

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le vendredi 16 juin 1995, à 11 h 30, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Simard (Richelieu), le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de M. Jolivet (Laviolette), le représentant du Premier ministre, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Administrateur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 40 Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives;
- 101 Loi n° 4 sur les crédits, 1995-1996.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 02.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

99 Loi modifiant la Loi sur le bâtiment.

La motion est adoptée.

M. Campeau, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

107 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi sur la taxe de vente du Québec.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, responsable de l'habitation, dépose:

19 juin 1995

Le rapport annuel de la Régie du logement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 522-950619)

Le rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 523-950619)

Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, dépose:

Le rapport annuel de la Société immobilière du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 524-950619)

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 525-950619)

M. Bégin, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel du Curateur public du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 526-950619)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 239 citoyens des comtés de Verdun et de Notre-Dame-de-Grâce, par M. Gautrin (Verdun);

(Dépôt n° 527-950619)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 717 citoyens du comté de Robert-Baldwin, par M. Marsan (Robert-Baldwin).

(Dépôt n° 528-950619)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 63 et 64 du Règlement, M. Marsan (Robert-Baldwin) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 12 089 citoyens du comté de Chauveau et desservis par le Centre hospitalier Chauveau, concernant la fermeture de cet hôpital.

(Dépôt n° 529-950619)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Marsan (Robert-Baldwin) dépose:

Copie d'un article publié le 14 juin 1995 dans le journal *La Frontière* d'Abitibi-Témiscamingue, concernant la fermeture possible des hôpitaux de Malartic et de Ville-Marie.

(Dépôt n° 530-950619)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Beaudet (Argenteuil) dépose:

L'extrait d'un formulaire de soumission adressé au Service régional de buanderie de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre par la buanderie Blanchelle inc., de Repentigny.

(Dépôt n° 531-950619)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Bégin, ministre de la Justice, dépose:

Trois documents, publiés en mai 1995 par le Secrétariat à la restructuration du gouvernement du Québec et distribués par le Barreau du Québec, portant sur des études économiques, financières et juridiques ayant trait à la souveraineté du Québec.

(Dépôt n° 532-950619)

Motions sans préavis

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, responsable du loisir et des sports, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec rende hommage à toute l'équipe de la société des Jeux d'hiver de Québec 2002, de la ville de Québec et des 700 bénévoles qui ont participé avec ardeur pour défendre la candidature de Québec auprès du Comité international olympique (CIO).

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 81, Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, la Loi sur les tribunaux judiciaires et diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 196, Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi;
- la commission spéciale sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, afin de poursuivre son étude détaillée;

- la Commission de l'éducation, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 89, Loi modifiant le Code des professions.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, proposant que le principe du projet de loi 97, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 97 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 97 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale, soit maintenant adopté.

À 13 heures, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 01.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi 85 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 85 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Léonard, ministre des Transports, proposant que le projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur les transports, soit maintenant adopté.

À 17 h 58, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 02.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Léonard, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur les transports, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi 93 est adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 93 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière en matière de circulation routière.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. MacMillan (Papineau) dépose:

Le dépliant électoral qu'il faisait parvenir aux citoyens du comté de Papineau alors qu'il se portait candidat du Parti libéral à l'élection provinciale du 12 septembre 1994.

(Dépôt n° 533-950619)

Après débat, le rapport est adopté.

19 juin 1995

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives.

Le mardi 20 juin 1995

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 1 h 03, sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne à 10 heures, ce mardi 20 juin 1995.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 09.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

105 Loi sur la protection des plantes.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 534-950620)

Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, dépose:

Le rapport annuel de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 535-950620)

M. Campeau, ministre des Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur les assurances, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 536-950620)

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 537-950620)

Le rapport annuel de Loto-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 538-950620)

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur les caisses d'épargne et de crédit, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 539-950620)

Le décret n° 764-95 concernant une réduction du capital-actions émis et payé de REXFOR et un remboursement correspondant de capital et le décret n° 765-95 concernant une réduction du capital-actions émis et payé de SOQUIP et un remboursement correspondant de capital, adoptés le 7 juin 1995.

(Dépôt n° 540-950620)

M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, des corporations professionnelles suivantes:

— l'Ordre des urbanistes du Québec;

(Dépôt n° 541-950620)

— l'Ordre des traducteurs et interprètes agréés du Québec;

(Dépôt n° 542-950620)

- l'Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec;
(Dépôt n° 543-950620)
 - l'Ordre des hygiénistes dentaires du Québec;
(Dépôt n° 544-950620)
 - l'Ordre des dentistes du Québec;
(Dépôt n° 545-950620)
 - l'Ordre des administrateurs agréés du Québec.
(Dépôt n° 546-950620)
-

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 547-950620)

Dépôts de rapports de commissions

M. Simard (Richelieu) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 13, 14, 15, 16 et 19 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi :

- 81 Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, la Loi sur les tribunaux judiciaires et diverses dispositions législatives — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 548-950620)

Dépôts de pétitions

Sont déposés quatre extraits de pétition concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 230 citoyens des comtés de Richmond et de Viau, par M. Vallières (Richmond);
(Dépôt n° 549-950620)
 - le deuxième, extrait d'une pétition signée par 1323 pétitionnaires du Centre hospitalier Reddy Memorial, par M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis);
(Dépôt n° 550-950620)
 - le troisième, extrait d'une pétition signée par 508 citoyens du comté de Nelligan, par M. Williams (Nelligan);
(Dépôt n° 551-950620)
 - le quatrième, extrait d'une pétition signée par 175 citoyens des comtés de Jean-Talon et de Louis-Hébert, par Mme Delisle (Jean-Talon).
(Dépôt n° 552-950620)
-

Sont déposés cinq extraits de pétition concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 581 membres du Syndicat du personnel de soutien en éducation, par M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis);
(Dépôt n° 553-950620)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 124 membres de la Provincial Association of Protestant Teachers of Québec, par M. Williams (Nelligan);
(Dépôt n° 554-950620)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 86 membres de l'Association provinciale des enseignantes et enseignants professionnels du Québec, par M. Marsan (Robert-Baldwin);
(Dépôt n° 555-950620)
- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 285 membres du Syndicat de l'enseignement de la région de la Mitis, par Mme Doyer (Matapédia);
(Dépôt n° 556-950620)
- le cinquième, extrait d'une pétition signée par 125 enseignants et enseignantes du comté de Jacques-Cartier, par M. Kelley (Jacques-Cartier).
(Dépôt n° 557-950620)

Au cours d'une intervention sur un rappel au Règlement, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Middlemiss (Pontiac) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 16 juin 1995, qu'il recevait du Président de l'Assemblée nationale, M. Roger Bertrand, en réponse à une question que le député de Pontiac lui avait adressée le 7 juin dernier relativement à des rappels à l'ordre.

(Dépôt n° 558-950620)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le Président, M. Johnson, chef de l'opposition officielle, retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Johnson, chef de l'opposition officielle, dépose:

Copie d'un communiqué de presse, émis le 16 juin 1995 par la firme Standard & Poor's, concernant la cote de crédit du gouvernement du Québec et d'Hydro-Québec.

(Dépôt n° 559-950620)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 204, Loi concernant la Ville de Verdun; le projet de loi 212, Loi concernant la Municipalité de Labrecque, et le projet de loi 243, Loi concernant la municipalité de Saint-Nicéphore;
- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 209, Loi concernant Société Gazoduc TQM; le projet de loi 224, Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec, et le projet de loi 239, Loi concernant Société de Fiducie La Métropolitaine du Canada;

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 97, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 76, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur la Régie du logement;
- la commission spéciale sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle, afin de poursuivre son étude détaillée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 71, Loi visant l'amélioration des relations entre le ministère du Revenu et ses clientèles.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 72, Loi modifiant la Loi sur les forêts.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

Adoption

M. Garon, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 86, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 86 est adopté.

À 12 h 53, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 05.

Adoption

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon, ministre de l'Éducation, proposant que le projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 95 est adopté.

En application des articles 182 et 183 du Règlement, M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, propose:

QU'en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;

Le 1^{er} paragraphe de l'article 19, les articles 20 et 21, le 3^e paragraphe, les mots «ou sur un fait personnel» au 4^e paragraphe et le 7^e paragraphe de l'article 53, les 1^{er}, 2^e, 3^e et 5^e paragraphes de l'article 54, les articles 71 à 73, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 84, les mots «ou à la demande d'un député» au 1^{er} alinéa de l'article 86 ainsi que le 2^e alinéa du même article, les 2^e, 3^e et 8^e paragraphes de l'article 87, les articles 88 à 93, 100 et 101, 105 à 108, 111 à 114, 157, 164 et 165, 175 et 176, les mots «et, le cas échéant, de ses observations, conclusions et recommandations» à l'article 177, les articles 194 et 195, 205 à 209, les articles 212, 213, 215, 216, 220, 230, le 2^e alinéa de l'article 244, l'article 245, les mots «et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente» au 2^e alinéa de l'article 248, les articles 249 à 251, le 1^{er} alinéa de l'article 252 ainsi que les 1^{er} et 3^e alinéas de l'article 253, l'article 254, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 256, l'article 257 et les articles 304 à 307 soient suspendus jusqu'à l'adoption dudit projet de loi et que;

Dès l'adoption de la présente motion, la Commission permanente des affaires sociales mette fin à ses travaux quant à l'étude détaillée du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, et dépose son rapport à l'Assemblée, malgré l'article 53;

Tout député puisse, au plus tard trente minutes après le dépôt dudit rapport, transmettre au bureau du Secrétaire général copie des amendements qu'il entend y proposer; les travaux de l'Assemblée soient alors suspendus jusqu'à l'expiration de ce délai;

La durée du débat sur la prise en considération du rapport de la commission permanente soit fixée à un maximum de trente minutes, dont dix minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, dix minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et cinq minutes pour les députés indépendants; le ministre qui présente le projet de loi puisse exercer un droit de réplique d'une durée maximale de cinq minutes;

Une fois terminé le débat sur la prise en considération du rapport de la commission permanente, les amendements soient mis aux voix successivement sans appel nominal, de la manière indiquée par le Président; les articles du projet de loi ainsi amendés, les articles du projet de loi dont la Commission parlementaire permanente des affaires sociales n'aurait pas disposé, le titre et les autres intitulés du projet de loi et le rapport de la commission amendé ou non soient ensuite mis aux voix sans appel nominal;

La durée du débat sur l'adoption du projet de loi soit fixée à un maximum de soixante minutes, dont vingt minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, vingt minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, dix minutes pour les députés indépendants et une réplique d'une durée maximale de dix minutes au ministre qui présente le projet de loi; le vote sur l'adoption du projet de loi soit fait à main levée ou, si cinq députés l'exigent, par appel nominal;

Au cours du débat sur l'adoption dudit projet de loi, un ministre ou un leader adjoint du gouvernement puisse faire motion pour qu'il soit envoyé en commission plénière, en vue de l'étude des amendements qu'il indique; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal; en commission plénière, l'étude soit limitée aux amendements proposés; la durée du débat en commission plénière soit fixée à un maximum de quinze minutes, dont cinq minutes au groupe parlementaire

formant le gouvernement, cinq minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, trois minutes pour les députés indépendants et deux minutes de réplique au ministre qui présente le projet de loi, au terme de laquelle les amendements seraient mis aux voix immédiatement, sans débat et sans appel nominal, de même que les amendements dont la commission n'aurait pas disposé, y compris les amendements que le ministre qui présente le projet de loi n'aurait pas pu proposer en cours d'étude;

À l'expiration du délai de quinze minutes, le président de la commission plénière fasse rapport à l'Assemblée sans que soit consulté ni la commission, ni l'Assemblée; ce rapport soit mis aux voix immédiatement sans débat et sans appel nominal;

L'ajournement du débat puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

L'ajournement de l'Assemblée puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

Le retrait d'une motion puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

Outre les dispositions prévues à la présente motion, tous les votes soient faits à main levée à moins qu'un ministre ou leader adjoint du gouvernement n'exige un vote par appel nominal;

L'Assemblée puisse siéger tous les jours, à compter de 10 heures, jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux;

Sous réserve de ce qui précède, les dispositions du Règlement particulières aux mois de juin et décembre soient appliquées;

Les règles ci-haut mentionnées puissent s'appliquer jusqu'à l'adoption du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Après avoir entendu des remarques de part et d'autre sur la recevabilité de cette motion et après avoir pris l'affaire en délibéré, M. Bélanger, vice-président, rend la décision suivante:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion est recevable. La Présidence n'a pas à statuer sur le motif de l'urgence puisque, selon l'article 183 du Règlement, ce motif n'a qu'à être invoqué pour dispenser d'un préavis de la motion. D'ailleurs, de nombreux précédents vont en ce sens.

M. Bélanger, vice-président, informe ensuite l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie lors d'une réunion avec les leaders parlementaires pour le débat restreint sur la motion proposée par M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement. Dix minutes sont accordées aux députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes ou par les députés indépendants pourra être redistribué et les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de M. Boisclair.

À 17 h 57, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 06.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, proposant la suspension de certaines règles de procédure.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 72 en annexe)

Pour: 58 Contre: 35 Abstention: 0

Dépôts de rapports de commissions

M. Lazure (La Prairie) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 6, 7, 12, 13, 14 et 15 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 83 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux —
l'étude détaillée du projet de loi n'a pas été complétée.
(Dépôt n° 560-950620)

Conformément à la motion adoptée précédemment, à 21 h 38, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance pour trente minutes, afin de permettre le dépôt d'amendements.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, ainsi que l'amendement transmis par M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, à l'article 6.

M. Brouillet, vice-président, déclare cet amendement recevable.

Après débat, l'amendement à l'article 6 est adopté à la majorité des voix.

L'article 6, ainsi amendé, du projet de loi est adopté à la majorité des voix.

Tous les autres articles du projet de loi dont la Commission des affaires sociales n'a pas disposé, le titre et les intitulés du projet de loi sont adoptés à la majorité des voix.

Enfin, le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 83, ainsi amendé, est adopté à la majorité des voix.

Adoption

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 73 en annexe)

Pour: 56 Contre: 34 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 83 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

Le mercredi 21 juin 1995

Adoption du principe

M. Campeau, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 88 est adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 88 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Campeau, ministre des Finances, propose que le projet de loi 100, Loi modifiant la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit et la Loi sur les corporations de fonds de sécurité, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 100 est adopté.

M. Léonard, ministre des Transports, propose que le projet de loi 73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière en matière de circulation routière, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 73 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 96, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les parcs.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 67, Loi modifiant, en matière de sûretés et de publicité des droits, la Loi sur l'application de la réforme du Code civil et d'autres dispositions législatives, ainsi que l'amendement transmis par M. Bégin, ministre de la Justice.

Après débat, l'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 75, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur, ainsi que les amendements transmis par M. Bégin, ministre de la Justice.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 80, Loi sur les huissiers de justice.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 79, Loi sur la Commission des droits de la personne et de la protection des droits de la jeunesse, ainsi que l'amendement transmis par M. Bégin, ministre de la Justice.

Après débat, l'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée reprend de débat sur la prise en considération du rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 70, Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance.

Le débat terminé, le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption du principe

M. Jolivet, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Morin (Dubuc), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 203, Loi concernant la Ville de La Baie, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 203 est adopté.

Adoption

M. Jolivet, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Morin (Dubuc), propose que le projet de loi d'intérêt privé 203, Loi concernant la Ville de La Baie, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 203 est adopté.

Adoption du principe

M. Jolivet (Laviolette) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 208, Loi concernant la Ville de Saint-Tite, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 208 est adopté.

Adoption

M. Jolivet (Laviolette) propose que le projet de loi d'intérêt privé 208, Loi concernant la Ville de Saint-Tite, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 208 est adopté.

Adoption du principe

M. Lachance (Bellechasse) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 223, Loi concernant le Village et la Paroisse de Saint-Anselme, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 223 est adopté.

Adoption

M. Lachance (Bellechasse) propose que le projet de loi d'intérêt privé 223, Loi concernant le Village et la Paroisse de Saint-Anselme, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 223 est adopté.

Adoption du principe

M. Jolivet, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Beaulne (Marguerite-D'Youville), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 235, Loi modifiant la Loi concernant Le Club de Golf Boucherville, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 235 est adopté.

Adoption

M. Jolivet, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Beaulne (Marguerite-D'Youville), propose que le projet de loi d'intérêt privé 235, Loi modifiant la Loi concernant Le Club de Golf Boucherville, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 235 est adopté.

Adoption du principe

M. Jolivet, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Rivard (Limoilou), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 240, Loi modifiant la Loi sur la Société mutuelle de réassurance du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 240 est adopté.

Adoption

M. Jolivet, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Rivard (Limoilou), propose que le projet de loi d'intérêt privé 240, Loi modifiant la Loi sur la Société mutuelle de réassurance du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 240 est adopté.

À 0 h 58, sur la motion de M. Chevette, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne à 10 heures, ce mercredi 21 juin 1995.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, proposant la suspension de certaines règles de procédure:

(Vote n° 72)

POUR - 58

Barbeau	Charest	Laprise	Pinard
Baril	Chevrette	Lazure	Rioux
(Arthabaska)	Côté	Le Hir	Robert
Baril	Désilets	Leduc	Rochon
(Berthier)	Deslières	Lelièvre	Signori
Beaumier	Dion	Léonard	Simard
Bégin	Doyer	Létourneau	Trudel
Bertrand	Facal	Malavoy	Vermette
(Charlevoix)	Gagnon	Marois	
Boisclair	Gaulin	Ménard	
Boucher	Gendron	Morin	
Bourdon	Harel	(Dubuc)	
Brassard	Jolivet	Morin	
Brien	Julien	(Nicolet-Yamaska)	
Campeau	Jutras	Paillé	
Caron	Kieffer	Paquin	
Carrier-Perreault	Lachance	Payne	
Charbonneau	Landry	Pelletier	
(Borduas)	(Bonaventure)	Perreault	

CONTRE - 35

Beaudet	Cherry	Gobé	Ouimet
Bélanger	Copeman	Houda-Pepin	Paradis
(Mégantic-Compton)	Cusano	Kelley	Poulin
Benoit	Delisle	Lafrenière	Thérien
Bissonnet	Dionne	Lefebvre	Tremblay
Bordeleau	Farrah	Maciocia	Vaive
Brodeur	Fournier	MacMillan	Williams
Chagnon	Frulla	Marsan	
Charbonneau	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	
(Bourassa)	Gautrin	Mulcair	

ABSTENTION - 0

Sur la motion de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant l'adoption du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux:

(Vote n° 73)

POUR - 57

Barbeau	Chevrette	Landry	Paquin
Baril	Côté	(Bonaventure)	Payne
(Arthabaska)	Désilets	Laprise	Pelletier
Beaumier	Deslières	Lazure	Perreault
Bégin	Dion	Le Hir	Pinard
Bertrand	Doyer	Leduc	Rioux
(Charlevoix)	Facal	Lelièvre	Robert
Boisclair	Gagnon	Léonard	Rochon
Boucher	Garon	Létourneau	Signori
Brassard	Gaulin	Malavoy	Simard
Brien	Gendron	Marois	Trudel
Campeau	Harel	Ménard	Vermette
Caron	Jolivet	Morin	
Carrier-Perreault	Julien	(Dubuc)	
Charbonneau	Jutras	Morin	
(Borduas)	Kieffer	(Nicolet-Yamaska)	
Charest	Lachance	Paillé	

CONTRE - 34

Beaudet	Chagnon	Dionne	Houda-Pepin
Bélanger	Charbonneau	Farrah	Kelley
(Mégantic-Compton)	(Bourassa)	Fournier	Lafrenière
Benoit	Cherry	Frulla	Lefebvre
Bergman	Copeman	Gagnon-Tremblay	Maciocia
Bissonnet	Cusano	Gautrin	MacMillan
Bordeleau	Delisle	Gobé	Marsan

20 juin 1995

**Middlemiss
Mulcair**

**Paradis
Poulin**

**Thérien
Tremblay**

**Vaive
Williams**

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 08.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

106 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur l'assurance automobile.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Parizeau, premier ministre et ministre de la Culture et des Communications, dépose:

Le rapport annuel de la Régie du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 561-950621)

M. Garon, ministre de l'Éducation, dépose:

Un document, publié par le ministère de l'Éducation du Québec, contenant les résultats aux épreuves uniques de juin 1994 par commission scolaire et par école, ainsi que le taux de réussite par commission scolaire (versions française et anglaise).

(Dépôt n° 562-950621)

L'édition 1994 du document intitulé *Indicateurs de l'éducation* publié par le ministère de l'Éducation du Québec (versions française et anglaise).

(Dépôt n° 563-950621)

Un document, publié par le ministère de l'Éducation, contenant les résultats aux épreuves uniques de juin 1994 par établissement privé (versions française et anglaise).

(Dépôt n° 564-950621)

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, dépose:

Le rapport annuel de la Régie du gaz naturel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 565-950621)

Le rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 566-950621)

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, dépose:

Copie de l'entente spécifique entre le Conseil de la nation huronne-wendat et le gouvernement du Québec concernant la chasse à l'orignal par les Hurons-Wendat pour la saison 1995.

(Dépôt n° 567-950621)

M. Bégin, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant l'application de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* et de la *Loi visant à favoriser le civisme*, pour l'année 1994.

(Dépôt n° 568-950621)

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de la Société des alcools du Québec, pour l'exercice financier terminé le 25 mars 1995.

(Dépôt n° 569-950621)

Le rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 570-950621)

Le rapport annuel de SIDBEC, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 571-950621)

Le rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 572-950621)

Le rapport annuel du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 573-950621)

Dépôts de rapports de commissions

M. Simard (Richelieu) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 20 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 76 Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur la Régie du logement — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 574-950621)

M. Baril (Arthabaska) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 15 et 16 mars 1995 ainsi qu'en séances de travail les 20 décembre 1994, 21 février et 14 juin 1995, a examiné les activités, les orientations et la gestion de la Société des loteries du Québec. Le rapport contient une recommandation.

(Dépôt n° 575-950621)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 24, 25 et 26 janvier 1995 ainsi qu'en séances de travail les 21 février et 14 juin 1995, a entendu le Vérificateur général du Québec dans le cadre de l'examen de son rapport annuel 1993-1994.

(Dépôt n° 576-950621)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 20 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 97 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 577-950621)

M. Tremblay (Outremont) dépose:

Les rapports de la Commission de l'économie et du travail qui, le 20 juin 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 224 Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec — Rapporté avec un amendement.

(Dépôt n° 578-950621)

Le rapport est adopté.

- 239 Loi concernant Société de Fiducie La Métropolitaine du Canada —
Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 579-950621)

Le rapport est adopté.

- 209 Loi concernant Société Gazoduc TQM — Rapporté avec un amendement.
(Dépôt n° 580-950621)

Le rapport est adopté.

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 20 juin 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 243 Loi concernant la municipalité de Saint-Nicéphore — Rapporté sans
amendement.

(Dépôt n° 581-950621)

Le rapport est adopté.

- 212 Loi concernant la Municipalité de Labrecque — Rapporté sans
amendement.

(Dépôt n° 582-950621)

Le rapport est adopté.

- 204 Loi concernant la Ville de Verdun — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 583-950621)

Le rapport est adopté.

M. Facal (Fabre) dépose:

Le rapport de la commission spéciale sur le projet de loi 90 qui, les 8, 9, 12, 13, 14, 15, 16, 19 et 20 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 90 Loi favorisant le développement de la formation professionnelle —
Rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Dépôt n° 584-950621)

Dépôts de pétitions

Sont déposés quatre extraits de pétition concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 86 membres de l'Association provinciale des enseignantes et enseignants protestants du Québec, par M. Cherry (Saint-Laurent);

(Dépôt n° 585-950621)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 1308 membres du Syndicat de l'enseignement du Lac-Saint-Jean et du Syndicat de l'enseignement de Louis-Émond, par M. Laprise (Roberval);

(Dépôt n° 586-950621)

- le troisième, extrait d'une pétition signée par 677 membres du Syndicat de l'enseignement de Laval, par Mme Leduc (Mille-Îles);

(Dépôt n° 587-950621)

- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 45 membres de l'Association des enseignantes et enseignants protestants du Québec, par M. Pelletier (Abitibi-Est).

(Dépôt n° 588-950621)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Bordeleau (Acadie) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 28 425 citoyennes et citoyens de Saint-Laurent, membres du personnel, médecins et patients du Centre hospitalier de Saint-Laurent, concernant le maintien de cet hôpital.

(Dépôt n° 589-950621)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 31 679 pétitionnaires du Centre hospitalier Reddy Memorial, concernant la fermeture de cet hôpital.

(Dépôt n° 590-950621)

L'extrait d'une pétition, signée par 49 191 pétitionnaires du Centre hospitalier Sainte-Jeanne-d'Arc, concernant la fermeture de cet hôpital.

(Dépôt n° 591-950621)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 63 et 64 du Règlement, M. Julien (Trois-Rivières) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 5019 pétitionnaires, concernant la mise sur pied d'une ressource d'hébergement en situation de crise.

(Dépôt n° 592-950621)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

M. le Président dépose:

Les guides servant à la Présidence pour la période de questions à l'Assemblée nationale.

(Dépôt n° 593-950621)

La compilation de la durée moyenne des questions et des réponses, principales et complémentaires, comparée à la durée cible du temps de questions et réponses pour la présente législature.

(Dépôt n° 594-950621)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Filion (Montmorency) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 14 juillet 1994, qu'il recevait de M. Claude Ryan, ministre des Affaires municipales, concernant l'application aux résidents du comté de Montmorency de la contribution des automobilistes au financement du transport en commun.

(Dépôt n° 595-950621)

Copie de trois lettres concernant les droits d'immatriculation de 30 \$ appliqués aux résidents de plusieurs municipalités de son comté: la première, en date du 12 octobre 1994, qu'il adressait au ministre des Affaires municipales, M. Guy Chevrette, et les deux autres, en date des 8 février et 12 avril 1995, qu'il adressait au ministre des Transports, M. Jacques Léonard.

(Dépôt n° 596-950621)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Beaudet (Argenteuil) dépose:

L'extrait d'un appel d'offres, en date du 8 mars 1995, lancé par la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre pour la fourniture de services de buanderie au pavillon Maisonneuve de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

(Dépôt n° 597-950621)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Une série de documents relatifs au contrat de services de buanderie pour le pavillon Maisonneuve de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

(Dépôt n° 598-950621)

Motions sans préavis

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, propose:

QUE l'Assemblée nationale s'associe avec fierté à l'ONU qui célèbre, le 26 juin, le cinquantième anniversaire de l'adoption, à San Francisco, de sa charte.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Cliche (Vimont) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne la Journée nationale des peuples autochtones et profite de cette occasion pour célébrer le dixième anniversaire de l'adoption d'une résolution, par cette Assemblée, portant sur la reconnaissance des droits des autochtones du Québec et reconnaisse l'apport essentiel des divers organismes communautaires autochtones.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 196, Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 210, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur les services correctionnels.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur les services correctionnels.

Le projet de loi 74 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 74 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230, du Règlement, M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur les services correctionnels, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 74 est adopté.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 79, Loi sur la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (*titre modifié*), soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE l'Assemblée poursuive ses travaux après 13 heures, afin de permettre à deux députés du groupe parlementaire formant le gouvernement d'intervenir pour une durée maximale de cinq minutes chacun avant de procéder à l'adoption du projet de loi 79.

Cette motion est adoptée.

Le débat terminé, la motion de M. Bégin, ministre de la Justice, proposant l'adoption du projet de loi 79 est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la reprise de la séance, cet après-midi.

À 13 h 06, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 05.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté ce matin sur la motion de M. Bégin, ministre de la Justice, proposant l'adoption du projet de loi 79, Loi sur la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (*titre modifié*).

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 74 en annexe)

Pour: 57 Contre: 32 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 79 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Campeau, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 107, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi sur la taxe de vente du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 107 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 107 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 107, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi sur la taxe de vente du Québec.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 107, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi sur la taxe de vente du Québec.

Le projet de loi 107 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 107 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Campeau, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 107, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi sur la taxe de vente du Québec, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 107 est adopté.

M. Campeau, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 71, Loi visant l'amélioration des relations entre le ministère du Revenu et ses clientèles, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 71 est adopté.

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, au nom de M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le projet de loi 96, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 96 est adopté.

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, au nom de M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les parcs, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi 77 est adopté.

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, au nom de Mme Marois, ministre responsable de la Famille, propose que le projet de loi 70, Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi 70 est adopté.

À 18 h 03, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 07.

Adoption

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi 65 est adopté.

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Chevette, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 68 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude des amendements qu'il indique.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière.

Les amendements de M. Chevette au projet de loi 68 sont étudiés et adoptés en commission plénière.

Le projet de loi 68, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 68.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi est adopté.

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose que le projet de loi 72, Loi modifiant la Loi sur les forêts, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 72 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la commission spéciale sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Harel, ministre d'État à la concertation et ministre de l'Emploi, propose l'adoption du projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (*titre modifié*).

Un débat s'ensuit.

Le jeudi 22 juin 1995

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Chevrette, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 81, Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, la Loi sur les tribunaux judiciaires et diverses dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Bégin, ministre de la Justice, propose l'adoption du projet de loi 81, Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, la Loi sur les tribunaux judiciaires et diverses dispositions législatives.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 81 est adopté.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 75, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 75 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 76, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur la Régie du logement.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Bégin, ministre de la Justice, propose l'adoption du projet de loi 76, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur la Régie du logement.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi 76 est adopté.

21 juin 1995

M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 80, Loi sur les huissiers de justice, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 80 est adopté.

À 1 h 11, sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 22 juin 1995, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 21 juin 1995, à 16 h 17, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bélanger, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Garon, ministre de l'Éducation, et de M. Paquin (Saint-Jean), les représentants du Premier ministre, de M. Gautrin (Verdun), le représentant du Chef de l'opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 73 Loi modifiant le Code de la sécurité routière en matière de circulation routière;
- 74 Loi modifiant la Loi sur les services correctionnels;
- 79 Loi sur la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (*titre modifié*);
- 83 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- 86 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux;
- 95 Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire;
- 100 Loi modifiant la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit et la Loi sur les corporations de fonds de sécurité;

21 juin 1995

- 203 Loi concernant la Ville de La Baie;
- 208 Loi concernant la Ville de Saint-Tite;
- 223 Loi concernant le Village et la Paroisse de Saint-Anselme;
- 235 Loi modifiant la Loi concernant Le Club de Golf Boucherville;
- 240 Loi modifiant la Loi sur la Société mutuelle de réassurance du Québec.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de M. Bégin, ministre de la Justice, proposant l'adoption du projet de loi 79, Loi sur la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (*titre modifié*):

(Vote n° 74)

POUR - 57

Barbeau	Cliche	Laurin	Trudel
Baril	Côté	Leduc	Vermette
(Arthabaska)	Désilets	Lelièvre	
Baril	Deslières	Léonard	
(Berthier)	Dion	Létourneau	
Beaudoin	Dionne-Marsolais	Malavoy	
Beaumier	Doyer	Marois	
Bertrand	Dufour	Ménard	
(Charlevoix)	Facal	Morin	
Blackburn	Gagnon	(Dubuc)	
Boisclair	Gaulin	Morin	
Boucher	Gendron	(Nicolet-Yamaska)	
Boulerice	Jolivet	Paillé	
Bourdon	Julien	Paquin	
Brassard	Jutras	Pelletier	
Campeau	Lachance	Perreault	
Carrier-Perreault	Landry	Perron	
Charbonneau	(Bonaventure)	Rioux	
(Borduas)	Landry	Robert	
Charest	(Verchères)	Signori	
Chevrette	Laprise	Simard	

CONTRE - 32

Bélanger	Brodeur	Cusano	Gautrin
(Mégantic-Compton)	Chagnon	Delisle	Gobé
Bergman	Charbonneau	Dionne	Houda-Pepin
Bissonnet	(Bourassa)	Farrah	Johnson
Bordeleau	Cherry	Fournier	Kelley
Bourbeau	Copeman	Frulla	Lafrenière

21 juin 1995

**Lefebvre
MacMillan
Marsan**

**Middlemiss
Mulcair
Paradis**

**Poulin
Thérien
Vaive**

Williams

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Un avant-projet de loi intitulé «Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives afin de favoriser la protection et le développement durable des activités agricoles» (versions française et anglaise).

(Dépôt n° 599-950622)

M. Parizeau, premier ministre et ministre de la Culture et des Communications, dépose:

Le rapport annuel de la Bibliothèque nationale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 600-950622)

Le rapport annuel de la Commission des biens culturels du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 601-950622)

Le rapport annuel de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 602-950622)

M. Chevette, leader du gouvernement, dépose:

Les réponses aux questions écrites de M. Bourbeau (Laporte) concernant les sujets suivants:

- les dépenses du gouvernement du Québec et l'évolution de la dette et du service de la dette — Question n° 1, *Feuilleton et préavis* du 21 juin 1995.
(Dépôt n° 603-950622)
- les mesures fiscales prises afin d'éliminer le commerce illégal du tabac — Question n° 2, *Feuilleton et préavis* du 21 juin 1995.
(Dépôt n° 604-950622)
- l'évolution de l'économie souterraine et de ses impacts sur l'équilibre des finances publiques — Question n° 3, *Feuilleton et préavis* du 21 juin 1995.
(Dépôt n° 605-950622)

Les réponses aux questions écrites de M. Gauthrin (Verdun) concernant les sujets suivants:

- le document «Les finances du gouvernement: Une autre façon de gérer s'impose» — Question n° 6, *Feuilleton et préavis* du 21 juin 1995.
(Dépôt n° 606-950622)
- les emprunts sous forme obligataire garantis par le gouvernement pour chaque institution collégiale ou universitaire — Question n° 16, *Feuilleton et préavis* du 21 juin 1995.
(Dépôt n° 607-950622)

La réponse à la question écrite de M. Dumont (Rivière-du-Loup) concernant la taxe de vente imposée sur les transactions impliquant les détaillants de bateaux de plaisance — Question n° 20, *Feuilleton et préavis* du 21 juin 1995.

(Dépôt n° 608-950622)

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, dépose:

Le rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 609-950622)

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel du Conseil de la science et de la technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 610-950622)

Dépôts de rapports de commissions

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 12, 13, 15, 19 et 21 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 196 Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi — Rapporté avec un amendement.

(Dépôt n° 611-950622)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 13 et 21 juin 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 210 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 612-950622)

Le rapport est adopté.

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 82 membres de l'Association provinciale des enseignantes et enseignants protestants du Québec, par M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis);

(Dépôt n° 613-950622)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 256 citoyens du comté de Portneuf, par M. Côté (La Peltre).

(Dépôt n° 614-950622)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Morin (Nicolet-Yamaska) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 663 membres de l'Union des employé(es) de service, local 298 (FTQ), concernant la révision de la loi 102 sur les conditions de travail dans les secteurs public et municipal.

(Dépôt n° 615-950622)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Jutras (Drummond) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 3036 citoyens et citoyennes du Québec, concernant l'endettement des gouvernements du Québec et du Canada.

(Dépôt n° 616-950622)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Lelièvre (Gaspé) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 447 pétitionnaires du comté de Gaspé, membres du Syndicat des travailleurs de l'enseignement de l'Est du Québec, concernant les coupures dans le secteur de l'éducation.

(Dépôt n° 617-950622)

L'extrait d'une pétition, signée par 651 étudiants et étudiantes de l'Outaouais, concernant l'aide financière aux étudiants québécois.

(Dépôt n° 618-950622)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, lors de la séance du 21 juin 1995, sur la motion de M. Chevette, ministre des Affaires municipales, proposant l'adoption du projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 75 en annexe)

Pour: 103 Contre: 0 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 94 est adopté.

L'Assemblée procède au vote reporté, lors de la séance du 21 juin 1995, sur la motion de Mme Harel, ministre d'État à la concertation et ministre de l'Emploi, proposant l'adoption du projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (*titre modifié*).

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 76 en annexe)

Pour: 63 Contre: 38 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 94 est adopté.

Motions sans préavis

M. Parizeau, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 24 de la *Loi sur la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse*, Me Céline Giroux, membre, vice-présidente et présidente par intérim de la Commission de protection des droits de la jeunesse, soit nommée membre et vice-présidente de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, pour un mandat de cinq ans, à compter de l'entrée en vigueur de l'article 2 de cette loi.

La motion est mise aux voix et, aux fins de l'application de l'article 3 de la *Loi sur la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse*, un vote par appel nominal est tenu.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 77 en annexe)

Pour: 102 Contre: 0 Abstention: 0

M. Parizeau, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 24 de la *Loi sur la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse*, les personnes suivantes, actuellement membres de la Commission de protection des droits de la jeunesse, soient nommées membres à temps partiel de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, pour un mandat de cinq ans, à compter de l'entrée en vigueur de l'article 2 de cette loi:

- Me Louis-Marie Chabot, avocat et directeur du bureau, Centre communautaire juridique de l'Abitibi-Témiscamingue;
- M. François Chénier, sergent-détective, Service de police de la Communauté urbaine de Montréal;

- Mme Liliane Filion-Laporte, pédiatre, professeure agrégée, Faculté de médecine, Université McGill;
- Mme Louise Fournier, psychologue, Centre hospitalier Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme;
- Me Martial Giroux, avocat associé, Dugré & Giroux;
- Mme Jocelyne Myre, conseillère pédagogique à l'éducation des adultes, Cité étudiante de la Haute-Gatineau.

La motion est mise aux voix et, aux fins de l'application de l'article 3 de la *Loi sur la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse*, un vote par appel nominal est tenu.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 78 en annexe)

Pour: 102 Contre: 0 Abstention: 0

M. Parizeau, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 5 de la *Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic* (L.R.Q., c. R-8.2), Mme Nicole Poupart Gendreau soit nommée de nouveau membre du conseil d'administration et présidente de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, pour un mandat de trois ans à compter des présentes.

La motion est mise aux voix et, aux fins de l'application de l'article 5 de la *Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic*, un vote par appel nominal est tenu.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 79 en annexe)

Pour: 102 Contre: 0 Abstention: 0

M. Parizeau, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 5 de la *Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic* (L.R.Q., c. R-8.2), Mme Hélène Wavroch soit nommée de nouveau membre du conseil d'administration et vice-présidente de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, pour un mandat de trois ans à compter des présentes.

La motion est mise aux voix et, aux fins de l'application de l'article 5 de la *Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic*, un vote par appel nominal est tenu.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 80 en annexe)

Pour: 102 Contre: 0 Abstention: 0

M. Parizeau, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 122 de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1), soit constituée une liste de commissaires suppléants pour entendre les appels interjetés devant la Commission de la fonction publique en vertu de l'article 33 de cette loi, lorsqu'un surplus de travail le justifie, pour une période de une année à compter des présentes:

- Me Marc Boisvert, domicilié au 810, Pierre C. Lesueur, Boucherville, Québec;
- M. Harold Hutchison, domicilié au 817, rue John-West, Sainte-Foy, Québec;
- M. James R.K. Duggan, 4418, Simard, Pierrefonds, Québec;
- M. Jean-Alain Lemieux, 25, boulevard Taché ouest, bureau 201, Montmagny, Québec.

22 juin 1995

La motion est mise aux voix et, aux fins de l'application de l'article 122 de la *Loi sur la fonction publique*, un vote par appel nominal est tenu.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 81 en annexe)

Pour: 102 Contre: 0 Abstention: 0

M. Dumont (Rivière-du-Loup) présente une motion concernant la mise sur pied d'une commission d'enquête publique sur le Bureau des coroners; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 196, Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) propose que le projet de loi 196, Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi 196 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 97, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, au nom de Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, propose que le projet de loi 97, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 97 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, Mme Bélanger (Mégantic-Compton), au nom de M. Parent (Sauvé), propose que le principe du projet de loi 191, Loi sur la protection des droits des aînés, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 191 est adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 191 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 92, Loi modifiant le Code de procédure pénale, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, l'Assemblée poursuit ses travaux après 13 heures.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi 92 est adopté.

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, fait motion pour que le projet de loi 92 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Cette motion est adoptée à la majorité des voix.

Adoption

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 67, Loi modifiant, en matière de sûretés et de publicité des droits, la Loi sur l'application de la réforme du Code civil et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Au cours de son intervention, M. Bégin propose que le projet de loi 67 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude des amendements qu'il indique.

La motion est adoptée.

Les amendements de M. Bégin au projet de loi 67 sont étudiés et adoptés en commission plénière.

Le projet de loi 67, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 67.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Mulcair (Chomedey) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 9 juin 1995, adressée à Mme France Dionne, députée de Kamouraska-Témiscouata, par M. Benoît Lévesque, secrétaire-trésorier de la Municipalité régionale de comté de L'Islet, concernant le projet de loi 67, accompagnée d'un extrait de la résolution 2956-05-95 adoptée le 8 mai 1995 par le conseil des maires de cette MRC.

(Dépôt n° 619-950622)

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 67 est adopté.

Adoption du principe

M. Gaulin (Taschereau), au nom de M. Rivard (Limoilou), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 202, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société de Saint-Vincent-de Paul de Québec (*titre modifié*), soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 202 est adopté.

Adoption

M. Gaulin (Taschereau), au nom de M. Rivard (Limoilou), propose que le projet de loi d'intérêt privé 202, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société de Saint-Vincent-de-Paul de Québec (*titre modifié*), soit adopté.

Un débat s'ensuit.

M. Gaulin (Taschereau), au nom de M. Rivard (Limoilou), propose que le projet de loi d'intérêt privé 202 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude des amendements qu'il indique.

La motion est adoptée.

Les amendements au projet de loi d'intérêt privé 202, dont un au titre, sont étudiés et adoptés en commission plénière.

L'Assemblée adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat terminé, la motion sur l'adoption du projet de loi est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 202, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société de Saint Vincent de Paul de Québec, est adopté.

Adoption du principe

M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, au nom de M. Gauthrin (Verdun), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 204, Loi concernant la Ville de Verdun, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 204 est adopté.

Adoption

M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, au nom de M. Gauthrin (Verdun), propose que le projet de loi d'intérêt privé 204, Loi concernant la Ville de Verdun, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 204 est adopté.

Adoption du principe

Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 209, Loi concernant Société Gazoduc TQM, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 209 est adopté.

Adoption

Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) propose que le projet de loi d'intérêt privé 209, Loi concernant Société Gazoduc TQM, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 209 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière), au nom de M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 210, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 210 est adopté.

Adoption

Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière), au nom de M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques), propose que le projet de loi d'intérêt privé 210, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 210 est adopté.

Adoption du principe

M. Jolivet, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Laprise (Roberval), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 212, Loi concernant la Municipalité de Labrecque, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 212 est adopté.

Adoption

M. Jolivet, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Laprise (Roberval), propose que le projet de loi d'intérêt privé 212, Loi concernant la Municipalité de Labrecque, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 212 est adopté.

Adoption du principe

M. Gagnon (Saguenay), au nom de M. Laprise (Roberval), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 224, Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 224 est adopté.

Adoption

M. Gagnon (Saguenay), au nom de M. Laprise (Roberval), propose que le projet de loi d'intérêt privé 224, Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 224 est adopté.

Adoption du principe

M. Gaulin (Taschereau) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 239, Loi concernant Société de Fiducie La Métropolitaine du Canada, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 239 est adopté.

Adoption

M. Gaulin (Taschereau) propose que le projet de loi d'intérêt privé 239, Loi concernant Société de Fiducie La Métropolitaine du Canada, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 239 est adopté.

Adoption du principe

M. Gaulin (Taschereau), au nom de M. Jutras (Drummond), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 243, Loi concernant la municipalité de Saint-Nicéphore, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 243 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé, M. Gaulin (Taschereau), au nom de M. Jutras (Drummond), propose que le projet de loi d'intérêt privé 243, Loi concernant la municipalité de Saint-Nicéphore, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 243 est adopté.

M. Chevette, leader du gouvernement, propose l'ajournement de l'Assemblée au mardi 17 octobre 1995, à 14 heures.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, à 14 h 11, M. le Président lève la séance et l'Assemblée s'ajourne au mardi 17 octobre 1995, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 22 juin 1995, à 15 h 02, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Jolivet (Laviolette), le représentant du Premier ministre, et de M. Duchesne, secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 65 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux;
- 67 Loi modifiant, en matière de sûretés et de publicité des droits, la Loi sur l'application de la réforme du Code civil et d'autres dispositions législatives;
- 68 Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives;
- 70 Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance;

- 71 Loi visant l'amélioration des relations entre le ministère du Revenu et ses clientèles;
- 72 Loi modifiant la Loi sur les forêts;
- 75 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur;
- 76 Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur la Régie du logement;
- 77 Loi modifiant la Loi sur les parcs;
- 80 Loi sur les huissiers de justice;
- 81 Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, la Loi sur les tribunaux judiciaires et diverses dispositions législatives;
- 90 Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (*titre modifié*);
- 94 Loi sur la Commission de la capitale nationale;
- 96 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement;
- 97 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- 107 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi sur la taxe de vente du Québec;
- 196 Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi;
- 202 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société de Saint Vincent de Paul de Québec;
- 204 Loi concernant la Ville de Verdun;
- 209 Loi concernant Société Gazoduc TQM;
- 210 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- 212 Loi concernant la Municipalité de Labrecque;

22 juin 1995

- 224 Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec;
- 239 Loi concernant Société de Fiducie La Métropolitaine du Canada;
- 243 Loi concernant la municipalité de Saint-Nicéphore.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, proposant l'adoption du projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale:

(Vote n° 75)

POUR - 103

Barbeau	Chagnon	Gendron	Mulcair
Baril	Charbonneau	Gobé	Paillé
(Arthabaska)	(Borduas)	Harel	Paquin
Baril	Charbonneau	Houda-Pepin	Paradis
(Berthier)	(Bourassa)	Johnson	Parizeau
Beaudet	Charest	Jolivet	Payne
Beaudoin	Cherry	Julien	Pelletier
Beaumier	Chevrette	Jutras	Perreault
Bégin	Cliche	Kelley	Perron
Bélanger	Copeman	Kieffer	Pinard
(Anjou)	Côté	Lachance	Poulin
Bélanger	Cusano	Landry	Rioux
(Mégantic-Compton)	Delisle	(Bonaventure)	Robert
Benoit	Désilets	Lazure	Rochon
Bergman	Deslières	Le Hir	Signori
Bertrand	Dion	Leduc	Simard
(Charlevoix)	Dionne	Lefebvre	Thérien
Blackburn	Dionne-Marsolais	Lelièvre	Tremblay
Boisclair	Doyer	Léonard	Trudel
Bordeleau	Dumont	Maciocia	Vaive
Boucher	Facal	MacMillan	Vallières
Boulerice	Farrah	Malavoy	Vermette
Bourdon	Filion	Marois	Williams
Brassard	Fournier	Marsan	
Brien	Frulla	Ménard	
Brodeur	Gagnon	Middlemiss	
Brouillet	Gagnon-Tremblay	Morin	
Campeau	Gaulin	(Dubuc)	
Caron	Gautrin	Morin	
Carrier-Perreault	Gauvin	(Nicolet-Yamaska)	

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

Sur la motion de Mme Harel, ministre d'État à la concertation et ministre de l'Emploi, proposant l'adoption du projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (*titre modifié*):

(Vote n° 76)

POUR - 63

Barbeau	Carrier-Perreault	Jutras	Parizeau
Baril	Charbonneau	Kieffer	Payne
(<i>Arthabaska</i>)	(<i>Borduas</i>)	Lachance	Pelletier
Baril	Charest	Landry	Perreault
(<i>Berthier</i>)	Chevrette	(<i>Bonaventure</i>)	Perron
Beaudoin	Cliche	Lazure	Pinard
Beaumier	Côté	Le Hir	Rioux
Bégin	Désilets	Leduc	Robert
Bertrand	Deslières	Lelièvre	Rochon
(<i>Charlevoix</i>)	Dion	Léonard	Signori
Blackburn	Dionne-Marsolais	Malavoy	Simard
Boisclair	Doyer	Marois	Trudel
Boucher	Facal	Ménard	Vermette
Boulerice	Gagnon	Morin	
Bourdon	Gaulin	(<i>Dubuc</i>)	
Brassard	Gendron	Morin	
Brien	Harel	(<i>Nicolet-Yamaska</i>)	
Campeau	Jolivet	Paillé	
Caron	Julien	Paquin	

CONTRE - 38

Beaudet	Charbonneau	Farrah	Houda-Pepin
Bélanger	(<i>Bourassa</i>)	Filion	Johnson
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Cherry	Fournier	Kelley
Benoit	Copeman	Frulla	Lefebvre
Bergman	Cusano	Gagnon-Tremblay	Maciocia
Bordeleau	Delisle	Gautrin	MacMillan
Brodeur	Dionne	Gauvin	Marsan
Chagnon	Dumont	Gobé	Middlemiss

Mulcair
Paradis

Poulin
Thérien

Tremblay
Vaive

Vallières
Williams

ABSTENTION - 0

Sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, proposant que Me Céline Giroux soit nommée membre et vice-présidente de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse:

(Vote n° 77)

POUR - 102

Barbeau
Baril
(Arthabaska)
Baril
(Berthier)
Beaudet
Beaudoin
Beaumier
Bégin
Bélanger
(Anjou)
Bélanger
(Mégantic-Compton)
Benoit
Bergman
Bertrand
(Charlevoix)
Blackburn
Boisclair
Bordeleau
Boucher
Boulerice
Bourdon
Brassard
Brien
Brodeur
Brouillet

Campeau
Caron
Carrier-Perreault
Chagnon
Charbonneau
(Borduas)
Charbonneau
(Bourassa)
Charest
Cherry
Chevette
Cliche
Copeman
Côté
Cusano
Delisle
Désilets
Deslières
Dion
Dionne
Dionne-Marsolais
Doyer
Dumont
Facal
Farrah
Filion
Fournier

Frulla
Gagnon
Gagnon-Tremblay
Gaulin
Gautrin
Gauvin
Gendron
Gobé
Harel
Houda-Pepin
Johnson
Jolivet
Julien
Jutras
Kelley
Kieffer
Lachance
Landry
(Bonaventure)
Lazure
Le Hir
Leduc
Lefebvre
Lelièvre
Léonard
Maciocia
MacMillan

Malavoy
Marois
Marsan
Ménard
Middlemiss
Morin
(Dubuc)
Morin
(Nicolet-Yamaska)
Mulcair
Paillé
Paquin
Paradis
Parizeau
Payne
Pelletier
Perreault
Perron
Poulin
Rioux
Robert
Rochon
Signori
Simard
Thérien
Tremblay
Trudel

Vaive

Vallières

Vermette

Williams

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

Sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, proposant que Me Louis-Marie Chabot, M. François Chénier, Mme Liliane Filion-Laporte, Mme Louise Fournier, Me Martial Giroux et Mme Jocelyne Myre soient nommées membres à temps partiel de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse:

(Vote n° 78)

(Identique au vote n° 77)

Sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, proposant que Mme Nicole Poupart Gendreau soit nommée de nouveau membre du conseil d'administration et présidente de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération:

(Vote n° 79)

(Identique au vote n° 77)

Sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, proposant que Mme Hélène Wavroch soit nommée de nouveau membre du conseil d'administration et vice-présidente de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération:

(Vote n° 80)

(Identique au vote n° 77)

22 juin 1995

Sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, proposant que Me Marc Boisvert, M. Harold Hutchison, M. James R.K. Duggan et M. Jean-Alain Lemieux soient nommés commissaires suppléants de la Commission de la fonction publique:

(Vote n° 81)

(Identique au vote n° 77)

Séance extraordinaire

La séance est ouverte à 14 h 06.

Moment de recueillement

M. le Président communique et dépose :

Une lettre que lui a adressée M. Parizeau, premier ministre, en date du 5 septembre 1995, lui demandant de prendre les dispositions pour que l'Assemblée nationale se réunisse d'urgence, à compter de 14 heures, le jeudi 7 septembre 1995, afin qu'elle soit saisie des mesures suivantes:

- la présentation d'un projet de loi sur l'avenir du Québec;
- une motion du Premier ministre proposant le texte d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire, conformément aux articles 8 et 9 de la *Loi sur la consultation populaire*;
- une motion fixant le montant de la subvention devant être versée à chacun des comités nationaux, conformément à l'article 40 de la *Loi sur la consultation populaire*;
- une motion d'ajournement de l'Assemblée à une date ultérieure à celle prévue au deuxième paragraphe de l'article 19 du Règlement de l'Assemblée nationale;
- si besoin est, toute mesure propre à affirmer les droits, privilèges et prérogatives de l'Assemblée, à protéger ses travaux contre toute ingérence et à garantir que le peuple du Québec pourra effectivement se prononcer sur son avenir.

(Dépôt n° 620-950907)

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 232 du Règlement, M. Parizeau, premier ministre, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

1 Loi sur l'avenir du Québec.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

Cette motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 82 en annexe)

Pour: 67 Contre: 44 Abstention: 0

Dépôts de documents

M. le Président dépose:

Une lettre, en date du 6 septembre 1995, que lui a adressée l'honorable Louis-Charles Fournier, juge en chef de la Cour du Québec, concernant la désignation des juges de la Cour du Québec devant composer le Conseil du référendum.

(Dépôt n° 621-950907)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QU'en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre la présentation et l'adoption:

- d'une motion du Premier ministre proposant le texte d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire, conformément aux articles 8 et 9 de la *Loi sur la consultation populaire*;
- d'une motion fixant le montant de la subvention devant être versée à chacun des comités nationaux, conformément à l'article 40 de la *Loi sur la consultation populaire*;
- d'une motion d'ajournement de l'Assemblée à une date ultérieure à celle prévue au deuxième paragraphe de l'article 19 du Règlement de l'Assemblée nationale;
- et, si nécessaire, d'une motion visant à affirmer les droits, privilèges et prérogatives de l'Assemblée, à protéger ses travaux contre toute ingérence et à garantir que le peuple du Québec pourra effectivement se prononcer sur son avenir;

L'Assemblée puisse siéger tous les jours à compter de 10 heures jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux, avec suspension de 13 heures à 15 heures et de 18 heures à 20 heures, sauf le lundi où elle peut siéger à compter de 14 heures jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux, avec suspension de 18 heures à 20 heures;

L'Assemblée puisse procéder aux affaires courantes à 14 heures le lundi et à 10 heures les autres jours;

Il soit permis, dès l'adoption de la présente motion, de poursuivre l'étape des affaires courantes avant de passer aux affaires du jour et ce, malgré la suspension de séance prévue au deuxième alinéa de la présente motion;

Il soit permis à un ministre de présenter, si nécessaire, à l'étape des motions sans préavis, une motion visant à affirmer les droits, privilèges et prérogatives de l'Assemblée nationale, à protéger ses travaux contre toute ingérence et à garantir que le peuple du Québec pourra effectivement se prononcer sur son avenir et qu'une telle motion ne nécessite pas de préavis et fasse l'objet d'un débat restreint d'au plus trois heures et ce, malgré le troisième alinéa de l'article 84 et les articles 188, 191 et 209;

Le deuxième paragraphe de l'article 19, les articles 20, 21, 52, 107 et 194 soient suspendus;

Sous réserve de ce qui précède, les dispositions du Règlement de l'Assemblée particulières aux mois de juin et décembre soient appliquées;

Les règles ci-haut mentionnées puissent s'appliquer pendant toute la durée des séances extraordinaires.

Avant que le débat ne s'engage sur cette motion, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 182, 188 et 199 du Règlement, sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE la motion dont il est question au cinquième alinéa de la motion de suspension de certaines règles de procédure ne soit soumise ni au quatrième paragraphe de l'article 53, ni aux articles 66 à 70, aux deuxième et troisième paragraphes de l'article 87 et aux articles 315 à 327 du Règlement.

M. le Président informe ensuite l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie lors d'une réunion avec les leaders parlementaires pour le débat restreint sur la motion proposée par M. Chevrette, leader du gouvernement. Cinq minutes sont accordées à chacun des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes ou par les députés indépendants ne pourra pas être redistribué et les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de M. Chevrette.

Le débat terminé, la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

7 septembre 1995

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 83 en annexe)

Pour: 61 Contre: 43 Abstention: 0

AFFAIRES DU JOUR

M. Chevette, leader du gouvernement, propose l'ajournement de l'Assemblée au lundi 11 septembre 1995, à 14 heures.

La motion est adoptée.

En conséquence, à 18 h 03, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et l'Assemblée s'ajourne au lundi 11 septembre 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, proposant que l'Assemblée soit saisie du projet de loi 1, Loi sur l'avenir du Québec:

(Vote n° 82)

POUR - 67

Barbeau	Charbonneau	Lachance	Pelletier
Baril	(Borduas)	Landry	Perreault
(Arthabaska)	Chevrette	(Verchères)	Perron
Baril	Cliche	Laprise	Pinard
(Berthier)	Côté	Laurin	Rioux
Beaudoin	Désilets	Lazure	Rivard
Beaulne	Deslières	Le Hir	Robert
Beaumier	Dion	Leduc	Rochon
Bélanger	Dionne-Marsolais	Lelièvre	Signori
(Anjou)	Dufour	Léonard	Simard
Bertrand	Dumont	Létourneau	Trudel
(Charlevoix)	Facal	Marois	Vermette
Boisclair	Filion	Morin	
Boucher	Gagnon	(Dubuc)	
Boulerice	Gaulin	Morin	
Bourdon	Gendron	(Nicolet-Yamaska)	
Brassard	Harel	Paillé	
Brien	Jolivet	Paquin	
Brouillet	Julien	Paré	
Campeau	Jutras	Parizeau	
Carrier-Perreault	Kieffer	Payne	

CONTRE - 44

Beaudet	Brodeur	Cusano	Gauvin
Bélanger	Charbonneau	Delisle	Gobé
(Mégantic-Compton)	(Bourassa)	Farrah	Houda-Pepin
Benoit	Chenail	Fournier	Johnson
Bergman	Cherry	Frulla	Kelley
Bissonnet	Ciaccia	Gagnon-Tremblay	Lafrenière
Bordeleau	Copeman	Gautrin	Lefebvre

LeSage	Middlemiss	Poulin	Vaive
Loiselle	Mulcair	Quirion	Vallières
Maciocia	Ouimet	Sirros	Williams
MacMillan	Paradis	Thérien	
Marsan	Parent	Tremblay	

ABSTENTION - 0

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, proposant la suspension de certaines règles de procédure:

(Vote n° 83)

POUR - 61

Barbeau	Charbonneau	Kieffer	Parizeau
Baril	(Borduas)	Lachance	Payne
(Arthabaska)	Chevrette	Landry	Pelletier
Baril	Côté	(Bonaventure)	Perreault
(Berthier)	Désilets	Laprise	Perron
Beaudoin	Deslières	Laurin	Pinard
Beaulne	Dion	Le Hir	Rioux
Beaumier	Dionne-Marsolais	Leduc	Rivard
Bégin	Dufour	Lelièvre	Robert
Bertrand	Dumont	Léonard	Rochon
(Charlevoix)	Facal	Létourneau	Signori
Boisclair	Gagnon	Marois	Simard
Boulerice	Gaulin	Morin	Trudel
Bourdon	Gendron	(Dubuc)	Vermette
Brassard	Harel	Morin	
Brien	Jolivet	(Nicolet-Yamaska)	
Campeau	Julien	Paquin	
Carrier-Perreault	Jutras	Paré	

CONTRE - 43

Beaudet	Copeman	Kelley	Parent
Bélanger	Cusano	Lafrenière	Poulin
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Delisle	Lefebvre	Quirion
Benoit	Farrah	LeSage	Sirros
Bergman	Fournier	Loiselle	Thérien
Bissonnet	Frulla	Maciocia	Tremblay
Bordeleau	Gagnon-Tremblay	MacMillan	Vaive
Brodeur	Gautrin	Marsan	Vallières
Charbonneau	Gauvin	Middlemiss	Williams
(<i>Bourassa</i>)	Gobé	Mulcair	
Cherry	Houda-Pepin	Ouimet	
Ciaccia	Johnson	Paradis	

ABSTENTION - 0

Séance extraordinaire

La séance est ouverte à 14 h 17.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. le Président dépose:

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 19 juin 1995:

Décision 754 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à un cadre supérieur de l'Assemblée nationale;

Décision 755 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les services relatifs aux voyages et les voyages à l'extérieur;

Décision 756 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur l'utilisation d'avions du Fonds de service aérien gouvernemental par le député des Îles-de-la-Madeleine.
(Dépôt n° 622-950911)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Filion (Montmorency) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 14 juillet 1995, qu'il a reçue du Président de l'Assemblée nationale, M. Roger Bertrand, concernant les revendications du député de Montmorency relatives à son statut d'indépendant.

(Dépôt n° 623-950911)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Dumont (Rivière-du-Loup) dépose:

Le sommaire, en date de septembre 1995, de la position de la Fédération des médecins résidents du Québec concernant la rémunération des médecins spécialistes dans le cadre des compressions budgétaires gouvernementales.

(Dépôt n° 624-950911)

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

M. Parizeau, premier ministre, propose:

QUE les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote, conformément aux articles 8, 9 et 20 de la *Loi sur la consultation populaire*, soient les suivantes :

Acceptez-vous que le Québec devienne souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?

☐ OUI

☐ NON

Do you agree that Québec should become sovereign, after having made a formal offer to Canada for a new Economic and Political Partnership, within the scope of the Bill respecting the future of Québec and of the agreement signed on June 12, 1995?

☐ YES

☐ NO

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président rappelle les dispositions particulières qui s'appliquent pour ce débat, conformément à l'article 9 de la *Loi sur la consultation populaire*. Cet article se lit ainsi: «Lors du débat sur la proposition prévue à l'article 8, un député peut proposer une motion d'amendement ou de sous-amendement, mais cette motion ne restreint pas le droit d'un autre député de présenter une telle motion, ni de traiter à la fois de la motion de fond et des motions d'amendement ou de sous-amendement. La règle voulant qu'un député ne parle qu'une seule fois ne s'applique pas. Dès que le débat a duré trente-cinq heures, le Président de l'Assemblée nationale, après une conférence avec les leaders des groupes parlementaires, doit mettre successivement aux voix, dans l'ordre qu'il détermine, les motions d'amendement ou de sous-amendement et la motion de fond.»

Puis, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie lors d'une première réunion avec les leaders des groupes parlementaires: le premier ministre et le chef de l'opposition officielle disposeront d'abord d'un temps de parole de soixante minutes chacun. Les autres interventions seront limitées à vingt minutes. Les autres modalités relatives à la répartition du temps de parole seront communiquées ultérieurement, à la suite d'une seconde réunion avec les leaders.

Suit le débat sur la motion de M. Parizeau.

À 17 h 48, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

11 septembre 1995

La séance reprend à 20 h 02.

Affaires prioritaires

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, portant adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement.

À 22 h 05, sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mardi 12 septembre 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

Séance extraordinaire

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel du Conseil de la santé et du bien-être, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 625-950912)

Le rapport annuel du Fonds de la recherche en santé du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 626-950912)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, dépose:

Copie d'un constat d'infraction à la *Loi sur la consultation populaire*, en date du 16 septembre 1992, à l'endroit de Mme Rita Dionne-Marsolais.

(Dépôt n° 627-950912)

Copie du procès-verbal de la Chambre criminelle et pénale de la Cour du Québec à Montréal, en date du 5 septembre 1995, relativement à la poursuite adressée à Mme Rita Dionne-Marsolais pour infraction à la *Loi sur la consultation populaire*.

(Dépôt n° 628-950912)

Copie du sommaire du plumeitif de la cour, en date du 11 septembre 1995, relativement à la poursuite adressée à Mme Rita Dionne-Marsolais pour infraction à la *Loi sur la consultation populaire*.

(Dépôt n° 629-950912)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Dumont (Rivière-du-Loup) présente une motion concernant la spécificité du Québec; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Benoit (Orford) présente une motion concernant les essais nucléaires du gouvernement français dans le Pacifique Sud; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau, premier ministre. Cette motion se lit comme suit:

QUE les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote, conformément aux articles 8, 9 et 20 de la *Loi sur la consultation populaire*, soient les suivantes :

Acceptez-vous que le Québec devienne souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?

☐ OUI

☐ NON

Do you agree that Québec should become sovereign, after having made a formal offer to Canada for a new Economic and Political Partnership, within the scope of the Bill respecting the future of Québec and of the agreement signed on June 12, 1995?

☐ YES

☐ NO

À la demande de M. Brouillet, vice-président, M. Chevette, leader du gouvernement, retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour suspendre le débat en cours et pour déroger à l'article 188 du Règlement, sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE, pour les fins du débat en cours, le temps consacré à des rappels au Règlement ne soit pas imputé sur le temps de parole d'un député.

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, portant adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada.

À 13 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 20.

Affaires prioritaires

Avant que le débat ne se poursuive sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, portant adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie lors d'une seconde réunion avec les leaders des groupes parlementaires et en tenant compte de la présence de députés indépendants: Une enveloppe de dix-huit heures quarante-cinq minutes est attribuée au groupe parlementaire formant le gouvernement, soixante minutes ayant été réservées au premier ministre pour son discours principal et vingt minutes pour sa réplique. Deux représentants de ce groupe pourront disposer d'une intervention de trente minutes chacun. Les autres intervenants de ce groupe se partageront le reste de l'enveloppe, leurs interventions ne pouvant excéder vingt minutes chacune.

Une enveloppe de quinze heures trente-cinq minutes est attribuée à l'opposition officielle, soixante minutes ayant été réservées au chef de l'opposition officielle pour son discours principal. Deux représentants de ce groupe pourront disposer d'une intervention de trente minutes chacun. Les autres intervenants de ce groupe se partageront le reste de l'enveloppe, leurs interventions ne pouvant excéder vingt minutes chacune.

Enfin, chacun des députés indépendants conserve un droit de parole de vingt minutes.

Un député peut intervenir plus d'une fois dans le débat et les droits de parole peuvent être exercés en même temps sur la motion principale, sur les amendements et sur les sous-amendements.

Du consentement de l'Assemblée pour suspendre le débat en cours et pour déroger à l'article 188 du Règlement, sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE, le jeudi 14 septembre 1995, l'Assemblée nationale débatten, à l'étape des motions sans préavis, la motion suivante:

«QU'au terme du débat de trente-cinq heures l'Assemblée nationale se prononce par vote nominal sur la motion prioritaire présentée par le premier ministre»;

QUE le débat sur ladite motion soit d'une durée de cent trente minutes, partagées également entre le parti ministériel et l'opposition officielle;

QU'au terme des cent trente minutes la motion soit mise aux voix sans appel nominal.

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, portant adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada.

À 17 h 55, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

12 septembre 1995

La séance reprend à 20 h 02.

Affaires prioritaires

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, portant adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement.

À 22 h 48, sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 13 septembre 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

Séance extraordinaire

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Marsan (Robert-Baldwin) dépose:

Un relevé de la situation de la liste d'attente de l'Hôpital Sainte-Justine, en date des 15 novembre 1994, 27 juillet et 22 août 1995.

(Dépôt n° 630-950913)

Motions sans préavis

Mme Loiselle (Saint-Henri—Sainte-Anne) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le prix de distinction décerné au Canada par la Fédération internationale des femmes d'affaires et professionnelles comme le pays ayant réalisé les plus grands progrès dans l'amélioration de la condition féminine depuis la troisième Conférence mondiale sur les femmes, tenue en Nairobi en 1985.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau, premier ministre. Cette motion se lit comme suit:

QUE les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote, conformément aux articles 8, 9 et 20 de la *Loi sur la consultation populaire*, soient les suivantes :

Acceptez-vous que le Québec devienne souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?

☐ OUI

☐ NON

Do you agree that Québec should become sovereign, after having made a formal offer to Canada for a new Economic and Political Partnership, within the scope of the Bill respecting the future of Québec and of the agreement signed on June 12, 1995?

☐ YES

☐ NO

À la fin de son intervention, M. Fournier (Châteauguay) propose:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) par l'ajout, dans la première ligne du deuxième alinéa, après le mot «devienne», des mots «un pays»;
- b) par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot «sovereign» par les mots «a sovereign country».

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote, conformément aux articles 8, 9 et 20 de la *Loi sur la consultation populaire*, soient les suivantes :

Acceptez-vous que le Québec devienne un pays souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?

☐ OUI

☐ NON

Do you agree that Québec should become a sovereign country, after having made a formal offer to Canada for a new Economic and Political Partnership, within the scope of the Bill respecting the future of Québec and of the agreement signed on June 12, 1995?

☐ YES

☐ NO

Le débat se poursuit tant sur l'amendement proposé par M. Fournier (Châteauguay) que sur la motion principale présentée par M. Parizeau, premier ministre.

À 13 h 04, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 02.

Affaires prioritaires

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, portant adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada, ainsi que sur la motion d'amendement de M. Fournier (Châteauguay).

Au cours du débat, M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, adresse à la présidence une demande de directive concernant l'usage de micro-ordinateurs par les députés, dans la salle de l'Assemblée, pendant les séances de cette dernière. M. Lefebvre allègue notamment que cette pratique contrevient à l'article 32 du Règlement.

M. Brouillet, vice-président, prend la question en délibéré et demande que l'on s'abstienne d'utiliser ainsi un micro-ordinateur jusqu'au prononcé de la directive.

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, portant adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada, ainsi que sur la motion d'amendement de M. Fournier (Châteauguay).

13 septembre 1995

À 17 h 55, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 04.

Affaires prioritaires

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, portant adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada, ainsi que sur la motion d'amendement de M. Fournier (Châteauguay).

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement.

À 22 h 39, sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 14 septembre 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

Séance extraordinaire

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Chevette, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Fournier (Châteauguay) concernant le comité technique interne mis sur pied en février 1995 chargé d'analyser toutes les recommandations techniques formulées par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement dans le cadre du dossier de la décontamination des lagunes de Mercier — Question n° 23, *Feuilleton et préavis* du 21 juin 1995.

(Dépôt n° 631-950914)

Un document relatif à un projet de réforme de la Constitution du Canada.

(Dépôt n° 632-950914)

M. Léonard, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel du Conseil de la recherche et du développement en transport, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 633-950914)

M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport final, en date du 29 juin 1995, du comité de travail sur la mise en oeuvre de la fusion de la Commission des droits de la personne et de la Commission de protection des droits de la jeunesse.

(Dépôt n° 634-950914)

Le rapport annuel du Conseil interprofessionnel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 635-950914)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

Avec la permission de M. le Président, M. Sirros (Laurier-Dorion) intervient sur une question de fait personnel afin de rectifier des affirmations le concernant en tant que député et qui ont été publiées dans un quotidien.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Sirros dépose:

L'extrait d'un discours sur la question référendaire qu'il a prononcé à l'Assemblée le 11 septembre 1995.

(Dépôt n° 636-950914)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le Président, M. Johnson, chef de l'opposition officielle, retire certains propos non parlementaires.

Motions sans préavis

M. Johnson, chef de l'opposition officielle, présente une motion concernant l'offre de partenariat économique et politique que le gouvernement du Québec proposera au Canada; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Conformément à l'ordre adopté le 12 septembre 1995, l'Assemblée entreprend le débat sur la motion suivante de M. Chevrette, leader du gouvernement:

QU'au terme du débat de trente-cinq heures l'Assemblée nationale se prononce par vote nominal sur la motion prioritaire présentée par le premier ministre.

À 12 h 57, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 05.

Motions sans préavis

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion suivante de M. Chevrette, leader du gouvernement:

QU'au terme du débat de trente-cinq heures l'Assemblée nationale se prononce par vote nominal sur la motion prioritaire présentée par le premier ministre.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

L'Assemblée reprend le débat sur la motion principale présentée par M. Parizeau, premier ministre, et sur l'amendement proposé par M. Fournier (Châteauguay):

La motion principale se lisant comme suit:

QUE les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote, conformément aux articles 8, 9 et 20 de la *Loi sur la consultation populaire*, soient les suivantes :

Acceptez-vous que le Québec devienne souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?

☐ OUI

☐ NON

Do you agree that Québec should become sovereign, after having made a formal offer to Canada for a new Economic and Political Partnership, within the scope of the Bill respecting the future of Québec and of the agreement signed on June 12, 1995?

☐ YES

☐ NO

L'amendement se lisant comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) par l'ajout, dans la première ligne du deuxième alinéa, après le mot «devienne», des mots «un pays»;
- b) par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot «sovereign» par les mots «a sovereign country».

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote, conformément aux articles 8, 9 et 20 de la *Loi sur la consultation populaire*, soient les suivantes :

Acceptez-vous que le Québec devienne un pays souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?

☐ OUI

☐ NON

Do you agree that Québec should become a sovereign country, after having made a formal offer to Canada for a new Economic and Political Partnership, within the scope of the Bill respecting the future of Québec and of the agreement signed on June 12, 1995?

☐ YES

☐ NO

14 septembre 1995

À 17 h 53, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 03.

Affaires prioritaires

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, portant adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada, ainsi que sur la motion d'amendement de M. Fournier (Châteauguay).

Le débat est ajourné sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement.

À 21 h 59, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au lundi 18 septembre 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

Séance extraordinaire

La séance est ouverte à 14 h 11.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Chevrette, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Gauthrin (Verdun) concernant les organismes de charité enregistrés — Question n° 24, *Feuilleton et préavis* du 13 septembre 1995.

(Dépôt n° 637-950918)

Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications, dépose:

Le rapport annuel du Musée du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 638-950918)

Le rapport annuel de la Régie des télécommunications du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 639-950918)

Le rapport annuel du Conseil des arts et des lettres du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 640-950918)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Paradis, leader de l'opposition officielle, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 1^{er} septembre 1995, adressée à Mme Lucie Brouillette, du Bureau des procureurs du Palais de justice de Montréal, par Me Jean Chartier, du bureau du Directeur général des élections du Québec, concernant le dossier de Mme Rita Dionne-Marsolais.

(Dépôt n° 641-950918)

La transcription d'une conférence de presse de M. Pierre Paradis, leader de l'opposition officielle, et M. Thomas J. Mulcair, député de Chomedey, qui a eu lieu le 15 septembre 1995, au sujet d'une poursuite adressée à Mme Rita Dionne-Marsolais pour infraction à la *Loi sur la consultation populaire*.

(Dépôt n° 642-950918)

La transcription d'une conférence de presse de M. Paul Bégin, ministre de la Justice, qui a eu lieu le 15 septembre 1995, au sujet d'une poursuite adressée à Mme Rita Dionne-Marsolais pour infraction à la *Loi sur la consultation populaire*.

(Dépôt n° 643-950918)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. Bégin, ministre de la Justice, Procureur général et député de Louis-Hébert, intervient en rapport avec une atteinte aux droits de l'Assemblée ou de l'un de ses membres qui serait le fait de M. Paradis, leader de l'opposition officielle, et de M. Mulcair, député de Chomedey, lesquels auraient diffamé M. Bégin à l'occasion d'une conférence de presse le vendredi 15 septembre 1995.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Johnson, chef de l'opposition officielle, dépose:

Un rapport d'étude intitulé «Les finances publiques et le projet de souveraineté du Québec», présenté à l'Institut national de recherche scientifique par MM. Claude Fluet et Pierre Lefebvre, du département des sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal, en juin 1995.

(Dépôt n° 644-950918)

Invoquant l'article 69 (1) du Règlement, M. Chevette, leader du gouvernement, intervient en rapport avec une violation de droit ou de privilège qui serait le fait de M. Paradis, leader de l'opposition officielle, lequel aurait accusé M. Chevette d'avoir, au sens de l'article 55 (3) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, présenté à l'Assemblée un document faux dans le dessein de tromper. M. Chevette indique également son intention de présenter une motion en vertu de l'article 70 du Règlement.

À la demande de M. le Président, M. Fournier (Châteauguay) retire certains propos non parlementaires.

À la demande de M. le Président, M. Le Hir, ministre délégué à la Restructuration, retire certains propos non parlementaires.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

L'Assemblée reprend le débat sur la motion principale présentée par M. Parizeau, premier ministre, et sur l'amendement proposé par M. Fournier (Châteauguay):

La motion principale se lisant comme suit:

QUE les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote, conformément aux articles 8, 9 et 20 de la *Loi sur la consultation populaire*, soient les suivantes :

Acceptez-vous que le Québec devienne souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?

☐ OUI

☐ NON

Do you agree that Québec should become sovereign, after having made a formal offer to Canada for a new Economic and Political Partnership, within the scope of the Bill respecting the future of Québec and of the agreement signed on June 12, 1995?

☐ YES

☐ NO

L'amendement se lisant comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) par l'ajout, dans la première ligne du deuxième alinéa, après le mot «devienne», des mots «un pays»;
- b) par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot «sovereign» par les mots «a sovereign country».

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote, conformément aux articles 8, 9 et 20 de la *Loi sur la consultation populaire*, soient les suivantes :

Acceptez-vous que le Québec devienne un pays souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?

☐ OUI

☐ NON

Do you agree that Québec should become a sovereign country, after having made a formal offer to Canada for a new Economic and Political Partnership, within the scope of the Bill respecting the future of Québec and of the agreement signed on June 12, 1995?

☐ YES

☐ NO

18 septembre 1995

À 17 h 59, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 01.

Affaires prioritaires

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, portant adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada, ainsi que sur la motion d'amendement de M. Fournier (Châteauguay).

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement.

À 23 h 25, sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mardi 19 septembre 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

Séance extraordinaire

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des ressources humaines, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 645-950919)

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Ressources naturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 646-950919)

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel du Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 647-950919)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Dumont (Rivière-du-Loup) présente une motion concernant la reconnaissance des résultats du référendum; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

L'Assemblée reprend le débat sur la motion principale présentée par M. Parizeau, premier ministre, et sur l'amendement proposé par M. Fournier (Châteauguay):

La motion principale se lisant comme suit:

QUE les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote, conformément aux articles 8, 9 et 20 de la *Loi sur la consultation populaire*, soient les suivantes:

Acceptez-vous que le Québec devienne souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?

☐ OUI

☐ NON

Do you agree that Québec should become sovereign, after having made a formal offer to Canada for a new Economic and Political Partnership, within the scope of the Bill respecting the future of Québec and of the agreement signed on June 12, 1995?

☐ YES

☐ NO

L'amendement se lisant comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) par l'ajout, dans la première ligne du deuxième alinéa, après le mot «devienne», des mots «un pays»;
- b) par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot «sovereign» par les mots «a sovereign country».

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote, conformément aux articles 8, 9 et 20 de la *Loi sur la consultation populaire*, soient les suivantes:

19 septembre 1995

Acceptez-vous que le Québec devienne un pays souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?

☐ **OUI**

☐ **NON**

Do you agree that Québec should become a sovereign country, after having made a formal offer to Canada for a new Economic and Political Partnership, within the scope of the Bill respecting the future of Québec and of the agreement signed on June 12, 1995?

☐ **YES**

☐ **NO**

À 13 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 04.

Affaires prioritaires

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, portant adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada, ainsi que sur la motion d'amendement de M. Fournier (Châteauguay).

Au cours de son intervention, M. Filion (Montmorency) propose:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) en retirant du deuxième paragraphe de la motion les mots «, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995»;
- b) en ajoutant après le mot «devienne», au deuxième paragraphe de la motion, les mots «un État»;
- c) en retirant du troisième paragraphe de la motion les mots «, after having made a formal offer to Canada for a new Economic and Political Partnership, within the scope of the Bill respecting the future of Québec and of the agreement signed on June 12, 1995»;
- d) en remplaçant, au troisième paragraphe de la motion, le mot «sovereign» par les mots «a sovereign State».

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote, conformément aux articles 8, 9 et 20 de la *Loi sur la consultation populaire*, soient les suivantes:

Acceptez-vous que le Québec devienne un État souverain?

☐ OUI

☐ NON

Do you agree that Québec should become a sovereign State?

☐ YES

☐ NO

Le débat se poursuit sur la motion principale présentée par M. Parizeau, premier ministre, sur l'amendement proposé par M. Fournier (Châteauguay) et sur l'amendement proposé par M. Fillion (Montmorency), sous réserve de la recevabilité de ce dernier que M. Brouillet, vice-président, prend en délibéré.

À la demande de M. Bélanger, vice-président, M. Parent (Sauvé) retire certains propos non parlementaires.

À 18 h 05, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 08.

Affaires prioritaires

M. Brouillet, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de l'amendement proposé par M. Fillion (Montmorency):

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion d'amendement présentée par le député de Montmorency est irrecevable. La motion principale présentée par M. le Premier ministre que vise à amender la motion du député de Montmorency comporte deux principes: l'un, à l'effet que le Québec devienne souverain, et, l'autre, à l'effet qu'une offre formelle d'un nouveau partenariat économique et politique soit faite au Canada. La motion d'amendement du député de Montmorency va à l'encontre du deuxième principe de la motion principale d'une façon telle qu'elle a pour effet de le supprimer, ce que ne permet pas l'article 197 du Règlement.

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, portant adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada, ainsi que sur la motion d'amendement de M. Fournier (Châteauguay).

À la demande de M. Brouillet, vice-président, M. Rioux (Matane) retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Chevrette, leader du gouvernement, dépose:

Un extrait du Code de la sécurité routière concernant l'installation d'affiches sur les chemins publics.

(Dépôt n° 648-950919)

19 septembre 1995

Copie d'une lettre, en date du 19 septembre 1995, adressée à M. Benoît Savard, directeur du comité du Non, par M. Yvan Demers, sous-ministre des Transports, concernant l'installation de panneaux publicitaires lors de la campagne référendaire.

(Dépôt n° 649-950919)

Copie d'une lettre, en date du 19 septembre 1995, adressée à M. Normand Brouillet, directeur du comité référendaire pour le Oui, par M. Yvan Demers, sous-ministre des Transports, concernant l'installation de panneaux publicitaires lors de la campagne référendaire.

(Dépôt n° 650-950919)

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement.

À 22 h 58, sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 20 septembre 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

Séance extraordinaire

La séance est ouverte à 10 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Culture et des Communications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 651-950920)

M. Chevette, leader du gouvernement, dépose:

Copie du texte d'un préavis de motion transmis au Secrétaire général de l'Assemblée le 19 septembre 1995 et dont le Président a refusé l'inscription au *Feuilleton* en vertu de l'article 193 du Règlement.

(Dépôt n° 652-950920)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le Président, M. Johnson, chef de l'opposition officielle, retire certains propos non parlementaires.

À la demande de M. le Président, M. Parizeau, premier ministre, retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Chevrette, leader du gouvernement, dépose:

Les commentaires, en date du 13 juin 1995, du Secrétariat à la restructuration sur le document de travail intitulé: «Les finances publiques et le projet de souveraineté du Québec».

(Dépôt n° 653-950920)

Les commentaires, en date du 9 mai 1995, du Secrétariat à la restructuration sur le document de travail intitulé: «La dimension juridique des relations commerciales d'un Québec souverain».

(Dépôt n° 654-950920)

Les commentaires, en date du 19 juin 1995, du Secrétariat à la restructuration sur le document intitulé: «Le déficit budgétaire d'un Québec souverain».

(Dépôt n° 655-950920)

Les commentaires, en date du 23 mai 1995, du Secrétariat à la restructuration sur le document de travail intitulé: «L'union monétaire Québec-Canada».

(Dépôt n° 656-950920)

Motions sans préavis

M. Bourbeau (Laporte) présente une motion concernant les études sur les impacts économiques de la séparation du Québec; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Dumont (Rivière-du-Loup) présente une motion concernant la reconnaissance des résultats du référendum; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Chevrette, leader du gouvernement, propose:

QU'afin d'entériner une entente intervenue le 29 juin 1995 entre les leaders des groupes parlementaires, la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques sur l'avant-projet de loi intitulé «Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives afin de favoriser la protection et le développement durable des activités agricoles» à compter du 21 août 1995;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de vingt minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de quarante minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition;

QUE le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le ministre d'État au Développement des régions et ministre des Affaires municipales de même que le ministre de l'Environnement et de la Faune soient membres de la commission pour la durée du mandat;

QUE les mémoires soient transmis au secrétariat des commissions au plus tard le 11 août 1995.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

L'Assemblée reprend le débat sur la motion principale présentée par M. Parizeau, premier ministre, et sur l'amendement proposé par M. Fournier (Châteauguay):

La motion principale se lisant comme suit:

QUE les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote, conformément aux articles 8, 9 et 20 de la *Loi sur la consultation populaire*, soient les suivantes:

Acceptez-vous que le Québec devienne souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?

☐ OUI

☐ NON

Do you agree that Québec should become sovereign, after having made a formal offer to Canada for a new Economic and Political Partnership, within the scope of the Bill respecting the future of Québec and of the agreement signed on June 12, 1995?

☐ YES

☐ NO

L'amendement se lisant comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) par l'ajout, dans la première ligne du deuxième alinéa, après le mot «devienne», des mots «un pays»;
- b) par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot «sovereign» par les mots «a sovereign country».

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote, conformément aux articles 8, 9 et 20 de la *Loi sur la consultation populaire*, soient les suivantes:

Acceptez-vous que le Québec devienne un pays souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?

☐ OUI

☐ NON

Do you agree that Québec should become a sovereign country, after having made a formal offer to Canada for a new Economic and Political Partnership, within the scope of the Bill respecting the future of Québec and of the agreement signed on June 12, 1995?

☐ YES

☐ NO

À 12 h 56, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 01.

Affaires prioritaires

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, portant adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada, ainsi que sur la motion d'amendement de M. Fournier (Châteauguay).

Le débat terminé, M. le Président convoque une réunion des leaders des groupes parlementaires afin d'organiser la mise aux voix de la motion de M. Parizeau, premier ministre, et de l'amendement de M. Fournier (Châteauguay) et il rappelle à l'Assemblée que, conformément à l'ordre adopté le 12 septembre 1995, les votes sur ces motions se feront par appel nominal.

Après une suspension de la séance, M. le Président met aux voix l'amendement proposé par M. Fournier (Châteauguay). Cet amendement se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) par l'ajout, dans la première ligne du deuxième alinéa, après le mot «devienne», des mots «un pays»;
- b) par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot «sovereign» par les mots «a sovereign country».

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote, conformément aux articles 8, 9 et 20 de la *Loi sur la consultation populaire*, soient les suivantes:

Acceptez-vous que le Québec devienne un pays souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?

☐ OUI

☐ NON

Do you agree that Québec should become a sovereign country, after having made a formal offer to Canada for a new Economic and Political Partnership, within the scope of the Bill respecting the future of Québec and of the agreement signed on June 12, 1995?

☐ YES

☐ NO

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 84 en annexe)

Pour: 44 Contre: 74 Abstention : 0

Puis, M. le Président met aux voix la motion principale présentée par M. Parizeau, premier ministre. Cette motion se lit comme suit:

QUE les versions française et anglaise de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire et être inscrite sur le bulletin de vote, conformément aux articles 8, 9 et 20 de la *Loi sur la consultation populaire*, soient les suivantes:

Acceptez-vous que le Québec devienne souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?

☐ OUI

☐ NON

Do you agree that Québec should become sovereign, after having made a formal offer to Canada for a new Economic and Political Partnership, within the scope of the Bill respecting the future of Québec and of the agreement signed on June 12, 1995?

☐ YES

☐ NO

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 85 en annexe)

Pour: 75 Contre: 44 Abstention : 1

M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur a pris connaissance de la motion suivante et en recommande l'adoption, et il propose:

QUE le montant de la subvention devant être versée à chacun des comités nationaux conformément à l'article 40 de la *Loi sur la consultation populaire* soit fixé à cinquante cents par électeur dans l'ensemble des circonscriptions, selon le plus élevé des nombres suivants:

- le nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales suite au recensement ainsi que le nombre d'électeurs inscrits sur le registre des électeurs hors du Québec au moment de la prise du décret;
- le nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales ayant servi au scrutin.

Cette motion est adoptée.

M. Chevette, leader du gouvernement, propose l'ajournement de l'Assemblée au mardi 28 novembre 1995, à 14 heures.

Cette motion est adoptée.

À 16 h 44, M. le Président lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 28 novembre 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion d'amendement de M. Fournier (Châteauguay) à la motion de M. Parizeau, premier ministre, proposant l'adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada:

(Vote n° 84)

POUR - 44

Beaudet	Cusano	Lafrenière	Quirion
Bélanger	Delisle	Lefebvre	Sirros
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Dionne	LeSage	Thérien
Benoit	Farrah	Loiselle	Tremblay
Bergman	Fournier	Maciocia	Vaive
Bissonnet	Frulla	MacMillan	Vallières
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Marsan	Williams
Brodeur	Gautrin	Middlemiss	
Charbonneau	Gauvin	Mulcair	
(<i>Bourassa</i>)	Gobé	Ouimet	
Cherry	Houda-Pepin	Paradis	
Ciaccia	Johnson	Parent	
Copeman	Kelley	Poulin	

CONTRE - 74

Barbeau	Boucher	Désilets	Jolivet
Baril	Boulerice	Deslières	Julien
(<i>Arthabaska</i>)	Bourdon	Dion	Jutras
Baril	Brassard	Dionne-Marsolais	Kieffer
(<i>Berthier</i>)	Brien	Doyer	Lachance
Beaudoin	Campeau	Dufour	Landry
Beaulne	Caron	Dumont	(<i>Bonaventure</i>)
Beaumier	Carrier-Perreault	Facal	Landry
Bégin	Charbonneau	Filion	(<i>Verchères</i>)
Bertrand	(<i>Borduas</i>)	Gagnon	Laprise
(<i>Charlevoix</i>)	Charest	Garon	Laurin
Blackburn	Chevrette	Gaulin	Lazure
Blais	Cliche	Gendron	Le Hir
Boisclair	Côté	Harel	Lelièvre

Léonard	Morin	Pelletier	Rochon
Létourneau	(Nicolet-Yamaska)	Perreault	Signori
Malavoy	Paillé	Perron	Simard
Marois	Paquin	Pinard	Trudel
Ménard	Paré	Rioux	Vermette
Morin	Parizeau	Rivard	
(Dubuc)	Payne	Robert	

ABSTENTION - 0

Sur la motion de M. Parizeau, premier ministre, proposant l'adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada:

(Vote n° 85)

POUR - 75

Barbeau	Brouillet	Gendron	Morin
Baril	Campeau	Harel	(Dubuc)
(Arthabaska)	Caron	Jolivet	Morin
Baril	Carrier-Perreault	Julien	(Nicolet-Yamaska)
(Berthier)	Charbonneau	Jutras	Paillé
Beaudoin	(Borduas)	Kieffer	Paquin
Beaulne	Charest	Lachance	Paré
Beaumier	Chevrette	Landry	Parizeau
Bégin	Cliche	(Bonaventure)	Payne
Bélanger	Côté	Landry	Pelletier
(Anjou)	Désilets	(Verchères)	Perreault
Bertrand	Deslières	Laprise	Perron
(Charlevoix)	Dion	Laurin	Pinard
Blackburn	Dionne-Marsolais	Lazure	Rioux
Blais	Doyer	Le Hir	Rivard
Boisclair	Dufour	Lelièvre	Robert
Boucher	Dumont	Léonard	Rochon
Boulerice	Facal	Létourneau	Signori
Bourdon	Gagnon	Malavoy	Simard
Brassard	Garon	Marois	Trudel
Brien	Gaulin	Ménard	Vermette

CONTRE - 44

Beaudet	Cusano	Lafrenière	Quirion
Bélanger	Delisle	Lefebvre	Sirros
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Dionne	LeSage	Thérien
Benoit	Farrah	Loiselle	Tremblay
Bergman	Fournier	Maciocia	Vaive
Bissonnet	Frulla	MacMillan	Vallières
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Marsan	Williams
Brodeur	Gautrin	Middlemiss	
Charbonneau	Gauvin	Mulcair	
(<i>Bourassa</i>)	Gobé	Ouimet	
Cherry	Houda-Pepin	Paradis	
Ciaccia	Johnson	Parent	
Copeman	Kelley	Poulin	

ABSTENTION - 1

Filion

La séance est ouverte à 14 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Chevette, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Williams (Nelligan) concernant l'offre de garantie pour le médicament Clorazil — Question n° 22, *Feuilleton et préavis* du 2 juin 1995.
(Dépôt n° 657-951128)

M. Chevette, ministre des Affaires municipales et responsable du loisir et des sports, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
(Dépôt n° 658-951128)

Le rapport annuel de la Régie de la sécurité dans les sports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
(Dépôt n° 659-951128)

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, dépose:

Le rapport annuel du Conseil du statut de la femme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 660-951128)

Le rapport annuel du ministère de la Sécurité du revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 661-951128)

L'analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec, en date du 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 662-951128)

Le rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 663-951128)

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 664-951128)

Le rapport annuel de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 665-951128)

M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de protection des droits de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 666-951128)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, des corporations professionnelles suivantes:

- l'Ordre des agronomes du Québec;
(Dépôt n° 667-951128)
- l'Ordre des architectes du Québec;
(Dépôt n° 668-951128)
- l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec;
(Dépôt n° 669-951128)
- l'Ordre des audioprothésistes du Québec;
(Dépôt n° 670-951128)
- le Barreau du Québec;
(Dépôt n° 671-951128)
- l'Ordre des chimistes du Québec;
(Dépôt n° 672-951128)
- l'Ordre des comptables agréés du Québec;
(Dépôt n° 673-951128)
- l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec;
(Dépôt n° 674-951128)
- l'Ordre des comptables généraux licenciés du Québec;
(Dépôt n° 675-951128)
- l'Ordre des denturologistes du Québec.
(Dépôt n° 676-951128)

M. le Président dépose:

Le rapport du Vérificateur général du Québec sur l'état des dépenses et des crédits autorisés, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 677-951128)

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 19 septembre 1995:

Décision 757 concernant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale;

Décision 758 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur l'utilisation d'avions du Fonds de service aérien gouvernemental par le député des Îles-de-la-Madeleine;

Décision 759 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;

Décision 760 concernant le Règlement concernant le Programme temporaire d'indemnisation des départs volontaires à l'Assemblée nationale;

Décision 762 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative.

(Dépôt n° 678-951128)

Le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 28 novembre 1995.

(Dépôt n° 679-951128)

Dépôts de rapports de commissions

M. Vallières (Richmond) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 24 août, 21 et 22 novembre 1995, a tenu une consultation générale et des auditions publiques sur l'avant-projet de loi intitulé «Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives afin de favoriser la protection et le développement durable des activités agricoles».

(Dépôt n° 680-951128)

M. Charbonneau (Bourassa) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 13, 14, 15, 16, 19 juin et 16 novembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:

89 Loi modifiant le Code des professions — Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 681-951128)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, dépose:

Un tableau des budgets supplémentaires du ministère de la Sécurité du revenu pour les années financières 1985-1986 à 1994-1995.

(Dépôt n° 682-951128)

Un tableau de l'historique de la clientèle du ministère de la Sécurité du revenu pour les années financières 1989-1990 à 1995-1996.

(Dépôt n° 683-951128)

À la demande de M. le Président, M. Mulcair (Chomedey) retire certains propos non parlementaires.

Motions sans préavis

M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QUE le nom de M. Jean Campeau soit substitué a celui de M. Jacques Léonard comme auteur du projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur les transports, ainsi que pour le projet de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QUE le nom de Mme Pauline Marois soit substitué à celui de M. Jean Campeau comme auteur du projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QUE le titre de l'auteur du projet de loi 98, Loi sur les privilèges et immunités diplomatiques et consulaires, et du projet de loi 51, Loi concernant la mise en oeuvre des accords de commerce international, soit le ministre des Affaires internationales.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Fournier (Châteauguay) présente une motion concernant les résultats du référendum du 30 octobre 1995; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Dumont (Rivière-du-Loup) présente une motion concernant des offres de changement constitutionnel faites au gouvernement du Québec; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, propose:

QUE cette Assemblée exprime ses plus profondes condoléances à la famille, aux proches et aux collègues de l'agent Odette Pinard, assassinée froidement hier dans l'exercice de ses fonctions au Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, et qu'à cette occasion tous les parlementaires unissent leur voix pour condamner la violence sous toutes ses formes et témoignent de leur indignation devant les gestes incontrôlés qu'elle engendre.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre d'État à la concertation, présente une motion concernant le projet de loi fédéral C-96; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur les transports;
 - la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale.
-

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de la culture se réunira afin de tenir des consultations particulières sur l'avenir de Radio-Québec.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le mercredi 29 novembre 1995, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Bourbeau (Laporte). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement du Parti Québécois qu'il annule la hausse de 1% de la taxe de vente du Québec (TVQ) prévue au budget pour le 1^{er} juillet 1996.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le principe du projet de loi 104, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualité de l'environnement, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 104 est adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 104 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose que le principe du projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 103 est adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 103 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, propose que le principe du projet de loi 106, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur l'assurance automobile, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 106 est adopté.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi 106 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

À 16 h 52, sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 29 novembre 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 07.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 89, Loi modifiant le Code des professions.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption du principe

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 105, Loi sur la protection des plantes, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 13 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures et, en conséquence, le débat sur la motion de M. Landry est ajourné.

La séance reprend à 15 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Parizeau, premier ministre, fait une déclaration concernant les contraintes financières qui se présentent au gouvernement du Québec.

À la fin de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Parizeau dépose:

Le texte de sa déclaration ministérielle.

(Dépôt n° 684-951129)

Présentation de projets de loi

Mme Marois, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 108 Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

Mme Marois, ministre des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

n° 109 Loi modifiant la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

La motion est adoptée.

n° 111 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et la Loi sur la Société des loteries du Québec.

La motion est adoptée.

M. Chevette, leader du gouvernement, au nom de M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

n° 110 Loi modifiant la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour.

La motion est adoptée.

n° 112 Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel requis par l'article 195 du Code criminel sur la *Loi sur la protection de la vie privée*, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 685-951129)

Le rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 686-951129)

Le rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 687-951129)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, des corporations professionnelles suivantes:

— la Chambre des notaires du Québec;
(Dépôt n° 688-951129)

— l'Ordre des ergothérapeutes du Québec;
(Dépôt n° 689-951129)

— l'Ordre des physiothérapeutes du Québec;
(Dépôt n° 690-951129)

— l'Ordre professionnel des diététistes du Québec;
(Dépôt n° 691-951129)

— l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec;
(Dépôt n° 692-951129)

— l'Ordre des psychologues du Québec;
(Dépôt n° 693-951129)

— l'Ordre des technologues en radiologie du Québec;
(Dépôt n° 694-951129)

— l'Ordre des technologues professionnels du Québec;
(Dépôt n° 695-951129)

— l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec;
(Dépôt n° 696-951129)

— l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec;
(Dépôt n° 697-951129)

— l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec;
(Dépôt n° 698-951129)

- l'Ordre des techniciennes et techniciens dentaires du Québec;
(Dépôt n° 699-951129)
 - l'Ordre des ingénieurs du Québec;
(Dépôt n° 700-951129)
 - l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec;
(Dépôt n° 701-951129)
 - l'Ordre des pharmaciens du Québec;
(Dépôt n° 702-951129)
 - l'Ordre des podiatres du Québec;
(Dépôt n° 703-951129)
 - l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec;
(Dépôt n° 704-951129)
 - l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec.
(Dépôt n° 705-951129)
-

Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications, dépose:

Le rapport annuel du Conseil consultatif de la lecture et du livre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 706-951129)

Le rapport annuel de la Société de radio-télévision du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 707-951129)

Le rapport annuel de la Société générale des industries culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 708-951129)

Le rapport annuel du Musée des beaux-arts de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 709-951129)

Le rapport annuel de l'Institut québécois du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 710-951129)

Le rapport annuel du Musée d'art contemporain de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 711-951129)

Le rapport annuel du Musée de la civilisation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 712-951129)

M. le Président dépose:

Le rapport du Directeur général des élections sur la mise en application de l'article 490 de la version spéciale de la *Loi électorale* pour la tenue d'un référendum.

(Dépôt n° 713-951129)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 28 novembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:

93 Loi modifiant la Loi sur les transports — Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 714-951129)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Sirros (Laurier-Dorion) présente une motion concernant les résultats du référendum du 30 octobre 1995; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 104, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualité de l'environnement.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de la culture se réunira afin de poursuivre ses consultations particulières sur l'avenir de Radio-Québec.
-

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Bourbeau (Laporte) propose:

QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement du Parti Québécois qu'il annule la hausse de 1% de la taxe de vente du Québec (TVQ) prévue au budget pour le 1^{er} juillet 1996.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: Dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées aux députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de M. Bourbeau.

À la fin de son intervention, Mme Marois, ministre des Finances, propose:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- 1° en remplaçant les mots «exige du» par les mots «demande au»;
- 2° en remplaçant les mots «Parti Québécois» par le mot «Québec»;
- 3° en remplaçant le mot «annule» par le mot «révise»;
- 4° en remplaçant les mots «pour le 1^{er} juillet 1996» par les mots «dans la mesure où le gouvernement fédéral renonce à réduire, dès 1996-1997, ses transferts financiers au Québec pour un montant équivalent».

La motion, telle qu'amendée, se lirait ainsi:

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement du Québec qu'il révisé la hausse de 1% de la taxe de vente du Québec (TVQ) prévue au budget dans la mesure où le gouvernement fédéral renonce à réduire, dès 1996-1997, ses transferts financiers au Québec pour un montant équivalent.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199 du Règlement, le débat se poursuit sur la motion principale proposée par M. Bourbeau et sur l'amendement de Mme Marois, sous réserve de la recevabilité de ce dernier.

M. Bélanger interrompt le débat et déclare recevable l'amendement de Mme Marois.

Le débat se poursuit sur la motion principale proposée par M. Bourbeau et sur l'amendement de Mme Marois.

Le débat terminé, M. Bélanger, vice-président, met aux voix l'amendement de Mme Marois.

Un vote par appel nominal est exigé sur cet amendement et sur la motion de M. Bourbeau.

À la demande de M. Chevrette, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 51 à 54 du Règlement, M. Chevrette, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques sur le différend qui oppose la municipalité de Montréal au Syndicat canadien de la fonction publique, local 301 (cols bleus) et qu'à cette fin elle entende les groupes suivants:

- le maire de Montréal;
- le président du Syndicat canadien de la fonction publique, local 301;

- la présidente du Conseil des services essentiels;
- le Conseil de médiation.

QUE les auditions aient lieu le mardi 5 décembre 1995, de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 17 h 30, à la salle du Conseil législatif;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de vingt minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de quarante minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition;

QU'une période de temps soit réservée aux membres de la commission parlementaire afin de proposer des suggestions ou des recommandations, s'il y a lieu;

QUE la ministre d'État à la concertation et ministre de l'Emploi et ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles soit membre de ladite commission pour la durée du mandat;

QUE le ministre d'État au Développement des régions et ministre des Affaires municipales soit également membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

À 18 heures, M. Bélanger, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 30 novembre 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 14 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 114 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives concernant l'industrie des courses de chevaux.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel du Commissaire à la déontologie policière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 715-951130)

Le rapport annuel de l'Institut de police du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1995.

(Dépôt n° 716-951130)

Le rapport annuel du Comité de déontologie policière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 717-951130)

Le rapport annuel de la Régie des alcools, des courses et des jeux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 718-951130)

Le rapport annuel du ministère de la Sécurité publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 719-951130)

Mme Beaudoin, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de toponymie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 720-951130)

Le rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 721-951130)

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 722-951130)

Le rapport annuel de la Société Innovatech du Grand Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 723-951130)

Le rapport annuel de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 724-951130)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 29 novembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:

104 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualité de l'environnement —
Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 725-951130)

Dépôts de pétitions

M. Gobé (LaFontaine) dépose:

Deux extraits de pétition demandant la tenue d'audiences publiques sur le projet d'Hydro-Québec de construire une ligne de transmission hydro-électrique de 315 kilowatts à Rivière-des-Prairies:

— le premier, signé par 363 résidents du quartier Rivières-des-Prairies;
(Dépôt n° 726-951130)

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement:

— le deuxième, signé par 118 résidents de la résidence Au Fil de l'Eau inc.
(Dépôt n° 727-951130)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Marsan (Robert-Baldwin) dépose:

Le rapport du nombre de transports ambulanciers effectués par Urgence-Santé pour la période du 17 septembre 1995 au 14 octobre 1995.

(Dépôt n° 728-951130)

Votes reportés

L'Assemblée procède aux votes reportés, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition à la séance du 29 novembre 1995, sur la motion présentée par M. Bourbeau (Laporte) ainsi que sur la motion d'amendement proposée par Mme Marois, ministre des Finances.

Est d'abord tenu le vote sur la motion d'amendement de Mme Marois. Cette motion se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- 1° en remplaçant les mots «exige du» par les mots «demande au»;
- 2° en remplaçant les mots «Parti Québécois» par le mot «Québec»;
- 3° en remplaçant le mot «annule» par le mot «révise»;
- 4° en remplaçant les mots «pour le 1^{er} juillet 1996» par les mots «dans la mesure où le gouvernement fédéral renonce à réduire, dès 1996-1997, ses transferts financiers au Québec pour un montant équivalent».

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 86 en annexe)

Pour: 59 Contre: 40 Abstention: 0

Est ensuite mise aux voix la motion de M. Bourbeau, telle qu'amendée par le vote précédent. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement du Québec qu'il révise la hausse de 1% de la taxe de vente du Québec (TVQ) prévue au budget dans la mesure où le gouvernement fédéral renonce à réduire, dès 1996-1997, ses transferts financiers au Québec pour un montant équivalent.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 87 en annexe)

Pour: 59 Contre: 40 Abstention: 0

Motions sans préavis

M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine) présente une motion concernant les résultats du référendum du 30 octobre 1995; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Mme Houda-Pepin (La Pinière) présente une motion concernant des déclarations de M. Pierre Bourgault rapportées dans le *Journal de Montréal* et la position du gouvernement du Québec sur les relations interethniques et interraciales; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;
- la Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur l'assurance automobile;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 92, Loi modifiant le Code de procédure pénale;

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 40 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé:

- la Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 238, Loi concernant certaines acquisitions par le Ste Marguerite Salmon Club et le Club de pêche Sainte-Marguerite.
-

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de la culture se réunira afin de poursuivre ses consultations particulières sur l'avenir de Radio-Québec.
-

AFFAIRES DU JOUR

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 105, Loi sur la protection des plantes, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 105 est adopté.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi 105 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Chevrette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 105, Loi sur la protection des plantes.

30 novembre 1995

À 16 h 37, sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au vendredi 1^{er} décembre 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion d'amendement proposée par Mme Marois, ministre des Finances, à la motion de M. Bourbeau (Laporte) débattue aux affaires inscrites par les députés de l'opposition:

(Vote n° 86)

POUR - 59

Barbeau	Caron	Lachance	Parizeau
Baril	Carrier-Perreault	Landry	Payne
(Arthabaska)	Charest	(Bonaventure)	Pelletier
Baril	Chevrette	Laprise	Perreault
(Berthier)	Côté	Laurin	Perron
Beaudoin	Désilets	Leduc	Pinard
Beaulne	Deslières	Lelièvre	Robert
Beaumier	Dion	Léonard	Rochon
Bégin	Dionne-Marsolais	Létourneau	Signori
Bertrand	Doyer	Malavoy	Simard
(Charlevoix)	Dufour	Marois	Trudel
Blackburn	Gagnon	Ménard	
Blais	Garon	Morin	
Boucher	Gaulin	(Dubuc)	
Boulerice	Gendron	Morin	
Bourdon	Jolivet	(Nicolet-Yamaska)	
Brassard	Julien	Paquin	
Brien	Jutras	Paré	

CONTRE - 40

Beaudet	Charbonneau	Frulla	Lefebvre
Bélanger	(Bourassa)	Gagnon-Tremblay	LeSage
(Mégantic-Compton)	Cherry	Gautrin	Loiselle
Bergman	Copeman	Gauvin	Maciocia
Bordeleau	Delisle	Gobé	MacMillan
Bourbeau	Dumont	Houda-Pepin	Marsan
Brodeur	Farrah	Kelley	Middlemiss
Chagnon	Fournier	Lafrenière	Mulcair

30 novembre 1995

Ouimet
Paradis
Parent

Poulin
Quirion
Sirros

Thérien
Vaive
Vallières

Williams

ABSTENTION - 0

Sur la motion de M. Bourbeau (Laporte) débattue aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, telle qu'amendée:

(Vote n° 87)

(Identique au vote n° 86)

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Chevette, leader du gouvernement, au nom de M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 113 Loi portant interdiction d'établir ou d'agrandir certains lieux d'élimination de déchets.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Chevette, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Bordeleau (Acadie) concernant les frais reliés au fonctionnement et au personnel de la résidence de fonction du Premier ministre du Québec — Question n° 26, *Feuilleton et préavis* du 22 juin 1995.

(Dépôt n° 729-951201)

Mme Marois, ministre responsable de la Famille, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 730-951201)

Le rapport annuel du Conseil de la famille, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 731-951201)

M. Bégin, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel du Commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 732-951201)

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel du Conseil des aînés, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 733-951201)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Marsan (Robert-Baldwin) dépose:

Le rapport des demandes en attente au Centre hospitalier Maisonneuve-Rosemont pour les périodes du 12 novembre au 10 décembre 1994 et du 14 octobre au 11 novembre 1995.

(Dépôt n° 734-951201)

Dépôts de rapports de commissions

M. Williams (Nelligan) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 30 novembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 106 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur l'assurance automobile — Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 735-951201)
-

M. Vallières (Richmond) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 30 novembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 105 Loi sur la protection des plantes — Rapporté sans amendement.
(Dépôt n° 736-951201)
-

M. Baril (Arthabaska) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 30 novembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 88 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal — Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 737-951201)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE cette Assemblée souligne la Journée internationale sur le sida, sous le thème «Droits et devoirs partageons».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Lazure (La Prairie) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale des personnes handicapées.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Conformément à l'article 129 du Règlement, M. Jolivet, whip en chef du gouvernement, propose:

QUE M. Robert Perreault, député de Mercier, remplace M. Claude Pinard, député de Saint-Maurice, à la Commission des affaires sociales;

QUE M. Claude Pinard, député de Saint-Maurice, remplace M. Robert Perreault, député de Mercier, à la Commission des institutions.

La motion est adoptée.

M. Williams (Nelligan) présente une motion concernant les résultats du référendum du 30 octobre 1995; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Bourbeau (Laporte) présente une motion concernant l'inaction du gouvernement québécois en matière économique; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Conformément à l'article 91 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, M. le Président communique et dépose:

Une lettre, en date du 1^{er} décembre 1995, que lui adressait M. Jean-Pierre Jolivet, whip en chef du gouvernement, concernant le remplacement de M. Robert Perreault, député de Mercier, par M. André Boulerice, député de Sainte-Marie—Saint-Jacques, à titre de membre du Bureau de l'Assemblée nationale.

(Dépôt n°738-951201)

M. Bélanger, vice-président, fait motion pour que cette modification à la composition du Bureau de l'Assemblée nationale soit adoptée.

Cette motion est adoptée à la majorité des voix.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 238, Loi concernant certaines acquisitions par le Ste Marguerite Salmon Club et le Club de pêche Sainte-Marguerite, ainsi que le projet de loi 92, Loi modifiant le Code de procédure pénale.
-

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission des affaires sociales se réunira afin de procéder à l'élection de son président.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président prend en délibéré une demande de directive de M. Mulcair (Chomedey) relativement à la séance du 30 novembre 1995 de la Commission de la culture.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose que le principe du projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 99 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 99 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Adoption

M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 89, Loi modifiant le Code des professions, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi 89 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur les transports.

Après débat, le rapport est adopté.

À 13 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 31.

Motions du gouvernement

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose:

QUE l'Assemblée nationale réaffirme le consensus exprimé en cette Chambre le 13 décembre 1990 lors de la déclaration ministérielle sur l'adaptation de la main-d'oeuvre et la formation professionnelle, à l'effet que:

« - le Québec doit devenir le seul responsable des politiques d'adaptation de la main-d'oeuvre et de formation professionnelle sur son territoire et rapatrier en conséquence les budgets que le gouvernement fédéral alloue à ces programmes au Québec;

« - dans le cadre constitutionnel actuel, et dans la perspective d'un meilleur service à la clientèle, le Québec doit récupérer le contrôle et l'administration des différents services relatifs à l'emploi et au développement de la main-d'oeuvre et de tous les programmes susceptibles d'être financés à même les fonds du régime d'assurance-chômage sur le territoire du Québec à ces fins, et doit recevoir en conséquence les budgets qui accompagnent normalement une telle prise en charge;

« - le gouvernement du Québec et les représentants du patronat, des syndicats et du secteur coopératif entendent s'opposer à toute initiative du gouvernement fédéral qui constituerait une ingérence dans les champs de compétence du Québec.»

Suit le débat sur la motion de Mme Harel.

Au cours de son intervention, M. Charbonneau (Bourassa) propose:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) en ajoutant, après le dernier alinéa de la présente motion, le paragraphe suivant:

Et qu'en conséquence elle demande au gouvernement et à la ministre de l'Emploi d'entreprendre immédiatement des négociations avec le gouvernement fédéral dans le but d'assurer le respect de ce consensus et la promotion des intérêts de la population québécoise.

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE l'Assemblée nationale réaffirme le consensus exprimé en cette Chambre le 13 décembre 1990 lors de la déclaration ministérielle sur l'adaptation de la main-d'oeuvre et la formation professionnelle, à l'effet que:

« - le Québec doit devenir le seul responsable des politiques d'adaptation de la main-d'oeuvre et de formation professionnelle sur son territoire et rapatrier en conséquence les budgets que le gouvernement fédéral alloue à ces programmes au Québec;

« - dans le cadre constitutionnel actuel, et dans la perspective d'un meilleur service à la clientèle, le Québec doit récupérer le contrôle et l'administration des différents services relatifs à l'emploi et au développement de la main-d'oeuvre et de tous les programmes susceptibles d'être financés à même les fonds du régime d'assurance-chômage sur le territoire du Québec à ces fins, et doit recevoir en conséquence les budgets qui accompagnent normalement une telle prise en charge;

« - le gouvernement du Québec et les représentants du patronat, des syndicats et du secteur coopératif entendent s'opposer à toute initiative du gouvernement fédéral qui constituerait une ingérence dans les champs de compétence du Québec.»

Et qu'en conséquence elle demande au gouvernement et à la ministre de l'Emploi d'entreprendre immédiatement des négociations avec le gouvernement fédéral dans le but d'assurer le respect de ce consensus et la promotion des intérêts de la population québécoise.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 198 et 199 du Règlement, le débat se poursuit tant sur la motion principale proposée par Mme Harel que sur l'amendement de M. Charbonneau, sous réserve de la recevabilité de ce dernier.

Au cours de son intervention, Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, propose:

QUE l'amendement en discussion soit sous-amendé par le remplacement des mots «négociations avec le» par les mots «démarches auprès du».

La motion, telle qu'amendée et sous-amendée, se lirait comme suit:

QUE l'Assemblée nationale réaffirme le consensus exprimé en cette Chambre le 13 décembre 1990 lors de la déclaration ministérielle sur l'adaptation de la main-d'oeuvre et la formation professionnelle, à l'effet que:

« - le Québec doit devenir le seul responsable des politiques d'adaptation de la main-d'oeuvre et de formation professionnelle sur son territoire et rapatrier en conséquence les budgets que le gouvernement fédéral alloue à ces programmes au Québec;

« - dans le cadre constitutionnel actuel, et dans la perspective d'un meilleur service à la clientèle, le Québec doit récupérer le contrôle et l'administration des différents services relatifs à l'emploi et au développement de la main-d'oeuvre et de tous les programmes susceptibles d'être financés à même les fonds du régime d'assurance-chômage sur le territoire du Québec à ces fins, et doit recevoir en conséquence les budgets qui accompagnent normalement une telle prise en charge;

« - le gouvernement du Québec et les représentants du patronat, des syndicats et du secteur coopératif entendent s'opposer à toute initiative du gouvernement fédéral qui constituerait une ingérence dans les champs de compétence du Québec.»

Et qu'en conséquence elle demande au gouvernement et à la ministre de l'Emploi d'entreprendre immédiatement des démarches auprès du gouvernement fédéral dans le but d'assurer le respect de ce consensus et la promotion des intérêts de la population québécoise.

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 198 et 199, le débat se poursuit sur la motion principale proposée par Mme Harel, l'amendement de M. Charbonneau et le sous-amendement de Mme Blackburn, sous réserve de la recevabilité de ce dernier.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 36 et 188 du Règlement et sur motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné que le débat sur la motion de Mme Harel, sur l'amendement de M. Charbonneau et sur le sous-amendement de Mme Blackburn prenne fin à 18 heures, que la mise aux voix de ces motions soit faite aux affaires du jour de la prochaine séance et qu'elle soit précédée, s'il y a lieu, de remarques sur la recevabilité de l'amendement et du sous-amendement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement et à l'ordre précédemment adopté, le débat se poursuit après 18 heures.

Au cours de son intervention, M. Fournier (Châteauguay) propose:

QUE le sous-amendement en discussion soit sous-sous-amendé par le remplacement du mot «démarches» par les mots «discussions formelles».

La motion, telle qu'amendée, sous-amendée et sous-sous-amendé, se lirait comme suit:

QUE l'Assemblée nationale réaffirme le consensus exprimé en cette Chambre le 13 décembre 1990 lors de la déclaration ministérielle sur l'adaptation de la main-d'oeuvre et la formation professionnelle, à l'effet que:

« - le Québec doit devenir le seul responsable des politiques d'adaptation de la main-d'oeuvre et de formation professionnelle sur son territoire et rapatrier en conséquence les budgets que le gouvernement fédéral alloue à ces programmes au Québec;

« - dans le cadre constitutionnel actuel, et dans la perspective d'un meilleur service à la clientèle, le Québec doit récupérer le contrôle et l'administration des différents services relatifs à l'emploi et au développement de la main-d'oeuvre et de tous les programmes susceptibles d'être financés à même les fonds du régime d'assurance-chômage sur le territoire du Québec à ces fins, et doit recevoir en conséquence les budgets qui accompagnent normalement une telle prise en charge;

« - le gouvernement du Québec et les représentants du patronat, des syndicats et du secteur coopératif entendent s'opposer à toute initiative du gouvernement fédéral qui constituerait une ingérence dans les champs de compétence du Québec.»

Et qu'en conséquence elle demande au gouvernement et à la ministre de l'Emploi d'entreprendre immédiatement des discussions formelles auprès du gouvernement fédéral dans le but d'assurer le respect de ce consensus et la promotion des intérêts de la population québécoise.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 36 et 188 du Règlement et sur motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné que l'ordre précédemment adopté s'applique également au sous-sous-amendement de M. Fournier.

1^{er} décembre 1995

À 18 h 08, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au lundi 4 décembre 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 14 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 117 Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux.

La motion est adoptée.

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 115 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

Cette motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 88 en annexe)

Pour : 58 Contre : 36 Abstention : 0

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 116 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

Conformément à l'article 235 du Règlement, M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques sur le projet de loi n° 116, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux;

QUE le ministre de la Santé et des Services sociaux soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Cette motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Chevette, leader du gouvernement, dépose:

Les réponses aux questions écrites de M. Vallières (Richmond) concernant les ententes fédérales-provinciales dans le domaine agricole — Questions n° 17 et 18, *Feuilleton et préavis* du 5 avril 1995.

(Dépôt n° 739-951204)

M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, dépose:

Le rapport annuel des Services gouvernementaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 740-951204)

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, dépose:

Le rapport annuel de la Société nationale de l'amiante, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 741-951204)

Dépôts de rapports de commissions

M. Simard (Richelieu) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 1^{er} décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 92 Loi modifiant le Code de procédure pénale — Rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Dépôt n° 742-951204)

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 1^{er} décembre 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé :

- 238 Loi concernant certaines acquisitions par le Ste Marguerite Salmon Club et le Club de pêche Sainte-Marguerite — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 743-951204)

Le rapport est adopté.

M. Perreault (Mercier) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 1^{er} décembre 1995, a procédé à l'élection de son président.

(Dépôt n° 744-951204)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Harel, ministre de l'Emploi, dépose:

Des extraits du nouveau projet de loi concernant l'assurance-emploi au Canada et du projet de loi fédéral C-96.

(Dépôt n° 745-951204)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Loiselle (Saint-Henri—Sainte-Anne) dépose:

Un tableau de l'évolution mensuelle des ménages classés aux nouveaux programmes de la sécurité du revenu, ainsi que des montants d'aide versés, pour 1994 et 1995.

(Dépôt n° 746-951204)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, dépose:

Copie de la décision 178798 du Conseil du trésor, en date du 26 novembre 1991, concernant un projet d'agrandissement et de réaménagement au Centre hospitalier de la région de l'Amiante.

(Dépôt n° 747-951204)

À la demande de M. le Président, M. Gobé (LaFontaine) retire certains propos non parlementaires.

Motions sans préavis

M. Paradis, leader de l'opposition officielle, présente une motion concernant les résultats du référendum du 30 octobre 1995; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine) présente une motion de félicitations à l'intention du gouvernement fédéral et de son ministre des Pêches et Océans; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

AFFAIRES DU JOUR

Motions du gouvernement

M. Bélanger, vice-président, rend la décision suivante sur l'admissibilité du sous-sous-amendement proposé par M. Fournier (Châteauguay) dans le cadre de la discussion sur la motion présentée par Mme Harel, ministre de l'Emploi, au cours de la séance du vendredi 1^{er} décembre 1995:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La Présidence ne peut ni entendre des arguments sur la recevabilité de la motion du député de Châteauguay, ni laisser l'Assemblée se prononcer sur cette motion puisque le concept de sous-sous-amendement n'existe pas dans notre Règlement. Rien dans les précédents et usages de l'Assemblée ne permet d'amender un sous-amendement, ce qui, d'ailleurs, est expressément interdit dans les Règlements antérieurs.

Après une brève suspension de la séance, M. Brouillet, vice-président, déclare recevable l'amendement proposé par M. Charbonneau (Bourassa).

Puis, du consentement de l'Assemblée, le sous-amendement proposé par Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, est retiré et l'amendement de M. Charbonneau est modifié en remplaçant le mot «négociations» par les mots «discussions formelles».

M. Brouillet, vice-président, met ensuite aux voix l'amendement de M. Charbonneau ainsi modifié. Cet amendement se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) en ajoutant, après le dernier alinéa de la présente motion, le paragraphe suivant:

Et qu'en conséquence elle demande au gouvernement et à la ministre de l'Emploi d'entreprendre immédiatement des discussions formelles avec le gouvernement fédéral dans le but d'assurer le respect de ce consensus et la promotion des intérêts de la population québécoise.

L'amendement, ainsi modifié, est adopté par le vote suivant:

(Vote n° 89 en annexe)

Pour: 96 Contre: 0 Abstention: 0

Enfin, M. Brouillet, vice-président, met aux voix la motion de Mme Harel, telle qu'amendée par le vote précédent. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale réaffirme le consensus exprimé en cette Chambre le 13 décembre 1990 lors de la déclaration ministérielle sur l'adaptation de la main-d'oeuvre et la formation professionnelle, à l'effet que:

« - le Québec doit devenir le seul responsable des politiques d'adaptation de la main-d'oeuvre et de formation professionnelle sur son territoire et rapatrier en conséquence les budgets que le gouvernement fédéral alloue à ces programmes au Québec;

« - dans le cadre constitutionnel actuel, et dans la perspective d'un meilleur service à la clientèle, le Québec doit récupérer le contrôle et l'administration des différents services relatifs à l'emploi et au développement de la main-d'oeuvre et de tous les programmes susceptibles d'être financés à même les fonds du régime d'assurance-chômage sur le territoire du Québec à ces fins, et doit recevoir en conséquence les budgets qui accompagnent normalement une telle prise en charge;

« - le gouvernement du Québec et les représentants du patronat, des syndicats et du secteur coopératif entendent s'opposer à toute initiative du gouvernement fédéral qui constituerait une ingérence dans les champs de compétence du Québec.»

Et qu'en conséquence elle demande au gouvernement et à la ministre de l'Emploi d'entreprendre immédiatement des discussions formelles avec le gouvernement fédéral dans le but d'assurer le respect de ce consensus et la promotion des intérêts de la population québécoise.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 90 en annexe)

Pour: 96 Contre: 0 Abstention: 0

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Campeau, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 07.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Campeau, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi 102 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 102 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Adoption

M. Campeau, ministre des Transports, propose que le projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur les transports, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 93 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Après débat, le rapport est adopté.

4 décembre 1995

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 105, Loi sur la protection des plantes.

Après débat, le rapport est adopté.

À 21 h 50, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mardi 5 décembre 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, proposant que l'Assemblée soit saisie du projet de loi n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives:

(Vote n° 88)

POUR - 58

Barbeau	Caron	Lachance	Parizeau
Baril	Carrier-Perreault	Landry	Payne
(Arthabaska)	Charest	(Bonaventure)	Pelletier
Baril	Chevrette	Laprise	Perreault
(Berthier)	Côté	Laurin	Pinard
Beaudoin	Désilets	Lazure	Robert
Beaumier	Dion	Leduc	Rochon
Bertrand	Dionne-Marsolais	Lelièvre	Simard
(Charlevoix)	Doyer	Léonard	Trudel
Blackburn	Dufour	Létourneau	Vermette
Blais	Gagnon	Malavoy	
Boisclair	Garon	Marois	
Boucher	Gaulin	Morin	
Boulerice	Gendron	(Dubuc)	
Bourdon	Harel	Morin	
Brassard	Jolivet	(Nicolet-Yamaska)	
Brien	Julien	Paillé	
Campeau	Jutras	Paré	

CONTRE - 36

Beaudet	Cherry	Lafrenière	Poulin
Bélanger	Copeman	Lefebvre	Quirion
(Mégantic-Compton)	Delisle	LeSage	Sirros
Bergman	Farrah	Loiselle	Thérien
Bissonnet	Frulla	Maciocia	Tremblay
Bordeleau	Gagnon-Tremblay	MacMillan	Vaive
Bourbeau	Gauvin	Marsan	Vallières
Brodeur	Gobé	Middlemiss	Williams
Charbonneau	Houda-Pepin	Mulcair	
(Bourassa)	Kelley	Paradis	

ABSTENTION - 0

Sur la motion d'amendement modifiée proposée par M. Charbonneau (Bourassa) à la motion présentée par Mme Harel, ministre de l'Emploi, au cours de la séance du vendredi 1^{er} décembre 1995:

(Vote n° 89)

POUR - 96

Barbeau	Charbonneau	Jutras	Paradis
Baril	(Bourassa)	Kelley	Paré
(Arthabaska)	Charest	Lachance	Parizeau
Baril	Cherry	Lafrenière	Payne
(Berthier)	Chevrette	Landry	Pelletier
Beaudet	Copeman	(Bonaventure)	Perreault
Beaudoin	Côté	Laprise	Pinard
Beaumier	Delisle	Laurin	Poulin
Bélanger	Désilets	Lazure	Quirion
(Mégantic-Compton)	Deslières	Leduc	Robert
Bergman	Dion	Lefebvre	Rochon
Bertrand	Dionne-Marsolais	Lelièvre	Simard
(Charlevoix)	Doyer	Léonard	Sirros
Bissonnet	Dufour	LeSage	Thérien
Blackburn	Dumont	Létourneau	Tremblay
Blais	Farrah	Loiselle	Trudel
Boisclair	Frulla	Maciocia	Vaive
Bordeleau	Gagnon	MacMillan	Vallières
Boucher	Gagnon-Tremblay	Malavoy	Vermette
Boulerice	Garon	Marois	Williams
Bourbeau	Gaulin	Marsan	
Bourdon	Gauvin	Middlemiss	
Brassard	Gendron	Morin	
Brien	Gobé	(Dubuc)	
Brodeur	Harel	Morin	
Campeau	Houda-Pepin	(Nicolet-Yamaska)	
Caron	Jolivet	Mulcair	
Carrier-Perreault	Julien	Paillé	

4 décembre 1995

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

Sur la motion présentée par Mme Harel, ministre de l'Emploi, telle qu'amendée:

(Vote n° 90)

(Identique au vote n° 89)

La séance est ouverte à 10 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

Mme Harel, ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles, fait une déclaration concernant un mandat confié au Conseil des communautés culturelles et de l'immigration.

Dépôts de documents

M. Chevette, leader du gouvernement, au nom de M. Parizeau, premier ministre, dépose:

Le rapport d'enquête du Vérificateur général au gouvernement, en date du 29 novembre 1995, sur l'octroi par le Secrétariat à la restructuration de contrats de service à des sociétés liées à M. Claude Lafrance et sur le respect des règles en matière de conflit d'intérêts.

(Dépôt n° 748-951205)

Mme Marois, ministre des Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 749-951205)

M. Garon, ministre de l'Éducation, dépose:

Le rapport annuel de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1995.

(Dépôt n° 750-951205)

Le rapport annuel du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.

(Dépôt n° 751-951205)

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 752-951205)

Le rapport annuel du Comité d'accréditation institué en vertu de la *Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants* (L.R.Q., c. A-3.01), pour l'exercice financier 1994-1995.

(Dépôt n° 753-951205)

Le rapport annuel de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1995.

(Dépôt n° 754-951205)

Le rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1995.

(Dépôt n° 755-951205)

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 756-951205)

M. le Président dépose:

Le rapport annuel du Vérificateur général du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 757-951205)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Loiselle (Saint-Henri—Sainte-Anne) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 9 novembre 1995, adressée à Mme Jeanne Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, par Mme Danielle-Maude Gosselin, présidente générale du Syndicat de la fonction publique du Québec, concernant le transfert des percepteurs et perceptrices de pensions alimentaires du ministère de la Justice au ministère du Revenu.

(Dépôt n° 758-951205)

Copie d'une lettre, en date du 9 novembre 1995, adressée à Mme Diane Lavallée, secrétaire générale du Secrétariat à la condition féminine, par Mme Danielle-Maude Gosselin, présidente générale du Syndicat de la fonction publique du Québec, concernant le transfert des percepteurs et perceptrices de pensions alimentaires du ministère de la Justice au ministère du Revenu.

(Dépôt n° 759-951205)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Filion (Montmorency) dépose:

Un extrait du volume 1 des Comptes publics, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, concernant la privatisation du Parc du Mont-Sainte-Anne.

(Dépôt n° 760-951205)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Charbonneau (Bourassa) dépose:

Un extrait du document intitulé «La formation professionnelle chez les jeunes: un défi à relever», ainsi qu'un tableau indiquant la courbe de progression de la clientèle jeune et adulte de moins de 20 ans inscrite à la formation professionnelle et technique.

(Dépôt n° 761-951205)

Motions sans préavis

M. Charbonneau (Bourassa) présente une motion concernant les résultats du référendum du 30 octobre 1995; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'entreprendre des consultations particulières sur le différend qui oppose la ville de Montréal et le Syndicat canadien de la fonction publique (cols bleus);
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 106, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur l'assurance automobile.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

Mme Marois, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 88 est adopté.

À 12 h 45, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 08.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 92, Loi modifiant le Code de procédure pénale.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption du principe

M. Gagnon (Saguenay) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 238, Loi concernant certaines acquisitions par le Ste Marguerite Salmon Club et le Club de pêche Sainte-Marguerite, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 238 est adopté.

Adoption

M. Gagnon (Saguenay) propose que le projet de loi d'intérêt privé 238, Loi concernant certaines acquisitions par le Ste Marguerite Salmon Club et le Club de pêche Sainte-Marguerite, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 238 est adopté.

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 105, Loi sur la protection des plantes, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 105 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 104, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualité de l'environnement, ainsi que l'amendement transmis par M. Benoit (Orford).

L'amendement est déclaré recevable.

Après débat, l'amendement est rejeté.

Le rapport est adopté.

À 18 h 08, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 6 décembre 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

n° 120 Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil du Québec.

La motion est adoptée.

n° 121 Loi modifiant les lois constitutives des communautés urbaines et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

n° 118 Loi modifiant la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics.

La motion est adoptée.

n° 119 Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Parizeau, premier ministre, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Conseil exécutif, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 762-951206)

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 763-951206)

Le rapport annuel de la Fondation de la faune du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 764-951206)

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, dépose:

Le rapport annuel de la Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ), pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.

(Dépôt n° 765-951206)

Dépôts de pétitions

M. Beaulne (Marguerite-D'Youville) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 1000 citoyens et citoyennes du comté de Châteauguay, concernant le parachèvement de l'aménagement de la voie réservée au transport en commun, sur la route 138, de Kahnawake jusqu'au boulevard Saint-Francis à Châteauguay.

(Dépôt n° 766-951206)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le Président, M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Parizeau, premier ministre, dépose:

Copie d'une note, en date du 6 décembre 1995, adressée à M. Michel Carpentier, Secrétaire général, par Me Michel Bouchard, sous-ministre de la Justice et sous-procureur général, concernant le rapport d'enquête du Vérificateur général sur l'octroi par le Secrétariat à la restructuration de contrats de service.

(Dépôt n° 767-951206)

Motions sans préavis

Mme Blackburn, ministre responsable de la Condition féminine, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la journée du 6 décembre commémorant les événements de l'École polytechnique et condamne toute violence faite aux femmes.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Mulcair (Chomedey) présente une motion concernant les résultats du référendum du 30 octobre 1995; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment, et le projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics.
-

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de la culture se réunira en séance de travail afin de faire le bilan des consultations particulières sur l'avenir de Radio-Québec et de préparer son rapport.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président communique la directive suivante à la suite d'une demande faite, lors de la séance du 1^{er} décembre 1995, par M. Mulcair (Chomedey) en rapport avec la séance du 30 novembre 1995 de la Commission de la culture:

DIRECTIVE DE LA PRÉSIDENTENCE

L'organisation des travaux d'une commission parlementaire relève de la compétence du président de la commission. Ce dernier a pleine autorité pour présider cette commission. Le Président de l'Assemblée nationale ne peut s'immiscer dans l'organisation des travaux d'une commission parlementaire et n'a pas droit de regard en la matière.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi n° 114, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives concernant l'industrie des courses de chevaux, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

Adoption

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 92, Loi modifiant le Code de procédure pénale et d'autres dispositions législatives (*titre modifié*), soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 92 est adopté.

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, propose que le projet de loi 106, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur l'assurance automobile, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 106 est adopté.

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi n° 114, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives concernant l'industrie des courses de chevaux, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 114 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi n° 114 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

Puis, M. Boisclair convoque:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi n° 114, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives concernant l'industrie des courses de chevaux.

À 13 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 04.

Adoption

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le projet de loi 104, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualité de l'environnement, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 104 est adopté.

Adoption du principe

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi n° 110, Loi modifiant la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 110 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi n° 110 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Boisclair, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi n° 110.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi n° 110, Loi modifiant la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour.

Le projet de loi n° 110 est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi n° 110 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, propose que le projet de loi n° 110, Loi modifiant la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 110 est adopté.

Adoption du principe

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi n° 112, Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 112 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi n° 112 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

À 17 h 19, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 07.

Adoption du principe

Mme Marois, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi n° 108, Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 108 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi n° 108 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Mme Marois, ministre des Finances, propose que le principe du projet de loi n° 109, Loi modifiant la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 109 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, projet de loi n° 109 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Boisclair, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi n° 109.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi n° 109, Loi modifiant la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

Le projet de loi n° 109 est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi n° 109 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, Mme Marois, ministre des Finances, propose que le projet de loi n° 109, Loi modifiant la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 109 est adopté.

À 20 h 57, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 7 décembre 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 123 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 122 Loi concernant l'article 40 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

n° 245 Loi concernant la Paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et être adopté avant le 21 décembre 1995, sous réserve de l'article 22 du Règlement.

(Dépôt n° 768-951207)

M. Baril (Berthier) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 245, Loi concernant la Paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé n° 245 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de documents

M. Campeau, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de la Société des traversiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 769-951207)

M. Garon, ministre de l'Éducation, dépose:

Les états financiers, incluant les états de traitement et les rapports sur la performance et les perspectives de développement, de l'Université du Québec, de ses constituantes, de ses instituts de recherche et de ses écoles supérieures, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995:

— l'Université du Québec (en trois volumes);

(Dépôt n° 770-951207)

— l'Université du Québec à Montréal (en trois volumes);

(Dépôt n° 771-951207)

- l'Université du Québec à Rimouski;
(Dépôt n° 772-951207)
 - l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue;
(Dépôt n° 773-951207)
 - l'Université du Québec à Hull;
(Dépôt n° 774-951207)
 - l'Université du Québec à Trois-Rivières;
(Dépôt n° 775-951207)
 - l'Université du Québec à Chicoutimi;
(Dépôt n° 776-951207)
 - l'École de technologie supérieure;
(Dépôt n° 777-951207)
 - la Télé-Université;
(Dépôt n° 778-951207)
 - l'Institut national de la recherche scientifique;
(Dépôt n° 779-951207)
 - l'École nationale d'administration publique;
(Dépôt n° 780-951207)
 - l'Institut Armand-Frappier.
(Dépôt n° 781-951207)
- Des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ versées par l'Université du Québec, pour l'exercice financier 1994-1995.
(Dépôt n° 782-951207)
-

M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 783-951207)

Dépôts de rapports de commissions

M. Vallières (Richmond) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 6 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:

n° 114 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives concernant l'industrie des courses de chevaux — Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 784-951207)

M. Tremblay (Outremont) dépose:

Les rapports de la Commission de l'économie et du travail qui, le 6 décembre 1995, a étudié en détail les projets de loi suivants:

99 Loi modifiant la Loi sur le bâtiment — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 785-951207)

103 Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics — Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 786-951207)

Dépôts de pétitions

M. Filion (Montmorency) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 730 pétitionnaires de la ville de Château-Richer, concernant la surtaxe de 30 \$ sur les droits d'immatriculation qui s'applique aux résidents de Château-Richer.

(Dépôt n° 787-951207)

M. Pinard (Saint-Maurice) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 12 membres de l'Association provinciale des enseignantes et enseignants protestants du Québec, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

(Dépôt n° 788-951207)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Parizeau, premier ministre, dépose:

Le décret 1568-95 concernant une enquête par le Vérificateur général sur l'octroi des contrats par le Secrétariat à la restructuration.

(Dépôt n° 789-951207)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Beaudoin, ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes, dépose:

Copie de la décision 187716 du Conseil du trésor, en date du 29 août 1995, concernant des contrats de services professionnels octroyés à MM. Ghislain Beaudin et Stéphane Marsolais par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

(Dépôt n° 790-951207)

Motions sans préavis

M. Campeau, ministre des Transports, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne le travail accompli partout au Québec par les bénévoles de l'Opération Nez rouge qui, depuis 12 ans, contribue à accroître la sécurité routière et à éliminer la conduite en état d'ébriété.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Frulla (Marguerite-Bourgeoys) présente une motion concernant l'inscription dans la Constitution canadienne d'une clause reconnaissant le caractère distinct de la société québécoise; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Maciocia (Viger) présente une motion concernant les résultats du référendum du 30 octobre 1995; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives;
 - la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale;
 - la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi n° 108, Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives.
-

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de la culture se réunira en séance de travail afin de faire le bilan des consultations particulières sur l'avenir de Radio-Québec et de préparer son rapport.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Mme Marois, ministre des Finances, propose que le principe du projet de loi n° 111, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et la Loi sur la Société des loteries du Québec, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que le principe du projet de loi n° 119, Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 119 est adopté.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi n° 119 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 12 h 35, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 04.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment.

Le débat terminé, le rapport est adopté

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi n° 120, Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 120 est adopté.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi n° 120 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi n° 120.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi n° 120, Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil du Québec.

Le projet de loi n° 120 est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi n° 120 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi n° 120, Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 120 est adopté.

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Marois, ministre des Finances, proposant que le principe du projet de loi n° 111, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et la Loi sur la Société des loteries du Québec, soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le débat est ajourné.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le principe du projet de loi n° 113, Loi portant interdiction d'établir ou d'agrandir certains lieux d'élimination de déchets, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 113 est adopté.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi n° 113 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi n° 113.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi n° 113, Loi portant interdiction d'établir ou d'agrandir certains lieux d'élimination de déchets.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 18 heures.

Le projet de loi n° 113 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi n° 113 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, dépose:

La liste, par région, des projets de lieux d'enfouissement sanitaire et de dépôts de matériaux secs, en date du 5 décembre 1995.

(Dépôt n° 791-951207)

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le projet de loi n° 113, Loi portant interdiction d'établir ou d'agrandir certains lieux d'élimination de déchets, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 113 est adopté.

À 18 h 52, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 03.

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Marois, ministre des Finances, proposant que le principe du projet de loi n° 111, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et la Loi sur la Société des loteries du Québec, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 111 est adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi n° 111 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

À 21 h 18, sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au vendredi 8 décembre 1995, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 7 décembre 1995, à 16 h 15, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Jolivet (Laviolette), le représentant du Premier ministre, de M. Bergman (D'Arcy-McGee), le représentant du Chef de l'opposition officielle, et de M. Duchesne, secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 88 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;

- 89 Loi modifiant le Code des professions;
- 92 Loi modifiant le Code de procédure pénale et d'autres dispositions législatives (*titre modifié*);
- 93 Loi modifiant la Loi sur les transports;
- 104 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualité de l'environnement;
- 105 Loi sur la protection des plantes;
- 106 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur l'assurance automobile;
- n° 109 Loi modifiant la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales;
- n° 110 Loi modifiant la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour;
- 238 Loi concernant certaines acquisitions par le Ste Marguerite Salmon Club et le Club de pêche Sainte-Marguerite.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

n° 246 Loi concernant la Ville de Mirabel — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et être adopté avant le 21 décembre 1995, sous réserve de l'article 22 du Règlement.

(Dépôt n° 792-951208)

M. Beaudet (Argenteuil) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 246, Loi concernant la Ville de Mirabel.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé n° 246 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de documents

Mme Marois, ministre du Revenu, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 793-951208)

M. Garon, ministre de l'Éducation, dépose:

Les états financiers, incluant les états de traitement et les rapports sur la performance et les perspectives de développement, de l'Université McGill, ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.

(Dépôt n° 794-951208)

Les états financiers, incluant les états de traitement et les rapports sur la performance et les perspectives de développement, de l'Université Laval (en trois volumes), ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.

(Dépôt n° 795-951208)

Dépôts de pétitions

M. Jutras (Drummond) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 22 129 citoyens et citoyennes du comté de Drummond, concernant la réglementation sur la gestion des déchets.

(Dépôt n° 796-951208)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 145 du Règlement, M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission des institutions se réunira afin de procéder à la vérification des engagements financiers du ministère de la Sécurité publique contenus dans les listes des mois de janvier 1994 à octobre 1995 inclusivement;
- la Commission de la culture se réunira en séance de travail afin de poursuivre ses discussions relativement au bilan des consultations particulières sur l'avenir de Radio-Québec et de préparer son rapport.

Motions sans préavis

Mme Harel, ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne le neuvième anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur les relations interethniques et interraciales et réaffirme son adhésion aux principes qui la gouvernent.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne la Journée des droits de la personne.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevrette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président communique et dépose:

Copie d'une lettre, en date du 8 décembre 1995, qu'il a reçue de M. Guy Breton, Vérificateur général du Québec, concernant le rapport préliminaire sur l'enquête au sujet de l'octroi de contrats de services par le Secrétariat à la restructuration.

(Dépôt n° 797-951208)

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose que le projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 99 est adopté.

Mme Harel, ministre de l'Emploi, propose que le projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi 103 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi n° 114, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives concernant l'industrie des courses de chevaux, ainsi que l'amendement transmis par M. Middlemiss (Pontiac).

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 13 heures.

Le débat terminé, l'amendement est rejeté.

Puis, le rapport est adopté.

À 13 h 06, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 07.

M. Brouillet, vice-président, dépose:

Le rapport d'enquête du Vérificateur général au gouvernement sur l'octroi par le Secrétariat à la restructuration de contrats de services à des sociétés liées à M. Claude Lafrance et sur le respect des règles en matière de conflit d'intérêts.

(Dépôt n° 798-951208)

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, propose que le principe du projet de loi n° 117, Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 117 est adopté.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi n° 117 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi n° 122, Loi concernant l'article 40 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 122 est adopté.

Sur la motion de M. Bégin, ministre de la Justice, le projet de loi n° 122 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Bégin, ministre de la Justice, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi n° 122.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi n° 122, Loi concernant l'article 40 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

Le projet de loi n° 122 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi n° 122 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le projet de loi n° 122, Loi concernant l'article 40 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 122 est adopté.

8 décembre 1995

À 15 h 50, sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au lundi 11 décembre 1995, à 14 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 14 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

n° 255 Loi concernant la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau — Le projet de loi ne peut être présenté à l'Assemblée et ne peut être adopté avant le 21 décembre 1995 sans le consentement unanime pour déroger aux Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé.

(Dépôt n° 799-951211)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 36 et 37 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé, M. Dufour (Jonquière) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 255, Loi concernant la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé n° 255 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

n° 247 Loi concernant la Ville de Gatineau — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et peut être adopté avant le 21 décembre 1995, sous réserve de l'article 22 du Règlement.

(Dépôt n° 800-951211)

Mme Vaive (Chapleau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 247, Loi concernant la Ville de Gatineau.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé n° 247 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

n° 231 Loi concernant le Canton d'Orford — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et être adopté avant le 21 décembre 1995, sous réserve de l'article 22 du Règlement.

(Dépôt n° 801-951211)

M. Benoit (Orford) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 231, Loi concernant le Canton d'Orford.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé n° 231 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de documents

M. Chevette, leader du gouvernement, dépose:

Les réponses aux questions écrites de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant les sujets suivants:

- Les compressions budgétaires s'appliquant aux établissements publics et privés ainsi qu'aux régies régionales de la santé et des services sociaux du Québec pour l'exercice financier 1995-1996 et pour les trois prochains exercices financiers — Question n° 27, *Feuilleton et préavis* du 22 juin 1995.

(Dépôt n° 802-951211)

- L'appel d'offres relatif à l'acquisition de caméras gammas tomographiques pour l'hôpital Hôtel-Dieu de Sorel, l'hôpital Sainte-Croix de Drummondville et le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke — Question n° 28, *Feuilleton et préavis* du 22 juin 1995.

(Dépôt n° 803-951211)

M. Landry, ministre des Affaires internationales, dépose:

Le rapport annuel de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 804-951211)

M. Bégin, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 805-951211)

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, des régions régionales de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi—Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Mauricie—Bois-Francs, Montérégie, Montréal-Centre, Nord-du-Québec, Outaouais, Québec et Saguenay—Lac-Saint-Jean.

(Dépôt n° 806-951211)

Mme Beaudoin, ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 7 décembre 1995, adressée à M. Hubert Thibault, secrétaire général associé au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, par M. Pierre-A. Thibaudeau, directeur général de l'administration au ministère du Conseil exécutif, concernant les engagements financiers du ministère pour le mois de septembre 1995.

(Dépôt n° 807-951211)

Dépôts de rapports de commissions

M. Baril (Arthabaska) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 7 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:

n° 108 Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 808-951211)

M. Vallières (Richmond) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 28, 29 et 30 novembre, 7 et 8 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 85 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 809-951211)

M. Payne (Vachon) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui a tenu des consultations particulières les 28, 29 et 30 novembre 1995 et siégé en séances de travail les 19 décembre 1994, 21 novembre, 6, 7 et 8 décembre 1995 dans le cadre de l'examen des orientations, des activités et de la gestion de Radio-Québec. Le rapport contient des recommandations.

(Dépôt n° 810-951211)

M. Tremblay (Outremont) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 5 décembre 1995, a tenu des consultations particulières sur le différend qui oppose la ville de Montréal et le Syndicat canadien de la fonction publique, local 301.

(Dépôt n° 811-951211)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Parizeau, premier ministre, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 6 décembre 1995, adressée à M. Guy Breton, Vérificateur général du Québec, par M. Louis Bernard, premier vice-président de la Banque Laurentienne, concernant le rapport d'enquête du vérificateur sur l'octroi par le Secrétariat à la restructuration de contrats de services à des sociétés liées à M. Claude Lafrance.

(Dépôt n° 812-951211)

Copie d'une lettre, en date du 7 décembre 1995, adressée à M. Louis Bernard par M. Guy Breton concernant le rapport d'enquête du vérificateur sur l'octroi par le Secrétariat à la restructuration de contrats de services à des sociétés liées à M. Claude Lafrance.

(Dépôt n° 813-951211)

Copie d'une lettre, en date du 8 décembre 1995, adressée à M. Guy Breton par M. Louis Bernard concernant le rapport d'enquête du vérificateur sur l'octroi par le Secrétariat à la restructuration de contrats de services à des sociétés liées à M. Claude Lafrance.

(Dépôt n° 814-951211)

Copie d'une note, en date du 11 décembre 1995, qu'il a reçue de son directeur de cabinet, M. Jean Royer, concernant des contrats de services octroyés par le Secrétariat à la restructuration.

(Dépôt n° 815-951211)

À la demande de M. le Président, M. Mulcair (Chomedey) retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport du comité d'enquête sur les activités de la Chambre des notaires du Québec, en date du 3 novembre 1995, accompagné d'un rapport complémentaire, en date du 30 novembre 1995, préparés par MM. Serge Bernier, Jean-François Joly et Jean Morin.

(Dépôt n° 816-951211)

Motions sans préavis

M. Gautrin (Verdun) présente une motion concernant les résultats du référendum du 30 octobre 1995; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevrette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi n° 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi n° 117, Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux;
- en dérogation à l'article 40 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé, la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé n° 255, Loi concernant la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission des institutions se réunira afin de procéder à la vérification des engagements financiers du ministère de la Justice et de l'Office de la protection du consommateur contenus dans les listes des mois de janvier 1994 à octobre 1995 inclusivement.
-

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi n° 121, Loi modifiant les lois constitutives des communautés urbaines et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 121 est adopté.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi n° 121 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Puis, M. Chevette convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi n° 121, Loi modifiant les lois constitutives des communautés urbaines et d'autres dispositions législatives.

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, propose que le principe du projet de loi n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 17 h 59, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 02.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, proposant que le principe du projet de loi n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le mardi 12 décembre 1995

À la demande de M. Bélanger, vice-président, M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) retire certains propos non parlementaires.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 1 h 41, sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne à 10 heures, ce mardi 12 décembre 1995.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le lundi 11 décembre 1995, à 16 h 05, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Gaulin (Taschereau), le représentant du Premier ministre, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 99 Loi modifiant la Loi sur le bâtiment;
- 103 Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics;
- n° 113 Loi portant interdiction d'établir ou d'agrandir certains lieux
d'élimination de déchets;
- n° 120 Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil du
Québec;
- n° 122 Loi concernant l'article 40 de la Loi sur les relations du travail,
la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre
dans l'industrie de la construction.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 124 Loi modifiant diverses dispositions législatives en application de la Loi sur l'organisation territoriale municipale.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

Mme Marois, ministre des Finances, transmet le message suivant de Son Excellence le lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Son Excellence le lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires # 2 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1996, conformément à l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 12 décembre 1995

Martial Asselin

Mme Marois dépose les crédits supplémentaires # 2 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1996 (versions française et anglaise).

(Dépôt n° 817-951212)

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, les crédits supplémentaires # 2 pour 1995-1996 sont renvoyés en commission plénière.

M. Chevette, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Williams (Nelligan) concernant l'implantation, dans l'ouest de l'Île de Montréal, d'un campus d'enseignement collégial francophone rattaché à un cégep existant — Question n° 21, *Feuilleton et préavis* du 2 juin 1995.

(Dépôt n° 818-951212)

La réponse à la question écrite de M. Gauthier (Verdun) concernant l'épreuve de français du ministère de l'Éducation administrée aux finissants des cégeps inscrits dans une université québécoise — Question n° 25, *Feuilleton et préavis* du 9 juin 1995.

(Dépôt n° 819-951212)

Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles, dépose:

Le rapport annuel du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 820-951212)

Le rapport annuel du Bureau de révision en immigration, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 821-951212)

Le rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 822-951212)

Le rapport annuel de la Régie du bâtiment du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 823-951212)

Le rapport annuel du ministère de l'Emploi, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 824-951212)

M. Garon, ministre de l'Éducation, dépose:

Le rapport annuel de l'Université de Sherbrooke (en deux volumes), ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.

(Dépôt n° 825-951212)

Le rapport annuel de l'Université Bishop's, ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.

(Dépôt n° 826-951212)

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, dépose:

Le rapport annuel de Tourisme Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 827-951212)

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, dépose:

Un document intitulé «Le secteur manufacturier et le commerce au Québec en 1995».

(Dépôt n° 828-951212)

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, dépose:

Un avis, en date du 8 septembre 1995, émis par la Commission d'accès à l'information relativement à la proposition d'amendement visant à ajouter l'article 65.1 à la *Loi sur la sécurité du revenu*.

(Dépôt n° 829-951212)

M. le Président dépose:

Le rapport du Directeur général des élections sur les résultats officiels du scrutin du 30 octobre 1995, en vertu de l'article 381 de la version spéciale de la *Loi électorale* pour la tenue d'un référendum.

(Dépôt n° 830-951212)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 11 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:

n° 121 Loi modifiant les lois constitutives des communautés urbaines et d'autres dispositions législatives — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 831-951212)

M. Tremblay (Outremont) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 11 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:

n° 117 Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux — Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 832-951212)

Dépôts de pétitions

M. Beaulne (Marguerite-D'Youville) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 2550 citoyens et citoyennes du comté de Châteauguay, concernant le parachèvement de l'aménagement de la voie réservée au transport en commun, sur la route 138, de Kahnawake jusqu'au boulevard Saint-Francis à Châteauguay.

(Dépôt n° 833-951212)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le Président, M. Fournier (Châteauguay) retire certains propos non parlementaires.

À la demande de M. le Président, Mme Marois, ministre des Finances, retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Marois, ministre des Finances, dépose:

Le curriculum vitae de M. Éric Hubar Meunier, accompagné d'un document décrivant le rôle de M. Meunier dans le processus d'acheminement des demandes au Conseil du trésor relativement aux études du Secrétariat à la restructuration.

(Dépôt n° 834-951212)

Motions sans préavis

M. Dumont (Rivière-du-Loup) présente une motion concernant les coupures prévues par le gouvernement fédéral pour 1996-1997 dans les paiements de transfert; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Gobé (LaFontaine) présente une motion concernant les résultats du référendum du 30 octobre 1995; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Middlemiss (Pontiac) présente une motion concernant le programme d'aide à l'amélioration du réseau routier local; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Mme Beaudoin, ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes, présente une motion concernant le droit des Québécoises et des Québécois de déterminer leur avenir politique et constitutionnel; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Paradis, leader de l'opposition officielle, présente une motion concernant le droit du peuple québécois de décider seul de son avenir; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives;
 - la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi n° 119, Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives;
 - la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi n° 112, Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives.
-

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, proposant que le principe du projet de loi n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

À 13 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 02.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, proposant que le principe du projet de loi n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 91 en annexe)

Pour: 54 Contre: 38 Abstention: 0

En conséquence, le principe du projet de loi n° 115 est adopté.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

Puis, M. Chevette convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi n° 121, Loi modifiant les lois constitutives des communautés urbaines et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi n° 108, Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

À 18 heures, M. Bélanger, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 04.

Crédits budgétaires

Crédits supplémentaires

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement et sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné que l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les crédits supplémentaires # 2 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996 et dans ce cadre:

À partir de maintenant pour une durée de une heure, il y ait échange entre le ministre des Ressources naturelles et la députée de Kamouraska-Témiscouata, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants;

Ensuite, pour une période de une heure trente minutes, il y ait échange entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et les députés d'Argenteuil et de Nelligan, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants, après quoi la commission fera rapport.

La motion est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires # 2 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996.

Étude en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude des crédits supplémentaires # 2 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996.

12 décembre 1995

Mme la présidente de la commission plénière avise M. Bélanger, vice-président de l'Assemblée, que la commission n'a pas fini de délibérer sur les crédits supplémentaires # 2.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

À 23 h 27, sur la motion de M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 13 décembre 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, proposant que le principe du projet de loi n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté:

(Vote n° 91)

POUR - 54

Barbeau	Charest	Lachance	Paré
Beaudoin	Chevrette	Landry	Parizeau
Beaulne	Cliche	(Verchères)	Payne
Beaumier	Côté	Laprise	Perreault
Bertrand	Désilets	Laurin	Pinard
(Charlevoix)	Deslières	Lazure	Rivard
Blackburn	Dion	Lelièvre	Robert
Boisclair	Dionne-Marsolais	Léonard	Rochon
Boucher	Doyer	Létourneau	Simard
Boulerice	Dufour	Malavoy	Trudel
Brien	Facal	Morin	Vermette
Campeau	Gagnon	(Dubuc)	
Caron	Gaulin	Morin	
Carrier-Perreault	Gendron	(Nicolet-Yamaska)	
Charbonneau	Jolivet	Paillé	
(Borduas)	Kieffer	Paquin	

CONTRE - 38

Beaudet	Charbonneau	Farrah	Houda-Pepin
Bélanger	(Bourassa)	Fournier	Kelley
(Mégantic-Compton)	Chenail	Frulla	Lefebvre
Bissonnet	Cherry	Gagnon-Tremblay	LeSage
Bordeleau	Copeman	Gautrin	Loiselle
Brodeur	Cusano	Gauvin	Maciocia
Chagnon	Dionne	Gobé	Marsan

12 décembre 1995

**Middlemiss
Mulcair
Ouimet**

**Paradis
Poulin
Quirion**

**Sirros
Thérien
Tremblay**

**Vaive
Vallières
Williams**

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Harel, ministre de l'Emploi, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 835-951213)

M. Garon, ministre de l'Éducation, dépose:

Les états financiers, incluant les états de traitement et les rapports sur la performance et les perspectives de développement, de l'Université Concordia, ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.

(Dépôt n° 836-951213)

Les états financiers, incluant les états de traitement et les rapports sur la performance et les perspectives de développement, de l'Université de Montréal (en trois volumes), ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.

(Dépôt n° 837-951213)

Les états financiers, incluant les états de traitement et les rapports sur la performance et les perspectives de développement, de l'École des Hautes Études Commerciales, ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.

(Dépôt n° 838-951213)

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, dépose:

Le rapport annuel du Palais des congrès de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 839-951213)

Le rapport annuel du Centre des congrès de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 840-951213)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Brodeur (Shefford) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 11 décembre 1995, adressée à M. Marcel Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, par Mme Jocelyne Olivier, bâtonnière du Québec, concernant le projet de loi 85.

(Dépôt n° 841-951213)

M. le Président dépose:

Copie d'une lettre, en date du 21 novembre 1995, qu'il adressait à tous les députés concernant l'utilisation de micro-ordinateurs dans la salle de l'Assemblée nationale pendant les séances.

(Dépôt n° 842-951213)

Dépôts de rapports de commissions

M. Tremblay (Outremont) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 12 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:

n° 112 Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives
— Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 843-951213)

M. Baril (Arthabaska) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 12 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:

n° 119 Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 844-951213)

Dépôts de pétitions

M. Cliche (Vimont) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 825 citoyens et citoyennes de la ville de Laval, concernant la mise en place des mesures nécessaires à l'implantation de La Maison de l'île, à Laval.

(Dépôt n° 845-951213)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QUE les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, des régies régionales de la santé et des services sociaux suivantes: Abitibi—Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Mauricie—Bois-Francs, Montérégie, Montréal-Centre, Nord-du-Québec, Outaouais, Québec et Saguenay—Lac-Saint-Jean, qui ont été déposés le 11 décembre 1995, soient renvoyés à la Commission des affaires sociales pour étude;

QUE le ministre de la Santé et des Services sociaux soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce) présente une motion concernant la nomination de M. Roger Fillion à la présidence de l'Office des personnes handicapées du Québec; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Mme Houda-Pepin (La Pinière) présente une motion concernant le manifeste et les orientations du Mouvement de libération nationale du Québec; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Quirion (Beauce-Sud) présente une motion concernant les résultats du référendum du 30 octobre 1995; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives;
 - la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives.
-

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission du budget et de l'administration se réunira afin d'entendre le Vérificateur général du Québec dans le cadre de l'examen de son rapport pour l'année financière terminée le 31 mars 1995;
 - la Commission des affaires sociales se réunira afin de statuer sur des questions relatives à l'organisation et aux modalités d'exécution de ses travaux.
-

AFFAIRES DU JOUR

Crédits budgétaires

Crédits supplémentaires

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 21 et 188 du Règlement et sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, il est ordonné que l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de reprendre l'étude des crédits supplémentaires # 2 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996 et procède dans l'ordre ci-après énuméré:

À compter de maintenant pour une durée de deux heures, il y ait échange entre la ministre de la Sécurité du revenu et les députés de Saint-Henri—Sainte-Anne et de Laporte, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants;

À compter de 14 heures, pour une période de deux heures, il y ait échange entre le Président du Conseil du trésor et le député de Westmount—Saint-Louis, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants;

Finalement, pour une période de une heure trente minutes, il y ait échange entre le ministre responsable de la Réforme électorale et les députés de Laurier-Dorion et de Chomedey, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants.

La motion est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de reprendre l'étude des crédits supplémentaires # 2 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996.

Étude en commission plénière

La commission plénière reprend l'étude des crédits supplémentaires # 2 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996.

À la demande de M. Bélanger, président de la commission plénière, Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, retire certains propos non parlementaires.

À 13 h 22, M. Bélanger, président de la commission plénière, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

La séance reprend à 14 h 08.

Étude en commission plénière

La commission plénière poursuit l'étude des crédits supplémentaires # 2 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996.

Avec la permission de M. Brouillet, président de la commission plénière, M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, dépose:

Un tableau détaillant le soutien financier accordé par le gouvernement aux groupes d'action communautaire au cours de l'année 1995-1996.

(Dépôt n° 846-951213)

L'étude des crédits supplémentaires # 2 étant terminée, M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

La commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires # 2 et le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximale de 180 164 700,00 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1995-1996, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des programmes énumérés à l'annexe du projet de loi présenté ci-après.

Le rapport est adopté.

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, au nom de Mme Marois, ministre des Finances, présente le projet de loi n° 125, Loi n° 5 sur les crédits, 1995-1996, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;

QUE le projet de loi soit adopté.

Ces motions sont adoptées à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi n° 125 est adopté.

À 18 heures, sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 14 décembre 1995, à 10 heures.

Le Président

ROGER BERTRAND

La séance est ouverte à 10 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 127 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités.

La motion est adoptée.

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 129 Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement relativement aux navires de croisières internationales.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

n° 249 Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et être adopté avant le 21 décembre 1995, sous réserve de l'article 22 du Règlement.

(Dépôt n° 847-951214)

M. Rivard (Limoilou) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 249, Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé n° 249 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de documents

M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale, dépose:

Le document de réflexion du Directeur général des élections proposant des amendements à la *Loi électorale*.

(Dépôt n° 848-951214)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des institutions procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques, à compter du 27 février 1996, sur le document de réflexion proposant des amendements à la *Loi électorale*;

QUE les mémoires des organismes soient reçus au secrétariat des commissions au plus tard le 9 février 1996;

QUE le ministre responsable de la Réforme électorale soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, dépose:

Un avant-projet de loi intitulé «Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal».

(Dépôt n° 849-951214)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Chevrette, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques, à compter du 6 février 1996, sur l'avant-projet de loi intitulé «Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal»;

QUE les mémoires des organismes soient reçus au secrétariat des commissions au plus tard le 27 janvier 1996;

QUE le ministre d'État au Développement des régions soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre d'État à la concertation, dépose:

Le rapport, en date du 12 décembre 1995, du Groupe de travail sur l'arbitrage de différends chez les policiers et pompiers municipaux.

(Dépôt n° 850-951214)

M. Garon, ministre de l'Éducation, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 851-951214)

Les états financiers, incluant les états de traitement et les rapports sur la performance et les perspectives de développement (en deux volumes), de l'École polytechnique de Montréal, ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.

(Dépôt n° 852-951214)

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, dépose:

Le rapport annuel du Programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994 (versions française, anglaise et inuit).

(Dépôt n° 853-951214)

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, sur l'application de la procédure d'examen des plaintes pour les Régions régionales de la santé et des services sociaux suivantes: Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Outaouais, Québec et Saguenay—Lac-Saint-Jean.

(Dépôt n° 854-951214)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Chevette, leader du gouvernement, fait motion pour que les rapports annuels sur l'application de la procédure d'examen des plaintes des Régions régionales de la santé et des services sociaux suivantes: Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Outaouais, Québec et Saguenay—Lac-Saint-Jean soient renvoyés pour étude à la Commission des affaires sociales.

M. le Président dépose:

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 5 décembre 1995:

Décision 767 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les envois sans adresse;

Décision 768 concernant le Règlement relatif à la promotion d'une fonctionnaire.
(Dépôt n° 855-951214)

Dépôts de pétitions

Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 11 744 citoyens et citoyennes du comté de Kamouraska-Témiscouata et d'autres régions du Québec, concernant le maintien des centres d'hébergement pour personnes âgées au Kamouraska.
(Dépôt n° 856-951214)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le Président, M. Garon, ministre de l'Éducation, retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 71 du Règlement, M. Ouimet (Marquette) soulève une question de fait personnel relativement à des propos qu'il rapportait d'un journaliste de *La Presse* concernant des prétendus délais dans la remise par le ministère de l'Éducation de subventions aux groupes populaires.

M. Garon, ministre de l'Éducation, intervient sur le même sujet.

Motions sans préavis

M. Chevrette, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail procède à l'examen des rapports suivants d'Hydro-Québec: la proposition tarifaire 1995-1996, le rapport général de suivi au 31 décembre 1995 de l'engagement de performance 1993-1995, l'engagement de performance transitoire 1996, le rapport particulier sur l'équilibre énergétique, l'efficacité énergétique et l'hydraulicité et le rapport particulier sur la diversification et la recherche-développement et, à cette fin, entende les membres du conseil de direction d'Hydro-Québec le mardi 20 février 1996, de 10 heures à 12 h 30, de 14 heures à 18 heures et de 20 heures à 22 heures, et le mercredi 21 février 1996, de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures, selon l'horaire déterminé, à la salle du Conseil législatif;

QUE le ministre des Ressources naturelles soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. Vallières (Richmond) présente une motion concernant les résultats du référendum du 30 octobre 1995; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevrette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi n° 111, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et la Loi sur la Société des loteries du Québec;**
- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives;**

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives.
-

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission du budget et de l'administration se réunira afin poursuivre l'audition du Vérificateur général du Québec dans le cadre de l'examen de son rapport pour l'année financière terminée le 31 mars 1995;
 - la Commission de l'économie et du travail se réunira en séance de travail afin d'examiner le rapport des deux observateurs désignés par Mme Harel, ministre de l'Emploi, pour suivre le déroulement des négociations intensives entre la ville de Montréal et le Syndicat canadien de la fonction publique, local 301;
 - la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux.
-

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Chevette, ministre des Affaires municipales, au nom de M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi n° 114, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives concernant l'industrie des courses de chevaux, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Chevette, ministre des Affaires municipales, au nom de M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi n° 114 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude des amendements qu'il indique.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière.

Les amendements de M. Blackburn au projet de loi n° 114 sont étudiés et adoptés en commission plénière.

Le projet de loi n° 114, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 114 est adopté.

M. Chevette, ministre des Affaires municipales, au nom de M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi 85 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi n° 121, Loi modifiant les lois constitutives des communautés urbaines et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 121 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi n° 124, Loi modifiant diverses dispositions législatives en application de la Loi sur l'organisation territoriale municipale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 124 est adopté.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi n° 124 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi n° 117, Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi n° 119, Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Marois, ministre du Revenu, propose que le projet de loi n° 108, Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

À 13 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 05.

Adoption

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Marois, ministre du Revenu, proposant que le projet de loi n° 108, Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi n° 108 est adopté.

En application des articles 182 et 183 du Règlement, M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QU'en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption des projets de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives, et n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives;

Le 2° paragraphe de l'article 19, les articles 20 à 22, les mots «ou sur un fait personnel» au 4° paragraphe et le 7° paragraphe de l'article 53, les 1^{er}, 2° 3° et 5° paragraphes de l'article 54, les articles 71 à 73, les 2° et 3° alinéas de l'article 84, les mots «ou à la demande d'un député» au 1^{er} alinéa de l'article 86 ainsi que le 2° alinéa du même article, les 2°, 3° et 8° paragraphes de l'article 87, les articles 88 à 93, 100 et 101, 105 à 108, 110 à 114, 157, 164 et 165, 175 et 176, les mots «et, le cas échéant, de ses observations, conclusions et recommandations» à l'article 177, les articles 194 et 195, 205 à 209, les articles 212, 213, 215, 216, 220, 230, le 2° alinéa de l'article 244, l'article 245, les mots «et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente» au 2° alinéa de l'article 248, les articles 249 à 251, le 1^{er} alinéa de l'article 252 ainsi que les 1^{er} et 3° alinéas de l'article 253, l'article 254, les 2° et 3° alinéas de l'article 256, l'article 257 et les articles 304 à 307 soient suspendus jusqu'à l'adoption desdits projets de loi et que;

Dès l'adoption de la présente motion, la Commission permanente de l'aménagement et des équipements mette fin à ses travaux quant à l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives, et dépose son rapport à l'Assemblée, malgré l'article 53;

Dès l'adoption de la présente motion, la Commission permanente des affaires sociales mette fin à ses travaux quant à l'étude détaillée du projet de loi n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives, et dépose son rapport à l'Assemblée, malgré l'article 53;

Tout député puisse, au plus tard une heure après le dépôt des rapports concernant l'étude détaillée des projets de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives, et n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives, transmettre au bureau du Secrétaire général copie des amendements qu'il entend proposer; les travaux de l'Assemblée soient alors suspendus jusqu'à l'expiration de ce délai;

La durée du débat sur la prise en considération du rapport de la Commission permanente de l'aménagement et des équipements soit fixée à un maximum de trente minutes, dont dix minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, dix minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et cinq minutes pour les députés indépendants; le ministre qui présente le projet de loi puisse exercer un droit de réplique d'une durée maximale de cinq minutes;

Une fois terminé le débat sur la prise en considération du rapport de la commission permanente, les amendements soient mis aux voix successivement sans appel nominal, de la manière indiquée par le Président; les articles du projet de loi ainsi amendés, les articles du projet de loi dont la Commission parlementaire permanente de l'aménagement et des équipements n'aurait pas disposé, le titre et les autres intitulés du projet de loi et le rapport de la commission amendé ou non soient ensuite mis aux voix sans appel nominal;

La durée du débat sur l'adoption du projet de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives, soit fixée à un maximum de soixante minutes, dont vingt minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, vingt minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, dix minutes pour les députés indépendants et une réplique d'une durée maximale de dix minutes au ministre qui présente le projet de loi; le vote sur l'adoption du projet de loi soit fait à main levée ou, si cinq députés l'exigent, par appel nominal;

La durée du débat sur la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires sociales soit fixée à un maximum de trente minutes, dont dix minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, dix minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et cinq minutes pour les députés indépendants; le ministre qui présente le projet de loi puisse exercer un droit de réplique d'une durée maximale de cinq minutes;

Une fois terminé le débat sur la prise en considération du rapport de la commission permanente, les amendements soient mis aux voix successivement sans appel nominal, de la manière indiquée par le Président; les articles du projet de loi ainsi amendés, les articles du projet de loi dont la Commission parlementaire permanente des affaires sociales n'aurait pas disposé, le titre et les autres intitulés du projet de loi et le rapport de la commission amendé ou non soient ensuite mis aux voix sans appel nominal;

La durée du débat sur l'adoption du projet de loi n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives, soit fixée à un maximum de soixante minutes, dont vingt minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, vingt minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, dix minutes pour les députés indépendants et une réplique d'une durée maximale de dix minutes au ministre qui présente le projet de loi; le vote sur l'adoption du projet de loi soit fait à main levée ou, si cinq députés l'exigent, par appel nominal;

Au cours du débat sur l'adoption du projet de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives, ou du projet de loi n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives, un ministre ou un leader adjoint du gouvernement puisse faire motion pour qu'il soit envoyé en commission plénière, en vue de l'étude des amendements qu'il indique; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal; en commission plénière, l'étude soit limitée aux amendements proposés; la durée du débat en commission plénière soit fixée à un maximum de quinze minutes, dont cinq minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, cinq minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, trois minutes pour les députés indépendants et deux minutes de réplique au ministre qui présente le projet de loi, au terme de laquelle les amendements seraient mis aux voix immédiatement et sans appel nominal, y compris les amendements que le ministre qui présente le projet de loi n'aurait pas pu proposer en cours d'étude;

Après quoi le président de la commission plénière fasse rapport à l'Assemblée sans que soit consulté ni la commission, ni l'Assemblée; ce rapport soit mis aux voix immédiatement sans débat et sans appel nominal;

L'ajournement du débat puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

L'ajournement de l'Assemblée puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

Le retrait d'une motion puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

Outre les dispositions prévues à la présente motion, tous les votes soient faits à main levée à moins qu'un ministre ou leader adjoint du gouvernement n'exige un vote par appel nominal;

L'Assemblée puisse siéger tous les jours, à compter de 10 heures, jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux;

Sous réserve de ce qui précède, les dispositions du Règlement particulières aux mois de juin et décembre soient appliquées;

Les règles ci-haut mentionnées puissent s'appliquer jusqu'à l'adoption des projets de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives, et n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives.

Après avoir entendu des remarques de part et d'autre sur la recevabilité de cette motion et après avoir pris l'affaire en délibéré, M. Bélanger, vice-président, rend la décision suivante:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion de suspension de certaines règles de procédure est recevable pour les motifs suivants: d'abord, aucune partie de la motion n'est caduque puisque les mots «mette fin à ses travaux» font référence au mandat d'une commission. En second lieu, la motion permet aux députés de présenter des amendements aux articles, dont ceux qui n'auraient pas été étudiés en commission, avant l'adoption des projets de loi visés.

M. Bélanger, vice-président, informe ensuite l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie lors d'une réunion avec les leaders parlementaires pour le débat restreint sur la motion proposée par M. Chevette, leader du gouvernement: dix minutes sont accordées aux députés indépendants; cinquante-cinq minutes sont accordées au groupe parlementaire formant le gouvernement et cinquante-cinq minutes au groupe formant l'opposition officielle; dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes ou par les députés indépendants ne pourra être redistribué et les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de M. Chevette.

À 18 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 06.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, proposant la suspension de certaines règles de procédure.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 92 en annexe)

Pour: 60 Contre: 32 Abstention: 0

Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 5, 7, 8, 11, 12, 13 et 14 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:

- 102 Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives — l'étude détaillée du projet de loi n'a pas été complétée.

(Dépôt n° 857-951214)

M. Perreault (Mercier) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 12, 13 et 14 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi :

n° 115 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives — l'étude détaillée du projet de loi n'a pas été complétée.
(Dépôt n° 858-951214)

Conformément à la motion adoptée précédemment, à 21 h 11, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance pour une heure, afin de permettre le dépôt d'amendements.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives, ainsi que les amendements transmis par Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu.

M. Bélanger, vice-président, déclare ces amendements recevables.

Après débat, les amendements de Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, sont adoptés à la majorité des voix.

Les articles 18, 20 et 25, ainsi amendés, du projet de loi sont adoptés à la majorité des voix.

Tous les autres articles du projet de loi dont la Commission des affaires sociales n'a pas disposé, le titre et les intitulés du projet de loi sont adoptés à la majorité des voix.

Enfin, le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi n° 115, ainsi amendé, est adopté à la majorité des voix.

Adoption

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, propose que le projet de loi n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

À la demande de M. Bélanger, vice-président, M. Chevette, leader du gouvernement, retire certains propos non parlementaires.

Le vendredi 15 décembre 1995

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 93 en annexe)

Pour: **56** Contre: **28** Abstention: **0**

En conséquence, le projet de loi n° 115 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives, ainsi que les amendements transmis par M. Campeau, ministre des Transports, M. Cherry (Saint-Laurent) et M. Gauthrin (Verdun).

Après débat, les amendements de M. Campeau, ministre des Transports, sont adoptés à la majorité des voix; les amendements de M. Cherry (Saint-Laurent) ainsi que celui de M. Gauthrin (Verdun) sont rejetés.

Les articles, ainsi amendés, du projet de loi sont adoptés à la majorité des voix.

Les annexes, ainsi amendées, du projet de loi sont adoptées à la majorité des voix.

Tous les autres articles du projet de loi dont la Commission de l'aménagement et des équipements n'a pas disposé, le titre et les intitulés du projet de loi sont adoptés à la majorité des voix.

Enfin, le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 102, ainsi amendé, est adopté à la majorité des voix.

Adoption

M. Campeau, ministre des Transports, propose que le projet de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 94 en annexe)

Pour: 53 Contre: 26 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 102 est adopté.

À 1 h 38, sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne à 10 heures, ce vendredi 15 décembre 1995.

Le Président

ROGER BERTRAND

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, proposant la suspension de certaines règles de procédure:

(Vote n° 92)

POUR - 60

Barbeau	Carrier-Perreault	Kieffer	Perreault
Baril	Charbonneau	Landry	Perron
(Arthabaska)	(Borduas)	(Verchères)	Pinard
Baril	Charest	Laprise	Rivard
(Berthier)	Chevrette	Laurin	Robert
Beaudoin	Cliche	Lazure	Rochon
Beaulne	Côté	Leduc	Simard
Beaumier	Désilets	Lelièvre	Trudel
Bégin	Dion	Léonard	Vermette
Bertrand	Doyer	Létourneau	
(Charlevoix)	Dufour	Malavoy	
Blackburn	Facal	Marois	
Blais	Gagnon	Ménard	
Boisclair	Garon	Morin	
Boucher	Gaulin	(Dubuc)	
Boulerice	Gendron	Paquin	
Brassard	Jolivet	Paré	
Brien	Julien	Payne	
Campeau	Jutras	Pelletier	

CONTRE - 32

Bélanger	Cherry	Houda-Pepin	Middlemiss
(Mégantic-Compton)	Copeman	Kelley	Paradis
Benoit	Cusano	Lafrenière	Poulin
Bergman	Farrah	Lefebvre	Sirros
Bissonnet	Fournier	LeSage	Thérien
Bordeleau	Gagnon-Tremblay	Loiselle	Vaive
Brodeur	Gautrin	Maciocia	Williams
Charbonneau	Gauvin	MacMillan	
(Bourassa)	Gobé	Marsan	

ABSTENTION - 0

Sur la motion de Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu, proposant l'adoption du projet de loi n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives:

(Vote n° 93)

POUR - 56

Barbeau	Carrier-Perreault	Jutras	Pelletier
Baril	Charbonneau	Kieffer	Perreault
(Arthabaska)	(Borduas)	Lachance	Perron
Baril	Chevrette	Laprise	Pinard
(Berthier)	Cliche	Laurin	Rivard
Beaulne	Côté	Leduc	Robert
Beaumier	Désilets	Lelièvre	Rochon
Bégin	Dion	Léonard	Simard
Bertrand	Doyer	Létourneau	Trudel
(Charlevoix)	Dufour	Malavoy	Vermette
Blackburn	Facal	Marois	
Blais	Gagnon	Ménard	
Boisclair	Gaulin	Morin	
Boucher	Gendron	(Dubuc)	
Boulerice	Harel	Paquin	
Campeau	Jolivet	Paré	
Caron	Julien	Payne	

CONTRE - 28

Bélanger	Bordeleau	Copeman	Houda-Pepin
(Mégantic-Compton)	Brodeur	Dionne	Kelley
Benoit	Charbonneau	Fournier	Lafrenière
Bergman	(Bourassa)	Gautrin	Lefebvre
Bissonnet	Cherry	Gobé	LeSage

Loiselle
Maciocia
Marsan

Middlemiss
Paradis
Poulin

Sirros
Thérien
Vaive

Williams

ABSTENTION - 0

Sur la motion de M. Campeau, ministre des Transports, proposant l'adoption du projet de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives:

(Vote n° 94)

POUR - 53

Barbeau
Baril
(Arthabaska)
Baril
(Berthier)
Beaulne
Beaumier
Bégin
Bertrand
(Charlevoix)
Blackburn
Blais
Boisclair
Boucher
Boulerice
Campeau

Caron
Carrier-Perreault
Charbonneau
(Borduas)
Chevrette
Cliche
Désilets
Dion
Doyer
Dufour
Facal
Gagnon
Gaulin
Gendron
Jolivet
Julien

Jutras
Kieffer
Lachance
Laprise
Laurin
Lazure
Leduc
Lelièvre
Léonard
Létourneau
Malavoy
Marois
Ménard
Morin
(Dubuc)
Paquin

Paré
Payne
Pelletier
Perreault
Pinard
Rivard
Robert
Rochon
Simard
Vermette

CONTRE - 26

Bélanger
(Mégantic-Compton)
Benoit
Bergman
Bissonnet

Bordeleau
Brodeur
Charbonneau
(Bourassa)
Cherry

Copeman
Dionne
Fournier
Gautrin
Gobé

Houda-Pepin
Kelley
Lafrenière
Loiselle
Maciocia

14 décembre 1995

**Marsan
Middlemiss**

**Paradis
Poulin**

**Sirros
Thérien**

**Vaive
Williams**

ABSTENTION - 0

La séance est ouverte à 10 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Parizeau, premier ministre, fait une déclaration portant sur l'équité salariale, la discrimination fondée sur le handicap, l'orientation sexuelle et la grossesse, l'âge de la retraite, les droits des victimes d'actes criminels et l'éthique des administrateurs publics.

Présentation de projets de loi

M. Parizeau, premier ministre, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 131 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif concernant l'éthique et la déontologie.

La motion est adoptée.

M. Chevrette, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des institutions procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques, à compter du 20 février 1996, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 131, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif concernant l'éthique et la déontologie;

QUE les mémoires des organismes soient reçus au secrétariat des commissions au plus tard le 9 février 1996;

QUE le ministre de la Justice soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 128 Loi modifiant la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal.

La motion est adoptée.

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 132 Loi modifiant la Loi sur les permis de distribution de bière et de boissons gazeuses.

La motion est adoptée.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 130 Loi sur la justice administrative.

La motion est adoptée.

M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des institutions procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques, à compter du 6 février 1996, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 130, Loi sur la justice administrative;

QUE les mémoires des organismes soient reçus au secrétariat des commissions au plus tard le 27 janvier 1996;

QUE le ministre de la Justice soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 133 Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Chevette, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des institutions procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques, à compter du 5 mars 1996, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 133, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives;

QUE les mémoires des organismes soient reçus au secrétariat des commissions au plus tard le 16 février 1996;

QUE le ministre de la Justice soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Landry, ministre des Affaires internationales, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 859-951215)

M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 14 décembre 1995, adressée à M. Lawrence Bergman, député de D'Arcy-McGee, par M. Pierre-F. Côté, Directeur général des élections, répondant aux questions posées par le député lors de l'étude des crédits supplémentaires # 2 pour l'exercice financier 1995-1996.

(Dépôt n° 860-951215)

Mme Marois, ministre des Finances, dépose:

Les comptes publics du gouvernement du Québec, en trois volumes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, conformément à l'article 71 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6).

(Dépôt n° 861-951215)

Le rapport financier du gouvernement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 862-951215)

Le rapport annuel du ministère des Finances, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 863-951215)

M. Campeau, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Transports, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 864-951215)

M. Garon, ministre de l'Éducation, dépose:

Le rapport annuel de l'Université du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.

(Dépôt n° 865-951215)

Mme Blackburn, ministre responsable de la Condition féminine, dépose:

Un avant-projet de loi intitulé «Loi sur l'équité salariale et modifiant certaines dispositions législatives».

(Dépôt n° 866-951215)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Chevrette, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques, à compter du 6 février 1996, sur l'avant-projet de loi intitulé «Loi sur l'équité salariale et modifiant certaines dispositions législatives»;

QUE les mémoires des organismes soient reçus au secrétariat des commissions au plus tard le 27 janvier 1996;

QUE la ministre responsable de la Condition féminine soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 867-951215)

Une entente d'échange de renseignements entre le ministère des Finances et la Régie de l'assurance-maladie du Québec, en vertu de l'article 70 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), accompagnée d'un avis de la Commission d'accès à l'information.

(Dépôt n° 868-951215)

Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre d'État à la concertation, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des normes du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 869-951215)

M. le Président dépose:

Le rapport annuel du Directeur général des élections, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, y compris le rapport sur les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 870-951215)

Le rapport annuel de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, y compris le rapport sur les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1994.

(Dépôt n° 871-951215)

Le rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 872-951215)

M. Parizeau, premier ministre, dépose:

Un projet de règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics (versions française et anglaise).

(Dépôt n° 873-951215)

Dépôts de rapports de commissions

M. Simard (Richelieu) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 8 et 11 décembre 1995, a examiné les engagements financiers du ministère de la Sécurité publique, du ministère de la Justice et de l'Office de la protection du consommateur contenus dans les listes des mois de janvier 1994 à octobre 1995.

(Dépôt n° 874-951215)

M. Baril (Arthabaska) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 14 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi :

n° 111 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et la Loi sur la Société des loteries du Québec — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 875-951215)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne l'énergie, la créativité, la constance et le dévouement que M. Jacques Parizeau a consacrés aux Québécois et à leur État depuis 35 ans à titre, tour à tour, de conseiller, puis de ministre des Finances, de chef de l'opposition officielle et finalement de Premier ministre.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gauvin (Montmagny-L'Islet) présente une motion concernant les résultats du référendum du 30 octobre 1995; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Chevette, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé n° 255, Loi concernant la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau;
- en dérogation à l'article 40 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé, la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé n° 247, Loi concernant la Ville de Gatineau.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Gauvin (Montmagny-L'Islet) dépose:

Un extrait du *Journal des débats* de la séance du 14 décembre 1995 de l'Assemblée nationale, accompagné d'un document concernant le Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier.

(Dépôt n° 876-951215)

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que le projet de loi n° 119, Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 119 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi n° 112, Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, au nom de M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, propose que le projet de loi n° 112, Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Gendron, ministre des Ressources naturelles, au nom de M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, propose que le projet de loi n° 112 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière.

L'amendement de M. Paillé au projet de loi n° 112 est étudié et adopté en commission plénière.

Le projet de loi n° 112, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 112 est adopté.

Adoption du principe

M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que le principe du projet de loi n° 118, Loi modifiant la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 13 heures.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 118 est adopté.

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement, fait motion pour que le projet de loi n° 118 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi n° 111, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et la Loi sur la Société des loteries du Québec.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, Mme Marois, ministre des Finances, propose que le projet de loi n° 111, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et la Loi sur la Société des loteries du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 111 est adopté.

À 13 h 10, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance à loisir.

La séance reprend à 14 h 15.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Chevette, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi n° 127, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 127 est adopté.

Sur la motion de M. Chevette, leader du gouvernement, le projet de loi n° 127 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Dépôts de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 15 décembre 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

n° 255 Loi concernant la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau — Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 877-951215)

Le rapport est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 237 et 268 du Règlement, M. Dufour (Jonquière) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 255, Loi concernant la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 255 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé, M. Dufour (Jonquière) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 255, Loi concernant la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 255 est adopté.

Dépôts de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 15 décembre 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

n° 247 Loi concernant la Ville de Gatineau — Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 878-951215)

Le rapport est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 237 et 268 du Règlement, Mme Vaive (Chapleau) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 247, Loi concernant la Ville de Gatineau, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 247 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement privé, Mme Vaive (Chapleau) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 247, Loi concernant la Ville de Gatineau, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 247 est adopté.

Adoption du principe

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi n° 123, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, M. Gauvin (Montmagny-L'Islet) propose la motion de scission suivante:

QU'en vertu de l'article 241 du Règlement, le projet de loi n° 123 soit scindé en deux projets de loi, un premier intitulé «Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale», comprenant les articles 1 à 5, 7, 9 et 12, et un deuxième intitulé «Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale», comprenant les articles 6, 8, 10 à 12.

M. Bélanger, vice-président, déclare recevable la motion de scission présentée par M. Gauvin (Montmagny-L'Islet).

Après débat, la motion de scission est adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 123 est scindé en deux projets de loi portant les numéros 134 et 135.

Présentation de projets de loi

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53, 233 et 241 du Règlement, M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

n° 134 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale.

La motion est adoptée.

n° 135 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale.

La motion est adoptée.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 236 et 237 du Règlement, M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi n° 134, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 134 est adopté.

Sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, le projet de loi n° 134 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi n° 134.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi n° 134, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale.

Le projet de loi n° 134 est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi n° 134 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi n° 134, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 134 est adopté.

À 15 h 09, sur la motion de M. Chevrette, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mardi 12 mars 1996, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le vendredi 15 décembre 1995, à 16 h 25, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de Mme Barbeau (Vanier) et de M. Gaulin (Taschereau), les représentants du Premier ministre, de M. Duchesne, secrétaire général et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- n° 108 Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives;
- 85 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale;
- 102 Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives;
- n° 111 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et la Loi sur la Société des loteries du Québec;
- n° 112 Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives;
- n° 114 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives concernant l'industrie des courses de chevaux;
- n° 115 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives;
- n° 119 Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives;
- n° 121 Loi modifiant les lois constitutives des communautés urbaines et d'autres dispositions législatives;
- n° 125 Loi n° 5 sur les crédits, 1995-1996;
- n° 134 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale;
- n° 247 Loi concernant la Ville de Gatineau;
- n° 255 Loi concernant la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau.

Le Président

ROGER BERTRAND

Les députés sont réunis à 14 h 07 sous la présidence du Secrétaire général de l'Assemblée nationale.

Moment de recueillement

Le Secrétaire général informe l'Assemblée de la vacance de la charge de Président et dépose:

La lettre de démission de M. Roger Bertrand à titre de Président de l'Assemblée nationale, en date du 29 janvier 1996.

(Dépôt n° 879-960312)

Puis, le Secrétaire général dépose:

La lettre de démission du député de la circonscription électorale de La Prairie, M. Denis Lazure, en date du 8 janvier 1996.

(Dépôt n° 880-960312)

La lettre de démission du député de la circonscription électorale de Jonquière, M. Francis Dufour, en date du 15 janvier 1996.

(Dépôt n° 881-960312)

La lettre de démission du député de L'Assomption, M. Jacques Parizeau, en date du 29 janvier 1996.

(Dépôt n° 882-960312)

La lettre de démission de M. Pierre Bélanger à titre de vice-président de l'Assemblée nationale, en date du 29 janvier 1996.

(Dépôt n° 883-960312)

Le Secrétaire général donne ensuite lecture d'une lettre qu'il a reçue du Directeur général des élections du Québec relativement aux élections complémentaires tenues le 19 février 1996 dans les circonscriptions électorales de Jonquière et de La Prairie et il dépose:

La lettre mentionnée ci-devant, accompagnée d'un avis proclamant M. Lucien Bouchard candidat élu dans la circonscription électorale de Jonquière et Mme Monique Simard candidate élue dans la circonscription électorale de La Prairie.

(Dépôt n° 884-960312)

À l'invitation du Secrétaire général, M. Landry, vice-premier ministre, présente M. Bouchard à l'Assemblée; interviennent ensuite M. Johnson, chef de l'opposition officielle, M. Dumont (Rivière-du-Loup) et M. Bouchard, premier ministre.

À l'invitation du Secrétaire général, M. Bouchard, premier ministre, présente Mme Simard à l'Assemblée; interviennent ensuite M. Johnson, chef de l'opposition officielle, M. Dumont (Rivière-du-Loup) et Mme Simard (La Prairie).

Le Secrétaire général invite alors le doyen de l'Assemblée, M. Ciaccia, député de Mont-Royal, à présider à l'élection du Président de l'Assemblée nationale.

M. Bouchard, premier ministre, informe l'Assemblée que Son Excellence le lieutenant-gouverneur l'autorise à élire un président et propose:

QUE M. Jean-Pierre Charbonneau, député de la circonscription électorale de Borduas, soit élu Président de l'Assemblée nationale.

Après les interventions de M. Bouchard, de M. Johnson, chef de l'opposition officielle, et de M. Dumont (Rivière-du-Loup), le doyen de l'Assemblée proclame M. Charbonneau (Borduas) élu, à l'unanimité, Président de l'Assemblée nationale.

Puis, M. Bouchard et M. Johnson accompagnent M. Charbonneau au fauteuil du Président.

M. Charbonneau prononce alors une allocution d'acceptation.

L'Assemblée procède ensuite à l'élection d'un vice-président.

M. Bouchard, premier ministre, propose:

QUE M. Claude Pinard, député de la circonscription électorale de Saint-Maurice, soit élu vice-président de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée à l'unanimité et le Président proclame M. Pinard (Saint-Maurice) élu vice-président de l'Assemblée nationale.

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications, dépose:

Le rapport annuel de la Société du Grand Théâtre de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1995.

(Dépôt n° 885-960312)

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel du Commissaire aux plaintes en matière de santé et de services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 886-960312)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, sur l'application de la procédure d'examen des plaintes pour les Régies régionales de la santé et des services sociaux suivantes: Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Estrie, Mauricie—Bois-Francs, Montérégie, Montréal-Centre et Nord-du-Québec.

(Dépôt n° 887-960312)

Le rapport annuel de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laval, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 888-960312)

Conformément à l'article 392 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, M. Bélanger, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales procède à l'examen du rapport annuel 1994-1995 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laval et que le ministre de la Santé et des Services sociaux soit membre de cette commission pour la durée du mandat.

Cette motion est adoptée.

M. Brassard, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des autoroutes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 889-960312)

M. Cliche, ministre de l'Environnement et de la Faune, dépose:

Le rapport annuel du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 890-960312)

M. le Président dépose:

Le message de Sa Majesté la reine Elizabeth II à l'occasion du Jour du Commonwealth.

(Dépôt n° 891-960312)

Les lettres adressées au Président de l'Assemblée nationale par M. Bouchard, premier ministre, l'informant des nominations suivantes:

M. Pierre Bélanger, député d'Anjou, à la fonction de leader parlementaire du gouvernement, à compter du 29 janvier 1996;

M. Jacques Brassard, député de Lac-Saint-Jean, à la fonction de leader parlementaire adjoint du gouvernement, à compter du 29 janvier 1996;

M. Jean-Pierre Jolivet, député de Laviolette, à la fonction de whip en chef du gouvernement, à compter du 29 janvier 1996;

Mme Jocelyne Caron, députée de Terrebonne, à la fonction de leader parlementaire adjointe du gouvernement, à compter du 12 mars 1996;

Mme Cécile Vermette, députée de Marie-Victorin, à la fonction de whip adjointe du gouvernement, à compter du 12 mars 1996;

Mme Solange Charest, députée de Rimouski, à la fonction de whip adjointe du gouvernement, à compter du 12 mars 1996.

(Dépôt n° 892-960312)

Le rapport du Directeur général des élections relatif aux résultats officiels des scrutins tenus le 19 février 1996 dans les circonscriptions électorales de Jonquière et de La Prairie.

(Dépôt n° 893-960312)

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 14 décembre 1995:

Décision 769 concernant le Règlement sur le plan d'organisation administrative de l'Assemblée nationale;

Décision 770 concernant la promotion de la directrice de la Direction de l'informatique et des services auxiliaires;

Décision 771 concernant la promotion du directeur de la Direction du Secrétariat de l'Assemblée;

Décision 772 concernant le Règlement sur une allocation additionnelle pour le paiement de services professionnels encourus par un membre de l'Assemblée nationale;

Décision 773 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur l'utilisation d'avions du Fonds de service aérien gouvernemental et sur le nolisement d'avions de l'entreprise privée par le député des Îles-de-la-Madeleine;

Décision 774 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;

Décision 775 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires à l'Assemblée nationale.

(Dépôt n° 894-960312)

Le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 12 mars 1996.

(Dépôt n° 895-960312)

Dépôts de rapports de commissions

M. Baril (Arthabaska) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 23 janvier et 8 février 1996, a examiné les engagements financiers du ministère du Revenu contenus dans les listes de septembre 1993 à décembre 1995, ceux du ministère des Finances contenus dans les listes de février 1994 à décembre 1995, ceux du Conseil du trésor et des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique contenus dans les listes de septembre 1993 à décembre 1995 et ceux des Services gouvernementaux contenus dans les listes de février 1994 à décembre 1995.

(Dépôt n° 896-960312)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 28 février 1996, a entendu le sous-ministre du Revenu, en vertu de l'article 8 de la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*. Le rapport contient une recommandation.

(Dépôt n° 897-960312)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 23 janvier, 15 et 22 février 1996, a examiné les engagements financiers du ministère des Affaires municipales, secteur gestion municipale, contenus dans les listes de janvier 1993 à décembre 1995 et ceux du ministère de l'Environnement et de la Faune contenus dans les listes d'avril 1993 à décembre 1995.

(Dépôt n° 898-960312)

M. Sirros (Laurier-Dorion) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 25 janvier 1996, a examiné les orientations, les activités et la gestion de la Sûreté du Québec.

(Dépôt n° 899-960312)

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 25 janvier 1996, a examiné les engagements financiers de la Sûreté du Québec contenus dans les listes de janvier 1994 à décembre 1995.

(Dépôt n° 900-960312)

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 6, 7, 8, 13, 14 et 15 février 1996, a tenu une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 130, Loi sur la justice administrative.

(Dépôt n° 901-960312)

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 20 et 22 février 1996, a tenu une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 131, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif concernant l'éthique et la déontologie.

(Dépôt n° 902-960312)

M. Williams (Nelligan) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 24 janvier 1996, a étudié les rapports annuels 1993-1994 et 1994-1995 et entendu à cette fin les Régies régionales de la santé et des services sociaux de l'Outaouais, de l'Estrie et Mauricie—Bois-Francs.

(Dépôt n° 903-960312)

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 25 janvier 1996, a examiné les engagements financiers du ministère de la Santé et des Services sociaux contenus dans les listes d'août 1993 à novembre 1995 et ceux de l'Office des personnes handicapées du Québec contenus dans les listes de janvier 1993 à novembre 1995.

(Dépôt n° 904-960312)

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 6, 7, 8, 13 et 15 février 1996, a tenu une consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé «Loi sur l'équité salariale et modifiant certaines dispositions législatives».

(Dépôt n° 905-960312)

M. Vallières (Richmond) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 18 janvier 1996, a examiné les engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation contenus dans les listes d'octobre 1994 à octobre 1995.
(Dépôt n° 906-960312)

M. Charbonneau (Bourassa) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 27, 28 et 29 février 1996, a entendu le Vérificateur général du Québec sur les éléments de son rapport 1995 concernant les universités, ainsi que les dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire quant aux rapports produits en application de la *Loi sur les établissements de niveau universitaire*.

(Dépôt n° 907-960312)

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 25 janvier 1995 et 23 janvier 1996, a examiné les engagements financiers relevant du ministre de l'Éducation contenus dans les listes de septembre 1993 à avril 1994.

(Dépôt n° 908-960312)

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 31 janvier 1996, a entendu les coprésidents de la Commission des États généraux sur l'éducation sur le document intitulé «Exposé de la situation».

(Dépôt n° 909-960312)

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 6 février 1996, a entendu le sous-ministre de l'Éducation dans le cadre de la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.

(Dépôt n° 910-960312)

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 5 mars 1996, a entendu la Commission consultative de l'enseignement privé et la Commission d'appel sur la langue d'enseignement dans le cadre de son pouvoir de surveillance d'organismes.

(Dépôt n° 911-960312)

M. Tremblay (Outremont) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 25 janvier 1996, a examiné les engagements financiers de la ministre déléguée au Tourisme contenus dans les listes d'octobre 1993 à octobre 1994.

(Dépôt n° 912-960312)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 27 et 28 février 1996, a étudié la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour 1996, le rapport général de suivi au 31 décembre 1995 de l'engagement de performance 1993-1995, l'engagement de performance transitoire 1996, le rapport particulier sur l'équilibre énergétique, l'efficacité énergétique et l'hydraulicité, le rapport particulier sur la diversification et la recherche-développement et entendu les membres du conseil de direction d'Hydro-Québec.

(Dépôt n° 913-960312)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Jolivet, whip en chef du gouvernement, dépose:

La liste des présidents de séance des commissions permanentes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, en vigueur à compter du 12 mars 1996.

(Dépôt n° 914-960312)

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 139 du Règlement, M. Jolivet propose:

QUE cette liste soit approuvée.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Jolivet, whip en chef du gouvernement, dépose:

La liste des membres des commissions permanentes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement.

(Dépôt n° 915-960312)

Puis, M. Jolivet propose:

QUE cette liste soit approuvée.

La motion est adoptée.

M. Bélanger, leader du gouvernement, propose:

QUE conformément à l'article 47 du Règlement et malgré la proclamation d'un décret annonçant la clôture de la présente session:

- la Commission des institutions puisse procéder à sa consultation générale et à ses auditions publiques sur le document de réflexion sur les amendements à la *Loi électorale*, complétant ainsi le mandat qui lui était confié par un ordre de l'Assemblée le 14 décembre 1995;
- la Commission des institutions puisse poursuivre ses auditions publiques sur le projet de loi n° 133, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives, complétant ainsi le mandat qui lui était confié par un ordre de l'Assemblée le 15 décembre 1995;
- la Commission de l'aménagement et des équipements puisse poursuivre ses auditions publiques sur l'avant-projet de loi intitulé «Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal», complétant ainsi le mandat qui lui était confié par un ordre de l'Assemblée le 14 décembre 1995;

- la Commission de l'aménagement et des équipements puisse procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 124, Loi modifiant diverses dispositions législatives en application de la Loi sur l'organisation territoriale municipale, complétant ainsi le mandat qui lui était confié par un ordre de l'Assemblée le 14 décembre 1995.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Gobé (LaFontaine) présente une motion concernant l'industrie de la construction; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Mme Harel, ministre responsable de la Condition féminine, propose:

QUE l'Assemblée nationale manifeste son appui aux groupes de femmes du Québec qui, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars dernier, ont exprimé leur désir d'une plus grande solidarité.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Houda-Pepin (La Pinière) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine internationale de la francophonie, qui sera célébrée du 17 au 23 mars prochain.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Dumont (Rivière-du-Loup) présente une motion concernant Hydro-Québec; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. MacMillan (Papineau) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la fin d'une époque pour le Québec, particulièrement pour la grande région de Montréal, avec la fermeture du Forum qui nous a permis de nous démarquer sur la scène internationale par la qualité exceptionnelle de nos joueurs de hockey et par les événements culturels qui s'y sont tenus.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Paradis, leader de l'opposition officielle, présente une motion concernant les résultats du référendum du 30 octobre 1995; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Bélanger, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé «Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal».
-

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 141 et 148 du Règlement, M. le Président convoque les commissions permanentes suivantes pour l'élection de leur président:

- la Commission des affaires sociales;
- la Commission de la culture;
- la Commission de l'éducation;
- la Commission des institutions.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 148 du Règlement, M. le Président convoque les commissions permanentes suivantes pour l'élection de leur vice-président:

- la Commission de l'économie et du travail;
- la Commission de l'aménagement et des équipements;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

AFFAIRES DU JOUR

M. Bélanger, leader du gouvernement, propose l'ajournement de l'Assemblée au jeudi 14 mars 1996, à 14 heures.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 95 en annexe)

Pour: 59 Contre: 40 Abstention: 0

12 mars 1996

À 17 h 45, M. le Président lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 14 mars 1996, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, proposant l'ajournement de l'Assemblée:

(Vote n° 95)

POUR - 59

Barbeau	Brouillet	Landry	Perron
Baril	Caron	(Bonaventure)	Pinard
(Arthabaska)	Carrier-Perreault	Laprise	Robert
Beaudoin	Charest	Laurin	Rochon
Beaumier	Côté	Leduc	Signori
Bégin	Désilets	Léonard	Simard
Bélanger	Deslières	Létourneau	(La Prairie)
(Anjou)	Dion	Malavoy	Simard
Bertrand	Doyer	Marois	(Richelieu)
(Charlevoix)	Facal	Ménard	Trudel
Bertrand	Gagnon	Morin	Vermette
(Portneuf)	Garon	(Dubuc)	
Blackburn	Gaulin	Morin	
Blais	Gendron	(Nicolet-Yamaska)	
Boisclair	Harel	Paillé	
Boucher	Jolivet	Paquin	
Bourdon	Jutras	Paré	
Brassard	Kieffer	Payne	
Brien	Lachance	Pelletier	

CONTRE - 40

Beaudet	Charbonneau	Dumont	Houda-Pepin
Bélanger	(Bourassa)	Farrah	Johnson
(Mégantic-Compton)	Cherry	Fournier	Kelley
Benoît	Ciaccia	Frulla	Lafrenière
Bissonnet	Copeman	Gagnon-Tremblay	Lefebvre
Bordeleau	Cusano	Gautrin	Loiselle
Brodeur	Delisle	Gauvin	Maciocia
Chagnon	Dionne	Gobé	MacMillan

12 mars 1996

**Marsan
Middlemiss
Mulcair**

**Ouimet
Paradis
Sirros**

**Tremblay
Vaive
Vallières**

Williams

ABSTENTION - 0

Index

TABLE DE CONCORDANCE

1^{re} session — 35^e législature

Note: Cette table de concordance permet de connaître la date à laquelle un événement est survenu à partir des numéros de page des procès-verbaux français. Ces derniers sont indiqués en souligné.

<i>Dates</i>	<i>Pages</i>
Mardi 29 novembre 1994	1 à 9
Mercredi 30 novembre 1994	11 à 17
Jeudi 1 ^{er} décembre 1994	19 à 25
Vendredi 2 décembre 1994	27 à 34
Lundi 5 décembre 1994	35 à 42
Mardi 6 décembre 1994	43 à 46
Mercredi 7 décembre 1994	47 à 56
Jeudi 8 décembre 1994	57 à 65
Vendredi 9 décembre 1994	67 à 75
Lundi 12 décembre 1994	77 à 86
Mardi 13 décembre 1994	87 à 98
Mercredi 14 décembre 1994	99 à 103
Jeudi 15 décembre 1994	105 à 110
Vendredi 16 décembre 1994	111 à 124
Lundi 19 décembre 1994	125 à 131
Mardi 20 décembre 1994	133 à 146
Mercredi 21 décembre 1994	147 à 164
Jeudi 26 janvier 1995	165 à 175
Vendredi 27 janvier 1995	177 à 186
Jeudi 2 février 1995	187 à 199
Vendredi 3 février 1995	201 à 210

Mardi 14 mars 1995	211 à 221
Mercredi 15 mars 1995	223 à 233
Jeudi 16 mars 1995	235 à 247
Mardi 21 mars 1995	249 à 256
Mercredi 22 mars 1995	257 à 262
Jeudi 23 mars 1995	263 à 270
Mardi 28 mars 1995	271 à 280
Mercredi 29 mars 1995	281 à 288
Jeudi 30 mars 1995	289 à 297
Mardi 4 avril 1995	299 à 307
Mercredi 5 avril 1995	309 à 318
Jeudi 6 avril 1995	319 à 326
Mardi 11 avril 1995	327 à 329
Mercredi 12 avril 1995	331 à 333
Jeudi 13 avril 1995	335 à 342
Mardi 25 avril 1995	343 à 348
Mercredi 26 avril 1995	349 à 352
Jeudi 27 avril 1995	353 à 355
Mardi 2 mai 1995	357 à 363
Mercredi 3 mai 1995	365 à 371
Jeudi 4 mai 1995	373 à 381
Mardi 9 mai 1995	383 à 387
Mercredi 10 mai 1995	389 à 398
Jeudi 11 mai 1995	399 à 413
Mardi 16 mai 1995	415 à 420
Mercredi 17 mai 1995	421 à 430
Jeudi 18 mai 1995	431 à 439
Mardi 23 mai 1995	441 à 453
Mercredi 24 mai 1995	455 à 460
Jeudi 25 mai 1995	461 à 470
Mardi 30 mai 1995	471 à 479
Mercredi 31 mai 1995	481 à 486
Jeudi 1 ^{er} juin 1995	487 à 499
Vendredi 2 juin 1995	501 à 506
Lundi 5 juin 1995	507 à 522
Mardi 6 juin 1995	523 à 531
Mercredi 7 juin 1995	533 à 542
Jeudi 8 juin 1995	543 à 553
Vendredi 9 juin 1995	555 à 562
Lundi 12 juin 1995	563 à 571

Mardi 13 juin 1995	573 à 581
Mercredi 14 juin 1995	583 à 597
Jeudi 15 juin 1995	599 à 609
Vendredi 16 juin 1995	611 à 618
Lundi 19 juin 1995	619 à 626
Mardi 20 juin 1995	627 à 647
Mercredi 21 juin 1995	649 à 669
Jeudi 22 juin 1995	671 à 694
Jeudi 7 septembre 1995	695 à 702
Lundi 11 septembre 1995	703 à 706
Mardi 12 septembre 1995	707 à 712
Mercredi 13 septembre 1995	713 à 717
Jeudi 14 septembre 1995	719 à 724
Lundi 18 septembre 1995	725 à 730
Mardi 19 septembre 1995	731 à 738
Mercredi 20 septembre 1995	739 à 750
Mardi 28 novembre 1995	751 à 759
Mercredi 29 novembre 1995	761 à 770
Jeudi 30 novembre 1995	771 à 779
Vendredi 1 ^{er} décembre 1995	781 à 792
Lundi 4 décembre 1995	793 à 804
Mardi 5 décembre 1995	805 à 811
Mercredi 6 décembre 1995	813 à 822
Jeudi 7 décembre 1995	823 à 835
Vendredi 8 décembre 1995	837 à 844
Lundi 11 décembre 1995	845 à 854
Mardi 12 décembre 1995	855 à 866
Mercredi 13 décembre 1995	867 à 874
Jeudi 14 décembre 1995	875 à 896
Vendredi 15 décembre 1995	897 à 913
Mardi 12 mars 1996	915 à 930

INDEX

1^{re} session — 35^e législature

LISTE DES RUBRIQUES

	Page
AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION	939
BUDGET	939
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	939
COMMISSIONS PERMANENTES	939
CRÉDITS BUDGÉTAIRES	940
DÉBATS	940
DÉCISIONS ET DIRECTIVES DE LA PRÉSIDENTE	942
DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES	944
DÉPUTÉS	945
DOCUMENTS DE LA SESSION	
Voir ANNEXE D	
ÉLECTIONS COMPLÉMENTAIRES	945
INTERPELLATIONS	945
INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE	946
INTERVENTIONS PORTANT SUR UN FAIT PERSONNEL	947
LEADER	947
LOI SUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE	948
MOTIONS D'AJOURNEMENT DE L'ASSEMBLÉE	948
MOTIONS D'AJOURNEMENT DU DÉBAT	948

	Page
MOTIONS DE CENSURE	949
MOTIONS DE CLÔTURE	949
MOTIONS DE L'OPPOSITION	949
MOTIONS DE NOMINATION	950
MOTIONS DE REPORT	950
MOTIONS DE SCISSION	951
MOTIONS DE SUSPENSION DE CERTAINES RÈGLES DE PROCÉDURE	951
MOTIONS DU GOUVERNEMENT AVEC PRÉAVIS AU <i>FEUILLETON</i>	952
MOTIONS SANS PRÉAVIS	952
NOMINATIONS	965
ORDRES CONCERNANT L'ORGANISATION DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE	965
PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE	966
PRÉSIDENT DU CAUCUS DU PARTI QUÉBÉCOIS	967
PROJETS DE LOI	967
Voir aussi ANNEXE E	
PROPOS NON PARLEMENTAIRES	967
QUESTIONS DE PRIVILÈGE	968
RAPPORTS DE COMMISSION	
Voir ANNEXE D	
RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	969
SESSION	969
VICE-PRÉSIDENTS DE L'ASSEMBLÉE	970
WHIP	970

INDEX GÉNÉRAL

A

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

voir MOTIONS *Motions de l'opposition* (art. 97)

B

BUDGET

Budget 1995-1996

Discours et motion du ministre des Finances, M. Campeau; motion adoptée 387, 444, 447, 452-453

Commentaires et discours du critique financier de l'opposition officielle, M. Bourbeau 387,

Débat sur le discours et sur la motion du ministre des Finances 408-409, 418-419, 421, 444

Motions de censure: M. Bourbeau (Laporte), rejetée 408, 445, 450; Mme Delisle (Jean-Talon), rejetée 409, 445-446, 451; Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François), rejetée 409, 446, 451; M. Johnson, chef de l'opposition officielle, rejetée 418, 446-447, 451; M. Tremblay (Outremont), rejetée 418, 447, 451

Suite du débat à la Commission du budget et de l'administration 421, 441

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Liste des membres et des membres suppléants 30, 189, 785

Voir aussi LOI SUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE *Modifications*

C

COMMISSIONS PERMANENTES

Commission des institutions: Convocation annulée 314

CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Crédits annuels

Année financière 1995-1996 264, 320-321, 433, 444-445, 447-448, 453

Crédits de l'Assemblée

Année financière 1995-1996 355

Crédits provisoires

Année financière 1995-1996 264, 274-278, 283, 287-288

Crédits supplémentaires

Année financière 1994-1995 58, 72, 73, 82-85, 90, 96

Année financière 1995-1996 533, 578-580, 604-606, 855-856, 863-864, 872-874

D

DÉBATS

Débats de fin de séance

M. Beaudet (Argenteuil) et M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux: l'efficacité des contrôles à la Régie de l'assurance-maladie 420

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) et M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux: le service d'anesthésie au Centre hospitalier Lac Mégantic 243

Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata) et M. Gendron, ministre des Ressources naturelles: les emplois saisonniers chez Rexfor 278

Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata) et M. Garon, ministre de l'Éducation: l'établissement d'une université autonome dans le comté de Lévis 438, 449

M. Fournier (Châteauguay) et M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux: le Centre hospitalier Anna-Laberge 459, 467

Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François) et M. Campeau, ministre des Finances: les priorités gouvernementales quant aux différentes coupures et taxes annoncées 420

M. Gauthrin (Verdun) et M. Garon, ministre de l'Éducation: les propos du député de Matane concernant l'enseignement collégial 449

M. Gobé (LaFontaine) et Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme: le congédiement du président de la Régie des installations olympiques 420

M. Kelley (Jacques-Cartier) et Mme Marois, ministre responsable de la Famille: les subventions accordées aux garderies à but lucratif comparativement à celles à but non lucratif 242

M. Johnson, chef de l'opposition officielle, et Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor, au nom de M. Campeau, ministre des Finances: le recours au chantage et à la menace dans la présentation du budget 410

M. Lefebvre (Frontenac) et M. Ménard, ministre de la Sécurité publique: le rôle du ministre relativement aux allégations du ministre des Affaires municipales dans l'affaire d'Hydro-Québec 477

M. Marsan (Robert-Baldwin) et M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux: les fermetures dans le réseau de la santé à Montréal 410

M. Mulcair (Chomedey) et M. Bégin, ministre de la Justice: le rapport de la Commission de la Capitale sur l'avenir du Québec 254

M. Mulcair (Chomedey) et M. Bégin, ministre de la Justice: la réforme de l'aide juridique 449

M. Tremblay (Outremont) et M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie: l'entreprise Biolyse, fabricant du médicament Taxol contre le cancer 449

M. Tremblay (Outremont) et M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie: la possibilité pour l'entreprise québécoise Nova Bus de se porter acquéreur de l'entreprise Ontario Bus Industries 477

M. Vallières (Richmond) et M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation: le remboursement des taxes scolaires et municipales aux agriculteurs 278

DÉCISIONS ET DIRECTIVES DE LA PRÉSIDENTE

Décisions ou directives faisant suite à un rappel au Règlement

M. Bertrand, Présidente: réponse négative à l'interrogation de M. Paradis, leader de l'opposition officielle, sur la possibilité d'exiger la présence d'un ministre pour l'étude des crédits supplémentaires en commission plénière 83

M. Bertrand, Présidente: explication à M. Paradis, leader de l'opposition officielle, relative à une correction de forme apportée au texte d'une motion inscrite dans le *Feuilleton* au nom du leader du gouvernement 113

M. Bertrand, Présidente: réponse négative à l'interrogation de M. Paradis, leader de l'opposition officielle, quant à la compétence de la Commission des institutions pour étudier le projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives 114

M. Brouillet, vice-présidente: réponse affirmative à l'interrogation de M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, concernant une violation du Règlement signalée par un député 515

M. Brouillet, vice-présidente: réponse à l'interrogation de M. Paradis, leader de l'opposition officielle, sur l'application de l'article 212 du Règlement à l'occasion d'un débat de fin de séance 410, 419

Décisions ou directives faisant suite à une demande de renseignement sur les travaux de l'Assemblée

M. Bertrand, Présidente: réponse à la demande de directive de M. Mulcair (Chomedey) relativement à la séance du 30 novembre 1995 de la Commission de la culture 786, 816-817

Décision sur la recevabilité d'une motion d'ajournement du débat

M. Brouillet, vice-présidente: motion déclarée recevable 490

Décision sur la recevabilité d'une motion de l'opposition

M. Bertrand, Présidente: motion déclarée recevable 485

Décisions sur la recevabilité d'une motion de scission

M. Bélanger, vice-présidente: motion déclarée irrecevable 549

M. Brouillet, vice-présidente: motion déclarée recevable 494

Décisions sur la recevabilité d'une motion de suspension de certaines règles de procédure

M. Bélanger, vice-président: motion déclarée recevable 637

M. Bélanger, vice-président: motion déclarée recevable 888

M. Bertrand, Président: motion déclarée recevable 168

M. Bertrand, Président: motion déclarée irrecevable 205

Décision sur la recevabilité d'une motion du gouvernement

M. Brouillet, vice-président: motion déclarée recevable 63

Décision sur la recevabilité d'un préavis de motion pour inscription au *Feuilleton*

M. Bélanger, Président: préavis déclaré irrecevable 212

Décisions sur la recevabilité d'un sous-sous-amendement, d'un sous-amendement ou d'un amendement à une motion

M. Bélanger, vice-président: sous-sous-amendement déclaré irrecevable 797

M. Brouillet, vice-président: sous-amendement déclaré irrecevable 232

M. Brouillet, vice-président: amendement déclaré recevable 370

M. Brouillet, vice-président: amendement déclaré recevable 458

M. Brouillet, vice-président: amendement déclaré irrecevable 737

Décision sur la recevabilité d'un amendement à une motion sans préavis

M. Bertrand, Président: amendement déclaré recevable 304

Décisions ou directives sur les demandes d'intervention sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. Bélanger, vice-président: intervention permise à M. Paradis, leader de l'opposition officielle, sur une question de privilège soulevée par ce dernier en rapport avec la conduite de la présidence lors des délibérations portant sur la recevabilité d'une motion de suspension des règles présentée par M. Chevette, leader du gouvernement 208

M. Bertrand, Président: rejet de la demande de M. Paradis, leader de l'opposition officielle, relative à un outrage qu'aurait commis le Directeur général des élections 101

M. Bertrand, Président: rejet de la demande d'intervention sur un fait personnel adressée par M. Le Hir, ministre délégué à la Restructuration 236-237

M. Bertrand, Président: rejet de la demande de M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle, relative à une question de privilège soulevée par M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) pour le motif que des propos prononcés lors de la période de questions du 8 juin 1995 auraient été diffamatoires à son endroit 546, 602

M. Brouillet, vice-président: rejet de la demande de M. Paradis, leader de l'opposition officielle, relative à un outrage qu'aurait commis le Directeur général des élections 93

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

Mme Beaudoin, ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes: la politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada 289

M. Campeau, ministre des Finances: la mise en place d'un crédit d'impôt pour l'achat d'une maison neuve ou la rénovation d'une maison existante 147

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, responsable de l'habitation: le programme d'achat-rénovation de logements sociaux et coopératifs 87

M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale: les propos tenus par le Directeur général des élections en rapport avec l'application de la *Loi électorale* 415

Mme Harel, ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles: le mandat confié au Conseil des communautés culturelles et de l'immigration 805

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique: l'orientation gouvernementale en matière de contrebande d'alcool et de loterie vidéo 105

M. Parizeau, premier ministre: la création du Secrétariat à l'action communautaire 353

M. Parizeau, premier ministre: l'équité salariale, la discrimination fondée sur le handicap, l'orientation sexuelle et la grossesse, l'âge de la retraite, les droits des victimes d'actes criminels et l'éthique des administrateurs publics 897

M. Parizeau, premier ministre et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française: les attentes du gouvernement en ce qui regarde l'application de la politique linguistique 501

M. Parizeau, premier ministre: les contraintes financières du gouvernement du Québec 762

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux: le soutien financier du gouvernement aux organismes communautaires oeuvrant dans le domaine de la santé et des services sociaux 125

DÉPUTÉS

Démissions

M. Dufour (Jonquière) 915

M. Lazure (La Prairie) 915

M. Parizeau (L'Assomption) 915

Indépendants

M. Fillion (Montmorency) 574

E

ÉLECTIONS COMPLÉMENTAIRES

M. Lucien Bouchard: circonscription électorale de Jonquière 915-916

Mme Monique Simard: circonscription électorale de La Prairie 915-916

I

INTERPELLATIONS

M. Ciaccia (Mont-Royal) à M. Le Hir, ministre délégué à la Restructuration: la signification et la portée de l'opinion légale de Rogers & Wells sur l'éventuelle réaction du gouvernement américain à la suite d'une hypothétique séparation du Québec 241

M. Gautrin (Verdun) à M. Garon, ministre de l'Éducation: la situation qui prévaut dans le réseau des universités 354

M. Gautrin (Verdun) à M. Garon, ministre de l'Éducation: la situation de l'enseignement collégial au Québec 407

M. Gobé (LaFontaine) à Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme: les études de la Régie des installations olympiques relatives à la construction du toit du Stade olympique de Montréal 436

M. Marsan (Robert-Baldwin) à M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux: les coupures budgétaires dans le réseau de la santé 266

M. Paradis (Brome-Missisquoi) à M. Campeau, ministre du Revenu: les politiques et pratiques du ministère du Revenu du Québec; adoptée 377

M. Vallières (Richmond) à M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation: les politiques du gouvernement du Québec en matière agricole 347

INTERVENTIONS

Sur une violation de droit ou de privilège

M. Bégin, ministre de la Justice: intervention en rapport avec des propos diffamatoires à son endroit qui auraient été prononcés par les députés de Brome-Missisquoi et de Chomedey lors d'une conférence de presse 726

M. Chevrette, leader du gouvernement: intervention en rapport avec des propos tenus par le leader de l'opposition officielle, l'accusant d'avoir présenté à l'Assemblée un faux document dans le dessein de tromper 727

M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle: question de privilège soulevée par M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) pour le motif que des propos prononcés lors de la période de questions du 8 juin 1995 auraient été diffamatoires à son endroit 546, 602

M. Paradis, leader de l'opposition officielle: demande d'intervention en rapport avec un avis publié par le Directeur général des élections en vue de la réalisation d'une liste électorale permanente avant la présentation à l'Assemblée d'un projet de loi habilitant 93

M. Paradis, leader de l'opposition officielle: demande d'intervention en rapport avec un avis publié par le Directeur général des élections en vue de l'application éventuelle du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, qui n'a pas encore été adopté par l'Assemblée 100

M. Paradis, leader de l'opposition officielle: question de privilège concernant la conduite de la présidence lors des délibérations portant sur la recevabilité d'une motion de suspension des règles présentée par M. Chevette, leader du gouvernement 208

M. Williams (Nelligan): explications sur une motion sans préavis qu'il a présentée au cours de la séance du 6 juin 1995 au sujet du 51^e anniversaire du débarquement des forces alliées en Normandie 535

Sur un fait personnel

M. Fillion (Montmorency): 300

M. Le Hir, ministre délégué à la Restructuration: 236-237

Mme Malavoy (Sherbrooke): 300

M. Ouimet (Marquette): 879

M. Parizeau, premier ministre: 137, 151

M. Sirros (Laurier-Dorion): 331, 336, 720

L

LEADER

Leader et leaders adjoints du gouvernement

M. Bélanger (Anjou): leader du gouvernement 918

M. Boisclair (Gouin): leader adjoint du gouvernement 12

M. Brassard (Lac-Saint-Jean): leader adjoint du gouvernement 918

M. Chevette (Joliette): leader du gouvernement 12

M. Gendron (Abitibi-Ouest): leader adjoint du gouvernement 12

Leader et leader adjoint de l'opposition officielle

M. Lefebvre (Frontenac): leader adjoint de l'opposition officielle 13

M. Paradis (Brome-Missisquoi): leader de l'opposition officielle 13

LOI SUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Modifications

Projet de loi 49, Loi concernant la composition du Bureau de l'Assemblée nationale
87, 155, 156, 161

M

MOTIONS

Motions d'ajournement de l'Assemblée débattues

M. Bélanger, leader du gouvernement; adoptée 927, 929-930

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement; adoptée 295

M. Chevrette, leader du gouvernement; adoptée 606

Motions d'ajournement du débat débattues

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement: prise en considération du rapport de commission relatif au projet de loi 72, Loi modifiant la Loi sur les forêts; adoptée 606, 608

M. Chevrette, leader du gouvernement: adoption du principe du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale; adoptée 568, 571

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement: prise en considération du rapport de commission relatif au projet de loi 70, Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance; adoptée 559-560, 562

M. Jolivet, whip en chef du gouvernement: motion sans préavis de M. Chevrette, ministre d'État au Développement des régions, sur le projet de loi fédéral C-91; adoptée 490, 497-498

M. Paradis, leader de l'opposition officielle: adoption du principe du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux; rejetée 515-516, 520-521

M. Paradis, leader de l'opposition officielle: motion de clôture relative au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives; adoptée 538

Motions de censure (art. 304)

M. Johnson, chef de l'opposition officielle: condamne le gouvernement pour son choix de processus et de démarche de ratification de l'indépendance du Québec; rejetée 71, 75

M. Johnson, chef de l'opposition officielle: condamne le gouvernement pour son absence d'intérêt à l'égard de la réalité et des besoins de la population du Québec; rejetée 466-467, 473, 478-479

Motions de clôture (art. 251)

M. Chevette, leader du gouvernement: projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives; adoptée 516-517, 527-528, 537-538, 541-542

Motions de l'opposition (art. 97)

M. Bourbeau (Laporte): l'annulation de la hausse prévue de 1% de la taxe de vente du Québec; amendée; adoptée 758, 768-769, 774-775, 778-779

Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata): l'abolition du programme de création d'emplois saisonniers pour les travailleurs forestiers; rejetée 305, 315, 320, 325-326

Mme Frulla (Marguerite-Bourgeoys): les engagements électoraux du Parti Québécois envers la population de la région de Montréal; amendée; adoptée 443, 457-459, 464-465, 469-470

M. Gauvin (Montmagny-L'Islet): le leadership du ministre d'État au Développement des régions en matière de dossiers régionaux; rejetée 475, 485, 488, 496-497

M. Johnson, chef de l'opposition officielle: la tenue d'un référendum visant la séparation du Québec; amendée; sous-amendée; adoptée 230-232, 237, 238, 245-247

M. Johnson, chef de l'opposition officielle: la contre-réforme dans le domaine de la santé; rejetée 417, 428, 430

Mme Loiselle (Saint-Henri—Sainte-Anne): des mesures de relance à l'emploi et de lutte à la pauvreté; amendée; adoptée 360, 369-371, 375, 380-381

M. Marsan (Robert-Baldwin): les compressions dans le domaine des soins de santé; rejetée 252, 260-262

M. Ouimet (Marquette): l'avenir des commissions scolaires; amendée; adoptée 273, 284-286, 292-293, 296-297

M. Tremblay (Outremont): la vision du ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie vis-à-vis du développement économique, scientifique et technologique du Québec; rejetée 386, 398, 403, 412-413

Motions de nomination

Commission d'accès à l'information:

Me Michel Laporte et Me Diane Boissinot nommés membres; adoptée 337, 342

Commission de la fonction publique:

M. Michel Poirier nommé membre; adoptée 338, 342

Me Marc Boisvert, M. Harold Hutchison, M. James R.K. Duggan et M. Jean-Alain Lemieux nommés commissaires suppléants; adoptée 678, 679, 694

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse:

Me Céline Giroux nommée membre et vice-présidente; adoptée 676, 692

Me Louis-Marie Chabot, M. François Chénier, Mme Liliane Filion-Laporte, Mme Louise Fournier, Me Martial Giroux et Mme Jocelyne Myre nommés membres à temps partiel; adoptée 676, 677, 693

Institut de recherche et d'information sur la rémunération:

Mme Nicole Poupart Gendreau nommée de nouveau membre et présidente; adoptée 677, 693

Mme Hélène Wavroch nommée de nouveau membre et vice-présidente; adoptée 678, 693

Protecteur du citoyen:

M. Daniel Jacoby nommé de nouveau; adoptée 336-337, 341

Motions de report (art. 240)

M. Benoit (Orford): Projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale; rejetée 550-551, 556, 561

M. Gautrin (Verdun): Projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle; rejetée 529, 531

M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle: Projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique; rejetée 476, 481

M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle: Projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux; rejetée 505, 509, 519

M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle: Projet de loi 94, Loi sur la Commission de la capitale nationale; rejetée 517-518, 525, 530-531

M. Paradis, leader de l'opposition officielle: Projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives; rejetée 94, 95, 97

Motions de scission (art. 241)

M. Fournier (Châteauguay): Projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux; recevable et rejetée 494-495, 498-499

M. Gauvin (Montmagny-L'Islet): Projet de loi n° 123, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale; recevable et adoptée 910-911

M. Vallières (Richmond): Projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale; irrecevable 439, 549

Motions de suspension de certaines règles de procédure (art. 182-184)

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement: Adoption du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux; adoptée 634-638, 645

M. Chevrette, leader du gouvernement: Adoption d'une motion proposant le texte d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire; adoptée 697-699, 701-702

M. Chevrette, leader du gouvernement: Adoption du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives; déclarée irrecevable 202-205

M. Chevrette, leader du gouvernement: Adoption des projets de loi 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives, et n° 115, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives; déclarée recevable 884-889, 893

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement: Étude de projets de loi inscrits au *Feuilleton* et, si nécessaire, étude d'un projet de loi visant à assurer la reprise des services à la Société de transport de la Communauté urbaine de Québec; adoptée 167-170, 174

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement: Adoption du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives; adoptée 205-209

Motions du gouvernement avec préavis au *Feuilleton*

Article 146

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission des institutions sur la démarche d'information et de participation relative à l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec; adoptée 62, 63, 64, 69, 74

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission des institutions pour consultations particulières sur le projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives; adoptée 117, 118, 123, 124

Article 188

M. Chevette, ministre responsable de la Réforme électorale: le montant de la subvention devant être versée à chacun des comités nationaux; adoptée 746-747

Mme Harel, ministre de l'Emploi: Réaffirmation du consensus exprimé en décembre 1990 lors de la déclaration ministérielle sur l'adaptation de la main-d'oeuvre et la formation professionnelle; amendée; sous-amendée; sous-sous-amendée; adoptée 787-791, 797-799, 803-804

M. Parizeau, premier ministre: Question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada; adoptée 704-706, 709-712, 716-717, 722-724, 728-730, 732-738, 742-746, 748-750

Motions sans préavis (art. 84, 1^{er} al.)

M. Bégin, ministre de la Justice: Mandat confié à la Commission des institutions pour des consultations particulières sur le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique; adoptée 511-512

M. Bélanger, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission des affaires sociales pour examiner le rapport annuel 1994-1995 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laval; adoptée 918

M. Bélanger, leader du gouvernement: Réinscription au *Feuilleton et Préavis* de projets de loi au stade où ils se trouvaient à la clôture de la 1^{re} session; adoptée 925

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement: Poursuite des travaux après 13 heures afin de permettre deux interventions de cinq minutes dans le cadre du débat sur l'adoption du projet de loi 79; adoptée 659

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission de l'aménagement et des équipements pour une consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé «Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal»; adoptée 877

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission des institutions pour consultations particulières sur la justice administrative; adoptée 191-193

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission des institutions pour entendre le Directeur général des élections; adoptée 426

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission des institutions pour une consultation générale sur le document de réflexion proposant des amendements à la *Loi électorale*; adoptée 876

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission des institutions pour une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 131, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif concernant l'éthique et la déontologie; adoptée 897-898

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission des institutions pour une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 130, Loi sur la justice administrative; adoptée 899

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission des institutions pour une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 133, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives; adoptée 899

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission de l'économie et du travail pour l'examen du rapport général de suivi de l'engagement de performance 1993-1995 d'Hydro-Québec; adoptée 202

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission de l'économie et du travail pour l'examen de différents rapports d'Hydro-Québec pour 1995-1996; adoptée 880

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission de l'économie et du travail pour consultations particulières sur le différend qui oppose la ville de Montréal au Syndicat canadien de la fonction publique (local 301); adoptée 769-770

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission des affaires sociales pour consultations particulières sur le projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires; adoptée 227-229

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission des affaires sociales pour consultations particulières sur le projet de loi n° 116, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux; adoptée 794

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission des affaires sociales pour l'étude des rapports annuels des régies régionales de la santé et des services sociaux; adoptée 328-329

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission des affaires sociales pour l'étude des rapports annuels des régies régionales de la santé et des services sociaux; adoptée 870

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission des affaires sociales pour l'étude des rapports annuels sur l'application de la procédure d'examen des plaintes des régies régionales de la santé et des services sociaux; adoptée 878

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission des affaires sociales pour consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé «Loi sur l'équité salariale et modifiant certaines dispositions législatives»; adoptée 901

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à une commission spéciale pour consultations particulières sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle; adoptée 404-406, 426-427

M. Chevette, leader du gouvernement: Mandat confié à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation pour consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé «Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives afin de favoriser la protection et le développement durable des activités agricoles»; adoptée 741

M. Chevette, leader du gouvernement: Remplacement de l'auteur des projets de loi 93, Loi modifiant la Loi sur les transports, et 102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives; adoptée 755

M. Chevette, leader du gouvernement: Remplacement de l'auteur du projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal; adoptée 756

M. Chevette, leader du gouvernement: Remplacement du titre de l'auteur des projets de loi 98, Loi sur les privilèges et immunités diplomatiques et consulaires, et 51, Loi concernant la mise en oeuvre des accords de commerce international; adoptée 756

M. Chevette, leader du gouvernement: Remplacement permanent d'un membre de la Commission du budget et de l'administration; adoptée 474

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement: Mandat confié à la Commission de l'économie et du travail pour l'étude des rapports particuliers sur l'efficacité énergétique, l'équilibre énergétique et la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1995; adoptée 214

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement: Mandat confié à la Commission des affaires sociales pour consultations particulières sur le projet de loi 70, Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance; adoptée 360

M. Jolivet, whip en chef du gouvernement: Liste des membres des commissions permanentes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement; adoptée 924

M. Jolivet, whip en chef du gouvernement: Liste des présidents de séance des commissions permanentes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement; adoptée 923

M. Jolivet, whip en chef du gouvernement: Remplacement d'un membre de la Commission des affaires sociales et de la Commission des institutions; adoptée 784

Motions sans préavis (art. 84, 2e et 3e al.)

Mme Barbeau (Vanier): le travail du regroupement Solidarité populaire Québec; adoptée 358

M. Bégin, ministre de la Justice: l'attribution du Prix de la justice 1995 à monsieur Fo-Niémi; adoptée 511

M. Bégin, ministre de la Justice: la Journée des droits de la personne; adoptée 839

M. Bégin, ministre de la Justice: la Journée mondiale des droits des consommateurs; adoptée 239

M. Bégin, ministre de la Sécurité publique: le 125^e anniversaire de la Sûreté du Québec; adoptée 359

M. Benoit (Orford): le Mois de l'environnement; adoptée 377

Mme Blackburn, ministre responsable de la Condition féminine: les événements de l'École polytechnique et la violence faite aux femmes; adoptée 815-816

Mme Blackburn, ministre responsable de la Condition féminine: la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes; adoptée 44

Mme Blackburn, ministre responsable de la Condition féminine: le 55^e anniversaire du droit de vote des femmes au Québec; adoptée 347

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu: la situation de pauvreté des Québécois de moins de trente ans dénoncée par le Conseil permanent de la jeunesse; adoptée 138

M. Boisclair, leader adjoint du gouvernement: hommage au premier ministre, M. Jacques Parizeau, à l'occasion de sa retraite de la vie politique; adoptée 904

M. Bordeleau (Acadie): le 80^e anniversaire du génocide arménien; adoptée 346

M. Boucher (Johnson): la Semaine du bénévolat; adoptée 345

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques): le décès de l'auteur et comédien Marcel Gamache; adoptée 406

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques): le refus du gouvernement canadien d'accorder un visa de visiteur à la cinéaste algérienne Hafsa Zinaï Koudil; adoptée 347

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune: le centenaire des parcs québécois; adoptée 216

M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune: la Semaine de la faune; adoptée 345

M. Brodeur (Shefford): la nomination de M. Réjean Ménard au titre de médecin de famille de l'année; adoptée 407

M. Campeau, ministre des Finances: le 25^e anniversaire du premier tirage de Loto-Québec; adoptée 240

M. Campeau, ministre des Transports: le travail des bénévoles de l'Opération Nez rouge; adoptée 827-828

M. Chevette, ministre des Affaires municipales: la Semaine des municipalités et les récipiendaires du Mérite municipal; adoptée 510

M. Chevette, ministre des Affaires municipales et responsable du loisir et des sports: la candidature de Québec pour la tenue des Jeux olympiques d'hiver de 2002; adoptée 622

M. Chevette, ministre des Affaires municipales et responsable du loisir et des sports: la Semaine des guides et des scouts; adoptée 191

M. Chevette, ministre des Affaires municipales et responsable du loisir et des sports: la victoire du coureur automobile Jacques Villeneuve au Indianapolis 500; adoptée 473

M. Chevette, ministre des Affaires municipales et responsable du loisir: le succès des Jeux du Québec d'hiver; adoptée 216

M. Chevette, ministre d'État au Développement des régions: le projet de loi fédéral C-91; débat ajourné 489-491

M. Ciaccia (Mont-Royal): le cinquantième anniversaire de la libération d'Auschwitz; adoptée 178

M. Cliche (Vimont): la Décennie internationale des populations autochtones; adoptée 81

M. Cliche (Vimont): la Journée nationale des peuples autochtones; adoptée 657

Mme Delisle (Jean-Talon): le succès de Madame Myriam Bédard, récipiendaire du trophée de Lou March; adoptée 116

Mme Delisle (Jean-Talon): la nomination de la ville de Québec comme finaliste pour l'obtention des Jeux d'hiver de 2002; adoptée 167

Mme Delisle (Jean-Talon): l'élection de M. Gilles Vaillancourt à la présidence de l'Union des municipalités du Québec; adoptée 346

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme: la Semaine nationale du tourisme; adoptée 376

M. Dumont (Rivière-du-Loup): l'engagement des parlementaires à contribuer à l'élimination du déficit d'opération; adoptée 70

M. Dumont (Rivière-du-Loup): la révision du processus de nomination des hauts fonctionnaires, dirigeants d'organismes publics et représentants du Québec à l'étranger; adoptée 139

M. Dumont (Rivière-du-Loup): les coupures envisagées par le gouvernement fédéral en matière d'enseignement post-secondaire; adoptée 191

M. Facal (Fabre): la création, le 19 mars 1964, du ministère de l'Éducation du Québec; adoptée 252

M. Farrah, whip en chef de l'opposition officielle: le remplacement de M. Bissonnet (Jeanne-Mance) par M. Mulcair (Chomedey) à la Commission des institutions et le remplacement de M. Mulcair (Chomedey) par M. Bissonnet (Jeanne-Mance) à la Commission de la culture; adoptée 22

Mme Frulla (Marguerite-Bourgeoys): le décès de l'artiste Pierre Ayott; adoptée 376

Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François): la Journée internationale des travailleuses et des travailleurs; adoptée 359

M. Garon, ministre de l'Éducation: la recommandation de l'UNESCO concernant la Journée mondiale des enseignantes et enseignants; adoptée 615

M. Garon, ministre de l'Éducation: la Semaine de la relève; amendée; adoptée 302-303

M. Gaulin (Taschereau): le centenaire du décès d'Honoré Mercier; adoptée 303-304

M. Gaulin (Taschereau): le décès de l'écrivaine Françoise Loranger; adoptée 338

M. Gendron, ministre des Ressources naturelles: la Semaine minière; adoptée 352

M. Gobé (LaFontaine): le 50^e anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale; adoptée 385

Mme Harel, ministre responsable de la Condition féminine: la Journée internationale des femmes; adoptée 925

Mme Harel, ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles: le neuvième anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur les relations interethniques et interraciales; adoptée 839

Mme Houda-Pepin (La Pinière): la lutte contre le terrorisme des intégristes du Front islamique du salut et pour l'instauration de la démocratie en Algérie; adoptée 91

Mme Houda-Pepin (La Pinière): la performance de l'administration municipale de la ville de Brossard; adoptée 304

Mme Houda-Pepin (La Pinière): la Semaine internationale de la francophonie; adoptée 925

M. Johnson, chef de l'opposition officielle: le maintien d'une représentation québécoise d'au moins 25% à la Chambre des communes du Canada; amendée; adoptée 301-302, 304, 313, 316-318

M. Jolivet (Laviolette): la Semaine de l'arbre; adoptée 406

M. Kelley (Jacques-Cartier): la Semaine provinciale des services de garde; adoptée 416

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles: la Journée internationale de la Francophonie et le 25^e anniversaire de l'Agence de coopération culturelle et technique; adoptée 251

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles: la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale; adoptée 251

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles: l'anniversaire de fondation de l'Organisation de l'aviation civile internationale; adoptée 302

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles: le cinquantième anniversaire de l'adoption de la charte de l'ONU; adoptée 657

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles: la mission au Burundi d'une délégation de la Conférence ministérielle de la Francophonie et de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française; adoptée 332

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles: la Journée de Yom Hashoah; adoptée 352

M. Landry, vice-premier ministre: le cinquantième anniversaire de l'OACI; adoptée 32

M. Landry, vice-premier ministre: le décès de M. Claude Ducharme; adoptée 251-252

M. Landry, vice-premier ministre et ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles: l'élection de Monsieur Roger Bertrand à la présidence de l'Association des parlementaires de langue française; adoptée 167

M. Lazure (La Prairie): la Journée internationale des personnes handicapées; adoptée 784

M. Lazure (La Prairie): le décès de Madame Yvette Brunet; adoptée 139

M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle: le décès de l'agente de police Odette Pinard; adoptée 757

M. Léonard, ministre des Transports: la Semaine nationale des transports; adoptée 510

M. Léonard, ministre des Transports: le travail des bénévoles de l'Opération Nez-Rouge; adoptée 116

Mme Loiselle (Saint-Henri—Sainte-Anne): la Journée internationale de la femme; adoptée 216

Mme Loiselle (Saint-Henri—Sainte-Anne): la lutte contre la pauvreté et le mouvement «Du pain et des roses»; adoptée 503

Mme Loiselle (Saint-Henri—Sainte-Anne): le prix décerné au Canada par la Fédération internationale des femmes d'affaires et professionnelles; adoptée 713-714

M. MacMillan (Papineau): la fermeture du Forum de Montréal; adoptée 926

M. MacMillan (Papineau): le décès de Monsieur Jean-Claude Tremblay; adoptée 60

M. MacMillan (Papineau): le décès de Monsieur Hector «Toe» Blake; adoptée 435

M. MacMillan (Papineau): la performance de l'équipe québécoise aux 15^e Jeux du Canada; adoptée 217

M. MacMillan (Papineau): la tenue des Jeux olympiques d'hiver de 2002 à Québec; adoptée 217

Mme Marois, ministre responsable de la Famille: le 25^e anniversaire de Communication-Québec; adoptée 426

Mme Marois, ministre responsable de la Famille: la Journée internationale des familles; adoptée 416

M. Marsan (Robert-Baldwin): la Semaine provinciale des centres d'hébergement et de soins de longue durée; adoptée 385

M. Marsan (Robert-Baldwin): le 75^e anniversaire de fondation de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec et la Journée internationale de l'infirmière; adoptée 436

M. Mulcair (Chomedey): la fête des Irlandais; adoptée 240

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie: les récipiendaires de médailles au 23^e Salon international des inventions; adoptée 338

M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie: la Semaine québécoise du commerce au détail; adoptée 346

M. Parizeau, premier ministre: l'accession au cardinalat de Son Éminence Jean-Claude Turcotte; adoptée 49

M. Parizeau, premier ministre: la candidature de Québec comme ville hôtesse des Jeux olympiques d'hiver de 2002; adoptée 565

M. Parizeau, premier ministre: la Fête du drapeau du Québec; adoptée 457

M. Parizeau, premier ministre: le décès de l'ancien député de Shefford, M. Roger Paré; adoptée 272

M. Parizeau, premier ministre: l'élection de M. Jacques Chirac à la présidence de la République française; adoptée 385

M. Parizeau, premier ministre et ministre de la Culture et des Communications: la Journée internationale des musées; adoptée 435

M. Parizeau, premier ministre et ministre de la Culture et des Communications: la Journée mondiale du théâtre; adoptée 272

M. Payne (Vachon): le décès de M. John Humphrey; adoptée 240

M. Poulin (Beauce-Nord): les récents événements survenus à Sainte-Marie de Beauce; adoptée 359

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux: la Journée internationale sur le sida; adoptée 784

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux: la Journée mondiale de la santé; adoptée 322

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux: la Journée mondiale sans tabac; adoptée 484

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux: la Journée mondiale sur le sida; adoptée 22

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux: la Semaine de la santé mentale; adoptée 377

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux: la Semaine nationale pour l'intégration des personnes handicapées; adoptée 474

Mme Signori (Blainville): la détermination de la Trifluvienne Susan Thibodeau pour améliorer la condition de vie des familles monoparentales; adoptée 465

M. Thérien (Bertrand): le décès de Madame Juliette Pétrie; adoptée 215

M. Thérien (Bertrand): le décès de Monsieur Jean-Pierre Masson; adoptée 215

M. Thérien (Bertrand): le décès de Monsieur Pierre Tisseyre; adoptée 215

M. Thérien (Bertrand): la Journée de la terre; adoptée 345

M. Thérien (Bertrand): le premier prix littéraire accordé aux Éditions du Noroît, de Saint-Hippolyte, dans le cadre du concours de la Alcuin Society citation; adoptée 442

M. Tremblay (Outremont): l'acquisition par la compagnie Nova Bus de la compagnie Ontario Bus Industries; adoptée 491

M. Williams (Nelligan): le 51^e anniversaire du débarquement des forces alliées en Normandie; adoptée 525

M. Williams (Nelligan): le décès tragique de Frank et Jocelyne Toope; adoptée 322

Motions sans préavis (art. 84, 2e et 3e al.) non débattues et non adoptées faute de consentement

Mme Beaudoin, ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes: le droit des Québécoises et des Québécois de déterminer leur avenir politique et constitutionnel 860

M. Benoit (Orford): les essais nucléaires du gouvernement français dans le Pacifique Sud 708

M. Bourbeau (Laporte): les études sur les impacts économiques de la séparation du Québec 740

M. Bourbeau (Laporte): l'inaction du gouvernement québécois en matière économique 785

M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis): la Journée internationale des enseignantes et des enseignants 492

M. Charbonneau (Borduas): la bataille de Saint-Eustache 102

M. Charbonneau (Bourassa): les résultats du référendum du 30 octobre 1995 808

M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce): la nomination de M. Roger Fillion à la présidence de l'Office des personnes handicapées du Québec 870

M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce): la présidente de l'Office des personnes handicapées du Québec 139

Mme Delisle (Jean-Talon): la décentralisation des pouvoirs dans le domaine municipal 491

M. Dumont (Rivière-du-Loup): des offres de changement constitutionnel faites au gouvernement du Québec 756

M. Dumont (Rivière-du-Loup): Hydro-Québec 926

M. Dumont (Rivière-du-Loup): la reconnaissance des résultats du référendum 732, 741

M. Dumont (Rivière-du-Loup): la spécificité du Québec 708

M. Dumont (Rivière-du-Loup): le maintien d'un moratoire concernant les coupures annoncées pour Radio-Québec 322

M. Dumont (Rivière-du-Loup): les coupures prévues par le gouvernement fédéral pour 1996-1997 dans les paiements de transfert 859

M. Dumont (Rivière-du-Loup): une commission d'enquête publique sur le Bureau des coroners 679

M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine): félicitations au gouvernement fédéral et au ministre des Pêches et Océans 797

M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine): la protection des stocks de poissons canadiens 215

M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine): les résultats du référendum du 30 octobre 1995 775

M. Fournier (Châteauguay): les résultats du référendum du 30 octobre 1995 756

Mme Frulla (Marguerite-Bourgeoys): la Journée mondiale du développement culturel 491

Mme Frulla (Marguerite-Bourgeoys): le caractère distinct de la société québécoise 828

M. Gauthrin (Verdun): les résultats du référendum du 30 octobre 1995 851

M. Gauvin (Montmagny-L'Islet): les résultats du référendum du 30 octobre 1995 904

M. Gobé (LaFontaine): les résultats du référendum du 30 octobre 1995 859

M. Gobé (LaFontaine): l'industrie de la construction 925

Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre d'État à la concertation: le projet de loi C-96 du gouvernement fédéral 757

Mme Houda-Pepin (La Pinière): le manifeste et les orientations du Mouvement de libération nationale du Québec 870

Mme Houda-Pepin (La Pinière): les déclarations de M. Pierre Bourgault et la position du gouvernement du Québec sur les relations interethniques et interraciales 775

M. Johnson, chef de l'opposition officielle: le projet de loi C-91 du gouvernement fédéral 491

M. Johnson, chef de l'opposition officielle: la représentation du Québec à la Chambre des communes du Canada 294

M. Johnson, chef de l'opposition officielle: l'offre de partenariat économique et politique que le gouvernement du Québec proposera au Canada 721

M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles: la libéralisation des échanges commerciaux entre les États des deux Amériques 102

M. Maciocia (Viger): les résultats du référendum du 30 octobre 1995 828

M. Marsan (Robert-Baldwin): le projet de loi 83 modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux 492

M. Marsan (Robert-Baldwin): les consultations sur la réforme des soins de santé au Québec 491

M. Middlemiss (Pontiac): le programme d'aide à l'amélioration du réseau routier local 860

M. Mulcair (Chomedey): les résultats du référendum du 30 octobre 1995 816

M. Paradis, leader de l'opposition officielle: le droit du peuple québécois de décider seul de son avenir 860

M. Paradis, leader de l'opposition officielle: les résultats du référendum du 30 octobre 1995 796, 926

M. Quirion (Beauce-Sud): les résultats du référendum du 30 octobre 1995 870

M. Sirros (Laurier-Dorion): les relations entre le gouvernement du Québec et les Chefs autochtones 492

M. Sirros (Laurier-Dorion): les résultats du référendum du 30 octobre 1995 767

Mme Vaive (Chapleau): le Secrétariat à l'action communautaire 512

M. Williams (Nelligan): les résultats du référendum du 30 octobre 1995 785

Voir aussi ORDRES CONCERNANT L'ORGANISATION DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

N

NOMINATIONS

Voir MOTIONS

O

ORDRES CONCERNANT L'ORGANISATION DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Organisation de la suite du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives 131

Organisation de la suite du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux 295

Organisation de la suite du débat sur la prise en considération du rapport de commission relatif au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives 570

Organisation de la suite du débat sur la motion du gouvernement portant adoption d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur la souveraineté du Québec et sur une offre de partenariat avec le Canada 710-711, 721-722

Organisation des débats sur les motions sans préavis présentées par le ministre des Transports et la députée de Jean-Talon, de même que sur la prise en considération des rapports de commission relatifs au projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives, et au projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur le ministère du Revenu 115

Organisation des débats sur les motions sans préavis présentées au cours de la séance du 9 mai 1995 384-385

Organisation des travaux en commission plénière en vue de l'étude d'amendements au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives 590

Organisation des travaux en vue de l'adoption des projets de loi figurant au *Feuilleton* du 27 janvier 1995 182

P

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

Démission

M. Roger Bertrand (Portneuf) 915

Élection

M. Roger Bertrand (Portneuf) 5

M. Jean-Pierre Charbonneau (Borduas) 916

Déclaration

M. Roger Bertrand (Portneuf) 211

PRÉSIDENT DU CAUCUS DU PARTI QUÉBÉCOIS

M. Bertrand (Charlevoix) nommé président du caucus du Parti Québécois 12

PROJETS DE LOI

Auteur substitué

88, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal 756

93, Loi modifiant la Loi sur les transports 755

102, Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives 755

Modification au titre de l'auteur d'un projet de loi

51, Loi concernant la mise en oeuvre des accords de commerce international 756

98, Loi sur les privilèges et immunités diplomatiques et consulaires 756

Modification au titre d'un projet de loi inscrit au Feuilleton

40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives 35

PROPOS NON PARLEMENTAIRES

Retrait des propos

Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine 602

M. Campeau, ministre des Finances 615

M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) 815

M. Chevrette, leader du gouvernement 488, 709

M. Côté (La Peltre) 528

M. Dumont (Rivière-du-Loup) 525

M. Fillion (Montmorency) 300

M. Fournier (Châteauguay) 509, 727, 859

M. Gendron, leader adjoint du gouvernement 433, 581

M. Gobé (LaFontaine) 796

M. Le Hir, ministre délégué à la Restructuration 727

M. Johnson, chef de l'opposition officielle 301, 425, 464, 631, 720, 740

M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle 590

M. LeSage (Hull) 353

M. MacMillan (Papineau) 514

M. Mulcair (Chomedey) 312, 557, 755, 850

M. Ouimet (Marquette) 515

M. Parent (Sauvé) 736

M. Parizeau, premier ministre 740

M. Rioux (Matane) 737

M. Sirros (Laurier-Dorion) 528

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) 853

Retrait du droit de parole

M. Lachance (Bellechasse) 556

Q

QUESTIONS DE PRIVILÈGE

Voir INTERVENTIONS Sur une violation de droit ou de privilège

R

RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Modifications à l'article 118 21

S

SESSION

Ouverture

Allocution du lieutenant-gouverneur (M. Asselin) 6

Discours du Premier ministre (M. Parizeau) 8

Discours du chef de l'opposition officielle (M. Johnson) 11

Débat sur le discours d'ouverture 11, 17, 23, 24, 33, 39, 40, 45, 46, 50

Motions de censure:

M. Johnson, chef de l'opposition officielle, rejetée 11, 50, 55

M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis), rejetée 17, 50, 51, 56

Mme Vaive (Chapleau), rejetée 39, 51, 56

Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François), rejetée 40, 51, 56

M. Benoit (Orford), rejetée 45, 52, 56

Réplique du Premier ministre (M. Parizeau) 50

Séances extraordinaires

Demande du Premier ministre (M. Parizeau) 165, 695

Les 26 et 27 janvier 1995; les 2 et 3 février 1995 165-210

Les 7, 11, 12, 13, 14, 18, 19 et 20 septembre 1995 695-750

V

VICE-PRÉSIDENTS DE L'ASSEMBLÉE

Démission

M. Pierre Bélanger (Anjou) 915

Élection

M. Pierre Bélanger (Anjou) 5

M. Raymond Brouillet (Chauveau) 6

M. Claude Pinard (Saint-Maurice) 916

W

WHIP

Whip en chef et whips adjoints du gouvernement

Mme Charest (Rimouski): whip adjointe du gouvernement 919

M. Jolivet (Lavolette): whip en chef du gouvernement 12, 919

M. Jutras (Drummond): whip adjoint du gouvernement 12

Mme Vermette (Marie-Victorin): whip adjointe du gouvernement 12, 919

Whip en chef et whip adjoint de l'opposition officielle

M. Bissonnet (Jeanne-Mance): whip adjoint de l'opposition officielle 13

M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine): whip en chef de l'opposition officielle 13

Annexe A

Proclamations

Proclamation



(Convocation en vue de la 1^{re} session)

Martial Asselin
(L.S.)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

ELIZABETH II, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À Nos très aimés et fidèles Membres de l'Assemblée nationale,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que l'Assemblée nationale se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le mardi, 18 octobre 1994, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite Province, jugé à propos de la convoquer pour le 29 novembre 1994.

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le 18 octobre prochain, vous convoquons par les présentes pour le 29 novembre 1994 et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Martial Asselin, C.P., C.R., Lieutenant-Gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le quatorzième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent quatre-vingt-quatorze et de Notre Règne le quarante-troisième.

Par ordre,

Le Secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale,

GÉRARD LALIBERTÉ

Proclamation



(Prorogation et convocation)

Martial Asselin
(L.S.)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

ELIZABETH II, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À Nos très aimés et fidèles Membres de l'Assemblée nationale,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que l'Assemblée nationale se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le jeudi 14 mars prochain, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite Province, jugé à propos de proroger l'Assemblée, en sa 35^e Législature, ce 13 mars 1996.

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir dans le cadre de la présente session, vous convoquons par les présentes pour une nouvelle session, le 25 mars 1996, à 15 heures et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

Témoin : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Martial Asselin, C.P., C.R., Lieutenant-Gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le treizième jour de mars, l'an de grâce mil neuf cent quatre-vingt-seize et de Notre Règne le quarante-cinquième.

Par ordre,

Le Secrétaire général de l'Assemblée nationale,

PIERRE DUCHESNE

Annexe B

Composition de l'Assemblée

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES (députés et appartenances politiques)

1^{re} session — 35^e législature

Abitibi-Est	Pelletier, André	Parti Québécois
Abitibi-Ouest	Gendron, François	Parti Québécois
Acadie	Bordeleau, Yvan	Parti Libéral du Québec
Anjou	Bélanger, Pierre	Parti Québécois
Argenteuil	Beaudet, Régent L.	Parti Libéral du Québec
Arthabaska	Baril, Jacques	Parti Québécois
Beauce-Nord	Poulin, Normand	Parti Libéral du Québec
Beauce-Sud	Quirion, Paul-Eugène	Parti Libéral du Québec
Beauharnois-Huntingdon	Chenail, André	Parti Libéral du Québec
Bellechasse	Lachance, Claude	Parti Québécois
Berthier	Baril, Gilles	Parti Québécois
Bertrand	Thérien, Robert	Parti Libéral du Québec
Blainville	Signori, Céline	Parti Québécois
Bonaventure	Landry, Marcel	Parti Québécois
Borduas	Charbonneau, Jean-Pierre	Parti Québécois
Bourassa	Charbonneau, Yvon	Parti Libéral du Québec
Bourget	Laurin, Camille	Parti Québécois
Brome-Missisquoi	Paradis, Pierre	Parti Libéral du Québec
Chambly	Beaudoin, Louise	Parti Québécois
Champlain	Beaumier, Yves	Parti Québécois
Chapleau	Vaive, Claire	Parti Libéral du Québec
Charlesbourg	Rochon, Jean	Parti Québécois
Charlevoix	Bertrand, Rosaire	Parti Québécois
Châteauguay	Fournier, Jean-Marc	Parti Libéral du Québec
Chauveau	Brouillet, Raymond	Parti Québécois
Chicoutimi	Blackburn, Jeanne L.	Parti Québécois
Chomedey	Mulcair, Thomas J.	Parti Libéral du Québec
Crémazie	Campeau, Jean	Parti Québécois
D'Arcy-McGee	Bergman, Lawrence	Parti Libéral du Québec
Deux-Montagnes	Robert, Hélène	Parti Québécois
Drummond	Jutras, Normand	Parti Québécois
Dubuc	Morin, Gérard-R.	Parti Québécois
Duplessis	Perron, Denis	Parti Québécois
Fabre	Facal, Joseph	Parti Québécois
Frontenac	Lefebvre, Roger	Parti Libéral du Québec

Gaspé	Lelièvre, Guy	Parti Québécois
Gatineau	Lafrenière, Réjean	Parti Libéral du Québec
Gouin	Boisclair, André	Parti Québécois
Groulx	Kieffer, Robert	Parti Québécois
Hochelaga-Maisonneuve	Harel, Louise	Parti Québécois
Hull	LeSage, Robert	Parti Libéral du Québec
Iberville	Le Hir, Richard	Parti Québécois
Îles-de-la-Madeleine	Farrah, Georges	Parti Libéral du Québec
Jacques-Cartier	Kelley, Geoffrey	Parti Libéral du Québec
Jeanne-Mance	Bissonnet, Michel	Parti Libéral du Québec
Jean-Talon	Delisle, Margaret F.	Parti Libéral du Québec
Johnson	Boucher, Claude	Parti Québécois
Joliette	Chevrette, Guy	Parti Québécois
Jonquière	Dufour, Francis¹	Parti Québécois
	Bouchard, Lucien²	Parti Québécois
Kamouraska-Témiscouata	Dionne, France	Parti Libéral du Québec
Labelle	Léonard, Jacques	Parti Québécois
Lac-Saint-Jean	Brassard, Jacques	Parti Québécois
LaFontaine	Gobé, Jean-Claude	Parti Libéral du Québec
La Peltre	Côté, Michel	Parti Québécois
La Pinière	Houda-Pépin, Fatima	Parti Libéral du Québec
Laporte	Bourbeau, André	Parti Libéral du Québec
La Prairie	Lazure, Denis³	Parti Québécois
	Simard, Monique⁴	Parti Québécois
L'Assomption	Parizeau, Jacques⁵	Parti Québécois
Laurier-Dorion	Sirros, Christos	Parti Libéral du Québec
Laval-des-Rapides	Ménard, Serge	Parti Québécois
Laviolette	Jolivet, Jean-Pierre	Parti Québécois
Les Chutes-de-la-Chaudière	Carrier-Perreault, Denise	Parti Québécois
Lévis	Garon, Jean	Parti Québécois
Limoullou	Rivard, Michel	Parti Québécois

¹ Démission le 15 janvier 1996

² Élection le 19 février 1996

³ Démission le 8 janvier 1996

⁴ Élection le 19 février 1996

⁵ Démission le 29 janvier 1996

Lotbinière	Paré, Jean-Guy	Parti Québécois
Louis-Hébert	Bégin, Paul	Parti Québécois
Marguerite-Bourgeoys	Frulla, Liza	Parti Libéral du Québec
Marguerite-D'Youville	Beaulne, François	Parti Québécois
Marie-Victorin	Vermette, Cécile	Parti Québécois
Marquette	Ouimet, François	Parti Libéral du Québec
Maskinongé	Désilets, Rémy	Parti Québécois
Masson	Blais, Yves	Parti Québécois
Matane	Rioux, Matthias	Parti Québécois
Matapédia	Doyer, Danielle	Parti Québécois
Mégantic-Compton	Bélanger, Madeleine	Parti Libéral du Québec
Mercier	Perreault, Robert	Parti Québécois
Mille-Îles	Leduc, Lyse	Parti Québécois
Montmagny-L'Islet	Gauvin, Réal	Parti Libéral du Québec
Montmorency	Filion, Jean ¹	Parti Québécois
Mont-Royal	Ciaccia, John	Parti Libéral du Québec
Nelligan	Williams, Russell	Parti Libéral du Québec
Nicolet-Yamaska	Morin, Michel	Parti Québécois
Notre-Dame-de-Grâce	Copeman, Russell	Parti Libéral du Québec
Orford	Benoit, Robert	Parti Libéral du Québec
Outremont	Tremblay, Gérald	Parti Libéral du Québec
Papineau	MacMillan, Norman	Parti Libéral du Québec
Pointe-aux-Trembles	Bourdon, Michel	Parti Québécois
Pontiac	Middlemiss, Robert	Parti Libéral du Québec
Portneuf	Bertrand, Roger	Parti Québécois
Prévost	Paillé, Daniel	Parti Québécois
Richelieu	Simard, Sylvain	Parti Québécois
Richmond	Vallières, Yvon	Parti Libéral du Québec
Rimouski	Charest, Solange	Parti Québécois
Rivière-du-Loup	Dumont, Mario	Action démocratique du Québec
Robert-Baldwin	Marsan, Pierre	Parti Libéral du Québec
Roberval	Laprise, Benoît	Parti Québécois
Rosemont	Dionne-Marsolais, Rita	Parti Québécois
Rousseau	Brien, Lévis	Parti Québécois

¹ Indépendant à compter du 12 juin 1995

Rouyn-Noranda— Témiscamingue	Trudel, Rémy	Parti Québécois
Saguenay	Gagnon, Gabriel-Yvan	Parti Québécois
Saint-François	Gagnon-Tremblay, Monique	Parti Libéral du Québec
Saint-Henri—Sainte-Anne	Loiselle, Nicole	Parti Libéral du Québec
Saint-Hyacinthe	Dion, Léandre	Parti Québécois
Saint-Jean	Paquin, Roger	Parti Québécois
Saint-Laurent	Cherry, Normand	Parti Libéral du Québec
Sainte-Marie— Saint-Jacques	Boulerice, André	Parti Québécois
Saint-Maurice	Pinard, Claude	Parti Québécois
Salaberry-Soulanges	Deslières, Serge	Parti Québécois
Sauvé	Parent, Marcel	Parti Libéral du Québec
Shefford	Brodeur, Bernard	Parti Libéral du Québec
Sherbrooke	Malavoy, Marie	Parti Québécois
Taillon	Marois, Pauline	Parti Québécois
Taschereau	Gaulin, André	Parti Québécois
Terrebonne	Caron, Jocelyne	Parti Québécois
Trois-Rivières	Julien, Guy	Parti Québécois
Ungava	Létourneau, Michel	Parti Québécois
Vachon	Payne, David	Parti Québécois
Vanier	Barbeau, Diane	Parti Québécois
Vaudreuil	Johnson, Daniel	Parti Libéral du Québec
Verchères	Landry, Bernard	Parti Québécois
Verdun	Gautrin, Henri-François	Parti Libéral du Québec
Viau	Cusano, William	Parti Libéral du Québec
Viger	Maciocia, Cosmo	Parti Libéral du Québec
Vimont	Cliche, David	Parti Québécois
Westmount—Saint-Louis	Chagnon, Jacques	Parti Libéral du Québec

Répartition des sièges

75 Parti Québécois
 47 Parti Libéral du Québec
 1 Action démocratique du Québec
 1 Indépendant
 1 Vacant

DÉPUTÉS
(circonscriptions et appartenances politiques)

1^{re} session — 35^e législature

Barbeau, Diane	Vanier	Parti Québécois
Baril, Gilles	Berthier	Parti Québécois
Baril, Jacques	Arthabaska	Parti Québécois
Beaudet, Régent L.	Argenteuil	Parti Libéral du Québec
Beaudoin, Louise	Chambly	Parti Québécois
Beaulne, François	Marguerite D'Youville	Parti Québécois
Beaumier, Yves	Champlain	Parti Québécois
Bégin, Paul	Louis-Hébert	Parti Québécois
Bélanger, Madeleine	Mégantic-Compton	Parti Libéral du Québec
Bélanger, Pierre	Anjou	Parti Québécois
Benoît, Robert	Orford	Parti Libéral du Québec
Bergman, Lawrence	D'Arcy-McGee	Parti Libéral du Québec
Bertrand, Roger	Portneuf	Parti Québécois
Bertrand, Rosaire	Charlevoix	Parti Québécois
Bissonnet, Michel	Jeanne-Mance	Parti Libéral du Québec
Blackburn, Jeanne L.	Chicoutimi	Parti Québécois
Blais, Yves	Masson	Parti Québécois
Boisclair, André	Gouin	Parti Québécois
Bordeleau, Yvan	Acadie	Parti Libéral du Québec
Bouchard, Lucien ¹	Jonquière	Parti Québécois
Boucher, Claude	Johnson	Parti Québécois
Boulerice, André	Sainte-Marie—Saint-Jacques	Parti Québécois
Bourbeau, André	Laporte	Parti Libéral du Québec
Bourdon, Michel	Pointe-aux-Trembles	Parti Québécois
Brassard, Jacques	Lac-Saint-Jean	Parti Québécois
Brien, Lévis	Rousseau	Parti Québécois
Brodeur, Bernard	Shefford	Parti Libéral du Québec
Brouillet, Raymond	Chauveau	Parti Québécois
Campeau, Jean	Crémazie	Parti Québécois
Caron, Jocelyne	Terrebonne	Parti Québécois
Carrier-Perreault, Denise	Les Chutes-de-la-Chaudière	Parti Québécois
Chagnon, Jacques	Westmount—Saint-Louis	Parti Libéral du Québec
Charbonneau, Jean-Pierre	Borduas	Parti Québécois
Charbonneau, Yvon	Bourassa	Parti Libéral du Québec

¹ Élection le 19 février 1996

Charest, Solange	Rimouski	Parti Québécois
Chenail, André	Beauharnois-Huntingdon	Parti Libéral du Québec
Cherry, Normand	Saint-Laurent	Parti Libéral du Québec
Chevrette, Guy	Joliette	Parti Québécois
Ciaccia, John	Mont-Royal	Parti Libéral du Québec
Cliche, David	Vimont	Parti Québécois
Copeman, Russell	Notre-Dame-de-Grâce	Parti Libéral du Québec
Côté, Michel	La Peltrie	Parti Québécois
Cusano, William	Viau	Parti Libéral du Québec
Delisle, Margaret F.	Jean-Talon	Parti Libéral du Québec
Désilets, Rémy	Maskinongé	Parti Québécois
Deslières, Serge	Salaberry-Soulanges	Parti Québécois
Dion, Léandre	Saint-Hyacinthe	Parti Québécois
Dionne, France	Kamouraska-Témiscouata	Parti Libéral du Québec
Dionne-Marsolais, Rita	Rosemont	Parti Québécois
Doyer, Danielle	Matapédia	Parti Québécois
Dufour, Francis¹	Jonquière	Parti Québécois
Dumont, Mario	Rivière-du-Loup	Action démocratique du Québec
Facal, Joseph	Fabre	Parti Québécois
Farrah, Georges	Îles-de-la-Madeleine	Parti Libéral du Québec
Filion, Jean²	Montmorency	Parti Québécois
Fournier, Jean-Marc	Châteauguay	Parti Libéral du Québec
Frulla, Liza	Marguerite-Bourgeoys	Parti Libéral du Québec
Gagnon, Gabriel-Yvan	Saguenay	Parti Québécois
Gagnon-Tremblay, Monique	Saint-François	Parti Libéral du Québec
Garon, Jean	Lévis	Parti Québécois
Gaulin, André	Taschereau	Parti Québécois
Gautrin, Henri-François	Verdun	Parti Libéral du Québec
Gauvin, Réal	Montmagny-L'Islet	Parti Libéral du Québec
Gendron, François	Abitibi-Ouest	Parti Québécois
Gobé, Jean-Claude	LaFontaine	Parti Libéral du Québec
Harel, Louise	Hochelaga-Maisonneuve	Parti Québécois
Houda-Pepin, Fatima	La Pinière	Parti Libéral du Québec
Johnson, Daniel	Vaudreuil	Parti Libéral du Québec
Jolivet, Jean-Pierre	Laviolette	Parti Québécois

¹ Démission le 15 janvier 1996

² Indépendant à compter du 12 juin 1995

Julien, Guy	Trois-Rivières	Parti Québécois
Jutras, Normand	Drummond	Parti Québécois
Kelley, Geoffrey	Jacques-Cartier	Parti Libéral du Québec
Kieffer, Robert	Groulx	Parti Québécois
Lachance, Claude	Bellechasse	Parti Québécois
Lafrenière, Réjean	Gatineau	Parti Libéral du Québec
Landry, Bernard	Verchères	Parti Québécois
Landry, Marcel	Bonaventure	Parti Québécois
Laprise, Benoît	Roberval	Parti Québécois
Laurin, Camille	Bourget	Parti Québécois
Lazure, Denis¹	La Prairie	Parti Québécois
Le Hir, Richard	Iberville	Parti Québécois
Leduc, Lyse	Mille-Îles	Parti Québécois
Lefebvre, Roger	Frontenac	Parti Libéral du Québec
Lelièvre, Guy	Gaspé	Parti Québécois
Léonard, Jacques	Labelle	Parti Québécois
LeSage, Robert	Hull	Parti Libéral du Québec
Létourneau, Michel	Ungava	Parti Québécois
Loiselle, Nicole	Saint-Henri—Sainte-Anne	Parti Libéral du Québec
Maciocia, Cosmo	Viger	Parti Libéral du Québec
MacMillan, Norman	Papineau	Parti Libéral du Québec
Malavoy, Marie	Sherbrooke	Parti Québécois
Marois, Pauline	Taillon	Parti Québécois
Marsan, Pierre	Robert-Baldwin	Parti Libéral du Québec
Ménard, Serge	Laval-des-Rapides	Parti Québécois
Middlemiss, Robert	Pontiac	Parti Libéral du Québec
Morin, Gérard-R.	Dubuc	Parti Québécois
Morin, Michel	Nicolet-Yamaska	Parti Québécois
Mulcair, Thomas J.	Chomedey	Parti Libéral du Québec
Ouimet, François	Marquette	Parti Libéral du Québec
Paillé, Daniel	Prévost	Parti Québécois
Paquin, Roger	Saint-Jean	Parti Québécois
Paradis, Pierre	Brome-Missisquoi	Parti Libéral du Québec
Paré, Jean-Guy	Lotbinière	Parti Québécois
Parent, Marcel	Sauvé	Parti Libéral du Québec
Parizeau, Jacques²	L'Assomption	Parti Québécois
Payne, David	Vachon	Parti Québécois

¹ Démission le 8 janvier 1996

² Démission le 29 janvier 1996

Pelletier, André	Abitibi-Est	Parti Québécois
Perreault, Robert	Mercier	Parti Québécois
Perron, Denis	Duplessis	Parti Québécois
Pinard, Claude	Saint-Maurice	Parti Québécois
Poulin, Normand	Beauce-Nord	Parti Libéral du Québec
Quirion, Paul-Eugène	Beauce-Sud	Parti Libéral du Québec
Rioux, Matthias	Matane	Parti Québécois
Rivard, Michel	Limoilou	Parti Québécois
Robert, Hélène	Deux-Montagnes	Parti Québécois
Rochon, Jean	Charlesbourg	Parti Québécois
Signori, Céline	Blainville	Parti Québécois
Simard, Monique¹	La Prairie	Parti Québécois
Simard, Sylvain	Richelieu	Parti Québécois
Sirros, Christos	Laurier—Dorion	Parti Libéral du Québec
Thérien, Robert	Bertrand	Parti Libéral du Québec
Tremblay, Gérald	Outremont	Parti Libéral du Québec
Trudel, Rémy	Rouyn-Noranda— Témiscamingue	Parti Québécois
Vaive, Claire	Chapleau	Parti Libéral du Québec
Vallières, Yvon	Richmond	Parti Libéral du Québec
Vermette, Cécile	Marie-Victorin	Parti Québécois
Williams, Russell	Nelligan	Parti Libéral du Québec

¹ Élection le 19 février 1996

Répartition des sièges

75 Parti Québécois
47 Parti Libéral du Québec
1 Action démocratique du Québec
1 Indépendant
1 Vacant

FONCTIONS PARLEMENTAIRES

Président	Roger Bertrand
Vice-présidents	Pierre Bélanger Raymond Brouillet
Premier ministre et Président du Conseil exécutif	Jacques Parizeau
Chef de l'Opposition officielle	Daniel Johnson
Leader du gouvernement	Guy Chevrette
Leaders adjoints du gouvernement	André Boisclair François Gendron
Leader de l'Opposition officielle	Pierre Paradis
Leader adjoint de l'Opposition officielle	Roger Lefebvre
Whip en chef du gouvernement	Jean-Pierre Jolivet
Whips adjoints du gouvernement	Normand Jutras Cécile Vermette
Whip en chef de l'Opposition officielle	Georges Farrah
Whip adjoint de l'Opposition officielle	Michel Bissonnet

Secrétaire général	Pierre Duchesne
Secrétaire adjoint	Gérard Laliberté

MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF

1^{re} session — 35^e législature

Le 26 septembre 1994

Parizeau, Jacques

Premier ministre
(du 30 janvier 1995 au 3 août 1995)
Ministre de la Culture et des Communications
Ministre responsable de l'application de la Charte
de la langue française

Beaudoin, Louise

Ministre déléguée aux Affaires intergouver-
nementales canadiennes
(le 3 août 1995)
Ministre de la Culture et des Communications
Ministre responsable de l'application de la Charte
de la langue française

Bégin, Paul

Ministre de la Justice
Ministre responsable de l'application des lois
professionnelles

Blackburn, Jeanne L.

Ministre de la Sécurité du revenu
Ministre responsable de la Condition féminine

Brassard, Jacques

Ministre de l'Environnement et de la Faune

Campeau, Jean

Ministre des Finances
Ministre du Revenu
(jusqu'au 3 novembre 1995)
(le 3 novembre 1995)
Ministre des Transports

Chevrette, Guy

Ministre d'État au développement des régions
Ministre des Affaires municipales
Leader parlementaire du gouvernement
Ministre responsable de la Réforme électorale

Dionne-Marsolais, Rita	Ministre déléguée au Tourisme Ministres responsable de la Régie des installations olympiques <i>(du 28 novembre 1994 au 30 janvier 1995)</i> Ministre de la Culture et des Communications Ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Garon, Jean	Ministre de l'Éducation
Gendron, François	Ministre des Ressources naturelles
Harel, Louise	Ministre d'État à la Concertation Ministre de l'Emploi <i>(le 3 novembre 1995)</i> Ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles
Landry, Bernard	Vice-premier ministre Ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles <i>(jusqu'au 3 novembre 1995)</i> Ministre responsable de la Francophonie <i>(le 3 novembre 1995)</i> Ministre des Affaires internationales
Landry, Marcel	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Le Hir, Richard	Ministre délégué à la Restructuration <i>(jusqu'au 9 novembre 1995)</i>
Léonard, Jacques	Ministre des Transports <i>(jusqu'au 3 novembre 1995)</i> <i>(le 3 novembre 1995)</i> Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique Président du Conseil du trésor
Malavoy, Marie	Ministre de la Culture et des Communications Ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française <i>(jusqu'au 25 novembre 1994)</i>

Marois, Pauline	Ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique Présidente du Conseil du trésor <i>(jusqu'au 3 novembre 1995)</i> Ministre responsable de la Famille <i>(le 3 novembre 1995)</i> Ministre des Finances Ministre du Revenu
Ménard, Serge	Ministre de la Sécurité publique
Paillé, Daniel	Ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
Rochon, Jean	Ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 29 janvier 1996

Bouchard, Lucien	Premier ministre
Beaudoin, Louise	Ministre de la Culture et des Communications Ministre responsable de la Charte de la langue française
Bégin, Paul	Ministre de la Justice
Bélanger, Pierre	Ministre délégué à la Réforme électorale et parlementaire Leader parlementaire du gouvernement
Bertrand, Roger	Ministre délégué au Revenu
Boisclair, André	Ministre délégué aux Relations avec les citoyens
Brassard, Jacques	Ministre des Transports Ministre délégué aux Affaires intergouverne- mentales canadiennes
Carrier-Perreault, Denise	Ministre déléguée aux Mines, aux Terres et aux Forêts

Chevrette, Guy	Ministre d'État des Ressources naturelles Ministre des Ressources naturelles Ministre responsable du Développement des régions Ministre responsable de la Réforme électorale et parlementaire
Cliche, David	Ministre de l'Environnement et de la Faune
Dionne-Marsolais, Rita	Ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce
Harel, Louise	Ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité Ministre de la Sécurité du revenu Ministre responsable de la Condition Féminine Ministre responsable de la Jeunesse, de la Famille et de l'Action communautaire autonome
Julien, Guy	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Landry, Bernard	Vice-premier ministre Ministre d'État de l'Économie et des Finances Ministre des Finances Ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie Ministre du Revenu
Léonard, Jacques	Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique Président du Conseil du trésor
Marois, Pauline	Ministre de l'Éducation
Ménard, Serge	Ministre d'État à la Métropole
Perreault, Robert	Ministre de la Sécurité publique
Rioux, Matthias	Ministre du Travail
Rochon, Jean	Ministre de la Santé et des Services sociaux
Simard, Sylvain	Ministre des Relations internationales Ministre responsable de la Francophonie
Trudel, Rémy	Ministre des Affaires municipales

ADJOINTS PARLEMENTAIRES

1^{re} session — 35^e législature

ADJOINTS PARLEMENTAIRES

Le 26 septembre 1994

Baril, Gilles
(le 7 décembre 1994)

Premier ministre
Dossier Jeunesse

Beaulne, François

Premier ministre
Délégué régional de la Montérégie

Blais, Yves

Premier ministre
Délégué régional de l'Outaouais

Boisclair, André
(le 29 novembre 1996)

Ministre responsable de l'Immigration et des
Communautés culturelles

Boucher, Claude

Premier ministre
Délégué régional de l'Estrie

Caron, Jocelyne

Premier ministre
Déléguée régionale de Lanaudière

Cliche, David

Premier ministre
Délégué régional de Laval

Doyer, Danielle
(le 26 avril 1995)

Premier ministre
Déléguée régionale de Bas-Saint-Laurent

Dufour, Francis

Premier ministre
Délégué régional du Saguenay—Lac-Saint-Jean
(jusqu'au 15 janvier 1996)

Julien, Guy

Premier ministre
Délégué régional de Mauricie—Bois-Francs

Laurin, Camille

Premier ministre
Délégué régional de Montréal

Lazure, Denis
(le 20 septembre 1995)

Premier ministre
Dossier des personnes handicapées
(jusqu'au 8 janvier 1996)

Létourneau, Michel
(le 27 septembre 1995)

Premier ministre
Délégué régional du Nord-du-Québec

Paré, Jean-Guy

Premier ministre
Délégué régional de Chaudière-Appalaches

Pelletier, André
(le 25 janvier 1995)

Ministre des Affaires municipales

Perron, Denis

Premier ministre
Délégué de la Côte-Nord

Rioux, Matthias

Premier ministre
Délégué régional du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine
(jusqu'au 26 avril 1995)
(le 26 avril 1995)
Délégué régional de Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Rivard, Michel

Premier ministre
Délégué régional de Québec

Robert, Hélène

Premier ministre
Déléguée régionale des Laurentides

Trudel, Rémy

Premier ministre
Délégué régional de l'Abitibi—Témiscamingue

Le 29 janvier 1996

Baril, Gilles

Vice-premier ministre et
ministre d'État de l'Économie et des Finances

Baril, Jacques

Ministre responsable de la région
Mauricie—Bois-Francs
(jusqu'au 28 février 1996)

Blais, Yves	Ministre responsable du Développement des régions et ministre responsable de la région de Lanaudière Secrétaire régional
Boucher, Claude	Ministre responsable de la région de l'Estrie Secrétaire régional
Boulerice, André	Ministre responsable de la région de Montréal Secrétaire régional
Deslières, Serge	Ministre responsable de la région de l'Outaouais Secrétaire régional
Doyer, Danielle	Ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent et de la région de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine Secrétaire régionale pour la région du Bas-Saint-Laurent
Facal, Joseph	Premier ministre
Jutras, Normand (le 28 février 1996)	Ministre responsable de la région Mauricie—Bois-Francs Secrétaire régional
Leduc, Lyse	Ministre responsable de la région Laval Secrétaire régionale
Lelièvre, Guy	Ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent et de la région de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine Secrétaire régional pour la région de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine
Létourneau, Michel	Ministre responsable de la région Abitibi-Témiscamingue et de la région Nord-du-Québec Secrétaire régional pour la région du Nord-du-Québec
Malavoy, Marie (le 28 février 1996)	Ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité

Morin, Gérard-Raymond	Ministre responsable de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean Secrétaire régional
Paquin, Roger	Ministre responsable de la région de la Montérégie Secrétaire régional
Paré, Jean-Guy	Ministre responsable de la région Chaudière- Appalaches Secrétaire régional
Payne, David (le 28 février 1996)	Premier ministre
Pelletier, André	Ministre responsable de la région Abitibi- Témiscamingue et de la région Nord-du- Québec Secrétaire régional pour la région Abitibi- Témiscamingue
Perron, Denis	Ministre responsable de la région de la Côte- Nord Secrétaire régional
Rivard, Michel	Ministre responsable de la région de Québec Secrétaire régional
Robert, Hélène	Ministre responsable de la région des Laurentides Secrétaire régionale

Annexe C

Liste des documents dont la loi prescrit le dépôt

Le Président de l'Assemblée nationale a déposé la présente liste au début de la 1^{re} session de la 35^e législature, conformément à l'article 58 du Règlement.

Les informations contenues dans ce document, à jour au 21 novembre 1994, ne constituent pas une interprétation juridique des lois citées, auxquelles on devra se référer si nécessaire.

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE

TABLE DES MATIÈRES

	Page		Page
Premier ministre	3	Environnement et Faune	26
Administration et Fonction publique	4	Famille	28
Affaires intergouvernementales canadiennes	5	Finances	29
Affaires internationales, Immigration et Communautés culturelles	6	Industrie, Commerce, Science et Technologie	34
Affaires municipales	7	Justice	38
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	10	Lois professionnelles	42
Charte de la langue française	12	Ressources naturelles	44
Condition féminine	13	Revenu	49
Conseil du Trésor	13	Santé et Services sociaux	50
Culture et Communications	14	Sécurité du revenu	54
Développement des régions	20	Sécurité publique	56
Éducation	20	Tourisme	59
Emploi	23	Transports	60
		Président de l'Assemblée nationale	63

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Premier ministre		
Conseil exécutif, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 7
- Rapport annuel excluant les activités reliées aux affaires intergouvernementales canadiennes et aux affaires régionales	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-30, a. 4
Conseil permanent de la jeunesse		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-59.01, a. 32
Convention de la Baie James et du Nord québécois		
- Proclamation mettant en vigueur toute convention complémentaire	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-67, a. 4

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Convention du Nord-Est québécois		
- Proclamation mettant en vigueur toute convention complémentaire	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-67.1, a. 4
Ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique		
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-10, a. 161
Office des ressources humaines		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 97
Services gouvernementaux		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois de la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	1994, c. 18, a. 5

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société immobilière du Québec		
- Décret du gouvernement portant sur une matière visée dans les paragraphes 2 ^e et 3 ^e du premier alinéa de l'article 33 de la <i>Loi sur la Société immobilière du Québec</i>	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.1, a. 33
- Décret du gouvernement portant sur un mandat connexe aux objets de la Société	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.1, a. 22
- Directive donnée en vertu de l'article 38 de la <i>Loi sur la Société immobilière du Québec</i>	Dans les 15 jours de son approbation ou de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.1, a. 38
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.1, a. 42
Ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes		
- Rapport annuel concernant les activités reliées aux affaires intergouvernementales canadiennes	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-30, a. 4.1

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ministre des Affaires internationales, de l'immigration et des Communautés culturelles		
Affaires internationales, de l'immigration et des Communautés culturelles, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 7
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., M-21.1, a. 10
Bureau de révision en immigration		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-23.1, a. 39
Conseil des Communautés culturelles et de l'immigration		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-57.2, a. 20

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Office franco-québécois pour la jeunesse		
- Rapport annuel du secrétaire général	Immédiatement après sa ré- ception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. O-5, a. 6
Ministre des Affaires municipales		
Affaires municipales, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organis- mes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'appro- bation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragra- phe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'appro- bation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 5
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouver- ture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-22.1, a. 10

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Assurance de dommages		
- Rapport sur l'application des dispositions de la sous-section 20.1 de la <i>Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives</i>	Dans les 15 jours suivant sa présentation au gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux (ce rapport doit être présenté au gouvernement entre le 23 juin 1996 et le 23 juin 1997)	L.R.Q., c. C-19, a. 465.18
- Rapport sur l'application des dispositions du titre XVIII.I de la <i>Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives</i>	Dans les 15 jours suivant sa présentation au gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux (ce rapport doit être présenté au gouvernement entre le 23 juin 1996 et le 23 juin 1997)	L.R.Q., c. C-27.1, a. 711.19
Commission municipale		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-35, a. 100.1
Régie du logement		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-8.1, a. 25
Régie de la sécurité dans les sports		
- Rapport d'activités pour l'exercice financier précédent	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-3.1, a. 17

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société d'habitation du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-8, a. 3.4
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-8, a. 24
- Texte de toute entente conclue par la Société d'habitation du Québec avec le gouvernement du Canada ou tout autre organisme de celui-ci, afin de faciliter l'exécution de la <i>Loi sur la Société d'habitation du Québec</i>	Le plus tôt possible	L.R.Q., c. S-8, a. 90
Société québécoise d'assainissement des eaux		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., S-18.2.1, a. 38
Villages cris et village naskapi		
- Proclamation faite en vertu du premier paragraphe de l'article 23 de la <i>Loi sur les villages cris et le village naskapi</i>	Dans les 15 jours de son adoption par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.1, a. 23

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		
Agriculture, Pêcheries et Alimentation, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 5
- Rapport annuel	Dans les 15 jours de l'ouverture de chaque session	L.R.Q., c. M-14, a. 3
Commission de protection du territoire agricole du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-41.1, a. 20

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		
- Rapport annuel sur son administration de la <i>Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers</i>	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-29.1, a. 28
Régie des assurances agricoles du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. A-30, a. 19
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-35.1, a. 24
Société de financement agricole		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.0101, a. 27
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires		
- Directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux, après un ajournement de plus de 20 jours	L.R.Q., c. S-21, a. 4

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-21, a. 18
Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-41.1, a. 21.0.3
Ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française		
Commission de protection de la langue française		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-11, a. 184
Conseil de la langue française		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-11, a. 204

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Office de la langue française		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-11, a. 120
Ministre responsable de la Condition féminine		
Conseil du statut de la femme		
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. C-59, a. 18
Présidente du Conseil du trésor		
Conseil du trésor		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 7
Fonction publique		
- Rapport contenant l'avis de la Commission de la fonction publique et indiquant les emplois ou les catégories d'emplois soustraits aux dispositions de la <i>Loi sur la fonction publique</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, au Président de l'Assemblée nationale	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 84

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport sur la réalisation des programmes d'accès à l'égalité par les ministères et les organismes gouvernementaux 	Une fois l'an	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 80
Régime de négociation des conventions collectives		
<ul style="list-style-type: none"> - Projet de règlement fixant les salaires et échelles de salaire pour l'année en cours 	Au cours de la 2 ^e ou de la 3 ^e semaine de mars de chaque année ou, si l'Assemblée ne siège pas, le projet doit être publié au cours de ces semaines à la <i>Gazette officielle du Québec</i>	L.R.Q., c. R-8.2, a. 54
Ministre de la Culture et des Communications		
Bibliothèque nationale du Québec		
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel 	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. B-2.1, a. 29
<ul style="list-style-type: none"> - Directive émise par la ministre et portant sur l'orientation de la Bibliothèque 	Dans les 30 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. B-2.1, a. 32
Biens culturels, liste (voir aussi: Commission des biens culturels du Québec)		
<ul style="list-style-type: none"> - Copie d'une liste des biens culturels reconnus et classés depuis la dernière liste publiée dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> 	À chaque session	L.R.Q., c. B-4, a. 14

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Cinéma, loi (voir aussi: Régie du cinéma)		
- Entente conclue en vertu de l'article 105.3 de la <i>Loi sur le cinéma</i>	Dans les 30 jours suivant la date de sa conclusion ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-18.1, a. 105.3
- Entente conclue en vertu de l'article 105.4 de la <i>Loi sur le cinéma</i>	Dans les 30 jours suivant la date de sa conclusion ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-18.1, a. 105.4
- Entente conclue et certificat de conformité émis en vertu de l'article 105.1 de la <i>Loi sur le cinéma</i>	Dans les 30 jours de leur émission ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-18.1, a. 105.1
Commission de reconnaissance des associations d'artistes		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-32.1, a. 55

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Commission des biens culturels du Québec (voir aussi: Biens culturels, liste)		
- Avis sur le classement d'un bien culturel	Dans les 60 jours de la décision de la commission ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. B-4, a. 29
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. B-4, a. 7.11
Conseil consultatif de la lecture et du livre		
- Avis concernant les projets de règlement visés dans la <i>Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-8.1, a. 8
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-8.1, a. 13
Conseil des arts et des lettres du Québec		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-57.02, a. 34

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Culture et Communications, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 5
- Rapport annuel	Dans les 6 mois de la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-17.1, a. 15
Institut québécois du cinéma (voir aussi: Cinéma, loi et Régie du cinéma)		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-18.1, a. 43
Musée des beaux-arts de Montréal		
- Rapport annuel et états financiers de la corporation	Le plus tôt possible	L.R.Q., c. M-42, a. 14

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Musée du Québec, Musée d'Art contemporain de Montréal et Musée de la Civilisation		
- Rapports annuels et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-44, a. 34
Programmation éducative		
- Rapport concernant les entreprises de radio-télévision et de câblodistribution ayant bénéficié de l'assistance financière pour la programmation éducative	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier	L.R.Q., c. P-30.1, a. 10
Régie des télécommunications		
- Directive émise par la ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-8.01, a. 65
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-8.01, a. 20
Régie du cinéma (voir aussi: Cinéma, loi)		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-18.1, a. 146

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société de la Place des Arts de Montréal		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.03, a. 28
Société de radio-télévision du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.1, a. 18
Société du Grand Théâtre de Québec		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-14.01, a. 28
Société générale des industries culturelles		
- Arrêté du gouvernement autorisant l'acquisition d'actions ou de biens visée dans le paragraphe a) du premier alinéa de l'article 20 de la loi constituant la Société	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.01, a. 20
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.01, a. 24

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.01, a. 26
Télécommunications, régie		
voir: Régie des télécommunications		
Ministre d'État au Développement des régions		
Conseil exécutif, ministère		
- Rapport annuel concernant les activités reliées aux affaires régionales	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-30, a. 4.1
Ministre de l'Éducation		
Comité d'accréditation des associations étudiantes		
- Rapport, avis et recommandations	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-3.01, a. 63
Commission consultative de l'enseignement privé		
- Rapport d'activités pour l'année scolaire précédente	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-9.1, a. 110

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		
- Rapport d'activités pour l'année scolaire se terminant le 30 juin précédent	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-32.2, a. 23
Conseil supérieur de l'éducation		
- Rapport annuel sur l'état et les besoins de l'éducation	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-60, a. 9
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-60, a. 14.1
Éducation, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 7
- Plan soumis au Conseil du trésor tenant compte des objectifs de réduction des effectifs prévus à l'article 3 de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de sa transmission au Conseil du trésor ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux. (Ce plan doit être soumis avant le 15 décembre de chaque année)	L.R.Q., c. R-2.3, a. 4
- Rapport annuel	Dans les 6 mois de la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-15, a. 4 modifié par 1993, c. 51, a. 9

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport sur l'implication des règles budgétaires annuelles sur le niveau des effectifs de tout organisme visé au paragraphe 4^e de l'article 1 de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i> 	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux. (Ce rapport doit être présenté au plus tard le 30 septembre de chaque année, et ce, jusqu'au 30 septembre 1998)	L.R.Q., c. R-2.3, a. 6
Institut du tourisme et d'hôtellerie du Québec		
<ul style="list-style-type: none"> - Directive émise par le ministre et portant sur l'orientation et les politiques de l'Institut 	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-13.02, a. 23
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel 	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-13.02, a. 29
Investissements universitaires		
<ul style="list-style-type: none"> - Plan quinquennal 	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-17, a. 4
Université du Québec		
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel de ses activités, y compris celles des universités constituantes, instituts de recherche et écoles supérieures 	Sans délai	L.R.Q., c. U-1, a. 25

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ministre de l'Emploi		
Code du travail		
- Rapport sur l'application de la section II du chapitre IV du Code du travail introduite par l'article 4 de la <i>Loi modifiant le Code du travail et la Loi sur le ministère du Travail</i>	Dans les 15 jours suivant sa présentation au gouvernement (au plus tard le 1 ^{er} mars 1997) ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	1993, c. 6, a. 10
- Rapport sur l'application des articles 2 et 14 de la <i>Loi modifiant le Code du travail</i>	Dans les 15 jours suivant le 1 ^{er} avril 2000 ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1994, c. 6, a. 38
Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec (voir aussi: Santé et sécurité du travail, loi)		
- Rapport annuel	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-2.1, a. 163
Commission des normes du travail		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. N-1.1, a. 27
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre		
- Rapport annuel et études qu'il a effectuées ou a fait effectuer	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-55, a. 15

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
-----------------------------------------------	-----------------------	-------------------

Emploi, ministère

- | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| - Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics | Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux | L.R.Q., c. R-2.3,
a. 7 |
| - Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i> | Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux | L.R.Q., c. R-2.3,
a. 5 |
| - Rapport annuel | Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux | L.R.Q., c. M-32.1,
a. 12 |

Institut de recherche et d'information sur la rémunération

- | | | |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| - Rapport annuel | Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session | L.R.Q., c. R-8.2,
a. 23 |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Commission de la construction du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. R-20, a. 9
Régie du bâtiment du Québec		
- Rapport des activités et états financiers du fonds d'indemnisation	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. B-1.1, a. 147
Santé et sécurité du travail, loi (voir aussi: Commission de la santé et de la sécurité du travail)		
- Règlement et entente étendant les bénéfices à toute personne visée par l'article 170 de la <i>Loi sur la santé et la sécurité du travail</i>	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-2.1, a. 170
Société québécoise de développement de la main-d'œuvre		
- Directives émises sur les objectifs, les orientations et l'exécution des fonctions de la Société	Dans les 15 jours de leur approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22.001, a. 29
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22.001, a. 51

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ministre de l'Environnement et de la Faune		
Administration régionale Kativik		
- Rapport	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-30.2, a. 15
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. Q-2, a. 6.12
Comité consultatif de l'environnement Kativik		
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. Q-2, a. 176
Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James		
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. Q-2, a. 147
Conseil de la conservation et de l'environnement		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-56.1, a. 19

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Environnement et Faune, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 5
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	1994, c. 17, a. 15
Fondation de la faune du Québec		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-61.1, a. 160
Société québécoise de récupération et de recyclage		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22.01, a. 24

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
-----------------------------------------------	-----------------------	-------------------

- Rapport annuel et états financiers

Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux

L.R.Q., c. S-22.01,
a. 29

Ministre responsable de la Famille

Conseil de la famille

- Rapport annuel

Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux

L.R.Q., c. C-56.2,
a. 22

- Rapport sur la mise en oeuvre de la *Loi sur le Conseil de la famille*

Au plus tard dans les 15 jours suivant le 1^{er} novembre 1992 et par la suite, tous les cinq ans ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président

L.R.Q., c. C-56.2,
a. 28

Office des services de garde à l'enfance

- Directive émise par la ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de l'Office

Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux

L.R.Q., c. S-4.1,
a. 67

- Rapport annuel

Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux

L.R.Q., c. S-4.1,
a. 65

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ministre des Finances		
Administration financière, loi (voir aussi: Finances, ministère)		
- État des comptes publics pour l'exercice financier précédent	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, au plus tard le 15 ^e jour au cours duquel elle siège par la suite	L.R.Q., c. A-6, a. 72
- État des rapports du contrôleur des finances, des décisions du Conseil du Trésor et de toute dépense encourue en conséquence d'un mandat de paiement émis malgré le refus du contrôleur des finances	Au plus tard le 3 ^e jour au cours duquel l'Assemblée siège après la signature du mandat émis sur l'ordre du Conseil du Trésor	L.R.Q., c. A-6, a. 55
- État de tous les rapports et mandats spéciaux et de toute dépense encourue en conséquence	Au plus tard le 3 ^e jour au cours duquel l'Assemblée siège après la signature des mandats	L.R.Q., c. A-6, a. 42
Association des courtiers et agents immobiliers du Québec		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-73.1, a. 154
Assurances, loi (voir aussi: Inspecteur général des institutions financières)		
- Rapport du ministre sur l'application de la <i>Loi sur les assurances</i>	À tous les cinq ans	L.R.Q., c. A-32, a. 425.1

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Caisse de dépôt et placement du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-2, a. 44
- Règlements	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-2, a. 13
Caisses d'épargne et de crédit, loi		
- Rapport annuel de l'inspecteur général portant sur l'état des affaires des caisses, des fédérations et des confédérations	Au plus tard le 30 juin de chaque année ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la session suivante ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-4.1, a. 515
- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur les caisses d'épargne et de crédit</i> , sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier	Au plus tard dans les 15 jours suivant le 15 mars 1994 et, par la suite, tous les cinq ans ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	L.R.Q., c. C-4.1, a. 588
Commission des valeurs mobilières du Québec (voir aussi: Valeurs mobilières, loi)		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-1.1, a. 302

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Courtage immobilier		
- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur le courtage immobilier</i> , sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier	Au plus tard dans les 15 jours suivant le 11 septembre 1996 et, par la suite, tous les cinq ans ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-73.1, a. 188
Employés publics, loi		
- État détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la <i>Loi sur les employés publics</i> et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature	Dans les 15 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. E-6, a. 42
Finances, ministère (voir aussi: Administration financière, loi)		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 5

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-6, a. 11.1
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-73.1, a. 154
Inspecteur général des institutions financières		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-11.1, a. 21
- Rapport portant sur l'état des affaires des sociétés au Québec	Au plus tard le 30 juin de chaque année ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la session suivante	L.R.Q., c. S-29.01, a. 314
- Rapport sur l'état des affaires de tous les assureurs exerçant au Québec, pour l'année ayant pris fin le 31 décembre précédent	Au plus tard le 30 juin suivant la fin de chaque année ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 premiers jours de la session suivante	L.R.Q., c. A-32, a. 324
- Rapport annuel sur le résultat de l'analyse des données et manuels en assurance automobile fournis durant l'année précédente	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-25, a. 182

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Intermédiaires de marché, loi		
- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur les intermédiaires de marché</i> , sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier	Au plus tard dans les 15 jours suivant le 12 juillet 1994 et, par la suite, tous les cinq ans ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	L.R.Q., c. I-15.1, a. 260
Régie de l'assurance-dépôts du Québec		
- Rapport annuel	Dès que le ministre a reçu le rapport du vérificateur général visé à l'article 21 ou au plus tard le 30 avril de la même année ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-26, a. 20
Société des loteries du Québec		
- Rapport annuel et états financiers	Immédiatement après leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13.1, a. 25
Sociétés de fiducie et d'épargne, loi		
- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne</i> , sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier	Au plus tard dans les 15 jours suivant le 18 mai 1993 et, par la suite, tous les cinq ans ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	L.R.Q., c. S-29.01, a. 397

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Valeurs mobilières, loi (voir aussi: Commission des valeurs mobilières du Québec)		
- Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier	Au plus tard le 19 janvier 1988 et, par la suite, tous les cinq ans dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	L.R.Q., c. V-1.1, a. 352
Ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie		
Centre de recherche industrielle du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation du Centre	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-8, a. 26.1
Conseil de la Science et de la Technologie		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-9.1, a. 34
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche		
- Plan triennal des activités	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-9.1, a. 83

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-9.1, a. 96
Industrie, Commerce, Science et Technologie, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 7
- Décret autorisant la délivrance de lettres patentes constituant des personnes morales qui ont pour objet le développement de la recherche et de la technologie	Dans les 30 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-17, a. 7.2 modifié par 1994, c. 16, a. 6
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 5
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-17, a. 11

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Sidbec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la compagnie ainsi que les documents pertinents	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-14, a. 9.3
- Rapport annuel	À chaque session	L.R.Q., c. E-14, a. 15
Société de développement industriel du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.01, a. 32.1
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.01, a. 34
Société de la Maison des sciences et des techniques		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.02, a. 28
Société des alcools du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13, a. 20.2

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-13, a. 59
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-16.001, a. 27
- Rapport d'activités et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-16.001, a. 37
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-16.01, a. 16
Société générale de financement du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société ainsi que les documents pertinents	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17, a. 15
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-17, a. 17

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches		
- Rapport d'activités et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 80, a. 41
Société Innovatech du Grand Montréal		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.2, a. 41
Ministre de la Justice		
Accès aux documents des organismes publics		
- Décret autorisant l'établissement d'un fichier confidentiel ou décret qui le modifie ou l'abroge, ainsi que l'avis de la Commission d'accès à l'information	Dans les 15 jours suivant la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-2.1, a. 82
- Décret ordonnant à un organisme public de surseoir à l'exécution d'une décision de la Commission d'accès à l'information ayant pour effet d'ordonner de communiquer un document ou un renseignement	Dans les 15 jours suivant la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-2.1, a. 145
- Entente conclue en vertu de l'article 68 ou 68.1 de la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i> ainsi que l'avis de la Commission d'accès à l'information sur chaque entente	Dans les 30 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-2.1, a. 70

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel de la Commission d'accès à l'information	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-2.1, a. 119
- Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i>	Au plus tard le 1 ^{er} octobre 1987 et, par la suite tous les cinq ans, dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	L.R.Q., c. A-2.1, a. 179
Commissaire à l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité		
- Rapport annuel et rapports des distributeurs	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-17.1, a. 30
Commission de protection des droits de la jeunesse		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-34.1, a. 30
Commission d'accès à l'information (voir aussi: Accès aux documents des organismes publics)		
- Rapport sur la mise en application de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé</i>	Au plus tard dans les 15 jours suivant le 1 ^{er} octobre 1997 et par la suite tous les cinq ans ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	1993, c. 17, a. 88

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-3.001, a. 396
Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec		
- Rapport annuel concernant la <i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-6, a. 23
- Rapport annuel concernant la <i>Loi visant à favoriser le civisme</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-20, a. 25
Commission des services juridiques		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier	L.R.Q., c. A-14, a. 93
Cour du Québec		
- Rapport du comité consultatif concernant les recommandations qu'il estime appropriées quant à la rémunération et aux avantages sociaux des membres de la Cour du Québec	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. T-16, a. 125

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Curateur public		
- Rapport annuel de son administration	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-81, a. 67
Employés publics		
- Liste des commissions délivrées pendant l'année aux employés publics	Dans les 15 premiers jours de la session	L.R.Q., c. E-6, a. 6
Fonds d'aide aux recours collectifs		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.1, a. 17
Justice, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 5

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-19, a. 16.1
Lois et règlements, liste		
- Liste des lois et des règlements qui ont été l'objet d'une substitution d'unités de mesure, avec l'énumération des articles visés par une telle substitution	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	1984., c. 47, a. 214
Office de la protection du consommateur		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-40.1, a. 303
Société québécoise d'information juridique		
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. S-20, a. 16
Ministre responsable de l'application des lois professionnelles		
Conseil interprofessionnel du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-26, a. 22

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ordres professionnels		
- Rapport d'activités de tout Bureau institué au sein d'un ordre professionnel et état financier de l'ordre	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 10 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-26, a. 104 modifié par 1994, c. 40, a. 91
Office des professions du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-26, a. 16
Professions, code		
voir: Conseil interprofessionnel du Québec Ordres professionnels Office des professions du Québec		
Sages-femmes (voir aussi: Ministre de la Santé et des Services sociaux)		
- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes</i>	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président (ce rapport doit être présenté au gouvernement au plus tard 6 mois avant la date où la loi cesse d'avoir effet)	L.R.Q., c. P-16.1, a. 42

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ministre des Ressources naturelles		
Exportation de l'électricité		
- Décret du gouvernement pris en vertu de l'article 6 ou de l'article 6.1 de la <i>Loi sur l'exportation de l'électricité</i>	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-23, a. 6.2
Forêts		
- Rapport sur l'état des forêts au Québec	À compter de 1990 et, par la suite, à tous les cinq ans	L.R.Q., c. F-4.1, a. 212
Hydro-Québec		
- Rapport annuel détaillé des biens et des opérations	À chaque session	L.R.Q., c. H-5, a. 20
Matane, essor		
- Arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 4 de la <i>Loi pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane</i>	Dans les 15 premiers jours de la session suivante	1959-60, c. 23, a. 4
Régie du gaz naturel		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-8.02, a. 65
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-8.02, a. 18

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ressources naturelles, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 5
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-15.1, a. 11
Société de développement de la Baie James		
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. D-8, a. 33
Société de financement agricole		
- Rapport annuel concernant l'administration de la <i>Loi sur le crédit forestier</i>	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-78, a. 51

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel sur l'administration de la <i>Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-78.1, a. 69
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec		
- Décret du gouvernement portant sur un paiement visé aux articles 7 et 7.1 de la <i>Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec</i>	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-12, a. 9
- Directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-12, a. 19.1
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-12, a. 25
Société nationale de l'amiante		
- Arrêté du gouvernement approuvant un paiement visé à l'article 13 de la <i>Loi sur la Société nationale de l'amiante</i>	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-18.2, a. 14

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Arrêté du gouvernement autorisant l'acquisition d'une entreprise ou d'actions formant le fonds social d'une entreprise visée au paragraphe b du premier alinéa de l'article 16 de la <i>Loi sur la Société nationale de l'amiante</i>	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-18.2, a. 16
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-18.2, a. 18
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-18.2, a. 57
Société québécoise d'exploration minière		
- Décret du gouvernement approuvant un paiement visé aux articles 10, 11, 11.1 ou 11.2 de la <i>Loi sur la Société québécoise d'exploration minière</i>	Le plus tôt possible	L.R.Q., c. S-19, a. 13
- Décret du gouvernement demandant à la Société de procéder à la réduction de toute partie de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital en vertu de l'article 21.1 de la <i>Loi sur la Société québécoise d'exploration minière</i>	Le plus tôt possible	L.R.Q., c. S-19, a. 21.4

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-19, a. 23
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. S-19, a. 25
Société québécoise d'initiatives pétrolières		
- Décret autorisant le ministre des Finances à payer à la Société une somme prévue à l'article 9.2 de la <i>Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières</i>	À chaque session	L.R.Q., c. S-22, a. 9.2
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22, a. 23
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22, a. 20

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
-----------------------------------------------	-----------------------	-------------------

Ministre du Revenu

Revenu

- | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> - État annuel des remises et réductions de droits, d'intérêts et de pénalités faites par le gouvernement en vertu de l'article 94 et de la <i>Loi sur le ministère du Revenu</i> pour le bien public et pour épargner au public de graves inconvénients ou aux individus, de l'oppression ou de l'injustice | <p>Dans les 15 premiers jours de la session suivante</p> | <p>L.R.Q., c. M-31,
a. 94</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> - État annuel des remises faites par le gouvernement d'une dette visée au troisième alinéa de l'article 60 de la <i>Loi sur la sécurité du revenu</i> pour épargner à un individu de bonne foi de l'oppression ou de l'injustice | <p>Dans les 15 premiers jours de la session suivante</p> | <p>L.R.Q., c. M-31,
a. 94.0.1</p> |

Revenu, ministère

- | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> - Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics | <p>Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux</p> | <p>L.R.Q., c. R-2.3,
a. 7</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel | <p>Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux</p> | <p>L.R.Q., c. M-31,
a. 9.1</p> |

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ministre de la Santé et des Services sociaux		
Centre hospitalier de Kahnawake		
- Décret approuvant et mettant en vigueur toute entente complémentaire destinée à modifier l'Entente concernant la construction et l'exploitation d'un centre hospitalier sur le territoire de Kahnawake	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	1984, c. 13, a. 3
Commissaire aux plaintes (voir aussi: Régies régionales)		
- Rapport annuel sur l'application de la procédure d'examen des plaintes visée à la section IV de la <i>Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-4.2, a. 71
Conseil de la santé et du bien-être		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-56.3, a. 25
Conseil des aînés		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	1992, c. 64, a. 19
- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur le Conseil des aînés</i>	Au plus tard dans les 15 jours suivant le 1 ^{er} janvier 1998 et, par la suite, tous les cinq ans ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	1992, c. 64, a. 20

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Conseil médical du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-59,0001, a. 25
Corporation d'urgences santé de la région de Montréal Métropolitain		
- Directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Corporation	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-5, a. 149.25
Fonds de la recherche en santé du Québec		
- Plan triennal des activités	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-9.1, a. 83
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-9.1, a. 96
Office des personnes handicapées du Québec		
- Directive émise par la ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de l'Office	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-20.1, a. 24

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., e. E-20.1, a. 23
Protection de la santé publique		
- Arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 17 de la <i>Loi sur la protection de la santé publique</i>	Au plus tard le 3 ^e jour au cours duquel siège l'Assemblée après l'adoption de l'arrêté	L.R.Q., c. P-35, a. 22
Régie de l'assurance-maladie du Québec		
- Directive émise par la ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie	Dans les 5 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 5 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. R-5, a. 32
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. R-5, a. 25
Régies régionales (voir aussi: Commissaire aux plaintes)		
- Décret modifiant l'organisation prévue aux articles 119 à 126 de la <i>Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives</i>	Dans les 30 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-4.2, a. 128
- Rapports annuels	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-4.2, a. 392

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
<ul style="list-style-type: none"> - Rapports annuels sur l'application de la procédure d'examen des plaintes visée à la section II de la <i>Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives</i> <p>Sages-femmes (voir aussi: Ministre responsable de l'application des lois professionnelles)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes</i> <p>Santé et Services sociaux, ministère</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics - Plan de réduction du personnel pour la période du 1^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3^e de l'article 1^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i> 	<p>Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux</p> <p>Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président (ce rapport doit être présenté au gouvernement au plus tard 6 mois avant la date où la loi cesse d'avoir effet)</p> <p>Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux</p> <p>Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux</p>	<p>L.R.Q., c. S-4.2, a. 71</p> <p>L.R.Q., c. P-16.1, a. 42</p> <p>L.R.Q., c. R-2.3, a. 7</p> <p>L.R.Q., c. R-2.3, a. 5</p>

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Plan soumis au Conseil du trésor tenant compte des objectifs de réduction des effectifs prévus à l'article 3 de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de sa transmission au Conseil du trésor ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux. (Ce plan doit être soumis avant le 15 décembre de chaque année)	L.R.Q., c. R-2.3, a. 4
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier	L.R.Q., c. M-19.2, a. 12
Services de santé et services sociaux pour les autochtones cris et inuit		
- Rapport annuel de tout conseil régionale de la santé et des services sociaux	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-5, a. 41
Ministre de la Sécurité du revenu		
Commission des affaires sociales		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-34, a. 44
Sécurité du Revenu, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 7

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 5
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, au plus tard le 15 ^e jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai	L.R.Q., c. M-19.1, a. 5
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-3.2, a. 43
Régie des rentes du Québec		
- Analyse actuarielle de l'application de la <i>Loi sur le régime de rentes du Québec</i> et de l'état du compte de la Régie	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 5 premiers jours de la session. (Cette analyse doit être déposée au moins une fois tous les cinq ans)	L.R.Q., c. R-9, a. 218
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 premiers jours de la session	L.R.Q., c. R-9, a. 37

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel en vertu de la <i>Loi sur les allocations d'aide aux familles</i>	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. A-17, a. 30
- Rapport sur tout projet de loi modifiant la <i>Loi sur le régime de rentes du Québec</i>	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 5 pre- miers jours de la session	L.R.Q., c. R-9, a. 218
Régimes complémentaires de re- traite, loi		
- Entente portant sur une matière visée au deuxième alinéa de l'article 249 de la <i>Loi sur les régimes complémentaires de retraite</i>	Dans les 15 jours qui suivent la date de sa conclusion ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouver- ture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-15.1, a. 249
Ministre de la Sécurité publique		
Commissaire à la déontologie poli- cière		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. O-8.1, a. 50
Commission québécoise des libéra- tions conditionnelles		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. L-1.1, a. 47

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Comité de déontologie policière		
- Rapport d'activités et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. O-8.1, a. 107.5
Coroner en chef		
- Rapport annuel des activités des coroners pour l'année civile précédente	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-0.2, a. 29
Fonds de secours aux personnes sinistrées		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-38.1, a. 37
Institut de police du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et les orientations de l'Institut	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. O-8.1, a. 24
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. O-8.1, a. 32

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Police, loi		
- Arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 95 de la <i>Loi de police</i>	Au plus tard le 3 ^e jour au cours duquel siège l'Assemblée après son adoption	L.R.Q., c. P-13, a. 97
Protection en cas de sinistre		
- Décret d'état d'urgence du gouvernement visé à l'article 16 de la <i>Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre</i>	Au plus tard le 3 ^e jour au cours duquel siège l'Assemblée après son adoption	L.R.Q., c. P-38.1, a. 24
Régie des alcools, des courses et des jeux		
- Rapport annuel	Dans les 60 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-6.1, a. 21
Régie des loteries du Québec		
- Entente intervenue en vertu du deuxième alinéa de l'article 34 de la <i>Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement</i>	Dans les 15 jours de son adoption par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. L-6, a. 34
Sécurité publique, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 7

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
<ul style="list-style-type: none"> - Plan de réduction du personnel pour la période du 1^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3^e de l'article 1^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i> 	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 5
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport des activités pour chaque exercice financier 	Dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-19.3, a. 10
Ministre déléguée au Tourisme		
Régie des installations olympiques		
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel 	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. R-7, a. 29
Société des établissements de plein air du Québec		
<ul style="list-style-type: none"> - Décret portant sur tout mandat connexe aux objets de la Société dont les frais sont supportés, en tout ou en partie, par le gouvernement 	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13.01, a. 19
<ul style="list-style-type: none"> - Décret portant sur une matière visée dans les paragraphes 2^e et 4^e du premier alinéa de l'article 28 de la <i>Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec</i> 	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13.01, a. 28

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13.01, a. 30
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13.01, a. 34
Société du Centre des congrès de Québec		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-14.001, a. 25
Société du Palais des congrès de Montréal		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-14.1, a. 27
Ministre des Transports		
Commission des transports du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. T-12, a. 29

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Conseil de la recherche et du développement en transport		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. T-12, a. 12
Office des autoroutes du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-34, a. 24
Société de l'assurance automobile du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.011, a. 19
- Rapport annuel sur les opérations et les activités concernant le mandat confié à la Société de l'assurance automobile du Québec en vertu du titre V111.2 du <i>Code de la Sécurité routière</i> (L.R.Q., C-24.2)	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.011, a. 19
Société des traversiers du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-14, a. 19

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société québécoise des transports		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22.1, a. 31
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22.1, a. 30
Transports, loi		
voir: Commission des transports du Québec Conseil de la recherche et du développement en transport		
Transports, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.3, a. 5

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier	L.R.Q., c. M-28, a. 12
Président de l'Assemblée nationale		
Bureau de l'Assemblée nationale (voir aussi: Vérificateur général)		
- Règles et règlements adoptés	Dans les 15 jours de leur adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-23.1, a. 109
Commission de la fonction pu- blique		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 124
Commission de la représentation (voir aussi: Élections et référen- dums dans les municipalités, loi)		
- Rapport annuel et états finan- ciers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-3.3, a. 542
- Rapport préliminaire dans lequel la Commission propose une nouvelle délimitation des circonscriptions électorales du Québec à la suite d'élections générales	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-3.3, a. 22

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport dans lequel la Commission indique la délimitation des circonscriptions électorales du Québec à la suite d'élections générales	Sans délai	L.R.Q., c. E-3.3, a. 28
Commission des droits de la personne		
- Rapport des activités et des recommandations pour l'année civile précédente	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-12, a. 73
Directeur général des élections		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-3.3, a. 542
- Rapport des décisions prises dans le but d'adapter la <i>Loi électorale</i> afin qu'elle concorde aux exigences d'une situation par suite d'une erreur, d'une urgence ou d'une circonstance exceptionnelle	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-3.3, a. 490
Élections et référendums dans les municipalités		
- Rapport annuel des activités respectives du directeur général des élections et de la Commission de la représentation prévues par la <i>Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-2.2, a. 886

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Protecteur du citoyen		
- Rapport annuel et recommandations	Dans les 3 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-32, a. 29
Vérificateur général		
- Avis écrit de démission	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 12
- Copie de toute entente conclue en vertu des articles 58 et 59 de la <i>Loi sur le vérificateur général</i>	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 60
- Rapport annuel	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 44
- Rapport du vérificateur général lorsqu'il estime ses prévisions budgétaires annuelles insuffisantes après modifications par le Bureau de l'Assemblée nationale	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 65
- Rapport du vérificateur nommé par le Bureau de l'Assemblée nationale afin de vérifier les livres et comptes relatifs au vérificateur général	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 70
- Rapport spécial du vérificateur général sur toute affaire d'une importance ou d'une urgence telle qu'elle ne saurait, à son avis, attendre la présentation de son rapport annuel	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 45

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Règlement du Bureau de l'Assemblée nationale autorisant le vérificateur général à déroger à une disposition d'un règlement, d'une politique, d'une directive ou d'une décision du gouvernement	Dans les 3 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 69
- Règlement soumis à l'approbation du Bureau de l'Assemblée nationale par le vérificateur général	Dans les 3 jours de son approbation par le Bureau ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 61

Annexe D

Documents déposés

LISTE DES DOCUMENTS DÉPOSÉS À L'ASSEMBLÉE

35^e législature - 1^{re} session

Du 29 novembre 1994 au 12 mars 1996

(Les numéros de dépôt sont ceux apparaissant au Procès-verbal; la première partie indique l'ordre dans lequel les dépôts ont été faits au cours de la session et la seconde, la date à laquelle ces dépôts ont été effectués.)

Décisions du Bureau de l'Assemblée

Document : Décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

Décision 692, en date du 17 juin 1994, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative;

Décision 694, en date du 28 juin 1994, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les missions officielles;

Décision 696, en date du 28 juin 1994, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les envois sans adresse et le Règlement sur la fourniture de certains imprimés aux députés;

Décision 701, en date du 23 septembre 1994, concernant le Règlement modifiant certaines dispositions réglementaires;

Décision 702, en date du 18 octobre 1994, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 14-941130

Document : Décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 2 décembre 1994:

Décision 704 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative;

Décision 705 concernant le Règlement modifiant les règlements concernant la rémunération et les conditions de travail du personnel des députés et des cabinets;

Décision 706 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à un fonctionnaire de l'Assemblée nationale.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 146-941213

Document : Décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 15 décembre 1994;

Décision 707 concernant le Règlement modifiant divers règlements aux fins de la réévaluation des groupes de circonscriptions électorales;

Décision 708 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur le stationnement à l'Assemblée nationale;

Décision 709 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;

Décision 710 concernant le Règlement concernant une mission sur la perception des pensions alimentaires;

Décision 711 concernant le Règlement relatif à l'octroi d'une allocation spéciale au député de Verdun;

Décision 712 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur l'achat et le louage de biens et le louage de services.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 221-950126

Document : Décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:
en date du 1^{er} février 1995:

Décision 714 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative;

Décision 717 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;

Décision 719 concernant le Règlement relatif à l'application de l'entente sur les relativités salariales aux personnes visées par le Règlement sur les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires à l'Assemblée nationale;

Décision 720 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à un professionnel de l'Assemblée nationale;

Décision 721 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à un ouvrier de l'Assemblée nationale;

Décision 722 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à une fonctionnaire de l'Assemblée nationale;

Décision 723 concernant le Règlement relatif au classement et à la rémunération d'un fonctionnaire.

en date du 1^{er} mars 1995:

Décision 725 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative;

Décision 726 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;

Décision 727 concernant le Règlement concernant la promotion d'une cadre intermédiairesur l'emploi de responsable du Service de promotion.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 247-950314

Document : Décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 4 mai 1995:

Décision 731 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative;

Décision 734 concernant le Règlement concernant les virements de crédits entre les programmes 1, 2 et 3 du budget de l'exercice financier 1994-1995;

Décision 735 concernant le Règlement concernant la promotion du Secrétaire adjoint exécutif;

Décision 739 concernant le Règlement concernant la rémunération additionnelle du pâtissier à la Direction des restaurants;

Décision 740 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à une fonctionnaire de l'Assemblée nationale.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 331-950509

Document : Décision suivante du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 11 mai 1995:

Décision 745 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations vestimentaires, les uniformes et les vêtements spéciaux.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 383-950523

Document : Décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 19 juin 1995:

Décision 754 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à un cadre supérieur de l'Assemblée nationale;

Décision 755 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les services relatifs aux voyages et les voyages à l'extérieur;

Décision 756 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur l'utilisation d'avions du Fonds de service aérien gouvernemental par le député des Îles-de-la-Madeleine.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 622-950911

Document : Décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 19 septembre 1995:

Décision 757 concernant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale;

Décision 758 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur l'utilisation d'avions du Fonds de service aérien gouvernemental par le député des Îles-de-la-Madeleine;

Décision 759 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;

Décision 760 concernant le Règlement concernant le Programme temporaire d'indemnisation des départs volontaires à l'Assemblée nationale;

Décision 762 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 678-951128

Document : Décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 5 décembre 1995:

Décision 767 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les envois sans adresse;

Décision 768 concernant le Règlement relatif à la promotion d'une fonctionnaire.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 855-951214

Document : Décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 14 décembre 1995:

Décision 769 concernant le Règlement sur le plan d'organisation administrative de l'Assemblée nationale;

Décision 770 concernant la promotion de la directrice de la Direction de l'informatique et des services auxiliaires;

Décision 771 concernant la promotion du directeur de la Direction du Secrétariat de l'Assemblée;

Décision 772 concernant le Règlement sur une allocation additionnelle pour le paiement de services professionnels encourus par un membre de l'Assemblée nationale;

Décision 773 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur l'utilisation d'avions du Fonds de service aérien gouvernemental et sur le nolisement d'avions de l'entreprise privée par le député des Îles-de-la-Madeleine;

Décision 774 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;

Décision 775 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires à l'Assemblée nationale.

Déposé par : M. Jean-Pierre Charbonneau, Président
Dépôt n° : 894-960312

Documents divers

Document : Listes des candidats proclamés élus à la suite des élections générales tenues le 12 septembre 1994. Ces documents, reçus les 22, 26 et 27 septembre et les 12 et 31 octobre 1994, lui ont été transmis par M. Pierre-F. Côté, C.R., directeur général des élections, conformément à l'article 380 de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3).

Déposé par : Le Secrétaire général, M. Pierre Duchesne
Dépôt n° : 1-941129

Document : Lettres reçues de M. Parizeau, premier ministre, informant des nominations suivantes:

M. Guy Chevette, député de Joliette, à la fonction parlementaire de leader du gouvernement, à compter du 26 septembre 1994;

M. François Gendron, député d'Abitibi-Ouest, à la fonction parlementaire de leader adjoint du gouvernement, à compter du 26 septembre 1994;

M. André Boisclair, député de Gouin, à la fonction parlementaire de leader adjoint du gouvernement, à compter du 26 septembre 1994;

M. Jean-Pierre Jolivet, député de Laviolette, à la fonction parlementaire de whip en chef du gouvernement, à compter du 26 septembre 1994;

Mme Cécile Vermette, députée de Marie-Victorin, à la fonction parlementaire de whip adjointe du gouvernement, à compter du 26 septembre 1994;

M. Normand Jutras, député de Drummond, à la fonction parlementaire de whip adjoint du gouvernement, à compter du 26 septembre 1994;

M. Rosaire Bertrand, député de Charlevoix, à la fonction de président du caucus du Parti Québécois, à compter du 25 octobre 1994.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 2-941130

Document : Lettres reçues de M. Johnson, chef de l'opposition officielle, informant des nominations suivantes:

M. Pierre Paradis, député de Brome-Missisquoi, à la fonction parlementaire de leader de l'opposition officielle, à compter du 27 septembre 1994;

M. Roger Lefebvre, député de Frontenac, à la fonction parlementaire de leader adjoint de l'opposition officielle, à compter du 27 septembre 1994;

M. Georges Farrah, député des Îles-de-la-Madeleine, à la fonction parlementaire de whip en chef de l'opposition officielle, à compter du 27 septembre 1994;

M. Michel Bissonnet, député de Jeanne-Mance, à la fonction parlementaire de whip adjoint de l'opposition officielle, à compter du 29 novembre 1994.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 3-941130

Document : Deux rapports du Directeur général des élections du Québec sur la mise en application de l'article 490 de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3): le premier concernant les élections générales tenues le 12 septembre 1994; le second concernant la nouvelle élection tenue dans la circonscription électorale de Saint-Jean, le 24 octobre 1994, pour cause d'égalité des voix.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 9-941130

Document : Rapport du Vérificateur général du Québec sur l'état des dépenses et des crédits autorisés, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 12-941130

Document : Lettre, en date du 5 octobre 1994, adressée à la Présidence de l'Assemblée nationale par M^e Gilles R. Tremblay, l'informant de sa démission comme membre de la Commission de la fonction publique à compter du 24 octobre 1994, conformément à l'article 108 de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1).

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 13-941130

Document : Liste des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée.
Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 15-941130

Document : Nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 29 novembre 1994.
Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 16-941130

Document : Liste des présidents de séance pour le groupe parlementaire formant le gouvernement.
Déposé par : M. Jolivet, whip en chef du gouvernement
Dépôt n° : 24-941201

Document : Liste des présidents de séance pour le groupe parlementaire formant l'opposition officielle.
Déposé par : M. Farrah, whip en chef de l'opposition officielle
Dépôt n° : 25-941201

Document : Lettre, en date du 18 novembre 1994, qu'il a envoyée à M. Robert Bisailon, président du Conseil supérieur de l'éducation, demandant auprès du conseil un avis sur la création d'un cégep francophone autonome dans l'ouest de l'Île de Montréal.
Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n° : 29-941202

Document : Listes des députés désignés comme membres et membres suppléants du Bureau de l'Assemblée nationale:

Par le Parti Québécois:

M. Robert Perreault (Mercier), M. Gérard-Raymond Morin (Dubuc), Mme Solange Charest (Rimouski) et M. Jean-Pierre Jolivet (Lavolette) comme membres ainsi que M. Michel Côté (La Peltre), M. Léandre Dion (Saint-Hyacinthe), M. Michel Morin (Nicolet-Yamaska) et M. André Pelletier (Abitibi-Est) comme membres suppléants.

Par le Parti Libéral du Québec:

M. Georges Farrah (Îles-de-la-Madeleine) et M. Yvan Bordeleau (Acadie) comme membres ainsi que M. Norman MacMillan (Papineau) et M. Michel Bissonnet (Jeanne-Mance) comme membres suppléants.

Par le Parti Action Démocratique du Québec:

M. Mario Dumont (Rivière-du-Loup).

Déposé par	:	M. Roger Bertrand, président
Dépôt n°	:	40-941202
Document	:	Avis de classement de la Commission des biens culturels concernant le Théâtre Outremont, à Outremont, en vertu de l'article 29 de la <i>Loi sur les biens culturels</i> .
Déposé par	:	Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Dépôt n°	:	62-941205
Document	:	Avant-projet de loi intitulé «Loi sur la souveraineté du Québec» (versions française et anglaise).
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	65-941206
Document	:	Document décrivant le processus d'information et de participation des citoyens du Québec qui sera mis en oeuvre pour la discussion et la bonification de l'avant-projet de loi «Loi sur la souveraineté du Québec».
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	66-941206
Document	:	Texte d'une motion que le leader du gouvernement fera inscrire au <i>Feuilleton et préavis</i> du 7 décembre 1994 quant au rôle de la Commission des institutions dans ledit processus.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	67-941206
Document	:	Communiqué, en date du 9 décembre 1994, émis par la Commission des droits de la personne du Québec, concernant les mouvements racistes et l'incitation à la discrimination.
Déposé par	:	Mme Houda-Pepin (La Pinière)
Dépôt n°	:	109-941209
Document	:	Série de documents faisant état des modalités de l'étude des crédits supplémentaires pour les années 1989 à 1994.
Déposé par	:	M. Chevette, leader du gouvernement
Dépôt n°	:	131-941212

Document : Décret n° 871-94 concernant l'approbation du plan d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 1994 au 31 mai 1999 et le décret n° 872-94 concernant l'approbation du plan d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 1995 au 31 mai 2000.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 132-941213

Document : Rapport du Directeur général des élections du Québec sur les résultats officiels des élections générales du 12 septembre 1994 et de l'élection tenue, le 24 octobre 1994, dans la circonscription électorale de Saint-Jean, et ce, en vertu de l'article 381 de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3).

Déposé par : M. Roger Bertrand, président

Dépôt n° : 144-941213

Document : Rapport du Vérificateur général du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président

Dépôt n° : 145-941213

Document : Quatre documents préparés à l'intention de M. Jacques Parizeau, premier ministre: le premier, une déclaration faite à l'occasion d'une conférence de presse tenue le 14 septembre 1994; le deuxième, des notes pour une allocution prononcée devant les membres du Canadian Club, le 22 novembre 1994; le troisième, des notes pour le discours d'ouverture de la 35^e Législature de l'Assemblée nationale, prononcé le 29 novembre 1994; le quatrième, le texte d'une allocution prononcée devant le Conseil national du Parti Québécois, le 5 novembre 1994.

Déposé par : M. Bordeleau (Acadie)

Dépôt n° : 153-941214

Document : Rapport des universités sur l'implication des règles budgétaires annuelles sur le niveau de leurs effectifs, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1994, et ce, conformément à l'article 6 de la *Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics* (Lois du Québec 1993, c. 35).

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 156-941215

Document : Recommandations du commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité, pour la période du 1^{er} novembre 1993 au 30 avril 1994.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice

Dépôt n° : 158-941215

Document : Extrait du *Journal des débats* de l'Assemblée nationale pour la séance du lundi 5 décembre 1994 faisant état de la présentation du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

Déposé par : M. Paradis, leader de l'opposition officielle
Dépôt n° : 159-941215

Document : Trois documents du ministère de l'Éducation du Québec : le premier, un document explicatif, en date du 10 août 1993, portant sur un projet de loi modifiant la *Loi sur l'instruction publique* et la *Loi sur les élections scolaires*; le deuxième, un rapport de consultation, en date de mars 1993, et le troisième, un mémoire, en date du 15 juin 1993, ces deux derniers documents portant sur l'évaluation du processus électoral scolaire.

Déposé par : M. Ouimet (Marquette)
Dépôt n° : 160-941215

Document : Offre du gouvernement du Québec en réponse aux revendications territoriales globales des nations atikamekw et montagnaise.

Déposé par : M. Landry, vice-premier ministre, au nom de M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n° : 161-941216

Document : Lettre, en date du 14 décembre 1994, que lui a expédiée M. Armand Couture, président et chef de l'exploitation d'Hydro-Québec, demandant le report des activités relatives au processus d'évaluation environnementale du projet Grande-Baleine, ainsi que d'une série de lettres que le ministre a expédiées en conséquence à certains intervenants dans ledit processus.

Déposé par : M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune
Dépôt n° : 163-941216

Document : Cinq lettres, en date du 15 décembre 1994, expédiées à M. David Payne, député de Vachon et président de la Commission de la culture, par des membres de ladite commission appartenant au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, concernant une séance trimestrielle de vérification d'engagements financiers prévue pour le 16 décembre 1994.

Déposé par : M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle
Dépôt n° : 166-941216

Document : Entente sur un échange de renseignements entre le ministère de la Sécurité du revenu et la Société de l'assurance automobile du Québec, et ce, en vertu de l'article 70 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1).

Déposé par : Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu
Dépôt n° : 169-941219

Document : Liste de députés appartenant au Parti Québécois qui auraient pris position dans le dossier de la loterie vidéo, accompagnée d'une lettre, en date du 26 août 1994, que M. Serge Ménard, député de Laval-des-Rapides, a expédiée à M. Henley Song, président de l'Association de l'amusement du Québec.

Déposé par : M. Paradis, leader de l'opposition officielle
Dépôt n° : 170-941219

Document : Série de documents portant sur une demande de la part de Charette Excavation inc., de Saint-Jovite, auprès de la Commission des transports du Québec, en matière du transfert d'un permis de camionnage.

Déposé par : M. Mulcair (Chomedey)
Dépôt n° : 176-941219

Document : Comptes publics du gouvernement du Québec, en trois volumes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994 (versions française et anglaise), et ce, en vertu de l'article 71 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6).

Déposé par : M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n° : 177-941220

Document : Décret n° 185491, en date du 22 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs du Centre de recherche industrielle du Québec.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
Dépôt n° : 178-941220

Document : Décret n° 185492, en date du 22 juin 1994, concernant l'exemption de la Société Innovatech du Grand Montréal de l'application de la section II de la *Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Dépôt n° : 179-941220

Document : Décret n° 185487, en date du 22 juin 1994, concernant l'exemption de l'Institut québécois du cinéma de l'application de la section II de la *Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics.*

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de Mme Dionne-Marsolais, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française

Dépôt n° : 180-941220

Document : Décret n° 185427, en date du 14 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société de la Place des arts de Montréal.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de Mme Dionne-Marsolais, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française

Dépôt n° : 181-941220

Document : Décret n° 185488, en date du 22 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société du Grand Théâtre de Québec.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de Mme Dionne-Marsolais, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française

Dépôt n° : 182-941220

Document : Décret n° 185489, en date du 22 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société générale des industries culturelles.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de Mme Dionne-Marsolais, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française

Dépôt n° : 183-941220

Document : Décret n° 185431, en date du 14 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Commission des droits de la personne.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de M. Bégin, ministre de la Justice

Dépôt n° : 184-941220

Document : Décret n° 185429, en date du 14 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Fondation de la faune du Québec.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune

Dépôt n° : 185-941220

Document : Décret n° 185568, en date du 6 juillet 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société de récupération et de recyclage du Québec.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune

Dépôt n° : 186-941220

Document : Décret n° 185570, en date du 6 juillet 1994, concernant l'exemption du Fonds de la recherche en santé du Québec de l'application de la section II de la *Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux

Dépôt n° : 187-941220

Document : Décret n° 185362, en date du 7 juin 1994, concernant le plan de réduction de l'effectif d'Hydro-Québec.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de M. Gendron, ministre des Ressources naturelles

Dépôt n° : 188-941220

Document : Décret n° 185361, en date du 7 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société des établissements de plein air du Québec.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme

Dépôt n° : 189-941220

Document : Décret n° 185493, en date du 22 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société du Palais des congrès de Montréal.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme

Dépôt n° : 190-941220

Document : Décret n° 185486, en date du 22 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Dépôt n° : 191-941220

Document : Décret n° 185976, en date du 31 août 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu

Dépôt n° : 192-941220

Document : Décret n° 185428, en date du 14 juin 1994, concernant le plan de réduction des effectifs de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor au nom de Mme Harel, ministre de l'Emploi

Dépôt n° : 193-941220

Document : Décret n° 185567, en date du 6 juillet 1994, concernant le plan de réduction des effectifs du Conseil des services essentiels.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor

Dépôt n° : 194-941220

Document : Décret n° 185432, en date du 14 juin 1994, concernant le plan de réduction de l'effectif de la Société immobilière du Québec.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor

Dépôt n° : 195-941220

Document : Liste de certaines personnes et de certains organismes appartenant aux communautés culturelles du Québec.

Déposé par : M. Cusano (Viau)

Dépôt n° : 199-941220

Document : Vidéocassette d'un extrait de l'émission «Raison passion» diffusée le samedi 3 décembre 1994 et comprenant une entrevue de Mme Denise Bombardier avec Mme Marie Malavoy, députée de Sherbrooke, cette vidéocassette étant accompagnée d'un article, publié dans le journal *La Presse* du 26 novembre 1994, concernant la démission de la députée de Sherbrooke du poste de ministre de la Culture et des Communications.

Déposé par : M. Paradis, leader de l'opposition officielle

Dépôt n° : 200-941220

Document : Lettre, en date du 19 décembre 1994, que lui a expédiée M. André Ménard, président et directeur général de la Commission de la construction du Québec, concernant la réalisation des plans d'action faisant suite au rapport spécial du Vérificateur général du Québec.

Déposé par : Mme Harel, ministre de l'Emploi

Dépôt n° : 201-941220

Document : Annexe à la déclaration contenant divers renseignements supplémentaires sur le crédit d'impôt «Premier toit».

Déposé par : M. Campeau, ministre des Finances

Dépôt n° : 202-941221

Document : Décret n° 1711-94 du gouvernement du Québec concernant l'approbation du plan triennal des activités du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche pour 1994-1997.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 211-941221

Document : Guide de préparation de la revue de programmes 1995-1996 du gouvernement du Québec.

Déposé par : M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis)

Dépôt n° : 219-941221

Document : Lettre que lui a adressée M. Parizeau, premier ministre, en date du 20 janvier 1995, demandant qu'il prenne les dispositions pour que l'Assemblée nationale se réunisse d'urgence, à compter de 10 heures, le jeudi 26 janvier 1995, afin de poursuivre l'étude de divers projets de loi inscrits au *Feuilleton et préavis* du 21 décembre 1994 et, si nécessaire, afin de présenter un projet de loi visant à assurer la reprise des services à la Société de transport de la Communauté urbaine de Québec et de procéder à son étude et adoption.

- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
 Dépôt n° : 220-950126
- Document : Nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 26 janvier 1995.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
 Dépôt n° : 222-950126
- Document : Texte, en date du 16 janvier 1995, en ajout à la synthèse des travaux des deux comités de la Conférence régionale de l'AHQ-03 sur les compressions budgétaires déposée à la réunion de l'exécutif du 9 décembre 1994.
- Déposé par : M. Marsan (Robert-Baldwin)
 Dépôt n° : 223-950126
- Document : Lettre, en date du 26 janvier 1995, adressée à M. Parizeau, premier ministre, par M. Benoît Gendron, représentant du Regroupement des cancéreux du Québec, concernant des coupures de services à l'Hôtel-Dieu de Québec.
- Déposé par : M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine)
 Dépôt n° : 225-950127
- Document : Liste des députés désignés comme membres et membres suppléants du Bureau de l'Assemblée nationale:

Par le Parti Québécois:

M. Yves Beaumier (Champlain), Mme Solange Charest (Rimouski), M. Jean-Pierre Jolivet (Laviolette), M. Gérard-Raymond Morin (Dubuc) et M. Robert Perreault (Mercier) comme membres, ainsi que M. Michel Côté (La Peltre), M. Léandre Dion (Saint-Hyacinthe), M. Michel Morin (Nicolet-Yamaska) et M. Gabriel-Yvan Gagnon (Saguenay) comme membres suppléants.

Par le Parti Libéral du Québec:

M. Georges Farrah (Îles-de-la-Madeleine), M. Yvan Bordeleau (Acadie) et M. Norman MacMillan (Papineau) comme membres, ainsi que M. Michel Bissonnet (Jeanne-Mance), M. Jean-Claude Gobé (LaFontaine) et Mme Nicole Loiselle (Saint-Henri—Sainte-Anne) comme membres suppléants.

Par le parti Action Démocratique du Québec:

M. Mario Dumont (Rivière-du-Loup).

Déposé par	:	M. Roger Bertrand, président
Dépôt n°	:	230-950202
Document	:	Note faisant état d'un énoncé de M. André Dicaire, secrétaire du Conseil du trésor, relativement aux coûts de télédiffusion des débats des commissions régionales sur l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	234-950202
Document	:	Note concernant un extrait d'entrevue avec la députée de Marguerite-Bourgeoys, Mme Liza Frulla, à l'émission Raison Passion animée par Mme Denise Bombardier.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	235-950202
Document	:	Communiqué de presse en date du 31 janvier 1995, ainsi que d'un erratum en date du 2 février 1995, diffusés par le Syndicat des infirmières et infirmiers de l'Est du Québec concernant la fermeture de lits au centre hospitalier d'Amqui.
Déposé par	:	M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine)
Dépôt n°	:	238-950203
Document	:	Liste des entreprises ayant fait des représentations auprès du ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie au sujet du litige Québec-Ontario en matière de construction.
Déposé par	:	M. Tremblay (Outremont)
Dépôt n°	:	239-950203
Document	:	Lettre, en date du 9 février 1995, qu'il adressait à M. Jacques Parizeau, premier ministre, présentant son rapport des faits en relation avec la décision rendue le 3 février 1995 sur la motion de suspension des règles de procédure concernant le projet de loi 46, présentée par le leader du gouvernement.
Déposé par	:	M. Roger Bertrand, président
Dépôt n°	:	241-950314
Document	:	Lettre, en date du 9 février 1995, qu'il adressait à M. Daniel Johnson, chef de l'opposition officielle, présentant son rapport des faits en relation avec la décision rendue le 3 février 1995 sur la motion de suspension des règles de procédure concernant le projet de loi 46, présentée par le leader du gouvernement.
Déposé par	:	M. Roger Bertrand, président
Dépôt n°	:	242-950314

Document	:	Tableau du temps consacré aux questions et aux réponses au cours des vingt dernières périodes de questions de chacune des trois dernières sessions de l'Assemblée nationale.
Déposé par	:	M. Roger Bertrand, président
Dépôt n°	:	243-950314
Document	:	Message de Sa Majesté la reine Elizabeth II à l'occasion du Jour du Commonwealth, qui était célébré le 13 mars dernier.
Déposé par	:	M. Roger Bertrand, président
Dépôt n°	:	246-950314
Document	:	Avis de la Commission des biens culturels concernant le classement du site de la chute Montmorency à Beauport et Boischatel, conformément à l'article 29 de la <i>Loi sur les biens culturels</i> .
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre et ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	250-950315
Document	:	État du rapport et des dépenses encourues au 13 mars 1995 pour un mandat spécial autorisé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> (L.R.Q., c. A-6) et du décret 243-95 du 1 ^{er} mars 1995.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n°	:	258-950315
Document	:	Lettre, en date du 10 mars 1995, adressée à Mme Geneviève Guimour, du Service de recherche du Parti Libéral du Québec, par M. Gilles Tremblay, de la Direction générale des corporations d'Industrie Canada, concernant la société Lagarto Canada Inc.
Déposé par	:	M. Lefebvre (Frontenac)
Dépôt n°	:	262-950315
Document	:	Crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1996.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n°	:	267-950323
Document	:	Lettre, en date du 17 mars 1995, adressée à M. Sylvain Simard, président de la Commission des institutions, par M. Martin-Philippe Côté, attaché politique au Cabinet du leader du gouvernement, concernant la convocation de la commission pour le 23 mars 1995, afin de poursuivre ses consultations particulières sur la justice administrative, et l'horaire des auditions.
Déposé par	:	M. Chevrete, leader du gouvernement
Dépôt n°	:	269-950323

Document : Lettre, en date du 6 mai 1994, adressée à M. Réjean Doyon, président de la Commission de la culture, par Mme Johanne Whittom, directrice adjointe du Cabinet du leader du gouvernement, concernant l'horaire modifié des auditions publiques de la commission portant sur le rapport de la Commission d'accès à l'information sur la mise en oeuvre de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
Dépôt n° : 270-950323

Document : Mise en demeure, en date du 22 février 1995, adressée à M. Roger Goyette, ancien directeur par intérim des services administratifs du Centre de réadaptation la Maison, de Rouyn-Noranda, par Me Jacques Reeves, de Beauvais, Truchon & Associés, au sujet d'allégations concernant des dirigeants et des administrateurs de ce centre.

Déposé par : M. Beaudet (Argenteuil)
Dépôt n° : 271-950328

Document : Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada.

Déposé par : Mme Beaudoin, ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes
Dépôt n° : 275-950330

Document : Lettre, en date du 29 mars 1995, qu'il adressait à M. Lucien Bouchard, Chef du Bloc québécois, concernant des propos tenus par Mme Suzanne Tremblay, députée de cette formation politique, au sujet de la ville de Hull.

Déposé par : M. LeSage (Hull)
Dépôt n° : 276-950330

Document : Série de tableaux faisant état de l'impact du budget fédéral 1995 sur les finances du gouvernement du Québec.

Déposé par : M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n° : 279-950330

Document : Tableau, en date du 30 mars 1995, indiquant les transferts fédéraux au Québec.

Déposé par : M. Bourbeau (Laporte)
Dépôt n° : 280-950330

- Document : Liste du nombre d'attachés politiques pour chacun des ministères du gouvernement du Québec.
- Déposé par : M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis)
- Dépôt n° : 281-950330
- Document : Documents d'information concernant un contrat octroyé par le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration à la firme Marketel, dans le cadre d'une campagne de sensibilisation au rapprochement interculturel initiée par le ministère.
- Déposé par : M. Parizeau, premier ministre
- Dépôt n° : 282-950330
- Document : Prévisions budgétaires 1995-1996 et le rapport financier préliminaire 1994-1995 du Directeur général des élections du Québec.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, Président
- Dépôt n° : 283-950404
- Document : Prévisions budgétaires 1995-1996 et le rapport financier préliminaire 1994-1995 de la Commission de la représentation électorale du Québec.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
- Dépôt n° : 284-950404
- Document : Mémoire, en date du 15 juin 1994, adressé au Conseil des ministres par M. André Bourbeau, ministre des Finances, et M. Georges Farrah, ministre délégué à l'Industrie, au Commerce, à la Science et à la Technologie et responsable du Tourisme, concernant la privatisation du centre de ski du Mont Sainte-Anne.
- Déposé par : M. Fillion (Montmorency)
- Dépôt n° : 285-950404
- Document : Communiqué, en date du 6 mars 1995, émis par le bureau du député de Montmorency concernant la vente du Mont Sainte-Anne.
- Déposé par : M. Fillion (Montmorency)
- Dépôt n° : 286-950404
- Document : Jugement, en date du 28 février 1994, rendu par le juge Paul Trudeau de la Cour supérieure dans la cause Coopérative de commerce des Mille-Îles et André Malo, Paul Bélanger et Pierre Laporte contre la Société des alcools du Québec.
- Déposé par : M. Bourbeau (Laporte)
- Dépôt n° : 295-950405
- Document : Décret n° 378-95, en date du 22 mars 1995, concernant le transfert de la propriété de certains biens meubles et immeubles à la Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ).

Déposé par	:	Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme
Dépôt n°	:	301-950413
Document	:	Document, publié par le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, intitulé <i>La conjoncture économique des régions du Québec en 1994</i> .
Déposé par	:	M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
Dépôt n°	:	302-950413
Document	:	Conditions de travail et curriculum vitae de Me Daniel Jacoby, ainsi qu'un extrait de la <i>Loi sur le Protecteur du citoyen</i> .
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	303-950413
Document	:	Conditions de travail de Me Michel Laporte et de Me Diane Boissinot.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	304-950413
Document	:	Tableau de l'horaire des commissions parlementaires qui siégeront du lundi 24 avril au jeudi 27 avril 1995.
Déposé par	:	M. Chevrette, leader du gouvernement
Dépôt n°	:	305-950413
Document	:	Notes explicatives sur les prévisions budgétaires 1995-1996 et le rapport financier préliminaire 1994-1995 du Directeur général des élections du Québec.
Déposé par	:	M. Roger Bertrand, président
Dépôt n°	:	306-950425
Document	:	Notes explicatives sur les prévisions budgétaires 1995-1996 et le rapport financier préliminaire 1994-1995 de la Commission de la représentation électorale du Québec.
Déposé par	:	M. Roger Bertrand, président
Dépôt n°	:	307-950425
Document	:	Rapport de la Commission nationale sur l'avenir du Québec, en date du 19 avril 1995.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	308-950425
Document	:	Projet de rapport du Comité sur l'évolution du fédéralisme canadien.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	309-950425

Document : Tableau comparatif des coûts de location des bureaux de comté des ministres avant et après le 12 septembre 1994.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor

Dépôt n° : 310-950425

Document : Liste des bureaux de comté des ministères et des loyers mensuels.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor

Dépôt n° : 311-950425

Document : Rapport de l'Inspecteur général des institutions financières sur la tarification en assurance automobile pour l'année 1994.

Déposé par : M. Campeau, ministre des Finances

Dépôt n° : 314-950426

Document : Tableau préparé par le député de Laporte, intitulé «Budget de l'an II afin de respecter la promesse du Parti Québécois d'équilibrer les opérations courantes en deux ans».

Déposé par : M. Bourbeau (Laporte)

Dépôt n° : 317-950426

Document : Tableau faisant état de la variation des dépenses de certaines provinces canadiennes pour les années 1994-1995 et 1995-1996.

Déposé par : M. Bourbeau (Laporte)

Dépôt n° : 318-950427

Document : Deux lettres, en date du 31 mars 1995, échangées entre M. Roger Dumont, président du conseil d'administration du Centre de réadaptation La Maison, de Rouyn-Noranda, et M. Jean Royer, chef de cabinet du Premier ministre, concernant une requête relative aux services de M. Jean-Claude Beauchemin.

Déposé par : M. Parizeau, premier ministre

Dépôt n° : 319-950502

Document : Document intitulé «Le Québec qu'on veut bâtir: la Charte d'un Québec populaire», publié en 1994 par le regroupement Solidarité populaire Québec.

Déposé par : Mme Barbeau (Vanier)

Dépôt n° : 320-950502

Document : Série de documents ayant trait à la vente des actions de IAF BioChem International inc. détenues par l'Institut Armand-Frappier à la Caisse de dépôt et placement du Québec et au Fonds de solidarité des travailleurs du Québec.

Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
Dépôt n° : 325-950503

Document : Jugement, en date du 28 octobre 1994, rendu par le juge Denis Lavergne de la Cour du Québec dans la cause La Reine contre Antonio Flamand.

Déposé par : M. Beaudet (Argenteuil)
Dépôt n° : 326-950503

Document : Vidéocassette contenant un reportage diffusé en avril dernier par CHOT-TV concernant une pénurie de guides français sur l'exemption en gains de capital constatée au bureau de Revenu Québec à Hull.

Déposé par : M. LeSage (Hull)
Dépôt n° : 327-950503

Document : Deux ententes d'échange de renseignements conclues en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*: la première, entre le ministère de la Sécurité du revenu et le ministère de la Sécurité publique, et la deuxième entre le ministère de la Sécurité du revenu et la Régie des rentes du Québec concernant les prestataires admissibles à une rente d'invalidité, ainsi que les avis favorables de la Commission d'accès à l'information.

Déposé par : Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu
Dépôt n° : 328-950504

Document : Étude préliminaire, en date du 29 avril 1991, préparée par la firme Touristicom inc. sur le projet d'établissement d'un casino à l'européenne à Québec.

Déposé par : M. Dumont (Rivière-du-Loup)
Dépôt n° : 329-950504

Document : Document de travail, préparé par MM. Mario Polese et Sylvain Lefebvre pour l'INRS-Urbanisation, intitulé *Souveraineté du Québec et localisation des fonctions administratives des entreprises*.

Déposé par : M. Le Hir, ministre délégué à la Restructuration
Dépôt n° : 330-950509

Document : Sommaire des opérations financières pour 1994-1995.
Déposé par : M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n° : 332-950509

Document : Sommaire des opérations financières pour 1995-1996.
Déposé par : M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n° : 333-950509

Document : Tableau indiquant l'incidence du budget fédéral de 1995 sur le déficit budgétaire et le solde des opérations courantes du gouvernement du Québec.

Déposé par : M. Campeau, ministre des Finances

Dépôt n° : 334-950509

Document : Lettre, en date du 10 mai 1995, qu'il adressait à M. René Marcil, président de la Fédération québécoise de hockey sur glace, concernant une décision de la fédération d'abaisser l'âge des joueurs dans les divisions du hockey mineur.

Déposé par : M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, responsable du loisir et des sports

Dépôt n° : 348-950510

Document : Trois lettres, en date des 2, 9 et 15 mai 1995, échangées entre Me André Joli-Coeur, du groupe Joli-Coeur, Lacasse, Lemieux, Simard, St-Pierre, et Me Marcel Aubut, président du Club de hockey Les Nordiques, concernant une offre du gouvernement du Québec pour venir en aide à ce club.

Déposé par : M. Parizeau, premier ministre

Dépôt n° : 357-950516

Document : Liste des membres du groupe parlementaire formant le gouvernement qui composeront la commission spéciale chargée d'étudier le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle.

Déposé par : M. Jolivet, whip en chef du gouvernement

Dépôt n° : 361-950517

Document : Liste des membres du groupe parlementaire formant l'opposition officielle qui composeront la commission spéciale chargée d'étudier le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle.

Déposé par : M. Farrah, whip en chef de l'opposition officielle

Dépôt n° : 362-950517

Document : Lettre, en date du 13 janvier 1995, qu'il adressait à M. Pierre Bourque, maire de la ville de Montréal, concernant un problème de zonage qui le touche en sa qualité de résidant de cette ville.

Déposé par : M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Dépôt n° : 371-950517

Document : Lettre, en date du 28 février 1995, qu'il adressait à M. Pierre Bourque, maire de la ville de Montréal, en remplacement de sa lettre précédente concernant un problème de zonage qui le touche en sa qualité de résidant de cette ville.

Déposé par : M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Dépôt n° : 372-950517

Document : Extrait de la transcription d'une conférence de presse donnée le 25 novembre 1994 par le Premier ministre du Québec, M. Jacques Parizeau, au sujet de la démission de Mme Malavoy (Sherbrooke) du Conseil des ministres, accompagné d'un article publié le 1^{er} décembre 1994 dans le *Journal de Québec*.

Déposé par : M. Paradis, leader de l'opposition officielle

Dépôt n° : 375-950518

Document : Extrait de la transcription d'une conférence de presse donnée le 15 mai 1995 par le Directeur général des élections du Québec, M. Pierre-F. Côté, au sujet d'infractions à la *Loi électorale*.

Déposé par : M. Gendron, leader adjoint du gouvernement

Dépôt n° : 376-950518

Document : Lettre, en date du 17 mai 1995, qu'il adressait aux signataires de la pétition qui vient d'être déposée par le député de Viger apportant des précisions sur le rôle du Centre hospitalier Maisonneuve-Rosemont.

Déposé par : M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux

Dépôt n° : 381-950518

Document : Extrait des galées du *Journal des débats*, en date du 19 mai 1995, rapportant certains propos du député de Matane, M. Mathias Rioux, à la Commission de l'éducation.

Déposé par : M. Gauthrin (Verdun)

Dépôt n° : 385-950523

Document : Procès-verbal, en date du 24 mai 1995, d'une entente de principe sur les questions afférentes à la protection et au développement durable des activités agricoles en zone agricole.

Déposé par : M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Dépôt n° : 387-950525

Document : Facture, en date du 19 août 1994, adressée au Carrefour Jeunesse-Emploi de l'Outaouais par M. Marcel Painchaud pour honoraires professionnels, ainsi qu'une réquisition, en date du 22 août 1994, pour l'achat d'une valise.

Déposé par	:	M. Paradis, leader de l'opposition officielle
Dépôt n°	:	393-950525
Document	:	Communiqué de presse, en date du 23 mai 1995, émis par M. Maurice Fex, président du conseil d'administration de Carrefour Jeunesse-Emploi de l'Outaouais, concernant des propos qu'a tenus la députée de Chapleau, Mme Claire Vaive, à l'endroit de Mme Martine Morissette relativement à sa gestion de l'organisme.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	394-950525
Document	:	Nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 30 mai 1995.
Déposé par	:	M. Roger Bertrand, président
Dépôt n°	:	395-950530
Document	:	Lettre, en date du 25 mai 1995, qu'elle adressait à M. Pierre-F. Côté, Directeur général des élections du Québec, concernant la gestion financière de Mme Martine Morissette en tant que directrice générale de Carrefour Jeunesse-Emploi de l'Outaouais.
Déposé par	:	Mme Vaive (Chapleau)
Dépôt n°	:	396-950530
Document	:	Lettre, en date du 29 mai 1995, adressée à M. Ghislain Picard, Chef régional de l'Assemblée des Premières Nations, par M. David Cliche, adjoint parlementaire du premier ministre pour les affaires autochtones, concernant sa décision de ne pas participer à la réunion de l'Assemblée des Premières Nations tenue cette semaine.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	410-950531
Document	:	Détail des honoraires de Me André Joli-Coeur relativement au dossier du Club de hockey Les Nordiques.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	415-950602
Document	:	Lettre, en date du 1 ^{er} décembre 1994, qui lui était adressée par M. Pierre Bibeau, président-directeur général de la Régie des installations olympiques, concernant les mesures de gestion de sources de risque associées à la toiture du Stade olympique.
Déposé par	:	Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme
Dépôt n°	:	418-950602
Document	:	Liste des lauréats du Mérite municipal 1995.
Déposé par	:	M. Chevrette, ministre des Affaires municipales
Dépôt n°	:	428-950605

Document : Liste des organismes qui pourraient être ajoutés à celle proposée par le ministre de la Justice dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.

Déposé par : M. Paradis, leader de l'opposition officielle
Dépôt n° : 429-950605

Document : Extrait du Programme régional d'incitatifs au maintien de l'accessibilité des lits des CHSCD à longueur d'année, en date du 24 mai 1990.

Déposé par : M. Ouimet (Marquette)
Dépôt n° : 430-950605

Document : Communiqué rapportant des propos tenus à différents moments depuis le 5 décembre 1994 par certains députés du Parti libéral du Québec relativement au projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.

Déposé par : M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale
Dépôt n° : 437-950606

Document : Crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1996.

Déposé par : M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n° : 438-950607

Document : Extrait du Procès-verbal de la séance du 6 juin 1995 de l'Assemblée nationale.

Déposé par : M. Williams (Nelligan)
Dépôt n° : 444-950607

Document : Copie d'une entente entre le Conseil de bande de Kitigan Zibi Anishinabeg, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec concernant l'établissement et le maintien d'un corps de police dans le territoire de la communauté algonquine de Kitigan Zibi Anishinabeg (versions française et anglaise).

Déposé par : M. Ménard, ministre de la Sécurité publique
Dépôt n° : 446-950608

Document : Lettre, en date du 7 juin 1995, qu'il adressait à M. René Marcil, président de la Fédération québécoise de hockey sur glace, concernant la problématique du changement des catégories d'âge au hockey mineur.

Déposé par : M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, responsable du loisir et des sports
Dépôt n° : 447-950608

Document : Lettre, en date du 1^{er} juin 1995, adressée à M. Paul Bégin, ministre de la Justice, par M. Denis Perron, député de Duplessis, concernant le projet de loi, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.

Déposé par : M. Mulcair (Chomedey)

Dépôt n° : 459-950609

Document : Copie du mandat confié à des chercheurs de la Chaire Bombardier en gestion du changement technologique dans les PME par l'Institut national de recherche scientifique concernant l'étude «Souveraineté et PME».

Déposé par : M. Le Hir, ministre délégué à la Restructuration

Dépôt n° : 461-950612

Document : Copie du calendrier des rencontres du Comité interministériel sur l'exercice des moyens de pression dans les services publics et, plus particulièrement, le secteur municipal.

Déposé par : Mme Harel, ministre de l'Emploi

Dépôt n° : 465-950612

Document : Lettre, en date du 12 juin 1995, qu'il a reçue de M. Jean Filion, député de la circonscription électorale de Montmorency, l'informant de sa décision de siéger à titre de député indépendant à l'Assemblée nationale.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président

Dépôt n° : 469-950613

Document : Lettre, en date du 6 juin 1995, adressée à M. Paul Bégin, ministre de la Justice, par Mme Jeanne L. Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, lui transmettant les revendications de la Conférence permanente sur la sécurité du revenu concernant le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.

Déposé par : M. Mulcair (Chomedey)

Dépôt n° : 480-950613

Document : Série de documents relatifs à un appel d'offres lancé, puis retiré, par la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre pour la fourniture de services de buanderie au pavillon Maisonneuve de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont, ainsi que des extraits de listes de contributions au Parti Québécois dans le comté de L'Assomption.

Déposé par : M. Beaudet (Argenteuil)

Dépôt n° : 488-950614

Document : Dépliant préparé par la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain concernant le financement de la résidence

Déposé par	:	officielle du Premier ministre à Québec.
Dépôt n°	:	M. Bordeleau (Acadie) 489-950614
Document	:	Lettre, en date du 9 novembre 1994, adressée à M. Raymond Lavoie, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, par M. Louis Bernard, Secrétaire général et greffier du Conseil exécutif, concernant la résidence officielle du premier ministre à Québec, ainsi que copie du bail dudit immeuble.
Déposé par	:	M. Chevrette, leader du gouvernement, au nom de M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	490-950615
Document	:	Copie de deux lettres concernant la problématique du changement des catégories d'âge au hockey mineur: la première, en date du 15 juin 1995, adressée au ministre par M. Roger Landry, président-directeur général de la Régie de la sécurité dans les sports du Québec, et la deuxième, en date du 16 juin 1995, que le ministre adressait à M. René Marcil, président de la Fédération québécoise de hockey sur glace.
Déposé par	:	M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, responsable du loisir et des sports
Dépôt n°	:	502-950616
Document	:	Document faisant état de la situation relative à différents contrats de service de buanderie accordés par la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre sur l'ensemble de son territoire.
Déposé par	:	M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
Dépôt n°	:	508-950616
Document	:	Copie d'un communiqué, en date du 15 juin 1995, de l'agence de presse NTR concernant l'enquête du juge en chef de la Cour du Québec sur les activités du coroner Marc-André Bouliane.
Déposé par	:	M. Dumont (Rivière-du-Loup)
Dépôt n°	:	520-950616
Document	:	Lettre, en date du 14 juin 1995, que lui adressait le coroner Marc-André Bouliane concernant des documents contenant des renseignements personnels sur le coroner Bouliane que M. Dumont aurait en sa possession.
Déposé par	:	M. Dumont (Rivière-du-Loup)
Dépôt n°	:	521-950616

Document : Copie d'un article publié le 14 juin 1995 dans le journal *La Frontière* d'Abitibi-Témiscamingue, concernant la fermeture possible des hôpitaux de Malartic et de Ville-Marie.

Déposé par : M. Marsan (Robert-Baldwin)

Dépôt n° : 530-950619

Document : Extrait d'un formulaire de soumission adressé au Service régional de buanderie de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre par la buanderie Blanchelle inc., de Repentigny.

Déposé par : M. Beaudet (Argenteuil)

Dépôt n° : 531-950619

Document : Trois documents, publiés en mai 1995 par le Secrétariat à la restructuration du gouvernement du Québec et distribués par le Barreau du Québec, portant sur des études économiques, financières et juridiques ayant trait à la souveraineté du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice

Dépôt n° : 532-950619

Document : Dépliant électoral qu'il faisait parvenir aux citoyens du comté de Papineau alors qu'il se portait candidat du Parti libéral à l'élection provinciale du 12 septembre 1994.

Déposé par : M. MacMillan (Papineau)

Dépôt n° : 533-950619

Document : Décret n° 764-95 concernant une réduction du capital-actions émis et payé de REXFOR et un remboursement correspondant de capital et le décret n° 765-95 concernant une réduction du capital-actions émis et payé de SOQUIP et un remboursement correspondant de capital, adoptés le 7 juin 1995.

Déposé par : M. Campeau, ministre des Finances

Dépôt n° : 540-950620

Document : Lettre, en date du 16 juin 1995, qu'il recevait du Président de l'Assemblée nationale, M. Roger Bertrand, en réponse à une question que le député de Pontiac lui avait adressée le 7 juin dernier relativement à des rappels à l'ordre.

Déposé par : M. Middlemiss (Pontiac)

Dépôt n° : 558-950620

Document : Copie d'un communiqué de presse, émis le 16 juin 1995 par la firme Standard & Poor's, concernant la cote de crédit du gouvernement du Québec et d'Hydro-Québec.

Déposé par : M. Johnson, chef de l'opposition officielle

Dépôt n°	:	559-950620
Document	:	Document, publié par le ministère de l'Éducation du Québec, contenant les résultats aux épreuves uniques de juin 1994 par commission scolaire et par école, ainsi que le taux de réussite par commission scolaire (versions française et anglaise).
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	562-950621
Document	:	Édition 1994 du document intitulé <i>Indicateurs de l'éducation</i> publié par le ministère de l'Éducation du Québec (versions française et anglaise).
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	563-950621
Document	:	Document, publié par le ministère de l'Éducation, contenant les résultats aux épreuves uniques de juin 1994 par établissement privé (versions française et anglaise).
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	564-950621
Document	:	Copie de l'entente spécifique entre le Conseil de la nation huronne-wendat et le gouvernement du Québec concernant la chasse à l'orignal par les Hurons-Wendat pour la saison 1995.
Déposé par	:	M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune
Dépôt n°	:	567-950621
Document	:	Guides servant à la Présidence pour la période de questions à l'Assemblée nationale.
Déposé par	:	M. Roger Bertrand, président
Dépôt n°	:	593-950621
Document	:	Compilation de la durée moyenne des questions et des réponses, principales et complémentaires, comparée à la durée cible du temps de questions et réponses pour la présente législature.
Déposé par	:	M. Roger Bertrand, président
Dépôt n°	:	594-950621
Document	:	Lettre, en date du 14 juillet 1994, qu'il recevait de M. Claude Ryan, ministre des Affaires municipales, concernant l'application aux résidents du comté de Montmorency de la contribution des automobilistes au financement du transport en commun.
Déposé par	:	M. Fillion (Montmorency)
Dépôt n°	:	595-950621
Document	:	Copie de trois lettres concernant les droits d'immatriculation de 30

\$ appliqués aux résidants de plusieurs municipalités de son comté: la première, en date du 12 octobre 1994, qu'il adressait au ministre des Affaires municipales, M. Guy Chevrette, et les deux autres, en date des 8 février et 12 avril 1995, qu'il adressait au ministre des Transports, M. Jacques Léonard.

Déposé par : M. Fillion (Montmorency)
 Dépôt n° : 596-950621

Document : Extrait d'un appel d'offres, en date du 8 mars 1995, lancé par la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre pour la fourniture de services de buanderie au pavillon Maisonneuve de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

Déposé par : M. Beaudet (Argenteuil)
 Dépôt n° : 597-950621

Document : Série de documents relatifs au contrat de services de buanderie pour le pavillon Maisonneuve de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

Déposé par : M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
 Dépôt n° : 598-950621

Document : Avant-projet de loi intitulé «Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives afin de favoriser la protection et le développement durable des activités agricoles» (versions française et anglaise).

Déposé par : M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Dépôt n° : 599-950622

Document : Lettre, en date du 9 juin 1995, adressée à Mme France Dionne, députée de Kamouraska-Témiscouata, par M. Benoît Lévesque, secrétaire-trésorier de la Municipalité régionale de comté de L'Islet, concernant le projet de loi 67, accompagnée d'un extrait de la résolution 2956-05-95 adoptée le 8 mai 1995 par le conseil des maires de cette MRC.

Déposé par : M. Mulcair (Chomedey)
 Dépôt n° : 619-950622

Séances extraordinaires

Document : Lettre que lui a adressée M. Parizeau, premier ministre, en date du 5 septembre 1995, demandant qu'il prenne les dispositions pour que l'Assemblée nationale se réunisse d'urgence, à compter de 14 heures, le jeudi 7 septembre 1995, afin qu'elle soit saisie des

mesures suivantes:

- la présentation d'un projet de loi sur l'avenir du Québec;
- une motion du Premier ministre proposant le texte d'une question devant faire l'objet d'une consultation populaire, conformément aux articles 8 et 9 de la *Loi sur la consultation populaire*;
- une motion fixant le montant de la subvention devant être versée à chacun des comités nationaux, conformément à l'article 40 de la *Loi sur la consultation populaire*;
- une motion d'ajournement de l'Assemblée à une date ultérieure à celle prévue au deuxième paragraphe de l'article 19 du Règlement de l'Assemblée nationale;
- si besoin est, toute mesure propre à affirmer les droits, privilèges et prérogatives de l'Assemblée, à protéger ses travaux contre toute ingérence et à garantir que le peuple du Québec pourra effectivement se prononcer sur son avenir.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 620-950907

Document : Lettre, en date du 6 septembre 1995, que lui a adressée l'honorable Louis-Charles Fournier, juge en chef de la Cour du Québec, concernant la désignation des juges de la Cour du Québec devant composer le Conseil du référendum.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 621-950907

Document : Lettre, en date du 14 juillet 1995, qu'il recevait du Président de l'Assemblée nationale, M. Roger Bertrand, concernant les revendications du député de Montmorency relatives à son statut d'indépendant.

Déposé par : M. Filion (Montmorency)
Dépôt n° : 623-950911

Document : Sommaire, en date de septembre 1995, de la position de la Fédération des médecins résidents du Québec concernant la rémunération des médecins spécialistes dans le cadre des compressions budgétaires gouvernementales.

Déposé par : M. Dumont (Rivière-du-Loup)
Dépôt n° : 624-950911

Document : Copie d'un constat d'infraction à la *Loi sur la consultation populaire*, en date du 16 septembre 1992, à l'endroit de Mme Rita Dionne-Marsolais.

Déposé par : M. Paradis, leader de l'opposition officielle
Dépôt n° : 627-950912

Document : Copie du procès-verbal de la Chambre criminelle et pénale de la

- Cour du Québec à Montréal, en date du 5 septembre 1995, relativement à la poursuite adressée à Mme Rita Dionne-Marsolais pour infraction à la *Loi sur la consultation populaire*.
- Déposé par : M. Paradis, leader de l'opposition officielle
 Dépôt n° : 628-950912
- Document : Copie du sommaire du plumitif de la cour, en date du 11 septembre 1995, relativement à la poursuite adressée à Mme Rita Dionne-Marsolais pour infraction à la *Loi sur la consultation populaire*.
- Déposé par : M. Paradis, leader de l'opposition officielle
 Dépôt n° : 629-950912
- Document : Relevé de la situation de la liste d'attente de l'Hôpital Sainte-Justine, en date des 15 novembre 1994, 27 juillet et 22 août 1995.
- Déposé par : M. Marsan (Robert-Baldwin)
 Dépôt n° : 630-950913
- Document : Document relatif à un projet de réforme de la Constitution du Canada.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
 Dépôt n° : 632-950914
- Document : Rapport final, en date du 29 juin 1995, du comité de travail sur la mise en oeuvre de la fusion de la Commission des droits de la personne et de la Commission de protection des droits de la jeunesse.
- Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
 Dépôt n° : 634-950914
- Document : Extrait d'un discours sur la question référendaire qu'il a prononcé, à l'Assemblée nationale, le 11 septembre 1995.
- Déposé par : M. Sirros (Laurier-Dorion)
 Dépôt n° : 636-950914
- Document : Lettre, en date du 1^{er} septembre 1995, adressée à Mme Lucie Brouillette, du Bureau des procureurs du Palais de justice de Montréal, par Me Jean Chartier, du bureau du Directeur général des élections du Québec, concernant le dossier de Mme Rita Dionne-Marsolais.
- Déposé par : M. Paradis, leader de l'opposition officielle
 Dépôt n° : 641-950918
- Document : Transcription d'une conférence de presse de M. Pierre Paradis,

- leader de l'opposition officielle, et M. Thomas J. Mulcair, député de Chomedey, qui a eu lieu le 15 septembre 1995, au sujet d'une poursuite adressée à Mme Rita Dionne-Marsolais pour infraction à la *Loi sur la consultation populaire*.
- Déposé par : M. Paradis, leader de l'opposition officielle
 Dépôt n° : 642-950918
- Document : Transcription d'une conférence de presse de M. Paul Bégin, ministre de la Justice, qui a eu lieu le 15 septembre 1995, au sujet d'une poursuite adressée à Mme Rita Dionne-Marsolais pour infraction à la *Loi sur la consultation populaire*.
- Déposé par : M. Paradis, leader de l'opposition officielle
 Dépôt n° : 643-950918
- Document : Rapport d'étude intitulé «Les finances publiques et le projet de souveraineté du Québec», présenté à l'Institut national de recherche scientifique par MM. Claude Fluet et Pierre Lefebvre, du département des sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal, en juin 1995.
- Déposé par : M. Johnson, chef de l'opposition officielle
 Dépôt n° : 644-950918
- Document : Extrait du Code de la sécurité routière concernant l'installation d'affiches sur les chemins publics.
- Déposé par : M. Chevette, leader du gouvernement
 Dépôt n° : 648-950919
- Document : Lettre, en date du 19 septembre 1995, adressée à M. Benoît Savard, Directeur du comité du Non, par M. Yvan Demers, sous-ministre des Transports, concernant l'installation de panneaux publicitaires lors de la campagne référendaire.
- Déposé par : M. Chevette, leader du gouvernement
 Dépôt n° : 649-950919
- Document : Lettre, en date du 19 septembre 1995, adressée à M. Normand Brouillet, Directeur du comité référendaire pour le Oui, par M. Yvan Demers, sous-ministre des Transports, concernant l'installation de panneaux publicitaires lors de la campagne référendaire.
- Déposé par : M. Chevette, leader du gouvernement
 Dépôt n° : 650-950919
- Document : Copie du texte d'un préavis de motion transmis au Secrétaire général de l'Assemblée le 19 septembre 1995 et dont le Président

a refusé l'inscription au *Feuilleton* en vertu de l'article 193 du Règlement.

Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
Dépôt n° : 652-950920

Document : Commentaires, en date du 13 juin 1995, du Secrétariat à la restructuration sur le document de travail intitulé: «Les finances publiques et le projet de souveraineté du Québec».

Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
Dépôt n° : 653-950920

Document : Commentaires, en date du 9 mai 1995, du Secrétariat à la restructuration sur le document de travail intitulé: «La dimension juridique des relations commerciales d'un Québec souverain».

Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
Dépôt n° : 654-950920

Document : Commentaires, en date du 19 juin 1995, du Secrétariat à la restructuration sur le document intitulé: «Le déficit budgétaire d'un Québec souverain».

Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
Dépôt n° : 655-950920

Document : Commentaires, en date du 23 mai 1995, du Secrétariat à la restructuration sur le document de travail intitulé: «L'union monétaire Québec-Canada».

Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
Dépôt n° : 656-950920

Document : Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec, en date du 31 décembre 1994.

Déposé par : Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine
Dépôt n° : 662-951128

Document : Rapport du Vérificateur général du Québec sur l'état des dépenses et des crédits autorisés, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 677-951128

Document : Nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 28 novembre 1995.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 679-951128

Document	:	Tableau des budgets supplémentaires du ministère de la Sécurité du revenu pour les années financières 1985-1986 à 1994-1995.
Déposé par	:	Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu
Dépôt n°	:	682-951128
Document	:	Tableau de l'historique de la clientèle du ministère de la Sécurité du revenu pour les années financières 1989-1990 à 1995-1996.
Déposé par	:	Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu
Dépôt n°	:	683-951128
Document	:	Texte de sa déclaration ministérielle, concernant les contraintes financières qui se présentent au gouvernement du Québec.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	684-951129
Document	:	Rapport du Directeur général des élections sur la mise en application de l'article 490 de la version spéciale de la <i>Loi électorale</i> pour la tenue d'un référendum.
Déposé par	:	M. Roger Bertrand, président
Dépôt n°	:	713-951129
Document	:	Rapport du nombre de transports ambulanciers effectués par Urgence-Santé pour la période du 17 septembre 1995 au 14 octobre 1995.
Déposé par	:	M. Marsan (Robert-Baldwin)
Dépôt n°	:	728-951130
Document	:	Rapport des demandes en attente au Centre hospitalier Maisonneuve-Rosemont pour les périodes du 12 novembre au 10 décembre 1994 et du 14 octobre au 11 novembre 1995.
Déposé par	:	M. Marsan (Robert-Baldwin)
Dépôt n°	:	734-951201
Document	:	Lettre, en date du 1 ^{er} décembre 1995, que lui adressait M. Jean-Pierre Jolivet, whip en chef du gouvernement, concernant le remplacement de M. Robert Perreault, député de Mercier, par M. André Boulerice, député de Sainte-Marie—Saint-Jacques, à titre de membre du Bureau de l'Assemblée nationale.
Déposé par	:	M. Roger Bertrand, président
Dépôt n°	:	738-951201
Document	:	Extraits du nouveau projet de loi concernant l'assurance-emploi au Canada et du projet de loi fédéral C-96.
Déposé par	:	Mme Harel, ministre de l'Emploi
Dépôt n°	:	745-951204

- Document : Tableau de l'évolution mensuelle des ménages classés aux nouveaux programmes de la sécurité du revenu, ainsi que des montants d'aide versés, pour 1994 et 1995.
- Déposé par : Mme Loïselle (Saint-Henri—Sainte-Anne)
- Dépôt n° : 746-951204
- Document : Copie de la décision 178798 du Conseil du trésor, en date du 26 novembre 1991, concernant un projet d'agrandissement et de réaménagement au Centre hospitalier de la région de l'Amiante.
- Déposé par : M. Lefebvre, leader adjoint de l'opposition officielle
- Dépôt n° : 747-951204
- Document : Rapport d'enquête du Vérificateur général au gouvernement, en date du 29 novembre 1995, sur l'octroi par le Secrétariat à la restructuration de contrats de service à des sociétés liées à M. Claude Lafrance et sur le respect des règles en matière de conflit d'intérêts.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement, au nom de M. Parizeau, premier ministre
- Dépôt n° : 748-951205
- Document : Lettre, en date du 9 novembre 1995, adressée à Mme Jeanne Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine, par Mme Danielle-Maude Gosselin, présidente générale du Syndicat de la fonction publique du Québec, concernant le transfert des percepteurs et perceptrices de pensions alimentaires du ministère de la Justice au ministère du Revenu.
- Déposé par : Mme Loïselle (Saint-Henri—Sainte-Anne)
- Dépôt n° : 758-951205
- Document : Lettre, en date du 9 novembre 1995, adressée à Mme Diane Lavallée, secrétaire générale du Secrétariat à la condition féminine, par Mme Danielle-Maude Gosselin, présidente générale du Syndicat de la fonction publique du Québec, concernant le transfert des percepteurs et perceptrices de pensions alimentaires du ministère de la Justice au ministère du Revenu.
- Déposé par : Mme Loïselle (Saint-Henri—Sainte-Anne)
- Dépôt n° : 759-951205
- Document : Extrait du volume 1 des Comptes publics, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, concernant la privatisation du Parc du Mont-Sainte-Anne.
- Déposé par : M. Fillion (Montmorency)
- Dépôt n° : 760-951205
- Document : Extrait du document intitulé «La formation professionnelle chez les

jeunes: un défi à relever», ainsi qu'un tableau indiquant la courbe de progression de la clientèle jeune et adulte de moins de 20 ans inscrite à la formation professionnelle et technique.

Déposé par : M. Charbonneau (Bourassa)
Dépôt n° : 761-951205

Document : Copie d'une note, en date du 6 décembre 1995, adressée à M. Michel Carpentier, Secrétaire général, par Me Michel Bouchard, sous-ministre de la Justice et sous-procureur général, concernant le rapport d'enquête du Vérificateur général sur l'octroi par le Secrétariat à la restructuration de contrats de service.

Déposé par : M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n° : 767-951206

Document : Renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ versées par l'Université du Québec, pour l'exercice financier 1994-1995.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n° : 782-951207

Document : Décret 1568-95 concernant une enquête par le Vérificateur général sur l'octroi des contrats par le Secrétariat à la restructuration.

Déposé par : M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n° : 789-951207

Document : Copie de la décision 187716 du Conseil du trésor, en date du 29 août 1995, concernant des contrats de services professionnels octroyés à MM. Ghislain Beaudin et Stéphane Marsolais par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

Déposé par : Mme Beaudoin, ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes
Dépôt n° : 790-951207

Document : Liste, par région, des projets de lieux d'enfouissement sanitaire et de dépôts de matériaux secs, en date du 5 décembre 1995.

Déposé par : M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune
Dépôt n° : 791-951207

Document : Lettre, en date du 8 décembre 1995, qu'il a reçue de M. Guy Breton, Vérificateur général du Québec, concernant le rapport préliminaire sur l'enquête au sujet de l'octroi de contrats de services par le Secrétariat à la restructuration.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 797-951208

Document : Rapport d'enquête du Vérificateur général au gouvernement sur l'octroi par le Secrétariat à la restructuration de contrats de services à des sociétés liées à M. Claude Lafrance et sur le respect des règles en matière de conflit d'intérêts.

Déposé par : M. Brouillet, vice-président

Dépôt n° : 798-951208

Document : Lettre, en date du 7 décembre 1995, adressée à M. Hubert Thibault, secrétaire général associé au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, par M. Pierre-A. Thibaudeau, directeur général de l'administration au ministère du Conseil exécutif, concernant les engagements financiers du ministère pour le mois de septembre 1995.

Déposé par : Mme Beaudoin, ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes

Dépôt n° : 807-951211

Document : Lettre, en date du 6 décembre 1995, adressée à M. Guy Breton, Vérificateur général du Québec, par M. Louis Bernard, premier vice-président de la Banque Laurentienne, concernant le rapport d'enquête du vérificateur sur l'octroi par le Secrétariat à la restructuration de contrats de services à des sociétés liées à M. Claude Lafrance.

Déposé par : M. Parizeau, premier ministre

Dépôt n° : 812-951211

Document : Lettre, en date du 7 décembre 1995, adressée à M. Louis Bernard par M. Guy Breton concernant le rapport d'enquête du vérificateur sur l'octroi par le Secrétariat à la restructuration de contrats de services à des sociétés liées à M. Claude Lafrance.

Déposé par : M. Parizeau, premier ministre

Dépôt n° : 813-951211

Document : Lettre, en date du 8 décembre 1995, adressée à M. Guy Breton par M. Louis Bernard concernant le rapport d'enquête du vérificateur sur l'octroi par le Secrétariat à la restructuration de contrats de services à des sociétés liées à M. Claude Lafrance.

Déposé par : M. Parizeau, premier ministre

Dépôt n° : 814-951211

Document : Copie d'une note, en date du 11 décembre 1995, qu'il a reçue de son directeur de cabinet, M. Jean Royer, concernant des contrats de services octroyés par le Secrétariat à la restructuration.

Déposé par : M. Parizeau, premier ministre

Dépôt n° : 815-951211

Document : Rapport du comité d'enquête sur les activités de la Chambre des notaires du Québec, en date du 3 novembre 1995, accompagné d'un rapport complémentaire, en date du 30 novembre 1995, préparés par MM. Serge Bernier, Jean-François Joly et Jean Morin.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 816-951211

Document : Crédits supplémentaires # 2 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1996 (versions française et anglaise).

Déposé par : Mme Marois, ministre des Finances

Dépôt n° : 817-951212

Document : Document intitulé «Le secteur manufacturier et le commerce au Québec en 1995».

Déposé par : M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Dépôt n° : 828-951212

Document : Avis, en date du 8 septembre 1995, émis par la Commission d'accès à l'information relativement à la proposition d'amendement visant à ajouter l'article 65.1 à la *Loi sur la sécurité du revenu*.

Déposé par : Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu

Dépôt n° : 829-951212

Document : Rapport du Directeur général des élections sur les résultats officiels du scrutin du 30 octobre 1995, en vertu de l'article 381 de la version spéciale de la *Loi électorale* pour la tenue d'un référendum.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président

Dépôt n° : 830-951212

Document : Curriculum vitae de M. Éric Hubar Meunier, accompagné d'un document décrivant le rôle de M. Meunier dans le processus d'acheminement des demandes au Conseil du trésor relativement aux études du Secrétariat à la restructuration.

Déposé par : Mme Marois, ministre des Finances

Dépôt n° : 935-951212

Document : États financiers, incluant les états de traitement et les rapports sur la performance et les perspectives de développement, de l'Université Concordia, ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 836-951213

- Document : États financiers, incluant les états de traitement et les rapports sur la performance et les perspectives de développement, de l'Université de Montréal (en trois volumes), ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.
- Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation
 Dépôt n° : 837-951213
- Document : États financiers, incluant les états de traitement et les rapports sur la performance et les perspectives de développement, de l'École des Hautes Études Commerciales, ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.
- Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation
 Dépôt n° : 838-951213
- Document : Lettre, en date du 11 décembre 1995, adressée à M. Marcel Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, par Mme Jocelyne Olivier, bâtonnière du Québec, concernant le projet de loi 85.
- Déposé par : M. Brodeur (Shefford)
 Dépôt n° : 841-951213
- Document : Lettre, en date du 21 novembre 1995, qu'il adressait à tous les députés concernant l'utilisation de micro-ordinateurs dans la salle de l'Assemblée nationale pendant les séances.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
 Dépôt n° : 842-951213
- Document : Tableau détaillant le soutien financier accordé par le gouvernement aux groupes d'action communautaire au cours de l'année 1995-1996.
- Déposé par : M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor
 Dépôt n° : 846-951213
- Document : Document de réflexion du Directeur général des élections proposant des amendements à la *Loi électorale*.
- Déposé par : M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale
 Dépôt n° : 848-951214
- Document : Avant-projet de loi intitulé «Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal».
- Déposé par : M. Chevrette, ministre des Affaires municipales
 Dépôt n° : 849-951214
- Document : Rapport, en date du 12 décembre 1995, du Groupe de travail sur

l'arbitrage de différends chez les policiers et pompiers municipaux.
 Déposé par : Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre d'État à la concertation
 Dépôt n° : 850-951214

Document : États financiers, incluant les états de traitement et les rapports sur la performance et les perspectives de développement (en deux volumes), de l'École polytechnique de Montréal, ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.
 Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation
 Dépôt n° : 852-951214

Document : Lettre, en date du 14 décembre 1995, adressée à M. Lawrence Bergman, député de D'Arcy-McGee, par M. Pierre-F. Côté, Directeur général des élections, répondant aux questions posées par le député lors de l'étude des crédits supplémentaires # 2 pour l'exercice financier 1995-1996.
 Déposé par : M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale
 Dépôt n° : 860-951215

Document : Comptes publics du gouvernement du Québec, en trois volumes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, conformément à l'article 71 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6).
 Déposé par : Mme Marois, ministre des Finances
 Dépôt n° : 861-951215

Document : Rapport financier du gouvernement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
 Déposé par : Mme Marois, ministre des Finances
 Dépôt n° : 862-951215

Document : Avant-projet de loi intitulé «Loi sur l'équité salariale et modifiant certaines dispositions législatives».
 Déposé par : Mme Blackburn, ministre responsable de la Condition féminine
 Dépôt n° : 866-951215

Document : Entente d'échange de renseignements entre le ministère des Finances et la Régie de l'assurance-maladie du Québec, en vertu de l'article 70 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), accompagnée d'un avis de la Commission d'accès à l'information.
 Déposé par : M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
 Dépôt n° : 868-951215

Document	:	Projet de règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics (versions française et anglaise).
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	873-951215
Document	:	Extrait du <i>Journal des débats</i> de la séance du 14 décembre 1995 de l'Assemblée nationale, accompagné d'un document concernant le Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier.
Déposé par	:	M. Gauvin (Montmagny-L'Islet)
Dépôt n°	:	876-951215
Document	:	Lettre de démission de M. Roger Bertrand à titre de Président de l'Assemblée nationale, en date du 29 janvier 1996.
Déposé par	:	M. Pierre Duchesne, Secrétaire général
Dépôt n°	:	879-960312
Document	:	Lettre de démission du député de la circonscription électorale de La Prairie, M. Denis Lazure, en date du 8 janvier 1996.
Déposé par	:	M. Pierre Duchesne, Secrétaire général
Dépôt n°	:	880-960312
Document	:	Lettre de démission du député de la circonscription électorale de Jonquière, M. Francis Dufour, en date du 15 janvier 1996.
Déposé par	:	M. Pierre Duchesne, Secrétaire général
Dépôt n°	:	881-960312
Document	:	Lettre de démission du député de L'Assomption, M. Jacques Parizeau, en date du 29 janvier 1996.
Déposé par	:	M. Pierre Duchesne, Secrétaire général
Dépôt n°	:	882-960312
Document	:	Lettre de démission de M. Pierre Bélanger à titre de vice-président de l'Assemblée nationale, en date du 29 janvier 1996.
Déposé par	:	M. Pierre Duchesne, Secrétaire général
Dépôt n°	:	883-960312
Document	:	Lettre reçue du Directeur général des élections du Québec relativement aux élections complémentaires tenues le 19 février 1996 dans les circonscriptions électorales de Jonquière et de La Prairie, accompagnée d'un avis proclamant M. Lucien Bouchard candidat élu dans la circonscription électorale de Jonquière et Mme Monique Simard candidate élue dans la circonscription électorale de La Prairie.
Déposé par	:	M. Pierre Duchesne, Secrétaire général
Dépôt n°	:	884-960312

Document : Message de Sa Majesté la reine Elizabeth II à l'occasion du Jour du Commonwealth.

Déposé par : M. Jean-Pierre Charbonneau, Président
 Dépôt n° : 891-960312

Document : Lettres reçues de M. Bouchard, premier ministre, informant des nominations suivantes:
 M. Pierre Bélanger, député d'Anjou, à la fonction parlementaire de leader du gouvernement, à compter du 29 janvier 1996;

M. Jacques Brassard, député de Lac-Saint-Jean, à la fonction parlementaire de leader adjoint du gouvernement, à compter du 29 janvier 1996;

M. Jean-Pierre Jolivet, député de Laviolette, à la fonction parlementaire de whip en chef du gouvernement, à compter du 29 janvier 1996;

Mme Jocelyne Caron, députée de Terrebonne, à la fonction parlementaire de leader adjointe du gouvernement, à compter du 12 mars 1996;

Mme Cécile Vermette, députée de Marie-Victorin, à la fonction parlementaire de whip adjointe du gouvernement, à compter du 12 mars 1996;

Mme Solange Charest, députée de Rimouski, à la fonction parlementaire de whip adjointe du gouvernement, à compter du 12 mars 1996.

Déposé par : M. Jean-Pierre Charbonneau, Président
 Dépôt n° : 892-960312

Document : Rapport du Directeur général des élections relatif aux résultats officiels des scrutins tenus le 19 février 1996 dans les circonscriptions électorales de Jonquière et de La Prairie.

Déposé par : M. Jean-Pierre Charbonneau, Président
 Dépôt n° : 893-960312

Document : Nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 12 mars 1996.

Déposé par : M. Jean-Pierre Charbonneau, Président
 Dépôt n° : 895-960312

Document : Liste des présidents de séance des commissions permanentes à compter du 12 mars 1996.
 Déposé par : M. Jolivet, whip en chef du gouvernement
 Dépôt n° : 914-960312

Document : Liste des membres des commissions permanentes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement.
 Déposé par : M. Jolivet, whip en chef du gouvernement
 Dépôt n° : 915-960312

Rapports annuels

Document : Rapport annuel de la Régie de la sécurité dans les sports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
 Déposé par : M. Chevette, ministre des Affaires municipales
 Dépôt n° : 5-941130

Document : Rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
 Déposé par : M. Chevette, ministre des Affaires municipales
 Dépôt n° : 6-941130

Document : Rapport annuel du ministère de la Sécurité du revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
 Déposé par : Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine
 Dépôt n° : 7-941130

Document : Rapport annuel du Conseil du statut de la femme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
 Déposé par : Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine
 Dépôt n° : 8-941130

Document : Rapport annuel du Directeur général des élections, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, y compris le rapport sur les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1993.
 Déposé par : M. Roger Bertrand, président
 Dépôt n° : 10-941130

Document : Rapport annuel de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, y compris le rapport sur les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1993.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 11-941130

Document : Rapport annuel de la Commission municipale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Chevette, ministre des Affaires municipales
Dépôt n° : 18-941201

Document : Rapport annuel du Bureau de révision en immigration, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles
Dépôt n° : 19-941201

Document : Rapport annuel du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles
Dépôt n° : 20-941201

Document : Rapport annuel du ministère des Transports, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Léonard, ministre des Transports
Dépôt n° : 21-941201

Document : Rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice
Dépôt n° : 22-941201

Document : Rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice
Dépôt n° : 23-941201

Document : Rapport annuel de la Régie du bâtiment du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : Mme Harel, ministre de l'Emploi
Dépôt n° : 30-941202

Document	:	Rapport annuel de la Corporation des maîtres électriciens du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 juillet 1994.
Déposé par	:	Mme Harel, ministre de l'Emploi
Dépôt n°	:	31-941202
Document	:	Rapport annuel du Conseil de la conservation et de l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune
Dépôt n°	:	32-941202
Document	:	Rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune
Dépôt n°	:	33-941202
Document	:	Rapport annuel de la Fondation de la faune du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune
Dépôt n°	:	34-941202
Document	:	Rapport annuel du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR), pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1994.
Déposé par	:	M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
Dépôt n°	:	35-941202
Document	:	Rapport annuel de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
Dépôt n°	:	36-941202
Document	:	Rapport annuel du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, secteur tourisme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
Dépôt n°	:	37-941202
Document	:	Rapport annuel du Fonds de la recherche en santé du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
Dépôt n°	:	38-941202

Document : Rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, des régies régionales de la santé et des services sociaux suivantes: Abitibi—Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laval, les Laurentides, Mauricie-Bois-Francs, Montérégie, Montréal-Centre, Nord-du-Québec, Outaouais, Québec et Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Déposé par : M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
Dépôt n° : 39-941202

Document : Rapport annuel du Conseil de la recherche et du développement en transport, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Léonard, ministre des Transports
Dépôt n° : 48-941205

Document : Rapport annuel de la Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune
Dépôt n° : 49-941205

Document : Rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Dépôt n° : 50-941205

Document : Rapport annuel de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Dépôt n° : 51-941205

Document : Rapport annuel de la Société du Centre des congrès de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Dépôt n° : 52-941205

Document : Rapport annuel de la Société du Palais des congrès de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Dépôt n° : 53-941205

Document : Rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française

Dépôt n° : 54-941205

Document : Rapport annuel de l'Office de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française

Dépôt n° : 55-941205

Document : Rapport annuel de la Commission des biens culturels du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française

Dépôt n° : 56-941205

Document : Rapport annuel du Musée du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française

Dépôt n° : 57-941205

Document : Rapport annuel du Musée de la civilisation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française

Dépôt n° : 58-941205

Document : Rapport annuel du Musée d'art contemporain de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française

Dépôt n° : 59-941205

Document	:	Rapport annuel de la Société générale des industries culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Dépôt n°	:	60-941205
Document	:	Rapport annuel de l'Institut québécois du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Dépôt n°	:	61-941205
Document	:	Rapport annuel de la Société Innovatech du Grand Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
Dépôt n°	:	63-941205
Document	:	Rapport annuel du Conseil de la famille, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	Mme Marois, ministre responsable de la Famille
Dépôt n°	:	68-941207
Document	:	Rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	Mme Marois, ministre responsable de la Famille
Dépôt n°	:	69-941207
Document	:	Rapport annuel de la Commission des normes du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	Mme Harel, ministre de l'Emploi
Dépôt n°	:	70-941207
Document	:	Rapport annuel de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	Mme Harel, ministre de l'Emploi
Dépôt n°	:	71-941207
Document	:	Rapport annuel de la Commission des valeurs mobilières du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n°	:	72-941207

Document	:	Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	73-941207
Document	:	Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	74-941207
Document	:	Rapport annuel du ministère de l'Énergie et des ressources, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Gendron, ministre des Ressources naturelles
Dépôt n°	:	75-941207
Document	:	Rapport annuel du ministère des Forêts, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Gendron, ministre des Ressources naturelles
Dépôt n°	:	76-941207
Document	:	Rapport annuel de la Régie du gaz naturel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Gendron, ministre des Ressources naturelles
Dépôt n°	:	77-941207
Document	:	Rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu
Dépôt n°	:	79-941208
Document	:	Rapport annuel du Commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	80-941208
Document	:	Rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	81-941208

Document	:	Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des notaires du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	82-941208
Document	:	Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	83-941208
Document	:	Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des comptables en management accrédités du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	84-941208
Document	:	Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	85-941208
Document	:	Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	86-941208
Document	:	Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des conseillers et conseillères d'orientation du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	87-941208
Document	:	Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	88-941208

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 89-941208

Document : Rapport annuel du Conseil consultatif de la lecture et du livre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : Mme Dionne-Marsolais, ministre de la Culture et des Communications

Dépôt n° : 90-941208

Document : Rapport annuel du Musée des beaux-arts de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : Mme Dionne-Marsolais, ministre de la Culture et des Communications

Dépôt n° : 91-941208

Document : Rapport annuel de la Régie des télécommunications du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : Mme Dionne-Marsolais, ministre de la Culture et des Communications

Dépôt n° : 92-941208

Document : Rapport annuel de la Société de radio-télévision du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : Mme Dionne-Marsolais, ministre de la Culture et des Communications

Dépôt n° : 93-941208

Document : Rapport annuel de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux

Dépôt n° : 94-941208

Document : Rapport annuel de la Société des traversiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement, au nom de M. Léonard, ministre des Transports

Dépôt n° : 95-941209

Document : Rapport annuel du Programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1993 (versions française, anglaise et inuit).

Déposé par : M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune

Dépôt n° : 96-941209

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 97-941209

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 98-941209

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des inhalothérapeutes du Québec

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 99-941209

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des médecins du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 100-941209

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 101-941209

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 102-941209

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 103-941209

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des techniciens et techniciennes dentaires du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 104-941209

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des technologues professionnels du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 105-941209

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 106-941209

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 107-941209

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 108-941209

Document : Rapport annuel du ministère de la Sécurité publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Ménard, ministre de la Sécurité publique

Dépôt n° : 111-941212

Document : Rapport annuel du Bureau du coroner, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1993.

Déposé par : M. Ménard, ministre de la Sécurité publique

Dépôt n° : 112-941212

Document	:	Rapport annuel du Comité de déontologie policière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Ménard, ministre de la Sécurité publique
Dépôt n°	:	113-941212
Document	:	Rapport annuel de l'Institut de police, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1994.
Déposé par	:	M. Ménard, ministre de la Sécurité publique
Dépôt n°	:	114-941212
Document	:	Rapport annuel du Commissaire à la déontologie policière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Ménard, ministre de la Sécurité publique
Dépôt n°	:	115-941212
Document	:	Rapport annuel de la Régie des alcools, des courses et des jeux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Ménard, ministre de la Sécurité publique
Dépôt n°	:	116-941212
Document	:	Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des agronomes du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	117-941212
Document	:	Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des architectes du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	118-941212
Document	:	Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	119-941212
Document	:	Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des audioprothésistes du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	120-941212

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des chimistes du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 121-941212

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des comptables agréés du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 122-941212

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des denturologistes du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 123-941212

Document : Rapport annuel du Conseil d'évaluation des technologies de la santé du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux

Dépôt n° : 124-941212

Document : Rapport annuel du Commissaire aux plaintes en matière de santé et de services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux

Dépôt n° : 125-941212

Document : Rapport annuel du ministère de la Justice, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 133-941213

Document : Rapport annuel de la Commission de protection des droits de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 134-941213

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des dentistes du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 135-941213

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 136-941213

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 137-941213

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 138-941213

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 139-941213

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 140-941213

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des optométristes du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 141-941213

Document : Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des pharmaciens du Québec.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 142-941213

Document	:	Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, de l'Ordre des techniciens en radiologie du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	143-941213
Document	:	Rapport annuel du ministère de l'Éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	149-941214
Document	:	Rapport annuel de la Société des établissements de plein air du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1994.
Déposé par	:	Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme et ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	150-941214
Document	:	Rapport annuel du Conseil des arts et des lettres du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme et ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	151-941214
Document	:	Rapport annuel de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
Dépôt n°	:	152-941214
Document	:	Rapport annuel du Conseil permanent de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	154-941215
Document	:	Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n°	:	155-941215
Document	:	Rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice
Dépôt n°	:	157-941215

Document	:	Rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre du Revenu
Dépôt n°	:	162-941216
Document	:	Version corrigée du rapport annuel de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Dépôt n°	:	164-941216
Document	:	Rapport annuel de la Commission de toponymie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	Mme Dionne-Marsolais, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Dépôt n°	:	165-941216
Document	:	Rapport annuel du ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles
Dépôt n°	:	167-941219
Document	:	Rapport annuel de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1993.
Déposé par	:	M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles
Dépôt n°	:	168-941219
Document	:	Rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Roger Bertrand, président
Dépôt n°	:	196-941220
Document	:	Rapport annuel de l'Office des ressources humaines, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor
Dépôt n°	:	205-941221

Document : Rapport annuel du Comité d'accréditation institué en vertu de la *Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants* (L.R.Q., c. A-3.01), pour l'exercice financier 1993-1994.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 206-941221

Document : Rapport annuel de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1994.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 207-941221

Document : Rapport annuel de l'Université du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1994.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 208-941221

Document : Rapport annuel de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1994.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 209-941221

Document : Rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1994.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 210-941221

Document : Rapport annuel du ministère de la Culture et des Communications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : Mme Dionne-Marsolais, ministre de la Culture et des Communications

Dépôt n° : 212-941221

Document : Rapport annuel de la Société du Grand Théâtre de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1994.

Déposé par : Mme Dionne-Marsolais, ministre de la Culture et des Communications

Dépôt n° : 213-941221

Document : Rapport annuel de Sidbec-Dosco, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1993.

Déposé par : M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Dépôt n° : 214-941221

Document	:	Rapport annuel du Secrétariat aux affaires régionales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Chevrette, ministre d'État au Développement des régions
Dépôt n°	:	227-950202
Document	:	Rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	Mme Harel, ministre de l'Emploi
Dépôt n°	:	228-950202
Document	:	Rapport annuel du ministère des Finances, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n°	:	229-950202
Document	:	Rapport annuel de la Société de la Place des Arts de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1994.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre et ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	249-950315
Document	:	Rapport annuel du Comité consultatif de l'environnement Kativik, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune
Dépôt n°	:	259-950315
Document	:	Rapport annuel du Barreau du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	260-950315
Document	:	Rapport annuel de l'Ordre des chiropraticiens du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	266-950322
Document	:	Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec, ainsi que les statistiques financières, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n°	:	272-950329

Document	:	Rapport annuel de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1994 (versions française, anglaise et crie).
Déposé par	:	Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu
Dépôt n°	:	289-950405
Document	:	Rapport annuel de la Régie des installations olympiques, pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 1994.
Déposé par	:	Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme et ministre responsable de la Régie des installations olympiques
Dépôt n°	:	290-950405
Document	:	Rapport annuel du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
Dépôt n°	:	291-950405
Document	:	Rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994, sur l'application de la procédure d'examen des plaintes pour les Régies régionales de la santé et des services sociaux suivantes: Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie—Bois-Francs, Montérégie, Montréal-Centre, Outaouais, Québec, Région Nord-du-Québec et Saguenay—Lac-Saint-Jean.
Déposé par	:	M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
Dépôt n°	:	292-950405
Document	:	Rapport annuel d'Hydro-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	M. Gendron, ministre des Ressources naturelles
Dépôt n°	:	296-950406
Document	:	Rapport annuel du ministère de l'Environnement et de la Faune, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune
Dépôt n°	:	300-950412
Document	:	Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n°	:	315-950426

Document	:	Rapport annuel de la Société de l'assurance automobile du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	M. Léonard, ministre des Transports
Dépôt n°	:	316-950426
Document	:	Rapport annuel de la Commission municipale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, responsable du loisir et des sports
Dépôt n°	:	347-950510
Document	:	Rapport annuel de l'Association des courtiers et agents immobiliers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n°	:	349-950510
Document	:	Rapport annuel de la Société générale de financement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
Dépôt n°	:	363-950517
Document	:	Rapport annuel du Fonds d'indemnisation du courtage immobilier, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n°	:	373-950518
Document	:	Rapport annuel du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994 (versions française et anglaise).
Déposé par	:	M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune
Dépôt n°	:	386-950525
Document	:	Rapport annuel de l'Ordre des podiatres du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	388-950525
Document	:	Rapport annuel de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Chevrette, leader du gouvernement, au nom de M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	411-950601

Document	:	Rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu
Dépôt n°	:	419-950605
Document	:	Rapport annuel de la Commission d'accès à l'information, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Chevrette, leader du gouvernement, au nom de M. Bégin, ministre de la Justice
Dépôt n°	:	420-950605
Document	:	Rapport annuel du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Beaudoin, ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes
Dépôt n°	:	445-950608
Document	:	Rapport annuel de la Commission des transports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Léonard, ministre des Transports
Dépôt n°	:	460-950612
Document	:	Rapport annuel de l'Office des autoroutes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Léonard, ministre des Transports
Dépôt n°	:	466-950613
Document	:	Rapport annuel du Bureau du coroner, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	M. Ménard, ministre de la Sécurité publique
Dépôt n°	:	467-950613
Document	:	Rapport annuel de la Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	468-950613
Document	:	Rapport annuel de la Commission de la construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre d'État à la concertation
Dépôt n°	:	491-950615

Document	:	Rapport annuel de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre d'État à la concertation
Dépôt n°	:	492-950615
Document	:	Rapport annuel de la Société de développement de la Baie James, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	M. Gendron, ministre des Ressources naturelles
Dépôt n°	:	493-950615
Document	:	Rapport annuel de SOQUEM, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Gendron, ministre des Ressources naturelles
Dépôt n°	:	494-950615
Document	:	Rapport annuel de SOQUIP, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Gendron, ministre des Ressources naturelles
Dépôt n°	:	495-950615
Document	:	Rapport annuel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Dépôt n°	:	496-950615
Document	:	Rapport annuel de la Société de financement agricole, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, au nom de M. Gendron, ministre des Ressources naturelles et en son nom personnel
Dépôt n°	:	497-950615
Document	:	Rapport annuel de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice
Dépôt n°	:	498-950615
Document	:	Rapport annuel du Conseil médical du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
Dépôt n°	:	499-950615

Document : Rapport annuel des Services gouvernementaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994.

Déposé par : Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor

Dépôt n° : 503-950616

Document : Rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

Déposé par : Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre d'État à la concertation

Dépôt n° : 504-950616

Document : Rapport annuel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Ménard, ministre de la Sécurité publique

Dépôt n° : 505-950616

Document : Rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Dépôt n° : 506-950616

Document : Rapport annuel de l'Office de la protection du consommateur, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice

Dépôt n° : 507-950616

Document : Rapport annuel de la Commission des droits de la personne, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994, conformément à l'article 73 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président

Dépôt n° : 509-950616

Document : Rapport annuel de la Commission de la fonction publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, accompagné du rapport du Vérificateur général du Québec sur les frais d'administration de cet organisme pour la même période.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président

Dépôt n° : 510-950616

Document	:	Rapport annuel de la Régie du logement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, responsable de l'habitation
Dépôt n°	:	522-950619
Document	:	Rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	M. Chevrette, ministre des Affaires municipales, responsable de l'habitation
Dépôt n°	:	523-950619
Document	:	Rapport annuel de la Société immobilière du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor
Dépôt n°	:	524-950619
Document	:	Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Dépôt n°	:	525-950619
Document	:	Rapport annuel du Curateur public du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice
Dépôt n°	:	526-950619
Document	:	Rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Chevrette, ministre des Affaires municipales
Dépôt n°	:	534-950620
Document	:	Rapport annuel de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor
Dépôt n°	:	535-950620

Document	:	Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur les assurances, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n°	:	536-950620
Document	:	Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n°	:	537-950620
Document	:	Rapport annuel de Loto-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n°	:	538-950620
Document	:	Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur les caisses d'épargne et de crédit, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre des Finances
Dépôt n°	:	539-950620
Document	:	Rapport annuel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, de la corporation professionnelle suivante: l'Ordre des urbanistes du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	541-950620
Document	:	Rapport annuel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, de la corporation professionnelle suivante: l'Ordre des traducteurs et interprètes agréés du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	542-950620
Document	:	Rapport annuel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, de la corporation professionnelle suivante: l'Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	543-950620

Document	:	Rapport annuel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, de la corporation professionnelle suivante: l'Ordre des hygiénistes dentaires du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	544-950620
Document	:	Rapport annuel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, de la corporation professionnelle suivante: l'Ordre des dentistes du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	545-950620
Document	:	Rapport annuel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, de la corporation professionnelle suivante: l'Ordre des administrateurs agréés du Québec.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	546-950620
Document	:	Rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
Dépôt n°	:	547-950620
Document	:	Rapport annuel de la Régie du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre et ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	561-950621
Document	:	Rapport annuel de la Régie du gaz naturel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Gendron, ministre des Ressources naturelles
Dépôt n°	:	565-950621
Document	:	Rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Gendron, ministre des Ressources naturelles
Dépôt n°	:	566-950621

Document : Rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant l'application de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* et de la *Loi visant à favoriser le civisme*, pour l'année 1994.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice

Dépôt n° : 568-950621

Document : Rapport annuel de la Société des alcools du Québec, pour l'exercice financier terminé le 25 mars 1995.

Déposé par : M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Dépôt n° : 569-950621

Document : Rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Dépôt n° : 570-950621

Document : Rapport annuel de SIDBEC, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

Déposé par : M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Dépôt n° : 571-950621

Document : Rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Dépôt n° : 572-950621

Document : Rapport annuel du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Dépôt n° : 573-950621

Document : Rapport annuel de la Bibliothèque nationale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Parizeau, premier ministre et ministre de la Culture et des Communications

Dépôt n° : 600-950622

Document	:	Rapport annuel de la Commission des biens culturels du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre et ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	601-950622
Document	:	Rapport annuel de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre et ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	602-950622
Document	:	Rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune
Dépôt n°	:	609-950622
Document	:	Rapport annuel du Conseil de la science et de la technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
Dépôt n°	:	610-950622
Document	:	Rapport annuel du Conseil de la santé et du bien-être, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
Dépôt n°	:	625-950912
Document	:	Rapport annuel du Fonds de la recherche en santé du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
Dépôt n°	:	626-950912
Document	:	Rapport annuel du Conseil de la recherche et du développement en transport, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Léonard, ministre des Transports
Dépôt n°	:	633-950914
Document	:	Rapport annuel du Conseil interprofessionnel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	635-950914

Document	:	Rapport annuel du Musée du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	638-950918
Document	:	Rapport annuel de la Régie des télécommunications du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	639-950918
Document	:	Rapport annuel du Conseil des arts et des lettres du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	640-950918
Document	:	Rapport annuel de l'Office des ressources humaines, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor
Dépôt n°	:	645-950919
Document	:	Rapport annuel du ministère des Ressources naturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Gendron, ministre des Ressources naturelles
Dépôt n°	:	646-950919
Document	:	Rapport annuel du Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Dépôt n°	:	647-950919
Document	:	Rapport annuel du ministère de la Culture et des Communications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	651-950920
Document	:	Rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Chevrette, ministre des Affaires municipales et responsable du loisir et des sports
Dépôt n°	:	658-951128

Document : Rapport annuel de la Régie de la sécurité dans les sports, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Chevrette, ministre des Affaires municipales et responsable du loisir et des sports du Québec.

Dépôt n° : 659-951128

Document : Rapport annuel du Conseil du statut de la femme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine

Dépôt n° : 660-951128

Document : Rapport annuel du ministère de la Sécurité du revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine

Dépôt n° : 661-951128

Document : Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine

Dépôt n° : 663-951128

Document : Rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Dépôt n° : 664-951128

Document : Rapport annuel de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Dépôt n° : 665-951128

Document : Rapport annuel de la Commission de protection des droits de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 666-951128

Document : Rapport annuel de l'Ordre des agronomes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 667-951128

Document : Rapport annuel de l'Ordre des architectes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 668-951128

Document : Rapport annuel de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 669-951128

Document : Rapport annuel de l'Ordre des audioprothésistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 670-951128

Document : Rapport annuel de le Barreau du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 671-951128

Document : Rapport annuel de l'Ordre des chimistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 672-951128

Document : Rapport annuel de l'Ordre des comptables agréés du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 673-951128

Document : Rapport annuel de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 674-951128

Document : Rapport annuel de l'Ordre des comptables généraux licenciés du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 675-951128

Document : Rapport annuel de l'Ordre des denturologistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 676-951128

Document : Rapport annuel requis par l'article 195 du Code criminel sur la *Loi sur la protection de la vie privée*, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 685-951129

Document : Rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 686-951129

Document : Rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 687-951129

Document : Rapport annuel de la Chambre des notaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 688-951129

Document : Rapport annuel de l'Ordre des ergothérapeutes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 689-951129

Document : Rapport annuel de l'Ordre des physiothérapeutes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 690-951129

Document : Rapport annuel de l'Ordre professionnel des diététistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 691-951129

Document : Rapport annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 692-951129

Document : Rapport annuel de l'Ordre des psychologues du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 693-951129

Document : Rapport annuel de l'Ordre des technologues en radiologie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 694-951129

Document : Rapport annuel de l'Ordre des technologues professionnels du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 695-951129

Document : Rapport annuel de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 696-951129

Document : Rapport annuel de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 697-951129

Document : Rapport annuel de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 698-951129

Document : Rapport annuel de l'Ordre des techniciennes et techniciens dentaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 699-951129

Document : Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 700-951129

Document : Rapport annuel de l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 701-951129

Document : Rapport annuel de l'Ordre des pharmaciens du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 702-951129

Document	:	Rapport annuel de l'Ordre des podiatres du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	703-951129
Document	:	Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	704-951129
Document	:	Rapport annuel de l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Dépôt n°	:	705-951129
Document	:	Rapport annuel du Conseil consultatif de la lecture et du livre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	706-951129
Document	:	Rapport annuel de la Société de radio-télévision du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	707-951129
Document	:	Rapport annuel de la Société générale des industries culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	708-951129
Document	:	Rapport annuel du Musée des beaux-arts de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	709-951129
Document	:	Rapport annuel de l'Institut québécois du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	710-951129

Document	:	Rapport annuel du Musée d'art contemporain de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	711-951129
Document	:	Rapport annuel du Musée de la civilisation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications
Dépôt n°	:	712-951129
Document	:	Rapport annuel du Commissaire à la déontologie policière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Ménard, ministre de la Sécurité publique
Dépôt n°	:	715-951130
Document	:	Rapport annuel de l'Institut de police du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1995.
Déposé par	:	M. Ménard, ministre de la Sécurité publique
Dépôt n°	:	716-951130
Document	:	Rapport annuel du Comité de déontologie policière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Ménard, ministre de la Sécurité publique
Dépôt n°	:	717-951130
Document	:	Rapport annuel de la Régie des alcools, des courses et des jeux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Ménard, ministre de la Sécurité publique
Dépôt n°	:	718-951130
Document	:	Rapport annuel du ministère de la Sécurité publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Ménard, ministre de la Sécurité publique
Dépôt n°	:	719-951130
Document	:	Rapport annuel de la Commission de toponymie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Beaudoin, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Dépôt n°	:	720-951130
Document	:	Rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Beaudoin, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Dépôt n°	:	721-951130

Document : Rapport annuel de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Dépôt n° : 722-951130

Document : Rapport annuel de la Société Innovatech du Grand Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Dépôt n° : 723-951130

Document : Rapport annuel de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Dépôt n° : 724-951130

Document : Rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : Mme Marois, ministre responsable de la Famille

Dépôt n° : 730-951201

Document : Rapport annuel du Conseil de la famille, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : Mme Marois, ministre responsable de la Famille

Dépôt n° : 731-951201

Document : Rapport annuel du Commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre de la Justice

Dépôt n° : 732-951201

Document : Rapport annuel du Conseil des aînés, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux

Dépôt n° : 733-951201

Document : Rapport annuel des Services gouvernementaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor

Dépôt n° : 740-951204

Document	:	Rapport annuel de la Société nationale de l'amiante, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Gendron, ministre des Ressources naturelles
Dépôt n°	:	741-951204
Document	:	Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Marois, ministre des Finances
Dépôt n°	:	749-951205
Document	:	Rapport annuel de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1995.
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	750-951205
Document	:	Rapport annuel du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	751-951205
Document	:	Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	752-951205
Document	:	Rapport annuel du Comité d'accréditation institué en vertu de la <i>Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants</i> (L.R.Q., c. A-3.01), pour l'exercice financier 1994-1995.
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	753-951205
Document	:	Rapport annuel de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1995.
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	754-951205
Document	:	Rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1995.
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	755-951205
Document	:	Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	756-951205

Document	:	Rapport annuel du Vérificateur général du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Roger Bertrand, président
Dépôt n°	:	757-951205
Document	:	Rapport annuel du ministère du Conseil exécutif, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Parizeau, premier ministre
Dépôt n°	:	762-951206
Document	:	Rapport annuel de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune
Dépôt n°	:	763-951206
Document	:	Rapport annuel de la Fondation de la faune du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune
Dépôt n°	:	764-951206
Document	:	Rapport annuel de la Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ), pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.
Déposé par	:	Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme
Dépôt n°	:	765-951206
Document	:	Rapport annuel de la Société des traversiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre des Transports
Dépôt n°	:	769-951207
Document	:	Rapport annuel de l'Université du Québec, de ses constituantes, de ses instituts de recherche et de ses écoles supérieures, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995: l'Université du Québec (en trois volumes).
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	770-951207
Document	:	Rapport annuel de l'Université du Québec, de ses constituantes, de ses instituts de recherche et de ses écoles supérieures, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995: l'Université du Québec à Montréal (en trois volumes).
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	771-951207

Document : Rapport annuel de l'Université du Québec, de ses constituantes, de ses instituts de recherche et de ses écoles supérieures, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995: l'Université du Québec à Rimouski.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 772-951207

Document : Rapport annuel de l'Université du Québec, de ses constituantes, de ses instituts de recherche et de ses écoles supérieures, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995: l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 773-951207

Document : Rapport annuel de l'Université du Québec, de ses constituantes, de ses instituts de recherche et de ses écoles supérieures, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995: l'Université du Québec à Hull.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 774-951207

Document : Rapport annuel de l'Université du Québec, de ses constituantes, de ses instituts de recherche et de ses écoles supérieures, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995: l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 775-951207

Document : Rapport annuel de l'Université du Québec, de ses constituantes, de ses instituts de recherche et de ses écoles supérieures, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995: l'Université du Québec à Chicoutimi.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 776-951207

Document : Rapport annuel de l'Université du Québec, de ses constituantes, de ses instituts de recherche et de ses écoles supérieures, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995: l'École de technologie supérieure.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 777-951207

Document : Rapport annuel de l'Université du Québec, de ses constituantes, de ses instituts de recherche et de ses écoles supérieures, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995: la Télé-Université.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 778-951207

Document : Rapport annuel de l'Université du Québec, de ses constituantes, de ses instituts de recherche et de ses écoles supérieures, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995: l'Institut national de la recherche scientifique.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 779-951207

Document : Rapport annuel de l'Université du Québec, de ses constituantes, de ses instituts de recherche et de ses écoles supérieures, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995: l'École nationale d'administration publique.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 780-951207

Document : Rapport annuel de l'Université du Québec, de ses constituantes, de ses instituts de recherche et de ses écoles supérieures, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995: l'Institut Armand-Frappier.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 781-951207

Document : Rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Dépôt n° : 783-951207

Document : Rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

Déposé par : Mme Marois, ministre du Revenu

Dépôt n° : 793-951208

Document : Rapport annuel de l'Université McGill, ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.

Déposé par : M. Garon, ministre de l'Éducation

Dépôt n° : 794-951208

Document	:	Rapport annuel de l'Université Laval (en trois volumes), ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	795-951208
Document	:	Rapport annuel de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994.
Déposé par	:	M. Landry, ministre des Affaires internationales
Dépôt n°	:	804-951211
Document	:	Rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Bégin, ministre de la Justice
Dépôt n°	:	805-951211
Document	:	Rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, des régions régionales de la santé et des services sociaux suivantes: Abitibi—Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Mauricie—Bois-Francs, Montérégie, Montréal-Centre, Nord-du-Québec, Outaouais, Québec et Saguenay—Lac-Saint-Jean.
Déposé par	:	M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
Dépôt n°	:	806-951211
Document	:	Rapport annuel du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles
Dépôt n°	:	820-951212
Document	:	Rapport annuel du Bureau de révision en immigration, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles
Dépôt n°	:	821-951212
Document	:	Rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles
Dépôt n°	:	822-951212

Document	:	Rapport annuel de la Régie du bâtiment du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles
Dépôt n°	:	823-951212
Document	:	Rapport annuel du ministère de l'Emploi, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles
Dépôt n°	:	824-951212
Document	:	Rapport annuel de l'Université de Sherbrooke (en deux volumes), ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	825-951212
Document	:	Rapport annuel de l'Université Bishop's, ainsi que des renseignements additionnels relatifs aux indemnités de départ, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	826-951212
Document	:	Rapport annuel de Tourisme Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme
Dépôt n°	:	827-951212
Document	:	Rapport annuel de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Harel, ministre de l'Emploi
Dépôt n°	:	835-951213
Document	:	Rapport annuel du Palais des congrès de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme
Dépôt n°	:	839-951213
Document	:	Rapport annuel du Centre des congrès de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme
Dépôt n°	:	840-951213

Document	:	Rapport annuel du ministère de l'Éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	851-951214
Document	:	Rapport annuel du Programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1994 (versions française, anglaise et inuit).
Déposé par	:	M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune
Dépôt n°	:	853-951214
Document	:	Rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, sur l'application de la procédure d'examen des plaintes pour les Régies régionales de la santé et des services sociaux suivantes: Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Outaouais, Québec et Saguenay—Lac-Saint-Jean.
Déposé par	:	M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
Dépôt n°	:	854-951214
Document	:	Rapport annuel du ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Landry, ministre des Affaires internationales
Dépôt n°	:	859-951215
Document	:	Rapport annuel du ministère des Finances, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	Mme Marois, ministre des Finances
Dépôt n°	:	863-951215
Document	:	Rapport annuel du ministère des Transports, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Campeau, ministre des Transports
Dépôt n°	:	864-951215
Document	:	Rapport annuel de l'Université du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1995.
Déposé par	:	M. Garon, ministre de l'Éducation
Dépôt n°	:	865-951215
Document	:	Rapport annuel de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par	:	M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
Dépôt n°	:	867-951215

- Document : Rapport annuel de la Commission des normes du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
- Déposé par : Mme Harel, ministre de l'Emploi et ministre d'État à la concertation
- Dépôt n° : 869-951215
-
- Document : Rapport annuel du Directeur général des élections, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, y compris le rapport sur les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1994.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
- Dépôt n° : 870-951215
-
- Document : Rapport annuel de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, y compris le rapport sur les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1994.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
- Dépôt n° : 871-951215
-
- Document : Rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
- Dépôt n° : 872-951215
-
- Document : Rapport annuel de la Société du Grand Théâtre de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1995.
- Déposé par : Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications
- Dépôt n° : 885-960312
-
- Document : Rapport annuel du Commissaire aux plaintes en matière de santé et de services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
- Déposé par : M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
- Dépôt n° : 886-960312
-
- Document : Rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, sur l'application de la procédure d'examen des plaintes pour les Régies régionales de la santé et des services sociaux suivantes: Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Estrie, Laval, Mauricie—Bois-Francs, Montérégie, Montréal-Centre et Nord-du-Québec.
- Déposé par : M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
- Dépôt n° : 887-960312

Document : Rapport annuel de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laval, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par : M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
Dépôt n° : 888-960312

Document : Rapport annuel de l'Office des autoroutes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par : M. Brassard, ministre des Transports
Dépôt n° : 889-960312

Document : Rapport annuel du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.
Déposé par : M. Cliche, ministre de l'Environnement et de la Faune
Dépôt n° : 890-960312

Rapports des commissions

Rapport de : Commission de l'Assemblée nationale
Sujet : Le 30 novembre 1994, a statué sur l'application des articles 127 et 139 du Règlement de l'Assemblée nationale.
Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 26-941201

Rapport de : Commission des institutions
Sujet : Le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.
Déposé par : M. Simard (Richelieu)
Dépôt n° : 41-941202

Rapport de : Commission du budget et de l'administration
Sujet : Le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.
Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
Dépôt n° : 42-941202

Rapport de : Commission de l'éducation
Sujet : Le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.
Déposé par : M. Facal (Fabre)
Dépôt n° : 43-941202

Rapport de : Commission de la culture
Sujet : Le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.
Déposé par : M. Payne (Vachon)
Dépôt n° : 44-941202

Rapport de : Commission de l'économie et du travail
Sujet : Le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.
Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
Dépôt n° : 45-941202

Rapport de : Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
Sujet : Le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.
Déposé par : M. Vallières (Richmond)
Dépôt n° : 46-941202

Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
Sujet : Le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.
Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
Dépôt n° : 47-941202

Rapport de : Commission des affaires sociales
Sujet : Le 1^{er} décembre 1994, a élu son président et son vice-président.
Déposé par : M. Lazure (La Prairie)
Dépôt n° : 64-941205

Rapport de : Commission du budget et de l'administration
Sujet : Le 8 décembre 1994, a étudié en détail le projet de loi suivant:
38 Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du
Québec et d'autres dispositions législatives — Rapporté avec des
amendements.
Déposé par : M. Chagnon (Westmount-Saint-Louis)
Dépôt n° : 126-941212

Rapport de : Commission du budget et de l'administration
Sujet : Le 8 décembre 1994, a étudié en détail le projet de loi suivant:
44 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur le ministère
du Revenu — Rapporté sans amendement.
Déposé par : M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis)
Dépôt n° : 127-941212

Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
Sujet : Le 9 décembre 1994, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de
loi d'intérêt privé suivant:
225 Loi concernant la Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine —
Rapporté sans amendement.
Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
Dépôt n° : 128-941212

Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Le 9 décembre 1994, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:
 222 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval — Rapporté avec des amendements.

Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 129-941212

Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Le 9 décembre 1994, a étudié en détail le projet de loi suivant:
 190 Loi modifiant la Loi annexant un territoire à celui de la Ville de Chicoutimi — Rapporté sans amendement.

Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 130-941212

Rapport de : Commission des institutions
 Sujet : Le 12 décembre 1994, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:
 214 Loi concernant certains immeubles du cadastre du Village de Soulanges — Rapporté avec des amendements.

Déposé par : M. Simard (Richelieu)
 Dépôt n° : 147-941213

Rapport de : Commission des institutions
 Sujet : Les 12, 13, 14, 15 et 16 décembre 1994, a étudié en détail le projet de loi:
 41 Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales — Rapporté avec des amendements.

Déposé par : M. Simard (Richelieu)
 Dépôt n° : 171-941219

Rapport de : Commission du budget et de l'administration
 Sujet : Le 16 décembre 1994, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:
 216 Loi concernant D. H. Howden & Co. Limited — Rapporté avec un amendement au titre.

Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
 Dépôt n° : 172-941219

Rapport de : Commission de l'Assemblée nationale
 Sujet : Le 19 décembre 1994, a siégé afin de statuer sur diverses affaires courantes.
 Déposé par : M. Roger Bertrand, président
 Dépôt n° : 197-941220

- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
 Sujet : Le 20 décembre 1994, a étudié en détail le projet de loi:
 42 Loi sur la réduction du capital-actions de personnes morales de droit public et de leurs filiales — Rapporté sans amendement.
- Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
 Dépôt n° : 215-941221
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Le 20 décembre 1994, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:
 200 Loi modifiant de nouveau la charte de la Ville de Montréal — Rapporté avec des amendements.
- Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 216-941221
- Rapport de : Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
 Sujet : Le 18 janvier 1995, a examiné les engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation contenus dans les listes de septembre 1993 à septembre 1994 et du secteur pêcheries du ministère contenus dans les listes d'août 1993 à septembre 1994.
- Déposé par : M. Vallières (Richmond)
 Dépôt n° : 224-950127
- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
 Sujet : Le 27 janvier 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 53 Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec — Rapporté sans amendement.
- Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
 Dépôt n° : 226-950127
- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
 Sujet : Le 31 janvier 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 55 Loi modifiant la Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics — Rapporté avec des amendements.
- Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
 Dépôt n° : 231-950202
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Le 1^{er} février 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 45 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives — Rapporté avec des amendements, dont un au titre.
- Déposé par : Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière)
 Dépôt n° : 232-950202

- Rapport de : Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
Sujet : Le 27 janvier et le 2 février 1995, a étudié en détail le projet de loi:
54 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles — Rapporté avec des amendements.
- Déposé par : M. Charbonneau (Borduas)
Dépôt n° : 236-950202
- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
Sujet : Le 2 février 1995, a étudié en détail le projet de loi:
52 Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec — Rapporté avec des amendements.
- Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
Dépôt n° : 237-950202
- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
Sujet : Les 20 décembre 1994, 10, 11, 12, 13, 17, 18, 19, 24, 25, 26, 27 et 31 janvier et 2 février 1995, a étudié en détail le projet de loi:
46 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives — l'étude détaillée du projet de loi n'a pas été complétée.
- Déposé par : Mme Leduc (Mille-Îles)
Dépôt n° : 240-950203
- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
Sujet : Le 22 février 1995, a examiné le rapport général de suivi, au 31 décembre 1994, de l'engagement de performance 1993-1995 d'Hydro-Québec.
- Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
Dépôt n° : 248-950314
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
Sujet : Le 31 janvier 1995, a examiné les engagements financiers du ministère des Transports, secteur systèmes de transport et voirie du Grand Montréal, contenus dans les listes de décembre 1993 à septembre 1994, et ceux du secteur voirie, excluant la Direction générale de Montréal, contenus dans les listes d'août 1993 à septembre 1994.
- Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
Dépôt n° : 261-950315
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
Sujet : Le 16 mars 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:
236 Loi concernant la Ville de Jonquière — Rapporté avec un amendement.
- Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
Dépôt n° : 264-950321

- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
Sujet : Le 16 mars 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:
237 Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda — Rapporté sans amendement.
- Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
Dépôt n° : 265-950321
- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
Sujet : Le 22 mars 1995, a entendu le président de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, en vertu de l'article 8 de la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.
- Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
Dépôt n° : 268-950323
- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
Sujet : Le 28 mars 1995, a étudié en détail le projet de loi:
66 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les terres du domaine public — Rapporté avec des amendements.
- Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
Dépôt n° : 273-950329
- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
Sujet : les 21 et 22 mars 1995, a étudié les rapports particuliers sur l'équilibre énergétique, l'efficacité énergétique et la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1995.
- Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
Dépôt n° : 274-950329
- Rapport de : Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
Sujet : Le 28 mars 1995, a entendu le Vérificateur général sur le document intitulé *Déficiences toujours présentes et signalées dans les rapports du Vérificateur général des années 1989 à 1993, concernant les organismes publics qui relèvent de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation*, ainsi que sur les éléments du rapport 1993-1994 du Vérificateur général qui concernent le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et les organismes publics qui relèvent de la compétence de la commission.
- Déposé par : M. Vallières (Richmond)
Dépôt n° : 277-950330
- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
Sujet : Les 4 et 5 avril 1995, a étudié en détail le projet de loi:
63 Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec — Rapporté avec des amendements.
- Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
Dépôt n° : 293-950405

- Rapport de : Commission de la culture
Sujet : Le 30 mars 1995, a étudié les rapports d'activités 1992-1993 et 1993-1994 de la Commission d'accès à l'information, conformément à l'article 119.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, et obtenu son avis sur le mandat d'initiative portant sur l'autoroute de l'information.
- Déposé par : M. Payne (Vachon)
Dépôt n° : 294-950405
- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
Sujet : Le 6 avril 1995, a entendu le Secrétaire du Conseil du trésor, en vertu de l'article 8 de la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.
- Déposé par : M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis)
Dépôt n° : 297-950411
- Rapport de : Commission de l'éducation
Sujet : Le 29 mars 1995, a entendu la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial dans le cadre de son pouvoir de surveillance d'organismes.
- Déposé par : M. Facal (Fabre)
Dépôt n° : 298-950411
- Rapport de : Commission de l'éducation
Sujet : Le 22 mars 1995, a entendu le Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation au Québec.
- Déposé par : M. Facal (Fabre)
Dépôt n° : 299-950411
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
Sujet : Le 2 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi:
73 Loi modifiant le Code de la sécurité routière en matière de circulation routière — Rapporté sans amendement.
- Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
Dépôt n° : 322-950503
- Rapport de : Commission des affaires sociales
Sujet : Les 22, 23, 24, 27, 28 et 29 mars 1995, a tenu des consultations particulières sur le projet de loi 60, Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires.
- Déposé par : M. Williams (Nelligan)
Dépôt n° : 323-950503
- Rapport de : Commission des affaires sociales
Sujet : Les 4, 5, 6 avril et 2 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi:
60 Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires — rapporté avec des amendements.

Déposé par : M. Williams (Nelligan)
Dépôt n° : 324-950503

Rapport de : Commission des institutions
Sujet : Les 15, 16, 17 et 23 mars et les 2, 3 et 4 mai 1995, a procédé à des consultations particulières sur la justice administrative.

Déposé par : M. Simard (Richelieu)
Dépôt n° : 350-950510

Rapport de : Commission des institutions
Sujet : Le 10 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi:
67 Loi modifiant, en matière de sûretés et de publicité des droits, la Loi sur l'application de la réforme du Code civil et d'autres dispositions législatives — Rapporté avec amendements.

Déposé par : M. Simard (Richelieu)
Dépôt n° : 354-950511

Rapport de : Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
Sujet : Le 10 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi:
86 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux — Rapporté avec un amendement.

Déposé par : M. Vallières (Richmond)
Dépôt n° : 355-950511

Rapport de : Commission des institutions
Sujet : Le 10 mai 1995 a étudié en détail du projet de loi suivant:
75 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur — Rapporté avec des amendements.

Déposé par : M. Simard (Richelieu)
Dépôt n° : 364-950517

Rapport de : Commission des institutions
Sujet : Le 16 mai 1995 a étudié en détail du projet de loi suivant:
80 Loi sur les huissiers de justice — Rapporté avec des amendements.

Déposé par : M. Simard (Richelieu)
Dépôt n° : 365-950517

Rapport de : Commission des affaires sociales
Sujet : Le 3 mai 1995, a procédé à des consultations particulières sur le projet de loi 70, Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance.

Déposé par : M. Williams (Nelligan)
Dépôt n° : 366-950517

Rapport de : Commission des affaires sociales
 Sujet : Les 4, 9 et 16 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 70 Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance —
 Rapporté sans amendement.
 Déposé par : M. Williams (Nelligan)
 Dépôt n° : 367-950517

Rapport de : Commissions permanentes
 Sujet : Étude des crédits budgétaires pour l'année financière 1995-1996.
 Déposé par : M. Roger Bertrand, président
 Dépôt n° : 377-950518

Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Les 16 et 17 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 68 Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec
 et d'autres dispositions législatives — Rapporté avec des amendements.
 Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 378-950518

Rapport de : Commission du budget et de l'administration
 Sujet : Les 17, 18 et 23 mai 1995, a poursuivi le débat sur le discours du budget.
 Déposé par : M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis)
 Dépôt n° : 384-950523

Rapport de : Commission des institutions
 Sujet : Le 23 mai 1995, a entendu le Directeur général des élections sur la teneur
 des propos tenus à la conférence de presse du 15 mai dernier.
 Déposé par : M. Simard (Richelieu)
 Dépôt n° : 389-950525

Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Les 10, 11, 16, 18 et 25 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 77 Loi modifiant la Loi sur les parcs — Rapporté avec des amendements.
 Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 397-950530

Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Le 30 mai 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 96 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement — Rapporté avec
 un amendement.
 Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 404-950531

- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
 Sujet : Le 25 mai 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:
 202 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société de Saint Vincent de Paul de Québec — Rapporté avec des amendements, dont un au titre.
 Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
 Dépôt n° : 405-950531
- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
 Sujet : Le 25 mai 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:
 235 Loi modifiant la Loi concernant Le Club de Golf Boucherville — Rapporté sans amendement.
 Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
 Dépôt n° : 406-950531
- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
 Sujet : Le 25 mai 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:
 240 Loi modifiant la Loi sur la Société mutuelle de réassurance du Québec — Rapporté avec un amendement.
 Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
 Dépôt n° : 407-950531
- Rapport de : Commission de l'Assemblée nationale
 Sujet : Le 17 mai 1995, a statué sur diverses affaires courantes.
 Déposé par : M. Roger Bertrand, président
 Dépôt n° : 412-950601
- Rapport de : Commission de l'éducation
 Sujet : Le 1^{er} juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 95 Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire — Rapporté avec des amendements.
 Déposé par : M. Facal (Fabre)
 Dépôt n° : 421-950605
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Les 1^{er} et 2 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 65 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux — Rapporté avec un amendement.
 Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 431-950606

- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
Sujet : Le 5 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:
84 Loi modifiant la Loi sur l'administration provisoire du Comité paritaire de l'industrie du verre plat et de la Corporation de formation des vitriers et travailleurs du verre du Québec — Rapporté sans amendement.
- Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
Dépôt n° : 432-950606
- Rapport de : Commission spéciale
Sujet : Les 23, 24, 25, 30 et 31 mai ainsi que les 1^{er}, 2 et 5 juin 1995, a procédé à des consultations particulières sur le projet de loi 90, Loi favorisant le développement de la formation professionnelle.
- Déposé par : M. Facal (Fabre)
Dépôt n° : 433-950606
- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
Sujet : Le 6 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:
72 Loi modifiant la Loi sur les forêts — Rapporté avec des amendements.
- Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
Dépôt n° : 440-950607
- Rapport de : Commission des institutions
Sujet : Le 19 décembre 1994, a procédé à des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 40, Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives.
- Déposé par : M. Simard (Richelieu)
Dépôt n° : 448-950608
- Rapport de : Commission des institutions
Sujet : Les 17, 24, 25, 26, 27, 30, 31 janvier, les 1^{er} et 28 février, les 21, 23 et 29 mars, le 5 avril et le 30 mai 1995 a étudié en détail le projet de loi suivant:
40 Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives — l'étude détaillée du projet de loi n'a pas été complétée.
- Déposé par : M. Simard (Richelieu)
Dépôt n° : 449-950608
- Rapport de : Commission des institutions
Sujet : Les 23, 24, 25 mai, 5 et 6 juin 1995 a étudié en détail le projet de loi suivant:
79 Loi sur la Commission des droits de la personne et de la protection des droits de la jeunesse — Rapporté avec des amendements, dont un au titre.
- Déposé par : M. Simard (Richelieu)
Dépôt n° : 450-950608

- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
 Sujet : Le 8 juin 1995, a étudié en détail les projets de loi:
 71 Loi visant l'amélioration des relations entre le ministère du Revenu et ses
 clientèles — Rapporté avec un amendement.
- Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
 Dépôt n° : 454-950609
- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
 Sujet : Le 8 juin 1995, a étudié en détail les projets de loi:
 100 Loi modifiant la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit et la Loi sur
 les corporations de fonds de sécurité — Rapporté sans amendement.
- Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
 Dépôt n° : 455-950609
- Rapport de : Commission des institutions
 Sujet : Les 6 et 7 juin 1995, a procédé à des consultations particulières sur le projet
 de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.
- Déposé par : M. Simard (Richelieu)
 Dépôt n° : 462-950612
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Les 7, 8 et 12 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 94 Loi sur la Commission de la capitale nationale — Rapporté avec des
 amendements.
- Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 470-950613
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Le 15 juin 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi
 d'intérêt privé suivant:
 223 Loi concernant le Village et la Paroisse de Saint-Anselme — Rapporté
 avec un amendement.
- Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 511-950616
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Le 15 juin 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi
 d'intérêt privé suivant:
 208 Loi concernant la Ville de Saint-Tite — Rapporté avec des
 amendements.
- Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 512-950616

Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
Sujet : Le 15 juin 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:
203 Loi concernant la Ville de La Baie — Rapporté avec des amendements.

Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
Dépôt n° : 513-950616

Rapport de : Commission des institutions
Sujet : Les 13, 14, 15, 16 et 19 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:
81 Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, la Loi sur les tribunaux judiciaires et diverses dispositions législatives — Rapporté avec des amendements.

Déposé par : M. Simard (Richelieu)
Dépôt n° : 548-950620

Rapport de : Commission des institutions
Sujet : Le 20 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:
76 Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur la Régie du logement — Rapporté avec des amendements.

Déposé par : M. Simard (Richelieu)
Dépôt n° : 574-950621

Rapport de : Rapport de la Commission du budget et de l'administration
Sujet : Les 15 et 16 mars 1995 ainsi qu'en séances de travail les 20 décembre 1994, 21 février et 14 juin 1995, a examiné les activités, les orientations et la gestion de la Société des loteries du Québec. Le rapport contient une recommandation.

Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
Dépôt n° : 575-950621

Rapport de : Commission du budget et de l'administration
Sujet : Les 24, 25 et 26 janvier 1995 ainsi qu'en séances de travail les 21 février et 14 juin 1995, a entendu le Vérificateur général du Québec dans le cadre de l'examen de son rapport annuel 1993-1994.

Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
Dépôt n° : 576-950621

Rapport de : Commission du budget et de l'administration
Sujet : Le 20 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:
97 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic — Rapporté avec des amendements.

Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
Dépôt n° : 577-950621

Rapport de : Commission de l'économie et du travail
 Sujet : Le 20 juin 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:
 224 Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec — Rapporté avec un amendement.
 Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
 Dépôt n° : 578-950621

Rapport de : Commission de l'économie et du travail
 Sujet : Le 20 juin 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:
 239 Loi concernant Société de Fiducie La Métropolitaine du Canada — Rapporté avec des amendements.
 Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
 Dépôt n° : 579-950621

Rapport de : Commission de l'économie et du travail
 Sujet : Le 20 juin 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:
 209 Loi concernant Société Gazoduc TQM — Rapporté avec un amendement.
 Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
 Dépôt n° : 580-950621

Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Le 20 juin 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:
 243 Loi concernant la municipalité de Saint-Nicéphore — Rapporté sans amendement.
 Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 581-950621

Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Le 20 juin 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:
 212 Loi concernant la Municipalité de Labrecque — Rapporté sans amendement
 Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 582-950621

Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Le 20 juin 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:
 204 Loi concernant la Ville de Verdun — Rapporté avec des amendements.
 Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 583-950621

- Rapport de : Commission spéciale
Sujet : Les 8, 9, 12, 13, 14, 15, 16, 19 et 20 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:
90 Loi favorisant le développement de la formation professionnelle — Rapporté avec des amendements, dont un au titre.
- Déposé par : M. Facal (Fabre)
Dépôt n° : 584-950621
- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
Sujet : Les 12, 13, 15, 19 et 21 juin 1995, a étudié en détail le projet de loi:
196 Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi — Rapporté avec un amendement.
- Déposé par : M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles)
Dépôt n° : 611-950622
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
Sujet : Les 13 et 21 juin 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:
210 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal — Rapporté avec des amendements.
- Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
Dépôt n° : 612-950622
- Rapport de : Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
Sujet : Les 24 août, 21 et 22 novembre 1995, a tenu une consultation générale et des auditions publiques sur l'avant-projet de loi intitulé «Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives afin de favoriser la protection et le développement durable des activités agricoles».
- Déposé par : M. Vallières (Richmond)
Dépôt n° : 680-951128
- Rapport de : Commission de l'éducation
Sujet : Les 13, 14, 15, 16, 19 juin et 16 novembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
89 Loi modifiant le Code des professions — Rapporté avec des amendements.
- Déposé par : M. Charbonneau (Bourassa)
Dépôt n° : 681-951128
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
Sujet : Le 28 novembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
93 Loi modifiant la Loi sur les transports — Rapporté sans amendement.
- Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
Dépôt n° : 714-951129

- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
Sujet : Le 29 novembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
104 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualité de l'environnement —
Rapporté sans amendement.
- Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
Dépôt n° : 725-951130
- Rapport de : Commission des affaires sociales
Sujet : Le 30 novembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
106 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur
l'assurance automobile — Rapporté avec des amendements.
- Déposé par : M. Williams (Nelligan)
Dépôt n° : 735-951201
- Rapport de : Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
Sujet : Le 30 novembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
105 Loi sur la protection des plantes — Rapporté sans amendement.
- Déposé par : M. Vallières (Richmond)
Dépôt n° : 736-951201
- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
Sujet : Le 30 novembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
88 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives
d'ordre fiscal — Rapporté avec des amendements.
- Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
Dépôt n° : 737-951201
- Rapport de : Commission des institutions
Sujet : Le 1^{er} décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
92 Loi modifiant le Code de procédure pénale — Rapporté avec des
amendements.
- Déposé par : M. Simard (Richelieu)
Dépôt n° : 742-951204
- Rapport de : Commission des institutions
Sujet : Le 1^{er} décembre 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet
de loi d'intérêt privé:
238 Loi concernant certaines acquisitions par le Ste Marguerite Salmon Club
et le Club de pêche Sainte-Marguerite — Rapporté avec des amendements.
- Déposé par : M. Simard (Richelieu)
Dépôt n° : 743-951204
- Rapport de : Commission des affaires sociales
Sujet : Le 1^{er} décembre 1995, a procédé à l'élection de son président.
- Déposé par : M. Perreault (Mercier)
Dépôt n° : 744-951204

- Rapport de : Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
Sujet : Le 6 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
n° 114 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries
et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives concernant
l'industrie des courses de chevaux — Rapporté sans amendement.
- Déposé par : M. Vallières (Richmond)
Dépôt n° : 784-951207
- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
Sujet : Le 6 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi suivant:
99 Loi modifiant la Loi sur le bâtiment — Rapporté avec des amendements.
- Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
Dépôt n° : 785-951207
- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
Sujet : Le 6 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi suivant:
103 Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics — Rapporté
sans amendement.
- Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
Dépôt n° : 786-951207
- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
Sujet : Le 7 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
n° 108 Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du
Québec et d'autres dispositions législatives — Rapporté avec des
amendements.
- Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
Dépôt n° : 808-951211
- Rapport de : Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
Sujet : Les 28, 29 et 30 novembre, 7 et 8 décembre 1995, a étudié en détail le
projet de loi:
85 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et
de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale — Rapporté avec des
amendements.
- Déposé par : M. Vallières (Richmond)
Dépôt n° : 809-951211
- Rapport de : Commission de la culture
Sujet : Les 28, 29 et 30 novembre 1995 et siégé en séances de travail les 19
décembre 1994, 21 novembre, 6, 7 et 8 décembre 1995 dans le cadre de
l'examen des orientations, des activités et de la gestion de Radio-Québec.
Le rapport contient des recommandations.
- Déposé par : M. Payne (Vachon)
Dépôt n° : 810-951211

- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
 Sujet : Le 5 décembre 1995, a tenu des consultations particulières sur le différend qui oppose la ville de Montréal et le Syndicat canadien de la fonction publique, local 301.
 Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
 Dépôt n° : 811-951211
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Le 11 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 n° 121 Loi modifiant les lois constitutives des communautés urbaines et d'autres dispositions législatives — Rapporté avec des amendements.
 Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 831-951212
- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
 Sujet : Le 11 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 n° 117 Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux — Rapporté sans amendement.
 Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
 Dépôt n° : 832-951212
- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
 Sujet : Le 12 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 n° 112 Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives — Rapporté avec des amendements.
 Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
 Dépôt n° : 843-951213
- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
 Sujet : Le 12 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 n° 119 Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives — Rapporté avec des amendements.
 Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
 Dépôt n° : 844-951213
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Les 5, 7, 8, 11, 12, 13 et 14 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 102 Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives — l'étude détaillée du projet de loi n'a pas été complétée.
 Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 857-951214

- Rapport de : Commission des affaires sociales
 Sujet : Les 12, 13 et 14 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 n° 115 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres
 dispositions législatives — l'étude détaillée du projet de loi n'a pas été
 complétée.
- Déposé par : M. Perreault (Mercier)
 Dépôt n° : 858-951214
- Rapport de : Commission des institutions
 Sujet : Les 8 et 11 décembre 1995, a examiné les engagements financiers du
 ministère de la Sécurité publique, du ministère de la Justice et de l'Office
 de la protection du consommateur contenus dans les listes des mois de
 janvier 1994 à octobre 1995.
- Déposé par : M. Simard (Richelieu)
 Dépôt n° : 874-951215
- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
 Sujet : Le 14 décembre 1995, a étudié en détail le projet de loi:
 n° 111 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et la Loi
 sur la Société des loteries du Québec — Rapporté avec des amendements.
- Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
 Dépôt n° : 875-951215
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Le 15 décembre 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet
 de loi d'intérêt privé:
 n° 255 Loi concernant la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau —
 Rapporté avec des amendements.
- Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 877-951215
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Le 15 décembre 1995, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet
 de loi d'intérêt privé:
 n° 247 Loi concernant la Ville de Gatineau — Rapporté avec des
 amendements.
- Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 878-951215

- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
 Sujet : Les 23 janvier et 8 février 1996, a examiné les engagements financiers du ministère du Revenu contenus dans les listes de septembre 1993 à décembre 1995, ceux du ministère des Finances contenus dans les listes de février 1994 à décembre 1995, ceux du Conseil du trésor et des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique contenus dans les listes de septembre 1993 à décembre 1995 et ceux des Services gouvernementaux contenus dans les listes de février 1994 à décembre 1995.
- Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
 Dépôt n° : 896-960312
- Rapport de : Commission du budget et de l'administration
 Sujet : Le 28 février 1996, a entendu le sous-ministre du Revenu, en vertu de l'article 8 de la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*. Le rapport contient une recommandation.
- Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
 Dépôt n° : 897-960312
- Rapport de : Commission de l'aménagement et des équipements
 Sujet : Les 23 janvier, 15 et 22 février 1996, a examiné les engagements financiers du ministère des Affaires municipales, secteur gestion municipale, contenus dans les listes de janvier 1993 à décembre 1995 et ceux du ministère de l'Environnement et de la Faune contenus dans les listes d'avril 1993 à décembre 1995.
- Déposé par : Mme Bélanger (Mégantic-Compton)
 Dépôt n° : 898-960312
- Rapport de : Commission des institutions
 Sujet : Le 25 janvier 1996, a examiné les orientations, les activités et la gestion de la Sûreté du Québec.
- Déposé par : M. Sirros (Laurier-Dorion)
 Dépôt n° : 899-960312
- Rapport de : Commission des institutions
 Sujet : Le 25 janvier 1996, a examiné les engagements financiers de la Sûreté du Québec contenus dans les listes de janvier 1994 à décembre 1995.
- Déposé par : M. Sirros (Laurier-Dorion)
 Dépôt n° : 900-960312
- Rapport de : Commission des institutions
 Sujet : Les 6, 7, 8, 13, 14 et 15 février 1996, a tenu une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 130, *Loi sur la justice administrative*.
- Déposé par : M. Sirros (Laurier-Dorion)
 Dépôt n° : 901-960312

- Rapport de : Commission des institutions
Sujet : Les 20 et 22 février 1996, a tenu une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 131, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif concernant l'éthique et la déontologie.
- Déposé par : M. Sirros (Laurier-Dorion)
Dépôt n° : 902-960312
- Rapport de : Commission des affaires sociales
Sujet : Le 24 janvier 1996, a étudié les rapports annuels 1993-1994 et 1994-1995 et entendu à cette fin les Régies régionales de la santé et des services sociaux de l'Outaouais, de l'Estrie et Mauricie—Bois-Francs.
- Déposé par : M. Williams (Nelligan)
Dépôt n° : 903-960312
- Rapport de : Commission des affaires sociales
Sujet : Le 25 janvier 1996, a examiné les engagements financiers du ministère de la Santé et des Services sociaux contenus dans les listes d'août 1993 à novembre 1995 et ceux de l'Office des personnes handicapées du Québec contenus dans les listes de janvier 1993 à novembre 1995.
- Déposé par : M. Williams (Nelligan)
Dépôt n° : 904-960312
- Rapport de : Commission des affaires sociales
Sujet : Les 6, 7, 8, 13 et 15 février 1996, a tenu une consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé «Loi sur l'équité salariale et modifiant certaines dispositions législatives».
- Déposé par : M. Williams (Nelligan)
Dépôt n° : 905-960312
- Rapport de : Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
Sujet : Le 18 janvier 1996, a examiné les engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation contenus dans les listes d'octobre 1994 à octobre 1995.
- Déposé par : M. Vallières (Richmond)
Dépôt n° : 906-960312
- Rapport de : Commission de l'éducation
Sujet : Les 27, 28 et 29 février 1996, a entendu le Vérificateur général du Québec sur les éléments de son rapport 1995 concernant les universités, ainsi que les dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire quant aux rapports produits en application de la *Loi sur les établissements de niveau universitaire*.
- Déposé par : M. Charbonneau (Bourassa)
Dépôt n° : 907-960312

- Rapport de : Commission de l'éducation
Sujet : Les 25 janvier 1995 et 23 janvier 1996, a examiné les engagements financiers relevant du ministre de l'Éducation contenus dans les listes de septembre 1993 à avril 1994.
- Déposé par : M. Charbonneau (Bourassa)
Dépôt n° : 908-960312
- Rapport de : Commission de l'éducation
Sujet : Le 31 janvier 1996, a entendu les coprésidents de la Commission des États généraux sur l'éducation sur le document intitulé «Exposé de la situation».
- Déposé par : M. Charbonneau (Bourassa)
Dépôt n° : 909-960312
- Rapport de : Commission de l'éducation
Sujet : Le 6 février 1996, a entendu le sous-ministre de l'Éducation dans le cadre de la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*.
- Déposé par : M. Charbonneau (Bourassa)
Dépôt n° : 910-960312
- Rapport de : Commission de l'éducation
Sujet : Le 5 mars 1996, a entendu la Commission consultative de l'enseignement privé et la Commission d'appel sur la langue d'enseignement dans le cadre de son pouvoir de surveillance d'organismes.
- Déposé par : M. Charbonneau (Bourassa)
Dépôt n° : 911-960312
- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
Sujet : Le 25 janvier 1996, a examiné les engagements financiers de la ministre déléguée au Tourisme contenus dans les listes d'octobre 1993 à octobre 1994.
- Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
Dépôt n° : 912-960312
- Rapport de : Commission de l'économie et du travail
Sujet : Les 27 et 28 février 1996, a étudié la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour 1996, le rapport général de suivi au 31 décembre 1995 de l'engagement de performance 1993-1995, l'engagement de performance transitoire 1996, le rapport particulier sur l'équilibre énergétique, l'efficacité énergétique et l'hydraulicité, le rapport particulier sur la diversification et la recherche-développement et entendu les membres du conseil de direction d'Hydro-Québec.
- Déposé par : M. Tremblay (Outremont)
Dépôt n° : 913-960312

Rapports du Directeur de la législation

- Document** : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
222 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval — Le projet de loi peut
être présenté à l'Assemblée et adopté avant le 21 décembre 1994, sous
réserve de l'article 22 du Règlement.
- Déposé par** : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 4-941130
- Document** : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
214 Loi concernant certains immeubles du cadastre du Village de Soulanges
— Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et peut être adopté
avant le 21 décembre 1994, sous réserve de l'article 22 du Règlement.
- Déposé par** : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 17-941201
- Document** : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
225 Loi concernant la Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine — Le
projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et adopté avant le
21 décembre 1994, sous réserve de l'article 22 du Règlement.
- Déposé par** : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 27-941202
- Document** : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
216 Loi concernant D. H. Howden & Co. Limited — Le projet de loi peut
être présenté à l'Assemblée et adopté avant le 21 décembre 1994, sous
réserve de l'article 22 du Règlement.
- Déposé par** : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 28-941202
- Document** : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
200 Loi modifiant de nouveau la charte de la Ville de Montréal — Le projet
de loi peut être présenté à l'Assemblée mais ne peut être adopté avant le
21 décembre 1994.
- Déposé par** : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 110-941212
- Document** : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
235 Loi modifiant la Loi concernant Le Club de Golf Boucherville — Le
projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et adopté avant le
21 décembre 1994, sous réserve de l'article 22 du Règlement.
- Déposé par** : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 148-941214

- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:
237 Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda — Le projet de loi ne peut être présenté à l'Assemblée sans le consentement unanime pour déroger aux règles de fonctionnement 36 et 37.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 203-941221
- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:
236 Loi concernant la Ville de Jonquière — Le projet de loi ne peut être présenté à l'Assemblée sans le consentement unanime pour déroger aux règles de fonctionnement 36 et 37.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 204-941221
- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
202 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société de Saint Vincent de Paul de Québec.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 321-950503
- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
209 Loi concernant Société Gazoduc TQM.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 335-950510
- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
224 Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 336-950510
- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
208 Loi concernant la Ville de Saint-Tite.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 337-950510
- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
204 Loi concernant la Ville de Verdun.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 338-950510
- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
223 Loi concernant le Village et la Paroisse de Saint-Anselme.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
Dépôt n° : 339-950510

- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
240 Loi modifiant la Loi sur la Société mutuelle de réassurance du Québec.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
- Dépôt n° : 340-950510
-
- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
203 Loi concernant la Ville de La Baie.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
- Dépôt n° : 341-950510
-
- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
239 Loi concernant Société de Fiducie La Métropolitaine du Canada.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
- Dépôt n° : 351-950511
-
- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
210 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
- Dépôt n° : 352-950511
-
- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
238 Loi concernant certaines acquisitions par le Ste Marguerite Salmon Club
et le Club de pêche Sainte-Marguerite.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
- Dépôt n° : 353-950511
-
- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
243 Loi concernant la municipalité de Saint-Nicéphore — Le projet de loi
peut être présenté à l'Assemblée mais ne peut être adopté avant le 23 juin
1995.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
- Dépôt n° : 360-950517
-
- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
212 Loi concernant la Municipalité de Labrecque — Le projet de loi peut
être présenté à l'Assemblée et être adopté avant le 23 juin 1995, sous
réserve de l'article 22 du Règlement.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
- Dépôt n° : 414-950602
-
- Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:
n° 245 Loi concernant la Paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie — Le projet
de loi peut être présenté à l'Assemblée et être adopté avant le
21 décembre 1995, sous réserve de l'article 22 du Règlement.
- Déposé par : M. Roger Bertrand, président
- Dépôt n° : 768-951207

Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé: n° 246 Loi concernant la Ville de Mirabel — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et être adopté avant le 21 décembre 1995, sous réserve de l'article 22 du Règlement.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président

Dépôt n° : 792-951208

Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé: n° 255 Loi concernant la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau — Le projet de loi ne peut être présenté à l'Assemblée et ne peut être adopté avant le 21 décembre 1995 sans le consentement unanime pour déroger aux Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président

Dépôt n° : 799-951211

Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé: n° 247 Loi concernant la Ville de Gatineau — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et peut être adopté avant le 21 décembre 1995, sous réserve de l'article 22 du Règlement.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président

Dépôt n° : 800-951211

Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé: n° 231 Loi concernant le Canton d'Orford — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et être adopté avant le 21 décembre 1995, sous réserve de l'article 22 du Règlement.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président

Dépôt n° : 801-951211

Document : Rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé: n° 249 Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et être adopté avant le 21 décembre 1995, sous réserve de l'article 22 du Règlement.

Déposé par : M. Roger Bertrand, président

Dépôt n° : 847-951214

Réponse à une question écrite

Document : Réponse à la question écrite de M. Paradis, leader de l'opposition officielle, concernant les quatorze délégués du premier ministre en région — Question n° 9, *Feuilleton et préavis* du 30 novembre 1994.

Déposé par : M. Chevrette, ministre d'État au Développement des régions et ministre des Affaires municipales

Dépôt n° : 244-950314

- Document : Réponse à la question écrite de M. Thérien (Bertrand) concernant la tutelle de la municipalité de Chertsey — Question n° 19, *Feuilleton et préavis* du 14 décembre 1994.
- Déposé par : M. Chevrette, ministre d'État au Développement des régions et ministre des Affaires municipales
- Dépôt n° : 245-950314
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant des statistiques sur les hôpitaux — Questions n° 4, 5 et 8, *Feuilleton et préavis* du 30 novembre 1994.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 251-950315
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant le sujet suivant: le groupe de travail sur les règlements de la Loi 120 — Question n° 7, *Feuilleton et préavis* du 30 novembre 1994.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 252-950315
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant le sujet suivant: la construction de futurs Centres d'hébergement et de soins de longue durée ou l'agrandissement de centres existants — Question n° 13, *Feuilleton et préavis* du 14 décembre 1994.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 253-950315
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant le sujet suivant: les établissements du réseau de la santé et des services sociaux — Question n° 14, *Feuilleton et préavis* du 14 décembre 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 254-950315
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant le sujet suivant: un bilan-lits des hôpitaux — Question n° 15, *Feuilleton et préavis* du 14 décembre 1994.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 255-950315
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant le sujet suivant: l'opération «Défi-Qualité-Performance» — Question n° 16, *Feuilleton et préavis* du 14 décembre 1994.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 256-950315

- Document : Réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant le sujet suivant: la lutte anti-tabac — Question n° 17, *Feuilleton et préavis* du 14 décembre 1994.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 257-950315
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant le sujet suivant: le Groupe tactique d'interventions (GTI) des urgences du Québec — Question n° 4, *Feuilleton et préavis* du 5 avril 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 287-950405
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant le sujet suivant: la lutte anti-tabac — Question n° 8, *Feuilleton et préavis* du 5 avril 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 288-950405
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Benoit (Orford) concernant le sujet suivant: la coupe de bois sur la pourvoirie de l'Île d'Anticosti — Question n° 10, *Feuilleton et préavis* du 26 avril 1995.
- Déposé par : M. Gendron, leader adjoint du gouvernement
- Dépôt n° : 312-950426
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Benoit (Orford) concernant le sujet suivant: la pisciculture de Baldwin dans la municipalité de Barnston, comté d'Orford — Question n° 11, *Feuilleton et préavis* du 26 avril 1995.
- Déposé par : M. Gendron, leader adjoint du gouvernement
- Dépôt n° : 313-950426
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Gauthrin (Verdun) concernant le sujet suivant: le taux de délivrance des diplômes pour les études post-secondaires au Québec — Question n° 9, *Feuilleton et préavis* du 10 mai 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 342-950510
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Gauthrin (Verdun) concernant le sujet suivant: le soutien financier destiné aux étudiants de deuxième et troisième cycles des universités québécoises — Question n° 12, *Feuilleton et préavis* du 10 mai 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 343-950510

- Document : Réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant le sujet suivant: les réalisations découlant de l'application des directives adressées à Urgences-santé en juin 1992 — Question n° 13, *Feuilleton et préavis* du 10 mai 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 344-950510
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Gautrin (Verdun) concernant le sujet suivant: les modalités relatives au renouvellement de l'entente entre Urgences-santé et ses médecins — Question n° 14, *Feuilleton et préavis* du 10 mai 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 345-950510
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Gautrin (Verdun) concernant le sujet suivant: les indicateurs résultant de l'application des directives transmises à Urgences-santé concernant le temps de réponse moyen (appel-arrivée sur les lieux) — Question n° 15, *Feuilleton et préavis* du 10 mai 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 346-950510
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Bordeleau (Acadie) concernant l'allocation et l'utilisation des limousines dans le gouvernement actuel — Question n° 5, *Feuilleton et préavis* du 17 mai 1995.
- Déposé par : M. Gendron, leader adjoint du gouvernement
- Dépôt n° : 374-950518
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Gautrin (Verdun) concernant le document «Les Finances du gouvernement: Une autre façon de gérer s'impose» et sur les données de population — Question n° 7, *Feuilleton et préavis* du 7 juin 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 439-950607
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Bourbeau (Laporte) concernant les dépenses du gouvernement du Québec et l'évolution de la dette et du service de la dette — Question n° 1, *Feuilleton et préavis* du 21 juin 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 603-950622
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Bourbeau (Laporte) concernant le sujet suivant: les mesures fiscales prises afin d'éliminer le commerce illégal du tabac — Question n° 2, *Feuilleton et préavis* du 21 juin 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 604-950622

- Document : Réponse à la question écrite de M. Bourbeau (Laporte) concernant l'évolution de l'économie souterraine et de ses impacts sur l'équilibre des finances publiques — Question n° 3, *Feuilleton et préavis* du 21 juin 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 605-950622
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Gautrin (Verdun) concernant le document «Les finances du gouvernement: Une autre façon de gérer s'impose» — Question n° 6, *Feuilleton et préavis* du 21 juin 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 606-950622
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Gautrin (Verdun) concernant les emprunts sous forme obligataire garantis par le gouvernement pour chaque institution collégiale ou universitaire — Question n° 16, *Feuilleton et préavis* du 21 juin 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 607-950622
-
- Document : La réponse à la question écrite de M. Dumont (Rivière-du-Loup) concernant la taxe de vente imposée sur les transactions impliquant les détaillants de bateaux de plaisance — Question n° 20, *Feuilleton et préavis* du 21 juin 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 608-950622
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Fournier (Châteauguay) concernant le comité technique interne mis sur pied en février 1995 chargé d'analyser toutes les recommandations techniques formulées par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement dans le cadre du dossier de la décontamination des lagunes de Mercier — Question n° 23, *Feuilleton et préavis* du 21 juin 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 631-950914
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Gautrin (Verdun) concernant les organismes de charité enregistrés — Question n° 24, *Feuilleton et préavis* du 13 septembre 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 637-950918
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Williams (Nelligan) concernant l'offre de garantie pour le médicament Clorazil — Question n° 22, *Feuilleton et préavis* du 2 juin 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 657-951128

- Document : Réponse à la question écrite de M. Bordeleau (Acadie) concernant les frais reliés au fonctionnement et au personnel de la résidence de fonction du Premier ministre du Québec — Question n° 26, *Feuilleton et préavis* du 22 juin 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 729-951201
-
- Document : Réponses aux questions écrites de M. Vallières (Richmond) concernant les ententes fédérales-provinciales dans le domaine agricole — Question n° 17 et 18, *Feuilleton et préavis* du 5 avril 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 739-951204
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant les compressions budgétaires s'appliquant aux établissements publics et privés ainsi qu'aux régies régionales de la santé et des services sociaux du Québec pour l'exercice financier 1995-1996 et pour les trois prochains exercices financiers — Question n° 27, *Feuilleton et préavis* du 22 juin 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 802-951211
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Marsan (Robert-Baldwin) concernant l'appel d'offres relatif à l'acquisition de caméras gammas tomographiques pour l'hôpital Hôtel-Dieu de Sorel, l'hôpital Sainte-Croix de Drummondville et le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke — Question n° 28, *Feuilleton et préavis* du 22 juin 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 803-951211
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Williams (Nelligan) concernant l'implantation, dans l'ouest de l'île de Montréal, d'un campus d'enseignement collégial francophone rattaché à un cégep existant — Question n° 21, *Feuilleton et préavis* du 2 juin 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 818-951212
-
- Document : Réponse à la question écrite de M. Gauthrin (Verdun) concernant l'épreuve de français du ministère de l'Éducation administrée aux finissants des cégeps inscrits dans une université québécoise — Question n° 25, *Feuilleton et préavis* du 9 juin 1995.
- Déposé par : M. Chevrette, leader du gouvernement
- Dépôt n° : 819-951212

Pétitions

- Extrait de : Pétition signée par 1 028 résidents de l'ouest de l'île de Montréal demandant la construction, à Pierrefonds, d'un centre d'études collégiales francophone affilié au cégep Saint-Laurent.
Déposé par : M. Williams (Nelligan)
Dépôt n° : 173-941219
- Extrait de : Pétition signée par 1 025 résidents de l'ouest de l'île de Montréal demandant la construction, à Pierrefonds, d'un centre d'études collégiales francophone affilié au cégep Saint-Laurent.
Déposé par : M. Marsan (Robert-Baldwin)
Dépôt n° : 174-941219
- Extrait de : Pétition signée par 1 025 résidents de l'ouest de l'île de Montréal demandant la construction, à Pierrefonds, d'un centre d'études collégiales francophone affilié au cégep Saint-Laurent.
Déposé par : M. Kelley (Jacques-Cartier)
Dépôt n° : 175-941219
- Extrait de : Pétition signée par 15 000 citoyens d'Abitibi-Ouest, demandant l'intervention de l'Assemblée pour améliorer l'accès aux services de santé dans cette région.
Déposé par : M. Trudel (Rouyn—Noranda—Témiscamingue)
Dépôt n° : 198-941220
- Extrait de : Pétition signée par 83 citoyens de la partie rurale de la municipalité d'Ascot, demandant le report de l'application d'un certain règlement de la municipalité du canton d'Eaton et la tenue de consultations auprès de la population d'Ascot.
Déposé par : M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue)
Dépôt n° : 217-941221
- Extrait de : Pétition signée par 2 203 citoyens du Saguenay—Lac-Saint-Jean, demandant le parachèvement de la route 381 entre Ferland-Boileau et Saint-Urbain.
Déposé par : M. Morin (Dubuc)
Dépôt n° : 218-941221
- Extrait de : Pétition signée par 118 citoyens de la région de Rivière-du-Loup, demandant l'annulation de la décision de fermer le service de télécommunications de la Sûreté du Québec, section Rivière-du-Loup.
Déposé par : M. Dumont (Rivière-du-Loup)
Dépôt n° : 233-950202

- Extrait de : Pétition signée par 10 125 éducateurs et éducatrices des garderies à but lucratif, demandant une révision de la politique gouvernementale de financement des garderies.
- Déposé par : M. Kelley (Jacques-Cartier)
- Dépôt n° : 263-950316
-
- Extrait de : Pétition signée par 927 citoyens et citoyennes du secteur Chauveau à Sainte-Foy, demandant le prolongement de l'autoroute de la Capitale en direction ouest.
- Déposé par : M. Côté (La Peltrie)
- Dépôt n° : 278-950330
-
- Extrait de : Pétition signée par 282 membres du Syndicat du personnel de l'enseignement de Chauveau, concernant les régimes de retraite.
- Déposé par : M. Brouillet (Chauveau)
- Dépôt n° : 356-950511
-
- Extrait de : Pétition signée par 825 membres du Syndicat de l'enseignement du Haut-Richelieu.
- Déposé par : M. Paquin (Saint-Jean)
- Dépôt n° : 358-950516
-
- Extrait de : Pétition signée par 360 membres du Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage.
- Déposé par : M. Dumont (Rivière-du-Loup)
- Dépôt n° : 359-950516
-
- Extrait de : Pétition signée par 1180 membres du Syndicat de l'enseignement de Lanaudière concernant les régimes de retraite.
- Déposé par : Mme Caron (Terrebonne)
- Dépôt n° : 368-950517
-
- Extrait de : Pétition signée par 396 citoyens et citoyennes de la Haute-Côte-Nord, concernant les régimes de retraite.
- Déposé par : M. Gagnon (Saguenay)
- Dépôt n° : 369-950517
-
- Extrait de : Pétition signée par les porte-parole de quelque 75 000 citoyens et citoyennes de Québec, concernant le club de hockey Les Nordiques.
- Déposé par : M. Rivard (Limoilou)
- Dépôt n° : 370-950517

- Extrait de : Pétition signée par 734 membres du Syndicat du personnel de l'enseignement du Nord de la Capitale, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
- Déposé par : Mme Barbeau (Vanier)
- Dépôt n° : 379-950518
-
- Extrait de : Pétition signée par 201 professionnels du Centre hospitalier Maisonneuve-Rosemont, concernant la restructuration du réseau des hôpitaux affiliés à l'Université de Montréal.
- Déposé par : M. Maciocia (Viger)
- Dépôt n° : 380-950518
-
- Extrait de : Pétition signée par 898 membres de l'Association des transporteurs en vrac de l'Outaouais et citoyens de l'Outaouais, concernant l'engagement de camionneurs-artisans membres de cette association pour les travaux de construction du casino de Hull.
- Déposé par : M. Dumont (Rivière-du-Loup)
- Dépôt n° : 382-950518
-
- Extrait de : Pétition signée par 147 membres du Syndicat de l'enseignement du Saguenay.
- Déposé par : M. Morin (Dubuc)
- Dépôt n° : 390-950525
-
- Extrait de : Pétition signée par 592 membres du Syndicat de l'enseignement Richelieu-Yamaska.
- Déposé par : M. Dion (Saint-Hyacinthe)
- Dépôt n° : 391-950525
-
- Extrait de : Pétition signée par 1026 membres du Syndicat des enseignants des Vieilles-Forges.
- Déposé par : M. Désilets (Maskinongé)
- Dépôt n° : 392-950525
-
- Extrait de : Pétition signée par 415 membres du Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
- Déposé par : Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata)
- Dépôt n° : 398-950530
-
- Extrait de : Pétition signée par 210 membres du Syndicat des enseignants et des enseignantes du Long-Sault, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
- Déposé par : M. Beaudet (Argenteuil)
- Dépôt n° : 399-950530

- Extrait de : Pétition signée par 1698 membres du Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : Mme Vaive (Chapleau)
Dépôt n° : 400-950530
- Extrait de : Pétition signée par 3006 membres du Syndicat de l'enseignement de la Chaudière, du Syndicat de l'enseignement de Pascal Taché et du Syndicat de l'enseignement de l'Amiante, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Paré (Lotbinière)
Dépôt n° : 401-950530
- Extrait de : Pétition signée par 450 membres du Syndicat de l'enseignement du Sault-Saint-Louis, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Ouimet (Marquette)
Dépôt n° : 402-950530
- Extrait de : Pétition signée par 8408 citoyens et citoyennes du comté de Deux-Montagnes, concernant le taux d'alcoolémie permis au volant de sa voiture.
Déposé par : Mme Robert (Deux-Montagnes)
Dépôt n° : 403-950530
- Extrait de : Pétition signée par 48 106 citoyens et citoyennes du Saguenay—Lac-Saint-Jean, concernant l'achèvement de l'autoroute Alma-La Baie.
Déposé par : M. Dufour (Jonquière)
Dépôt n° : 408-950531
- Extrait de : Pétition signée par 5000 citoyens et citoyennes du Saguenay—Lac-Saint-Jean, concernant l'achèvement de l'autoroute Alma-La Baie.
Déposé par : M. Dufour (Jonquière)
Dépôt n° : 409-950531
- Extrait de : Pétition signée par 230 membres du Syndicat du personnel de soutien scolaire de Jonquière, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Dufour (Jonquière)
Dépôt n° : 413-950601
- Extrait de : Pétition signée par 216 membres du Syndicat du personnel de soutien en éducation Le Royer, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles)
Dépôt n° : 416-950602

- Extrait de : Pétition signée par 328 membres du Syndicat de l'enseignement de Taillon, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Payne (Vachon)
Dépôt n° : 417-950602
- Extrait de : Pétition signée par 68 pétitionnaires, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
Déposé par : M. Williams (Nelligan)
Dépôt n° : 422-950605
- Extrait de : Pétition signée par 57 pétitionnaires, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Déposé par : M. Williams (Nelligan)
Dépôt n° : 423-950605
- Extrait de : Pétition signée par 823 membres du Syndicat de l'enseignement de la Haute-Yamaska, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Brodeur (Shefford)
Dépôt n° : 424-950605
- Extrait de : Pétition signée par 965 membres du Syndicat du personnel de l'enseignement de Québec-Montmorency, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Gaulin (Taschereau)
Dépôt n° : 425-950605
- Extrait de : Pétition signée par 738 membres du Syndicat de l'enseignement de la Mauricie, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Pinard (Saint-Maurice)
Dépôt n° : 426-950605
- Extrait de : Pétition signée par 383 membres du Syndicat des enseignantes et enseignants des Laurentides, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Pelletier (Abitibi-Est)
Dépôt n° : 427-950605
- Extrait de : Pétition signée par 688 membres du Syndicat des employés de soutien de la Commission scolaire Saint-Jérôme et du Syndicat de l'enseignement de Saint-Jérôme, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Kieffer (Groulx)
Dépôt n° : 434-950606

- Extrait de : Pétition signée par 2722 membres du Syndicat de l'enseignement de Champlain, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : Mme Vermette (Marie-Victorin)
Dépôt n° : 435-950606
- Extrait de : Pétition signée par 903 membres du Syndicat de l'enseignement de Châteauguay-Moissons et du Syndicat de l'enseignement de Champlain, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Deslières (Salaberry-Soulanges)
Dépôt n° : 436-950606
- Extrait de : Pétition signée par 260 membres du Syndicat des enseignantes et enseignants de Charlevoix, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Bertrand (Charlevoix)
Dépôt n° : 441-950607
- Extrait de : Pétition signée par 401 membres du Syndicat des enseignantes et enseignants de la commission scolaire La Riveraine, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Morin (Nicolet-Yamaska)
Dépôt n° : 442-950607
- Extrait de : Pétition signée par 21 101 pétitionnaires de la région de l'Outaouais, concernant la fermeture du Centre Mgr Proulx à Aylmer.
Déposé par : M. Middlemiss (Pontiac)
Dépôt n° : 443-950607
- Extrait de : Pétition signée par 1074 membres du Syndicat de l'enseignement de l'ouest de Montréal, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Cherry (Saint-Laurent)
Dépôt n° : 451-950608
- Extrait de : Pétition signée par 1233 membres du Syndicat de l'enseignement de Lanaudière et du Syndicat de l'enseignement des Moulins, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic
Déposé par : Mme Caron (Terrebonne)
Dépôt n° : 452-950608
- Extrait de : Pétition signée par 96 membres du Syndicat du personnel technique et administratif de la Commission scolaire catholique de Sherbrooke, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic
Déposé par : M. Boucher (Johnson)
Dépôt n° : 453-950608

- Extrait de : Pétition signée par 3270 membres de l'Alliance de professeurs de Montréal, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles)
Dépôt n° : 456-950609
- Extrait de : Pétition signée par 620 membres du Syndicat des enseignantes et enseignants de Mille-Îles, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Cliche (Vimont)
Dépôt n° : 457-950609
- Extrait de : Pétition signée par 765 membres du Syndicat de l'enseignement de la région de Drummondville, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Jutras (Drummond)
Dépôt n° : 458-950609
- Extrait de : Pétition signée par 782 membres du Syndicat de l'enseignement du Saguenay et du Syndicat régional des employés de soutien, concernant les régimes de retraite dans les secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Dufour (Jonquière)
Dépôt n° : 463-950612
- Extrait de : Pétition signée par 832 membres du Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue, concernant les régimes de retraite dans les secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue)
Dépôt n° : 464-950612
- Extrait de : Pétition signée par 724 membres du Syndicat de l'enseignement des Bois-Francis, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Baril (Arthabaska)
Dépôt n° : 471-950613
- Extrait de : Pétition signée par 1051 membres de l'Association des professeurs de Lignery, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Lazure (La Prairie)
Dépôt n° : 472-950613
- Extrait de : Pétition signée par 80 membres du Syndicat du personnel de soutien du cégep François-Xavier-Garneau, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : Mme Delisle (Jean-Talon)
Dépôt n° : 473-950613

- Extrait de : Pétition signée par 314 membres du Syndicat de l'enseignement du Bas-Richelieu, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Simard (Richelieu)
Dépôt n° : 474-950613
- Extrait de : Pétition signée par 540 citoyens du comté de Saint-Henri—Sainte-Anne, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
Déposé par : Mme Loiselle (Saint-Henri—Sainte-Anne)
Dépôt n° : 475-950613
- Extrait de : Pétition signée par 376 citoyens du comté de Bourassa, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
Déposé par : M. Charbonneau (Bourassa)
Dépôt n° : 476-950613
- Extrait de : Pétition signée par 1077 pétitionnaires, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
Déposé par : M. Williams (Nelligan)
Dépôt n° : 477-950613
- Extrait de : Pétition signée par 3177 citoyens du comté de Beauce-Nord, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
Déposé par : M. Poulin (Beauce-Nord)
Dépôt n° : 478-950613
- Extrait de : Pétition signée par 4057 citoyens du comté de Beauce-Nord, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
Déposé par : M. Poulin (Beauce-Nord)
Dépôt n° : 479-950613
- Extrait de : Pétition signée par 383 membres du Syndicat du personnel de l'enseignement des Hautes-Rivières du territoire de Pierre-Neveu, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Létourneau (Ungava)
Dépôt n° : 481-950614
- Extrait de : Pétition signée par 1434 membres du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Boucher (Johnson)
Dépôt n° : 482-950614

- Extrait de : Pétition signée par 908 citoyens du comté de Pontiac, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- Déposé par : M. Middlemiss (Pontiac)
- Dépôt n° : 483-950614
-
- Extrait de : Pétition signée par 259 citoyens du comté de Pontiac, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- Déposé par : M. Middlemiss (Pontiac)
- Dépôt n° : 484-950614
-
- Extrait de : Pétition signée par 215 pétitionnaires, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- Déposé par : M. Bordeleau (Acadie)
- Dépôt n° : 485-950614
-
- Extrait de : Pétition signée par 177 citoyens du comté de Marguerite-Bourgeoys, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- Déposé par : Mme Frulla (Marguerite-Bourgeoys)
- Dépôt n° : 486-950614
-
- Extrait de : Pétition signée par 2218 citoyens du comté de Beauce-Sud, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- Déposé par : M. Quirion (Beauce-Sud)
- Dépôt n° : 487-950614
-
- Extrait de : Pétition signée par 176 membres du Syndicat de l'enseignement de la région de la Mitis, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
- Déposé par : Mme Charest (Rimouski)
- Dépôt n° : 500-950615
-
- Extrait de : Pétition signée par 125 920 citoyens de la région de Montréal, concernant la fermeture de l'Hôpital Reine Elizabeth de Montréal.
- Déposé par : M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce)
- Dépôt n° : 501-950615
-
- Extrait de : Pétition signée par 179 pétitionnaires, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- Déposé par : M. MacMillan (Papineau)
- Dépôt n° : 514-950616

- Extrait de : Pétition signée par 501 citoyens du comté de Nelligan, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
Déposé par : M. Williams (Nelligan)
Dépôt n° : 515-950616
- Extrait de : Pétition signée par 586 citoyens du comté de Vanier, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
Déposé par : M. Marsan (Robert-Baldwin)
Dépôt n° : 516-950616
- Extrait de : Pétition signée par 537 citoyens du comté de Jacques-Cartier, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
Déposé par : M. Kelley (Jacques-Cartier)
Dépôt n° : 517-950616
- Extrait de : Pétition signée par 2950 citoyens et citoyennes de la région de l'Estrie, concernant la reconnaissance des traitements ostéopathiques par la Régie de l'assurance-maladie du Québec.
Déposé par : M. Boucher (Johnson)
Dépôt n° : 518-950616
- Extrait de : Pétition signée par 1478 citoyens du Nord-Est de Montréal, concernant la construction d'un hôpital dans le quartier Rivière-des-Prairies.
Déposé par : M. Gobé (LaFontaine)
Dépôt n° : 519-950616
- Extrait de : Pétition signée par 239 citoyens des comtés de Verdun et de Notre-Dame-de-Grâce, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
Déposé par : M. Gauthrin (Verdun)
Dépôt n° : 527-950619
- Extrait de : Pétition signée par 717 citoyens du comté de Robert-Baldwin, par M. Marsan (Robert-Baldwin), concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
Déposé par : M. Marsan (Robert-Baldwin)
Dépôt n° : 528-950619
- Extrait de : Pétition signée par 12 089 citoyens du comté de Chauveau et desservis par le Centre hospitalier Chauveau, concernant la fermeture de cet hôpital.
Déposé par : M. Marsan (Robert-Baldwin)
Dépôt n° : 529-950619

- Extrait de : Pétition signée par 230 citoyens des comtés de Richmond et de Viau, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- Déposé par : M. Vallières (Richmond)
- Dépôt n° : 549-950620
-
- Extrait de : Pétition signée par 1323 pétitionnaires du Centre hospitalier Reddy Memorial, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- Déposé par : M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis)
- Dépôt n° : 550-950620
-
- Extrait de : Pétition signée par 508 citoyens du comté de Nelligan, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- Déposé par : M. Williams (Nelligan)
- Dépôt n° : 551-950620
-
- Extrait de : Pétition signée par 175 citoyens des comtés de Jean-Talon et de Louis-Hébert, concernant le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- Déposé par : Mme Delisle (Jean-Talon)
- Dépôt n° : 552-950620
-
- Extrait de : Pétition signée par 581 membres du Syndicat du personnel de soutien en éducation, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
- Déposé par : M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis)
- Dépôt n° : 553-950620
-
- Extrait de : Pétition signée par 124 membres de la Provincial Association of Protestant Teachers of Québec, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
- Déposé par : M. Williams (Nelligan)
- Dépôt n° : 554-950620
-
- Extrait de : Pétition signée par 86 membres de l'Association provinciale des enseignantes et enseignants professionnels du Québec, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
- Déposé par : M. Marsan (Robert-Baldwin)
- Dépôt n° : 555-950620

- Extrait de : Pétition signée par 285 membres du Syndicat de l'enseignement de la région de la Mitis, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
 Déposé par : Mme Doyer (Matapédia)
 Dépôt n° : 556-950620
- Extrait de : Pétition signée par 125 enseignants et enseignantes du comté de Jacques-Cartier, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
 Déposé par : M. Kelley (Jacques-Cartier)
 Dépôt n° : 557-950620
- Extrait de : Pétition signée par 86 membres de l'Association provinciale des enseignantes et enseignants protestants du Québec, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
 Déposé par : M. Cherry (Saint-Laurent)
 Dépôt n° : 585-950621
- Extrait de : Pétition signée par 1308 membres du Syndicat de l'enseignement du Lac-Saint-Jean et du Syndicat de l'enseignement de Louis-Émond, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
 Déposé par : M. Laprise (Roberval)
 Dépôt n° : 586-950621
- Extrait de : Pétition signée par 677 membres du Syndicat de l'enseignement de Laval, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
 Déposé par : Mme Leduc (Mille-Îles)
 Dépôt n° : 587-950621
- Extrait de : Pétition signée par 45 membres de l'Association des enseignantes et enseignants protestants du Québec, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
 Déposé par : M. Pelletier (Abitibi-Est)
 Dépôt n° : 588-950621
- Extrait de : Pétition signée par 28 425 citoyennes et citoyens de Saint-Laurent, membres du personnel, médecins et patients du Centre hospitalier de Saint-Laurent, concernant le maintien de cet hôpital.
 Déposé par : M. Bordeleau (Acadie)
 Dépôt n° : 589-950621
- Extrait de : Pétition signée par 31 679 pétitionnaires du Centre hospitalier Reddy Memorial, concernant la fermeture de cet hôpital.
 Déposé par : M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis)
 Dépôt n° : 590-950621

- Extrait de : Pétition signée par 49 191 pétitionnaires du Centre hospitalier Sainte-Jeanne-d'Arc, concernant la fermeture de cet hôpital.
Déposé par : M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis)
Dépôt n° : 591-950621
- Extrait de : Pétition signée par 5019 pétitionnaires, concernant la mise sur pied d'une ressource d'hébergement en situation de crise.
Déposé par : M. Julien (Trois-Rivières)
Dépôt n° : 592-950621
- Extrait de : Pétition signée par 82 membres de l'Association provinciale des enseignantes et enseignants protestants du Québec, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis)
Dépôt n° : 613-950622
- Extrait de : Pétition signée par 256 citoyens du comté de Portneuf, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
Déposé par : M. Côté (La Peltrie)
Dépôt n° : 614-950622
- Extrait de : Pétition signée par 663 membres de l'Union des employé(es) de service, local 298 (FTQ), concernant la révision de la loi 102 sur les conditions de travail dans les secteurs public et municipal.
Déposé par : M. Morin (Nicolet-Yamaska)
Dépôt n° : 615-950622
- Extrait de : Pétition signée par 3036 citoyens et citoyennes du Québec, concernant l'endettement des gouvernements du Québec et du Canada.
Déposé par : M. Jutras (Drummond)
Dépôt n° : 616-950622
- Extrait de : Pétition signée par 447 pétitionnaires du comté de Gaspé, membres du Syndicat des travailleurs de l'enseignement de l'Est du Québec, concernant les coupures dans le secteur de l'éducation.
Déposé par : M. Lelièvre (Gaspé)
Dépôt n° : 617-950622
- Extrait de : Pétition signée par 651 étudiants et étudiantes de l'Outaouais, concernant l'aide financière aux étudiants québécois.
Déposé par : M. Lelièvre (Gaspé)
Dépôt n° : 618-950622

- Extrait de : Pétition signée par 363 résidents du quartier Rivières-des-Prairies, demandant la tenue d'audiences publiques sur le projet d'Hydro-Québec de construire une ligne de transmission hydro-électrique de 315 kilowatts à Rivière-des-Prairies.
- Déposé par : M. Gobé (LaFontaine)
- Dépôt n° : 726-951130
-
- Extrait de : Pétition signée par 118 résidents de la résidence Au Fil de l'Eau inc., demandant la tenue d'audiences publiques sur le projet d'Hydro-Québec de construire une ligne de transmission hydro-électrique de 315 kilowatts à Rivière-des-Prairies.
- Déposé par : M. Gobé (LaFontaine)
- Dépôt n° : 727-951130
-
- Extrait de : Pétition signée par 1000 citoyens et citoyennes du comté de Châteauguay, concernant le parachèvement de l'aménagement de la voie réservée au transport en commun, sur la route 138, de Kahnawake jusqu'au boulevard Saint-Francis à Châteauguay.
- Déposé par : M. Beaulne (Marguerite-D'Youville)
- Dépôt n° : 766-951206
-
- Extrait de : Pétition signée par 730 pétitionnaires de la ville de Château-Richer, concernant la surtaxe de 30 \$ sur les droits d'immatriculation qui s'applique aux résidents de Château-Richer.
- Déposé par : M. Fillion (Montmorency)
- Dépôt n° : 787-951207
-
- Extrait de : Pétition signée par 12 membres de l'Association provinciale des enseignantes et enseignants protestants du Québec, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
- Déposé par : M. Pinard (Saint-Maurice)
- Dépôt n° : 788-951207
-
- Extrait de : Pétition signée par 22 129 citoyens et citoyennes du comté de Drummond, concernant la réglementation sur la gestion des déchets.
- Déposé par : M. Jutras (Drummond)
- Dépôt n° : 796-951208
-
- Extrait de : Pétition signée par 2550 citoyens et citoyennes du comté de Châteauguay, concernant le parachèvement de l'aménagement de la voie réservée au transport en commun, sur la route 138, de Kahnawake jusqu'au boulevard Saint-Francis à Châteauguay.
- Déposé par : M. Beaulne (Marguerite-D'Youville)
- Dépôt n° : 833-951212

Extrait de : Pétition signée par 825 citoyens et citoyennes de la ville de Laval, concernant la mise en place des mesures nécessaires à l'implantation de La Maison de l'île, à Laval.

Déposé par : M. Cliche (Vimont)

Dépôt n° : 845-951213

Extrait de : Pétition signée par 11 744 citoyens et citoyennes du comté de Kamouraska-Témiscouata et d'autres régions du Québec, concernant le maintien des centres d'hébergement pour personnes âgées au Kamouraska.

Déposé par : Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata)

Dépôt n° : 856-951214

Annexe E

État des projets de loi publics et privés

RAPPORT SUR L'ÉTAT DES PROJETS DE LOI SUIVI D'UN INDEX ALPHABÉTIQUE

Première session - Trente-cinquième législature

1994-1996

ABRÉVIATIONS

AM Amendement

MAJ À la majorité des voix

**VOTE P - Pour
 C - Contre
 A - Abstention**

Commissions:

CAE	-	Commission de l'aménagement et des équipements
CAN	-	Commission de l'Assemblée nationale
CAPA	-	Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
CAS	-	Commission des affaires sociales
CBA	-	Commission du budget et de l'administration
CC	-	Commission de la culture
CE	-	Commission de l'éducation
CET	-	Commission de l'économie et du travail
CI	-	Commission des institutions
CP	-	Commission plénière
CS	-	Commission spéciale

PROJETS DE LOI PUBLICS

- N° 1 **Loi sur l'avenir du Québec**
M. Parizeau, Premier ministre

Présentation du projet:	95-09-07 Vote: P:67 C:44 A:0
Adoption du principe:	
Étude détaillée:	
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

- 38 **Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives**
M. Campeau, ministre du Revenu

Présentation du projet:	94-11-30
Adoption du principe:	94-12-07
Étude détaillée:	CBA
Dépôt du rapport de commission:	94-12-12 AM
Prise en considération:	94-12-16 MAJ
Adoption du projet:	95-01-26 MAJ
Sanction:	95-01-30 (1995, c.1)
Entrée en vigueur:	95-01-30

- 39 **Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités**
M. Chevrette, ministre des Affaires municipales

Présentation du projet:	94-11-30
Adoption du principe:	94-12-07
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	94-12-07
Prise en considération:	94-12-07
Adoption du projet:	94-12-07
Sanction:	94-12-08 (1994, c.43)
Entrée en vigueur:	94-12-08

- 40 **Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives**
M. Chevrette, ministre responsable de la réforme électorale

Présentation du projet:	94-12-05 Vote: P:95 C:0 A:0
Adoption du principe:	94-12-16 Vote: P:63 C:45 A:1
Étude détaillée:	CI Vote: P:57 C:41 A:0
Dépôt du rapport de commission:	95-06-08 (ÉTUDE NON TERMINÉE)
Prise en considération:	95-06-14 AM Vote: P:64 C:43 A:0
Adoption du projet:	95-06-15 AM Vote: P:61 C:44 A:0
Sanction:	95-06-16 (1995, c.23)
Entrée en vigueur:	95-06-16 sauf exceptions

- 41 **Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales**
M. Bégin, ministre de la Justice

Présentation du projet:	94-12-05
Adoption du principe:	94-12-08
Étude détaillée:	CI
Dépôt du rapport de commission:	94-12-19 AM
Prise en considération:	94-12-20 MAJ
Adoption du projet:	95-01-26
Sanction:	95-01-30 (1995, c.2)
Entrée en vigueur:	95-01-30 sauf exceptions

- 42 **Loi sur la réduction du capital-actions de personnes morales de droit public et de leurs filiales**
M. Campeau, ministre des Finances

Présentation du projet:	94-12-05
Adoption du principe:	94-12-13
Étude détaillée:	CBA
Dépôt du rapport de commission:	94-12-21
Prise en considération:	94-12-21
Adoption du projet:	94-12-21
Sanction:	94-12-21 (1994, c.45)
Entrée en vigueur:	94-12-21

- 43 **Loi n° 3 sur les crédits, 1994-1995**
M. Campeau, ministre des Finances
- Présentation du projet: 94-12-13 Vote: P:71 C:42 A:0
Adoption du principe: 94-12-13 Vote: P:71 C:42 A:0
Étude détaillée: CP
Dépôt du rapport de commission:
Prise en considération:
Adoption du projet: 94-12-13 Vote: P:71 C:42 A:0
Sanction: 94-12-16 (1994, c.44)
Entrée en vigueur: 94-12-16
- 44 **Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur le ministère du Revenu**
M. Campeau, ministre du Revenu
- Présentation du projet: 94-12-02
Adoption du principe: 94-12-07
Étude détaillée: CBA
Dépôt du rapport de commission: 94-12-12
Prise en considération: 94-12-16 MAJ
Adoption du projet: 94-12-20
Sanction: 94-12-21 (1994, c.46)
Entrée en vigueur: 94-12-21
- 45 **Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives**
(titre modifié)
M. Chevette, ministre des Affaires municipales
- Présentation du projet: 94-12-05
Adoption du principe: 94-12-21 Vote: P:116 C:0 A:0
Étude détaillée: CAE
Dépôt du rapport de commission: 95-02-02 AM DONT UN AU TITRE
Prise en considération: 95-02-02
Adoption du projet: 95-02-02
Sanction: 95-02-08 (1995, c.7)
Entrée en vigueur: 95-02-08

- 46 **Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives**
Mme Harel, ministre de l'Emploi

Présentation du projet:	94-12-08
Adoption du principe:	94-12-20 Vote: P:69 C:44 A:0
Étude détaillée:	CET
Dépôt du rapport de commission:	95-02-04 (ÉTUDE NON TERMINÉE)
Prise en considération:	95-02-04 AM
Adoption du projet:	95-02-04
Sanction:	95-02-08 (1995, c.8)
Entrée en vigueur:	95-02-08 sauf aa. 5, 6, 51 à 53 par décret

- 47 **Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines**
M. Gendron, ministre des Ressources naturelles

Présentation du projet:	94-12-13
Adoption du principe:	94-12-20
Étude détaillée:	CET RÉVOQUÉ LE 94-12-20
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	94-12-20 AM
Prise en considération:	94-12-20
Adoption du projet:	94-12-21
Sanction:	94-12-21 (1994, c.47)
Entrée en vigueur:	94-12-21

- 48 **Loi modifiant le Code de la sécurité routière**
M. Léonard, ministre des Transports

Présentation du projet:	94-12-08
Adoption du principe:	95-01-27
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	95-01-27
Prise en considération:	95-01-27
Adoption du projet:	95-01-27
Sanction:	95-01-30 (1995, c.3)
Entrée en vigueur:	95-01-30

- 49 **Loi concernant la composition du Bureau de l'Assemblée nationale**
M. Chevette, leader du gouvernement et ministre des Affaires municipales
- | | |
|---------------------------------|-----------------------|
| Présentation du projet: | 94-12-13 |
| Adoption du principe: | 94-12-21 |
| Étude détaillée: | CP |
| Dépôt du rapport de commission: | 94-12-21 |
| Prise en considération: | 94-12-21 |
| Adoption du projet: | 94-12-21 |
| Sanction: | 94-12-21 (1994, c.48) |
| Entrée en vigueur: | 94-12-21 |
- 50 **Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement et la Loi sur les permis d'alcool**
M. Ménard, ministre de la Sécurité publique
- | | |
|---------------------------------|----------------------|
| Présentation du projet: | 94-12-15 |
| Adoption du principe: | 95-01-27 |
| Étude détaillée: | CP |
| Dépôt du rapport de commission: | 95-01-27 AM |
| Prise en considération: | 95-01-27 |
| Adoption du projet: | 95-01-27 MAJ |
| Sanction: | 95-01-30 (1995, c.4) |
| Entrée en vigueur: | 95-01-30 |
- 51 **Loi concernant la mise en oeuvre des accords de commerce international**
M. Landry, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles
(nouv. titre de l'auteur: ministre des Affaires internationales 95-11-28)
- | | |
|---------------------------------|--------------|
| Présentation du projet: | 94-12-19 |
| Adoption du principe: | 95-01-26 MAJ |
| Étude détaillée: | CI |
| Dépôt du rapport de commission: | |
| Prise en considération: | |
| Adoption du projet: | |
| Sanction: | |
| Entrée en vigueur: | |

- 52 **Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec**
M. Campeau, ministre des Finances
- Présentation du projet: 94-12-19
Adoption du principe: 95-01-27 MAJ
Étude détaillée: CBA
Dépôt du rapport de commission: 95-02-02 AM
Prise en considération: 95-02-02 MAJ
Adoption du projet: 95-02-02 MAJ
Sanction: 95-02-08 (1995, c.9)
Entrée en vigueur: décret
- 53 **Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec**
M. Gendron, ministre des Ressources naturelles
- Présentation du projet: 94-12-21
Adoption du principe: 95-01-26 MAJ
Étude détaillée: CET
Dépôt du rapport de commission: 95-01-27
Prise en considération: 95-01-27
Adoption du projet: 95-01-27 MAJ
Sanction: 95-01-30 (1995, c.5)
Entrée en vigueur: décret
- 54 **Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des**
revenus agricoles
M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- Présentation du projet: 94-12-16
Adoption du principe: 95-01-26
Étude détaillée: CAPA
Dépôt du rapport de commission: 95-02-02 AM
Prise en considération: 95-02-02
Adoption du projet: 95-02-02
Sanction: 95-02-08 (1995, c.10)
Entrée en vigueur: 95-02-08

- 55 **Loi modifiant la Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics**
Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique,
présidente du Conseil du trésor

Présentation du projet:	94-12-21
Adoption du principe:	95-01-27 MAJ
Étude détaillée:	CBA
Dépôt du rapport de commission:	95-02-02 AM
Prise en considération:	95-02-02 AM MAJ
Adoption du projet:	95-02-02 MAJ
Sanction:	95-02-08 (1995, c.11)
Entrée en vigueur:	95-02-08

- 56 **Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière**
M. Léonard, ministre des Transports

Présentation du projet:	94-12-19
Adoption du principe:	95-01-27
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	95-01-27
Prise en considération:	95-01-27
Adoption du projet:	95-01-27
Sanction:	95-01-30 (1995, c.6)
Entrée en vigueur:	décret

- 57 **Loi modifiant la Loi de police et la Loi sur l'organisation policière en matière de police autochtone** M. Ménard, ministre de la Sécurité publique

Présentation du projet:	94-12-20
Adoption du principe:	95-01-27
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	95-02-02 AM
Prise en considération:	95-02-02
Adoption du projet:	95-02-02 MAJ
Sanction:	95-02-08 (1995, c.12)
Entrée en vigueur:	décret

- 58 **Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics**
Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique,
présidente du Conseil du trésor

Présentation du projet:	95-02-02
Adoption du principe:	95-03-14
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	95-03-14
Prise en considération:	95-03-14
Adoption du projet:	95-03-14
Sanction:	95-03-16 (1995, c.13)
Entrée en vigueur:	95-03-16

- 59 **Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune**
M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune

Présentation du projet:	95-02-02
Adoption du principe:	95-03-15
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	95-03-15 AM
Prise en considération:	95-03-15
Adoption du projet:	95-03-15
Sanction:	95-03-16 (1995, c.14)
Entrée en vigueur:	95-03-16

- 60 **Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires**
Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la
Condition féminine

Présentation du projet:	95-02-02
Adoption du principe:	95-03-21 Vote: P:102 C:0 A:0
Étude détaillée:	CAS
Dépôt du rapport de commission:	95-05-03 AM
Prise en considération:	95-05-04
Adoption du projet:	95-05-11 Vote: P:98 C:0 A:0
Sanction:	95-05-16 (1995, c.18)
Entrée en vigueur:	décret

- 62 **Loi n° 1 sur les crédits, 1995-1996**
M. Campeau, ministre des Finances
- Présentation du projet: 95-03-16
Adoption du principe: 95-03-16
Étude détaillée:
Dépôt du rapport de commission:
Prise en considération:
Adoption du projet: 95-03-16
Sanction: 95-03-16 (1995, c.15)
Entrée en vigueur: 95-03-16
- 63 **Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec**
M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
- Présentation du projet: 95-03-15
Adoption du principe: 95-03-21
Étude détaillée: CET
Dépôt du rapport de commission: 95-04-05 AM
Prise en considération: 95-05-02
Adoption du projet: 95-05-10 AM
Sanction: 95-05-16 (1995, c.19)
Entrée en vigueur: 95-05-16
- 64 **Loi modifiant la Loi sur les normes du travail**
Mme Harel, ministre de l'Emploi
- Présentation du projet: 95-03-15
Adoption du principe: 95-03-23
Étude détaillée: CP
Dépôt du rapport de commission: 95-03-23 AM
Prise en considération: 95-03-23
Adoption du projet: 95-03-23
Sanction: 95-03-29 (1995, c.16)
Entrée en vigueur: 95-03-29

- 65 **Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux**
M. Chevrette, ministre des Affaires municipales
- | | |
|---------------------------------|-----------------------|
| Présentation du projet: | 95-03-16 |
| Adoption du principe: | 95-04-04 MAJ |
| Étude détaillée: | CAE |
| Dépôt du rapport de commission: | 95-06-06 AM |
| Prise en considération: | 95-06-20 MAJ |
| Adoption du projet: | 95-06-21 MAJ |
| Sanction: | 95-06-22 (1995, c.32) |
| Entrée en vigueur: | 95-06-22 |
-
- 66 **Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les terres du domaine public**
M. Gendron, ministre des Ressources naturelles
- | | |
|---------------------------------|-----------------------|
| Présentation du projet: | 95-03-16 |
| Adoption du principe: | 95-03-23 |
| Étude détaillée: | CET |
| Dépôt du rapport de commission: | 95-03-29 AM |
| Prise en considération: | 95-03-30 MAJ |
| Adoption du projet: | 95-05-02 MAJ AM |
| Sanction: | 95-05-16 (1995, c.20) |
| Entrée en vigueur: | 95-05-16 |
-
- 67 **Loi modifiant, en matière de sûretés et de publicité des droits, la Loi sur l'application de la réforme du Code civil et d'autres dispositions législatives**
M. Bégin, ministre de la Justice
- | | |
|---------------------------------|---------------------------|
| Présentation du projet: | 95-03-16 |
| Adoption du principe: | 95-03-21 |
| Étude détaillée: | CI |
| Dépôt du rapport de commission: | 95-05-11 AM |
| Prise en considération: | 95-06-21 AM |
| Adoption du projet: | 95-06-22 AM |
| Sanction: | 95-06-22 (1995, c.33) |
| Entrée en vigueur: | 95-06-22, sauf exceptions |

- 68 **Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives**
M. Chevrette, ministre des Affaires municipales

Présentation du projet:	95-03-16
Adoption du principe:	95-03-28 Vote: P:106 C:0 A:0
Étude détaillée:	CAS
Dépôt du rapport de commission:	95-05-18 AM
Prise en considération:	95-06-20
Adoption du projet:	95-06-21 AM
Sanction:	95-06-22 (1995, c.34)
Entrée en vigueur:	95-06-22

- 69 **Loi n° 2 sur les crédits, 1995-1996**
M. Campeau, ministre des Finances

Présentation du projet:	95-03-29 Vote: P:68 C:47 A:0
Adoption du principe:	95-03-29 Vote: P:68 C:47 A:0
Étude détaillée:	
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	95-03-29 Vote: P:68 C:47 A:0
Sanction:	95-03-29 (1995, c.17)
Entrée en vigueur:	95-03-29

- 70 **Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance**
Mme Marois, ministre responsable de la Famille

Présentation du projet:	95-03-29
Adoption du principe:	95-04-06 MAJ
Étude détaillée:	CAS
Consultations particulières:	CAS
Dépôt du rapport de commission:	95-05-17
Prise en considération:	95-06-21 MAJ
Adoption du projet:	95-06-21 MAJ
Sanction:	95-06-22 (1995, c.35)
Entrée en vigueur:	95-06-22

71 Loi visant l'amélioration des relations entre le ministère du Revenu et ses clientèles
M. Campeau, ministre du Revenu

Présentation du projet:	95-03-23
Adoption du principe:	95-04-05
Étude détaillée:	CBA
Dépôt du rapport de commission:	95-06-09 AM
Prise en considération:	95-06-20
Adoption du projet:	95-06-21
Sanction:	95-06-22 (1995, c.36)
Entrée en vigueur:	95-06-22

72 Loi modifiant la Loi sur les forêts
M. Gendron, ministre des Ressources naturelles

Présentation du projet:	95-03-23
Adoption du principe:	95-05-30
Étude détaillée:	CET
Dépôt du rapport de commission:	95-06-07 AM
Prise en considération:	95-06-20
Adoption du projet:	95-06-21
Sanction:	95-06-22 (1995, c.37)
Entrée en vigueur:	95-06-22

73 Loi modifiant le Code de la sécurité routière en matière de circulation routière
M. Léonard, ministre des Transports

Présentation du projet:	95-03-23
Adoption du principe:	95-04-05
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	95-05-03
Prise en considération:	95-06-19
Adoption du projet:	95-06-21
Sanction:	95-06-21 (1995, c.25)
Entrée en vigueur:	95-06-21

**74 Loi modifiant la Loi sur les services correctionnels
M. Ménard, ministre de la Sécurité publique**

Présentation du projet:	95-03-30
Adoption du principe:	95-05-10
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	95-06-21
Prise en considération:	95-06-21
Adoption du projet:	95-06-21
Sanction:	95-06-21 (1995, c.26)
Entrée en vigueur:	95-06-21

**75 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur
M. Bégin, ministre de la Justice**

Présentation du projet:	95-03-30
Adoption du principe:	95-05-03
Étude détaillée:	CI
Dépôt du rapport de commission:	95-05-17 AM
Prise en considération:	95-06-21 AM
Adoption du projet:	95-06-22
Sanction:	95-06-22 (1995, c.38)
Entrée en vigueur:	décret

**76 Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur la Régie du logement
M. Bégin, ministre de la Justice**

Présentation du projet:	95-05-04
Adoption du principe:	95-06-09 MAJ
Étude détaillée:	CI
Dépôt du rapport de commission:	95-06-21 AM
Prise en considération:	95-06-22
Adoption du projet:	95-06-22 MAJ
Sanction:	95-06-22 (1995, c.39)
Entrée en vigueur:	décret

77 Loi modifiant la Loi sur les parcs
M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune

Présentation du projet:	95-03-30
Adoption du principe:	95-05-02 MAJ
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	95-05-30 AM
Prise en considération:	95-06-21
Adoption du projet:	95-06-21 MAJ
Sanction:	95-06-22 (1995, c.40)
Entrée en vigueur:	95-06-22

78 Loi concernant les membres de certains organismes
M. Chevette, ministre des Affaires municipales

Présentation du projet:	95-03-30
Adoption du principe:	
Étude détaillée:	
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

79 Loi sur la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
(titre modifié)
M. Bégin, ministre de la Justice

Présentation du projet:	95-04-05
Adoption du principe:	95-05-18 MAJ
Étude détaillée:	CI MAJ
Dépôt du rapport de commission:	95-06-08 AM DONT UN AU TITRE
Prise en considération:	95-06-21 AM MAJ
Adoption du projet:	95-06-21 Vote: P:57 C:32 A:0
Sanction:	95-06-21 (1995, c.27)
Entrée en vigueur:	décret, sauf exception

- 83 **Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux**
M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux
- | | |
|---------------------------------|-------------------------------|
| Présentation du projet: | 95-05-04 |
| Adoption du principe: | 95-06-05 Vote: P:63 C:31 A:0 |
| Étude détaillée: | CAS Vote: P:63 C:31 A:0 |
| Dépôt du rapport de commission: | 95-06-20 (ÉTUDE NON TERMINÉE) |
| Prise en considération: | 95-06-20 AM MAJ |
| Adoption du projet: | 95-06-20 Vote: P:56 C:34 A:0 |
| Sanction: | 95-06-21 (1995, c.28) |
| Entrée en vigueur: | 95-06-21 |
-
- 84 **Loi modifiant la Loi sur l'administration provisoire du Comité paritaire de l'industrie du verre plat et de la Corporation de formation des vitriers et travailleurs du verre du Québec**
Mme Harel, ministre de l'Emploi
- | | |
|---------------------------------|-----------------------|
| Présentation du projet: | 95-04-06 |
| Adoption du principe: | 95-05-18 MAJ |
| Étude détaillée: | CET MAJ |
| Dépôt du rapport de commission: | 95-06-06 |
| Prise en considération: | 95-06-08 |
| Adoption du projet: | 95-06-09 |
| Sanction: | 95-06-12 (1995, c.22) |
| Entrée en vigueur: | 95-06-12 |
-
- 85 **Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale**
M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- | | |
|---------------------------------|-----------------------|
| Présentation du projet: | 95-05-11 |
| Adoption du principe: | 95-06-19 MAJ |
| Étude détaillée: | CAPA |
| Dépôt du rapport de commission: | 95-12-11 AM |
| Prise en considération: | 95-12-12 MAJ |
| Adoption du projet: | 95-12-14 MAJ |
| Sanction: | 95-12-15 (1995, c.64) |
| Entrée en vigueur: | 95-12-15 |

**86 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux
M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation**

Présentation du projet:	95-04-26
Adoption du principe:	95-05-04
Étude détaillée:	CAPA
Dépôt du rapport de commission:	95-05-11 AM
Prise en considération:	95-05-18
Adoption du projet:	95-06-20
Sanction:	95-06-21 (1995, c.29)
Entrée en vigueur:	95-06-21

**87 Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique
M. Bégin, ministre de la Justice**

Présentation du projet:	95-05-11
Rapport consultations part.:	95-06-12
Adoption du principe:	
Étude détaillée:	
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

**88 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal
M. Campeau, ministre du Revenu (nouv. auteure: Mme Marois 95-11-28)**

Présentation du projet:	95-05-03
Adoption du principe:	95-06-21
Étude détaillée:	CBA
Dépôt du rapport de commission:	95-12-01 AM
Prise en considération:	95-12-04
Adoption du projet:	95-12-05
Sanction:	95-12-07 (1995, c.49)
Entrée en vigueur:	95-12-07

- 89 **Loi modifiant le Code des professions**
M. Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles
- | | |
|---------------------------------|-----------------------|
| Présentation du projet: | 95-05-11 |
| Adoption du principe: | 95-06-09 MAJ |
| Étude détaillée: | CE |
| Dépôt du rapport de commission: | 95-11-28 AM |
| Prise en considération: | 95-11-29 MAJ |
| Adoption du projet: | 95-12-01 MAJ |
| Sanction: | 95-12-07 (1995, c.50) |
| Entrée en vigueur: | 95-12-07 |
-
- 90 **Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (titre modifié)**
Mme Harel, ministre d'État à la Concertation et ministre de l'Emploi
- | | |
|---------------------------------|------------------------------|
| Présentation du projet: | 95-05-04 |
| Rapport consultations part.: | 95-06-06 |
| Adoption du principe: | 95-06-08 Vote: P:62 C:40 A:0 |
| Étude détaillée: | CS |
| Dépôt du rapport de commission: | 95-06-21 AM DONT UN AU TITRE |
| Prise en considération: | 95-06-21 |
| Adoption du projet: | 95-06-22 Vote: P:63 C:38 A:0 |
| Sanction: | 95-06-22 (1995, c.43) |
| Entrée en vigueur: | 95-06-22 |
-
- 91 **Loi n° 3 sur les crédits, 1995-1996**
M. Campeau, ministre des Finances
- | | |
|---------------------------------|------------------------------|
| Présentation du projet: | 95-05-23 Vote: P:62 C:38 A:1 |
| Adoption du principe: | 95-05-23 Vote: P:62 C:38 A:1 |
| Étude détaillée: | |
| Dépôt du rapport de commission: | |
| Prise en considération: | |
| Adoption du projet: | 95-05-23 Vote: P:62 C:38 A:1 |
| Sanction: | 95-05-24 (1995, c.21) |
| Entrée en vigueur: | 95-05-24 |

- 92 **Loi modifiant le Code de procédure pénale et d'autres dispositions législatives (titre modifié)**
M. Bégin, ministre de la Justice

Présentation du projet:	95-05-10
Adoption du principe:	95-06-22 MAJ
Étude détaillée:	CI MAJ
Dépôt du rapport de commission:	95-12-04 AM DONT UN AU TITRE
Prise en considération:	95-12-05
Adoption du projet:	95-12-06
Sanction:	95-12-07 (1995, c.51)
Entrée en vigueur:	décret sauf aa. 36, 38.2 le 95-12-07

- 93 **Loi modifiant la Loi sur les transports**
M. Léonard, ministre des Transports (nouv. auteur: M. Campeau 95-11-28)

Présentation du projet:	95-05-10
Adoption du principe:	95-06-19 MAJ
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	95-11-29
Prise en considération:	95-12-01
Adoption du projet:	95-12-04
Sanction:	95-12-07 (1995, c.52)
Entrée en vigueur:	95-12-07 sauf a. 2 par décret

- 94 **Loi sur la Commission de la capitale nationale**
M. Chevrette, ministre des Affaires municipales

Présentation du projet:	95-05-10
Adoption du principe:	95-06-07 Vote: P:113 C:0 A:0
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	95-06-13 AM
Prise en considération:	95-06-20
Adoption du projet:	95-06-22 Vote: P:103 C:0 A:0
Sanction:	95-06-22 (1995, c.44)
Entrée en vigueur:	95-06-22

**95 Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire
M. Garon, ministre de l'Éducation**

Présentation du projet:	95-05-10
Adoption du principe:	95-05-31 MAJ
Étude détaillée:	CE
Dépôt du rapport de commission:	95-06-05 AM
Prise en considération:	95-06-12 AM
Adoption du projet:	95-06-20
Sanction:	95-06-21 (1995, c.30)
Entrée en vigueur:	95-06-21

**96 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement
M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune**

Présentation du projet:	95-05-11
Adoption du principe:	95-05-24
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	95-05-31 AM
Prise en considération:	95-06-21 MAJ
Adoption du projet:	95-06-21
Sanction:	95-06-22 (1995, c.45)
Entrée en vigueur:	95-06-22

**97 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des
secteurs public et parapublic
Mme Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique,
présidente du Conseil du trésor**

Présentation du projet:	95-05-11
Adoption du principe:	95-06-19
Étude détaillée:	CBA
Dépôt du rapport de commission:	95-06-21 AM
Prise en considération:	95-06-22
Adoption du projet:	95-06-22
Sanction:	95-06-22 (1995, c.46)
Entrée en vigueur:	95-06-22, sauf exception

- 101 **Loi n° 4 sur les crédits, 1995-1996**
M. Campeau, ministre des Finances
- Présentation du projet: 95-06-15
Adoption du principe: 95-06-15
Étude détaillée:
Dépôt du rapport de commission:
Prise en considération:
Adoption du projet: 95-06-15
Sanction: 95-06-16 (1995, c.24)
Entrée en vigueur: 95-06-16
- 102 **Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions**
législatives
M. Léonard, ministre des Transports (nouv. auteur: M. Campeau 95-11-28)
- Présentation du projet: 95-06-15
Adoption du principe: 95-12-04
Étude détaillée: CAE
Dépôt du rapport de commission: 95-12-14 (ÉTUDE NON TERMINÉE)
Prise en considération: 95-12-15 MAJ AM MAJ
Adoption du projet: 95-12-15 Vote: P:53 C:26 A:0
Sanction: 95-12-15 (1995, c.65)
Entrée en vigueur: 96-01-01 sauf exceptions
- 103 **Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics**
Mme Harel, ministre de l'Emploi
- Présentation du projet: 95-06-14
Adoption du principe: 95-11-28
Étude détaillée: CET
Dépôt du rapport de commission: 95-12-07
Prise en considération: 95-12-07
Adoption du projet: 95-12-08
Sanction: 95-12-11 (1995, c.59)
Entrée en vigueur: 95-12-11

**104 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualité de l'environnement
M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune**

Présentation du projet:	95-06-13
Adoption du principe:	95-11-28
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	95-11-30
Prise en considération:	95-12-05
Adoption du projet:	95-12-06
Sanction:	95-12-07 (1995, c.53)
Entrée en vigueur:	95-12-07

**105 Loi sur la protection des plantes
M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation**

Présentation du projet:	95-06-20
Adoption du principe:	95-11-30
Étude détaillée:	CAPA
Dépôt du rapport de commission:	95-12-01
Prise en considération:	95-12-04
Adoption du projet:	95-12-05
Sanction:	95-12-07 (1995, c.54)
Entrée en vigueur:	95-12-07

**106 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur l'assurance automobile
Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu**

Présentation du projet:	95-06-21
Adoption du principe:	95-11-28
Étude détaillée:	CAS
Dépôt du rapport de commission:	95-12-01 AM
Prise en considération:	95-12-05
Adoption du projet:	95-12-06
Sanction:	95-12-07 (1995, c.55)
Entrée en vigueur:	décret

107 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi sur la taxe de vente du Québec
M. Campeau, ministre du Revenu

Présentation du projet:	95-06-19
Adoption du principe:	95-06-21
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	95-06-21
Prise en considération:	95-06-21
Adoption du projet:	95-06-21
Sanction:	95-06-22 (1995, c.47)
Entrée en vigueur:	95-06-22

N° 108 Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives
Mme Marois, ministre du Revenu

Présentation du projet:	95-11-29
Adoption du principe:	95-12-06 MAJ
Étude détaillée:	CBA
Dépôt du rapport de commission:	95-12-11 AM
Prise en considération:	95-12-12 MAJ
Adoption du projet:	95-12-14 MAJ
Sanction:	95-12-15 (1995, c.63)
Entrée en vigueur:	95-12-15

N° 109 Loi modifiant la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales
Mme Marois, ministre des Finances

Présentation du projet:	95-11-29
Adoption du principe:	95-12-06
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	95-12-06 AM
Prise en considération:	95-12-06
Adoption du projet:	95-12-06
Sanction:	95-12-07 (1995, c.56)
Entrée en vigueur:	95-12-07

N° 110 Loi modifiant la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Présentation du projet:	95-11-29
Adoption du principe:	95-12-06
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	95-12-06 AM
Prise en considération:	95-12-06
Adoption du projet:	95-12-06
Sanction:	95-12-07 (1995, c.57)
Entrée en vigueur:	95-12-07

N° 111 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et la Loi sur la Société des loteries du Québec
Mme Marois, ministre des Finances

Présentation du projet:	95-11-29
Adoption du principe:	95-12-07
Étude détaillée:	CBA
Dépôt du rapport de commission:	95-12-15 AM
Prise en considération:	95-12-15
Adoption du projet:	95-12-15
Sanction:	95-12-15 (1995, c.66)
Entrée en vigueur:	95-12-15

N° 112 Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives
M. Paillé, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Présentation du projet:	95-11-29
Adoption du principe:	95-12-06
Étude détaillée:	CET
Dépôt du rapport de commission:	95-12-13 AM
Prise en considération:	95-12-15
Adoption du projet:	95-12-15 AM
Sanction:	95-12-15 (1995, c.67)
Entrée en vigueur:	décret

N° 113 Loi portant interdiction d'établir ou d'agrandir certains lieux d'élimination de déchets
M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune

Présentation du projet:	95-12-01
Adoption du principe:	95-12-07
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	95-12-07
Prise en considération:	95-12-07
Adoption du projet:	95-12-07
Sanction:	95-12-11 (1995, c.60)
Entrée en vigueur:	95-12-11

N° 114 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives concernant l'industrie des courses de chevaux

M. Landry, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Présentation du projet:	95-11-30
Adoption du principe:	95-12-06
Étude détaillée:	CAPA
Dépôt du rapport de commission:	95-12-07
Prise en considération:	95-12-08
Adoption du projet:	95-12-14 AM
Sanction:	95-12-15 (1995, c.68)
Entrée en vigueur:	96-01-01

N° 115 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives
Mme Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu

Présentation du projet:	95-12-04 Vote: P:58 C:36 A:0
Adoption du principe:	95-12-12 Vote: P:54 C:38 A:0
Étude détaillée:	CAS
Dépôt du rapport de commission:	95-12-14 (ÉTUDE NON TERMINÉE)
Prise en considération:	95-12-14 MAJ AM MAJ
Adoption du projet:	95-12-15 Vote: P:56 C:28 A:0
Sanction:	95-12-15 (1995, c.69)
Entrée en vigueur:	décret sauf exceptions

N° 116 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux
M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux

Présentation du projet:	95-12-04 MAJ
Consultations particulières:	CAS
Adoption du principe:	
Étude détaillée:	
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

N° 117 Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux
M. Gendron, ministre des Ressources naturelles

Présentation du projet:	95-12-04
Adoption du principe:	95-12-08
Étude détaillée:	CET
Dépôt du rapport de commission:	95-12-12
Prise en considération:	95-12-14
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

N° 118 Loi modifiant la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics
M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor

Présentation du projet:	95-12-06
Adoption du principe:	95-12-15 MAJ
Étude détaillée:	CBA MAJ
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

N° 119 Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives

M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor

Présentation du projet:	95-12-06
Adoption du principe:	95-12-07
Étude détaillée:	CBA
Dépôt du rapport de commission:	95-12-13 AM
Prise en considération:	95-12-14 MAJ
Adoption du projet:	95-12-15
Sanction:	95-12-15 (1995, c.70)
Entrée en vigueur:	95-12-15 sauf exceptions

N° 120 Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil du Québec

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales

Présentation du projet:	95-12-06
Adoption du principe:	95-12-07
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	95-12-07 AM
Prise en considération:	95-12-07
Adoption du projet:	95-12-07
Sanction:	95-12-11 (1995, c.61)
Entrée en vigueur:	décret

N° 121 Loi modifiant les lois constitutives des communautés urbaines et d'autres dispositions législatives

M. Chevrette, ministre des Affaires municipales

Présentation du projet:	95-12-06
Adoption du principe:	95-12-11
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	95-12-12 AM
Prise en considération:	95-12-12
Adoption du projet:	95-12-14
Sanction:	95-12-15 (1995, c.71)
Entrée en vigueur:	95-12-15

N° 122 Loi concernant l'article 40 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction
M. Bégin, ministre de la Justice

Présentation du projet:	95-12-07
Adoption du principe:	95-12-08
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	95-12-08
Prise en considération:	95-12-08
Adoption du projet:	95-12-08
Sanction:	95-12-11 (1995, c.62)
Entrée en vigueur:	95-12-11

N° 123 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale
M. Chevrette, ministre des Affaires municipales

Présentation du projet:	95-12-07 MAJ
Adoption du principe:	MOTION DE SCISSION (voir p.l.134 et 135)(95-12-15)
Étude détaillée:	
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

N° 124 Loi modifiant diverses dispositions législatives en application de la Loi sur l'organisation territoriale municipale
M. Chevrette, ministre des Affaires municipales

Présentation du projet:	95-12-12
Adoption du principe:	95-12-14
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

N° 125 Loi n°5 sur les crédits, 1995-1996
Mme Marois, ministre des Finances

Présentation du projet:	95-12-13 MAJ
Adoption du principe:	95-12-13 MAJ
Étude détaillée:	
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	95-12-13 MAJ
Sanction:	95-12-15 (1995, c.72)
Entrée en vigueur:	95-12-15

N° 127 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités
M. Chevrette, ministre des Affaires municipales

Présentation du projet:	95-12-14
Adoption du principe:	95-12-15
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

N° 128 Loi modifiant la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal
M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la fonction publique, président du conseil du trésor

Présentation du projet:	95-12-15
Adoption du principe:	
Étude détaillée:	
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

N° 129 Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement relativement aux navires de croisières internationales
Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Tourisme

Présentation du projet:	95-12-14
Adoption du principe:	
Étude détaillée:	
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

N° 130 Loi sur la justice administrative
M. Bégin, ministre de la Justice

Présentation du projet:	95-12-15
Consultation générale:	CI
Adoption du principe:	
Étude détaillée:	
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

N° 131 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif concernant l'éthique et la déontologie
M. Parizeau, Premier ministre

Présentation du projet:	95-12-15
Consultation générale:	CI
Adoption du principe:	
Étude détaillée:	
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

N° 132 Loi modifiant la Loi sur les permis de distribution de bière et de boissons gazeuses
M. Brassard, ministre de l'Environnement et de la Faune

Présentation du projet:	95-12-15
Adoption du principe:	
Étude détaillée:	
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

N° 133 Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives
M. Bégin, ministre de la Justice

Présentation du projet:	95-12-15
Consultation générale:	CI
Adoption du principe:	
Étude détaillée:	
Dépôt du rapport de commission:	
Prise en considération:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

N° 134 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale
M. Chevrette, ministre des Affaires municipales

Présentation du projet:	95-12-15
Adoption du principe:	95-12-15
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	95-12-15 AM
Prise en considération:	95-12-15
Adoption du projet:	95-12-15
Sanction:	95-12-15 (1995, c.73)
Entrée en vigueur:	95-12-15

N° 135 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale
M. Chevette, ministre des Affaires municipales

Présentation du projet: 95-12-15
Adoption du principe:
Étude détaillée:
Dépôt du rapport de commission:
Prise en considération:
Adoption du projet:
Sanction:
Entrée en vigueur:

190 Loi modifiant la Loi annexant un territoire à celui de la Ville de Chicoutimi
M. Morin, député de Dubuc

Présentation du projet: 94-12-06
Adoption du principe: 94-12-08
Étude détaillée: CAE
Dépôt du rapport de commission: 94-12-12
Prise en considération: 94-12-13
Adoption du projet: 94-12-21
Sanction: 94-12-21 (1994. c.49)
Entrée en vigueur: 94-12-21

191 Loi sur la protection des droits des aînés
M. Parent, député de Sauvé

Présentation du projet: 95-06-16
Adoption du principe: 95-06-22
Étude détaillée: CAS
Dépôt du rapport de commission:
Prise en considération:
Adoption du projet:
Sanction:
Entrée en vigueur:

- 194 Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la
Commission des écoles catholiques de Montréal
M. Cusano, député de Viau

Présentation du projet:	94-12-15
Adoption du principe:	94-12-21
Étude détaillée:	CP
Dépôt du rapport de commission:	94-12-21
Prise en considération:	94-12-21
Adoption du projet:	94-12-21
Sanction:	94-12-21 (1994, c.50)
Entrée en vigueur:	94-12-21, sauf aa. 3 et 4 le 95-01-01

- 196 Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des
syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi
M. Bourdon, député de Pointe-aux-Trembles

Présentation du projet:	95-05-11
Adoption du principe:	95-06-08 MAJ
Étude détaillée:	CET
Dépôt du rapport de commission:	95-06-22 AM
Prise en considération:	95-06-22 MAJ
Adoption du projet:	95-06-22 MAJ
Sanction:	95-06-22 (1995, c.48)
Entrée en vigueur:	95-06-22

INDEX DES PROJETS DE LOI PUBLICS

SUJET	NUMÉRO DU PROJET DE LOI
Administration provisoire du Comité paritaire de l'industrie du verre plat et de la Corporation de formation des vitriers et travailleurs du verre du Québec, Loi modifiant la Loi sur l'	84
Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives, Loi sur l'	102
Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'	85
Aide juridique, Loi modifiant la Loi sur l'	87
Amélioration des relations entre le ministère du Revenu et ses clientèles, Loi visant l'	71
Application de la réforme du Code civil et d'autres dispositions législatives, Loi modifiant, en matière de sûretés et de publicité des droits, la Loi sur l'	67
Article 40 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, Loi concernant l'	122
Assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles, Loi modifiant la Loi sur l'	54
Avenir du Québec, Loi sur l'	1
Bâtiment, Loi modifiant la Loi sur le	99
Bureau de l'Assemblée nationale, Loi concernant la composition du	49
Caisse de dépôt et placement du Québec, Loi modifiant la Loi sur la	52
Caisses d'épargne et de crédit et la Loi sur les corporations de fonds de sécurité, Loi modifiant la Loi sur les	100
Certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance, Loi sur	70
Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives, Loi modifiant la	133

SUJET	NUMÉRO DU PROJET DE LOI
Chicoutimi, Loi modifiant la Loi annexant un territoire à celui de la Ville de	190
Cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives, Loi modifiant la Loi sur les	68
Code de la sécurité routière, Loi modifiant le	48
Code de la sécurité routière, Loi modifiant de nouveau le	56
Code de la sécurité routière en matière de circulation routière, Loi modifiant le	73
Code de procédure civile et la Loi sur la Régie du logement, Loi modifiant le	76
Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales, Loi modifiant le	41
Code de procédure pénale et d'autres dispositions législatives (titre modifié), Loi modifiant le	92
Code des professions, Loi modifiant le	89
Commission de la capitale nationale, Loi sur la	94
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (titre modifié), Loi sur la	79
Conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal, Loi modifiant la Loi concernant les	128
Conseil exécutif concernant l'éthique et la déontologie, Loi modifiant la Loi sur le ministère du	131
Conservation et la mise en valeur de la faune, Loi modifiant la Loi sur la	59
Coopératives et d'autres dispositions législatives, Loi modifiant la Loi sur les	112
Cours municipales, la Loi sur les tribunaux judiciaires et diverses dispositions législatives, Loi modifiant la Loi sur les	81
Crédits, 1994-1995, Loi n° 3 sur les	43
Crédits, 1995-1996, Loi n° 1 sur les	62
Crédits, 1995-1996, Loi n° 2 sur les	69

SUJET	NUMÉRO DU PROJET DE LOI
Crédits, 1995-1996, Loi n° 3 sur les	91
Crédits, 1995-1996, Loi n° 4 sur les	101
Crédits, 1995-1996, Loi n° 5 sur les	125
Développement de la formation de la main-d'oeuvre (titre modifié), Loi favorisant le	90
Droits sur les mines, Loi modifiant la Loi concernant les	47
Élections et les référendums dans les municipalités, Loi modifiant la Loi sur les	39
Établissements d'enseignement de niveau universitaire, Loi modifiant la Loi sur les	95
Examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité, Loi modifiant la Loi concernant l'	82
Fiscalité municipale, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la	135
Fiscalité municipale, Loi modifiant la Loi sur la	123
Fiscalité municipale, Loi modifiant la Loi sur la	134
Fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives, Loi modifiant la Loi sur la (titre modifié)	45
Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, Loi constituant	196
Forêts, Loi modifiant la Loi sur les	72
Huissiers de justice, Loi sur les	80
Hydro-Québec, Loi modifiant la Loi sur	53
Impôt sur le tabac et la Loi sur la taxe de vente du Québec, Loi modifiant la Loi concernant l'	107
Impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives, Loi modifiant la Loi sur les	38
Impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives, Loi modifiant la Loi sur les	108

SUJET	NUMÉRO DU PROJET DE LOI
Impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, Loi modifiant la Loi sur les	88
Interdiction d'établir ou d'agrandir certains lieux d'élimination de déchets, Loi portant	113
Justice administrative, Loi sur la	130
Liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives, Loi sur l'établissement de la	40
Lois constitutives des communautés urbaines et d'autres dispositions législatives, Loi modifiant les	121
Loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement et la Loi sur les permis d'alcool, Loi modifiant la Loi sur les	50
Loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement relativement aux navires de croisières internationales, Loi modifiant la Loi sur les	129
Membres de certains organismes, Loi concernant les	78
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives concernant l'industrie des courses de chevaux, Loi modifiant la Loi sur le	114
Ministère du Conseil exécutif et la Loi sur la Société des loteries du Québec, Loi modifiant la Loi sur le	111
Mise en oeuvre des accords de commerce international, Loi concernant la	51
Municipalités, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les	127
Normes du travail, Loi modifiant la Loi sur les	64
Normes du travail et la Loi sur le ministère du Revenu, Loi modifiant la Loi sur les	44
Organisation territoriale municipale, Loi modifiant diverses dispositions législatives en application de la Loi sur l'	124
Parcs, Loi modifiant la Loi sur les	77
Païement des pensions alimentaires, Loi favorisant le	60
Permis de distribution de bière et de boissons gazeuses, Loi modifiant la Loi sur les	132

SUJET	NUMÉRO DU PROJET DE LOI
Police et la Loi sur l'organisation policière en matière de police autochtone, Loi modifiant la Loi de	57
Privilèges et immunités diplomatiques et consulaires, Loi sur les	98
Protection des droits des aînés, Loi sur la	191
Protection des plantes, Loi sur la	105
Protection du consommateur, Loi modifiant la Loi sur la	75
Protection sanitaire des animaux, Loi modifiant la Loi sur la	86
Publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, Loi modifiant la Loi sur la	109
Qualité de l'environnement, Loi modifiant la Loi sur la	96
Qualité de l'environnement, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la	104
Réduction du capital-actions de personnes morales de droit public et de leurs filiales, Loi sur la	42
Réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics, Loi modifiant la Loi sur la	55
Régie du logement et le Code civil du Québec, Loi modifiant la Loi sur la	120
Régime de rentes du Québec et la Loi sur l'assurance automobile, Loi modifiant la Loi sur le	106
Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal, Loi concernant le	194
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, Loi modifiant la Loi sur le	58
Régime des eaux, Loi modifiant la Loi sur le	117
Régimes de retraite des secteurs public et parapublic, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les	97
Régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives, Loi modifiant les	119

SUJET	NUMÉRO DU PROJET DE LOI
Relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, Loi modifiant la Loi sur les	46
Sécurité dans les édifices publics, Loi modifiant la Loi sur la	103
Sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives, Loi modifiant la Loi sur la	115
Services correctionnels, Loi modifiant la Loi sur les	74
Services de santé et les services sociaux, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les	116
Services de santé et les services sociaux, Loi modifiant la Loi sur les	83
Services gouvernementaux aux ministères et organismes publics, Loi modifiant la Loi sur les	118
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, Loi modifiant la Loi sur la	110
Société Innovatech du sud du Québec, Loi sur la	63
Société québécoise d'assainissement des eaux, Loi modifiant la Loi sur la	65
Terres du domaine public, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les	66
Transports, Loi modifiant la Loi sur les	93

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

- 200 Loi modifiant de nouveau la charte de la Ville de Montréal
M. Boulerice, député de Sainte-Marie—Saint-Jacques

Présentation du projet:	94-12-12
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	94-12-21 AM
Adoption du principe:	94-12-21
Adoption du projet:	94-12-21
Sanction:	94-12-21 (1994, c.54)
Entrée en vigueur:	94-12-21, sauf a. 2

- 202 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société de Saint Vincent de Paul
de Québec
M. Rivard, député de Limoilou

Présentation du projet:	95-05-03
Étude détaillée:	CBA
Dépôt du rapport de commission:	95-05-31 AM
Adoption du principe:	95-06-22
Adoption du projet:	95-06-22 AM
Sanction:	95-06-22 (1995, c.89)
Entrée en vigueur:	95-06-22

- 203 Loi concernant la Ville de La Baie
M. Morin, député de Dubuc

Présentation du projet:	95-05-10
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	95-06-16 AM
Adoption du principe:	95-06-21
Adoption du projet:	95-06-21
Sanction:	95-06-21 (1995, c.75)
Entrée en vigueur:	95-06-21

- 204 **Loi concernant la Ville de Verdun**
M. Gautrin, député de Verdun
- Présentation du projet: 95-05-10
Étude détaillée: CAE
Dépôt du rapport de commission: 95-06-21 AM
Adoption du principe: 95-06-22
Adoption du projet: 95-06-22
Sanction: 95-06-22 (1995, c.76)
Entrée en vigueur: 95-06-22
- 208 **Loi concernant la Ville de Saint-Tite**
M. Jolivet, député de Laviolette
- Présentation du projet: 95-05-10
Étude détaillée: CAE
Dépôt du rapport de commission: 95-06-16 AM
Adoption du principe: 95-06-21
Adoption du projet: 95-06-21
Sanction: 95-06-21 (1995, c.77)
Entrée en vigueur: 95-06-21
- 209 **Loi concernant Société Gazoduc TQM**
Mme Carrier-Perreault, députée de Chutes-de-la-Chaudière
- Présentation du projet: 95-05-10
Étude détaillée: CET
Dépôt du rapport de commission: 95-06-21 AM
Adoption du principe: 95-06-22
Adoption du projet: 95-06-22
Sanction: 95-06-22 (1995, c.88)
Entrée en vigueur: 95-06-22

- 210 **Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal**
M. Boulerice, député de Sainte-Marie—Saint-Jacques

Présentation du projet:	95-05-11
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	95-06-22 AM
Adoption du principe:	95-06-22
Adoption du projet:	95-06-22
Sanction:	95-06-22 (1995, c.74)
Entrée en vigueur:	95-06-22

- 212 **Loi concernant la Municipalité de Labrecque**
M. Laprise, député de Roberval

Présentation du projet:	95-06-02
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	95-06-21
Adoption du principe:	95-06-22
Adoption du projet:	95-06-22
Sanction:	95-06-22 (1995, c.81)
Entrée en vigueur:	95-06-22

- 214 **Loi concernant certains immeubles du cadastre du Village de Soulanges**
M. Deslières, député de Salaberry-Soulanges

Présentation du projet:	94-12-01
Étude détaillée:	CI
Dépôt du rapport de commission:	94-12-13 AM
Adoption du principe:	94-12-21
Adoption du projet:	94-12-21
Sanction:	94-12-21 (1994, c. 75)
Entrée en vigueur:	94-12-21

- 216 Loi autorisant D.H. Howden & Co. Limited à continuer son existence en vertu de la partie IA de la Loi sur les compagnies du Québec (titre modifié)
M. Chagnon, député de Westmount—Saint-Louis

Présentation du projet:	94-12-02
Étude détaillée:	CBA
Dépôt du rapport de commission:	94-12-19 AM AU TITRE
Adoption du principe:	94-12-21
Adoption du projet:	94-12-21
Sanction:	94-12-21 (1994, c.82)
Entrée en vigueur:	94-12-21

- 222 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval
M. Cliche, député de Vimont

Présentation du projet:	94-11-30
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	94-12-12 AM
Adoption du principe:	94-12-21
Adoption du projet:	94-12-21
Sanction:	94-12-21 (1994, c.57)
Entrée en vigueur:	94-12-21

- 223 Loi concernant le Village et la Paroisse de Saint-Anselme
M. Lachance, député de Bellechasse

Présentation du projet:	95-05-10
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	95-06-16 AM
Adoption du principe:	95-06-21
Adoption du projet:	95-06-21
Sanction:	95-06-21 (1995, c.84)
Entrée en vigueur:	95-06-21

**224 Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec
M. Laprise, député de Roberval**

Présentation du projet:	95-05-10
Étude détaillée:	CET
Dépôt du rapport de commission:	95-06-21 AM
Adoption du principe:	95-06-22
Adoption du projet:	95-06-22
Sanction:	95-06-22 (1995, c.87)
Entrée en vigueur:	95-06-22

**225 Loi concernant la Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine
M. Lefebvre, député de Frontenac**

Présentation du projet:	94-12-02
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	94-12-12
Adoption du principe:	94-12-21
Adoption du projet:	94-12-21
Sanction:	94-12-21 (1994, c.68)
Entrée en vigueur:	94-12-21

**N° 231 Loi concernant le Canton d'Orford
M. Benoit, député d'Orford**

Présentation du projet:	95-12-11
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	
Adoption du principe:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

- 235 **Loi modifiant la Loi concernant le Club de Golf Boucherville**
M. Beaulne, député de Marguerite-D'Youville
- | | |
|---------------------------------|-----------------------|
| Présentation du projet: | 94-12-14 |
| Étude détaillée: | CBA |
| Dépôt du rapport de commission: | 95-05-31 |
| Adoption du principe: | 95-06-21 |
| Adoption du projet: | 95-06-21 |
| Sanction: | 95-06-21 (1995, c.90) |
| Entrée en vigueur: | 95-06-21 |
-
- 236 **Loi concernant la Ville de Jonquière**
M. Dufour, député de Jonquière
- | | |
|---------------------------------|-----------------------|
| Présentation du projet: | 94-12-21 |
| Étude détaillée: | CAE |
| Dépôt du rapport de commission: | 95-03-21 AM |
| Adoption du principe: | 95-03-23 |
| Adoption du projet: | 95-03-23 |
| Sanction: | 95-03-29 (1995, c.78) |
| Entrée en vigueur: | 95-03-29 |
-
- 237 **Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda**
M. Trudel, député de Rouyn-Noranda—Témiscamingue
- | | |
|---------------------------------|-----------------------|
| Présentation du projet: | 94-12-21 |
| Étude détaillée: | CAE |
| Dépôt du rapport de commission: | 95-03-21 |
| Adoption du principe: | 95-03-23 |
| Adoption du projet: | 95-03-23 |
| Sanction: | 95-04-11 (1995, c.79) |
| Entrée en vigueur: | 95-04-11 |

- 238 **Loi concernant certaines acquisitions par le Ste Marguerite Salmon Club et le Club de pêche Sainte-Marguerite**
 M. Gagnon, député de Saguenay

Présentation du projet:	95-05-11
Étude détaillée:	CI
Dépôt du rapport de commission:	95-12-04 AM
Adoption du principe:	95-12-05
Adoption du projet:	95-12-05
Sanction:	95-12-07 (1995, c.91)
Entrée en vigueur:	95-12-07

- 239 **Loi concernant Société de Fiducie La Métropolitaine du Canada**
 M. Gaulin, député de Taschereau

Présentation du projet:	95-05-11
Étude détaillée:	CET
Dépôt du rapport de commission:	95-06-21 AM
Adoption du principe:	95-06-22
Adoption du projet:	95-06-22
Sanction:	95-06-22 (1995, c.85)
Entrée en vigueur:	95-06-22

- 240 **Loi modifiant la Loi sur la Société mutuelle de réassurance du Québec**
 M. Rivard, député de Limoilou

Présentation du projet:	95-05-10
Étude détaillée:	CBA
Dépôt du rapport de commission:	95-05-31 AM
Adoption du principe:	95-06-21
Adoption du projet:	95-06-21
Sanction:	95-06-21 (1995, c.86)
Entrée en vigueur:	95-06-21

**243 Loi concernant la municipalité de Saint-Nicéphore
M. Jutras, député de Drummond**

Présentation du projet:	95-05-17
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	95-06-21
Adoption du principe:	95-06-22
Adoption du projet:	95-06-22
Sanction:	95-06-22 (1995, c.82)
Entrée en vigueur:	95-06-22

**N° 245 Loi concernant la Paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie
M. Baril, député de Berthier**

Présentation du projet:	95-12-07
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	
Adoption du principe:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

**N° 246 Loi concernant la Ville de Mirabel
M. Beaudet, député d'Argenteuil**

Présentation du projet:	95-12-08
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	
Adoption du principe:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

N° 247 Loi concernant la Ville de Gatineau
Mme Vaive, députée de Chapleau

Présentation du projet:	95-12-11
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	95-12-15 AM
Adoption du principe:	95-12-15
Adoption du projet:	95-12-15
Sanction:	95-12-15 (1995, c.80)
Entrée en vigueur:	95-12-15

N° 249 Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec
M. Rivard, député de Limoilou

Présentation du projet:	95-12-14
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	
Adoption du principe:	
Adoption du projet:	
Sanction:	
Entrée en vigueur:	

N° 255 Loi concernant la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau
M. Dufour, député de Jonquière

Présentation du projet:	95-12-11
Étude détaillée:	CAE
Dépôt du rapport de commission:	95-12-15 AM
Adoption du principe:	95-12-15
Adoption du projet:	95-12-15
Sanction:	95-12-15 (1995, c.83)
Entrée en vigueur:	95-12-15

INDEX DES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

SUJET	NUMÉRO DU PROJET DE LOI
Certaines acquisitions par le Ste Marguerite Salmon Club et le Club de pêche Sainte-Marguerite, Loi concernant	238
Certains immeubles du cadastre du Village de Soulanges, Loi concernant	214
Coopérative fédérée de Québec, Loi modifiant la Loi sur la charte de la	224
D.H. Howden & Co. Limited à continuer son existence en vertu de la partie IA de la Loi sur les compagnies du Québec, Loi autorisant (titre modifié)	216
Gatineau, Loi concernant la Ville de	247
Jonquière, Loi concernant la Ville de	236
La Baie, Loi concernant la Ville de	203
Labrecque, Loi concernant la Municipalité de	212
Laval, Loi modifiant la charte de la Ville de	222
Le Club de Golf Boucherville, Loi modifiant la Loi concernant	235
Mirabel, Loi concernant la Ville de	246
Montréal, Loi modifiant de nouveau la charte de la Ville de	200
Montréal, Loi modifiant la charte de la Ville de	210
Orford, Loi concernant le Canton d'	231
Québec, Loi modifiant la Charte de la Ville de	249
Rouyn-Noranda, Loi concernant la Ville de	237
Saint-Anselme, Loi concernant le Village et la Paroisse de	223
Saint-David-de-Falardeau, Loi concernant la Municipalité de	255
Saint-Joseph-de-Coleraine, Loi concernant la Municipalité de	225
Saint-Joseph-de-Lanoraie, Loi concernant la Paroisse de	245

SUJET	NUMÉRO DU PROJET DE LOI
Saint-Nicéphore, Loi concernant la municipalité de	243
Saint-Tite, Loi concernant la Ville de	208
Société de Fiducie La Métropolitaine du Canada, Loi concernant	239
Société de Saint Vincent de Paul de Québec, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la	202
Société Gazoduc TQM, Loi concernant	209
Société mutuelle de réassurance du Québec, Loi modifiant la Loi sur la	240
Verdun, Loi concernant la Ville de	204

Annexe F

Sanctions

PROJETS DE LOI SANCTIONNÉS

Projet	Chapitre*
<u>8 décembre 1994</u>	
39 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités	43
<u>16 décembre 1994</u>	
43 Loi no 3 sur les crédits, 1994-1995	44
<u>21 décembre 1994</u>	
42 Loi sur la réduction du capital-actions de personnes morales de droit public et de leurs filiales	45
44 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et la Loi sur le ministère du Revenu	46
47 Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines	47
49 Loi concernant la composition du Bureau de l'Assemblée nationale	48
190 Loi modifiant la Loi annexant un territoire à celui de la Ville de Chicoutimi	49
194 Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal	50
200 Loi modifiant de nouveau la charte de la Ville de Montréal	54
214 Loi concernant certains immeubles du cadastre du Village de Soulanges	75
216 Loi autorisant D.H. Howden & Co. Limited à continuer son existence en vertu de la partie IA de la Loi sur les compagnies du Québec (titre modifié)	82
222 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval	57
225 Loi concernant la Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine	68

30 janvier 1995

38	Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives	1
41	Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales	2
48	Loi modifiant le Code de la sécurité routière	3
50	Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement et la Loi sur les permis d'alcool	4
53	Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec	5
56	Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière	6

8 février 1995

45	Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives (titre modifié)	7
46	Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives	8
52	Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec	9
54	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles	10
55	Loi modifiant la Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics	11
57	Loi modifiant la Loi de police et la Loi sur l'organisation policière en matière de police autochtone	12

Projet	Chapitre*
<u>16 mars 1995</u>	
58 Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	13
59 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	14
62 Loi n° 1 sur les crédits, 1995-1996	15
<u>29 mars 1995</u>	
64 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail	16
69 Loi n° 2 sur les crédits, 1995-1996	17
236 Loi concernant la Ville de Jonquière	78
<u>11 avril 1995</u>	
237 Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda	79
<u>16 mai 1995</u>	
60 Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires	18
63 Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec	19
66 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les terres du domaine public	20
<u>24 mai 1995</u>	
91 Loi n° 3 sur les crédits, 1995-1996	21
<u>12 juin 1995</u>	
84 Loi modifiant la Loi sur l'administration provisoire du Comité paritaire de l'industrie du verre plat et de la Corporation de formation des vitriers et travailleurs du verre du Québec	22

Projet	Chapitre*
<u>16 juin 1995</u>	
40 Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives	23
101 Loi n° 4 sur les crédits, 1995-1996	24
<u>21 juin 1995</u>	
73 Loi modifiant le Code de la sécurité routière en matière de circulation routière	25
74 Loi modifiant la Loi sur les services correctionnels	26
79 Loi sur la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (titre modifié)	27
83 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux	28
86 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux	29
95 Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire	30
100 Loi modifiant la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit et la Loi sur les corporations de fonds de sécurité	31
203 Loi concernant la Ville de La Baie	75
208 Loi concernant la ville de Saint-Tite	77
223 Loi concernant le Village et la Paroisse de Saint-Anselme	84
235 Loi modifiant la Loi concernant le Club de Golf Boucherville	90
240 Loi modifiant la Loi sur la Société mutuelle de réassurance du Québec	86

22 juin 1995

65	Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux	32
67	Loi modifiant, en matière de sûretés et de publicité des droits, la Loi sur l'application de la réforme du Code civil et d'autres dispositions législatives	33
68	Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives	34
70	Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance	35
71	Loi visant l'amélioration des relations entre le ministère du Revenu et ses clientèles	36
72	Loi modifiant la Loi sur les forêts	37
75	Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur	38
76	Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur la Régie du logement	39
77	Loi modifiant la Loi sur les parcs	40
80	Loi sur les huissiers de justice	41
81	Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, la Loi sur les tribunaux judiciaires et diverses dispositions législatives	42
90	Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (titre modifié)	43
94	Loi sur la Commission de la capitale nationale	44
96	Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement	45
97	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic	46
107	Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi sur la taxe de vente du Québec	47

Projet	Chapitre*
196 Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi	48
202 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société de Saint Vincent de Paul de Québec	89
204 Loi concernant la Ville de Verdun	76
209 Loi concernant Société Gazoduc TQM	88
210 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal	74
212 Loi concernant la Municipalité de Labrecque	81
224 Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec	87
239 Loi concernant Société de Fiducie La Métropolitaine du Canada	85
243 Loi concernant la municipalité de Saint-Nicéphore	82

7 décembre 1995

88 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (M. Campeau)	49
89 Loi modifiant le Code des professions (M. Bégin)	50
92 Loi modifiant le Code de procédure pénale et d'autres dispositions législatives (titre modifié) (M. Bégin)	51
93 Loi modifiant la Loi sur les transports (M. Léonard)	52
104 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualité de l'environnement (M. Brassard)	53
105 Loi sur la protection des plantes (M. Landry)	54
106 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur l'assurance automobile (Mme Blackburn)	55

Projet	Chapitre*
109 Loi modifiant la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (Mme Marois)	56
110 Loi modifiant la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (M. Paillé)	57
238 Loi concernant certaines acquisitions par le Ste Marguerite Salmon Club et le Club de pêche Sainte-Marguerite (M. Gagnon)	91

11 décembre 1995

99 Loi modifiant la Loi sur le bâtiment (Mme Harel)	58
103 Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (Mme Harel)	59
113 Loi portant interdiction d'établir ou d'agrandir certains lieux d'élimination de déchets (M. Brassard)	60
120 Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil du Québec (M. Chevette)	61
122 Loi concernant l'article 40 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (M. Bégin)	62

15 décembre 1995

108 Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives (Mme Marois)	63
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

85 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale (M. Landry)	64
102 Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives (M. Léonard)	65

Projet	Chapitre*
111 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et la Loi sur la Société des loteries du Québec (Mme Marois)	66
112 Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives (M. Paillé)	67
114 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives concernant l'industrie des courses de chevaux (M. Landry)	68
115 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives (Mme Blackburn)	69
119 Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives (M. Léonard)	70
121 Loi modifiant les lois constitutives des communautés urbaines et d'autres dispositions législatives (M. Chevette)	71
125 Loi 5 sur les crédits, 1995-1996 (Mme Marois)	72
134 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale (M. Chevette)	73
247 Loi concernant la Ville de Gatineau (Mme Vaive)	80
255 Loi concernant la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau (M. Dufour)	83

* Chapitres des Lois du Québec

Annexe G

Sommaire statistique

EXTRAIT DES STATISTIQUES DE L'ASSEMBLÉE¹

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE

Voir Annexe B

ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE

Séances

Nombre	92
Heures	553

Documents déposés

Rapports annuels	324
Réponses aux questions écrites	35
Rapports de commissions	129
Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale	10
Documents divers	272
Pétitions	111
Rapports du Directeur de la législation	27

Motions

Motions sans préavis adoptées (article 84 du Règlement)	
Présentées par la majorité gouvernementale	95
Présentées par l'opposition officielle	35
Présentées par des députés indépendants	3
Affaires inscrites par les députés de l'opposition	10
Motions de censure	
Avec préavis (article 304 du Règlement)	2
Après le discours d'ouverture	5
Après le discours sur le budget	5
Motions de clôture	1
Motions de suspension de certaines règles	6

Votes

Par appel nominal	95
-------------------	----

¹ Pour plus de détails, consulter les Statistiques de l'Assemblée publiées par le Secrétariat de l'Assemblée - téléphone: (418)643-2793; télécopieur: (418)643-0931

Autres procédures	
Déclarations ministérielles	11
Interventions sur une question de droit ou de privilège	7
Interventions sur un fait personnel	6
Constitution de l'Assemblée en commission plénière	1
Décisions de la présidence	28
Directives de la présidence	10
Débats de fin de séance	14

TRAVAUX LÉGISLATIFS DE L'ASSEMBLÉE

Projets de loi du gouvernement

Présentation ¹	19
Adoption	78

Projets de loi d'intérêt privé

Présentation ¹	4
Adoption	23

Projets de loi présentés par un député

Présentation ¹	1
Adoption	3

¹ Ou réinscription (article 48 du Règlement)

Achevé d'imprimer
en juillet 1996
Presses de l'Assemblée nationale